

909.09822

P462

od. Long

CORSE. L'ILE PARADOXE



Peuples Méditerranéens 38.39
MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN





CORSE. L'ILE PARADOXE

PEUPLES MEDITERRANEENS/MEDITERRANEAN PEOPLES N° 38-39
Revue trimestrielle - janvier-juin 1987

I. Le passé du présent

Fernand Etori : Peuple, nationalité, nation : pour une réévaluation de l'histoire de la Corse	5
François de Lanfranchi : L'héritage des Corsi. De la protohistoire à l'histoire	31
Jean Jehasse : Etat et région corse durant l'Antiquité	39
Pierre Rossi : Drame féodal en Corse	45
Jean-Marie Arrighi : Le clan. Renouveau et permanence	49
Francis Pomponi : L'impieggho comme relation des élites corse à l'Etat	57

II. A la recherche d'un sens

Gérard Lenclud : Clanisme, Etat et société : à propos d'un ouvrage de J. Gil	73
Claude Olivesi : Corse : une redéfinition de l'articulation à l'Etat ..	85
Anne Codaccioni-Meistersheim : La Corse, l'en-vie, la mort	105
Dominique Bosseur Salini, Marie-Jeanne Nicoli, Francesca Lantieri : L'île, figure-paradoxe	123

Nicolas Secondi, Jean-Pierre Santoni : La question du père : éléments clés pour une « analyse » du problème corse	131
Jacques Thiers : Idéologie diglossique et production de sens	139
Jacques Fusina : La question de la nouveauté dans la poésie corse actuelle	153
André Nicolai : ...Et mourir de plaisir ?	161

III. Quel concret pour la Corse ?

Michel Biggi : Le commerce en Corse. Naissance et mutation d'un « nouveau premier secteur » économique insulaire	197
François de Casabianca : Y a-t-il une place pour un développement des zones montagneuses en Méditerranée ?	209
Ghjermana de Zerbi Arpiu di ghjumenta un tomba cavallu ou De la difficulté d'une voie/voix féministe corse	219
Danièle Maoudj : Mes deux montagnes : de Tizi-Ouzou à Zonza	227
Jean-Pierre Bonnafoux : La Corse, les Corses et l'Etat	253
Alberto Merler : Evolution de la classe politique dépendante en situation de complexité sociale accrue	269
Paul Dalmas-Alfonsi : Propos sur l'ethnie corse	281
Wanda Dressler-Holohan : Le mouvement social corse. Evolution des paradigmes	301
Résumés/Abstracts	337

Cette livraison a été réalisée sous la direction de Wanda Dressler-Holohan. Elle reprend, parmi d'autres, les communications présentées à la table ronde sur « l'évolution des structures politiques de la Corse à travers ses différents modes d'articulation à l'Etat », tenue à Corte les 23 et 24 mai 1986.

Organisée par Wanda Dressler-Holohan au nom de la revue Peuples méditerranéens et de Chryséis, Laboratoire du C.N.R.S., Paris, sous les auspices et avec l'aide de l'université de Corte, cette table ronde a réuni Mesdames et Messieurs Jean-Marie Arrighi (Ajaccio), Michel Biggi (Corte), Jean Cancellieri (Corte), Marinella Carosso (Paris), François de Casabianca (Corte), Anne Codaccioni-Meistersheim (Corte), Jean Jehasse (Corte-Aléria), François de Lanfranchi (Corte-Levie), André Nicolai (Paris), Claude Olivesi (Corte), Francis Pomponi (Corte), Paul Vieille (Paris).

Publié avec le concours du Centre national des lettres.

909.09822

P462

no. 38-39

« Quand j'ai commencé ma recherche, je connaissais le Maroc, où je venais de passer trois ans comme professeur, en pleine guerre d'Algérie. Ce qui m'a donc attirée vers le Maghreb, c'est cet « Œdipe colonial » qu'analyse si bien Jacques Berque dans *Dépossession du monde*, et aussi la curiosité d'une civilisation autre. Les hommes, les coutumes, les paysages m'ont, dans cette disposition d'esprit, profondément touchée — peut-être aussi à cause d'une ascendance méditerranéenne qui fait que je me retrouve, au Maghreb même atlantique, en pays presque plus familier qu'au nord de la Loire. Je n'ai connu que l'Algérie d'après la guerre, au cours de l'été 1963 (la Tunisie un peu plus tard). Une Algérie qui m'était douloureusement quotidienne, depuis mes vingt ans. Mais surtout depuis l'hiver 1954-55. Cet hiver-là, l'insurrection venait d'éclater, après les troubles marocains et tunisiens qui avaient commencé à mettre l'Afrique du Nord « en flammes ». Mes amis étudiants et moi suivions l'actualité dans les journaux, participions aux réunions d'information, bientôt aux manifestations contre la guerre. Au nom de ce qui était encore pour moi antiracisme abstrait, de principe, anticolonialisme fondé sur le récit de faits vécus en Indochine par des gens que j'admirais. Un soir de cet hiver, donc, des amis m'entraînèrent au Collège philosophique où se tenait une conférence-débat rassemblant plusieurs écrivains maghrébins : Albert Memmi, Driss Chraïbi, Kateb Yacine. Ce dernier, inconnu hors d'un petit cercle, parlait avec fougue du roman qu'il finissait d'écrire, *Nedjma*, et en particulier du personnage de petit colon, M. Ricard, qu'il y montrait victime du système qui le faisait exploiteur, plus soucieux, à l'évidence, de comprendre que d'accabler. En écoutant Kateb, on avait l'impression, malgré la guerre commencée, que rien n'était perdu, que tout pouvait être sauvé. Un peu plus tard, dans un café où quelques amis s'étaient réunis pour continuer le débat, Kateb continuait à raconter son roman, fasciné par son propre monde intérieur, les créatures qui le possédaient : le personnage de Si Mokhtar lui revenait interminablement, défilant dans les rues de Constantine, la bouche barrée d'un morceau de sparadrap sur lequel il avait écrit : « Vive la France, les Arabes silence ». Je rentrai, emportant un tiré à part du *Cadavre encerclé*, qu'Esprit venait de publier, et, un an plus tard, je dévorai, le jour même de sa parution, *Nedjma*.

» Parallèlement à ces lectures, je découvrais très vite les autres écrivains maghrébins, Memmi, Chraïbi, Dib, Feraoun, puis tous, au fur et à mesure des publications que désormais je suivais. Mais aucune ne renouvelait l'impression de choc, de beauté violente, que j'avais ressentie devant l'univers brusquement révélé par l'œuvre de Kateb. Ses personnages pourtant chaleureux m'apparaissaient sur un fond d'étrangeté totale, presque sans référence. Je me sentais incapable, devant une bonne part de ce qui s'inscrivait en cette œuvre, de distinguer entre l'imaginaire et le réel. Les critiques saluaient le livre, ou se renfrogaient devant ce discours « barbare », mais ne voyaient guère plus clair que moi dans ces histoires de tribu. Ce langage n'avait rien de didactique : luxuriant, un peu hautain avec une pointe d'humour, il ne livrait pas facilement ses secrets. Il me fallait absolument comprendre. Que connaissais-je alors du monde intérieur algérien, ou arabe ? Presque rien. Ces impressions ont été le départ d'une quête : et non d'une « recherche scientifique », bien que j'aie été un temps attachée à l'organisme national qui porte ce nom. Une quête, où, je l'avoue, et aujourd'hui ce n'est pas loin d'être un crime aux yeux de certains, je me suis autant cherchée que je cherchais à comprendre l'Algérie, le Maghreb : Maghreb, Algérie « fantômes » peut-être, pour parler comme Michel Leiris. Mais comment prétendre qu'il est possible d'éviter totalement illusions et mirages, parce qu'on est parti armé de raison raisonnante ou dialectique ? »

Jacqueline ARNAUD, « Recherches sur la littérature maghrébine de langue française. Le cas de Kateb Yacine »,
Thèse de doctorat d'Etat, Paris III, 1978, pp. 1-3.

Jacqueline Arnaud faisait partie du collectif de rédaction de Peuples méditerranéens depuis la fondation de la revue. Elle est brusquement décédée le 14 janvier 1987.

PEUPLE, NATIONALITE, NATION : POUR UNE REEVALUATION DE L'HISTOIRE DE LA CORSE

Fernand ETTORI

Traduit du corse par Paul DALMAS-ALFONSI

« Populu, naziunalità, nazioni : par una rivalutazioni
di a storia di Corsica. »

Fernand Etti, Communication aux secondes
journées du CIEMEN, Abadia de Cuixà, 16-22 août 1977,
De Nationalia III, Publications de l'Abadia de Mont-
serrat, 1978, pp. 143-178.

I. Le peuple corse

En 1964 un géographe français nommé Rondeau, dans un petit livre de synthèse sur la Corse, donnait cette conclusion au chapitre démographie :

« C'est donc fort intelligemment que les Corses se sont rués vers l'émigration... Le résultat a été de vider le pays, phénomène surprenant dans ce monde méditerranéen grouillant et où se pose partout la disette de terres, avec tout ce que cela suppose de crises sociales et politiques. La conséquence heureuse de la départementalisation a été de supprimer ce genre de problèmes, sans, au fond, en créer d'autres... A une époque où l'on voit dépenser des sommes astronomiques pour mettre en valeur des régions marginales, il est réconfortant de voir comment les Corses ont résolu individuellement le problème du surpeuplement rural : si l'île en a souffert, ses habitants s'en sont bien trouvés, et c'est cela qui compte ¹. »

Douze ans plus tard, ce n'est plus cela « qui compte », et personne ne se réjouit de cette merveille de solution qui coûte si peu à l'Etat. Un autre géographe, corse lui et militant politique, parlant de ce même fait de l'émigration, intitule deux articles, l'un « Mort d'un peuple ? », et l'autre « Expansion ou génocide ? ». Et, après une étude démographique, il écrit :

« La mort du peuple corse est planifiée, froidement appliquée par les pouvoirs publics. Une nouvelle Corse est mise en place, excluant la population historique de l'île et bâtie sur un monde totalement étranger à l'âme de ce pays. La mort d'un peuple, volontairement planifiée, cela ne s'appelle pas expansion ni démocratie, fût-elle française, cela s'appelle génocide². »

Que signifie cette différence ? Elle n'est pas contraste entre deux hommes ou deux doctrines politiques, mais entre deux époques. Quand parut le livre de Rondeau, personne en Corse n'a poussé le moindre cri ; aujourd'hui, tout au contraire, tout le monde crierait au scandale si quelqu'un osait écrire que l'émigration n'a posé aucun problème.

Si on cherche à aller plus au fond, on voit que, en dix ans, un changement s'est effectué sur un point précis : la naissance (ou la renaissance) de l'idée de peuple, avec toutes ses conséquences. Pour Rondeau, notre géographe de 1964, la Corse n'est rien d'autre qu'un département français habité par une population française. « Le fait départemental, écrit-il, l'emporte sur le fait insulaire ou typiquement méditerranéen³. » En deux cents pages, on traite de la Corse, de sa population, de ses habitants ; quelquefois on dit « les Corses » ; mais du peuple corse, on ne parle jamais. Les problèmes de la Corse, si jamais on en rencontre un parmi tant de félicité, ne sont que de rapports entre département et Etat, comme cela se produit dans le Loir-et-Cher ou la Côte d'Or. Mais de « question corse », point.

Aujourd'hui, à l'inverse, la question corse est là, sous les yeux de chacun, ouverte au grand jour, impossible à nier. Sans chercher bien loin, il suffit de jeter un coup d'œil sur les derniers livres français qui traitent de la Corse. Il suffirait même d'en regarder la couverture. L'une vous montre la France morcelée et, en bas, sur la droite, une île appelée « République corse » ; une autre, la Corse, couleur de sang, avec un fusil mitrailleur en plein milieu disparaissant peu à peu dans la mer. Les titres de ces livres ? *La France en miettes*, *La Corse à la dérive*⁴. Et il ne sert à rien de dire que ce sont là exagérations de journalistes. Admettons qu'il soit porté à exagérer, un journaliste n'a jamais eu le pouvoir de faire l'histoire ; l'histoire fait le journaliste : témoin, bon ou mauvais, de son temps, il se tourne vers là où le vent le pousse.

Le vent d'aujourd'hui nous apporte des mots nouveaux (ou rénovés), le mot « peuple », le mot « nation », apparus depuis peu dans le discours politique. Apparus aussi dans les rues. Il suffit d'ouvrir l'œil et de tendre l'oreille. Ici passent des enfants avec le slogan « Corse Nation » sur leur

chemisette ; là-bas une affiche appelle à une réunion « pour la sauvegarde de la Nation ». Et voilà que l'on entend parler de nationalisme et de nationalistes.

Il paraît donc utile, et même nécessaire, de réfléchir un tant soit peu sur ces termes et peut-être de demander de l'aide à l'histoire et, en général, à toutes les sciences de l'homme.

Il convient ici de définir l'origine et le but de cette recherche. Il est clair que le choix du sujet nous a été imposé par les événements et que nous écrivons, pour ainsi dire, sous l'injonction de l'actualité ; et d'une actualité qui n'est pas un spectacle à contempler, mais un lieu de l'action pour celui qui veut que le peuple corse soit maître et majeur chez lui. Cela signifie que l'exactitude et l'honnêteté de la pensée, qui seront toujours notre point de mire, ne peuvent se confondre avec la soi-disant objectivité du vieux positivisme ni même avec la prétendue neutralité de tant et tant d'œuvres universitaires qui, qu'on le veuille ou non, qu'on le sache ou pas, dissimulent les postulats de leur recherche.

Pour cette raison, nous tenterons de réévaluer l'histoire de la Corse selon de nouveaux critères. Faire œuvre d'historien n'est rien d'autre que poser certaines questions à l'histoire ; vaut l'historien ce que vaut la qualité et l'utilité des questions posées. Il importe beaucoup aujourd'hui de savoir ce qui se cache sous ces paroles de « peuple » et de « nation » qui sont apparues à l'improviste dans le vocabulaire politique. La route pour y parvenir n'est pas celle des définitions *a priori* ; nous nous appliquerons plutôt à l'analyse de situations de conflit politique (au sens le plus large) qui font naître (ou mourir) certains concepts.

a. Le fait de l'insularité

Avant d'interroger l'histoire sur la nation corse, nous interrogerons la géographie sur la Corse.

Le premier fait est celui de l'insularité. La Corse est une île de 8 722 km², la troisième quant à l'étendue de la Méditerranée occidentale, après la Sicile et la Sardaigne. Laissons de côté la relation entre l'île et la mer. On sait suffisamment que l'insularité n'est pas plus un facteur dissuasif qu'incitatif à la navigation. C'est une donnée qui peut changer de valeur suivant la situation économique, sociale et politique. Les Corses et les Sardes n'ont pas été des navigateurs ; les Anglais et les Japonais, si, mais à partir d'un certain moment de leur histoire (le XVI^e siècle pour l'Angleterre, le XIX^e pour le Japon), ce qui révèle les limites de l'explication d'ordre géographique. Il est de mode aujourd'hui dans tel ou tel milieu officiel de se plaindre des inconvénients — du *handicap* comme ils disent — de l'insularité. En fait l'insularité n'est un désavantage que dans un certain type d'économie qui, tirant tout au centre, ruine la périphérie : alors oui, contraintes de tout acheter à l'extérieur, les insulaires se trouvent mal d'être insulaires. Dans une autre situation, il n'y a pas de raison pour que l'insularité ne puisse être un avantage. Au temps de la Corse indépendante, au XVIII^e, on a pu voir les premiers pas du déve-

loppement d'une marine de course et de commerce, et même d'une expansion maritime, quand les Corses s'emparèrent de l'île de Capraja (1767). Et ce fut l'une des raisons qui poussèrent la République de Gênes à céder la Corse au roi de France. Au commencement de la négociation, Sorba, ministre de Gênes auprès de la Cour de Versailles, a très bien défini ce que la République attendait du roi en lui cédant l'île : que les Français assurent « la totale suffocation pour ainsi parler du peuple de Corse » sans lui laisser « un arpent de territoire sur la mer⁵ ». Les Génois, gens pratiques dans les choses de la mer, avaient compris qu'il y avait péril à permettre la naissance d'une puissance maritime en face des côtes ligures.

Du fait insulaire, soumis aux vicissitudes de l'histoire, on ne peut tirer beaucoup de conclusions. Plus intéressante est la position de l'île en Méditerranée, à cent dix kilomètres des côtes d'Italie, avec une navigation facilitée par l'archipel toscan. La conséquence en est que le poids politique et culturel de la Terre ferme s'est fait davantage sentir sur la Corse que sur la Sardaigne, plus éloignée. Et cela depuis les temps les plus anciens.

Pendant la préhistoire est connue l'importance du peuplement dit ligure (il est deux autres accès, le premier depuis l'Afrique, en passant par la Sardaigne et l'autre depuis la péninsule ibérique avec une escale dans les Baléares).

Au Moyen Age, la Corse tombe sous la domination de la féodalité lombarde et franque établie en Toscane, et devient une indépendance des marquisats toscans qui importent dans l'île le système féodal, alors que, à la même époque, on observe en Sardaigne un développement original⁶. Il existe un texte curieux qui montre très bien cette différence entre Corse et Sardaigne au Moyen Age. Dans la *Chronica Slavorum* est raconté un voyage effectué en 1175 par Ghirard de Lorraine, vicomte de Strasbourg, envoyé extraordinaire de l'empereur Frédéric I^{er} auprès du sultan d'Égypte. Passant par la Corse et la Sardaigne, il fait une courte description des coutumes des Corses et des Sardes. Les premiers il les voit comme des gens nobles et guerriers ; les seconds comme rustiques, peu habiles à l'usage des armes.

« In Corsica vero sunt homines utriusque sexus compositi, curiales, habiles, hospitales, viri militares et bellicosi. In Sardinia autem a contrario sunt homines incompositi, rustici, sylvani, tenaces, viri effeminati et deformes⁷. »

Ce passage ne signifie rien d'autre que ceci : le vicomte de Strasbourg, seigneur féodal, reçu en Corse par les seigneurs féodaux, a reconnu ses pairs, avec les mêmes usages et le même système de valeurs ; toute chose qu'il ne retrouve pas — ou du moins pas au même degré — dans une Sardaigne moins touchée par le féodalisme de Terre ferme.

De cette influence toscane sur la Corse, on ne finirait pas d'énumérer toutes les conséquences. Au point de vue de la langue, l'influence

toscane a coupé l'unité linguistique corso-sarde et aidé, jusqu'à un certain point, à unifier la langue corse au moins pour ce qui est de la syntaxe⁸. Au point de vue culturel, la même influence explique que la langue corse ait mis tant de temps à s'élever au rang de langue écrite, dans la mesure où la place était déjà tenue — et bien tenue — par le latin et le toscan. Une riche littérature orale en langue corse et une littérature écrite qui, pour ainsi dire, s'étaient partagé le terrain, ont repoussé jusqu'aux dernières années du XIX^e siècle l'usage littéraire plein et entier de la langue corse.

Après l'insularité, après la situation de la Corse en Méditerranée, il conviendrait de dire quelques mots du relief et de la géologie.

Chacun le sait depuis que Ratzel l'a dit : la Corse est une montagne dans la mer ». Puisque cette formule est juste, rien ne vaut de la repousser avec l'excuse qu'elle serait trop connue. Mieux vaut regarder une carte. Une épine dorsale de hautes montagnes (2 715 m au Mont Cintu), des vallées orientées vers l'est et l'ouest à peine 23 000 hectares de plaines en bordure de mer : dans cette configuration du terrain est inscrite la vocation pour la vie pastorale, avec une transhumance et un estivage à trois niveaux (montagne, village, plaine) ; y est inscrite aussi, plus ou moins, la difficulté des communications internes de vallée à vallée et, par voie de conséquence, la complexité de l'unité économique et politique. Mais l'altitude moyenne plus élevée que dans les îles amies fait de la Corse un véritable château d'eau, chose rare et précieuse en Méditerranée et qui, mieux utilisée, serait un salut pour elle.

Quant à la géologie de la Corse, à la suite des travaux de ces dernières années, elle est assez connue⁹. Le sous-sol n'est pas très riche : quelques mines qui ne sont plus productives aux jours d'aujourd'hui ; du fer toujours en faible quantité ; la plus grande partie provenait de l'île d'Elbe. Ce manque a pesé lourdement sur la destinée de la Corse surtout au XIX^e siècle, mais aussi au XX^e ; la Sardaigne a de quoi faire avec les problèmes de l'industrialisation ; la Corse avec le manque d'industrie. Manque qui, dans la situation de la Corse actuelle, risque de perdurer, même si, par hasard, on trouvait du pétrole au large d'Aleria.

Nous mettons fin ici à ces considérations sur la géographie. Son pouvoir, tout grand qu'il soit sur la vie humaine, ne va jamais plus loin qu'aider aux entreprises de l'histoire. Quand géographie et histoire entrent en opposition, c'est toujours l'histoire qui gagne. Depuis la conquête romaine, les deux événements les plus importants pour la Corse, qui ont changé son destin pour des centaines d'années, sont l'un, au IX^e siècle, le passage de l'île sous la domination des marquis toscans, l'autre, au XVIII^e, la substitution de la France à Gênes. Le premier s'est fait en accord avec une géographie de la proximité ; le second s'est établi contre elle. L'île a été détachée de ses parages naturels et culturels pour entrer dans un ensemble politique assez lointain et différent. Le fait politique — la France première puissance maritime, avec l'Angleterre, de la Méditerranée — a vaincu les données de la géographie.

b. Un peuple qui meurt

La géographie nous a montré une île ; l'ethnologie nous montre un peuple, au sens de groupe ethnique¹⁰. Mais foin des ethnologues ! Il suffit de débarquer à Bastia pour comprendre ce qu'est un peuple, à condition bien entendu de regarder les gens et pas les choses seulement ainsi que le géographe déjà mentionné qui en Corse ne voyait que « voitures françaises » et « plaques d'égout venues d'une quelconque fonderie continentale »¹¹ ! Il suffit aussi d'entrer au restaurant universitaire d'Aix-en-Provence à l'heure de midi et de voir les étudiants corses regroupés du même côté, ne se mêlant pas plus aux autres que n'acceptant de *pinzuti* parmi eux¹². Ceci est un signe qui ne trompe pas.

Qui dit peuple dit culture particulière. Il y aurait à peine besoin de le dire si, de temps à autre, quelque personnage ne se demandait, l'air grave, s'il existe une culture corse¹³. Comme pour le mot « peuple », on touche ici du doigt la confusion du vocabulaire prisonnier de la définition aristocratique de la culture et du préjugé un peu vieillot de la hiérarchie des cultures.

Si l'on veut en savoir plus sur ce peuple, il peut servir de consulter les démographes. La démographie est le premier moyen pour tâter le pouls d'un peuple. Comment va la santé du peuple corse ? On ne peut répondre que : mal, très mal. Les statistiques trahissent un triple péril.

En premier lieu, rareté de la population. Si nous prenons l'état démographique de l'année 1960 (on comprendra, plus avant, pourquoi on choisit 1960 et non pas 1977) on voit cette rareté absolue et relative. Parmi les îles de la Méditerranée occidentale, la Corse est la dernière en population et la dernière en densité.

Population (en milliers d'habitants) :

Sicile	4 721
Sardaigne	1 419
Baléares	443
Corse	160

Densité (au km²) :

Sicile	184
Baléares	88
Sardaigne	59
Corse	18

Une densité de 18 ne se rencontre que dans les îles les plus pauvres de la mer Egée¹⁴.

En second lieu, l'évolution démographique est mauvaise. Parmi les îles voisines, la Corse est la seule dont la population soit allée en

diminuant au long des cent dernières années. En 1880 elle était plus peuplée que les Baléares et possédait une densité supérieure à celle de la Sardaigne. La population a baissé au point que, en 1975, le bilan naturel est devenu négatif. Dans la Corse d'aujourd'hui, on meurt plus qu'on ne naît.

En troisième lieu, advient un fait nouveau et grave : depuis quinze ans, le peuple corse est en train d'être peu à peu substitué par des éléments allogènes. Cette substitution, les statistiques officielles la laissent échapper parce qu'elles ne font aucune distinction entre Corses de culture appartenant au groupe ethnique corse et gens de l'extérieur venus s'établir dans l'île. Pour cela, il est difficile d'assurer les chiffres avancés¹⁵. Mais le fait reste que l'émigration corse se poursuit et que, en même temps, l'immigration (pour sa majeure partie composée de non Corses) se fait importante. De 1954 à 1976, 55 000 Corses ont franchi la mer ; 110 000 immigrants sont arrivés. Cela donne qu'aujourd'hui la population de la Corse, qui s'élève à environ 237 000 habitants, se répartit à peu près ainsi : peuple corse : 124 000 ; étrangers : 51 000 ; *pinzuti* : 62 000. Si le mouvement continue, d'ici à peu de temps, les Corses deviendront une minorité ethnique sur leur propre terre. De plus, les arrivants sont plus jeunes que les Corses restés dans l'île et ont une part plus active dans la vie économique.

Voilà la situation. Situation singulière qu'on ne rencontre pas — ou du moins pas au même degré — dans les autres îles de la Méditerranée occidentale prises pour terme de comparaison. Situation grave : la conscience que l'on commence à en prendre est un élément important du malaise d'aujourd'hui.

c. Une histoire mythique

Cette prise de conscience, pour limitée qu'elle soit, du péril démographique apparaît assurément comme un signe de conscience ethnique. Qu'elle aille plus loin vers une forme de conscience nationale, cela ne peut se dire sans se tourner vers l'histoire.

Ce genre de questions, les historiens de la Corse ne se les sont jamais, ou presque jamais, posées. L'histoire traditionnelle est une histoire mythique, et le mythe qu'elle transporte n'est autre que le mythe fondateur de la Corse française.

Le résultat en est une histoire tronquée, amputée de deux siècles. Pour certains, elle s'arrête en 1768 quand les Génois cédèrent au roi de France leurs droits de souveraineté sur la Corse ; pour certains autres, elle s'arrête le 30 novembre 1789 quand à Paris l'Assemblée Nationale décréta la Corse partie intégrante de la Nation française. Ensuite, plus rien, ou si peu, durant le XIX^e siècle tout entier : la liste des préfets, les changements de régime en France : royauté, empire, république ; et les guerres. L'histoire corse s'est éteinte dans la « paix française », autre concept mythique qu'il serait intéressant d'étudier, si l'on en avait le temps¹⁶.

Avant cette date bénie, tout est guerre, misère, tyrannie, désordre, en peu de mots le chaos primitif d'avant la Création, à peine de temps en temps illuminé par la vision d'un avenir heureux. De fait un finalisme naïf (ou trop avisé) règle la marche de l'histoire. L'incorporation de la Corse à la France (il serait inconvenant de dire « la conquête ») apparaît à ces historiens comme un fait du destin prévu de toute éternité, inscrite qu'elle serait dans les grands mouvements géologiques qui ont fait et défait le continent tyrrhénien. Ambrogio Ambrosi se réjouit d'apprendre de la géologie, la botanique, la zoologie que la Corse n'est pas une terre italienne, mais un morceau de France égaré un peu loin des côtes de Provence¹⁷.

Un mythe veut des héros. Le XIX^e siècle dresse sur la Corse la triade capitoline, Sampiero, Paoli, Napoléon. Sampiero, en tant que précurseur de la Corse française¹⁸ ; Napoléon est... Napoléon, et il y aurait une quantité de choses à dire sur la fonction intégratrice du mythe napoléonien. Quant à Paoli, sa vie a été taillée en deux. Avant 1768, tant qu'il lutte contre Gênes, c'est un grand homme. Quand il combat les Français en 1769, on parle de malentendu ; et en 1793, lorsqu'il les met dehors, il n'est plus qu'un vieillard tombé en enfance qui se laisse porter par Pozzo di Borgo. Voilà comment les historiens corses francisés ont cherché à combiner la tradition du Père de la Patrie avec le mythe de la Corse française. Les historiens français, eux, n'y vont pas par quatre chemins : en 1769 Paoli était un rebelle ; en 1793, un traître.

A cette mythologie française correspond une mythologie italienne qui a eu sa plus grande force au temps du fascisme. Alors toute étude linguistique, ethnologique, historique s'efforçait de démontrer l'*Italianità della Corsica*, selon le titre d'un recueil imprimé à Cagliari en 1939¹⁹. Dans un premier article, un Ambrosi italien proclame que *la struttura geologica della Corsica est parti integranti della regione italica*²⁰. Cette mythologie, symétrique de la française, nous la laisserons de côté parce qu'il semble qu'elle soit tombée en désuétude de l'autre côté de la Tyrrhénienne, alors que la française est toujours vivace²¹.

Dans ces conditions, il est concevable qu'on puisse réclamer pour nécessaire une réévaluation de l'histoire de la Corse qui corresponde à nos préoccupations. A dire vrai, les historiens d'aujourd'hui ne sont pas tous englués dans la susdite mythologie. Il en est aussi qui, hors des sentiers battus, se sont consacrés à l'étude des formes et de l'évolution de la société corse, selon les tendances de l'historiographie contemporaine ; œuvres de valeur qu'il ne faut pas méconnaître. Mais, aussi utiles que soient ces travaux, il nous semble apercevoir une sorte de peur de toucher à certains sujets trop chargés d'actualité. Le fait est qu'ils sont toujours éloignés de ces questions qu'ils jugent troubles et périlleuses, et que nous jugeons vitales.

Nous reviendrons donc, sans beaucoup d'aide, à nos problèmes. Afin qu'il n'y ait point de confusion, nous préciserons notre terminologie :

— Un groupe ethnique, ainsi que nous l'avons déjà dit, nous le nommerons *peuple*. Tout peuple possède une *conscience ethnique* (à moins d'être ou dominant ou sans contacts avec qui que ce soit ; il croit alors que ses valeurs propres sont universelles).

— La *conscience nationale*, c'est autre chose. Elle naît lorsqu'un peuple est capable d'un projet historico-politique. Et l'on peut parler alors de *nationalité*.

— Enfin quand une nationalité se dote de cette forme de pouvoir politique qui se nomme un *Etat*, on parlera de *nation*. Mais il convient ici de préciser les limites de ce concept dans l'espace et le temps. Cela vaut seulement pour l'Europe occidentale quand la bourgeoisie, se renforçant et voulant prendre pouvoir, a tenté de distinguer l'ensemble d'une société de la personne du Prince. Ce procès historique commence lentement au Moyen Age et s'épanouit à la fin du XVIII^e siècle avec la Révolution française.

II. La nation corse du XVIII^e siècle

Au XVIII^e siècle justement, la Corse se trouve dans une situation historique qui mérite l'attention et lui donne une place particulière parmi les autres nationalités dominées. Quand les autres, pour reprendre force et courage, se tournent vers, ainsi que le dit un poète français, « le passé lumineux » et qu'elles cherchent l'acmé de leur peuple, elles le trouvent toujours assez loin, au temps des ducs de Bretagne, des troubadours occitans, des *giudicati* sardes, etc., dans tous les cas au Moyen Age, ce qui signifie en un siècle où l'on ne peut parler de nation au sens que nous avons défini. Alors que le Corse d'aujourd'hui se tourne vers Pascal Paoli au milieu du XVIII^e siècle. Alors oui, on a le droit (et même le devoir) de se poser la question : la Corse fut-elle une nation en ce temps-là ?

La réponse ne peut être que positive. De 1729 à 1769, dans un long effort de quarante ans, peu à peu et à tâtons, s'est faite la construction de la nation corse. Dans les dernières années de cette période ne peut être niée l'existence d'un Etat possédant toutes, ou quasiment toutes, les marques de la souveraineté : drapeau, monnaie, armée permanente (et même une flottille battant pavillon à tête de more), imprimerie nationale, gazette officielle, université. Deux choses seulement lui manquent : la possession entière du territoire national (les cités maritimes, Bastia, Ajaccio, Calvi, Bonifacio sont toujours aux mains des Génois) et une reconnaissance *de jure* des puissances, qui aurait confirmé une sorte de reconnaissance *de facto* qui lui avait été accordée par certaines²². Et cet Etat ne se confondait pas avec la personne de son chef. Les institutions étaient celles de la République, même si le terme de « république » ne fut jamais utilisé parce qu'il rappelait le nom de la République de Gênes²³.

Si l'on cherche à préciser les caractères de ce que les contemporains appelaient « la Révolution de Corse » et à lui donner une place parmi les mouvements similaires de l'Europe occidentale, il nous semble que l'aspect de libération nationale prévaut sur celui de révolution, c'est-à-dire de lutte d'une classe afin d'en chasser une autre du pouvoir. Non qu'il n'y ait eu des discordes internes de village à village, de bergers à agriculteurs, du Pumontu au Cismontu, excitées et utilisées par les Génois. Mais la ligne de partage qui résulte, à chaque fois, de ces oppositions, ne se combine jamais avec celle qui divise les classes sociales. Les luttes internes, aussi dures qu'elles aient été, sont d'importance secondaire vis-à-vis du fait de l'union contre la domination génoise. De ce point de vue, ces quarante ans de guerre de Corse ressemblent plus à la lutte d'indépendance des Provinces Unies des Pays-Bas au XVI^e siècle ou à celle des Etats-Unis d'Amérique, commencée six ans après la défaite de Ponte Novu, qu'aux Révolutions d'Angleterre et de France.

Un autre caractère qui particularise la Révolution de Corse est la nature de la classe qui en a pris le commandement. Ça n'a pas été, comme ailleurs, une bourgeoisie urbaine et commerçante. Ce type de bourgeoisie, quoique de peu d'extension, existait, mais, souvent d'origine génoise et résidant dans les cités maritimes, elle était trop liée à la République pour pouvoir prendre une part dans la lutte d'indépendance. D'un mouvement né dans l'intérieur de l'île, la direction fut prise par une classe de notables ruraux dont la fortune venait de la terre. Et du fait que cette classe n'avait pas à lutter sur place contre une autre classe aristocratique ou féodale, détruite par les Génois, son but a été de devenir une noblesse reconnue au sein d'une société ordonnée selon les normes du temps. Si on y ajoute le poids idéologique d'un clergé patriote qui a été le guide intellectuel du mouvement, on comprend que, de par ces conditions particulières, la Révolution corse ait offert aux historiens un visage incertain, tourné tantôt vers le passé, tantôt vers l'avenir. Et que nombre de ces historiens — l'arbre cachant la forêt — aient hésité à reconnaître dans les quarante années de la guerre de Corse la première des constructions nationales du XVIII^e.

Construction nationale qui est allée à la dérive. La faute en est revenue aux armes du roi de France, mais aussi à certaines faiblesses internes. Parmi la classe dirigeante de la Révolution de Corse, seule une minorité éclairée par la stimulation de Pascal Paoli avait le projet politique de faire de la Corse une nation indépendante, ou au moins autonome. La majeure partie n'avait en vue que ses intérêts de classe ; et quand elle pensa que le roi de France pourrait les satisfaire, elle abandonna le Père de la Patrie. Ce manque de maturité politique chez les notables, cette impuissance à s'identifier à une nation (qui peut s'expliquer par le faible avancement de l'économie) a été d'un grand poids sur le destin du peuple corse.

Bien entendu, il serait absurde de chercher dans cette nation corse du XVIII^e des caractères qui n'apparaîtront qu'un siècle plus tard ; comme

par exemple la volonté d'établir la nation sur un fondement ethnique de la culture. Idée rousseauiste qui, passant par Herder, n'atteindra son plein développement que dans la seconde série des constructions nationales, celles du XIX^e.

Il ne vient même pas à l'esprit de Pascal Paoli, formé par le piélluminisme napolitain, de considérer la culture corse comme une valeur. *A lingua nostra*, pour lui, c'est la langue italienne et il se réjouit d'apprendre que sa petite nièce, élevée en Toscane, perd l'accent rustique de Merusaglia²⁴.

Quoi qu'il en soit, la nation corse, avant de mourir, a été le centre de tous les regards de l'Europe éclairée. Nous n'insisterons pas sur un fait bien connu²⁵. Mais si, durant un certain nombre d'années, tant d'yeux se sont tournés vers Pascal Paoli avec un intérêt disproportionné par rapport à la puissance d'une petite île, c'est parce que l'on avait compris qu'était en jeu le sort de la première expérience nationale, au sens moderne du terme « nation ».

III. Le temps de l'engourdissement

Une fois détruit l'Etat corse, commence l'histoire de la Corse française. Ces deux siècles peuvent se diviser, à notre avis, de part et d'autre de l'année 1890. Avant cette date, c'est le temps de la conscience nationale endormie. Et voilà aussitôt la question qui vient aux lèvres (et nous nous étonnons de ce que personne ne l'ait jamais posée de façon nette) : pourquoi cet engourdissement ? comment se fait-il que la Corse n'a jamais été touchée par le mouvement européen des nationalités du XIX^e, quand l'époque de l'Etat national était encore si proche, son souvenir toujours vivace et que fleurissait dans les livres et les discours la rhétorique des « ancêtres glorieux »²⁶.

Cette poussée du sentiment national pouvait se faire selon deux directions : vers la parenté culturelle, en s'unissant au Risorgimento italien ou vers la spécificité du groupe ethnique corse, comme le faisaient tant d'autres peuples européens. Dans la première direction pouvait avoir avancé une bourgeoisie cultivée et toscanisante ; dans la seconde, un effort, même timide, vers 1840 pour mettre en valeur le riche patrimoine de la littérature populaire²⁷. En fait la Corse n'est allée bien loin ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux voies. Il serait utile d'en savoir le pourquoi.

La réponse n'est pas facile. Pour les raisons que nous avons déjà mentionnées, le dix-neuvième siècle corse est peu connu. Manquent les études et même sur des points capitaux, et l'heure n'est pas venue de la synthèse. La prudence sera donc de règle : ce que nous dirons, il convient de le considérer plus comme une hypothèse à vérifier que comme un ensemble de résultats.

a. Une intégration mal réussie

La première explication que l'on pourrait donner de cette chute de la conscience nationale serait la réussite de l'intégration à la France. Mais, au premier coup d'œil, on voit qu'au XIX^e siècle, la Corse, au plus profond d'elle-même, reste à l'écart.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'ethnicité. Si la Corse a été terre de prédilection pour le romantisme français, c'est le signe que voyageurs et romanciers y trouvaient quelque chose qu'ils ne trouvaient pas en France. Mérimée est le premier témoin de l'échec de l'intégration culturelle.

Mais il faut aller plus au fond. Au XIX^e siècle la conscience corse reste ce qu'elle a toujours été depuis les temps les plus anciens, une conscience brimée, celle d'un peuple qui n'a jamais été maître de son destin. Ce sentiment d'humiliation, qui tourne facilement en susceptibilité et même en violence, peut s'observer dans l'histoire de la Corse du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. A la façon du vieux Petru Cirneu, qui, en 1506, en entamant sa chronique latine, disait avoir pris la plume pour démentir Strabon — *mendacia Strabonis* — les écrivains corses ne se sont jamais lassés de combattre les « détracteurs » de leur patrie et d'établir un catalogue, toujours renouvelé, de ses « hommes illustres »²⁸. Quant au peuple, cette conscience humiliée se manifeste dans certains coups de colère — quelquefois mêlés d'un soupçon de xénophobie (la xénophobie, comme on le sait, est l'autre face de l'hospitalité) — que l'on rencontre tout au long du XIX^e siècle. En 1849, un mouvement du peuple d'Ajaccio contre les soldats de la garnison qui s'étaient baignés nus aux Salines devant des femmes et des enfants, se fait au cri de « Mort aux Français »²⁹. En 1899, Antone Bonifacio nous raconte dans ses *Memorie* comment deux professeurs français du Collège Fesch, qui parlaient mal de la Corse et des Corses, ont dû s'embarquer en vitesse, assaillis par une foule qui suivait leur navire en barques et brandissant le drapeau corse³⁰.

D'un point de vue plus strictement politique, on hésite à assurer que l'intégration de la Corse ait été faite par la Révolution au même degré que pour les autres provinces françaises.

Nous savons bien qu'aujourd'hui certains historiens font des pieds et des mains pour démontrer que la Corse entière, sous un déluge de rubans à trois couleurs, s'était donnée pour toujours à la Nation française. Mais, outre que le « pour toujours » n'a duré que cinq ans, nous restons dubitatifs devant une argumentation qui confond trop Révolution française et nation française, qui oublie les manifestations populaires anti-françaises de 1789 et surtout se préoccupe peu de chercher la signification de ces cocardes bénies. Les Hongrois qui, en 1956, dressaient des drapeaux américains dans les rues de Budapest, considéraient ce geste comme un signe de liberté, pas comme celui d'un régime économique et social précis. De la même façon, il semble que la Révolution française ait été comprise par les paolistes comme la revanche de Ponte Novu. Pour

parvenir à une conclusion un peu solide, il faudrait une sémiologie plus exacte du discours et du geste politique³¹.

On ne peut pas plus considérer la rupture avec la France en 1794 comme un simple épisode local de l'insurrection fédéraliste. En fait les Jacobins et Paoli ne parlaient pas le même langage. Le malentendu était dans la parole « liberté » qui, pour les premiers, signifiait liberté de l'individu dans une France centralisée, et qui pour Paoli signifiait liberté pour le peuple corse de se gouverner selon ses lois sous la protection de la France. Cette faculté lui ayant été niée par la France révolutionnaire comme elle l'avait été par la France monarchique, Paoli s'est tourné vers l'Angleterre pour tenter de l'obtenir. En procédant ainsi, il se maintenait dans la droite ligne de sa politique de toujours définie depuis 1756 : souveraineté de la Corse sous la haute protection de l'une des deux puissances navales les plus importantes de Méditerranée, la France ou l'Angleterre.

Cette intégration de la Corse à la France que la Révolution de 1789 n'a pas faite, le dix-neuvième siècle ne l'a pas faite davantage. La société corse reste en marge de la société française. Deux faits trahissent cette différence : le banditisme et le système de vie politique.

Le premier est mal connu. Aliment d'un romantisme de quatre sous, sujet de dissertation pour les juristes ou motif de lamentation pour les administrateurs, le banditisme corse a été négligé par les historiens, au contraire de ce qui se fait ailleurs³². Tous s'accordent pourtant à dire que le dix-neuvième a vu un accroissement de ce phénomène social. Signe de révolte caché au plus profond d'une société paysanne, refus de la justice étatique considérée comme étrangère, le banditisme du dix-neuvième siècle corse témoigne de la faible intégration de la Corse à la France.

En témoignage, dans le même sens, le système de la vie politique appelé « clanisme » par les Français³³. Sans vouloir entrer dans les détails de cette organisation en deux partis, plus qu'ancienne, mais renforcée au XIX^e par l'usage de plus en plus large des élections, il suffit de rappeler qu'elle servait de tampon entre l'Etat et la société insulaire. En échange du pouvoir politique, le chef de parti aide ses partisans à se protéger des inconvénients d'une loi faite à distance et sans attention pour les conditions locales spéciales. De la sorte, le système des partis qui, d'un certain point de vue empêchait une prise de conscience nationale, d'un autre point de vue a été un moyen de résistance à l'acculturation³⁴. C'est ce qui ressort de l'enquête faite en 1887 par Paul Bourde, journaliste au *Temps* de Paris. Une fois énumérées toutes les manières de détourner la loi française dont on faisait usage en Corse, il conclut que cette île est « un morceau de Moyen Age subsistant au milieu de la Méditerranée »³⁵. Pendant plus de cent ans, l'Etat français a été considéré comme quelque chose de lointain et de dangereux : « les affaires sont en français » dit le Corse quand les choses tournent mauvais. Il fallait se protéger de ses lois et on pouvait voler son bien sans vergogne, selon le proverbe toujours vivant : « bien de l'Etat, bien de l'ennemi ».

b. La bourgeoisie corse et le « Risorgimento » italien

Après ce qui a été dit, subsiste la question antérieure, qui s'impose encore plus. Si la Corse du XIX^e a été aussi mal intégrée à la France, d'où vient l'engourdissement de la conscience nationale à cette époque ?

A force de répression ? Il est sûr qu'il y a eu répression. Et depuis quelques années on a insisté sur des faits que trop d'historiens laissaient de côté. De 1769 à 1816, la liste est longue des désordres et même des insurrections étouffées sans pitié : les pendus du Niolu en 1774, le massacre de Fiumorbu l'année suivante, les fusillés de la révolte de la Crucetta en 1796, la « pacification » de 1800, etc. ; et sous l'Empire, « l'infâme Morand », comme le dit une belle berceuse, a laissé une très mauvaise et cruelle réputation de gouverneur ; en 1816, la révolte du Fiumorbu³⁶. Mais la seule répression n'a jamais suffi à éteindre un sentiment national. Il faut chercher d'autres raisons.

L'une de ces raisons est à rechercher dans l'état de l'économie et de la société corse du XIX^e. Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer pourquoi la Corse est restée en dehors du développement du capitalisme. Le fait est qu'elle y a peu participé dans sa première forme et pas du tout dans sa seconde, purement industrielle. Par voie de conséquence, sa classe dirigeante était toujours celle des notables ruraux peu changée depuis le XVIII^e. Et ils n'ont même pas réussi, ces notables, à faire naître une agriculture de rendement armée des moyens de la technique moderne. S'y opposaient leur mentalité et le système « clanique ». Pour pouvoir conserver ses partisans — et, après 1848, ses électeurs — le notable était contraint de laisser vivre sur ses terres, sans pour autant se montrer trop pingre, une masse de métayers, compagnons (c'est-à-dire des laboureurs qui travaillaient pour moitié), bergers, maraîchers. Et quant à une exploitation capitaliste, avec main-d'œuvre salariée, selon la loi du profit maximum, il n'en était pas question ! La terre était instrument de pouvoir politique, pas de richesse³⁷.

Il lui fallait donc des revenus complémentaires qu'on ne pouvait trouver que dans les professions libérales ou dans les « places du gouvernement », ainsi qu'on disait, c'est-à-dire comme fonctionnaires ; pour des places en Corse et hors de Corse, car les emplois de l'île ne suffisaient pas à satisfaire une classe nombreuse. Or cette satisfaction, ni Pozzo di Borgo, ni Sebastiani, patrons de la Corse sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, n'ont pu la donner à leurs partisans³⁸. Le gouvernement français se méfiait des Corses, suspectés de bonapartisme jusqu'en 1830 et de carbonarisme après l'attentat de Fieschi en 1835, et d'ailleurs désavantagés par leur culture italienne.

Voilà pourquoi, jusqu'au milieu du XIX^e, la bourgeoisie corse (nous dirons « bourgeoisie », sachant pourtant ce que ce terme signifie en Corse à cette époque) mécontente de la place qui lui était ménagée dans l'Etat français, a pris une part active dans le Risorgimento italien. C'est un chapitre de l'histoire de la Corse qui est resté tabou dans l'historiographie française (et francisée) jusqu'à ces dernières années et,

à l'inverse, comme on peut le penser, mis en exergue par l'irrédentisme italien³⁹. Manque toujours une étude sérieuse de ce mouvement. Mais on ne peut nier que, en accord avec les Italiens réfugiés dans l'île, une grande partie de la bourgeoisie corse, surtout dans le Deçà des Monts, ait manifesté sa sympathie pour le Risorgimento. C'est le temps de 'a Charbonnerie corse, sœur de celle d'Italie. Dans la liste des Pinnuti (ainsi se nommaient les adhérents de la branche corse) on lit les noms de chefs de partis comme Gavini, Pitti-Ferrandi, Limperani, etc. et d'écrivains tels que Ghjan Paulu Borghetti, Regulu Carlotti, Ghjan Carlu Gregorj, noms qui témoignent de l'ampleur du mouvement⁴⁰. C'est l'époque également où les libéraux français et italiens s'étaient mis d'accord pour échanger la Corse contre la Savoie⁴¹.

c. Le tournant de 1848

Ce rapprochement vers l'Italie en formation fut cassé net par l'élection de Louis Napoléon Bonaparte à la présidence de la République française le 10 décembre 1848. Corse, ancien *carbonaro* italien, Louis Napoléon recueillit le vote enthousiaste et quasi unanime de la Corse. Son gouvernement devait faire ce que ni les Bourbons ni les Orléans n'avaient fait : les ministres Abbattucci et Casabianca, le préfet de police Pietri et autres firent distribution de faveurs impériales et d'emplois à la bourgeoisie corse, sans compter certaines entreprises comme le canal de Suez qui, avec l'aide de Pietri, fit la fortune des familles de notables de Sartène. Par voie de conséquence, la langue française, langue de l'administration, commença à supplanter la langue italienne chez ceux qui cherchaient, selon la formule consacrée, à être « placés ». On peut donc assurer que le Second Empire a lié de façon décisive la bourgeoisie corse à la France.

Une autre raison qui va dans le même sens, et qui ne vaut pas seulement pour la bourgeoisie, fut le prestige de la France. De la même manière que les Corses de 1348 estimaient honorable de se mettre sous l'autorité de Gênes, grande cité du capitalisme marchand, ceux du XIX^e étaient fiers d'appartenir à la dite Grande Nation, la première d'Europe. C'était une chose qui comptait pour un peuple qui a toujours eu le goût du grand et qui peut être entendue comme une compensation — au sens psychanalytique du terme — de cette conscience humiliée qui nous est apparue comme un caractère permanent (ou du moins ancien) du peuple corse. Et, tout autant, le mythe déjà mentionné de Napoléon-le-Grand, instrument d'intégration, d'un certain point de vue, aux mains des historiens, peut être considéré, par un autre biais, avec la même fonction de compensation ; et il l'aura de plus en plus dans la masse du peuple au fur et à mesure que s'intensifiera l'émigration.

IV. Le réveil de la conscience nationale

Le réveil de la conscience nationale a commencé à la fin du XIX^e siècle et il se poursuit aujourd'hui, mais avec un changement, et plus qu'un changement, une mutation, aux environs de 1960. On divisera donc cette période en deux parties, avant et après cette date.

a. L'échec de la première renaissance

La renaissance de la fin du XIX^e siècle ne peut se détacher de la crise économique et sociale qui débute alors. Deux raisons à cette crise. La première, l'accroissement démographique pendant la première moitié du siècle — phénomène général — qui a atteint son sommet aux environs de 1870 ; la seconde, c'est que la Corse, ainsi que nous l'avons déjà dit, est restée à l'écart du développement du capitalisme industriel et a aussi pâti de la régression de toutes les formes de l'industrie précapitaliste. Pour nourrir une population passée, en cinquante ans, de 180 000 à 300 000 habitants, on ne pouvait compter que sur l'agriculture, et une agriculture peu changée dans sa technique et son rendement. Les paysans ont fait ce qu'ils pouvaient — et même plus —, étendant toujours la culture des céréales ; c'était le temps des murs de soutènement en pierres sèches, faits pour retenir la terre des collines, toujours visibles en quantité quand le feu a brûlé le maquis. Nous ajouterons que l'agriculture corse fut assez vite concurrencée sur place par une agriculture française plus moderne, et on comprendra que, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, il y avait en Corse une situation difficile.

Si les tensions sociales ne sont pas allées jusqu'au point qu'on aurait pu imaginer, c'est que le développement de la société française et la conquête de l'empire colonial ont ouvert la voie à l'émigration massive des Corses. Sur le moment, et d'un point de vue strictement individuel, il se peut que cette solution ait été plus favorable que celle que l'Italie, avec une capacité d'accueil plus faible que celle de la France, pouvait offrir à ses régions du Mezzogiorno et des îles où se posait un problème du même genre. Mais, à la longue, l'émigration ruinait les structures économiques et sociales de la Corse.

Cet ébranlement de la société insulaire s'accompagnait d'un changement culturel qui touchait le point le plus visible de la culture, la langue. Durant la première moitié du XIX^e siècle, la Corse était dans une situation de trilinguisme : deux langues écrites, l'italienne et la française, une parlée, le corse, bien que, à dire vrai, corse et italien aient été entendus comme deux niveaux de la même langue plutôt que comme deux langues distinctes. Dans la seconde moitié du siècle, l'usage de l'italien s'éteint peu à peu. L'histoire de cet effacement culturel est à peine entamée ; ce que l'on peut tout au plus faire c'est marquer quelques dates ici et là. En langue italienne, l'ultime revue, la *Guida del popolo*, meurt en 1880 et le dernier livre (ou l'un des derniers) sera peut-être en 1896 les *Poesie varie* de Gian Battista de Pietri, arcade

di Roma, qui prolongeait presque jusqu'au XX^e siècle l'antique tradition des académies d'Italie. Quant à la langue parlée, à compter de 1881, les lois de Jules Ferry sur l'enseignement public et obligatoire de l'école primaire ont mis peu à peu le français en concurrence avec le corse. Concurrence inégale dans la mesure où le français avait pour lui d'être la langue de l'administration, la langue de l'école et, pour reprendre la formule d'un linguiste italien, « la langue du pain ».

Voilà donc les conditions économiques, sociales et culturelles qui, en réaction contre ce qui était compris par certains comme la fin de la vie et de la culture traditionnelle, ont entraîné la renaissance des dernières années du XIX^e siècle.

Ce mouvement de renaissance concerne deux points privilégiés. Le premier est celui de la langue. Un constat et un refus : le constat de la mort de la langue italienne en Corse, le refus de la langue française. Tel est le sens de la fondation en 1896 de *A Tramuntana*, revue où Santu Casanova, se servant du corse pour tous les besoins du journalisme, démontre que cette langue, devenue majeure, pouvait servir à d'autres usages que les jeux de la poésie dite justement d'amusement.

L'autre idée importante est que la renaissance de la langue ne peut se distinguer du problème politique. Dans le premier numéro de *A Tramuntana* partent déjà les attaques contre le clanisme au nom de l'intérêt général et contre l'Etat français accusé de ne pas avoir fait son devoir envers la Corse⁴². De la recherche passionnée et toujours déçue du « bon député » selon Santu Casanova à l'autonomisme de *A Cispria* en 1914, puis à celle de *A Muvra* après la Première Guerre mondiale, renaissance littéraire et renaissance politique ont toujours marché du même pas.

Ce n'est pas ici le lieu de faire, même en raccourci, l'histoire de ce mouvement politique et culturel de la première moitié du XX^e siècle, peu étudié jusqu'à présent⁴³. Il suffira d'en rappeler les caractères essentiels.

En premier lieu, l'unité de cette période d'une part et de la guerre de 1914 de l'autre. De *A Tramuntana* à *A Cispria*, de *A Cispria* à *A Muvra*, il y a une continuité dans les thèmes qui reflète la continuité de l'évolution économique et sociale. Le massacre de la guerre — environ 15 ou 20 000 morts⁴⁴ — n'a fait qu'accélérer le mouvement qui vidait la Corse (à compter de 1925 commencent à partir aussi les femmes) et ruinait ses structures.

Second point : on aimerait savoir dans quelle classe ou strate de la société s'est faite cette renaissance. Sans pouvoir l'affirmer, il semble que de Santu Casanova à Petru Rocca, en passant par Ghjacumu Santu Versini, la majeure partie soit issue de familles de propriétaires terriens, petits ou moyens, contraints par la susdite évolution à changer de vie ; de toute façon différents des bourgeois et notables qui s'étaient tournés vers le Risorgimento dans la première moitié du XIX^e siècle.

Le troisième caractère, celui-ci peu discutable, est que les promoteurs de cette renaissance ont été des lettrés, des écrivains et des poètes

qui mettaient plus de confiance dans la force de la parole que dans la force de l'organisation politique. Le Parti Corse d'Action (Partitu Corsu d'Azzioni), devenu plus tard Parti Corse Autonomiste (Partitu Corsu Autunumistu), n'a jamais eu plus d'une centaine d'adhérents.

Si ce mouvement de renaissance nationale s'en est allé à la dérive, les raisons en sont à chercher prioritairement dans la situation politique française et internationale. Les autonomistes prétendaient rester en dehors des débats de la politique extérieure française pour ne penser qu'à la Corse seule. Mais à partir de 1934 et surtout de 1936, la division de la France en deux — Front populaire contre Front national — s'impose aussi en Corse. Les autonomistes, bon gré mal gré, furent contraints de tomber d'un côté ou de l'autre : ils tombèrent du côté droit, comme les autres minorités de France et comme on pouvait l'attendre de leur origine sociale⁴⁵. La situation internationale obligeait elle aussi à des choix douloureux. C'était une position peu commode que de se dire et se vouloir autonomiste corse quand l'Italie fasciste revendiquait la Corse en tant que terre italienne. L'unité du mouvement ne put y résister. Certains se tournèrent vers le nationalisme français, rejoignant ainsi la majorité des Corses ; certains choisirent ouvertement l'irréductibilisme ; Petru Rocca, avec une poignée de fidèles, chercha à maintenir la barre jusqu'au bout. En vain : la guerre et la prison brisèrent l'autonomisme corse pour trente ans.

Mais ces causes externes ne sont pas les seules ni peut-être les plus importantes pour expliquer l'échec du mouvement autonomiste. En fait, le discours politique de l'autonomisme n'a jamais trouvé de public, ni en Corse, ni hors de Corse, à cause de la situation économique et sociale que nous avons tenté d'analyser. Chez les Corses émigrés était peu apprécié l'appel à un retour qui, pour eux, était synonyme de misère. Les caricatures de *A Muvra* comparaient l'esclavage de l'employé corse en France, tête penchée sur son bureau, avec la liberté du paysan, le pied posé sur sa bêche. Mais les émigrés, qui savaient que la bêche ne pouvait les faire vivre, se détournaient de cette politique à l'ancienne, un tant soit peu naïve et, en tout cas, peu pratique. Quant aux Corses de Corse, ils étaient trop prisonniers du système clanique pour pouvoir s'élever jusqu'à cette vision du destin d'un peuple qui est le fondement de la conscience nationale. Seul un changement de situation pouvait assurer une renaissance.

b. La seconde renaissance

Le changement survint vers 1960 et fut même une mise sens dessus dessous. En fort peu d'années, le capital et l'Etat se sont pris d'un vif intérêt pour la Corse.

Durant un siècle et demi ni l'un ni l'autre n'avaient beaucoup regardé vers cette île de la Méditerranée. Des investissements venus du dehors, en Corse on en a vu peu. On comprend que la Corse n'était pas un lieu privilégié de profit à une époque où, jusqu'en 1914, la plus grande partie

du capital privé français s'investissait en Turquie et en Russie. Quant à l'Etat français, il n'avait pas plus de motif de jeter de l'argent dans une région qui se vidait (ou qu'il vidait). Il suffit de rappeler la lenteur de la construction de la voie ferrée et le peu d'effort contre la malaria.

Si l'on veut définir la Corse du XIX^e siècle, on peut dire qu'elle était une colonie sans colonisation. Bien sûr, du point de vue administratif, la Corse était un département et, d'un point de vue juridique, les Corses étaient des Français comme les autres. Mais derrière cette façade légale, l'opinion publique française a toujours regardé la Corse d'un œil colonial. Au procès de Fieschi en 1836, le procureur général lança : « seul un étranger (Fieschi était Corse, né à Muratu) était capable d'un tel forfait ». Comme l'écrivait Léon Griffon, principal du collège de Calvi en 1841 : « La Corse n'est aux yeux des continentaux qu'une colonie, malgré son érection en département ⁴⁶ ». S'agissant de la Corse, « colonie », « colonisation » étaient des termes utilisés. *La Corse, sa colonisation et son rôle dans la Méditerranée*, voilà le titre d'un livre de 1859 ⁴⁷. Et en 1878, le préfet Grandval, dans un discours public, souhaitait la prospérité à « cette belle colonie ». De l'intendant de la monarchie au journaliste Bourde en 1887, l'opinion est toujours la même : quelle belle terre à coloniser ! Dans son rapport de 1791 sur les biens nationaux, le député Barrère proposait « d'y appeler des cultivateurs intelligents, laborieux, d'y attirer des entrepreneurs solides et des capitalistes aussi riches qu'éclairés ⁴⁸ ». Cent ans plus tard, la voix de Bourde relance celle de Barrère : « on devrait favoriser parmi eux (les Corses) une émigration de continentaux ⁴⁹ ». Les rapports des administrateurs sont tous faits sur le même mode : comparaison de ce que l'île coûte à la France et de ce qu'elle pourrait rapporter ; suit l'inventaire des « richesses » de la Corse qui, mieux exploitées, profiteraient... à la France. Ainsi parlaient très précisément les Génois.

Malgré tant de propositions, de plans et de projets de caractère clairement colonialiste, cette colonie de Corse n'a pas été colonisée, ou peu, au XIX^e siècle. Assurément quelque chose de l'esprit colonial est resté ici et là même dans les faits : l'importance du préfet, plus gouverneur que préfet, l'usage caractéristique de la relégation pénale en Corse, les lois douanières où l'on sentait quelque relent de l'ancien pacte colonial ⁵⁰. Mais la Corse alors n'a jamais été soumise à une colonisation systématique, ni par l'exploitation de ses richesses naturelles ni par l'établissement de colons venus du dehors ⁵¹. La raison en est que le capital s'investissait là où était à retirer le profit maximum. Ainsi que l'écrivait le même Griffon en 1841 en comparant deux colonies : « L'Algérie, en raison de son immense étendue, sera pour nous préférable à la Corse ⁵² ». Voilà pourquoi l'Etat et le capitalisme français, durant un siècle entier, ont laissé la Corse cuire dans son jus.

Tout changea lorsque s'effondra l'Empire colonial et qu'émergea le tourisme de masse comme conséquence du mode de vie urbain ; deux choses qui, quasiment en même temps, ont bouleversé les données du problème corse. C'est qu'alors l'intérêt s'est tourné vers les bordures

du territoire laissées de côté par le développement inégal de l'économie. Les faits parlent d'eux-mêmes. Dans les années 1954-1955, l'Indochine, la Tunisie et le Maroc sont perdus ; en Algérie, on ressent les premières secousses. Le décret du 30 juin 1955 sur l'organisation de la politique régionale est signe de ce repli d'une partie du capital financier à l'intérieur des limites politiques de la nation française. En application du décret de 1955 naquit, le 2 avril 1957, le programme d'action régionale de la Corse⁵³.

Ce texte instructif et qui n'a jamais été regardé de près, étant tombé dans l'oubli après le schéma de 1971⁵⁴, donne le signal de l'entreprise de colonisation. Le désastre de l'économie est mis sur le compte de « l'individualisme insulaire et l'absence d'initiative économique⁵⁵ » ; « les Corses manquent d'aptitudes agricoles et industrielles⁵⁶ ». On cherchera le profit le plus rapide en développant « celles des ressources dont l'exploitation est susceptible d'entraîner le plus rapidement et aux moindres frais une expansion générale⁵⁷ ». Le moteur de cette expansion sera le tourisme et, en complément, une agriculture organisée de manière à satisfaire les besoins touristiques. Comment, par qui et pour qui se fera ce développement ? Avec l'excuse de la « technicité », on sent bien que les Corses risquent de rester hors de ces grands projets que deux sociétés créées tout exprès, la SOMIVAC pour l'agriculture, et la SETCO pour le tourisme, étaient chargées de réaliser. Bien sûr, on parle de faire « un patient effort d'éducation des éléments insulaires les plus dynamiques » ; mais en attendant que ce long effort (qui d'ailleurs ne sera jamais entrepris) donne quelque résultat, il faut « une action immédiate appuyée au besoin sur des initiatives extérieures⁵⁸ ». Et ce que seront ces initiatives extérieures, on le voit tout de suite un peu plus avant : « L'instruction d'exploitants et de salariés étrangers à l'île sera indispensable aux premiers efforts de mise en valeur⁵⁹ ». Pour le tourisme, c'est la même chanson : les hôtels construits par la SETCO ne seront cédés qu'« à des exploitants qualifiés », ce qui veut dire apportant des garanties financières et techniques que les Corses ne pouvaient pas apporter.

Selon ce plan (et, en certains endroits, même avant lui) se sont développés les deux éléments prévus :

— un tourisme aux mains, pour sa plus grande part, de grosses sociétés extérieures, opérant en circuit fermé et exportant leurs bénéfices ;

— dans la plaine orientale, une colonisation agraire de type ultra-moderne, employant une main-d'œuvre marocaine et algérienne.

La perte de l'Algérie en 1962, le débarquement de 18 000 « pieds noirs » n'ont eu d'autre effet que d'accélérer un plan de colonisation prévu originellement pour les rapatriés de Tunisie et du Maroc et de détourner vers la vigne (passée de 5 000 hectares en 1958 à 30 000 en 1973) les projets de culture irriguée⁶⁰.

Alors que cette croissance s'en allait aux mains d'étrangers, s'effondraient les derniers soutiens de l'économie corse. En 1964 fermaient

les deux usines de Barchetta, l'une de tanin de châtaignier, l'autre de planches. L'année suivante ferme à Canari la mine d'amiante. Quelques années plus tôt, la dernière banque corse avait fait faillite à Bastia et, dans la même année 1959, seule une protestation générale avait sauvé la voie ferrée que le gouvernement voulait supprimer.

Cette situation d'opposition — qui n'est pas celle de la Corse traditionnelle et de la Corse nouvelle, selon le titre d'un certain livre de géographie ⁶¹, mais l'opposition entre colonisé et colonisateur a été mal acceptée par une part croissante du peuple corse. Il est apparu à beaucoup que, si le XIX^e siècle avait été placé sous le signe de l'émigration, la seconde moitié du XX^e se plaçait sous celui de la dépossession. Et en premier lieu aux Corses du Continent. Tant que le Corse émigré, mais pas oublieux de sa patrie, trouvait, à chaque retour, le maquis un peu plus épais, le village un peu plus vide, mais intact des entreprises étrangères, il pouvait penser que la « pauvreté naturelle » de la Corse, comme on le lui cornait aux oreilles, était la cause de son départ. Du jour où, revenant l'été, il a vu et touché un si grand développement économique effectué en si peu de temps sans lui et contre lui, il a commencé à se poser un certain nombre de questions. Et lui est venu le soupçon qu'on l'avait mis dehors pour en installer d'autres à sa place, et sur son sol.

En Corse même, les couches sociales les plus mécontentes et donc les plus ouvertes à une renaissance de la conscience nationale ne sont ni la classe ouvrière, qui compte peu dans une île sans industrie, ni les paysans pauvres, émigrés dès le premier jour, mais une petite bourgeoisie nombreuse qui se voit en passe d'être ruinée, ou du moins peu partie prenante du développement : agriculteurs moyens, chargés de dettes pour avoir voulu se moderniser et arrivés trop tard à la vigne quand le temps des profits était déjà passé ; petits commerçants, victimes des grandes surfaces ; petits entrepreneurs concurrencés par les sociétés extérieures, etc. Et enfin la jeunesse. La perte de l'empire colonial a fermé aux jeunes les débouchés extérieurs ; la Corse, vu la manière dont est orienté le développement économique d'aujourd'hui, ne peut pas non plus les accueillir. La proportion des jeunes sans travail est la plus forte de France. Ajoutons que la mentalité aussi a changé : la « place sur le Continent », si jamais on en trouve une, ne paraît plus le comble du bonheur ; et parmi ceux qui sont au dehors, certains reviendraient volontiers, s'ils le pouvaient.

Voilà l'état de fait actuel. Une mutation économique et sociale promue par des intérêts étrangers (ce qui est un caractère clairement colonialiste) est allée trop vite et avec trop de violence pour passer inaperçue. Cette rapidité de l'attaque a peut-être été, paradoxalement, le salut du peuple corse, réveillé sous le coup. La prise de conscience, comme on peut le penser, est inégale, les forces de résistance ou les zones de passivité toujours plus importantes. Mais le renouveau est en marche et sera difficile à arrêter, comme le démontrent les événements de ces dernières années qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici.

Ce qu'il en sera de l'avenir est difficile à prévoir pour qui, ainsi qu'on le dit chez nous, « n'a pas mangé la devineresse ». Mais le bilan des données, un historien est toujours en droit de l'établir. Le peuple corse est parvenu aujourd'hui à une croisée des chemins. Deux routes s'ouvrent devant lui.

La route de l'épuisement démographique, de l'acculturation, et, plus encore, de la mort. Petit peuple, plus facile à noyer sous le flot des étrangers. Peuple de vieux à la moyenne d'âge élevée, conséquence de l'émigration. Dans les villages fossilisés de la montagne, une population sans la moindre activité de production, prisonnière des liens du clan, plus que jamais serviteur du pouvoir étatique, maintient, selon une distinction désormais passée dans l'usage, une corsité qui ne deviendra jamais une corsitude.

L'autre route est celle de la prise de conscience nationale. Cette prise de conscience trouve soutien dans certains aspects de la situation.

La crise économique commencée ces deux dernières années, et qui n'est pas conjoncturelle, interdit toute solution du problème des jeunes sans travail, alors même que le développement de l'urbanisation affaiblit le clanisme né de la société paysanne. La montée du rejet de l'acculturation va dans le même sens. Dans une île où le pourcentage de scolarisation est le plus élevé de France, une jeunesse pétrie de culture française sent poindre du fond de l'inconscient la résistance de son passé corse qui semblait oublié. Plus que dans les rues bruyantes, le véritable espace de lutte est peut-être bien celui-ci.

En faveur de la nationalité joue également le déclin, politique et culturel, de la puissance française, au sein de celui, général, de l'Europe. Est tombé le prestige de la « Grande Nation » de même qu'au XVIII^e siècle celui de la Superbe. Perte de prépondérance économique et militaire, limitation de l'indépendance de la politique extérieure, les signes du mal, *mutatis mutandis*, sont les mêmes. Plus grave encore est la perte du pouvoir d'innovation sociale et culturelle, passé de l'autre côté de l'Atlantique. A Paris, et ailleurs, c'est avec dix ou vingt ans de retard que l'on suit l'impulsion donnée à New York. Et ainsi, dans le vide de l'histoire, se libérant de ce que Chateaubriand appelait « l'oppression de l'admiration », la conscience culturelle et nationale peut reprendre souffle et force.

Après de ces données visibles de la situation, menant vers l'une ou l'autre direction, subsistent des points obscurs : le poids des émigrés corses⁶² et leur évolution désormais ; la situation internationale en Méditerranée devenue (ou redevenue) lieu de conflit entre les Grands (et aussi les moins grands), etc.

Quoi qu'il en soit, la Corse de demain ne sera jamais plus celle d'hier. Sortie d'un sommeil plus que séculaire, la conscience nationale commence à s'éveiller. Ultime sursaut avant la mort ? Premiers pas d'une renaissance pleine et entière ? Dans l'attente de la réponse de l'avenir, chacun choisira son interprétation selon son désir et tentera de faire en sorte qu'elle soit la bonne. Mais pour mettre en lumière

le fait essentiel de ce réveil, pour voir d'où il venait et par quel chemin, il convenait de réévaluer une histoire défigurée par certains postulats politiques qui disaient ou ne disaient pas leur nom. Voilà pourquoi, sur le fait national corse, nous avons tenté de faire une synthèse que d'aucuns estimeront prématurée et dont nous ne connaissons que trop les faiblesses, mais qui, au stade actuel des choses, ne pouvait plus attendre.

NOTES

1. A. Rondeau, *La Corse*, Paris, A. Colin, 1964, pp. 101-102.
2. Michel Castellani, *Arritti*, n° 536, 3 sept. 1976, n° 552, 24 déc. 1976.
3. A. Rondeau, *op. cit.*, p. 6.
4. Jean-Pierre Richardot, *La France en miettes*, Paris, Belfond, 1976 ; Thierry Desjardins, *La Corse à la dérive*, Paris, Plon, 1977. *La question corse* est le titre significatif d'un livre de Michel Labro, Paris, éd. Entente, 1977.
5. *Lettere diplomatiche di Agostino Sorba* (Archives de l'Etat de Gênes), 13 et 27 juillet 1767. Voir aussi l'*Istruzioni di i Serenissimi Collegii* à Sorba du 7 septembre : « ..l'oggetto importante che riguarda la Nazione corsa, cioè che essa non possa mai divenire sovrana ed affatto indipendente ne possedere in quell' isola alcuna piazza o stabilimento maritimo, ne essere in istato di pregiudicare o inquietare in alcuno modo e tempo la navigazione, comercio, e tranquillità di Terraferma ».
6. Voir Ernesta Sestan, « Sardegna, Corsica e Nazione italiana », in *Europa settecentesca e altri saggi* (Milano, Ricciardi, 1951), p. 247.
7. *Chronica Slavorum seu Annales Helmodi presbyteri Bazoviensis* (Francofurti, apud Andream Wechelum, 1581), in-fol. lib. XII, c. 10, p. 200.
8. Voir Gino Bottiglioni, « La penetrazione toscana e le regioni di Pomonte nei parlari di Corsica. Saggio di ricostruzione storico linguistica », *L'Italia dialettale*, II (1926), pp. 156-210.
9. Voir Alain Gauthier, « Essai de bibliographie géologique de la Corse », *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse*, fasc. 619-622 (1976).
10. Nous emploierons toujours le terme « peuple » dans le sens de « groupe ethnique » en le purgeant du sens politique hérité du latin et qui survit toujours dans certaines occasions. Pour la clarification du lexique, voir Pierre J. Simon, « Propositions pour un lexique de mots-clés dans le domaine des études relationnelles », *Pluriel : débat*, n° 4 (1975), pp. 65-76.
11. *Op. cit.*, p. 6.
12. Les Corses appellent ainsi les Français parce que les soldats français, au temps de la conquête, portaient un chapeau à trois pointes.
13. Le chapitre VII du livre déjà mentionné de Thierry Desjardins est intitulé : « Y a-t-il une culture corse ? » Là-dessus, la palme revient à un journaliste du *Monde* qui nous apprend doctement que l'architecture corse n'existe pas parce que « les églises ont été construites par des maçons venus d'Italie » et parce que « l'habitat traditionnel ressemble à celui du bassin méditerranéen » (25 mai 1976). Quelle est la culture qui résisterait à pareil argument ? Pas même la française.
14. Y. Kolodny, « La population des îles en Méditerranée », *Méditerranée*, n° 1 (Janvier-mars 1966), p. 13.
15. Michel Castellani, *op. cit.*, n° 536-37-38-39 (3, 10, 17, 24 sept. 1976), n° 552 (24 déc. 1976). Voir aussi l'article plus ancien de Pierre Simi, « Démographie et mise en valeur de la Corse », in *Mélanges d'Etudes corses offerts à Paul Arrighi* (Aix, Public. Univ. (C.E.C.), 1971), pp. 245-283, *Economie corse*, n° 5 (juillet-août 1977), après une enquête démographique, propose le chiffre de 226 700 habitants en 1975 et estime à 232 000 le nombre des habitants en 1977.

16. Le XIX^e siècle, malgré une riche documentation, tient une place minime dans les histoires de la Corse. Quelques pourcentages : A. Ambrosi, Bastia, 1914 (35 p./607) ; Colonna de Cesari Rocca et Louis Villat, Paris, 1927 (8 p./278) ; P. Arrighi, Paris, 1969 (6 p./127) ; P. Antonetti, Paris, 1973 (20 p./487). J. Monti dans une *Histoire de Corse à l'usage des écoles de Corse* (Paris, Dupret, 1886) expédie en 14 lignes l'histoire de la Corse de 1769 à 1796 et conclut : « A partir de ce moment, la Corse cesse d'avoir une existence propre. Ses destinées furent celles de la mère patrie, la France » (p. 181).

17. *Op. cit.*, pp. 2 et 3.

18. On note que l'élévation de Sampiero au rang de héros national ne s'est faite qu'au XIX^e siècle, dans la visée du susdit finalisme. Cent ans plus tôt, la *Giustificazioni* le tient pour un guerrier valeureux — comme Ercole Macone ou Bartulumeu di Vivariu — et rien de plus.

19. « La Corsica nella sua italianità », dans la revue *Mediterranea*, Cagliari, 1939.

20. Prof. Silvio Vardabasso, « La struttura geologica della Corsica parte Integrante della regione itlica », in *op. cit.*, pp. 1-12.

21. Voir P.L. Albertini et J. Marinetti, *Livre d'Or de la Corse* (Paris, 1969). La première partie s'intitule : « De longs siècles de rivalités et d'incertitude » ; la seconde : « La Corse associée aux destinées de la France ».

22. Pour cette période, nous nous permettrons de renvoyer à notre chapitre X « La Révolution de Corse », in *Histoire de la Corse*, sous la direction de Paul Arrighi (Toulouse, Privat, 1972).

23. Il y aurait une étude à faire sur le vocabulaire politique de la Corse indépendante. Pour désigner l'Etat corse, le terme officiel, qui vient du Moyen Age, est « Royaume ». Au Palazzu Nazionale de Corte, un trône vide, dans la salle du Conseil d'Etat, rappelait ce titre ancien. Mais de plus en plus, Paoli dit et écrit « Nation ». On sait aussi qu'alors ce mot ne voulait rien dire d'autre que gens nés en Corse, comme on dit aujourd'hui « peuple corse » ; et les Génois eux-mêmes n'hésitaient pas à l'utiliser. Mais la question reste posée de savoir si ce mot de nation ne change pas peu à peu de sens sous la plume du Père de la Patrie, allant vers un signifié plus moderne.

24. Lettre de P. Paoli à G.O. Nobili Savelli, s.d. (1802), *Bull. Sc. hist. nat. Corse*, n° 496-501 (1931), p. 26.

25. Voir note 21.

26. Les chansons politiques qui se chantent aujourd'hui en l'honneur de Paoli, pour la plupart ont été composées dans la première moitié du XIX^e siècle.

27. A propos de la découverte du *voceru* corse dans la première moitié du XIX^e siècle, voir F. Etti, « Introduction à l'étude du vocero », in *Pieve è paesi* (Marseille, éd. du CNRS, 1978, 379 p.).

28. Petrus Cyrnaeus, « De rebus corsicis » (1506), lib. I, éd. et trad. Letteron, in *Bull. Soc. Sc. hist. Corse*, fasc. 39-42 (1884), p. 2. Angelo Francesco Colonna, « Commentario delle glorie e prerogative del Regno e Popoli di Corsica » (1685), suivi de la « Colonna Sagra » (restée non imprimée, mais le manuscrit a circulé suffisamment) ; l'archidiacre d'Ajaccio énumère en 23 chapitres tous les hommes illustres dignes d'entrer au Panthéon des gloires corses. En 1737, Giacomo Semidei, à la fin d'une histoire des hérésies, colle d'une manière un peu étrange une « Descrizione del Regno di Corsica » où, une fois pourfendus à nouveau les détracteurs de la Corse, il ajoute un certain nombre de noms à la liste compilée par ses prédécesseurs. La *Giustificazione* elle-même se termine avec un « Catalogo degli uomini illustri di Corsica al servizio di diverti sovrani » (éd. de 1764, pp. 598-607). Et en 1869, à la fin du *Livre d'or de la Corse* mentionné plus haut, on peut lire un catalogue intitulé « La contribution de l'île à divers aspects de l'activité nationale » ; en un compte de 414 noms on descend des ministres aux poètes en passant par les contrôleurs de la marine et les ingénieurs de l'armée. Les héritiers ne manquent pas à Anghjulu Francesco Colonna !

29. Célestin Bosc, *Ephémérides ajacciennes* (Bastia, Fabiani, 1897).

30. *L'Année corse*, 1939, pp. 18 et 19.

31. Voir Antoine Casanova, « La crise de l'Ancien Régime : les mouvements populaires en Corse en 1789 », *Etudes Corses*, n° 8 (1977), pp. 95-147. Article d'ailleurs intéressant et fondé sur des documents de première main.

32. Dans un livre classique de Hobsbawm sur le banditisme, saute aux yeux la rareté de la bibliographie corse.

33. Voir Georges Ravis-Giordani, « L'alta pulitica et la bassa pulitica : valeurs et comportements politiques dans les communautés villageoises corses (XIX^e-XX^e siècles) », *Etudes rurales* n° 63-64 (juillet-déc. 1976), pp. 171-189 ; Francis Pomponi, *Pouvoirs et abus de pouvoir des maires corses au XIX^e siècle*, *ibid.*

34. Cela a été bien vu par Charles Santoni, « Les masques du discours politique en Corse », *Les Temps Modernes*, n° 357 (avril 1976), pp. 1.628-1.629.

35. Paul Bourde, *En Corse* (Paris, 1887), p. 261.

36. Sur les insurrections de la fin du XVIII^e et début du XIX^e siècles, voir : « Mémoires du commandant Poli », publ. par S.J. Vinciguerra, *Etudes corses* (ancienne série), n° 3 à 8 3^e tr. 1953 à 3^e et 4^e tr. 1955) ; François-Xavier Emmanuelli, Claudine et Simon-Pierre Zonza, « Déportation, colonisation, francisation : la Corse dans les archives des intendants de Provence », *Bull. Sc. hist Corse*, n° 593 (4^e tr. 1969), pp. 26-34 ; René Emmanuelli, « Lorrains en Corse et Corses à Toulon », *ibid.*, pp. 45 à 51 ; Pascal-Pierre Santini, « Etat de la Corse en 1800 d'après les rapports de l'autorité militaire », in *Mélanges d'études corses offerts à Paul Arrighi*, op. cit., pp. 217-244 ; *Résistance et répression en Corse* (Corti, Partitu di u populu corsu, 1973) ; François Flori, *Le procès des Niolins, 1774* (Bastia, Société d'études du Niolo, 1975).

37. Sur la mentalité des notables et leurs relations avec leurs partisans, voir les confidences de M. de M(orati) recueillies par P. Bourde, op. cit. pp. 10-12.

38. Pozzo di Borgo et Sebastiani, pour leurs carrières, leurs mariages, les sources de leur fortune, sont un bel exemple de Corses dépourvus de sentiment national.

39. Pas même un mot chez Ambrosi, Colonna Cesari, P. Arrighi, op. cit. Il faut attendre 1970 pour trouver trois paragraphes dans un petit, mais pertinent, *Précis d'histoire de la Corse* de René Emmanuelli (Ajaccio, éd. Cynos et Méditerranée), p. 134. Du côté des irrédentistes, voir Andrea Pasqualini et Luigi Olivieri, *I Pinnuti e la Corsica nel 1848* (Livorno, Giusti, 1929).

40. Abréviation de *topi pinnuti* (= chauves souris) parce qu'ils se réunissaient la nuit.

41. Sur les tractations entre La Fayette et Buonarroti en 1831, voir La Cecilia, *Memorie storico-politiche dal 1820 al 1876*, 2 vol.

42. Vieux reproche que celui de l'abandon dans lequel la France a laissé la Corse. On lit déjà sous la plume de Xavier de Casabianca, futur ministre de Napoléon III : « Permettez-moi de vous le dire : jusqu'ici la France n'a point rempli envers nous l'engagement qu'elle a contracté en nous enlevant notre nationalité, en détruisant notre République naissante qui, sous la présidence de Paoli, notre immortel législateur, excitait l'admiration de l'Europe entière. Cet engagement c'est de nous donner avec le titre de Français, les avantages dont les Français jouissent. Nous sommes toujours pauvres, sans industrie, notre sol est demeuré inculte. » (Développements présentés à l'Assemblée Nationale relativement à la proposition concernant le dessèchement des marais de la Corse par Xavier de Casabianca, représentant du peuple, Paris, octobre 1848.)

43. Il n'existe pas pour la Corse d'équivalent du livre d'Alain Deniel, sur la Bretagne (*Le mouvement breton*, Paris, F. Maspero, 1976). Une ébauche a été faite par F. Pomponi, « Le régionalisme en Corse dans l'entre-deux-guerres (1919-1939) », dans *Régions et régionalisme en France* (Paris, P.U.F., 1977), pp. 393-415. Voir aussi chez Daniel Polacci, « Les autonomistes dans l'entre-deux-guerres » (Mémoire de maîtrise, Aix, 1974).

44. Le chiffre officiel de 40 000 est très exagéré (voir Polacci, op. cit., p. 36). Mais le pourcentage reste le plus fort (ou l'un des plus forts) de France.

45. Au XIX^e siècle et même jusqu'à la moitié du XX^e siècle, la gauche — et pas davantage le marxisme — n'offrait aux minorités nationales des grands Etats modernes aucune doctrine capable de correspondre à leurs besoins. Dans une idéologie du progrès sur une route unique et de la hiérarchie des cultures, ces nationalités apparaissaient comme des attardés à « civiliser » pour leur bien. Alors que à droite, l'idéologie du racisme, avec le mythe de la pureté des origines, leur permettait de maintenir les différences culturelles et même de tourner à leur avantage le système des valeurs. Voilà pourquoi, à cette époque, toutes les minorités culturelles se sont, plus ou moins, laissées tenter par le racisme. Pour la Corse, voir Petru Rocca, *Les Corses devant l'anthropologie* (Paris, 1913), p. 38, et F. Pomponi, « Stéréotypes et concept de race aux

origines du régionalisme corse (1870-1914) », in *L'idée de race dans la pensée politique française (XVIII^e et XIX^e s.)*, colloque d'Aix-Marseille, mars 1975. Il a fallu attendre les progrès de la réflexion marxiste sur les nationalités (austro-marxisme, Lénine, etc.) pour qu'il devienne possible de combiner les luttes de libération nationale avec l'idéologie de gauche. Voir Georges Haupt, Michael Lowy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale (1848-1914)* (Paris, F. Maspero, 1974).

46. *Aperçu sur la Corse* (Bastia, Fabiani, 1841).

47. Comte Grandchamps, *La Corse, sa colonisation et son rôle dans la Méditerranée* (Paris, Hachette, 1859).

48. *Rapport sur les domaines nationaux de l'île de Corse* (Paris, Impr. Nat., 1791), pp. 39-40.

49. *Op. cit.*, p. 300.

50. La législation douanière en Corse est un sujet difficile et peu clair dans lequel nous ne pouvons entrer ici. Il suffit de rappeler les paroles du déjà mentionné Xavier de Casabianca à l'Assemblée Nationale en 1848 : « La législation nous défendait d'avoir de l'industrie; nos produits étaient repoussés de la France comme étrangers et de l'étranger comme français ». Situation typique du pacte colonial. En 1857, la situation est inchangée. « Le régime douanier que la France a imposé à la Corse est sans contredit un obstacle qui paralyse l'essor du commerce. Nous avons vu qu'un certain nombre de marchandises venant de Corse sont considérées dans les ports français comme des marchandises venant de l'étranger et comme telles elles sont frappées des mêmes droits à l'entrée. Une pareille loi compromet inévitablement les intérêts matériels de l'île de Corse » (Jean de La Roca, *La Corse et son avenir*, Paris, Henri Plon, 1857, p. 377).

51. La seule exploitation fut celle de la matière humaine au service des entreprises politiques et militaires de l'Etat. Mais de celle-ci, en général, les économistes ne se souviennent pas dans leurs écrits.

52. *Ibid.*, p. 50.

53. *Corse. Programme d'action régionale* (Paris, Impr. Journ. Off., 1957).

54. *Schéma d'aménagement de la Corse* (Paris, La Docum. fr., 1972). L'approbation du Conseil des ministres est du 4 août 1971. Plus connu que le précédent car les autonomistes tirèrent sur lui à boulets rouges.

55. *Corse. Programme d'action régionale*, p. 17.

56. *Ibid.*, p. 18.

57. *Ibid.*, p. 19.

58. *Ibid.*

59. *Ibid.*, p. 21.

60. Sur l'immigration des pieds-noirs en Corse, voir *Les pieds-noirs en Corse* (Ajaccio, Partitu di u Populu corsu, 1973, ronéoté).

61. Janine Renucci, *Corse traditionnelle et Corse nouvelle* (Lyon, Audin). Il y aurait une étude à faire sur la manière dont la colonisation nouvelle a été présentée par certains comme une conséquence nécessaire — un peu gênante tout d'abord, mais bénéfique à long terme — du « progrès ». Et sur le trouble sincère de certains autres, blessés dans leur conscience ethnique, mais incapables d'analyser comme il se doit la situation. Voir, pour ces derniers, l'opuscule caractéristique de Alexandre Mattei, *L'âme corse en déclin* (Ajaccio, 1970).

62. On ne sait à combien s'élève le nombre des émigrés. Il y a peu l'I.N.S.E.E., se basant sur une définition contestable du Corse (celui dont les parents sont nés en Corse) a estimé à 400 000 les Corses de l'intérieur et du dehors. Refusant la définition et le chiffre, l'Unione di u Populu Corsu, le principal parti autonomiste, vient d'entamer un recensement.

L'HERITAGE DES CORSI

De la protohistoire à l'histoire

François de LANFRANCHI

L'histoire des civilisations sans écriture est restituée par les archéologues, à partir de l'exploitation de documents muets issus des fouilles. C'est un lieu commun que de l'affirmer. Lorsque s'achève le néolithique (fin du IV^e, début du III^e millénaire avant J.-C.), la Corse entre dans l'âge des métaux (II^e et 1^{er} millénaires avant J.-C.). C'est alors le passage des tribus de l'âge de la pierre aux cités de l'âge du bronze. Cette proto-urbanisation de l'île est-elle à corréliser avec une forme de pouvoir étendu à toute la Corse ? Avant d'examiner les réponses à cette question, résumons brièvement ce que fut la proto-histoire de la Corse.

Durant ces deux millénaires, de profondes mutations vont intervenir dans des domaines aussi divers que celui de l'habitat, de l'équipement matériel, de la diversification des activités économiques, des croyances et des rites funéraires, de l'organisation de la société, de la langue. Le deuxième millénaire voit le passage d'un mode de vie néolithique, du néolithique final-chalcolithique, à un autre de l'âge du bronze. Le premier est caractérisé par un habitat de plein air implanté dans la zone de l'olivier (de 0 à 500 m). Celui de l'âge du bronze, actuellement mieux connu dans la partie méridionale de l'île, est constitué par les *castelli* protohistoriques¹. C'est bien là le fait marquant de ce millénaire. Précisons toutefois que le phénomène n'est pas original, puisque l'île voisine connaît un développement identique avec ses *nuraghi* qui sont à la Sardaigne ce que les *castelli* protohistoriques sont à la Corse.

Durant le premier millénaire arrivent en Corse, sur la côte orientale, des peuples porteurs d'une culture historique. C'est un événement majeur dans l'histoire des protohistoriques de Corse. Phocéens, Etrusques, Puniques, Syracusiens, Romains vont, à l'occasion de leur lutte en Méditerranée occidentale pour assurer leur hégémonie, prendre pied en Corse. Leur culture sera différente de celle des insulaires : leur cité, Alalié, également, car elle sera construite à l'image de leur mère patrie. Leurs croyances, leurs rites funéraires, leur organisation sociale, leur économie, leur langue et leur histoire (écrite), tout sera transplanté dans la partie orientale de la Corse tyrrhénienne. Historiens, géographes, naturalistes, philosophes gréco-latins laisseront sur l'île et ses habitants des textes, sources d'informations objectives ou subjectives, précises ou vagues, vraies ou fausses, selon les conditions et les états d'âme de leurs auteurs. Les indigènes, ces « barbares » aux yeux des Grecs², sont les Korsi³, des protocorses qui entreront dans l'histoire.

Durant un millénaire (de 1600-1500 à 600-500 avant J.-C.), surtout dans la partie méridionale de l'île, les Korsi vivent dans les nombreux *castelli*. L'organisation sociale, politique et religieuse devait être la même dans chaque cité. L'élevage (bœuf, porc, mouton, chèvre), l'agriculture (céréales) ainsi qu'une forme de prédation assez élaborée, sont les fondements de cette économie. A la chasse et à la pêche s'ajoute la collecte du miel (les abeilles non domestiquées produisent dans les arbres et les rochers) et l'utilisation des végétaux (fabrique de liens à partir des ronces, de teintures tirées de l'écorce des arbres, de remèdes par les plantes, etc.). L'équipement matériel traduit la permanence de rapports avec la péninsule italique et la Sardaigne. La céramique surtout reflète la mode de ce temps. La statuaire qui se développe à cette époque montre une grande unité d'expression dans la partie méridionale de l'île. La production du Nord, bien que plus tardive et différente de celle du Sud, est également fort homogène. La langue enfin semblerait avoir été la même dans chacune de ces deux parties de l'île : dans le Sud, ou pays des *castelli* fort structurés, des statues menhirs dont un grand nombre sont armées et les sites riches en toponymes (tels Cucuruzzu, Cucuraccia, etc.) ; dans le Nord, où les *castelli*, s'ils existent (Lumio), n'ont pas l'architecture imposante que l'on peut observer dans le Sud, ni leur complexité. L'une des causes de cette diversité peut être d'ordre économique, à savoir une dominante pastorale dans le Nord, et plutôt agricole dans le Sud ; sociologique avec une société plus hiérarchisée dans la Corse méridionale ; géographique ainsi que le prouvent les relations plus suivies avec la Sardaigne dans le Sud (ce qui n'exclut pas les rapports avec l'Italie), et avec l'Italie péninsulaire dans le Nord. L'étude des *castelli* (répartition, densité, relations, destination) doit s'inscrire dans le cadre des vallées. Dans chacune d'elles existait une sorte de hiérarchisation entre les dizaines de *castelli* recensés de la basse à la haute vallée du fleuve. Dans certains cas on pourrait même parler de spécialisation et de complémentarité. Nul doute que Cucuruzzu, par exemple, situé à une centaine de mètres à vol d'oiseau de Capula ne pouvait appartenir

à deux groupes humains distincts, mais à une même population. L'un d'eux devait être le *castellu* principal, l'autre une annexe. Cette hiérarchisation des *castelli* est à l'image des sociétés de l'âge du bronze puis de l'âge du fer. Toutefois, pour corriger l'impression laissée par le nombre élevé des *castelli*, on doit tenir compte de la chronologie et se demander si tous étaient contemporains. A notre avis, d'une manière générale, les plus anciens se trouvent dans les basses vallées alors que les plus récents occupent la haute vallée, voire même la haute montagne (Chirghinu Visconti à Cagna, par exemple).

Il faut maintenant aller au-delà de notre interrogation sur les relations pouvant exister entre ces *castelli* et nous demander quelle était la nature des liens entre les cités et leurs habitants. Certaines tribus, nous l'avons dit, pouvaient avoir plusieurs *castelli*, d'autres n'en posséder qu'un seul. Le territoire sous la dépendance du *castellu* avait pour limites celles de l'autre cité. Peut-on, à leur propos, parler d'unité culturelle, linguistique, économique ? Existait-il des institutions supérieures qui nous permettraient de voir dans la Corse des *castelli* une sorte d'Etat, de Confédération ? On ne peut guère dans ce domaine proposer une réponse étayée par des preuves archéologiques.

Force est donc, pour l'instant, de s'en tenir aux faits et d'éviter toute hypothèse audacieuse. Dans ce sens nous retiendrons le concept de peuplement d'une vallée, car il est indéniable. Les constructions de l'Ortolo et du Rizzanese doivent être distinguées de celles du Tavaro, qui elles-mêmes sont différentes du Stabiacciu, par exemple. L'architecture est déterminée en partie par des facteurs économiques. Nous voulons parler du nombre et de la dimension des structures qui sont fonction de la pression démographique, de l'importance des activités économiques et de la nature des denrées produites et stockées. C'est ainsi, par exemple, que les *castelli* de la « plage » offrent de notables différences avec ceux de la montagne : Araghju aura plus de pièces que Cucuruzzu ; la tour de *torre* de Porto-Vecchio a une architecture en couloir, celle de Cucuruzzu est mixte, en partie à couloir et en partie à encorbellement.

Il ne fait donc aucun doute que les facteurs historiques, géographiques, économiques peuvent contrarier l'étude sociologique et politique de ces structures d'habitat. Certains aspects pouvant être masqués, alors que d'autres sont apparemment trop valorisées. Dans cette première partie, nous avons voulu mettre en évidence la complexité du problème posé par ces cultures protohistoriques, avant d'analyser deux points : l'évolution historique des sociétés insulaires, l'aliénation des Corsi et leur soumission à l'Empire romain.

1. L'évolution historique

Pour retracer, de manière succincte, les étapes de l'aventure humaine en Corse, il faut remonter au III^e millénaire avant J.-C. (plus précisément

à la fin du IV^e-début du III^e). Les populations de ce temps, porteuses d'une culture néolithique, sont groupées en communautés sur des sites de la zone de l'olivier. Leur pénétration dans l'intérieur de l'île est attestée, mais elle se produit plus tard, comme conséquence à une indéniable poussée démographique. On pourrait donc considérer le III^e millénaire comme celui de l'extension à toute l'île des activités agro-pastorales, affirmant de ce fait l'état de berger et de paysan néolithique.

Effectivement les tribus néolithiques sont installées au IV^e millénaire sur des collines de faible altitude, se dressant au-dessus des « plaines »⁴. En région granitique, les boules rocheuses portent des cavités (cuvettes, cupules) creusées par les hommes et dans lesquelles on pratiquait des activités de broyage. Sans doute s'agissait-il de sortes de centres de meunerie où l'on transformait les céréales en farine. Dans ces habitats vivent des populations porteuses d'une culture du néolithique évolué (charnière IV^e-III^e millénaire avant J.-C.) et, dans ses phases finales, du néolithique final-chalcolithique⁵. Tous ces sites, la Mutola dans le Nord, le Monte Lazzo dans le Centre et la Piana dans le Sud par, exemple, sont aménagés par l'homme selon un même modèle. Malgré des différences appréciables dans l'équipement matériel (surtout la céramique), l'organisation de l'espace semble la même. Quelques murs en gros appareil constituent une enceinte ; les terrasses sont soutenues par des murs cyclopéens ; les « cabanes » sont également établies à proximité d'abris sous roche naturels utilisés comme structures annexes. Les populations ayant atteint le même stade de développement et pratiquant les mêmes activités économiques ont aménagé ces stations agricoles pour la satisfaction de la totalité de leurs besoins.

La découverte de statuettes néolithiques dans le Sartenais, à Bonifacio, à Ajaccio et dans le Nord de l'île met en évidence, d'une part, l'aptitude à sculpter des œuvres d'art et, d'autre part, la pratique d'un culte basé sur la Déesse-Mère. On sait aujourd'hui que des pratiques religieuses devaient prolonger les funérailles dans les monuments mégalithiques. Des aires, découvertes récemment, peuvent être interprétées comme étant des lieux réservés à la pratique d'un culte lié à la mort.

Vers la moitié du III^e millénaire, du seul point de vue technologique, l'apparition de nouveaux outils en cuivre et la découverte à Terrina d'un équipement de fondeur mettent en évidence l'existence d'une nouvelle famille d'artisans : les métallurgistes. Certes l'utilisation du nouveau métal ne va pas modifier profondément le mode de vie de ces populations. Mais, lentement, inexorablement, on s'achemine vers l'âge des métaux.

On veut généralement voir dans l'apparition du cuivre vers 2500, du bronze dès 1800 et du fer aux environs de 700, un phénomène lié à une invasion ou plus simplement à l'arrivée d'une population étrangère. Il est indéniable qu'il se produit une acculturation des populations autochtones. La possession d'outils, d'armes en cuivre d'abord, en bronze puis en fer, va constituer un nouveau moyen pour détenir un pouvoir, pour accumuler des richesses. Si ce fait reste à prouver, il n'est pas

moins vrai que des influences extérieures, des courants d'idées, des modèles de société vont être proposés aux populations insulaires. Trois bouleversements sont perceptibles car ils détermineront trois stades d'évolution : le chalcolithique au III^e millénaire, l'âge du bronze au II^e et l'âge du fer au 1^{er}.

Le rite de la sépulture individuelle constitue une des preuves de cette forme de hiérarchisation sociale. Les dignitaires de l'âge du bronze ancien sont enterrés avec leurs armes et leurs parures ainsi qu'en témoigne la tombe ou coffre de Pallaghju. Cette évolution dans le rite funéraire coïncide avec les changements intervenus dans le domaine religieux. La Déesse-Mère néolithique, rattachée au culte de la fécondité, est délaissée pour une croyance polythéiste où les astres (notamment, le soleil) occuperont une place non négligeable. Mais le dignitaire laïc ou religieux, guerrier ou prêtre, sera représenté par la statuaire qui atteindra un art majeur avec les statues-menhirs.

L'âge de bronze que l'on peut nommer également l'âge des cités, voire même celui des protocorses ou Corsi, se caractérise par la mise en place de structures différentes de celles du néolithique. Le stade d'évolution des populations de l'île sera également marqué par l'apparition de mentalités nouvelles accompagnant probablement une organisation différente de la société. Mais, de toute évidence, la grande uniformisation des cités dans le Sud de la Corse, surtout, nous invite à nous interroger sur la nature de ces liens.

A l'instar du monde mycénien, les Corsi comme les Nuragiques de Sardaigne vont lentement poursuivre l'élaboration de croyances magico-religieuses, nées au chalcolithique. Le nouveau courant des Champs d'Urnes, né en Europe centrale, se diffuse en Europe occidentale vers 1200-1100. Nul doute que la Corse est touchée et reçoit ces influences ainsi qu'en témoignent certains documents comme les haches à douille votives, miniaturisées. Très atténuées certes après leur passage en Italie septentrionale, elles vont parvenir néanmoins en Corse. La diffusion d'idées, de croyances, s'accompagne de l'introduction de techniques, voire même d'outils nouveaux comme l'araire en bois qui va modifier profondément les façons culturelles.

L'âge du fer est préparé par des changements climatiques avec une péjoration notable (climat plus froid et plus humide), provoquant une extension des lacs en haute montagne et des marécages dans les zones littorales. Cette dégradation climatique provoque une évolution du couvert forestier avec l'extension en montagne du sapin, de l'aulne, du hêtre, de l'épicéa. On attribue généralement la diffusion de la métallurgie du fer aux Phéniciens à partir du royaume hittite. Quoi qu'il en soit, la technologie nouvelle est adoptée en Corse au premier âge du fer, à partir de 700 environ avant J.-C. Les relations soutenues entre la Corse de l'âge du fer et de l'Italie septentrionale (vallée padane) et centrale sont indéniables. Les modèles de bijoux (fibules, perles en pâte de verre), d'armes (poignards, épées), sont adoptés par les Corsi qui les importent en quantité, mais qui en fabriquent également à partir de modèles classiques.

Le monde magico-religieux s'affirme avec l'évolution de la statuaire qui exprime les modifications survenues dans les croyances, l'apparition d'êtres mythiques, dont parfois le sexe n'est guère perceptible, à l'image de la statue menhir armée d'une épée, du Haut-Taravu, où les seins sont représentés. C'est le temps de la pétrification considérée comme sanction par laquelle l'homme expie une faute jusqu'à l'éternité. La tradition orale en a conservé le souvenir, malgré les importantes modifications apportées par la religion chrétienne. L'Orcu (*u magu*), l'Orca (*a strega*) auraient vécu dans certains *castelli* préhistoriques. *A fola* (ce récit interminable qui occupait les veillées dans la Corse d'avant la Deuxième Guerre mondiale) a conservé le souvenir des châteaux dans lesquels se trouvaient des hommes pétrifiés punis par l'Orcu-Magu pour avoir voulu « visiter » *a casa di l'Orcu*.

Ce sont ces mêmes Korsi qui vont à l'arrivée des Grecs à Alalié, être perçus comme un peuple, une ethnie, ayant en commun la langue, le costume et pratiquant une même économie fondée surtout sur l'exploitation des ressources naturelles (cueillette, miel, liège, bois), chasse et pêche. Leur habitat (les « forts » des auteurs gréco-latins, c'est-à-dire les *castelli* protohistoriques) était assez semblable.

2. L'aliénation des Korsi

Le premier millénaire s'achève avec la conquête de la Corse par Rome (259 avant J.-C.). Du seul point de vue économique, la soumission des Korsi a été rendue possible par le fait qu'ils n'entrèrent point dans l'économie de marché créée par les civilisations historiques méditerranéennes qui essaimèrent en Corse notamment. Ce qui est fondamental, c'est l'opposition entre une population protohistorique pratiquant une économie fondée sur le troc, à une autre, historique, à l'économie basée sur l'emploi de la monnaie. Cet invariant ou l'attachement à un système économique agro-pastoral par une population qui n'éprouve pas le besoin d'entrer dans une économie de marché caractérise la Corse protohistorique. C'est là une constante. Durant le haut Moyen-Age, par exemple, l'économie corse est agro-pastorale, voire prédatrice ; en aval, au bas Moyen-Age, alors que les grandes cités méditerranéennes au caractère urbain et capitaliste se développent, la Corse reste ce qu'elle était, c'est-à-dire liée aux productions de la terre. Aux X^e et XI^e siècles de notre ère, alors que l'économie tend à devenir mondiale (tout au moins européenne) celle de la Corse reste locale, fondamentalement basée sur le troc. Au XII^e siècle de notre ère, la Corse reste à l'écart des grands marchés européens dont l'organisation est bipolaire (Italie septentrionale et Pays-Bas), des grandes foires qui enrichissent les cités parmi lesquelles figure Gênes. Le capitalisme marchand se développe (on parlerait aujourd'hui de multinationales). La flotte de Gênes est en constante progression en vue du commerce international (les routes

septentrionales par Gibraltar, orientales vers la mer Noire, le Levant). Rien de semblable en Corse.

Revenons au premier millénaire avant notre ère. Comme les Celtes d'Europe occidentale, les Keltoi des Grecs, les Galli des Romains, les Corsi admettent la puissance des Grecs d'abord, des Romains ensuite. Ils se mettront à leur service. N'est-ce pas la signification que l'on doit donner à la découverte de l'indigène inhumée dans la tombe 101 d'Aleria ? Les Corses servirent comme mercenaires. C'est un nouvel invariant. Tout au long de la protohistoire, de l'histoire, on rencontrera des natifs de l'île au service de personnages illustres, de cités prospères, de pays riches. La conquête de la Corse par les Romains aura pour corollaire la romanisation de l'île, la latinisation de la langue. Pour distinguer aisément ces deux états (avant et après cette latinisation), nous nommons Corsi les habitants de l'île porteurs de la culture romaine et nous situons ce phénomène à partir de la fin du III^e siècle avant notre ère. Les Gallo-Romains ou Corsi entrent dans l'histoire après la perte de leur identité.

On peut s'interroger sur la rapidité du passage d'une culture proto-historique, celle des Corsi, à la culture historique des Corsi. A ce sujet, la cohérence des Corsi était-elle une réalité ? Certes, nous savons qu'ils ne formaient pas une nation ; pas même un ensemble politique cohérent. Les Romains y ont vu une juxtaposition des peuples. A travers ce morcellement en peuples, voire en tribus, peut-on déceler les liens qui unissaient ces divers groupes ? Il semble que l'on doive retenir pour la Corse, ce que Jérôme Carcopino (*César*, 1936, p. 107) écrivait à propos de la Gaule politique :

« Les répulsions sont plus fortes que la fraternité de la race, l'identité de la langue, de la religion, de la culture. »

C'est là un nouvel invariant.

La Corse du III^e siècle avant J.-C., est donc une mosaïque de cités (*oppida* ou *castelli* ou *urbs*) avec une population divisée, voire affrontée. Ceci est d'autant plus grave que l'on devra se déterminer par rapport aux nouveaux venus, les Romains : s'opposer ou collaborer. Il faut bien admettre qu'à la facilité avec laquelle se soumet la zone littorale (*i piaghji*), s'oppose la résistance, de l'intérieur, de la Corse montagnarde.

L'inaptitude de l'île à constituer un tout est sans doute un invariant fondamental. Il suffit de jeter un regard sans complaisance sur la Corse d'aujourd'hui pour s'en persuader. Qui peut affirmer qu'elle constitue une région ? N'est-elle pas encore une mosaïque de cités, de communes, dont les représentants, outre la résistance à la mise en place de groupements d'ensemble, pratiquent l'opposition érigée à l'état de principe. Gauche contre droite, Nord contre Sud, Ajaccio contre Bastia, montagne contre plaine...

Telle semble être la règle du jeu, à laquelle s'ajoute le comportement de la grande majorité de la population insulaire qui ne s'est pas encore intégrée dans l'économie de marché qui est celle du monde occidental

moderne. Dans ces conditions, les retards accumulés par la Corse depuis l'arrivée des Romains, la résistance, dans l'île⁶, à l'économie moderne, c'est là, probablement, l'héritage des Corsi de la Protohistoire finissante.

NOTES

1. Faute de mieux, nous conservons le terme médiéval *castellum* que nous faisons suivre de l'épithète protohistorique, c'est le *castellu* de la tradition orale. Nous le préférons à celui de « monument torréen », un néologisme créé par R. Grosjean, qui a l'inconvénient de ne désigner qu'une partie d'un ensemble plus vaste et de suggérer l'adhésion à une théorie, celle des Shardannes.

2. Ceux qui ne portent pas la culture grecque sont nécessairement pour les habitants de l'Hellade ou plus précisément du monde égéen, des « barbares ».

3. L'archéologie a le privilège de la création archéologique qui peut être indépendante de la réalité historique. C'est ainsi qu'il donne à la civilisation néolithique la plus ancienne le nom de Cardial tiré de la valve d'une coquille de mollusque marin, et à d'autres cultures néolithiques celui de Basien (de Basi), de Curasien (de Curracchiaghju) tirés de sites éponymes.

Les Corsi sont, pour nous, les populations porteuses d'une culture de l'âge du bronze, puis plus tard de l'âge du fer. Ce sont les habitants des *castelli* protohistoriques qui apparaissent en Corse vers 1600/1500 avant J.-C. et qui commencent à être abandonnés à la fin du premier millénaire avant notre ère. Les Corsi entreront en contact avec les populations historiques qui s'implanteront à Alalié dès 565. A partir de 259 avant J.-C., depuis l'arrivée des Romains jusqu'à la mort d'Auguste (l'an 14 de notre ère), lentement, inexorablement, les Corsi perdront leur culture, leur langue, pour se romaniser et entrer dans l'histoire sous le nom de Corsi.

4. En Corse, une île montagneuse par excellence, ce terme désigne tout espace plat, dont la superficie est, nécessairement, de faible importance.

5. Le chalcolithique, ainsi que son nom l'indique, est déjà l'âge du cuivre (*chalco*) mais reste encore celui de la pierre (*lithos*).

6. Dans l'île seulement car, hors de Corse, l'insulaire se taille une place de choix dans tous les domaines, même économiques.

ETAT ET REGION CORSE DURANT L'ANTIQUITE

Jean JEHASSE

La géographie physique confère à la Corse des caractères particuliers, tour à tour renforcés ou bien minimisés par sa position quasi centrale au cœur des courants de la navigation antique. Sous Rome nous la verrons, par exemple, tantôt administrée directement d'Italie, tantôt jouir du statut d'une « province à part », tantôt liée à la Sardaigne, voire au groupe Sardaigne-Sicile.

Ce n'est pas une petite île, et comme telle soumise à l'autorité non contestée d'une seule agglomération représentant le centre du pouvoir : on y distingue des régions aux tendances centrifuges. Et d'autre part, comme telle, elle n'a pas subi la mainmise absolue et exclusive d'une région continentale donnée, avec laquelle elle ferait corps : elle a tenté tour à tour la Grande-Grèce, l'Etrurie, Carthage et Rome, et aux débuts du Moyen-Age elle a été rattachée à l'Afrique par les Vandales et les Byzantins, à l'Italie cisalpine par les Lombards et les Francs.

Mais ce n'est pas non plus une grande île, divisée en compartiments étanches s'ignorant à l'intérieur, et rattachés de façon fractionnée à des puissances extérieures, comme ce fut le cas de la Sardaigne et de Chypre.

C'est enfin une île trop peu peuplée pour asservir les continents voisins, ou établir une tête de pont durable — en dépit de la légende d'une fondation de l'étrusque Populonia par les Corses — mais en revanche trop puissante pour être facilement dominée, sinon exterminée, comme il est arrivé aux populations néolithiques des îles Lipari.

Le problème politique de l'Etat se pose ainsi avec acuité. A l'intérieur, les tentations fédéralistes, voire sécessionnistes et autarciques, s'opposent à la dénomination toujours globale de *la Corse*, et *des Corses* (*Kurnioi ou Corsi*). Et si « l'Etat » s'impose de l'extérieur, il peut le faire plus ou moins lâchement, ou tyranniquement, sous les formes diverses de la conquête militaire, ou de la prédominance économique et culturelle. Tour à tour et complémentairement dangereuses et propices, les mers environnantes greffent sur le problème politique de l'Etat le problème de successives acculturations : aucun retard technique n'est tolérable quand est en cause la survie de la population, menacée par la famine, par la réduction en esclavage, et l'extermination. Ainsi s'impose un dialogue, et une dialectique, entre pouvoir régional (ou pouvoirs régionaux) et le pouvoir d'un Etat continental.

Telle est la leçon générale dont le schéma est nuancé au cours des quatre grands stades que dessine l'histoire de la Corse antique à partir des débuts de l'âge du fer, vers 800.

1. L'âge du fer et les rapports commerciaux

La Corse vit selon un système intérieur spécifique. A partir d'une agglomération à mi-pente sur un éperon barré, la transhumance définit les deux étages complémentaires de la montagne estivale, et de la « plage » d'hiver. On distingue ainsi des secteurs reliant l'île d'est en ouest, et annonçant les futures *pievi*. Les rotations des pacages et des cultures, celle de l'irrigation, les travaux collectifs, l'accès à la mer, aux salines, et l'ouverture sur le dehors, nécessitent une autorité indiscutée dans un cadre géographique ouvert. Cette autorité appartient à des *principes*, où, comme dans les autres sociétés archaïques, s'imposent l'âge, le sang et la famille, des caractères religieux. D'après Diodore de Sicile, les Corses sont les seuls des Barbares à « se comporter selon la raison et la justice », entendons un paternalisme efficace et sage.

On reconnaît des acculturations techniques et idéologiques concernant l'extension des métallurgies du cuivre, du bronze et du fer, l'utilisation du cheval de selle, la culture du chêne-liège et du châtaignier, le développement des ressources en poix, goudrons, cire et miel, et de ces « produits de santé », comme le sel, que les Grecs recherchaient en Occident. L'archéologie livre ainsi des fibules de fer et de bronze, des décorations de casques et cuirasses, des bijoux en pâte de verre. Elle souligne l'évolution du menhir anthropomorphe en « Hermès ».

Ces échanges commerciaux s'effectuent sur toutes les côtes corses, à partir de ces nombreux petits ports que Diodore de Sicile évoque pour le IV^e siècle avant notre ère. Réels, ils n'ont pas l'ampleur ni la richesse qu'on reconnaît à la haute époque dans les échanges entre l'Etrurie et la Sardaigne, marqués entre autres par les *bronzetti* sardes et le *buccherò nero*.

Mais ils entraînent un triple effet. Ils renforcent l'autorité des *principes* en accroissant leur prestige et leurs moyens préfigurant une évolution où le pouvoir du sang cédera aux pouvoirs de l'argent. Ils renforcent parallèlement la prédominance économique et culturelle de certaines régions insulaires, tels le Vénacais, la basse-Castagniccia (Opinon/Tallone), le bas-Taravo, la « Corse méridionale » (Portus Syracusanus/Porto-Vecchio). Ils précipitent enfin l'urbanisation, surtout à Aléria, dès avant l'arrivée phocéenne.

Mais précisément Aléria est *une* ville, et non la seule, dès le VI^e siècle. Son domaine, croyons-nous, dessine en gros le futur évêché d'Aléria, englobant près de la moitié de l'île, avec une pointe en Balagne, et l'autre en Alta Rocca. Mais à aucun moment on ne discerne un centre unique de pouvoir. Et aucun texte ne parle jamais d'un roi ni d'un chef unique. Le pluriel est constant : *les Corses, les principaux corses, les cités corses*.

2. Des échanges commerciaux à l'hégémonie de puissances extérieures

Du VIII^e au III^e siècle, grâce aux difficultés géographiques, à la conjoncture tyrrhénienne, et à leur propre résistance, les Corses échappent à quatre occupations plus ou moins partielles, mais durables, de la puissance étrusque, phocéenne, romaine, punique.

C'est au VII^e siècle que les Etrusques semblent avoir occupé des *Kurniata*, c'est-à-dire des bases à partir desquelles, ils imposaient aux « cités corses » « le tribut de résineux, cire et miel » que l'île produit en abondance. Au VI^e siècle, c'est finalement l'échec du transfert de la métropole phocéenne sur le site d'une ville « dont le nom était Alaliè », où ils avaient installé un comptoir en 565. Dans l'état actuel de la recherche archéologique, la nécropole n'est pas antérieure à 500 avant J.-C., et il est prématuré d'assigner à cette datation haute la plus ancienne cadastration de la plaine et du piémont, orientée N. 15° E. Mais les traités entre Rome et Carthage laissent « la Corse » neutre et ouverte aux cosignataires dès 509. Et depuis cette date on voit par les importations et les techniques, une population qui vit cette ouverture sur le dehors, et règne sur un grand domaine intérieur qu'elle exploite. C'est à Aléria la création d'un rempart archaïque en briques crues et galets renforcés et surmontés par des poteaux de bois ; et une assimilation culturelle où les grands *principes* naturalistes mâles et femelles se personnalisent en Hermès, Melkart-Héraclès-Kurnos, et Hestia-Déméter-Artémis-Tanit et Junon. Un complexe à la fois grec, étrusque, déjà latin, punique, et bien entendu corse d'après la persistance des traditions.

Il faut donc souligner cette impuissance des hégémonies méditerranéennes à contrôler durablement la Corse, impuissance qui éclate encore dans la vaine tentative d'une colonisation romaine vers 360, la brève mainmise carthaginoise vers 280, et à partir de 259, une conquête romaine qui ne sera entièrement accomplie et définitive qu'à partir de 111.

Ces actions contribuent à renforcer l'autorité des *principes*. Lors de la Deuxième Guerre Punique, en 211, les Romains prennent des otages considérés comme influents, et, de fait, la Corse leur reste fidèle. En 236 les chefs corses rendent un général romain fait prisonnier, pour le punir d'avoir enfreint une trêve décidée par le Sénat. Rome s'appuie ainsi sur les notables, alors que le « parti populaire » regarde vers Carthage. C'est par l'alliance avec ces notables qu'elle triomphe finalement, tout en imposant une mise en valeur accélérée, dont ils sont progressivement bénéficiaires, qu'il s'agisse de la perception du tribut, de l'impôt foncier, des taxes et péages, exigibles en nature pour la majeure part, les Romains ont besoin de répondants et de responsables, qui participent au nouveau règne de l'argent, développé en particulier par les fournitures aux armées.

La pression externe renforce ainsi la cohésion interne, assure l'unité de l'île tout entière en accusant l'inégalité sociale au bénéfice d'un Etat fort.

3. *Les colonies romaines du I^{er} siècle avant notre ère*

Pour couronner cette exploitation de l'île, et d'abord pour mieux tenir une position stratégique capitale pour les intérêts romains, Rome s'efforce d'implanter des colonies de peuplement. Mais la valeur économique, militaire et navale de ces colonies est suspendue aux à-coups de la politique romaine, et au triomphe, tantôt du parti populaire, tantôt du Sénat.

Vers 100, c'est la colonie de Mariana, un corps étranger mal greffé, mal préparé techniquement et moralement, bientôt comprimé par la puissante tribu des Vanacini au cap Corse. Sans doute grand propriétaire dans l'île, Lépide passant en Corse échouera ainsi contre le Sénat.

De 80 à 30, Sylla pour le Sénat, César pour ses partisans, Sextus Pompée au nom du Sénat, puis Octave, établissent à Aléria, ou « restituent », une colonie romaine, dressent des plans d'occupation du sol englobant piémont et « plage », reprennent et complètent l'urbanisation de la ville, en pleine prospérité à partir de 27. Le béton de tuileau, la brique cuite au four, la pratique de l'incinération, et toutes sortes d'importations méditerranéennes attestent cette romanisation.

Mais l'inhumation reprendra vite, et l'importante main-d'œuvre esclavagiste, remarquable par des noms orientaux, se fondra à son tour dans un ensemble « corso-romain ».

4. *Les Corso-Romains et la romanisation en profondeur*

C'est Auguste lui-même et ses petits-fils qui assurent comme « patrons » d'Aléria, honneur très rare, l'unité centralisatrice insulaire. Que la Corse soit province « procuratorienne » et administrée directement

par l'empereur, ou liée à la Sardaigne et « sénatoriale », l'unité politique, économique et culturelle reste stable sous les à-coups de la conjoncture impériale. Hadrien remodelera la cité d'Aléria, et tout le parcellaire d'une façon définitive. Et cette politique repose sur la responsabilité des *principes*. Les *principes* insulaires, à la mort de Néron, prennent parti pour Vitellius contre Othon, ce qui d'ailleurs tournera mal. Et une inscription d'Aléria mentionne un *princeps* qui est « patron » de la colonie et des XV *civitates* « soumises à l'impôt du liège ».

Cet important personnage souligne le côté pyramidal et ploutocratique de cette société corse à la romaine. Il est à la fois l'interlocuteur désigné avec l'Etat romain, et incarne la plus haute autorité morale dans une colonie administrée par des *duumviri* élus par un « sénat » de notables fortunés. A son tour, la colonie assume en dernier recours la responsabilité des « cités » qui lui sont « attribuées », mais sont régies selon les mêmes principes « démocratiques ». Quant au procureur désigné directement par l'empereur, il assure en dernier ressort le contrôle de la justice, le rendement de l'impôt, et le maintien de l'ordre, reposant simplement pour la Corse entière sur une cohorte de 500 à 600 cavaliers bataves — éventuellement sur les deux bases de la flotte de Misène, à Aléria et Mariana.

L'administration reste ainsi assez souple, et tient progressivement compte des difficultés géographiques — signe que les tendances centrifuges sont toujours latentes. Si Aléria au II^e siècle commande la moitié de la Corse, dans le « domaine » qui restera à peu près celui du premier évêché, la politique de Septime-Sévère au début du III^e siècle, et celle de la Tétrarchie au début du IV^e siècle, tendant à empêcher un pouvoir unique, un jour capable de faire sécession. Ainsi se développe à partir d'Ajaccio l'unité du Sartenais, à partir d'*Ourkinia* (Cinarca), la juridiction qui relèvera de Sagone. Quant à la Balagne, elle constitue une zone richement urbanisée, où l'on ne retrouve aucun des « douze peuples vivant en village » d'après Ptolémée.

Cette évolution vers le morcellement administratif accompagne en fait le passage de la prospérité au déclin.

Au II^e siècle de notre ère, Ptolémée dénombre vingt-sept villes et ports, deux colonies, douze peuples en cours d'urbanisation. Mais le repli démographique entraîne une crise économique dans une île où l'importation d'une main-d'œuvre servile fait désormais défaut. Le lent relevé de la mer (de 0,50 m à 1,50 m) ensable les ports, comble les estuaires, développe la malaria. Le grand commerce interméditerranéen se ralentit avant d'être coupé par les Vandales. La Corse retombe dans une sorte d'autarcie stérilisante à l'heure où le développement de la société antique reposait d'abord sur le grand commerce et l'exploitation intensive des richesses naturelles. Mais que vaut désormais en agriculture ou en métallurgie la production insulaire, face aux minerais espagnols, aux blés africains et égyptiens ?

C'est une île exsangue, écrasée d'impôts et ruinée, « dépourvue de défenseurs » que cueillent tour à tour les Goths et les Byzantins. Une

île où, sous les Lombards, on ne compte plus que cinq cités — qui sont le siège des cinq évêchés traditionnels.

Cet excursus historique semble démontrer la nécessité d'un équilibre entre l'Etat externe et la région. Si l'Etat est trop exigeant, la Corse s'épuise et s'asphyxie, comme il est arrivé lors de la conquête romaine des III^e/II^e siècles. Si en revanche la région est trop isolée, elle peut être victime d'une autarcie stérilisante, comme au Bas-Empire, ainsi que des prétentions désordonnées de puissances externes : Vandales, Goths, Byzantins, Lombards, ou des incursions barbaresques.

La réussite romaine vient de ce que l'équilibre Etat/Région a été vécu et compris à la fois comme un niveau de vie et un style de vie supérieurs ; comme une promotion sociale, entraînant plus ou moins rapidement la promotion politique ; enfin comme une unification en profondeur. C'est sous Rome qu'on trouve les épitaphes évoquant des « Corses de nation ». Ne nous étonnons pas si la langue latine a été le véhicule de cette nouvelle idéologie. Et admirons peut-être que la diffusion du christianisme soit attestée encore dans le sol par des chapelles paléochrétiennes inscrites aux intersections des chemins et du parcellaire définis par les cadastrations.

L'échec final provient sans doute de la valeur stratégique de l'île que militairement l'Empire romain ne pouvait plus assumer à son profit exclusif. Il est dû aussi incontestablement à l'appauvrissement régional d'une économie insulaire trop pauvre et trop peu spécifique pour rivaliser avec une économie méditerranéenne totale. Il provient enfin d'une distorsion de plus en plus grande entre riches et pauvres, « puissants » et « humbles » ; et du poids de l'appauvrissement et des dettes obligeant les parents eux-mêmes à « vendre leurs enfants comme esclaves ».

Quant à la structure du clan, elle apparaît nécessaire dans un cadre géographique difficile. Le clan est le fruit et la condition de la tradition. Il se reforme aussitôt que l'Etat faiblit. C'est finalement l'Etat qui peut en quelque sorte le « laïciser » pour établir une véritable démocratie.

DRAME FEODAL EN CORSE

Pierre ROSSI

Héritier direct de l'appareil féodal, lui-même héritier de l'appareil de l'Eglise catholique romaine en lutte contre les sociétés orientales, l'Etat français, sous ses voiles démocratiques, a conservé intactes les vieilles structures féodales originelles... Mieux, il les a exportées dans des pays conquis et inadaptés à les recevoir, forçant ainsi leur tradition et leur nature, les révoltant profondément parce que, croyant avoir affaire avec une démocratie sincère, ces derniers sont tombés sous les coups inattendus d'une féodalité de fait qu'ils ne soupçonnaient pas. Tel fut et demeure un des drames majeurs de la colonisation française. Ce drame est particulièrement sensible en Corse. Il est une des raisons du réveil nationaliste.

En France, les fiefs féodaux furent, à partir du Moyen-Age, de petits Etats totalitaires. L'Eglise et le seigneur y régnaient sur les âmes, l'économie, la vie familiale, au point que les populations réduites au servage ou, tout au moins, à l'obéissance absolue, y étaient devenues totalement irresponsables. C'est cette servilité et cette irresponsabilité tant politique que culturelle et sociale qui constitueront le fond commun des peuples de France jusqu'à la révolution de 1789. La monarchie elle-même s'est construite sur des alliances féodales destinées à vaincre d'autres féodalités rebelles au roi de France. Ce dernier devait tirer son autorité et sa loi de la puissance des structures féodales impliquant la soumission aveugle des populations à des oligarchies temporelles et spirituelles sous la double présidence et du roi et de l'Eglise, seuls habilités à définir l'Etat. A aucun moment l'Etat n'apparut en France sous les traits d'un pouvoir fondé sur le consensus populaire et la prise en compte des vœux, des coutumes ou de l'histoire des hommes du pays de France. C'est en

effet dans les *Regulae* de saint Benoît et dans la volonté du pape Grégoire-le Grand que se trouvent la source et la loi des Etats européens avec, pour principe premier, la sacro-sainte obéissance à une monarchie inspirée par Dieu et par la foi dans le caractère un et indivisible de la souveraineté. Il eût été inconcevable que le terme de souveraineté fût appliqué à quelque titre que ce fût, à des populations ou à des hommes tenus pour simples objets à la dévotion du souverain. L'Etat féodal était conçu très exactement à l'image du couvent, le servant devant obéissance, *perinde ac cadaver*.

La révolution de 1789 ne modifia en rien cette réalité plusieurs fois séculaire (rappelons seulement le mépris avec lequel Marat lui-même parlait de la « populace »). Elle remplaça simplement sur leurs terres les nobles par une bourgeoisie d'administration ou d'affaires qui n'eut aucun mal à faire admettre sa prééminence par les peuples qui, habitués à servir, à être protégés et à ne rien décider par eux-mêmes, se tournèrent naturellement vers les nouveaux maîtres. Ces derniers possédaient désormais un pouvoir beaucoup plus étendu que les ci-devant nobles puisque, ne se satisfaisant plus de dominer localement, ils avaient étendu leur empire à la France entière grâce au principe de l'Etat-nation. C'est ainsi que l'Etat monarchiste et ecclésiastique de la France devint après 1789 encore plus centralisé, encore plus autoritaire, encore plus féodal, encore plus désincarné et plus abstrait. Il apparût rapidement que le système électoral, de par la toute-puissance des « seigneureries bourgeoises » départementales, ne fit que remplacer le servage dynastique par la soumission administrative dépassant de loin les contraintes précédentes.

On a prétendu qu'il y eut des révoltes populaires contre cet appareil d'un nouveau genre et on cite volontiers la crise vendéenne. En vérité, ce ne fut là qu'une insurrection nobiliaire et de féodalité ancien style contre la féodalité nouveau style. Ce furent les nobliaux des villages, des châteaux et des campagnes qui tentèrent, avec leurs sujets subjugués, d'abattre les prétentions bourgeoises dont Paris était le sanctuaire. Et ils échouèrent.

Tel est l'appareil administratif, politique et militaire fortement encadré par une police fortifiée par la Terreur qui s'abattit sur la Corse au lendemain de 1789. L'Etat-nation, inventé par une bourgeoisie féodale sous couvert de « Liberté, Egalité, Fraternité », fut surpris de ne pas trouver dans l'île de Corse les structures féodales d'obéissance qui, comme sur le continent, lui auraient facilité la tâche. La Corse, en effet, avait ignoré l'esclavage de la féodalité qui durant des siècles avait transformé en corps irresponsables les sociétés rurales et citadines du continent. Elle avait vécu sous des régimes impériaux qui se contentaient d'une souveraineté théorique et lointaine, abandonnant aux cités et aux communautés locales le soin de gérer leurs affaires selon leurs coutumes. Les empires égyptien, babylonien, carthagénois, romain, byzantin, califal ou turc régnaient mais ne gouvernaient pas. Que ce fut dans les domaines religieux, économique, culturel, juridique ou familial, ils pratiquaient la

tolérance et n'intervenaient pas dans la vie quotidienne. De sorte que les hommes et les communautés se sentaient libres et se comportaient en responsables. L'Etat ne se confondait pas avec les nations ; et si l'empereur était le souverain de l'Etat, l'homme était souverain dans sa nation. Nous connaissons fort bien la façon dont les Corses se gouvernaient avant l'intrusion brutale de la Révolution française. Autogestion, conseils des Anciens, coopération familiale, partage de l'île en régions autonomes, absence de seigneurs régnants de droit divin, autorité individuelle très grande, code coutumier sévère fondé sur les droits de l'honneur, de la justice, assorti d'un droit pénal commandé par la sanction collective, enfin, économie dite de la Terre commune (*tarra cumuna*), c'est-à-dire ne relevant pas de la propriété individuelle mais du travail communautaire dont les bénéfices étaient répartis selon les mérites et les besoins des familles. Bref, une façon de vivre totalement opposée à celle du continent français. Si puissante était cette tradition politique corse que de nos jours elle survit profondément dans notre mentalité, nos habitudes et notre appréciation des valeurs économiques et juridiques.

Décontentanée, l'administration révolutionnaire eut donc recours à deux méthodes, la répression militaire et policière mais surtout l'instauration en Corse d'un appareil féodal à l'image de celui de France qui lui avait servi de moule pour y couler sa domination. C'est ainsi que, paradoxalement, la République et l'Empire imposèrent de vive force à la Corse un système féodal qu'elle n'avait jamais connu afin d'y faire plus aisément place à un Etat dont les Corses ne voulaient pas, eux qui durant des siècles avaient vécu sous le régime de l'anarchie, c'est-à-dire de la libre société. Le pouvoir parisien s'adressa à des familles notables pour faire d'elles des dynasties vassales, leur distribuer des prébendes et des droits régaliens dans un premier temps, pour les désigner, ensuite, dans un deuxième temps, comme les représentants des partis politiques parisiens ; tout comme les nobles provinciaux d'autrefois avaient eu en France continentale leurs serfs de par le droit féodal, les dynasties corses eurent leurs « clients », de par la loi électorale de la République. Et cela au mépris de la Constitution démocratique que les Corses s'étaient donnée à Orezza dès l'année 1735, à peu près seuls alors en Europe à avoir institutionalisé les pratiques « libertaires ».

On peut dire aujourd'hui que la tentative de l'Etat français de contreplaquer en Corse un appareil féodal aussi peu adapté que possible à ses traditions profondes a été un grave échec. Echec que l'on peut comparer aux désillusions entraînées par l'application dans les terres colonisées d'appareils administratifs conçus dans le seul intérêt économique et militaire du colonisateur. Le nationalisme corse est né de la prise de conscience de cet échec et du rejet déterminé du féodalisme républicain qui vaut largement, sous couvert de démocratie, le féodalisme monarchique sous couvert de droit divin. L'Eglise catholique romaine ayant soutenu l'un puis l'autre, en Corse, avec une égale vigueur, ce n'est pas là un des moindres reproches à lui adresser.

En cette année 1986, la République française tente de redresser la situation et elle le fait curieusement. Au féodalisme dynastique et clientéliste fondé sur des familles électorales à sa dévotion, elle voudrait désormais substituer un « féodalisme d'affaires ». Elle n'ignore pas que les vieilles dynasties, figures caricaturales et décriées des partis politiques traditionnels français à bout de souffle, n'iront pas loin. Aussi compte-t-elle sur l'attrait de l'argent, le goût du confort, du divertissement et de la consommation, sur le désespoir d'une jeunesse sensible aux plaisirs, pour aider à la création de sociétés financières insulaires n'ayant pas froid aux yeux, sans scrupules ni nostalgies et décidées à se constituer en mafia dignes de celles de Naples et de Sicile. Ces sociétés seraient appelées à constituer des sortes de gouvernements parallèles, enracinées par les liens familiaux au profond du peuple corse, liées à des groupes internationaux et anonymes ayant pour souci de gagner de l'argent et d'en distribuer des miettes au jeune prolétariat grandissant de l'île. La grande presse s'est faite l'écho des progrès impressionnants que font en ce moment en Corse de telles sociétés de type *mafiose*. Elle s'interroge sur les complicités dont elles disposeraient auprès des pouvoirs parisiens qui, dans leur désir de « privatiser » la politique, seraient disposés à confier à des brigands le soin d'administrer l'île en leur nom, *ad maiorem Franciae gloriam*. Après tout, les premiers grands féodaux ancêtres de l'Etat français n'étaient-ils pas eux-mêmes des brigands de grand chemin ?

De cette nouvelle démarche du pouvoir parisien, le nationalisme corse a pris connaissance et bonne note. Il y voit la remarquable continuité d'une logique « française » qui ne se décide pas à reconnaître au peuple corse le droit légitime d'assumer lui-même ses responsabilités historiques sur sa propre terre ; mais qui, tout au contraire, persiste à lui imposer le joug de puissances extérieures dont la valeur, à ses yeux, tiendrait à ce que n'étant pas libres elles-mêmes, elles sont toutes désignées pour détruire la liberté des autres. Ce qui suffit à justifier amplement la lutte de libération menée par le nationalisme corse.

Ajaccio, 13 août 1986

LE CLAN RENOUVELLEMENT ET PERMANENCE

Jean-Marie ARRIGHI

Il me semble indispensable de commencer par une remarque lexicale, mais qui va bien au-delà du lexique : le mot « clan » tel qu'il est employé en français à propos de la Corse, et tel qu'il s'est désormais imposé, est tout à fait impropre dans la mesure où, selon le contexte, il peut désigner deux réalités d'ordre différent : la famille élargie (en corse *sterpa* ou *razza*¹) et la structure politique (en corse *partitu*²) qui fédère des familles élargies au plan villageois, cantonal, et enfin de l'île entière³. Cette confusion n'est pas innocente et sert le « clan » au sens politique dans la mesure où elle lui permet de se faire passer pour une structure « naturelle » de la vie corse, inséparable de la « vraie » culture corse. Bien des Corses affirment sincèrement « nous sommes tous dans un clan », « tous les Corses sont clanistes ». Or, il va de soi que si on ne peut changer de *sterpa*, on peut quitter le *partitu*, soit individuellement, soit, le plus souvent, par groupe familial. Faire apparaître le clan comme structure politique ayant eu une naissance, une histoire, et devant finir un jour, c'est une tâche essentielle dans la Corse d'aujourd'hui.

Ce « clan » politique se trouve depuis 1982 dans une situation nouvelle qu'il n'avait pas voulue : celle d'un statut particulier. Les observateurs s'accordaient alors à prévoir un affaiblissement ou une transformation profonde du clan. Après quatre ans d'expérience, force est de constater que les structures traditionnelles ont bien résisté et que le clan, d'abord sur la défensive, a très vite appris à tourner les obstacles. La meilleure preuve en est sa résistance au plan électoral : le total des deux « clans »

n'est jamais tombé au-dessous de 65-70 % des voix⁴. Essayons de recenser, de manière nécessairement incomplète, les éléments d'affaiblissement et les éléments de résistance.

1. *Éléments d'affaiblissement*

Baisse des possibilités d'action concrète

Le clan repose dans son fonctionnement quotidien sur l'achat du vote : le vote d'un groupe familial et non d'un individu, échangé non contre de l'argent mais contre des services, réels ou supposés, voire simplement potentiels (on « peut avoir besoin » du clan). Or, une moralisation certaine des services publics fait que le clan a moins à offrir qu'autrefois à ses électeurs. Fini le temps où tel ou tel dirigeant politique pouvait caser des dizaines de ses électeurs comme employés ou agents de tel hôpital et de tel lycée. Restent évidemment les emplois municipaux, mais que l'on ne saurait multiplier à l'infini. À côté d'emplois permanents, les petites augmentations de pension que le clan peut encore procurer ne pèsent pas lourd. Par ailleurs, la diminution des solidarités familiales fait qu'un service rendu à un individu peut ne rapporter que deux ou trois voix au lieu de celles de toute sa parenté comme autrefois. Les véritables satisfactions offertes aux siens par le clan sont souvent négatives : voir opprimer ou gêner le voisin membre du clan minoritaire au plan municipal (*contra partitu*) par des refus de permis de construire, des refus de rendre un chemin carrossable, ou autres mesquineries⁵

Apparition d'un débat public

Au plan strictement politique, l'Assemblée de Corse est devenue un lieu de débat important, où les élus votent sous le regard du peuple corse grâce aux caméras de FR3. Il s'agit là d'une véritable révolution dans la mesure où la même information est fournie à la même heure à tous les Corses tandis que le clanisme repose sur le secret et sur une information différenciée selon le rôle et l'importance de l'interlocuteur. Les dirigeants claniques n'ont pas encore trouvé de « mode d'emploi » de la télévision et ont donc choisi de lui faire la guerre, sur place et à Paris : expulsion fréquente des caméras de l'enceinte de l'Assemblée sous des prétextes absurdes, accusations hargneuses contre les journalistes, qualifiés de partisans de l'ex-FLNC ou même d'agents de mystérieuses puissances étrangères (accusation reprise par M. Léotard, ministre de la Communication).

Ce regard du public étant de toute façon gênant, le clan tourne la difficulté grâce à ses contacts directs avec Paris. Combien d'élus votent en Corse, sous la pression de l'opinion ou à la suite de combinaisons politiciennes, des mesures qu'ils supplient le pouvoir central de rejeter ensuite ? L'exemple le plus frappant en est le vote unanime de juillet 1983

Le clan

en faveur du bilinguisme et de l'enseignement obligatoire de la langue corse. Le refus du Premier ministre Mauroy n'a sans doute pas été dû au seul « centralisme parisien ».

Unification du clan

Le système traditionnel repose sur l'affrontement, à tous les niveaux politiques, de deux *partiti*, semblables et opposés. Mais il ne peut plus fonctionner en cas d'apparition d'une nouvelle force non clanique, et dans ce cas de figure les deux clans sont conduits à s'unir pour l'écraser avant de reprendre leurs jeux habituels. Le phénomène, qui s'est déjà produit en 1945-46 face à la menace communiste, se retrouve aujourd'hui face au nationalisme et plus généralement face aux forces de transformation. Les mesures de suppression de crédits aux associations culturelles jugées subversives, ou à l'Université de Corse, souvent attribuées au seul Pascal Arrighi (Front National) ont en fait été votées par au moins 40 voix sur 61, c'est-à-dire par les deux clans réunis. Le clan de gauche (MRG) détient deux vice-présidences dans le bureau de l'Assemblée de Corse à majorité « de droite » et M. Paul Giacobbi, héritier du clan « de gauche » a délégation de signature du président de Rocca Serra, chef de l'autre clan, en ce qui concerne l'urbanisme et l'environnement. Cette coopération, qui peut être efficace à court terme, peut cependant dérouter l'électeur — s'il en prend conscience.

Le clan disséqué

Au plan idéologique, le clan est désormais l'objet d'un débat permanent, alors qu'il ne prospère que dans l'obscurité. Le simple fait que l'on parle de lui montre qu'il n'est pas une structure allant de soi et porte atteinte à son pouvoir. Même ses antiques procédés de fraude, longtemps acceptés comme un jeu folklorique par l'opinion, sont étalés sur la place publique et leur fonctionnement dévoilé. Ainsi de l'énorme fraude de Bastia aux régionales et législatives de 1986, survenue quelques jours après les déclarations de M. François Giacobbi sur la parfaite régularité des élections en Corse⁶. Cette fraude découverte semble aussi indiquer une baisse de la compétence technique des spécialistes, ce qui serait grave pour les clans.

La situation démographique

La démographie elle-même entre en jeu, le dépeuplement des villages privant le clan de base de masse réelle même s'il conserve une base électorale. Les larges majorités qu'il continue d'obtenir sont dues surtout aux procurations d'électeurs absents, qui votent pour les gens en place parce qu'ils leur ont procuré un emploi, ou plus simplement par habitude et ignorance des problèmes réels du village qu'ils ont quitté. Les rares habitants, du moins les jeunes et les actifs, sont souvent hostiles. Une base du

pouvoir idéologique du clan, la pression sur les déviants potentiels, ne peut plus jouer dans un tissu social déchiré⁷.

La fin du « charisme »

Ainsi affaibli, le clan ne parvient plus à mobiliser hors des périodes électorales. Il ne structure plus en permanence la vie quotidienne, ses appels à manifester contre le nationalisme n'ont vraiment obtenu de succès que dans des circonstances exceptionnelles (meurtre d'un CRS à Bastia). Le soutien passionné à la personne du chef de clan a presque disparu (il se maintient davantage dans le clan « de droite ») et seul subsiste le vote lui-même, contrepartie du service rendu. Encore les jours d'élection ont-ils à peu près perdu leur aspect excité ou violent d'autrefois.

Cette perte d'influence dans les esprits fait que les chefs clanistes ne peuvent plus avoir de confiance absolue en personne qui ne leur soit lié par le sang. Tout autre est susceptible de se mettre à penser à l'intérêt commun de la Corse. On l'a vu avec l'évolution de Prosper Alfonsi, tête de la liste du clan « de gauche » et qui fut cependant dans la première Assemblée (1982-84) un président extrêmement progressiste. L'héritage direct des fonctions publiques, de père en fils ou en fille, d'un maire décédé à sa veuve, est en fait un signe de faiblesse et de repli sur le dernier bastion sûr, celui de la famille dirigeante du clan⁸.

« Francisation » de la vie politique

La menace la plus grave pour le clan vient peut-être du côté le plus inattendu, des partis nationaux français auxquels il s'est allié ou affilié de façon purement formelle, pour avoir des soutiens au sommet de l'Etat. Ces partis sont d'abord renforcés par la présence d'électeurs continentaux extérieurs aux structures claniques et qui votent comme ailleurs. Et l'on voit se dessiner des mouvements complexes : à Ajaccio le clan « bonapartiste » ne conserve le pouvoir qu'en alliance avec M. Rossi, membre du Parti Républicain dont il vient de devenir un des secrétaires. De même dans le R.P.R. on assiste à chaque élection à un affrontement pour le choix des candidats entre la direction nationale et le clan, dont la résistance semble s'affaiblir. Le clan de gauche, rattaché jusqu'ici à un M.R.G. groupusculaire, n'a pas encore eu de difficultés de ce type mais son éventuel rattachement au P.S. ne peut que poser le même problème.

2. Eléments de résistance

Faiblesse de l'adversaire

Le premier fait favorable au clan est la perte d'influence du mouvement national, qui était parvenu à saper son pouvoir. Le mouvement

associatif⁹ est en perte de vitesse indiscutable, et nombre de ses militants le quittent soit pour mener une activité personnelle soit pour se « professionnaliser ». Le clan a d'ailleurs souvent créé ses propres associations municipales, ce qui lui permet de se redistribuer indirectement les crédits régionaux ou départementaux. Dans bien des communes, le clan, même discrédité, redevient ainsi la seule structure présente.

De même le courant nationaliste organisé n'a pas su s'adapter à temps aux innovations apportées par le statut et tirer le bénéfice politique de transformations pourtant nées de son action. Ses représentants n'ont pas toujours réussi à l'Assemblée à éviter les pièges tendus par le clan. Il demeure dans une certaine marginalité, à 10 % environ de l'électorat. Quant aux nationalistes clandestins, leur violence directe et visible permet souvent au clan de camoufler sa propre violence, indirecte et voilée, ou du moins de la relativiser. Dans un pessimisme qui se généralise, beaucoup ne croyant plus à grand-chose sont tentés de revenir aux structures traditionnelles, qu'ils connaissent déjà et qui peuvent « rapporter ».

Adaptation aux structures nouvelles

Le clan a su assez vite s'adapter au statut, en ramenant le plus possible les structures nouvelles aux anciennes, celles des conseils généraux¹⁰. De nombreuses compétences de l'Assemblée et de nombreux fonds restent inutilisés et l'on préfère en général le saupoudrage à la création de structures (exemple dans le domaine culturel : refus de créer une structure de type d'un office après l'effondrement de la Maison de la culture de la Corse).

Les seuls débats passionnés, avec suspension de séance et manœuvres de couloir, sont ceux qui peuvent rapporter des voix, c'est-à-dire les plus campanilistes. Exemple : la section *H* ira-t-elle à Bastia ou à Sartène ? Le collège de Casinca ira-t-il à Fulelli ou à Viscuvatu ? Le scrutin départemental imposé aux régionales de 1986 facilite d'ailleurs ce que Vincent Carlotti a appelé « municipalisation » de la vie politique. Aux premières places de la plupart des listes, on trouve des maires gros porteurs de voix, indépendamment de leurs compétences (qui existent parfois). Les électeurs ont tranché clairement en faveur des pratiques clanistes : parmi les « petites » listes, celles qui présentaient des idées sans maires ont échoué, celles qui offraient des maires sans idées ont eu des élus. Enfin la profondeur de l'imprégnation est telle que l'on voit souvent réapparaître le comportement clanique chez les adversaires mêmes du clan et dans les structures qui le combattent.

3. Perspectives

A long terme, trois scenarii paraissent possibles :

— le clan est brisé, soit que le mouvement national élabore une véritable alternative de progrès et lui arrache son emprise dans les mentalités, soit que le pouvoir central sape les bases de son pouvoir en contrôlant les pensions et les élections et surtout en modifiant la loi électorale ;

— le clan se maintient tel qu'il est et continue à enfoncer la Corse dans le sous-développement (ce qui n'exclut pas une « croissance » importée) ;

— le clan se transforme en parti de type moderne, en fédérant des intérêts plutôt que des *sterpi*, et en sautant l'étape des partis « idéologiques » à la française ou à l'italienne. En effet, le clan n'a pas de théorie politique élaborée. Mais les démocrates et les républicains américains en ont-ils une ?

Laquelle de ces possibilités se réalisera ? Peut-être une quatrième, dans la mesure où la vie politique corse depuis vingt ans est souvent imprévisible.

« Objectivement » avec tous les guillemets nécessaires, la Corse doit continuer à s'enfoncer et le clanisme à régner sur un peuple de plus en plus vieux, fatigué et peu productif. Mais on peut parier sur la transformation des mentalités (les mouvements de ces dernières années n'ont pas encore produit tous leurs effets) et sur les changements globaux qui peuvent donner ses chances à une communauté qui reste très soudée culturellement.

24 mai 1986

NOTES

1. Le mot signifie une lignée dont la parenté commune est connue et peut être précisée. Dans la société villageoise traditionnelle, l'individu n'existe que dans ce cadre en ce qui concerne ses rapports avec l'extérieur (ce qui n'exclut pas une large autonomie à l'intérieur de la *sterpa*). La solidarité obligée en cas de vendetta s'étend au troisième degré (*cugini di terzu*, « cousins issus de germains »). L'appartenance à la même *sterpa* suppose souvent le voisinage et l'utilisation d'espaces communs (fours, pressoirs, etc.). Chaque *sterpa* coexiste et lutte avec d'autres dans le cadre de la communauté villageoise. Cette communauté est elle-même liée-opposée à d'autres communautés dans le cadre de la *pieve* (canton). Sur ces questions, cf. Ravis-Giordani, *Bergers corses*, Edisud, Aix-en-Provence, 1983 ; J. Gil, *La Corse entre la liberté et la terreur*, la Différence, Paris, 1984.

2. Les communautés rurales ou de *pieve* ont eu dès le Moyen-Age à se regrouper provisoirement contre les dangers extérieurs. A la même époque surgissent souvent des « ligues » ou « partis » liés à une conjoncture de vendetta ou à des personnes, mais limités dans l'espace (jamais toute la Corse) et le temps. C'est là qu'il faut voir l'origine du clan, violemment combattu par Paoli et définitivement structuré fin XVIII^e début XIX^e par la présence française. La solidarité clanique réutilise ou remplace les solidarités plus anciennes. Elle ne saurait être considérée comme issue directement de la société corse, ni, moins encore, comme une forme de résistance. Elle est la forme spécifique prise en Corse par la domination extérieure (utilisation des notables locaux plus efficaces que les structures officielles). La tentative de mise en place d'un Etat démocratique ayant été brisée au XVIII^e siècle et 1789 n'ayant pas apporté de changements réels en Corse, la simple application d'une loi identique pour tous constituerait une véritable révolution.

3. Si les origines du clan politique sur le plan local se perdent dans la nuit des temps, la fédération des clans locaux en deux ensembles touchant la Corse entière de façon suivie semble dater de la révolution française et de ses suites. A ce sujet, cf. *Une mémoire pour la Corse* de P. Marchetti, Flammarion, 1980 (entre autres).

4. Il est difficile de fixer exactement le pourcentage des clans puisque à côté de la liste émanant uniquement de ceux-ci on en trouve qui unissent un vote clanique et un vote politique. Par exemple les listes MRG-PS de N. Alfonsi peuvent recueillir un vote politisé (un continental votant PS en ville par exemple) et un vote clanique (un pensionné votant pour son maire dans un village).

5. Ce type de satisfaction fondé sur l'affirmation de l'honneur n'était évidemment pas absent auparavant ; mais il était lié alors à une série d'éléments fort concrets (pas d'amendes ; pacage sur les terres communales ; indemnités plus fortes en cas d'expropriation pour des travaux publics ; pension de guerre pour des gens blessés dans des rixes, etc.) qui n'ont guère plus cours aujourd'hui.

6. « Il suffit de consulter les statistiques pour voir que les élections en Corse sont aujourd'hui parmi les plus régulières de France » (lettre à Pierre Joxe du 28-01-1986, in *La Corse*, 22-02-1986).

7. Le fait de continuer à voter au village pour des gens l'ayant quitté depuis longtemps symbolise leur appartenance à la communauté et le refus de s'intégrer complètement ailleurs. Là encore il ne correspond plus à rien de réel et est devenu dangereux : si les Corses de l'extérieur revenaient dès qu'ils le pouvaient autrefois, beaucoup ne font plus que des apparitions irrégulières et prennent même leur retraite ailleurs. Coupés de leur communauté, ils en ignorent les problèmes et surtout les évolutions récentes (nationalisme).

8. Si tout clan a toujours eu ses familles dominantes, l'héritage pouvait passer à des neveux ou à des cousins selon leur compétence, leur charisme ou leur motivation. On en vient de plus en plus aujourd'hui à l'héritage direct (parfois imposé par un père à des enfants peu intéressés par la politique locale).

9. Mouvement associatif : à partir des années 1960 la prise de conscience corse devant la destruction de la société traditionnelle et l'apparition d'une croissance importée a pris, à côté de formes politiques, des formes associatives touchant à tous les problèmes concrets de la vie corse : relance de l'artisanat (Corsicada), lutte pour l'enseignement de la langue et de la culture corses (Scola Corsa, Associu di l'Insignati Corsi,...), défense de l'environnement (Comité anti-vaziu), chant et musique corses (Canta u Populu Corsu, I. Muvrini). Ce mouvement, s'il existe encore, est en pleine transformation : professionnalisation pour certains, repli sur des associations locales pour d'autres, méfiance liée à la confusion entre associations et mouvements politiques nationalistes dans une partie du public, etc.).

10. Cette capacité d'adaptation du clan dans les domaines strictement politiques et institutionnels contraste avec les difficultés du clan en ce qui concerne les transformations de la vie quotidienne (TV, etc.) qui modifient brutalement une société qui lui semblait jusque-là immuable. A cette société qui ressent de plus en plus le besoin de perspectives d'avenir claires, le clan n'a rien à dire de collectif. Il ne peut que continuer à jouer le rôle de négociateur d'intérêts particuliers : l'un veut être élu, il l'est. L'autre veut une pension, il la reçoit. Qui peut s'en plaindre ?

L'IMPIEGHO COMME RELATION DES ELITES CORSES A L'ETAT

Francis POMPONI

Dans un précédent article consacré au *spirito di partito*, expression plus adéquate que celle de clan que nous-même utilisions alors pour étudier ce trait de permanence des comportements insulaires, nous avons déjà abordé la question de l'articulation à l'Etat des structures sociales insulaires. Nous ne reprendrons ici qu'un aspect du phénomène, celui des *impieghi*, disons des places dans l'appareil d'Etat pour ne point parler de la fonction publique, forme contemporaine du problème que l'historien laisse le soin d'analyser au sociologue¹.

On se souvient de ce jugement désabusé du vice-roi du royaume anglo-corse, Sir Elliot, au printemps 1796, au lendemain de la fronde de Bistuglio²..., il peut servir d'exergue à cette étude :

« Je crains fort que cet apaisement ne soit pas de longue durée. Je n'aurai pas plus tôt nommé des titulaires aux postes aujourd'hui vacants que j'aurai à encourir de nouvelles inimitiés et si, d'un autre côté, je ne faisais pas de nouvelles nominations je blesserais tous ceux qui ont provoqué ce changement dans l'unique but d'avancer en grade. »

Le même Sir Elliot écrivait déjà l'année précédente, non sans irritation, à propos des Corses devenus sujets de Georges III :

« Pas un berger qui ne se reconnaisse comme négligé s'il n'a pas le commandement d'un bataillon. Malheureusement le pays ne possède aucune industrie et on ne connaît pas d'autre moyen d'arriver à la fortune que celui d'obtenir une place quelconque dans une carrière civile ou militaire. Comme il nous est impossible de salarier toute une nation ou même une forte partie de cette nation, nous sommes obligés à notre grand désavantage de mécontenter toute la masse des habitants. »

Les concepts actuels d'Etat-Providence ou d'assistanat politique renvoient ainsi à un passé que nous pourrions aisément faire reculer dans le temps, jusqu'au Moyen-Age, comme nous le faisons alors³ en évoquant les *beneficii*, *tercenarie*, *scrivanie* et *pension* que briguaient alors la classe dominante insulaire auprès de l'Office de Saint-Georges. Nous n'y reviendrons pas, nous contentant de cerner une tranche d'histoire plus limitée, celle de la Révolution française, en l'assortissant de quelques considérations en amont et d'une comparaison avec la proche Sardaigne.

En amont, c'est le temps de la domination de la Sérénissime République de Gênes du XVI^e au XVII^e siècle, au cours duquel s'est affermie la classe des notables, élite qui prend conscience de sa puissance et qui aspire à se tailler une place dans la vie politique. Face à l'obstination de la métropole, elle prend la tête, dès 1730, d'une révolte qui tourne en révolution. Au rang des doléances exprimées alors et reprises pour mémoire dans la *Giustificazione della Rivoluzione di Corsica* figure en bonne place la revendication d'institution d'un ordre de noblesse en Corse (l'ordre des *nobili regnicoli*) ou mieux, la possibilité d'inscrire « les plus dignes » au Livre de noblesse de Gênes⁴. Satisfaction honorifique certes, mais aussi aspiration au renforcement du pouvoir symbolique de ces *principali* et moyen d'accéder à l'exercice de certaines fonctions liées au privilège. Indépendamment d'un changement de statut social, ils réclament l'accès aux emplois laïques (comme *munitonieri*, *cancellieri*, *capitani*... en Corse aussi bien qu'à Gênes et dans le *dominio*) et religieux (évêchés, bénéfices en Corse même, vicariats, canonicats en terre ferme. Ces *impieghi* qui leur étaient interdits de fait ou de droit sont revendiqués jusque dans les doléances locales des communautés insulaires : « afin que soient plus encore attachés à leur Prince les habitants de la ville [écrivent les Bastiais], on devrait leur reconnaître le statut de Génois et leur permettre l'accès aux emplois publics »⁵. L'état d'esprit des notables à cette époque n'est point révolutionnaire, il est réformiste et pour peu que Gênes accède à leurs demandes en matière d'emplois et de fonctions de responsabilité, ils sont prêts à signer un « bon compromis » avec les représentants du Prince qui, à la manière de Girolamo Veneroso dès 1730, tentent de désamorcer le mouvement de révolte en proposant des « gracieuses concessions ».

Si on considère l'attitude des principales grandes familles du Sud, descendantes ou prétendant descendre des féodaux déchus, leur fidélité à la Sérénissime alors même que des foyers d'insurrection embrasent

le Delà des Monts, s'explique en grande partie par les « faveurs » dont ils jouissent et qui leur permettent notamment de commander des compagnies mercenaires au service de Gênes. La politique de domestication de l'ancienne noblesse insulaire admise à l'exercice de certains emplois et honneurs a été un succès et le « parti génois » renforcé par l'adhésion de la bourgeoisie des *présides* jouissant d'un statut privilégié témoin de ces liens d'intérêt.

Le ralliement des notables par des avantages de même type est le premier acte politique mis en œuvre par le cabinet de Versailles dès 1740 lorsqu'il charge son représentant Maillebois de constituer dans l'île un « parti français » en distribuant des brevets de capitaines. C'est une redoutable concurrence pour les Génois qui ne disposent pas d'un volant comparable de faveurs pour acheter des *capi di partito* capables d'entraîner derrière eux leur clientèle. Certes les patriotes, y compris des hommes influents, ont choisi une autre voix et trouvent dans l'élaboration d'un Etat national, qui se dessine progressivement au gré des événements, la satisfaction de l'exercice du pouvoir local qu'ils se disputent âprement entre eux. Au temps du roi Théodore, Sébastiano Costa rend compte de cette frénésie des honneurs et de la curée à laquelle donne lieu l'institution d'un ordre de noblesse et la distribution des premières « places » dans un appareil d'Etat autonome qui préfigure déjà celui de Pascal Paoli ⁶. Les mécanismes de fonctionnement des structures sociales dominées par l'esprit de parti apparaissent alors au grand jour dans cette situation de *principato nascente*, c'est-à-dire d'Etat en voie de constitution.

Faisons l'impasse sur le temps de l'éphémère indépendance pour ne point déflorer une étude en cours sur la pratique du pouvoir et le fonctionnement des institutions ⁷. Le fil conducteur de l'*impieghe* comme relation des *principali* corses à l'Etat peut être aisément renoué au lendemain de Ponte Novo lorsque les troupes de Louis XV ont balayé la résistance des patriotes. Le « parti français » est déjà bien renforcé et le célèbre Mathieu Buttafoco en est le représentant le plus typique. Il a suivi très tôt son père au service de Louis XV, a participé sur les champs de bataille à des opérations qui lui ont permis de gagner du galon. Capitaine au Royal Corse puis colonel au régiment italien et bientôt colonel d'un régiment portant son nom, il sera largement récompensé de sa fidélité et obtiendra notamment la concession de l'étang de Biguglia ⁸. Faut-il rappeler le rôle qu'il a joué comme intermédiaire entre Choiseul et Pascal Paoli, tentant en vain de persuader ce dernier de se montrer moins intransigent et de céder à l'« inévitable » en se soumettant aux exigences de Roi chrétien ? Souvenons-nous aussi du lâchage des *principali* à la veille ou au lendemain immédiat de Ponte Novo, de l'entrevue de Corte avec De Vaux et de l'inquiétude qui s'empare d'eux face à leur avenir. Le pays est conquis... il n'y aura pas de places pour tout le monde, les plus anciennement et activement fidèles seront récompensés, les autres devront ronger leur frein, faire oublier leur passé de patriote et multiplier les gages de loyauté pour retrouver une situation

conforme à leur « rang ». Les voilà qui s'affairent à constituer leurs dossiers en vue d'accéder à cet ordre de noblesse dont ils ont toujours rêvé et que vient de créer le gouvernement de Louis XV pour honorer et récompenser les familles les plus méritantes. Les voilà qui briguent à nouveau les *impieghi* dans une administration dont les rouages sont considérablement plus lourds qu'au temps des Génois et constituent un véritable « débouché » pour une élite en mal d'ascension sociale. Les rivalités entre chefs de parti, l'*invidia*, jouent à plein... ils se déchirent à belles dents sous l'œil tour à tour amusé et agacé des commissaires qui représentent le roi dans la province et qui sont assaillis de doléances et de demandes de recommandation à transmettre aux maîtres du moment, le contrôleur général des Finances ou le ministre de la Guerre : Versailles est le soleil d'où rayonne la manne.

Peut-on avoir meilleur exemple pour illustrer le phénomène que celui même de Charles Bonaparte, le père de Napoléon ? Patriote jusqu'en 1769, il a participé à l'entrevue de Corte qui a marqué le ralliement des notables et su habilement attirer sur lui et les siens les faveurs de Marbeuf, commandant en chef de l'île de Corse ...Napoléon placé à Brienne, Elisa à Saint-Cyr grâce à la reconnaissance de la noblesse de la famille, lui-même *laureato* de l'université de Pise décrochant le modeste mais appréciable emploi d'assesseur auprès du juge royal d'Ajaccio, le pied à l'étrier pour représenter la noblesse aux Etats de Corse et être mandaté à Versailles et transmettre au roi les respectueuses doléances de l'auguste assemblée. Cela est bien connu tout autant que l'amertume de Napoléon dans sa jeunesse voyant son père obligé de passer par les fourches caudines de la sollicitation obséquieuse pour réaliser la réussite de la famille. Les emplois sont nombreux avons-nous dit dans la Corse de l'Ancien Régime, notamment dans les services qui dépendent de l'Intendance, la régie du domaine, les eaux et forêts, les poids et mesures, l'administration fiscale... Dans la Justice où une réforme Maupeou avant la lettre fait que les charges de conseillers au Conseil Supérieur ne sont pas vénales comme dans un Parlement mais distribuées à Versailles par lettres de commende, la faveur des autorités en place est indispensable pour obtenir un « emploi » de cet ordre. Mais l'élite insulaire est nombreuse et avide et les obstacles difficiles à franchir d'autant que des « continentaux » accourent à la curée, attirés par ce « pays neuf » où, en dehors même des emplois, ils pensent faire fortune. La Corse connaît alors le classique phénomène des *carpet-baggers* tel qu'il se produit au lendemain d'annexions à diverses époques et sous d'autres cieux. Beaucoup d'aventuriers et de gens douteux dans le lot des nouveaux venus et le phénomène est jugé sévèrement par les Corses mais tout aussi bien par cet officier du régiment de Picardie qui écrit dans ses Mémoires vers 1775⁹ :

« Je ne suis point étonné de trouver de pareilles espèces occuper les différents emplois de la Corse. Quel est l'honnête homme qui avec un état d'une médiocre fortune voudrait passer

les mers et s'expatrier pour des appointements assez médiocres ? Ce ne sont peut-être que des jeunes gens dont on ne sait que faire et sans aucune expérience ou des personnes ruinées pour en avoir trop eu. Avec les premiers on est exposé aux sottises de cet âge et à la friponnerie avec les derniers. »

Alors se pose plus nettement qu'à l'époque génoise où la situation de la Corse était franchement coloniale la question de ce qu'on appellerait aujourd'hui la « corsisation des emplois »... la « réservation des *impieghi* aux nationaux » disait-on alors. Relisons ce qu'écrivait rageusement alors le jeune Napoléon, « corsiste » dans sa jeunesse, dans une lettre à Giubega, son parrain et protecteur de la famille :

« ... toujours vils continuerons-nous à baiser la main insolente qui nous opprime. Continuerons-nous à voir tant d'emplois que le droit naturel nous destinait occupés par des étrangers aussi méprisables par leurs mœurs et leur conduite que leur naissance est abjecte ¹⁰. »

Dans ces conditions les aspirations des notables corses qui, pour la plupart, ont tôt fait d'oublier le temps de l'indépendance sous l'égide du général Paoli rejoignent, avec une connotation particulière et un décalage, les revendications de la bourgeoisie française qui se bat plus pour accéder au pouvoir politique que pour exercer des emplois dont elle a déjà pratiquement l'apanage dans le monde des offices. Les responsabilités politiques, les *principali* corses les réclament aussi, d'autant plus qu'ils en ont fait l'apprentissage au temps de Paoli dans un système précurseur de démocratie représentative entièrement entre leurs mains. Ils sont prêts à s'accommoder de ne plus être constitués en *governo separato* mais ils supportent mal le despotisme, l'arbitraire et le centralisme de Versailles. La revendication des emplois devient un aspect particulier d'une aspiration plus globale de portée révolutionnaire.

Nous avons dès lors affaire à un comportement qui tend à l'intégration des élites dans l'ensemble français et on le voit bien à l'heure de 1789 lorsqu'à nouveau « les Corses ont la parole » et rédigent leurs cahiers de doléances. Restons-en à la question des *impieghi* mais sans oublier le contexte plus large du processus révolutionnaire intégrateur dans lequel elle s'insère. Dès 1788, lorsqu'il s'agit de réunir l'assemblée des notables et que la Corse est « oubliée », les députés des Etats de l'île protestent et demandent à être considérés à parité avec les représentants des autres provinces françaises. De même ils n'admettront pas volontiers le régime particulier qui sera celui de la Corse pour la représentation aux Etats Généraux. Puis, lorsque se profilera à l'horizon le danger d'un retour à la domination génoise, ils contribueront activement à accélérer le processus d'intégration dans « la Grande Nation » et ce sera le décret du 29 novembre 1789 déclarant la Corse « partie intégrante de l'Empire français ».

Arrêtons-nous sur les doléances de 1789 : au niveau même des communautés, comme en 1730, est revendiquée la préférence des Corses aux Français domiciliés pour les emplois :

« Que tous les emplois tant ecclésiastiques que séculiers, ceux d'évêques, de conseillers, de présidents, de juges et d'assesseurs et de procureurs du Roi, de greffiers et autres emplois de fonction soient donnés aux *nazionali* »,

lit-on dans le cahier de Grossetto Prugna, et, à Bastelica, il est demandé que

« les notables de ce peuple qui sont nombreux et méritants soient admis plus facilement aux *impieghi* au service de Sa Majesté et bénéficient de ses grâces. Jusqu'à présent aucun d'entre eux n'a pu parvenir à être employé dans des fonctions d'autorité et d'honneur qui sont concédées à l'échelle de la *pieve* ou de la juridiction royale ».

A. Campo, le rédacteur du cahier, a inscrit également que les emplois soient réservés aux nationaux et aux « hommes éclairés qui n'ont pas beaucoup de moyens »¹¹. Cela se retrouve dans les doléances de la juridiction de Bastia et lorsque l'administrateur Hénault accuse réception des cahiers transmis par le subdélégué Souiris de la juridiction d'Ajaccio, il écrit :

« Je vous suis obligé, Monsieur, du cahier de demandes que vous m'avez fait passer. J'y vois une grande envie de Messieurs les Corses de s'emparer de l'administration et de toutes les places¹². »

Les incidents qui émaillent les premiers temps de la Révolution alors que les éléments de l'administration de l'« ancien système » sont encore en place sont révélateurs de cet état d'esprit. A Ajaccio et à Bastia, les employés « français » sont houspillés voire menacés ou reconduits sans ménagement au port et il faut voir là autre chose que de simples marques d'hostilité à l'égard de représentants de l'Ancien Régime. A. Rossi, narrateur contemporain des événements, s'en fait l'écho à plusieurs reprises. Rapportant les circonstances de la mise en place de la garde nationale à Ajaccio avec l'élection comme colonels de Mario Peraldi, d'Antonio Po et de Giacomo Rossi, membres de l'honorable patriciat local, il rapporte que ce n'est pas une marque d'hostilité envers le Roi ni la manifestation de la volonté de se séparer de la France mais qu'il serait bon que l'*impiegati francesi* quitte l'île :

« ... les propos concernant ces derniers étaient sévères soit qu'ils occupent des emplois sans mérite soit qu'ayant les capacités ils en accaparent plusieurs et parce qu'ils les exerçaient avec trop de dureté à l'égard de la nation. »

Lorsqu'il évoque le subdélégué Souiris rendu responsable de la perte du *Libro Rosso*, il ne manque pas de préciser qu'il s'agit d'« un Français qui occupait à lui seul neuf emplois ». Quand, au printemps 1790, toujours à Ajaccio, la foule s'en prend au même Souiris ainsi qu'à l'ingénieur des ponts et chaussées Cadenol et au directeur de l'hôpital, A. Rossi explique que :

« ... déjà depuis plusieurs semaines le peuple s'agitait et avait procédé à l'arrestation de divers employés français accusés de divers manquements à leur fonction dont le plus grave était celui de les exercer ¹³ ».

Le même thème est repris dans le « Manifeste des Ajacciens » qui suit l'événement et qui porte la marque de Napoléon Bonaparte, un des initiateurs de l'agitation. On apprend aussi qu'à Bastia périodiquement

« des menaces et des proscriptions étaient exercées notamment à l'égard des Français qui exerçaient des emplois. La plupart d'entre eux s'alarmèrent et sous divers prétextes passèrent en Italie ¹⁴. »

Au-delà des raisons idéologiques profondes qui marquèrent en Corse en 1789 l'adhésion au mouvement révolutionnaire libérateur du « despotisme » et annonciateur d'un retour à une sorte d'autonomie locale sous l'égide de Pascal Paoli, perce la question particulière des emplois. Paoli a été on ne peut plus clair à cet égard en déclarant que dans le nouveau régime les *impieghe* devaient revenir aux nationaux :

« Est-il pensable, disait-il, alors qu'un département de France emploie des Corses ? Regardez comment ils nous ont traités chez nous » et d'ajouter « avec la raison et la justice des lois pourquoi ne leur rendrions-nous pas la pareille ¹⁵ ? »

Le consensus se fait sur cette question à l'assemblée d'Orezza où sont jetées les bases de la nouvelle administration. Dans la pensée de Paoli cela ne remet pas en cause l'adhésion de la Corse à la Révolution, on le voit bien lorsqu'au lendemain des événements contre-révolutionnaires de juin 1791 il conseille à Gio Battista Quenza de ramener les Bastiais à la raison :

« Qu'ils se montrent raisonnables, conseille-t-il alors, et qu'ils n'oublient pas que sous l'ancienne constitution de l'île ils n'avaient pas droit au chapitre et qu'ils ne pouvaient pas prétendre à exercer les emplois de la nation ¹⁶. »

Qu'arrive-t-il alors ? N'ayons pas la naïveté de croire que les emplois furent donnés aux plus méritants ou, lorsqu'ils étaient électifs en

assemblée primaire, que les scrutins aient été réguliers ou plus simplement que les candidatures n'aient point été préparées. Ce serait compter sans ce *spirito di partito* que Paoli se plaisait à stigmatiser chez les autres mais qu'il avait l'art de pratiquer lui-même. Les élus, comme au temps de l'indépendance, sont « les parents », « les amis », les « fidèles », entendons les paolistes et parmi eux beaucoup d'anciens *fuorusciti* rentrés en Corse grâce au décret d'amnistie. Avant l'arrivée de Pascal c'est son frère Clément qui préside le Comité supérieur, instance provisoire qui prend les premières mesures d'épuration des rouages de l'administration. Lorsqu'à l'assemblée d'Orezza sont élus conformément à la Constitution les administrateurs des districts puis le Conseil général de département présidé par Pascal Paoli, plus tard encore lorsqu'on procède à la mise en place des rouages administratifs, le Babbu di a Patria a l'œil pour que ses partisans soient « servis » comme membres de l'administration élue tout comme dans les finances, dans les douanes, dans les postes et jusque dans la gendarmerie appelée à remplacer l'ancienne maréchaussée¹⁷. Ouvrons le *Giornale Patriottico* de Buonarroti, sorte de gazette officielle du nouveau régime à la date du 23 octobre 1790 et sachons lire entre les lignes lorsqu'il écrit :

« ... agli antichi impiegati nelle dogane esorbitantemente pagati ne sono stati sostituiti dei *buoni* [souligné par nous] trattati con giudiziosa parcimonia ; al signor Lebel direttore della dogana di Bastia succede il signor Bernardini, al signor Blanc il signor Cresci...¹⁸ »

La mécanique du *spoil system* est en route et les nantis de la veille crient au scandale en dénonçant à leur tour l'arbitraire et le « despotisme » de Paoli, jouant sur le registre de la menace d'un *governo separato* qui n'est pourtant pas dans les intentions du nouveau « patron » de la Corse. On voit ainsi les frères Arena en Balagne accusés de faire de l'exercice du pouvoir une affaire de famille et dans le district de Tallamo, on reproche à Serafino de Bonifacio de cumuler quatre emplois comme directeur de la poste, contrôleur des actes, officier des gardes nationales et maire¹⁹. Les recommandations pour obtenir un emploi n'ont plus à transiter par des représentants locaux du gouvernement central ; la nouvelle constitution a prévu un système très décentralisé où pouvoirs et fonctions se répartissent localement. Cela a beaucoup joué dans le ralliement par ailleurs sincère de Paoli au nouveau régime. On peut remarquer inversement que Paoli s'en détachera lorsqu'en 1793, sous la centralisation montagnarde, le pouvoir deviendra parisien... Il dénoncera alors les nouvelles formes de « despotisme » et d'« arbitraire » qui correspondront à sa propre perte d'influence en Corse. Pour l'heure, les « amis » peuvent être satisfaits. Il n'est qu'à lire la correspondance de l'époque, et d'abord celle de Paoli, pour voir la place qu'y occupe le genre de la recommandation à tous les niveaux d'emplois, du simple gendarme ou garde national à celui de maréchal de camp qui nécessite une intervention à Paris.

Lorsque Paoli par exemple s'adresse à Gian Battista Quenza, colonel de la gendarmerie, le porteur de la lettre est un jeune homme qui a perdu son père et son oncle pour la patrie et il le recommande tout comme il recommandera un certain Valentini pour une place de maréchal des logis²⁰. En 1792 c'est Colonna de Cesari Rocca, parent fidèle, qui est « recommandé » par Paoli auprès des membres de la députation corse à Paris pour qu'ils demandent au ministre de la Guerre de faire de lui un maréchal de camp dans la 23^e division et, parallèlement, Pozzo di Borgo intervient dans le même sens. Tout aussi bien Mario Peraldi écrit à Panattieri pour lui recommander son beau-frère Georges Stephanopoli « sa situation, dit-il non sans exagération quand on connaît la condition sociale de l'intéressé, doit exciter la compassion : père de cinq enfants il vient d'être privé de sa concession domaniale de la Confina et se voit réduit à l'état de pauvreté ». Ne revenons pas ici sur les brigues électorales célèbres de l'époque si révélatrices du *spirito di partito* sinon pour observer que l'honneur lié au mandat électif est étroitement associé au concept d'emploi comme le révèle cette réflexion de Paoli à propos de la fameuse élection de Napoléon Bonaparte à Ajaccio comme colonel en second des gardes nationales :

« Bonaparte sachant que le jeune Arena avait réussi à se faire élire comme lieutenant colonel, je crois qu'il aura mis son point d'honneur à prétendre à un emploi qui soit au moins de même rang. »

Restons-en aux gardes nationaux soldés ; ces modestes emplois « à la base » que n'attiraient pas toujours les plus recommandables. Le rôle des commissaires de l'administration centrale et des maires était déterminant dans leur attribution. C'est ainsi qu'à Zicavo en 1792 le maire Paganelli est mis en cause dans une dénonciation auprès du directoire de département pour son *capriccio* (comportement arbitraire) qui lui a fait réserver la place de capitaine à son propre gendre et, dans le même district, le commissaire Quilichini encourt les mêmes reproches pour avoir favorisé les siens et renforcé ainsi son influence²¹. Ces pratiques ne tardent pas à porter ombrage au « régime » de Pascal Paoli et elles sont dénoncées lorsque, les clivages s'accroissant en Corse comme sur le continent entre modérés et jacobins, Buonarrotti, les frères Bonaparte et d'autres encore dressent le réquisitoire du vieux chef omnipotent. Leurs allégations trop vite écartées et mises sur le compte de la calomnie par une historiographie partisane et favorable à Paoli sont bel et bien révélatrices d'un fond de réalité que l'on peut appréhender par ailleurs. Citons ici la violente diatribe que Volney lit alors à la barre de la Convention :

« La Corse, dit-il, est divisée par des haines de famille, agitée de passions d'autant plus violentes qu'elles circulent dans un cercle étroit. Affranchie par la Révolution elle s'est trouvée

sans instruction préalable saisie du droit de se gouverner et, par ressentiment et esprit national, ayant chassé tous les employés français, les pouvoirs sont tombés aux mains de chefs de famille qui, pauvres, avides et inexpérimentés, ont commis beaucoup d'erreurs et de fautes. Les effets du système ont été de concentrer les places et les traitements dans les mains de quelques chefs et de leur parenté. Paoli arrivé en Corse, loin d'y faire respecter la liberté qui le rendait à sa patrie, ne songea qu'à y former un parti, ...les places publiques ont été constamment à sa disposition ²². »

En faisant la part de ce qu'ils ont d'excessif, ces propos mettent bel et bien l'accent sur les faiblesses de ce que nous pourrions appeler « le second principat de Paoli » tant on a l'impression d'être revenu, *mutatis mutandis*, au temps de l'éphémère indépendance sous couvert d'intégration à la Grande Nation.

La roue tourne pourtant et, dès 1792 en fait, l'influence de Paoli est en baisse au sein de l'administration centrale du département où commencent à fronder ceux qu'il appelle les *giovinetti* inexpérimentés. Ainsi se plaint-il de ne pas obtenir satisfaction pour « un pauvre diable » et déclare-t-il en mai : « l'actuel système partisan ne permet pas à d'authentiques patriotes d'accrocher un emploi ».

Au printemps 1793, c'est la question des gardes nationales qui creuse le fossé entre Pascal Paoli déjà traduit au banc de la Convention et Saliceti, commissaire du gouvernement en Corse plus ou moins chargé d'enquêter sur sa gestion ...or, c'est en termes d'*impieghi* que le problème est posé. Paoli et les paolistes considèrent que Saliceti a dissout les quatre bataillons en place pour procéder à de nouveaux recrutements et « en remettre le commandement entre les mains d'amis et de partisans allant ainsi *promettendo impieghi* ». Les membres du conseil de département stigmatisent cette attitude en ces termes :

Les emplois que la République donne pour la défense de la liberté deviennent l'objet d'un trafic scandaleux, lié au calcul de l'esprit de parti, de famille et de parenté ²³. »

La roue tourne encore et sous le gouvernement anglo-corse où l'émergence d'une troisième force, un nouveau parti, marginalise Pascal Paoli alors que les républicains que l'on appelait jacobins l'année précédente sont éliminés du pouvoir, tout est à reconsidérer. L'or de Saint James rend les emplois plus nombreux et plus attractifs parce que mieux rémunérés que du temps des Français. L'enjeu déchaîne les envies et excite les passions. Nous citons en introduction de cet article les réflexions désabusées de Sir Elliot : jamais tranche d'histoire de la Corse ne peut aussi bien se lire en prenant comme fil conducteur la question des emplois, l'idéologie qui avait sa place dans les temps antérieurs devenant alors moins prégnante. Paoli se montre très amer, dépité de

ne pas avoir été fait vice-roi de Corse et de voir son ancienne créature, Pozzo di Borgo, s'émanciper et devenir l'homme de confiance du nouveau régime. A celui-ci maintenant le pouvoir de distribuer les emplois !

« Tous ceux qui aspirent à quelque charge, écrit Ambrogio Rossi, de la plus grande à la plus petite, font la cour à Pozzo di Borgo et non point à Paoli ni même au vice-roi. » Paoli s'en plaint mais espère encore avoir quelque influence lorsqu'il écrit à Roch Cesari Rocca :

« Je vois bien qu'on a oublié beaucoup de patriotes méritants... mais il reste encore des emplois non pourvus et j'ose espérer qu'on vous rendra justice ainsi qu'à vos compagnons. Vous êtes jeune et pourrez vous distinguer en suivant les traces honorables de votre grand-père et de votre père ; je suis sûr qu'avec le temps on saura faire cas de vous ²⁴. »

Le voilà contraint de solliciter, pour venir en aide à ses amis, des gens mieux placés que lui et dont il avait été jusque-là le protecteur ; ainsi recommande-t-il en ces termes les frères Ciavaldini à Francesco Saverio Frediani :

« S'ils ne donnent pas à Ciavaldini l'aîné un emploi correspondant à son mérite, ils pourraient au moins donner au cadet quelque emploi de finance, de ceux qui dépendent de vous, de manière à lui permettre de subvenir aux dépenses parlementaires de son frère ²⁵. »

Son impuissance à satisfaire les siens n'est pas étrangère à cette attitude de bouderie dans laquelle il s'enferme en se retirant à Rostino « lieu de réunion de tous les mécontents de Corse ». De son côté Sir Elliot considère, non sans raison, que le parti d'opposition qui se manifeste au parlement anglo-corse, faible et timide certes, est formé de personnes « qui ont reçu de grandes marques de faveur ou qui en sollicitent tous les jours » et il prononce à cette occasion à l'égard des Corses en général un des jugements les plus sévères qu'ils aient pu encourir :

« Ainsi quand il sera clairement établi qu'on ne peut à la fois faire opposition au gouvernement et profiter de ses libéralités, il sera très difficile pour une fraction pareille à celle que nous avons à combattre de trouver des partisans dans ce pays-ci. »

Au moins la reconnaissance du ventre semble dire Elliot ! Il est clair que le mouvement de Bistuglio regroupe essentiellement des notables, pour la plupart paolistes, écartés du pouvoir, des honneurs et des charges par la « clique » en place, celle de Pozzo di Borgo, et, pouvons-nous presque dire, des Sudistes qui se sont taillés la part du lion aux dépens des *principali* du Deçà des Monts, plus influents jusque-là que leurs homologues du Delà.

L'histoire devient monotone et nous n'irons guère plus avant... On se doute de ce qui a pu se passer lorsqu'en 1796 les républicains dans le sillage de Bonaparte, héros de la campagne d'Italie, chassent de Corse les Anglais et leurs « satellites ». Quelle revanche au niveau des *emplois* ! D'autant que la législation révolutionnaire permettait d'écarter des fonctions publiques les « émigrés » c'est-à-dire en Corse ceux qui avaient suivi les Anglais... et dans un sens plus extensif, ceux qui avaient été à leur service ! Bonaparte pour sa part avait beaucoup évolué sur la question et il déclarait alors au général Gentili : « Il ne faut en Corse que des fonctionnaires français car, pour pouvoir compter sur un fonctionnaire corse dans son propre pays, il faudrait qu'il n'ait ni parent, ni amis, ni parti. » Il préférerait employer ses compatriotes sur le continent et il ne manqua pas de faire appel à eux notamment pour administrer la nouvelle Italie et, évidemment, dans l'armée ²⁶.

L'emploi comme fondement du mécanisme du patronage dans sa relation avec la structure étatique, cela pourrait être analysé — et l'a en partie été — pour d'autres époques, celle de la III^e République par exemple ou d'autres plus récentes pour ne pas dire actuelles. Attention de ne pas vouloir considérer pour autant le phénomène comme typiquement corse et d'opérer un raccourci explicatif relevant du concept réducteur de la psychologie des peuples. L'angle d'analyse où nous nous sommes situés volontairement ne rend pas compte d'une globalité complexe où d'autres enjeux matériels et idéologiques devraient aussi avoir leur place si nous voulions rendre compte du cours historique des événements... ce n'était pas ici l'objet de nos préoccupations. Pour montrer par ailleurs qu'on aurait tort d'imputer le phénomène à un soi-disant tempérament corse, à un pur trait de mœurs indépendant du contexte englobant... on peut regarder ce qui s'est passé ailleurs, dans une île voisine, à la même époque et dans une situation en partie seulement comparable.

Tournons-nous vers la Sardaigne passée en 1720 de la domination espagnole à la domination piémontaise. Déjà le roi Victor-Amédée était conscient des aspirations de la petite noblesse sarde, celle des *cavalieri*, lorsqu'il écrivait à son représentant dans l'île : « les nobles sardes qui pour la plupart sont pauvres et aspirent à être pourvus d'emplois cherchent à mériter la protection du gouvernement par leur fidélité ²⁷ », ce qu'aurait pu déclarer un Marbeuf en Corse à propos d'un Charles Bonaparte ! L'institution déjà ancienne du *cavalierato* en Sardaigne procède de la même intention que celle qui a prévalu à l'institution d'un ordre de noblesse en Corse. Sont élevés à cet ordre : « des officiers publics ou d'autres catégories de personnes en vertu de leurs services qui ont mérité la dignité nobiliaire pour leur fidélité à l'égard de la dynastie ». Ici aussi le privilège est indissociable de l'emploi. Dès le temps de la domination espagnole, les élites locales représentées dans le parlement sarde (on peut penser aux Etats de Corse sous l'Ancien Régime) réclament régulièrement « que tous les postes de l'administration, de la justice et du patrimoine soient donnés aux *nativi* » ou encore

« que tous les bénéfices reviennent aux *naturali* et non pas aux *naturalizzati* » ou encore exprimée en d'autres termes, cette requête de 1687 :

« ... que les dignités ecclésiastiques, que les places de juges des cours de la *Real Udienza* que celles du *Real Patrimonio*, des Galères et autres emplois de paix ou de guerre soient réservés aux *nativi* du Regno et non aux *naturalizzati* car le fait de donner ces places à des étrangers est un déshonneur pour le pays qui en paraît indigne ²⁸... »

Rappelons-nous ici les propos de Napoléon à propos des *impiegati francesi* ! Evoquons encore l'époque du réformisme piémontais dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle : les appétits de l'élite locale s'aiguisent et lorsque Bogino entreprend de réformer l'université de Cagliari en y envoyant comme professeurs des jésuites continentaux, la bourgeoisie « doctorale » sarde proteste et réclame que les chaires soient réservées aux « nationaux »... Observons qu'à la même époque Paoli ne voulait pour la jeune université de Corte (fondée d'ailleurs sur le modèle des statuts de celle de Cagliari) que des professeurs corses mais qu'il eut du mal à faire rentrer dans l'île des gens qualifiés qui exerçaient dans des universités continentales, ...ce qui est un autre problème.

Arrive la Révolution française à Cagliari sous la forme de la fameuse expédition de Sardaigne en février 1793. L'élan de la Grande Nation ne trouve pas un grand écho dans ce pays pourtant opprimé par le régime féodal ...et par la domination piémontaise. Les habitants de l'île réalisent un front commun, des couches populaires jusqu'à la classe privilégiée de l'aristocratie piémontaise en passant par le clergé et la bourgeoisie locale pour résister à l'invasion des Français qui, pourtant, se voulaient libérateurs et déclaraient : « guerre aux despotes et paix aux chaumières ». Dans ce mouvement de résistance « nationale » l'action des élites locales, une bourgeoisie curiale analogue à celle que nous évoquions à propos de la Corse en 1789 a été déterminante et elle entend bien tirer parti des circonstances pour obtenir des concessions du gouvernement de Turin. Les animateurs de la résistance supportent mal de voir les Piémontais représentants locaux du gouvernement de Turin s'attribuer le mérite du rejet de l'envahisseur et être récompensés pour des actions qu'ils n'ont pas accomplies. Une délégation des *stamenti* (Parlement) de Cagliari se rend à Turin pour réclamer le respect des lois fondamentales et des privilèges locaux... revendication de nature autonomiste assortie de la requête explicite que les emplois civils, militaires et ecclésiastiques soient dorénavant attribués aux *nazionali*... comme en Corse en 1789. On remarquera qu'il était demandé alors aux envoyés de ne pas détourner leur mission à leur propre avantage et de faire le serment de ne demander *ne carica ne impiegho* pour leur propre compte, ce qui est à rapprocher du mandat donné par les Etats de Corse à leurs représentants aux Etats Généraux : « qu'il ne soit pas permis aux députés de solliciter ni de demander ni d'accepter aucun grade, place, titre ou récompense de la

part du gouvernement... ». Ils devaient en faire la promesse solennelle au moment où ils seraient nommés et s'ils s'en écartaient ils devaient être considérés comme indignes²⁹. Mais, la Sardaigne n'est pas « révolutionnée » comme l'a été la Corse dans le sillage de la France et les plénipotentiaires se heurtent à l'intransigeance de Turin. De là l'insurrection qui éclate en avril 1794 à Cagliari, sortes de vêpres sardes au cours desquelles près de cinq cents Piémontais sont rejetés à la mer. La comparaison avec la Corse s'arrête là ...les événements d'Ajaccio du printemps 1790 n'eurent pas la même ampleur et le contexte n'était déjà plus le même qu'en Sardaigne : en Corse la Révolution de 1789 avait permis aux insulaires d'accéder aux emplois locaux et nationaux... la Sardaigne devra pour cela attendre encore plus d'un demi-siècle, le temps de la *fusione perfetta* , l'équivalent pour elle de ce que fut pour la Corse le décret du 30 novembre 1789. C'est un décalage important dans la voie commune vers l'intégration dans un Etat-nation, la France dans un cas, l'Italie dans l'autre. Dans les deux îles la marche a été conduite par les élites ...elles ne devaient pas être les seules à en profiter³⁰.

NOTES

1. « A la recherche d'un invariant historique : la structure clanique dans la société corse », in *Pieve e Paesi* , éditions du CNRS, Marseille, 1978. Voir également « Esprit de parti et sentiment révolutionnaire en Corse sous la Révolution française », *Annales de la Révolution française* , janvier-mars 1971.

2. Correspondance de Sir Elliot, vice-roi de Corse, avec le gouvernement anglais, *BSSHNC* , 1892. A rapprocher de ce qu'écrira A. Blanqui au XIX^e siècle à propos de la Corse : « ...l'industrie des places vient ensuite et les Corses s'y précipitent avec une ardeur qui explique leur répugnance à l'égard des travaux manufacturiers. Une recette de perceuteur, un bureau de poste, une chaire de maître d'école y soulèvent des ambitions profondes et infatigables. Là, point de hasard à courir, pas de machine à monter, point de débouché à poursuivre, chaque jour ressemble au jour précédent et la manne descend du chef-lieu avec les mandats ordonnancés par les préfets. »

3. *Pieve et paesi* , article cité, note 1.

4. « Les cahiers de doléances des Corses en 1730 », *BSSHNC* , 1^{er} trimestre 1974.

5. *Ibidem* . Cf. d'autres articles concernant divers emplois publics comme ceux de capitaine de compagnie ou de capitaine du port « le titulaire du poste devrait être remplacé tous les cinq ans de manière à permettre à plus d'un citoyen d'en bénéficier ». Pour la compagnie des dragons composée de vingt soldats « on devrait réserver ces places aux habitants de la ville en opérant des changements tous les deux ans ; ce serait un moyen de venir en aide à quelques malheureuses familles ». Cf. également F.O. Renucci, *Storia di Corsica* , p. 100.

6. Sébastien Costa, *Mémoires (1732-1736)* , édition critique, traduction et notes par R. Luciani, Aix-en-Provence, 1972.

7. Thèse de doctorat en cours de préparation de Christian Peri, Institutions et pratiques du pouvoir au temps de Pascal Paoli (université de Provence).

8. Voir sur la période : L. Villat, *La Corse de 1768 à 1789* , Besançon, 1925.

9. « Mémoires de l'Officier du régiment de Picardie », *BSSHNC* , 1889, fasc. 100-102.

10. Rapporté par Frédéric Masson, *Napoléon Inconnu*, manuscrits inédits, Paris, 1895. De même Paoli dans une lettre à Nobili Savelli du 22 décembre 1789 déplorait *tanti inutili uffizi e impieghi* de l'ancien système. Au même Gentili, il écrivait en octobre : « ... nos affaires changeront de tournure et nous verrons les emplois civils et financiers donnés à nos compatriotes et non à des étrangers inconnus et incapables (*Revue de la Corse*, 1933, p. 336). Ajoutons que pour certains emplois, les Corses subissaient une discrimination en étant moins bien payés que les Français. Charles André Pozzo di Borgo notait de son côté en évoquant l'Ancien Régime : « La liberté civile n'était protégée par aucune loi... les emplois les plus éminents étaient conférés à des Français et leurs subalternes dispersés dans tous les points de l'île affectaient un orgueil impuni. » (Cité par J.M.P. Mac Erlean, *The formative years of a Russian diplomat* : Charles André Pozzo di Borgo, in *Corsica*, MF 1967.

11. *Les cahiers de doléances des Corses en 1789*, publication du CRDF, Ajaccio. Voir Bastelica, Grossetto-Prugna, Ste Marie Sicché, Calcatoggio...

12. *La Corse en 1789*, CDDP, Bastia.

13. A. Rossi, « Osservazione Storiche », XIV, 1, 12 et XIV 2, 24 et 26, BSSHNC, 1903.

14. *Ibidem*, O.S. XIV, III, 51, 52.

15. Cité par A. Rossi.

16. « Lettres de Pascal Paoli », publiées par le docteur Perelli, 4^e série, 14 janvier 1792, BSSHNC, 1895, p. 70.

17. *Passim*, série 1 L, Archives Départementales, Ajaccio. A propos de la gendarmerie, Barthélémy Arena disait les choses de manière plus enrobée en demandant à l'assemblée d'Orezza de « ne pas engager des gens qui n'ont aucune connaissance du pays ni de la langue des habitants..., ne nommer que des personnes connues pour leur patriotisme et leur crédit et capables par là de faire respecter l'autorité légitime..., moyen de soulager les pauvres que la Révolution a dû laisser sans travail. »

18. A. Buonarroti, *Giornale Patriottico*, BSSHNC.

19. 4 L 62, Archives Départementales, Ajaccio.

20. P. Paoli, correspondance, *op. cit.*, 9 avril 1792.

21. Série L, 4, 221, Archives Départementales, Ajaccio.

22. Volney, « Précis de l'état de la Corse » (extrait du *Moniteur* du 20-21 mars 1793), Paris, Parmentier, 1825.

23. Correspondance de Pascal Paoli, *op. cit.* p. 151, « Il consiglio generale del dipartimento di Corsica al suol concitadini ».

24. Paoli, correspondance, *op. cit.*, 17 décembre 1794.

25. *Ibidem*, 3 décembre 1794.

26. « Lettres de Napoléon concernant la Corse », publiées par l'abbé Letteron, BSSHNC, 1911, fasc. 331-333.

27. Cité in *Storia della Sardegna*, p. 29, par G. Sotgiu qui note par ailleurs (p. 139) qu'en Sardaigne « le sentiment anti-piémontais largement répandu dans les classes populaires dérivait de la dureté des conditions de vie » mais que « dans la noblesse, dans le clergé et dans la bourgeoisie de formation récente il était dû au fait que sous le nouveau régime les institutions locales avaient été vidées de leur pouvoir [et que] les leviers de commande étaient passés aux mains des Piémontais et Savoyards ».

28. Voir Day, Anatra et Scaraffia « La Sardegna medioevale e moderna », in *Storia d'Italia* diretta da G. Galasso, UTET, 1984. Également pour la suite G. Sotgiu, *op. cit.*

29. Cela ne va pas sans rappeler les délégations effectuées par certains notables corses au XVI^e siècle mandatés par les communautés auprès de l'Office de St Georges. On sait comment les Lanfranchi, Gian Paolo le Majeur et d'autres pensèrent surtout à eux et obtinrent de Gênes honneurs et concessions en oubliant l'intérêt collectif. C'est ce qui se passa en partie en Sardaigne où le délégué Pitzolo rentré à Cagliari fut employé par Turin comme agent de la répression... il le paya de sa vie, victime d'une nouvelle insurrection urbaine.

30. Le débat sur la question des emplois entre Corses et continentaux, ouvert par la réflexion de l'officier de Picardie que nous citons plus haut n'est pas clos pour autant avec la Révolution française qui a pourtant réglé le point de droit. Au XIX^e siècle on retrouve des jugements également sévères sur les fonctionnaires continentaux employés dans l'île... le baron de Beaumont écrivait à ce propos : « Pour quelle raison un Français

du continent vient-il ici ? Par curiosité ou par force ; dans le premier cas, dès qu'il n'a plus rien à voir il s'en retourne ; ses projets partent avec lui ou vont mourir dans les cartons. Dans le second cas, il ne cesse de demander son rappel et il administre sans intérêt ». Mais il ne s'agit pas pour autant de préférer l'emploi des Corses tant on redoute l'esprit de parti. C'est ce que pense le commissaire Costa sous la Restauration lorsqu'il écrit : « On ne gouvernera la Corse que lorsque les dépositaires de l'autorité seront du continent et totalement étrangers aux passions corses. Un autre administrateur continental, Truchy, préconisera pour sa part, de « transférer en France autant de Corses qu'on pourra en placer et d'appeler en Corse par tous les moyens possibles une immense quantité d'étrangers. On peut aller jusqu'à l'aube du XX^e siècle où la question est reprise en ces termes dans le rapport Delanney sur la Corse en 1909 : « Les fonctionnaires continentaux envoyés en Corse ne sont généralement que des débutants n'ayant encore ni toute l'expérience ni toute l'autorité exigée pour les emp'o.s, plus délicats à remplir qu'ailleurs ou bien des fonctionnaires d'âge mur et de situation plus élevée nommés dans l'île, se sentant éloignés de leur pays d'origine et de leurs familles demandent à être replacés au plus tôt sur le continent si bien que là où il serait indispensable d'avoir un personnel d'élite on en est réduit à envoyer des agents trop jeunes ou incapables soit en raison de l'insuffisance de leurs qualités acquises soit en raison de la brièveté de leur séjour, de s'adapter à leur poste et d'exercer une influence durable sur les populations. Il y aurait un intérêt administratif et soc'al à provoquer la venue en Corse du plus grand nombre possible de fonctionnaires continentaux et à conférer sous forme d'indemnités de résidence et d'avancement exceptionnel des avantages spéciaux à ceux qui demanderont cette résidence. » Ce n'était point là considérer la Corse comme un département comme les autres ! Inversement la présence des Corses dans la fonction publique sur le continent soulevait à la même époque des polémiques dont le journal *Le Pascal Paoli* se fait l'écho en stigmatisant un article paru en août 1891 dans *Le Correspondant* et où on pouvait lire : « Quand on pense au goût si développé des Corses pour les fonctions publiques on se demande ce qu'il faudra de sous-préfectures pour satisfaire un jour tous ces demandeurs car ils les demanderont et les obtiendront, ils annexeront la France. » N'allons pas au-delà sur cet aspect du problème qui demanderait une étude plus fine du lent processus d'intégration de la Corse au sein de l'ensemble national.

CLANISME, ETAT ET SOCIETE :

A propos d'un ouvrage de José Gil *

Gérard LENCLUD

C'est un véritable modèle d'interprétation générale du phénomène clanique en Corse que propose, comme ne l'indique pas tout à fait son titre, *La Corse entre la liberté et la terreur*. D'où l'importance de l'ouvrage non seulement pour les chercheurs en sciences humaines travaillant en Corse et, au-delà, sur les sociétés méditerranéennes, mais aussi pour tous ceux qui s'efforcent de contribuer, quel que soit leur terrain d'enquête, à l'élaboration d'une anthropologie politique au sens large.

En effet, si l'on veut bien admettre que l'anthropologie politique, héritière en sa démarche des traditions intellectuelles de la philosophie politique, se définit par son ambition comparatiste, son projet de mettre en perspective les modes de « gouvernementalité » les plus contrastés, force est de considérer qu'il n'est aucune forme d'organisation politique, si culturellement circonscrite puisse-t-elle apparaître, dont la caractérisation ne vienne enrichir le répertoire des catégories susceptibles de rendre compte de cette diversité.

Mais avant de discuter le modèle proposé par Gil du clanisme insulaire, je souhaite préciser rapidement un point de doctrine et un point de méthode, qui, tous deux, commandent les orientations du commentaire que je vais faire de l'ouvrage en question.

L'élément de doctrine est le suivant : il ne saurait exister, à mon sens, aucun point de vue dans les sciences sociales susceptible d'atteindre

* José Gil, *La Corse entre la liberté et la terreur*, Paris, La Différence, 1984, 243 p.

dans son intégralité l'infinité de la réalité étudiée, aucun instrument théorique capable d'épuiser la diversité intrinsèque d'un phénomène particulier. Il y a délimitation arbitraire du réel dès lors qu'une problématique est formulée. En d'autres termes, toute approche d'un fait social est nécessairement et *a fortiori* légitimement unilatérale. Il me paraît donc inutile de critiquer une problématique pour ce qu'elle ne retient pas. Toute prétention au monopole explicatif est abusive. Ce sont donc les questions posées par Gil à ces seuls aspects de la réalité clanique qu'il envisage effectivement qui nous occuperont ici et non pas celles, tout aussi pertinentes sans doute, qu'il s'est abstenu d'aborder et qui aboutiraient à conférer au clanisme un tout autre contenu¹.

Voici qui nous amène sans transition au point de méthode. Faute de pouvoir, par manque de place et à maints égards de compétence, opérer une recension critique exhaustive des questions adressées par Gil à la configuration clanique, je me propose de traiter ici seulement de ce qui me paraît être l'interrogation majeure de l'ouvrage : quelles relations entretient le clanisme, considéré comme forme d'organisation politique des rapports entre les hommes, avec la société civile d'une part au sein de laquelle il a pris contenu et sens, avec l'Etat d'autre part ? D'où procède-t-il au juste, non pas tant historiquement, soit dans la diachronie, que logiquement et fonctionnellement, soit dans la synchronie, c'est-à-dire en tant qu'état de fait historiquement réalisé² ?

S'agissant des rapports entre clanisme et société civile, ma première remarque est que la pensée de Gil ne va pas sans recéler certaines hésitations. Il écrit, en effet, ceci d'abord :

« D'une façon générale, on peut dire que le clanisme corse, tel qu'il s'est développé puis figé en quelques traits spécifiques qu'il conserve depuis des siècles (malgré tous ses changements), n'est devenu tel que parce qu'il vit à l'ombre du pouvoir étranger » (p. 69) ;

ou encore, à propos des formes de pouvoir inhérentes à la « segmentarité clanique » :

« C'est un pouvoir purement politique, sans connotations magico-religieuses, sans racines dans la culture » (p. 71).

Puis, quelques pages plus loin :

« Le clan ne s'est pas constitué de l'extérieur, avec l'aide du pouvoir étranger ; celui-ci a favorisé certes son développement et lui a imprimé certains traits, mais il ne l'a pas engendré. Son origine, qu'il faut chercher à l'intérieur même de la société corse, conditionne directement et dès le départ la segmentarité égalitaire qui va subir ainsi une distorsion essentielle... » (p. 75).

Nous voici d'emblée au cœur du débat, d'un débat dont les implications ne sont pas seulement académiques : faut-il considérer les institutions claniques comme un pur produit du « génie civil » corse, une invention culturelle en laquelle s'objectiveraient les schèmes constitutifs de l'univers symbolique insulaire ou bien comme un mode politique d'organisation et un système d'idées et de représentations étrangers à l'île et comme plaqués de l'extérieur ?

Arrêtons-nous un instant sur cette dernière hypothèse, formulée en termes extrêmes : le clanisme serait une institution « sans racines dans la culture ». Si l'on prend garde au fait qu'une institution est en elle-même et simultanément organisation et représentation, qu'il n'y a de fait social que symbolisé, comment expliquer cette adhésion massive à l'*ethos* clanique que constatent tant les historiens au travers des sources d'archives que les ethnologues au travers des observations de terrain et des témoignages recueillis ? On sait bien que les principes dirigeant les conduites humaines échappent en partie à la conscience de leurs auteurs et que les sciences sociales n'auraient pas lieu d'exister si les hommes accédaient immédiatement à la grammaire de leurs pratiques. Encore faut-il bien admettre avec L. Dumont que les « hommes concrets ne se *comportent* pas : ils *agissent* avec une idée en tête, fût-elle de se conformer à l'usage³ ». Il est difficile d'imaginer qu'au sein de la société traditionnelle corse, chacun, du plus puissant *capipartitu* au plus humble des adhérents villageois, se soit conformé à des usages qui lui étaient étrangers, contribuant de la sorte à reproduire au jour le jour un système d'organisation des rapports entre les hommes, une « tradition » clanique, entièrement séparés d'avec les valeurs et représentations communément partagées.

Mais Gil me fera sans doute observer que je l'ai mal lu en présentant abusivement en pôles d'une alternative les deux sources d'émergence et de perpétuation du phénomène clanique et qu'il faut tenir, en réalité, sa position pour dialectique. Ce ne serait pas ou tout l'un, le mouvement propre de la société locale, ou tout l'autre, le pouvoir étranger, mais l'un et l'autre à la fois, la synthèse de leur interaction.

« La trop grande disparité, écrit-il, entre les institutions des deux systèmes politiques, celui d'origine autochtone et populaire et celui venant d'un Etat étranger, a fait naître les conditions pour que s'établisse, dans une certaine zone du pouvoir, une organisation politique qui cherchât à les harmoniser en en tirant profit » (p. 69).

Il rejoint sur ce point le diagnostic de C. Santoni pour qui

« ... nous devons nous interroger sans perdre de vue qu'au cœur de tous les comportements et de toutes les tares que nous dénonçons dans le clanisme politique se trouve en partie notre propre culture⁴ »,

ou C. Olivesi selon qui

« ...le clan utilise à des fins politiques, de puissance et de pouvoir, des mécanismes culturels qu'il va puiser dans le substrat même de la culture corse⁵ ».

En somme, le clanisme insulaire serait indissociablement d'ici et d'ailleurs puisque procédant de la conjonction de certaines formes étrangères d'exercice du pouvoir avec les modes d'organisation corses de la vie en commun.

On retrouve ainsi, formulée à propos de la Corse, l'hypothèse classique sur la genèse logique et fonctionnelle des institutions de patronage dans le monde méditerranéen et ailleurs. Mais celle-ci met généralement en évidence la seule *distance* existant entre la société civile et l'Etat qui s'efforce de l'intégrer dans l'aire institutionnelle de déploiement de ses pouvoirs. Or Gil pose avec tant de force et de netteté l'existence d'une *opposition* radicale entre la logique intrinsèquement politique de fonctionnement de la société civile et la logique politiquement spécialisée de l'Etat que l'on ne peut manquer de se poser la question suivante : comment deux logiques apparemment si inconciliables, la logique d'une « société contre l'Etat » (pour reprendre la formule de Clastres à qui Gil paraît emprunter maints éléments de sa philosophie politique) et celle de l'Etat peuvent-elles s'accoupler pour donner naissance à un produit commun qui serait les clans ? Détourner des mécanismes culturels de leurs fins locales propres pour leur faire servir des objectifs assignés de l'extérieur est une chose (tant il est vrai que, pas plus qu'une fonction ne prédétermine univoquement l'institution susceptible de l'exercer, une institution ne saurait être définie par son seul emploi fonctionnel), utiliser à des fins de pouvoir politique et de division sociale des traits d'organisation d'un système qui en nierait farouchement la possibilité et jusqu'à l'idée en est une autre qui ne va pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de soi.

Or sur ce point qui est celui du minimum de compatibilité nécessaire entre deux logiques pour qu'elles soient en mesure d'associer leurs effets (le possible historique), il me semble que Gil esquivé la difficulté qu'entraîne son propos. Il quitte, en effet, le terrain d'analyse qui est généralement le sien en proposant l'idée d'un processus diachronique de diffusion de la logique qu'il dit d'Etat :

« Elles [les institutions des deux systèmes politiques, celui d'origine autochtone et celui venant d'un Etat étranger] ont d'autant plus favorisé le développement du clanisme que la société corse de la Terra del Commune présentait déjà une fragilité permettant la fixation de foyers de pouvoir inégalitaires » (*ibid.*).

Autrement dit, l'implantation de comptoirs de la logique d'Etat, en certaines zones vulnérables du corps social insulaire, aurait infecté l'expression politique du système des rapports sociaux. Mais une objection vient alors immédiatement à l'esprit : si, pour Gil qui pratique dans son ouvrage un recours généralisé à l'analogie biologique dans sa représentation du social, la société se définit comme une unité substantielle, un corps dans lequel tout se tiendrait, où peut-il déceler cette fragilité du tissu social à partir de laquelle l'Etat étranger aurait diffusé comme on le dit de la maladie ? En quels lieux du social et du symbolique une société qui fonctionnerait uniment à l'égalité et contre l'Etat pourrait-elle recéler des foyers de pouvoir inégalitaires ? Ne serait-ce pas que « segmentarité égalitaire » et « segmentarité clanique » constituent des principes régulateurs moins exclusifs l'un de l'autre que, partiellement au moins, complémentaires et donc finalement compatibles ?

L'opposition entre la « segmentarité égalitaire » en laquelle consiste, pour Gil, l'essentiel du processus politique inhérent au fonctionnement de la société civile et la « segmentarité clanique » est bien, en effet, au centre du modèle élaboré par Gil. Je voudrais donc me pencher rapidement sur cette notion de segmentarité égalitaire sous laquelle il subsume les principales propriétés politiques de la structure sociale traditionnelle et qui serait, d'après lui, antinomique des formes de pouvoir clanique, en reprenant certaines observations que j'ai eu l'occasion de formuler ailleurs⁶.

C'est, l'on s'en doute, le terme « égalitaire » qui pose problème. L'on voit bien ce qu'entend Gil lorsqu'il expose, en recourant à l'image parlante de la « lutte des envies », la logique plaçant chaque unité sociale, de parenté et de localité, *également*, en relation d'opposition avec toutes les autres.

« Je suis le plus puissant, affirme chacun. Et, dans l'espace public, cette affirmation est permise parce que tous font pareillement. » (p. 30)

Et plus loin :

« Il faut toujours marquer la différence et, comme tous l'affirment, l'égalité naît : l'égalité des (dans les) différences, égalité des droits d'affirmer les singularités » (*ibid.*).

Gil énonce ici le schéma symbolique suivant lequel s'institue quotidiennement la société concrète, l'intention culturelle fondée sur les valeurs d'honneur présidant à l'établissement de tout rapport social vécu. Autrement dit, il livre la grille permettant de déchiffrer la signification attachée aux comportements des hommes et des groupes les uns vis-à-vis des autres. Ces valeurs d'honneur engagées dans l'existence au jour le jour sont à la base symbolique de la vie en commun. C'est à elles, aussi⁷, qu'il faut référer les propriétés d'organisation de la société traditionnelle :

cette atomisation d'un monde social dont l'équilibre interne repose moins sur une intégration en continu que sur une juxtaposition en mosaïque d'unités centrées sur elles-mêmes, jalouses de leur autonomie, façonnées par le principe du « quant à soi » économique, social et politique.

Mais cette égalité que Gil érige en attribut distinctif du dispositif segmentaire est cantonnée dans le droit culturellement reconnu (l'obligation symboliquement instituée, plutôt) à chaque entité familiale et villageoise de revendiquer sa supériorité eu égard aux autres, d'affirmer contre autrui la prétention à maîtriser seule son destin. Elle s'arrête là car de cette égalité de droit, effectivement inscrite dans le schéma signifiant constitutif de la culture corse, il ne s'ensuit nullement que tous les hommes, tous les groupes aient les mêmes ressources à leur disposition pour déployer *également* leur autonomie d'honneur contre toutes les autres. Il paraît difficile de référer l'égalité à un seul article du code symbolique régissant les relations entre les hommes et jamais à l'ordre social observable quand bien même le système des valeurs en relativiserait très fortement la signification. A supposer même que la « théorie » segmentaire inscrive l'égalité comme valeur exclusive, ainsi que l'a écrit Lévi-Strauss, « Indigène ou occidentale, la théorie n'est jamais qu'une théorie »⁸. De même que dans les démocraties occidentales certains citoyens sont plus égaux que d'autres devant une loi égale pour tous, au sein des communautés corses traditionnelles, certains sont indéniablement mieux armés que d'autres dans la lutte d'honneur qui est aussi d'influence et de prestige, donc de pouvoir. Et l'on ne voit pas que, semblable en cela à ces sociétés primitives qui auraient, d'après Clastres, conjuré à l'avance toute apparition d'inégalité, la société corse traditionnelle se soit institutionnellement prémunie de l'intérieur contre tout risque de division par captation, si transitoire soit-elle et fluctuante, de pouvoir exercé par des hommes sur d'autres hommes. D'où procède ce singulier écart entre l'égalité gravée, dit-il, au fronton de la communauté et le réel historique duquel émerge, en rangs serrés, la cohorte des Caporaux et chefs de peuple à qui, comme le relate le chroniqueur cité par F. Pomponi⁹, « les villageois obéissent très fidèlement et suivent comme les brebis suivent les béliers » et dont les chefs de parti, professionnellement politisés par les institutions d'Etat, sont les descendants en ligne directe ?

La réponse de Gil tient en quelques mots : le processus de captation des pouvoirs trouve son origine dans l'assujettissement par l'Etat étranger de l'espace communautaire et de sa segmentarité interne bientôt détournée en segmentarité clanique. Avec l'intervention de l'Etat, la libre circulation des pouvoirs se mue en répartition verticalement ordonnée et socialement ossifiée. Il introduit la vassalité sociale et l'autorité politique. Mais une question se pose immédiatement : la Corse ayant toujours été prise dans la « grande » histoire méditerranéenne qui est celle des Etats et soumise par conséquent à une puissance étrangère, où et quand, suivant quelles modalités précises la société insulaire a-t-elle librement déployé son « être-pour-l'égalité » ? Où et quand se serait

développée une organisation générale des relations entre familles, entre communautés territoriales, pure de toute forme clanique ?

Je ne suis pas convaincu par la thèse de Gil selon laquelle s'opposeraient radicalement la propriété d'égalité d'une organisation segmentaire profondément enfouie, telle la fameuse plage, sous les pavés de l'histoire, qui n'existerait plus qu'à l'état tendanciel et la dimension inégalitaire d'une institution massivement inscrite dans la réalité observable. Je ne crois pas davantage que le code culturel auquel se conforme le fonctionnement de la société corse réelle, au sens où l'on dit socialisme réel, exclut véritablement l'inégalité de la sphère des rapports entre les hommes. Je ferai plutôt l'hypothèse que la configuration clanique, sous les différents visages qu'elle emprunte selon les contextes d'ensemble, prend bien contenu et signification au cœur des formes de vie en commun inventées et expérimentées par la société corse et de la mise en ordre symbolique du monde que ces formes objectivent. En d'autres termes, je pense que le clanisme est consubstantiel à la société et à la culture corses, sans d'ailleurs les caractériser en propre puisque l'on retrouve dans toute l'aire méditerranéenne, des constellations de pouvoir qui lui sont étroitement apparentées. L'émergence et la perpétuation du phénomène clanique, qui ne consiste pas seulement en la captation et la politisation des pouvoirs sociaux, sont logiquement et fonctionnellement reliées à l'agencement général de la société. Ce n'est pas le lieu ici de reprendre les éléments de démonstration que j'ai essayé ailleurs d'apporter à cette thèse. Je me contenterai de noter que tous les traits caractérisant la « segmentarité » que Gil affirme égalitaire trouvent, me semble-t-il, leur traduction politique — et qui sera politisée par l'Etat — dans l'univers clanique. Factionnalisme bipartite, affiliation familiale, prégnance du rapport clientélaire direct, à la fois réciproque et dissymétrique, exercice partisan du pouvoir transposent dans une certaine dimension de la vie en commun, celle des rapports de pouvoir, les modalités culturellement déterminées de la coexistence sociale. Mais je tiens à préciser que c'est à dessein que j'ai employé successivement les termes de traduction et de transposition ; c'est parce qu'ils impliquent simultanément l'idée de reproduction et celle de trahison, d'identité et de travestissement. Le clanisme n'est pas *la* vérité de la société insulaire traditionnelle, il en est *une* vérité au sens où l'on parle de la vérité d'un portrait (ou d'une caricature) : il en révèle certains aspects, il en accuse certaines expressions.

L'hypothèse selon laquelle le clanisme serait une expression, à la fois générale et spécialisée, de la structure sociale et de l'univers symbolique corses permet d'évaluer les moyens de son emprise historique sur la société en des termes qui me paraissent correspondre plus fidèlement à la réalité, celle d'hier en tout cas, que ceux dont use Gil. En effet, cohérent avec sa conception d'un pouvoir clanique organisé en machine forgée de l'extérieur, opérant exclusivement du haut en bas, celui-ci le montre fonctionnant à la seule contrainte, sinon à la violence nue. Mais si, comme je le pense en empruntant à Foucault les éléments

classiques de son analytique des pouvoirs, le pouvoir clanique ne consiste pas seulement en la puissance détenue par certains entendant exercer leur domination sur d'autres, soit un macro-phénomène institutionnel et séparé du monde réel, mais bien aussi en une infinité de micro-conduites à la fois dispersées et corrélées, s'il n'agit pas seulement du sommet vers la base mais du bas vers le haut sous la forme d'une invention secrétée au jour le jour par les rapports entre les hommes, il faut bien admettre alors que l'emprise de son modèle repose au moins autant sur le consentement, la conviction culturellement partagée, qu'il va de soi et comme sans dire, qu'il est, en somme, la « tradition ».

Penchons-nous un instant, à titre d'exemple, sur une dimension guère niable de la réalité clanique : le véritable « culte de la personnalité » dont étaient quotidiennement l'objet les chefs de parti de la part de leurs adhérents. Ce phénomène, dont il serait fastidieux d'énumérer ici les manifestations concrètes, a le mérite, me semble-t-il, de mettre en évidence deux aspects du fonctionnement clanique. D'abord que l'influence des *capipartitu* ne se maintient pas seulement par la coercition et que si servitude il y a, elle fut pour le moins acceptée. Ensuite que le système des valeurs et idées culturelles est parfaitement en mesure de conjuguer, pour en revenir au problème abordé plus haut, les représentations de l'égalité des hommes entre eux (de la capacité de chacun à affirmer son autonomie d'honneur contre les autres) et le fait que d'aucuns, pour dire les choses vite, aient plus de pouvoirs que d'autres. Pourquoi les adhérents suivaient-ils fidèlement leurs chefs sur le terrain des armes quand les clans étaient des factions armées, sur celui des urnes quand ils prirent le visage institutionnel des clientèles électorales ? Il est faux, à mon sens, d'imaginer que, ce faisant, ils se déchargeaient de leur souveraineté, ils suspendaient leur indépendance, ils déléguaient des pouvoirs dans l'acception moderne du mot « délégation ». Les chefs de parti étaient ici des représentants *stricto sensu* : des hommes chargés d'incarner exemplairement, de mettre en scène comme théâtralement l'image que leurs partisans avaient du groupe qu'ils formaient, de ses capacités collectives à la force et à la ruse, de sa fidélité à son passé et à son projet de perpétuation. L'histoire du clanisme est (aussi), en Corse, une histoire de chefs dans la mesure où ces derniers, pris à leur tour dans les rapports de pouvoir et assujettis eux-mêmes à un certain ordre, étaient voués, contraints, à jouer sur les tréteaux politiques comme autrefois dans l'arène guerrière, selon des modalités culturellement imposées, tout le répertoire des valeurs collectives¹⁰

Venons-en enfin à l'Etat. Gil en fait, nous l'avons dit, le véritable moteur du phénomène clanique, la force agissante travestie sous le manteau d'une tradition accaparée puis détournée par les clans. Nul ne saurait évidemment nier que le clanisme n'est pas seulement une institution émanant des modes sociaux d'organisation de la vie en commun mais qu'il est aussi le relais du pouvoir d'Etat dans l'île. Il assume, en somme, un double emploi fonctionnel, l'un dans une aire structurée par des rapports sociaux et une vision du monde pré-politiques si l'on peut

dire, l'autre dans une sphère d'exercice officiellement politisée et quadrillée par les modèles nationaux. Nul ne saurait davantage négliger le fait que l'Etat, en lui faisant accomplir sa mission d'être son relais local, assigne au clanisme des contraintes propres et nouvelles de fonctionnement : l'espace politique des clans ne coïncide pas exactement avec leur espace civil de déploiement, pas davantage la dimension temporelle de leur constitution ou le contenu de leur double champ d'action. Bref, l'Etat pèse de toute sa force spécifique sur le clanisme.

Mais quel Etat au juste ? C'est sur ce point que je vais essayer de formuler ma divergence d'avec les thèses de Gil. Il me semble, en effet, qu'elles recèlent une contradiction interne. D'une part, Gil, se réclamant d'une tradition intellectuelle qui prête à l'Etat, sans trop se soucier d'en distinguer les innombrables formes historiques, le seul visage des monstres mythologiques, Moloch ou Leviathan, l'érige en entité à vocation totalitaire s'appliquant à remplir sans relâche l'intégralité de l'espace social. D'autre part, il nous montre en Corse — suivant une problématique qui me paraît en tous points pertinente — cet Etat conquérant utiliser comme relais une institution minutieusement appliquée à être au moins autant écran qu'intermédiaire, dispositif de résistance voire de sabotage que courroie de transmission. Etrange rationalité cachée de l'histoire insulaire moderne que ce despote froid commettant méthodiquement la pire des étourderies, celle qui consiste au bout du compte à organiser l'opposition à soi-même !

Je ne rentrerai évidemment pas ici dans une discussion sur la « vraie » nature de l'Etat en général. Tout au plus me contenterai-je d'insister sur le fait que la réalité de cet Etat-ci qui va s'employer à transformer le sujet insulaire en citoyen français et composer sur ce terrain avec la puissance clanique me paraît infiniment plus ambiguë, multiforme et éclatée que ne le suggère Gil. Je ferai en somme l'hypothèse que l'inachèvement relatif de sa conquête — mais en quels termes le mesurer ? — tient au moins autant aux incertitudes de son projet qu'aux résistances qu'il rencontre, les premières alimentant les secondes comme les secondes accentuent les premières. Une meilleure compréhension de l'articulation Etat-clanisme passe par la réévaluation de l'entreprise étatique¹¹.

En premier lieu, il me paraît essentiel de rappeler qu'ici comme ailleurs l'Etat se présente sous des traits infiniment contrastés selon les époques et les secteurs de l'existence sur lesquels il entend imposer ses modèles d'organisation. Etat-gendarme, Etat-veilleur de nuit (des affaires et de ceux qui les mènent, selon la formule de Lasalle), Etat-providence à la fois se succèdent et se combinent. S'il est ogre, c'est aussi un « ogre philanthropique » (Octavio Paz). Il n'est pas stationné, en uniforme, dans les seules préfectures, tribunaux et casernes. Il prend forme (et sens) en tous lieux, partout où l'on produit, transforme, gère, échange, consomme et transmet, qu'il s'agisse de biens, de services, de connaissances et de valeurs. On le rencontre à l'école, dans les champs et les forêts, sur les quais d'embarquement, les routes et les marchés,

à la perception, au cadastre, à l'hôpital, au cimetière... Il prétend dominer mais aussi gérer, s'approprier et distribuer, sévir et éclairer. Sous toutes ces casquettes, s'incarne une multitude de projets, certes *en gros* corrélés mais éparpillés, et dont l'intentionnalité d'ensemble ne saurait être, sans abus simplificateur, assimilée à une stratégie anticipatrice de ses effets. Si l'on veut à tout prix le camper en sujet individuel qui sait, veut, exige, réussit, il faut aussi admettre qu'il hésite, tâtonne, recule, ignore, néglige, échoue, comme le démontre — me semble-t-il — un examen serein des écarts entre ce qu'il prétend imposer et ce à quoi il aboutit (voir, par exemple, tout ce qui se rapporte à son action dans le domaine de la vaine pâture et du libre-parcours). C'est cet Etat-là, et non celui-ci seul qui interdit la *vendetta* et réprime le banditisme, qui, en tous endroits et à tous les niveaux, compose avec la puissance clanique, cette face que lui tend systématiquement la société civile.

En second lieu, il importe de souligner que l'Etat n'est pas seulement une donnée extérieure, un dispositif fonctionnel, une machinerie aux innombrables pièces observables. Il est une idée qui en conditionne l'existence et sa réalité consiste autant dans le contenu que lui affectent les sujets qui le pensent que dans les manifestations objectives de sa présence. Sans l'idée d'Etat, le gendarme n'est qu'un homme armé et le juge un homme en toque. Tel est, à coup sûr d'ailleurs, le point de vue de Gil qui consacre une bonne partie de son ouvrage à montrer l'absence de toute idée d'Etat dans le fonctionnement social et symbolique des institutions corses. C'est donc bien à ce niveau qu'il faudrait analyser, aussi, le jeu complexe des rapports entre l'Etat et les clans. Et si l'on insiste à juste titre sur ce que les clans ont tiré et tirent encore des représentations de cet Etat dont ils furent le relais et de sa légitimité, ne conviendrait-il pas d'examiner aussi ce que les représentations de l'Etat, et donc sa puissance ou son impuissance, ont dû et doivent sans doute toujours aux idées sur le pouvoir que les clans objectivent ? En effet, comme le rappelle M. Finley¹², le citoyen (ou le sujet) ne fait pas ordinairement de distinction significative entre l'Etat et le gouvernement de cet Etat ; il ne peut atteindre l'Etat qu'au travers des appareils et des actions gouvernementales. Or ce qu'atteignait — ce qu'atteint ? — le citoyen (ou le sujet) corse, ce sont des appareils et des actions à la fois réellement et idéellement clanisés, clientélaires, partisans. Les clans : un rempart culturel contre l'Etat !

Au terme de ce trop rapide survol d'un ouvrage dont la richesse se mesure au nombre des questions que le lecteur est amené à se poser, je souhaite quitter un instant, comme n'hésite pas à le faire Gil, le terrain du commentaire académique. Ce livre est la réalisation d'un double projet : de connaissance et de dénonciation. Il entend expliquer mais aussi inciter à l'action. Or mettre à mal le pouvoir des clans serait un objectif bien simple à formuler (sinon, bien sûr, à réaliser dans les faits) si les clans étaient eux-mêmes une chose simple, circonscrite et comme « détachables » suivant un pointillé. L'immense mérite du livre de Gil est d'avoir montré qu'il n'en est rien. Mais je ne suis pas sûr qu'il soit

allé suffisamment loin dans cette voie. Ne serait-ce pas parce que son entreprise s'efforce de répondre à deux exigences difficilement conciliables : celle de compliquer la réalité sociale pour mieux en rendre compte, celle de la simplifier pour faire sentir l'urgence de sa transformation ?

Laboratoire d'Anthropologie Sociale,
C.N.R.S., Paris.

NOTES

1. Je fais allusion ici au commentaire d'A. Rovere, par exemple, sur l'ouvrage de Gil et dont le titre même « Et si l'on parlait d'autre chose... Les clans et les classes sociales » (*in La Corse, une affaire de famille*) indique sans ambiguïté le sens de la critique. Tout aussi unilatéral, et légitimement unilatéral, est le point de vue marxiste sur les clans ; tout aussi limitée, et légitimement limitée, est la réalité clanique construite suivant une problématique en termes exclusifs de lutte des classes.

2. Sans rentrer ici dans le débat séculaire sur les relations entre histoire et ethnologie, je me contenterai de dire que les démarches explicatives de l'une et l'autre discipline s'opposent moins qu'elles ne sont complémentaires. De toutes les manières, l'historien met en œuvre lui aussi des modèles d'intelligibilité de type structural ou fonctionnel, reposant sur l'hypothèse qu'il y a dans un équilibre (ou quasi-équilibre) historiquement réalisé à un moment donné (le « temps long » des historiens modernes) les éléments nécessaires à une compréhension de l'état de fait étudié.

3. Cf. L. Dumont, *Homo Hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966, p. 19.

4. Cf. C. Santoni, « La crise de la conscience corse », *Les Temps Modernes*, août-septembre 1978, n° 385-386.

5. Cf. C. Olivesi, « Le système politique corse : le clan », *Cuntrasti*, décembre 1983, n° 3.

6. Cf. G. Lenclud, « De bas en haut, de haut en bas. Le système des clans en Corse », *Etudes Rurales*, janvier-juin 1986 (sous presse).

7. Ce qui ne signifie nullement qu'on ne doive pas les référer en même temps aux contraintes de tous ordres auxquelles cette société était soumise, notamment matérielles. Mais l'anthropologie rappelle, contre les divers réductionnismes matérialistes, que si toute société est confrontée à des contraintes, cette confrontation s'ordonne suivant un « schéma symbolique déterminé qui n'est jamais le seul possible » (M. Salins, *Au cœur des sociétés. Raison utilitaire et raison culturelle*, Paris, Gallimard, 1980).

8. Cf. C. Lévi-Strauss, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », *in* Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950.

9. Cf. F. Pomponi, « A la recherche d'un "invariant" historique : la structure clanique dans la société corse », *Pieve e paesi, communautés rurales corses*, Paris, éditions du CNRS, 1978.

10. Je renvoie ici aux analyses de G. Ravis-Giordani portant sur l'honneur de parti (*in Bergers corses. Les communautés villageoises du Niolu*, Aix-en-Provence, Edisud, 1983). On lira, en particulier, l'histoire qu'il rapporte de ce chef de parti déposé par ses partisans pour manquement à la représentation des valeurs d'honneur.

11. Sans du tout suggérer que l'entreprise étatique en Corse s'apparente à une entreprise coloniale, sauf à prendre le terme « colonial » dans un sens si général qu'il perd toute portée véritablement heuristique, je fais référence, par exemple, aux tentatives récentes de réévaluation par des ethnologues, du phénomène de la colonisation (voir notamment dans *Anthropologie et histoire*, cahiers ORSTOM, Vol. XXI, n° 1, 1985, l'article de M.-H. Pialut, « La colonisation : pour une nouvelle appréciation »).

12. Cf. M. Finley, *L'invention de la politique*, Paris, Flammarion, 1983.

CORSE : UNE REDEFINITION DE L'ARTICULATION A L'ETAT

Approche théorique

Claude OLIVESI

Dans l'approche historique de l'analyse de la Formation sociale corse, les historiens ont détecté une structure permanente. Cette structure, c'est le clan, véritable invariant historique, pour reprendre l'expression de F. Pomponi ¹. Il faut dit-il

« nous interroger sur les faits de permanence structurelle, sur un de ces « invariants »... Nous voulons parler plus précisément du mécanisme du comportement clanique du couplage patronage et clientèle, et du phénomène des conflits factionnels qui, à première vue, apparaissent comme une constante dans l'histoire insulaire ».

Il ne nous appartient pas de lever ou non cette hypothèse ; l'analyse a été réalisée ailleurs. De même que nous ne nous livrerons pas à une analyse interne de cette structure pour en détailler la morphologie.

Notre problématique s'organise autrement et part d'un présupposé. La société corse n'a pas maîtrisé son historicité ; à travers les siècles elle a subi l'histoire sans jamais (sauf rare exception) avoir la possibilité de sécréter sa propre organisation étatique. Dès lors l'Etat a été vécu comme un produit extérieur ², un phénomène extranéisé. De l'Empire romain à l'organisation légale rationnelle de la République française, la Corse a été constituée en périphérie d'un centre étatique lointain,

étranger et extérieur. Aussi va se développer une articulation chargée de mettre en place un réseau multilatéral de circulation d'informations. Dans cette articulation le clan, en tant que « système patronage/clientèle qui va de pair avec la division segmentaire et bipartite des groupes sociaux³ », a joué un rôle essentiel.

1. De la définition des paradigmes...

Il nous faut ici marquer une pause pour apporter des précisions méthodologiques sur deux concepts qui se réfèrent à une méthodologie utilisée par les sciences sociales : le « systémisme ». Les notions de système et de centre/périphérie renvoient tous les deux à cette analyse.

a) *La théorie générale des systèmes*⁴ a permis de dégager les données fondamentales qui commandent l'organisation et le fonctionnement des systèmes vivants ; tout système résulte d'un processus de différenciation au sein d'un milieu physique, biologique ou social. Certains éléments s'organisent pour donner naissance à des formes stables possédant une rationalité et qui évoluent ensuite de manière relativement autonome. Tout système présente donc une double caractéristique⁵, comme le souligne E. Morin, d'appartenance écologique et d'identité propre. Un système est relié génétiquement (culturellement) à son milieu (environnement) mais en tant que système il acquiert sa propre dimension, « il s'en distingue par la création d'un ordre spécifique d'une cohésion interne, d'une unité négative », selon J. Chevalier⁶.

Tout au long de son existence, le système garde des relations ambivalentes avec son milieu d'origine. Il va chercher d'une part à renforcer son ordre spécifique, sa création interne, contre le désordre de son environnement, mais il ne peut, d'autre part, survivre qu'en puisant dans ce même environnement les ressources énergétiques indispensables.

Affirmer que le clan est un système, cela suppose qu'il possède une organisation propre dotée d'une rationalité et entretenant avec son environnement (la société corse) un flux ininterrompu d'échanges. Ses éléments constitutifs sont culturellement issus de cette société, signes de reconnaissance de son appartenance. Mais l'organisation qu'ils acquièrent, la structure qui soude l'articulation interne crée une « émergence » (c'est-à-dire une propriété nouvelle), la politique. Il faut prendre ici le terme politique sous l'angle de la « gestion » des demandes de la société, et des flux relationnels avec l'Etat central.

Le clan système occupe un lieu de « passage » d'informations extrêmement important (portillon⁷). De ce lieu stratégique il canalise, traite les demandes de la société corse vers l'Etat (pris au sens des pouvoirs publics) et transmet les réponses de ce même Etat vers le social. La transmission de l'information se fait par traduction, car il faut présenter en termes compréhensibles pour la société insulaire la froide rationalité de l'Etat, voire, l'interpréter. Ces points de circulation de

l'information sont occupés par des « portiers » qui assurent des fonctions de filtre, relais et tampon. Ces portiers ce sont, naturellement, les élus qui entretiennent des relations continues à la fois en direction de la société locale et du pouvoir central⁸.

Le schéma général de fonctionnement qu'on retrouve dans tous les systèmes vivants peut être formalisé dans un modèle « centre/périphérie ».

b) *Centre-Périphérie* constitue pour J. Leca⁹ un paradigme, c'est-à-dire un cadre de référence conceptuel « visant à organiser la façon d'aborder un objet concret, à découper un certain nombre de questions à propos de cet objet, à élaborer des méthodes d'établissement et d'évaluation des preuves... ». Ce paradigme, comme le concept de segmentarité, est particulièrement opératoire pour l'analyse des systèmes politiques méditerranéens. Le modèle centre-périphérie illustre la division d'un système politique global entre un pôle central et un pôle périphérique. Incarnant l'unité du système, maîtrisant et impulsant le code dominant, le pôle central cherche à imposer sa loi au pôle périphérique, mais il a aussi besoin de sa médiation pour communiquer avec l'extérieur. Ce rapport ambivalent traverse la totalité du champ politique. Il se traduit dans les structures étatiques par la construction d'un appareil central qui prétend disposer du monopole d'impulsion et d'orientation et de points d'ancrages périphériques territoriaux ou fonctionnels.

S. N. Eisenstadt qui a élaboré ce concept distingue cinq composantes et indicateurs de la fondation d'un centre en tant que principal réceptacle des valeurs et des forces dominant une société : la cristallisation d'une identité, l'institutionnalisation, l'articulation de buts collectifs, la régulation des relations intergroupes, la régulation de l'usage du pouvoir coercitif. Ce paradigme permet d'analyser les relations entre société politique et société civile.

Il peut être utilisé de deux manières :

— D'une part il retrace les rapports qui se développent entre pays industrialisés (dotés d'un centre économique-politique) et les pays sous-développés (périphériques) ; il traduit alors l'opposition classique et les rapports de domination/exploitation du Nord (centre industrialisé) sur le Sud (périphérie sous-développée).

— D'autre part il s'applique aussi à l'intérieur même d'une formation sociale. Le paradigme décrira alors les rapports du sociétal au politique (dans un processus libéral d'échange d'informations et d'influences). C'est cette application que nous voulons privilégier en l'utilisant pour l'étude du mécanisme d'échanges entre la société corse et le centre politique français.

La formation sociale insulaire périphérique fait partie d'un ensemble plus vaste : la société française ; celle-ci, par un processus historique d'autonomisation et de différenciation du politique, s'est dotée d'un centre puissant construit sur le modèle hérité à la fois de la Monarchie, de la Révolution et de l'Empire. Centre hiérarchisé qui gère les relations avec sa périphérie par un modèle républicain — légal rationnel pour reprendre la typologie weberrienne.

Dans l'analyse de ces relations le paradigme centre-périphérie peut s'utiliser à trois niveaux :

— Le premier niveau appartient à la macro-analyse et s'intéressera à la gestion des rapports entre la périphérie sociale corse et le centre étatique. Comment s'établissent les flux de demandes et de réponses (inputs et outputs) produits par les deux éléments du couple ? L'Etat est vécu, en Corse, comme un phénomène lointain, extérieur, possédant une rationalité mal assimilée. L'Etat résultant d'un processus long et complexe de séparations des sphères publiques et privées ne constitue pas un produit de la société insulaire. Cette distanciation des sphères centrales et périphériques nécessite l'intervention d'un médiateur.

— Le deuxième niveau d'application du paradigme relève de la micro-analyse et intéresse les rapports entre la formation sociale corse et le « système clanique ».

Pour préserver son particularisme politique cette société périphérique s'est au fil des siècles engagée dans un processus d'autonomisation du politique. Mais cette « marche » n'a pas été conduite de façon autonome ; rattachée à un ensemble l'englobant, elle a subi l'influence des processus intégratifs.

La définition du politique dans les sociétés méditerranéennes repose sur le concept de segmentarité. Celui-ci voit un système politique comme un ensemble de relations au sein des communautés de base (familles élargies, communautés villageoises) qui organisent le milieu sociétal. Ce que propose le paradigme segmentaire peut se résumer, d'après J. Leca, à l'hypothèse suivante :

« Il convient d'examiner de manière quasi anthropologique la façon dont les alliances se forment et se défont et autour de quels enjeux, aussi bien pour les problèmes locaux que pour des problèmes nationaux... on essayera, enfin, de dégager l'existence de structures segmentaires permettant à un équilibre des pouvoirs de se maintenir entre factions différentes et peut-être changeantes ¹⁰. »

Théorie des « moitiés », la segmentarité utilisée pour le Sud de la Méditerranée est l'équivalent de la notion de communauté pour le Nord. Les sociétés segmentaires correspondent à la négation du Centre et se trouvent organisées (réellement ou fictivement) sur une base communautaire et/ou lignagère. Elles préservent leur intégration par le respect d'un pouvoir diffus fait d'un contrôle social, de forte identification au groupe et d'intériorisation de ses coutumes, normes et valeurs. Selon Bertrand Badie, dans ces formations sociales

« l'individu ne fait allégeance à aucun Centre et se comporte en fonction d'une identification à un segment qui varie selon la nature de l'enjeu ¹¹. »

Le segment/ communauté prétend assurer ou assure la médiation entre l'individu-membre et l'extérieur social ou l'ensemble plus vaste qui l'englobe ;

« la communauté confère ou prétend conférer un statut réel ou imaginaire dont il ne jouirait pas sans elle, soit que l'individu n'ait pas de statut en dehors d'elle, soit qu'il jouisse du fait de son appartenance, d'un certain nombre de droits effectifs ou supposés qui autrement ne lui seraient pas reconnus ¹². »

La logique de ces sociétés est donc à l'opposé de toute centralité ; l'appartenance communautaire, les relations d'intégration et d'hostilité règlent à elles seules les conditions du maintien d'un ordre social à l'intérieur du segment. Sa dimension évoluera d'ailleurs en fonction des situations et des enjeux. Se développent alors des stratégies d'objectifs « à géométrie variable » en fonction des buts recherchés.

« Tensions, fissions, solidarités font jouer les segments d'un groupe ethnique fondé sur des rapports de parenté réelle ou fictive ¹³. »

Cette société est dominée par des conflits de rôle qui tendent à une exacerbation des comportements fractionnistes et de « l'autonomisme » local. Cette situation amplifiée par la périphéralité tout à la fois économique et politique débouche sur une gestion spécifique du politique ;

« ... outre une instabilité chronique, il en résulte en fait l'accroissement de certains traits du patrimonialisme comme l'accaparement du pouvoir par un clan... un fonctionnement particulariste des institutions, la mise en place (développement) de pratiques clientélistes permettant d'assurer une articulation minimale entre Centre et Périphérie ¹⁴. »

Un clan n'est pas un lignage mais une structure de commandement, une organisation politique mobilisable dans le but d'atteindre des objectifs fixés par des chefs. Avec l'accaparement du pouvoir, comme le souligne René Gallissot,

« l'on sort de la parenté réelle qui est le fait de l'organisation rurale de base... pour entrer dans le domaine de l'idéologie généalogique ou lignagière ¹⁵. »

Ce passage, cette émergence, produit par le système segmentaire/ communautaire, illustre sa capacité d'innovation et d'adaptation aux variations de son environnement. Le changement de registre est total : de l'organisation matérielle de la société nous passons à sa représentation calquée sur les règles généalogiques.

« Les rapports entre les hommes sont pensés généalogiquement... La parenté est alors l'idéologie de groupement autour des chefs et plus encore de mobilisation offensive et défensive ¹⁶. »

L'évolution du statut de l'idéologie accompagne et accentue le changement de statut des clans qui dominent la communauté ou le segment :

« ... leur pouvoir dépend désormais moins de leurs rapports avec les dominés et des stratégies d'alliances avec d'autres groupes dominants que du pouvoir central qui enserre l'ensemble du pays dans ses moyens propres de répression et d'encadrement politique ¹⁷. »

Dès lors il paraît intéressant de mettre en lumière les stratégies développées par les individus animant les clans dominants ainsi que les articulations qu'ils élaborent en direction du segment de base et du pouvoir central.

Le patrimonialisme observé dans l'accaparement du pouvoir débouche sur des pratiques clientélistes dont la dimension est renforcée par la situation de sous-développement économique des sociétés segmentaires.

« Patronage et clientèle, note Jean Leca, peuvent s'imbriquer de façon si étroite que l'on ne sait plus si ce qui est décrit sous le nom de politique segmentaire relève d'un modèle de lignage, de la clientèle ou d'une manipulation générale de tous les réseaux de solidarité et de corruption dans une société ¹⁸. »

Le développement du clientélisme illustre, selon René Gallissot, « l'absence de toute liaison démocratique, l'annihilation de toute société politique ¹⁹ ». Celui-ci, outre la généralisation de la perversion dans le fonctionnement des institutions, constitue une difficulté pour la mise en place de relations hiérarchiques dans « la construction d'une bureaucratie [qui] est compromise par la résistance des particularismes ²⁰ ». Celle-ci, rappelons-le, constitue une des matérialisations de la genèse d'un centre politique animé par une autorité légale rationnelle.

S'il n'est pas de notre ressort, dans le cadre de cette présentation sommaire, d'évoquer la genèse de la segmentarité ²¹, soulignons cependant que la clôture des sociétés périphériques méditerranéennes par un modèle économique-politique dominant/extérieur tend à renforcer la production de comportements segmentaires. Autrement dit : s'il est possible d'envisager que la segmentarité soit le propre des sociétés périphériques, leur intégration/domination par d'autres formations sociales, leur marginalisation économique et la sclérose des relations sociales réactivent le recours aux pratiques dépeintes par la segmentarité.

Les sociétés segmentaires produiraient donc un type de culture politique combinant des éléments de suggestion et culture paroissiale, selon la typologie de la culture politique construite par Almond.

Segmentarité, culture paroissiale et de suggestion conduisant au patronage et au développement des relations clientélares.

La société insulaire qui n'est pas « gélatineuse » s'est construite son propre centre politique « officieux ». Elle s'est dotée d'un système politique appelé clan. Le paradigme centre-périphérie sera alors utilisé pour l'analyse de la formation sociale elle-même.

Attribuer au clan la « qualité » de système implique qu'il doit être considéré comme un tout organisé, composé d'éléments en inter-relation. Ainsi structuré, il devient une entité supérieure disposant d'une qualité qui lui est propre ; la gestion du politique, ou plus exactement son interprétation. Il utilise des micro-mécanismes « culturels » produits par le milieu anthropo-social et l'éco-système environnant portant la marque de son appartenance à l'aire méditerranéenne.

Vivant en étroite symbiose, les deux éléments clans (centre politique officieux), société (environnement social) rétroagissent l'un sur l'autre jusqu'à se confondre. Ils sont congénitalement liés et n'existent que l'un par/dans l'autre. Ils se justifient mutuellement. Produit anthropologique de la société corse, le clan reçoit pour mission la protection de la société insulaire des atteintes et souillures extérieures. Légitimé par cette société, ce qui signifie reconnu comme le modèle obligé et nécessaire de gestion du politique, il assure l'articulation des rapports de la Corse à l'Etat.

Cette affirmation enclenche un troisième niveau intermédiaire d'utilisation du modèle centre-périphérie : les rapports entre le centre étatique et le système politique périphérique (Etat-clan).

Reconnu culturellement et socialement par sa périphérie qui lui confie une mission/fonction, le clan pour jouer son rôle de médiateur doit obtenir la reconnaissance « technique » de l'Etat.

Dans le système de démocratie dite représentative où la souveraineté appartient à cette entité abstraite que constitue la nation, la reconnaissance officielle vient de l'élection et va nécessairement aux élus de la nation. Dès lors le clan « jouera » aux élections et ses composants obtiendront le statut d'élus.

Ainsi il possède une double légitimité : légitimité culturelle, légitimité élective produite par le modèle légal-rationnel républicain. Celle-ci lui confère une place de choix dans la gestion des rapports entre le centre et la périphérie, car il en constitue l'articulation, la jointure, le passage obligé pour la communication des messages que s'adressent les deux pôles centraux et périphériques.

Il n'est pas besoin de s'étendre sur la périphérialité de la Corse, elle s'explique à la fois par des éléments géographiques (île, éloignement, superficie), historico-culturels (forte spécificité), économiques (sous-développement), politico-humains (240 000 habitants, faible densité). L'île est intégrée à un ensemble plus vaste régi par un modèle d'organisation centralisé et unitaire. Le découpage territorial opéré par le centre a fait de la Corse en juin 1960 un département métropolitain rattaché à la région Provence-Côte d'Azur. Le projet référendaire d'avril 1969 l'érigerait

en région monodépartementale, collectivité territoriale. Après l'échec de ce projet, le décret du 9 janvier 1970 en fait une circonscription d'action régionale, devenue par la loi du 5 juillet 1972, établissement public régional monodépartemental « doté d'un Conseil régional particulièrement étroit »²² de 14 membres, chiffre porté à 20 par la loi du 28 décembre 1980. La loi du 15 mai 1975 divise, entre-temps, l'île en deux départements « Corse du Sud » et « Haute Corse ». Quelles que soient les modifications apportées par ces différents aménagements, ils ne dérogeaient pas au principe de la centralisation seulement atténuée par les techniques de la déconcentration administrative.

La gestion du mécanisme d'échanges entre le centre étatique et la périphérie insulaire correspond selon la typologie de J. Chevalier au modèle centripète²³ qui privilégie l'emprise du pôle central sur le segment périphérique. Ce modèle a subi à partir de 1982, avec la politique de décentralisation, des modifications sensibles. Les dispositions contenues dans les lois de décentralisation avaient pour objectifs de reconnaître aux collectivités territoriales de nouveaux pouvoirs et de dégager les moyens d'exercer des compétences transférées. Dès lors le modèle centripète est devenu participatif. Le glissement opéré a abouti à attribuer à la Corse un statut particulier. Celui-ci, bien que considéré comme insuffisant par bon nombre d'observateurs, porte en germe potentiellement une redéfinition de l'articulation des rapports de la Corse au pôle étatique central.

2. A l'utilisation des modèles

Le modèle centripète de gestion des mécanismes d'échanges entre un pôle central et un pôle périphérique convient tout à fait pour illustrer le fonctionnement d'un Etat unitaire centralisé. Une définition de ce modèle s'impose donc avant d'observer les modifications apportées par la décentralisation.

a) Définition du modèle centripète (l'Etat centralisé)

Le modèle centripète privilégie l'idée de cohésion, d'unité et donne en conséquence au pôle central le pouvoir fondamental d'orientation et d'impulsion. Par l'emprise intégratrice et unificatrice du centre, diffusant des normes « rationnelles » communes, il tend à réduire les particularismes qui gravitent à la périphérie. Les éléments périphériques sont dépourvus d'autonomie constitutive. Leur identité est définie par le pôle central qui détermine leur statut, leurs compétences et leurs champs d'application. Soumis donc à l'autorité permanente du centre, les segments périphériques lui servent essentiellement de relais d'informations et d'exécution. Ils remplissent vis-à-vis du centre une double mission :

— d'une part ils communiquent au centre des informations sur les réactions du milieu social à la mise en œuvre de ses directives ; ils remplissent alors la fonction de « thermostat » permettant au pôle central d'apporter des correctifs à sa politique en fonction des réactions ;

— d'autre part ils transcrivent sur le terrain les choix effectués au sommet, en ce sens ils ne constituent que des prolongements ou plutôt projections/reproductions du pôle central.

Ce modèle rend assez bien compte du fonctionnement de l'organisation étatique française et d'ailleurs a fait l'objet de nombreuses analyses²⁴. Il est basé sur un pôle central très fortement structuré, entouré d'une techno-administration, dont le noyau dur, la chambre des machines pour reprendre une expression de B. de Jouvenel, est constitué par le gouvernement (différents ministères), les directions générales de l'administration centrale et le parlement.

Le deuxième élément est quant à lui défini au pluriel mais un pluriel organisé, homogène. Ce sont les collectivités territoriales telle qu'elles sont définies par le titre XI « des Collectivités territoriales » de la constitution du 4 octobre 1958 (art. 72, 73, 74, 75, 76). A la jonction des deux éléments se situent les services extérieurs de l'Etat (projection à la périphérie des directions ministérielles) avec à leur tête le préfet. Ce type d'organisation est caractéristique de la déconcentration. La prééminence du modèle centripète dans les Etats modernes s'est manifestée par la généralisation à tous les niveaux du système politique, du schéma d'organisation bureaucratique. Ce schéma est basé sur le principe d'unité de direction et de concentration du pouvoir de décision au sommet. Il se traduit par la subordination totale du pôle périphérique au pôle central. Ce modèle est caractéristique de la forme unitaire et centralisée des Etats. C'est sur ce schéma qu'est bâtie l'articulation des dispositifs de pouvoir au sein de l'ordre politique.

Les différents relais périphériques fonctionnels (services extérieurs de l'Etat) ou territoriaux (collectivités territoriales) mis en place par l'Etat sont en effet rattachés au centre par un lien de dépendance étroit. Même insérés dans un milieu fortement localisé (spécifiques) et gérés par ses représentants (élus), les segments périphériques restent placés sous la dépendance du centre. Celui-ci décide unilatéralement et souverainement de leur configuration. Le centre détient la « compétence de la compétence » alors que la périphérie ne reçoit que des compétences d'attributions, déléguées par le centre. Cette dépendance de la périphérie est multiple ; tant à la fois juridique (création ou suppression des collectivités territoriales), financière (subvention de l'Etat) et s'exerce par le jeu des contrôles dits de tutelle (les collectivités territoriales étant considérées comme des incapables majeurs dont il faut prévenir les défaillances pour eux-mêmes et pour la collectivité).

En fait la relation entre le centre et la périphérie n'est pas unilatérale mais réversible : les partenaires sont interdépendants et ont besoin l'un de l'autre. Le centre détient certes le pouvoir d'impulsion mais il a besoin de la médiation de la périphérie pour communiquer avec le milieu social.

La position périphérique donne par elle-même des armes suffisantes pour résister à l'emprise du centre et acquérir une certaine influence dans l'élaboration des décisions. Le centre tire de la périphérie l'information indispensable à son action. Or, cette information n'est jamais totalement fiable ; la distance qui sépare le centre de la périphérie peut entraîner une déperdition, un brouillage de l'information. De cette situation stratégique le pôle périphérique cherche à tirer profit. La périphérie est en contact avec l'environnement, c'est elle qui en premier reçoit les demandes de cet environnement. Dans la fonction de transmission des demandes, la périphérie peut traiter l'information brute, l'interpréter, l'organiser, faire de la rétention d'information. La remontée de l'information peut être entravée par les blocages et les coupe-circuit. Dans ces flux bilatéraux de circulation de l'information, l'accès au système politique s'accomplit par l'intermédiaire de « portillons structurels » que gardent des portiers²⁵. La fonction des « portiers » est un rôle politique plus ou moins spécialisé suivant l'état de développement de la division du travail politique. Cette fonction est en fait limitée à un tout petit nombre d'acteurs politiques : les élus (ou tout au moins à certains d'entre eux).

« L'élus est le locuteur de besoins, d'aspirations latentes dans le micro-social, qu'il sélectionne en fonction de sa connaissance des réseaux d'accès à la filière administrative, etc.²⁶. »

Dans la transmission de l'information/demande de la périphérie vers le centre, les élus remplissent une fonction déterminante. La « force » de l'élus sera mesurée par sa capacité d'influencer en amont les réponses émanant du centre. Mais dans cette relation tous les élus ne jouent pas le même rôle. Il est une catégorie d'élus particulièrement performante, celle que J.C. Thoenig appelle les « élus cumulants » ceux qui détiennent plusieurs mandats électoraux.

L'influence dont dispose le cumulant découle du simple fait qu'il est simultanément présent à plusieurs niveaux à la fois dans sa filière, ou même dans deux filières, tel le sénateur-maire qui est en même temps président d'un groupement économique local, d'une chambre d'agriculture et d'un comité d'expansion²⁷.

L'un des mandats lui permet de renforcer sa position dans l'exercice de l'autre et il peut donc jouer, de façon complémentaire, plusieurs jeux différents à la fois. Parmi ces mandats un au moins doit être local (pour permettre à l'élus d'être en prise directe avec son milieu), un autre doit être national (député ou sénateur). Ce dernier est indispensable pour avoir accès, sans intermédiaire, « à la chambre des machines », au noyau dur, là où s'élaborent les décisions. Ceux qui se trouvent dans cette situation ont un pouvoir extrêmement important qui peut aller jusqu'à modifier les décisions du centre²⁸.

A côté de cette mission d'intermédiaire, entre la périphérie et le centre, qui n'est pas neutre, c'est aux segments périphériques, à ceux

qui les gèrent qu'incombe la responsabilité considérable de rendre effectif les choix politiques. Là encore, comme pour le traitement et la remontée de l'information, l'exécution suppose une marge d'initiative, une latitude d'appréciation des exécutants qui peuvent donc adapter, infléchir ou paralyser les décisions.

Par le biais des « compétences » qui lui sont reconnues, la périphérie obtient une emprise plus en amont. Le modèle centripète ne saurait donc être réduit à une domination sans partage du centre sur une périphérie assujettie et molle « la revision de la thèse de l'omnipotence de l'Etat conduit à reconnaître de plus en plus à la périphérie un pouvoir spécifique capable de freiner la puissance centripète du pouvoir central ²⁹ ». La périphérie ayant accès au centre, elle dispose sur lui de moyens de pression. La forme centralisée de l'Etat ne supprime pas tout pouvoir local mais « en gère des formes spécifiques obscures, parallèles suffisamment affirmées pour contre-balancer le pouvoir du sommet ³⁰ ».

Ancrés dans un milieu spécifique sur lequel ils s'appuient fermement, reconnus culturellement par leur environnement, les pouvoirs périphériques finissent par acquérir une consistance propre ayant des intérêts, non assimilables à ceux du centre.

« Le centre ne peut se contenter d'imposer sa volonté par voie d'autorité, il est tenu de négocier avec la périphérie pour s'assurer son concours et sa collaboration et cette négociation aboutit à transformer la relation entre centre et périphérie en relation d'intercontrôle et d'interdépendance ³¹. »

En fait le système qui prévaut dans l'organisation territoriale française est, selon J.C. Thoenig ³², celui de la « régulation croisée ». Ce modèle de régulation croisée, le clan l'a toujours développé dans sa mission de protection de la société corse. Pouvoirs officieux, sa reconnaissance était fonction de ses capacités de réinterprétation des décisions « centrales », et d'intervention en amont.

Devant l'opacité des relations entre centre et périphérie, devant « les formes obscures et parallèles » que prennent les pouvoirs périphériques, on assiste dans de nombreux pays et notamment en France à des tentatives visant à substituer au schéma d'organisation centralisé et de régulation croisée, une nouvelle version plus souple, dite « participative », du modèle centripète. Cet aménagement consiste à renforcer le pôle périphérique et ses pouvoirs en opérant un glissement de responsabilités.

b) Le modèle centripète de type participatif (la décentralisation)

« On peut définir la décentralisation comme un triple transfert de pouvoirs, de compétences et de ressources humaines et financières de l'Etat en faveur des élus des collectivités territoriales de différents niveaux : communes, départements, régions ³³. »

La décentralisation constitue une technique d'organisation de l'Etat unitaire. Celle-ci se réalise par application de cette technique et la reconnaissance par l'Etat d'intérêts locaux propres gérés par les intéressés. La décentralisation suppose la création d'entités détenant la personnalité morale de droit public : les collectivités territoriales. Si la décentralisation implique l'existence de compétences propres au profit des autorités locales, elle signifie aussi une certaine limitation, un contrôle de l'Etat. Les collectivités territoriales ne possèdent pas un pouvoir à titre originaire. Elles n'ont que des compétences déléguées.

« Ces compétences n'existent que tant que l'Etat veut bien les reconnaître aux autorités locales, il peut donc les réduire, les augmenter, les modifier ou même les supprimer³⁴. »

On peut à partir de cette définition dessiner les trois axes principaux de la politique de décentralisation mise en œuvre et développée à partir de mars 1982. Il convient toutefois d'effectuer une remarque liminaire. Bien que la nécessité de la décentralisation ait été ressentie par divers courants politiques, la réforme a été beaucoup plus impulsée par le centre que par la périphérie. Sans se livrer, donc, à une analyse juridique, soulignons les trois lignes de force :

— *Répartition nouvelle des pouvoirs* : la loi du 2 mars 1982 « Droits et libertés » et les textes la complétant ou la modifiant instituent un exécutif élu dans le département et la région, substituent le contrôle administratif à la tutelle, créent un pouvoir régional et « prennent en compte la spécificité de certaines régions (Corse, régions d'Outre-Mer)³⁵ ».

— *Contenu des pouvoirs* (compétence) : la loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification établit une procédure décentralisée d'élaboration et d'exécution du plan comportant association étroite des régions et de l'Etat. Dans son cadre s'exerceront les nouvelles compétences économiques des collectivités territoriales pour le développement économique. Les lois du 7 janvier et 22 juillet 1983 opèrent une nouvelle répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat³⁶.

— *Financement des nouveaux pouvoirs* : à partir du moment où l'Etat transfère vers les collectivités territoriales de nouveaux pouvoirs/compétences, celui-ci se doit de prendre des mesures financières d'accompagnement pour leur exercice. « A cet égard, les lois sur les compétences amorcent une série de transferts d'impôts, prévoient des « compensations » pour transferts, regroupent et globalisent les subventions étatiques, en dotations globales, en attendant que s'ouvrent ultérieurement les discussions sur une réforme des finances locales devenue indispensable à cause de la décentralisation.

La décentralisation opère donc un rééquilibrage entre l'Etat et les collectivités territoriales par l'atténuation des principes de centralisation, par une répartition des compétences entre le centre et les pouvoirs locaux périphériques. Le pouvoir de décision se trouve ainsi plus large-

ment diffusé et territorialisé en partie à la périphérie. La décentralisation peut donc s'appréhender comme la reconnaissance de pouvoirs périphériques auxquels le centre transfère des compétences et des moyens d'exercice de ces compétences.

Avec cette répartition, cette diffusion, nous sommes passés du modèle centripète, au modèle centripète participatif.

Selon J. Chevalier³⁷ le mouvement « répond à deux grands types d'impératifs : des impératifs d'ordre technique et ceux de type politique ».

L'abondance de l'information et son traitement dans les organisations de très grandes dimensions rendent indispensables la localisation, la territorialisation-visualisation, du pouvoir de décision. Cette création de lieux de pouvoirs à la périphérie a pour conséquence de dégorger le niveau central, de confier des attributions à ceux qui sont les plus « compétents » pour les assumer, de réaliser une plus grande souplesse de gestion, de raccourcir les circuits de décisions, et de rapprocher les décideurs, les acteurs sociaux. L'ensemble de ces éléments caractérise les impératifs techniques dont la mise en œuvre doit permettre de réduire les dysfonctionnements du système.

Mais l'organisation du modèle centripète participatif par la diffusion/territorialisation des responsabilités répond aussi à des impératifs d'ordre politique. Cette diffusion permet de retenir, fixer, polariser les conflits à la périphérie et d'éviter qu'ils ne perturbent le fonctionnement d'ensemble du système. Les unités périphériques constituent une ligne d'avant, un écran protecteur destinés à mettre en place un dispositif de régulation partielle destiné à empêcher la remontée du conflit au centre.

A partir des attributions qui leur sont reconnues et des capacités régulatrices qu'ils acquièrent et développent, les pôles/pouvoirs périphériques assurent la gestion des contradictions sociales, interviennent dans le règlement des conflits pour la définition de politiques appropriées ; assument les compétences qui leur ont été transférées par l'Etat ; négocient même avec l'appareil étatique central la redéfinition de nouvelles politiques économiques sociales culturelles. Un lien contractuel, par le biais de procédures de négociation et de concertation, va peu à peu se développer, remplaçant celui de la domination/sujétion du centre sur la périphérie.

Dès lors le voile des rapports entre les appareils centraux étatiques et les gestionnaires locaux se soulève et le nuage de fumée (régulation croisée) tend à se dissiper. Les collectivités territoriales s'administrent librement par des conseils élus et règlent, par délibération, les affaires qui sont de leur compétence.

La contribution demandée au pôle périphérique a pour effet d'éviter les comportements de repli et d'entraîner un engagement actif, un investissement personnel des décideurs locaux tendant à les responsabiliser. Il s'agit d'obtenir la collaboration des décideurs (élus), de les impliquer au maximum dans les décisions de telle sorte que le centre ne sera pas tenu pour responsable de l'apparition éventuelle d'un conflit à la périphérie.

Le déplacement/glisement de pouvoir de décision du centre vers la périphérie s'effectue dans le cadre de limites précises et fixées unilatéralement par le pôle central. L'aménagement du processus décisionnel ne va pas jusqu'à rompre le lien de dépendance (les collectivités territoriales sont des créations de l'Etat).

C'est toujours par un geste unilatéral que le centre délègue ses responsabilités, transfère (le terme illustre bien l'unilatéralité) et répartit les compétences. Cette répartition est elle-même strictement précisée et ne modifie pas les positions respectives et fondamentalement inégales des deux pôles. Le centre s'auto-organise, s'auto-détermine, détient le pouvoir de création (compétence de la compétence), la périphérie est déterminée, organisée par le pôle central.

L'autonomie plus grande des unités périphériques au sein du système politique ne supprime pas toute régulation centrale. La liberté des segments périphériques est une liberté encadrée, surveillée. Même lorsque les pôles périphériques sont théoriquement maîtres de leur gestion et de leurs décisions, ils ne peuvent pleinement tirer parti de cette liberté compte tenu de l'insuffisance de leurs ressources (problème des transferts financiers afférent aux transferts de compétences ; question de la réforme de la fiscalité locale, etc.) ; de l'existence de profondes disparités dans la détention de l'information, des moyens d'expertise technique (création d'une fonction publique territoriale, partition des services extérieurs de l'Etat, mise à disposition d'autres... auprès des exécutifs élus des collectivités territoriales).

Par les échanges continus avec sa périphérie, le centre vise essentiellement à surmonter les capacités de blocage des segments périphériques et à obtenir leur collaboration active, leur responsabilisation pour l'exécution d'objectifs précis. Le centre socialise ses partenaires périphériques en les amenant à intérioriser sa logique d'action. La périphérie dans sa représentation est la projection du modèle/fonctionnement du centre, la copie conforme. Le remodelage politique de la périphérie par la participation sert en définitive à améliorer le fonctionnement d'un modèle qui reste profondément centripète.

Ce déplacement/glisement du pouvoir de décision qu'illustre le processus de décentralisation « descendante » est cependant contenu dans des limites définies et précisées par le centre. Ce mouvement s'opère en direction de segments périphériques, ou plus précisément vers les pouvoirs locaux et leurs détenteurs : c'est-à-dire les élus.

L'opacité des relations entretenues par le modèle centripète se dissipe ; la gestion traditionnelle caractérisée par la régulation croisée se trouve remplacée par l'intervention directe des élus (dans les domaines de compétences transférées). Ceux-ci se doivent alors de devenir les gestionnaires-décideurs. Un changement de statut est opéré : le médiateur élu devient décideur. Une « ligne d'avant » se forme qui interviendra pour le règlement des affaires de la compétence du pôle périphérique.

Dans ce processus de transfert du pouvoir de décision, force est de constater que les structures classiques ont révélé une grande capacité de résistance, voir mieux encore d'adaptation, par rapport aux changements politiques et sociaux induits par la décentralisation.

En Corse le gestionnaire du nouveau modèle d'organisation des rapports de l'Etat à la périphérie défini par le Statut particulier s'est trouvé être cet invariant historique préalablement défini en introduction. Cependant sa fonction s'est vue modifiée. Le modèle centripète avait confié au système clanique une mission de médiation des décisions étatiques et de catalyse des demandes périphériques. Celles-ci correspondaient parfaitement à la fonction d'invariant historique traditionnel du clan dans l'articulation des rapports de la Corse à l'Etat. Les implications des décisions prises n'apparaissaient pas comme imputables au clan, mais relevant totalement de l'Etat seul centre d'impulsion officiel.

Avec la décentralisation, de médiateur le clan devient décideur et apparaît donc en première ligne, endossant la totalité des décisions qui sont prises. Son pouvoir, contrairement à celui de l'Etat, est un pouvoir de proximité, presque palpable : de système officieux il devient officiel. Ce changement de statut conduit, sur le court terme, au renforcement de son pouvoir ou, comme l'ont souligné certains, au « sacre des notables ». Mais les nouvelles compétences acquises, l'institutionnalisation du pouvoir, rendent le clan responsable... et par là même contestable.

La décentralisation est une réforme de structure dont le résultat ne pourra se mesurer que sur le long terme. Si dans l'immédiat elle conduit au renforcement des pouvoirs des notables locaux, elle porte aussi en germe non pas leur disparition, mais tout au moins leur profonde transformation. Réforme structurelle, la décentralisation doit répondre au moins à deux objectifs :

— Un objectif technique : qui par le transfert des compétences et des pouvoirs amène à un « raccourcissement » des processus de décision, une atténuation de ce même processus. Cette réduction rend la gestion plus adaptée et plus efficace. Les pouvoirs locaux trouvent leurs capacités d'interventions renforcées par rapport aux crises qui surviennent dans l'environnement.

— Un objectif politique : car la décentralisation constitue un progrès de la démocratie. Elle rapproche les citoyens des décideurs et par-là même permet l'instauration d'un contrôle plus effectif de leurs actions. Elle favorise l'émergence de contre-pouvoirs par rapport à l'emprise toujours plus technicienne de ce Leviathan des temps modernes qu'est l'Etat. Le retour à la démocratie de pays comme l'Italie (1948), le Portugal (1976), la Grèce et l'Espagne (1978), après de longues périodes de dictature, s'est accompagné de la mise en œuvre de politique de décentralisation hardie.

La combinaison de ces deux objectifs conduit à une redéfinition du statut de l'élu local qui se trouve investi de nouvelles missions.

Le modèle de régulation croisée, selon P. Allières³⁸, avait défini cet élu local comme un notable. La définition de celui-ci répond à l'articulation de trois facteurs :

— l'apolitisme : car la position sociale du notable est plus déterminante que son rapport/appartenance au système partisan et son rattachement à l'un des protagonistes ;

— la personnalisation : elle se trouve fondée sur l'hérédité et la réputation familiale. Elle joue un rôle décisif dans l'orientation des préférences et des choix du public ;

— le localisme : l'élu local se doit de représenter et de défendre des intérêts locaux : il en est l'expression vivante. Ceux-ci, dans l'action quotidienne du notable, prennent le pas sur l'engagement d'un programme plus général.

De ces trois critères et de leur combinaison, P. Allières montre que la gestion locale peut se structurer autour de deux grands modèles. Le premier, qualifié de *familial paternaliste*, est caractérisé par une faible pression fiscale locale, de faibles investissements et réalisations, des interventions dans le domaine des infrastructures d'enseignement et d'aide sociale. Rien dans ce modèle ne favorise le développement économique et la création de richesses ; tout est basé sur la redistribution de prestations sociales et de subventions attribuées par l'Etat.

Le second modèle, *animateur-gestionnaire*, est quant à lui caractérisé par une intervention marginale des élus « dans un rapport financier et administratif de dépendance structurelle vis-à-vis du pouvoir central et de ses projections techniques périphériques ».

Apolitisme, personnalisation et localisme sont les règles de fonctionnement qu'utilise le système clanique corse et en ce sens le comportement de ses représentants correspond à celui des notables provinciaux. La spécificité du clan insulaire est à rechercher dans son organisation en système cohérent et totalisant. Alors que les notables constituent le multiple, le clan est synonyme d'unité.

Cependant, la décentralisation peut conduire à l'apparition d'un nouveau modèle de gestion du local et une redéfinition du rôle de l'élu : celui de *dirigeant-décideur*. Dirigeant car il conduit la collectivité territoriale dont il est l'élu ; décideur car il détient de nouveaux pouvoirs dévolus par l'Etat. Cette modification devrait entraîner presque inéluctablement une professionnalisation du rôle de l'élu (nécessité de définir un statut, limitation du cumul des mandats électifs). L'élu de la décentralisation devra donner la preuve (quotidiennement) qu'il sait diriger une entreprise « politico-administrative » pour lui faire produire des ressources locales³⁹.

Cette production de ressources locales nécessite la mise en œuvre de politique comprenant des techniques de programmation, de prévision, de planification et d'exploitation des ressources locales. « Il doit s'opérer un glissement de l'allocation de ressources vers la production de ressources »⁴⁰.

Mais tout ne peut résider dans la redéfinition du rôle et du statut de l'Elu. La réussite politique et technique de la décentralisation passe, aussi, par la mobilisation des forces vives, des acteurs et agents du changement social. Le mouvement descendant qu'est la décentralisation doit, nécessairement, être relayé par un mouvement ascendant provenant du milieu : l'organisation des citoyens-acteurs du changement social contrôlant l'action des élus qu'ils se sont donnés.

La décentralisation ne peut, ne doit pas correspondre à une projection de l'organisation du centre (hiérarchisé et bureaucratisé) sur la périphérie.

Si tel était le cas, elle constituerait une reproduction, à un niveau inférieur, du modèle central et entraînerait disharmonie et disfonctionnement.

La décentralisation doit induire des processus de diffusion du pouvoir, de l'information et de l'action associant le plus grand nombre possible d'acteurs. Sa réussite réside dans la mobilisation de l'effort pour la recherche de synergies tournées vers le développement économique social culturel et politique.

La plus ou moins grande réalisation de cet objectif marquera l'échec ou la réussite de cette réforme structurelle qu'est la décentralisation.

Corte, mai 1986

NOTES

1. F. Pomponi, « A la recherche d'un "Invariant" historique : la structure clanique dans la société Corse », in *Pieve e Paese, Les communautés rurales en Corse*, C.N.R.S., 1980, pp. 7-8.

2. C. Olivesi, Le système politique corse dans sa nature méditerranéenne, Thèse de doctorat dactylographiée, juillet 1982, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille III.

3. F. Pomponi, *op. cit.*

4. Ludwig von Bertalanffy dans les années vingt a entrepris des travaux sur la cellule et les échanges avec l'extérieur. Ces échanges furent formalisés en utilisant la notion de système en relation avec son environnement. C'est à la confluence de diverses études sur les systèmes biologiques, de communication, de la cybernétique... que le biologiste lance la théorie générale des systèmes.

Théorie générale des systèmes, L. von Bertalanffy, Dunod, novembre 1984.

5. E. Morin, *La méthode I. La Nature de la Nature*, Seuil, 1977, pp. 202-205.

6. J. Chevalier, *Le modèle centre/périphérie dans l'analyse politique*. Centre, *périphérie, territoire*, Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, P.U.F., 4^e trimestre 1978, pp. 3-6.

7. J.P. Cot et J.P. Mounier, *Pour une sociologie politique*, t. 1. *L'analyse systémique*, Seuil, coll. Points, 1974, pp. 197-226.

8. P. Gremion, *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et Notables dans le système politique français*, Seuil, 1976.

9. J. LECA, R.F.S.P., 1977, pp. 571-572. Pour une analyse comparative des systèmes politiques méditerranéens.

10. *Idem.*
11. Bertrand Badie, « Formes et transformations des communautés politiques », in *Traité de Science Politique*, Tome 1 sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, P.U.F., 1985.
12. Document introductif à la table ronde sur « la communauté en Méditerranée », *Peuples Méditerranéens* n° 18, janvier-mars 1982.
13. René Gallissot, « Sociétés segmentaires et violences politiques ; critique des interprétations de la segmentarité : rapports d'exploitation et reproduction sociale », in *Le Concept de Classes Sociales dans l'analyse des Sociétés Méditerranéennes XVI^e-XX^e siècles*, Actes des journées de Bendor 5-6-7 mai 1977 ; *Les Cahiers de la Méditerranée*, Nice, 1978.
14. Bertrand Badie, « Formes et transformations des communautés politiques », *op. cit.*
15. René Gallissot, *op. cit.*
16. *Ibidem.*
17. « La Communauté en Méditerranée », *op. cit.*
18. Jean Leca, « Pour une analyse comparative des systèmes politiques méditerranéens », *op. cit.*
19. René Gallissot, *op. cit.*
20. Bertrand Badie, *op. cit.*
21. Sur les différentes interprétations de la segmentarité nous renvoyons à l'étude de René Gallissot citée en référence.
22. M. Bourjol et S. Bodard, *Droits et Libertés des collectivités territoriales. Le statut particulier de la Corse*, Masson, septembre 1984, pp. 210-221.
23. J. Chevalier, *op. cit.*, pp. 197-226.
« Ce schéma de régulation bipolaire n'est jamais parfaitement équilibré : il oscille en fait, dans un compromis instable, entre deux modèles opposés, l'un de type centrifuge qui met l'accent sur les articulations périphériques, l'autre de type centripète qui privilégie l'emprise du centre », p. 107.
24. Parmi ces analyses il convient de citer tout particulièrement :
— P. Gremion, Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notables dans le système politique français ;
— J.C. Thoenig, Relation entre le centre et la périphérie en France ;
— J.P. Worms, Le Préfet et ses notables.
25. J.P. Cot et J.P. Mounier, *op. cit.*, « L'expression des exigences », pp. 202-206.
26. P. Allies, « La Décentralisation entre modernisation et crise de l'Etat », in *Les Temps Modernes*, février 1985, « La Décentralisation », pp. 1429-1479.
27. J.C. Thoenig, « Relation entre le Centre et la Périphérie en France », *Bulletin de l'I.I.A.P.*, octobre-décembre 1975, pp. 90-91.
28. Parmi les mandats électoraux en Corse, onze sont de réelle importance : les six mandats de parlementaires (quatre députés et deux sénateurs), les deux présidences de Conseils généraux (Corse du Sud et Haute-Corse), les municipalités d'Ajaccio et de Bastia et la présidence de l'Assemblée de Corse.

Haute-Corse		Corse du Sud	
Ville Bastia	M.R.G. (3°)	Ville Ajaccio	C.C.B. (2°)
C. Général	M.R.G. (1°)	C. Général	U.D.F.
Sénat	M.R.G. (1°)	Sénat	C.C.B. (2°)
Députés	R.P.R.	Députés	M.R.G.
	M.R.G. (3°)		R.P.R. (4°)

REGION DE CORSE

Présidence : R.P.R. (4°).

Bureau Assemblée : 2 vice-présidents M.R.G. (1°).

Sur les onze mandats, le M.R.G. en détient cinq et est associé en partie au bureau de l'Assemblée de Corse par le vice-président, la majorité parlementaire en détient six. Tous ne sont pas d'égale importance, certains directement ou indirectement cumulent plusieurs de ces mandats.

Le maire de la ville de Bastia a accès à l'Assemblée nationale par l'intermédiaire de son fils qui est député.

Le président du Conseil de la Haute-Corse siège au Sénat, mais garde un contact étroit avec sa commune et ses entrées à l'Assemblée de Corse par l'intermédiaire de son fils qui est tout à la fois maire et vice-président de l'Assemblée.

29. P. Birnbaum, « Les détenteurs du pouvoir politique dans la France de la V^e République : à propos du centre et de la périphérie », p. 123. Notes et Etudes de la Documentation Française : n° 4786/4688/4689.

30. P. Gremion, *op. cit.*, p. 12.

31. J. Chevalier, *op. cit.*, p. 121.

32. J.C. Thœnig, *op. cit.*, p. 79.

33. Debbasch, Bourdon, Pontier, Ricci, Droit constitutionnel et Institutions politiques, *Economica*, décembre 1983.

34. M. Abeles, « Les Chemins de la Décentralisation » : *Les Temps Modernes, Décentralisation*, février 1985, pp. 1393-1428.

35. M. Bourjol, S. Bodard, Droits et libertés des collectivités territoriales, Masson, Collection Droit de l'Administration locale, septembre 1984, pp. 55-61.

36. Il s'agit de la loi n° 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et de l'Etat.

La loi n° 82/623 du 22 juillet modifiant et complétant la loi n° 82/213 du 2 mars, précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités des collectivités territoriales.

La loi n° 82/653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification.

La loi n° 83/8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

La loi n° 83/663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n° 83/8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences.

37. J. Chevalier, *Le modèle Centre/Périphérie*, *op. cit.*, pp. 122-126.

38. P. Allies, La Décentralisation entre modernisation et crise de l'Etat, *op. cit.*

39. *Idem.*

40. *Idem.*

LA CORSE, L'EN-VIE, LA MORT

De la communauté à la modernité : un frein au développement dans l'imaginaire insulaire ?

Anne CODACCIONI-MEISTERSHEIM

Il s'agit, ici, d'une réflexion interdisciplinaire sur l'envie — *l'invidia*¹ — dont les premiers éléments d'analyse nous sont apparus au cours d'une étude qualitative sur le tourisme en Balagne². Cette étude faisait apparaître un thème le plus souvent formulé ainsi :

« Ce qui tue la Corse, c'est l'envie ! »

Cette réflexion, apparemment banale et relevant exclusivement de l'ordre de la morale, en quoi pouvait-elle être signifiante dans l'ordre du social ? Il faut d'abord noter la fréquence avec laquelle cette réflexion apparaît, dans un contexte où elle surprend d'abord comme une sorte d'anachronisme, de « fausse note ». Comme une maladresse insolite. Et c'est le caractère de l'insolite, du « déplacé », de l'anomique qui est déjà intéressant en soi. Avant d'arriver, au terme de l'analyse, à montrer que c'est justement dans ce contexte-là, celui du tourisme, que ce thème se devait d'apparaître de façon privilégiée, c'est d'abord cette fréquence et cette force de l'expression qu'il faut retenir ; il m'a semblé être en présence d'un « invariant culturel », d'une sorte de « noyau dur », rémanence ou élément de structure permanente qui ne pouvait manquer d'avoir une signification importante.

En fait, lorsqu'on devient attentif à ce thème, on se rend compte que c'est un peu un sujet « maudit », un sujet « tabou » et qui exerce une sorte de fascination : à la fois affleurant toujours et toujours censuré, aussi bien dans la conversation quotidienne que dans la recherche scientifique.

1. L'envie, comment ? pourquoi ?

Ce thème a cependant été traité, sous certains de ses aspects, dans le domaine corse, ces dernières années. Tout d'abord par les historiens puis par les ethnologues, mais aussi plus ou moins directement par les romanciers. Une des premières analyses ethnologiques que l'on puisse trouver de ces « traits de mentalité intemporels » serait faite par Salvatore Viale, poète corse du XIX^e siècle, qui observe que

« ...la richesse, la dignité d'un homme, son crédit peuvent lui créer des inimitiés parmi les gens de son village ; parfois l'acquisition ou l'agrandissement d'un champ, une nouvelle maison ou la restauration d'une vieille et jusqu'à des fenêtres garnies de persiennes ou de tentures peuvent être à l'origine de l'envie ou de la malveillance... L'homme qui, par les dons de la nature ou du sort pense pouvoir s'élever au-dessus des autres est appelé à vivre en butte à l'envie des autres... à l'origine d'une inimitié entre deux factions, la première et la plus ardente à faire du tort à l'autre n'est pas toujours celle qui a été la plus offensée ou qui est la plus forte mais bien plutôt celle qui est la plus faible en force et en nombre ³... »

Si l'historien cite ces traits de permanence structurelle qu'ethnologues et anthropologues ou simples observateurs de mœurs méditerranéennes ont relevés çà et là, qu'il s'agisse de Campbell chez les Sarakatsans, de Pitt-Rivers pour l'Espagne, de Peristiany pour la Grèce, de Boissevain pour Malte ou de Dolci et de Fernandez pour l'Italie méridionale et la Sicile ³, il fait aussi remarquer que Giovanni della Grossa — chroniqueur corse du XIV^e siècle — place l'*invidia* à l'origine des inimitiés privées comme des antagonismes claniques dans la Corse médiévale.

Voilà donc l'envie campée au cœur de la vie sociale de la Corse traditionnelle où l'on trouve sa trace dans les temps les plus reculés, associée par les historiens et les chroniqueurs aux conflits nombreux qui traversent et structurent les relations des différentes communautés. Elle serait donc présente au cœur du politique et José Gil ⁴ montrera comment cette société corse avait su canaliser cette force de l'envie pour en faire un ciment du lien social.

Le fait que l'envie perdure de nos jours ou réapparaisse avec plus de vigueur encore ne signifie-t-il pas qu'elle relève aussi de l'univers de l'économie ? Des économistes très nourris de la pensée de René Girard, Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel ⁵ vont apporter à l'étude de l'envie une contribution précieuse qui nous permettra d'approcher cette synthèse de l'anthropologique, de l'économique et du politique.

Mais avant de tenter la construction de ce paradigme de l'envie, il convient peut-être d'analyser les précieux éléments de l'approche psychanalytique pour laquelle nous ferons des incursions dans l'univers de Mélanie Klein ⁶. Celle-ci apporte en effet les matériaux sans doute

les plus fondamentaux de ce qui va structurer la construction de l'individu, mais aussi de la société : ceux qui sont constitués des rapports les plus archaïques et les plus déterminants de la personnalité, c'est-à-dire les rapports à la mère. Rapports qui sont à l'origine de l'envie comme de la gratitude, explique Mélanie Klein. Relations à la mère et à la terre, au corps de l'île avec lequel les rapports patrimoniaux sont, eux aussi, ambivalents et vont déterminer, à la marge de l'anthropologique, de l'économique et du symbolique, des comportements particuliers, opaques et paradoxaux.

Si l'envie est parfois, à tort, confondue avec la jalousie — mais les moralistes, quant à eux, vont très bien opérer cette distinction —, notons que le nom de « jalousie » est aussi donné, dans la définition précise du dictionnaire Robert, à « un treillis de bois ou de métal au travers duquel on peut voir sans être vu ». Cette remarque incidente nous livre une autre clé importante : celle du lien entre l'envie et le regard. Le regard par lequel passe le désir, l'envie. Le regard par lequel passe le « mauvais œil » associé encore de nos jours, dans tout l'univers méditerranéen, à cette force de l'envie.

Dans cette constellation de sens de l'envie, il y a à la fois le « voir » et « l'être vu » : l'effet de signe⁷. L'effet de signe, dont le domaine de prédilection est l'espace public. José Gil l'évoque à propos de la place du village, véritable scène où se joue « la lutte des envies »⁸ (même s'il fallait distinguer, en fait, l'effet de signe de l'envie qui a, quant à elle, un caractère obscène qu'il faut cacher, dissimuler).

Nous aurons à évoquer ce caractère ambivalent de l'envie à propos duquel nous analyserons cette situation du *double bind*⁹ des schizo-phrènes — double lien, aussi, de l'individuel et du social. L'envie, en effet, en libérant les forces du désir mimétique est *pharmakon*, c'est-à-dire à la fois poison et remède. Poison parce que c'est le désir mimétique qui passe pour avoir introduit la violence dans la communauté ; remède, parce que c'est en l'expulsant qu'on obtient la paix.

Jean-Pierre Dupuy fait remarquer qu'il y a deux stratégies possibles par rapport à l'envie : la stratégie traditionnelle consistant à étouffer au départ le moteur de la compétition envieuse en le privant de carburant¹⁰. Et la stratégie moderne qui le laisse fonctionner et même l'emballer au moyen du moteur auxiliaire de la lutte pour le prestige et le statut : on soutient le regard des autres, on le défie, on l'excite. Dans cette hypothèse, nous dit encore Dupuy, l'effet de signe et le prestige n'apparaissent que lorsqu'on permet à l'envie d'engendrer les réactions en chaîne dont elle est grosse.

2. Des différentes approches et définitions de l'envie

Avant de tenter une construction synthétique du sens de l'envie, tentons d'analyser chacune des approches sectorielles d'un phénomène à la fois individuel et collectif, traditionnel et consubstantiel à la moder-

nité. Intéressant dans la mesure où il semble se situer au carrefour de deux types de sociétés : c'est-à-dire signifiant aussi bien du lien social traditionnel que du moteur du monde de l'économie. Signifiant, ô combien, dans le malaise même qu'il traduit devant l'enjeu nouveau d'une société en transition qui se cabre devant le monde de l'économie où règne l'argent ; révélateur de cette « mauvaise conscience » — il faudrait dire de cette « conscience malheureuse » devant le marché qu'on lui propose :

« Soit la mort physique, la destruction de ses membres individuels, soit l'ethnocide, l'écroulement des structures sociales traditionnelles et la disparition de sa culture... (par) l'acculturation à l'Occident moderne ¹¹... »

Mais ne peut-on vraiment pas échapper à cette alternative ? Ne peut-on pas postuler pour un développement qui ne serait pas la croissance « cannibale » ?

a) *L'envie et les moralistes*

Au premier abord, il semble bien que l'envie appartienne aux moralistes et à eux seuls. C'est en effet l'un des péchés capitaux. C'est même le seul qui ne procure aucune satisfaction au départ, contrairement à la luxure, à la paresse, etc.¹². Rendre compte d'une conduite en disant qu'elle est envieuse c'est donc, qu'on le veuille ou non, dit J.-P. Dupuy, teinter son discours de réprobation morale. José Gil fait aussi remarquer que personne ne dit à découvert l'envie de l'autre, ce qui serait une honte, un déshonneur, un signe impardonnable de faiblesse ¹³.

Mais en quoi un point de vue moral peut-il intéresser les sciences sociales ? Outre la révélation, à travers le malaise, de la crise morale des mutations d'une société, on devrait pouvoir analyser, à travers le sentiment de culpabilité que ce sentiment inspire, un des freins au développement qui agit dans l'imaginaire collectif.

Mais reprenons d'abord avec J.-P. Dupuy quelques points de vue de poètes ou de moralistes qui vont éclairer notre définition de l'envie. « Il n'y a aucun vice qui nuise tant à la félicité des hommes que celui de l'envie ¹⁴. » En effet, « cette lâcheté qui consiste à se sentir découragé du bonheur des autres et d'être accablé de leur fortune ¹⁵ » comporte une double situation : « car outre que ceux qui en sont entachés s'affligent eux-mêmes, ils troublent aussi de tout leur pouvoir le plaisir des autres ¹⁶ ». Cette passion « rend l'envieux extrêmement tourmenté car, se défiant de ses forces et de ses facultés, il entre en désespérance de pouvoir égaler, passer ou atteindre aux bons succès et heureuse prospérité de son compagnon et s'oppose tant qu'il peut à son avancement ¹⁷ ». Il se crée ainsi une sorte de ligne de forces de l'envie où chacun brille d'un faux éclat aux yeux de quelque autre ; chacun est envié pendant qu'il est lui-même envieux ¹⁸ ».

A l'examiner sous cet angle, on voit bien qu'on ne saurait confondre comme le font certains philosophes ou anthropologues, l'envie et la jalousie. Car « la jalousie est en quelque manière juste et raisonnable, puisqu'elle ne tend qu'à conserver un bien qui nous appartient, au lieu que l'envie est une fureur qui ne peut souffrir le bien des autres ¹⁹ ».

Si l'envie est une passion vile, la jalousie ne rencontre pas la même réprobation et l'on accorde souvent — surtout dans les pays latins — des circonstances atténuantes à un crime passionnel, tant il est vrai que le meurtre d'un rival implique l'amour envers l'infidèle. Ce qui signifie que l'amour pour le « bien » existe et que l'objet aimé n'est pas détérioré comme il le serait par l'envie.

Et c'est cette idée de détérioration de l'objet qui va nous permettre d'entrer dans la définition de l'envie construite par la psychanalyse et en particulier l'école anglaise et Mélanie Klein qui, tout en reconnaissant des rapports étroits entre l'envie et la jalousie, et même l'avidité — la différence entre ces deux dernières consistant dans le fait que l'avidité se trouve surtout liée à l'introjection, l'envie à la projection ²⁰ — les distingue cependant nettement.

b) *L'envie et la psychanalyse*

En effet, pour Mélanie Klein,

« ...l'envie est le sentiment de colère qu'éprouve un sujet quand il craint qu'un autre possède quelque chose de désirable et n'en jouisse ; l'impulsion envieuse tend à s'emparer de cet objet ou à l'endommager. La jalousie se fonde sur l'envie, mais alors que l'envie implique une relation du sujet à une seule personne et remonte à la toute première relation exclusive sur la mère, la jalousie comporte une relation avec deux personnes au moins et concerne principalement l'amour que le sujet sent comme lui étant dû, amour qui lui a été ravi — ou pourrait l'être — par un rival ²¹. »

A l'origine de l'envie on trouve donc la plus archaïque de toutes les relations humaines : la relation à la mère. Le sein maternel « bon objet », est en fait ambivalent. Il peut devenir mauvais et susciter ce sentiment d'envie dont Mélanie Klein explique que

« ...toutes les fois que l'enfant a faim, ou qu'il se sent négligé, sa frustration fait naître le fantasme d'une mère qui le prive délibérément de lait et d'amour, ou d'une mère qui le garde pour elle. De tels soupçons constituent la base de l'envie. L'envie, de façon inhérente, n'est pas seulement le désir de posséder mais aussi le besoin impérieux de détruire la jouissance qu'un autre pourrait trouver auprès de l'objet convoité : un tel besoin tend à détériorer l'objet lui-même ²². »

Cette dualité de la relation à la mère — le bon et le mauvais sein tout à la fois — suscite des pulsions destructrices (qui se répercuteront sur l'ensemble des relations à autrui) :

« ...une envie très intense qui cherche à détériorer l'objet, perturbe la relation à la mère et par la suite à autrui ; cela signifie aussi qu'aucune jouissance complète n'est possible : l'objet désiré a déjà été détérioré par l'envie ²³. »

Retenons, pour l'instant, cette relation du rapport à la mère, de l'envie et des pulsions de destruction — de la projection de la violence vers l'extérieur ? — relation sur laquelle nous aurons à nous interroger à propos de certains traits culturels de sociétés rurales pauvres comme celle de la Corse traditionnelle. M. Klein remarque en effet que

« ... si nous tenons compte du fait que la privation accroît l'avidité et l'angoisse de persécution et qu'il existe dans l'esprit de l'enfant le fantasme d'un sein inépuisable — c'est là son désir le plus grand — l'on comprend de quelle façon s'installe l'envie [...]. Il semble que, pour l'enfant, le sein qui le nourrit devienne mauvais, comme s'il gardait pour son propre compte le lait, l'amour et les soins qui se trouvent associés au bon sein. L'enfant se met à haïr et à envier ce sein avare et parcimonieux ²³. »

Ces relations ambivalentes peuvent, dans une certaine mesure — du moins nous allons faire cette hypothèse et voir où elle peut nous mener — être appliquées à la mère symbolique que constitue le corps de l'île. De plus, l'espace fini de l'île est un « bien limité » par ses propres contours, en quelque sorte « par définition ».

Terre nourricière, terre d'invasion, terre de lutte entre bergers et paysans, terre à partager et terre de l'indivision, terre de l'émigration et patrimoine avec lequel les relations patrimoniales sont perverties ²⁴. Terre que l'on brûle et qu'on n'hésite pas à dégrader ²⁵. Mauvais sein, pays pauvre qui ne nourrit pas ses fils.

Cette mauvaise relation à la terre-mère engendre un sentiment de culpabilité que l'on va retrouver dans l'importance donnée aux pénitents et autres manifestations d'auto-punition, et dans le caractère paranoïaque qui — si l'on en croit les psychiatres — est si répandu dans cette société.

c) *L'envie et l'anthropologie*

Si nous nous sommes déjà interrogés sur l'ostracisme des sciences humaines à l'égard de cette relation interpersonnelle ²⁶ qui en fait pratiquement un sujet tabou, il faut cependant noter les deux remarquables exceptions que constituent les travaux de l'anthropologue américain George M. Foster et ceux du philosophe José Gil.

L'approche de l'envie, par Foster, s'est faite à partir du concept des « richesses limitées » — des biens rares, devrait-on dire —. Et dans la publication portant le titre de *Peasant society and the image of limited Good*, s'il ne mentionne pas directement l'envie comme il le fera plus tard sous le titre : « The anatomy of Envy : a Study in Symbolic Behaviour », il pose cependant les bases de son analyse.

Ce sont les sociétés rurales d'Amérique centrale et d'Amérique latine, et en particulier le Mexique, qui vont lui fournir le terrain d'analyse de ce phénomène. C'est ainsi que dans ces sociétés l'honneur, le respect, le statut, le pouvoir, l'influence, la virilité — mais aussi la richesse, la terre, la santé, la sécurité, l'amitié et l'amour — sont perçus comme des choses dont la quantité totale est limitée pour l'ensemble de la société²⁷.

Le succès des uns sera donc pour les autres le signe qu'ils ont été lésés. On ne peut avoir plus ou être plus qu'aux dépens des autres : c'est ce que tout le monde pense²⁸. Autrement dit, l'enrichissement d'un membre du groupe ne peut se faire qu'en réduisant les biens du reste du groupe. (Ceci a donc pour conséquence que la répression de l'envie est aussi blocage de l'esprit d'entreprise) : la société traditionnelle tend à se reproduire à l'identique et c'est à l'extérieur de sa propre société que l'individu va devoir chercher un terrain sur lequel il pourra enfin donner libre cours à son besoin de créer et d'entreprendre.

Autrement dit, il est préférable, si l'on veut éviter le déclenchement de la violence interne et l'éclatement du groupe suscités par l'envie, que l'enrichissement se fasse à l'extérieur et la solution se trouve alors dans l'émigration. Et c'est effectivement la solution que les sociétés rurales ont trouvée depuis qu'elles ont pu entrer en contact relativement facile avec des sociétés plus développées. Ce sont alors des *transitional communities* que Foster oppose aux *traditional communities*. Les émigrés vont procurer plus de richesse mais la société d'origine, quant à elle, société close, n'en sera pas affectée dans son équilibre²⁹. En effet, l'envie, émotion particulièrement dangereuse pouvant impliquer hostilité et agression est considérée comme une force de destruction du groupe qu'il faut canaliser, voire empêcher complètement d'apparaître. C'est ainsi que dans ces « sociétés à richesses limitées », tout est fait pour empêcher les rivalités : on repousse la violence à l'extérieur de la communauté et on l'empêche d'apparaître à l'intérieur³⁰. Ces sociétés ont trouvé différents dispositifs, différentes procédures — parfois symboliques — pour éviter, combattre ou composer avec la peur des conséquences de l'envie. C'est ainsi que dans ces sociétés le compliment est en général considéré comme une agression contre laquelle on se défend avec véhémence³¹.

Car les objets qui peuvent causer l'envie sont divers et multiples. Ce ne sont pas forcément des objets extraordinaires. Mais c'est la nourriture, les enfants, la santé... On se cache, plus ou moins, pour manger — en dehors, bien sûr, des fêtes où la communauté se partage les surplus³² — et on apprend aux enfants à garder le secret sur ce qui se

passé à la maison et sur la table familiale. En Corse, il existe, par exemple, un dicton qu'on leur apprend et qui dit :

*Aghju manghjatu pane e pernice,
affari di case un si ne dice...*

ce qui signifie (à peu près) :

« J'ai mangé du pain et des perdrix,
les choses de la maison jamais on ne dit ³³. »

C'est par l'envie éprouvée et manifestée souvent malgré soi qu'est lancé — nous l'avons vu — le « mauvais œil ». Cette envie constitue en effet l'une des forces principales de l'ensemble du système magico-religieux ³⁴. Force primaire qui sous-tend les relations humaines, elle n'intervient pas seulement dans les rapports intersubjectifs, va nous expliquer à son tour José Gil, mais elle structure la communauté et a des effets politiques. Car l'envie, c'est envie de pouvoir, poursuit-il. Si l'envie se manifeste sans entraves il y a danger de destruction, car un combat entre envies s'engage ³⁴.

Toutes les sociétés qui nous ont précédés, rappellent encore J.-P. Dupuy et P. Dumouchel, ont connu et craint, dans leurs cauchemars ou leur réalité, la libération des processus explosifs que nous avons déchaînés : l'étude de leurs institutions, de leurs systèmes culturels et symboliques semble montrer qu'elles ne les ont conçus que pour étouffer dans l'œuf les réactions en chaîne que la rivalité engendre dans le réseau des relations humaines ³⁵.

Partant du même paradigme de l'envie, avec ses éléments de mimétisme, de rivalité, de défi et de conflit, José Gil donne, quant à lui, une lecture un peu différente du lien social dans la communauté corse. Car s'il fait de l'affirmation, par chacun, de ses droits, un « trait culturel et identitaire ³⁶ », c'est aussi de la parade des défis qui s'affrontent et s'équilibrent que vont naître la cohésion et la paix — toujours provisoires — de la communauté. Car chacun est toujours prêt à défendre un honneur vite menacé. Cela donne, dit José Gil, une société dure, rude, guerrière, mais cela donne des hommes debout ³⁷.

Alors que Foster fait de la répression de la force de l'envie le principe même qui sous-tend le contrôle social de ces sociétés : il s'agit d'empêcher quiconque de dépasser son voisin en puissance ou en propriété. On cherchera, le cas échéant, à le détruire par médisances et calomnies ³⁸. Car ce que l'on craint dans ce potentiel de violence de l'envie, c'est à la fois son envie propre — et de se reconnaître comme envieux — et l'envie des autres dont on pourrait devenir l'objet. On craignait l'envie des dieux, chez les Grecs de l'Antiquité ³⁹. Car les mortels coupables d'*hybris*, c'est-à-dire ceux qui défiaient les dieux (tiens, voilà le défi cher à José Gil !) en cherchant à s'élever trop haut ou en montrant une trop grande indépendance, encouraient leur vengeance. On craignait pareillement l'envie des morts à l'égard des vivants qui sont... en-vie. Et l'envie de la vieillesse à l'égard de la jeunesse ⁴⁰.

La nuance qui existe dans la manière dont Foster et Gil rendent compte de la « gestion » de l'envie tient sans doute au fait que ce dernier analyse

de façon plus dialectique le rôle de celle-ci. Puisqu'il considère que le système qui régit la société corse traditionnelle a réussi à faire de ces forces de destruction des forces de vie (en-vie), la matière et la condition du lien social. C'est du défi même — l'*hybris* — que va naître l'équilibre : de l'ensemble des conflits d'envies que compose le groupe villageois surgit l'espace des institutions de paix⁴¹.

Si l'on en croit José Gil, la société corse aurait ainsi réussi à rompre le « double lien » du désir mimétique⁴² en faisant de l'envie une force positive⁴³. Et le « produit » de cette lutte des envies est, selon lui, une société égalitaire. Mais il s'agit d'un égalitarisme qui n'efface pas les inégalités ni les différences individuelles. C'est un égalitarisme qui fait de l'existence de ces différences la condition de l'égalité sociale. Cela n'a rien de surprenant car plusieurs auteurs font ce rapprochement entre les « sociétés envieuses » et le fait qu'elles soient aussi égalitaires⁴⁴, les hommes supportant d'autant plus douloureusement le poids de l'inégalité, remarque J.-P. Dupuy, que celle-ci se fait plus légère.

Ce qui est plus surprenant, si l'on pousse un peu la réflexion sur l'aspect que semble prendre l'envie dans l'univers de J. Gil, c'est qu'il en fasse une force positive, ce qui semblerait — en première analyse — relever beaucoup plus de l'univers des économistes, comme nous allons le voir maintenant. Univers étranger, cependant, à la pensée de Gil.

d) *L'envie et l'économie*

Si pour les « sociétés à richesses limitées » l'envie que chaque individu éprouve ou l'envie dont il risque de devenir l'objet est une force destructrice qu'il s'agit de canaliser, on peut dire, en schématisant un peu, qu'elle est au contraire nécessaire et même recommandable pour notre société fondée essentiellement sur l'économie — « l'économie politique » — en ce qu'elle constitue un « moteur » de l'activité économique. De ce qu'Henri Lefebvre a appelé, dans la critique qu'il en a faite, la « société bureaucratique de consommation dirigée », traduite par les médias en « société de consommation ».

Mais si dans cette société l'idée d'abondance — cette consommation bien différente de la consommation⁴⁵, qui se présente comme le moteur emballé de la fabrication de besoins indéfiniment nouveaux⁴⁶ — semble avoir remplacé l'idée que les richesses de toute nature sont limitées, il ne faut pas oublier, en analysant les fondements même de cette « économie politique », que c'est au contraire la rareté qui fonde la richesse. Ce paradoxe (apparent), cette ambivalence, à la fois néfaste et bénéfique, est au cœur de la pensée économique. Et la valeur morale de l'économie, nous explique P. Dumouchel, résulterait précisément de ce qu'elle assure l'ordre par la prise en charge du problème de la rareté :

« Ainsi l'explication de la violence, du vice, de la misère par la rareté était-elle indispensable pour que l'économie obtienne une valeur politique et morale propre. Sans elle les vices privés

de l'individualisme naissant auraient été perçus comme de pures causes de désordre. C'est parce que la richesse est productrice d'ordre que l'économie a pu devenir un idéal social, absorber le domaine politique et reléguer la morale dans le non-lieu de l'intériorité. L'explication de la violence par la rareté était nécessaire pour que soit comprise la brutalité des rapports marchands, d'une part, et de l'autre, pour que la compétitivité économique ne soit pas perçue comme une cause de désordre ⁴⁷. »

On assiste donc à un complet renversement des valeurs de la société traditionnelle quand celle-ci accède — un peu malgré elle et sans pouvoir analyser clairement ce qui lui arrive — au monde de l'économie ⁴⁸.

Faisons tout de suite remarquer qu'il est question ici de croissance économique et non pas de développement. Nous aurons à insister sur la grande différence qui existe entre les deux (même si l'on peut admettre qu'il n'existe pas de développement sans croissance, celle-ci, selon la forme qu'elle prend, peut être négative, prédatrice...). Quoi qu'il en soit, on assiste, dans cet avènement de l'économie, à une « promotion » de l'envie qui va jusqu'à en faire une valeur positive ⁴⁹.

C'est ainsi que le rôle de l'envie, dans notre société de consommation, est une articulation essentielle de la « théorie de la classe de loisir » exposée par Veblen ⁵⁰ expliquant que toute classe sociale est unie par l'envie et rivalise avec la classe qui lui est immédiatement supérieure dans l'échelle sociale, alors qu'elle ne songe guère à se comparer à ses inférieures ni à celles qui la surpassent de très loin. Autrement dit, le critère du convenable en matière de consommation, et il vaut partout où joue quelque rivalité, nous est toujours proposé par ceux qui jouissent d'un peu plus de crédit que nous-mêmes ⁵¹.

Il n'est sans doute pas nécessaire d'insister davantage sur l'importance, dans l'ordre de l'économie, de cette force de l'envie, vécue comme négative dans les sociétés fondées sur cette « morale de l'économie ». Ces sociétés seraient donc les premières, dans l'histoire de l'humanité, à s'être offert le luxe — présomption ou folie — d'abattre les digues qui contiennent le flux de la violence humaine. C'est ce qu'on nomme la modernité ⁵².

Autrement dit, on devrait pouvoir maintenant examiner l'hypothèse selon laquelle c'est l'entrée dans la modernité qui déclenche ces forces de l'envie dont l'expression m'avait semblé si remarquable. Tout d'abord forces bridées dans la société traditionnelle et que la désagrégation de celle-ci déchaîne, renforcées d'autre part largement par l'entrée de cette société dans l'univers de la consommation.

3. *L'entrée dans la modernité : envie, consommation et développement*

L'entrée dans la modernité d'une société rurale traditionnelle comme la société corse s'exprime notamment par l'entrée dans l'économie de

marché. Entrée qui non seulement s'est faite tardivement mais aussi en quelque sorte à reculons, à contrecœur⁵³ — à contre-culture pourrait-on presque dire. Tant il est vrai que la résistance à la culture économique est une sorte de résistance culturelle, de refus de la mort⁵⁴.

Mais cette entrée dans l'économie de marché, la Corse ne l'a pas faite complètement. Ou plutôt elle ne l'a pas faite d'une manière équilibrée, ce qui lui aurait permis un véritable développement : elle l'a faite en effet essentiellement à travers la consommation — consommation artificiellement rendue accessible par la politique d'assistance et médiatisée par le tourisme — et très peu à travers la production.

Rappelons à cet effet quelques points, développés par ailleurs⁵⁵ et qui nous serviront ici simplement de jalons :

a) Le rôle de l'assistance

Le clan contrôle le politique et verrouille l'économique : ou plus précisément, il y a échange, à travers lui, de l'économique et du politique. A propos de liens unissant le chef de parti et ses électeurs, si leur forme a varié au cours de l'histoire — de l'*accato*, sorte d'impôt prenant la forme symbolique du don, au rackets de la vassalité déguisée se traduisant par le travail gratuit sur les terres des chefs de clan moyennant protection, et au détournement politique du marchandage des voix, il s'agit toujours plus ou moins d'un échange entre du politique et de l'économique⁵⁶.

A la charnière du politique et de l'économique : la politique d'assistance. Elle bloque le développement économique tout en masquant le décalage considérable existant entre production et consommation par le maintien artificiel de la consommation au moyen de l'assistance ; à la fois :

- l'assistance aux individus (ou plutôt aux fragments de clan) ;
- l'assistance aux produits importés par la subvention à la consommation (ce qui est l'opposé de la subvention à la production) au moyen de la fameuse « enveloppe de la continuité territoriale » puisque l'on permet à des produits extérieurs de ne pas supporter le coût du transport et qu'on empêche en même temps les produits locaux d'être compétitifs.

b) Le rôle du tourisme

De quelle manière le tourisme trouble-t-il l'équilibre traditionnel ? Tout d'abord parce qu'il introduit l'argent dans les rapports à l'étranger qui étaient régis par les lois de l'hospitalité traditionnelle⁵⁷. Celles-ci définissaient clairement le statut et la place de l'étranger dans la mesure où celui-ci restait minoritaire et différent. Mais le tourisme a introduit des perturbations fondamentales tout en feignant de s'appuyer sur les mêmes valeurs. Véhiculé dans un premier temps par le Corse de la diaspora rentrant au village chaque été et qui a servi de « médiateur »

à l'introduction de la culture des loisirs à partir des éléments de la société traditionnelle — le paysage, le village, les produits locaux, la culture « folklorisée », etc. — puis incarné par l'étranger moins radicalement différent du Corse que l'étranger dans la société traditionnelle, le tourisme, le touriste, c'est celui par qui le désir arrive. C'est la mise en danger de la communauté (mais on sait bien, maintenant, que c'est le sacrifice de la communauté qui permet l'avènement de l'économie individuelle du profit). On envie d'autant plus cet étranger qu'on le voit dans une situation de loisir, de consommation et de grande permissivité. Mais on ne peut pas reconnaître qu'on l'envie :

— parce qu'on ne peut accepter de reconnaître de sentiment considéré comme dégradant ;

— parce que c'est reconnaître qu'on le considère comme égal ou supérieur (on ne peut qu'envier « vers le haut ») ; c'est la mise en danger de l'identité ; c'est la dilution dans l'image du double ;

— parce qu'on ne peut reconnaître le mimétisme que cette situation engendre ⁵⁸.

On tente de résister presque désespérément à cette perte d'identité entraînée par la consommation au moyen d'une surenchère dans l'univers du signe, du symbolique. On pourrait presque dire du travestissement ⁵⁹.

c) Les contradictions de la modernité

Si l'on veut bien admettre que le tourisme, vecteur important de la modernité est aussi « celui par qui le désir arrive », il reste à s'interroger pour savoir si libérer le désir et l'envie signifierait automatiquement libérer l'esprit d'entreprise, c'est-à-dire libérer la production ? Il faut remarquer que l'on s'interroge souvent sur les causes des difficultés ou des échecs rencontrés en Corse dans la création d'entreprise. On s'est attaché à analyser les causes techniques, économiques : le rôle des banques, l'absence d'investissement de l'épargne locale qui pourtant n'est pas négligeable ; sociologiques : le manque de formation, d'information, l'absence de culture industrielle... Mais on n'a jamais voulu ou su s'interroger sur les causes anthropologiques, sur les freins d'ordre culturel. Foster nous en a donné peut-être une clé.

L'entrée dans une modernité médiatisée en grande partie par le tourisme signifie en réalité beaucoup plus libérer la consommation. Mais comment, en l'absence de véritable système de production local, arriver aux revenus nécessaires à cette consommation : la réponse est bien sûr dans le système d'assistance qui maintient artificiellement le niveau de vie. Et c'est ainsi que l'on se trouve en Corse dans cette situation aberrante d'un pays (relativement) pauvre — non pas dans le sens d'un pays n'ayant pas de richesses potentielles, mais plutôt d'un pays où elles ne sont pas mises en valeur — dans lequel vit une population (relativement) riche. Suffisamment, en tous cas, pour pouvoir consommer... autant que les touristes ⁶⁰.

Dans cette situation d'acculturation à la modernité, les groupes sociaux, la partie de la société locale progressiste que l'on a pu définir par le terme de « mouvement autonomiste » et qui est devenu, dans la dernière décennie « mouvement nationaliste », vit une contradiction assez difficile à dépasser. D'une part il s'agit pour lui de défendre, de restaurer et de promouvoir des valeurs communautaires : toute l'idéologie et le débat autour de la notion de peuple corse et de ses droits. Et simultanément cette communauté est presque totalement régie par le système du clan auquel elle s'imbrique très profondément ⁶¹. Comment dès lors s'émanciper, s'individualiser par rapport aux contraintes du clan tout en préservant les valeurs communautaires ? Celles précisément qui ont permis la mise sous tutelle, le non-développement, l'assistance, etc., ce qu'en littérature sur le développement on appelle « les survivances » ⁶². C'est ainsi que l'on arrive à cette représentation idéologique d'une communauté contestée au nom de l'histoire, mais qui se veut aussi utopie réalisatrice. Si cette démarche cependant n'aboutit pas vraiment à un projet de société, n'est-ce pas aussi parce qu'il faudrait pousser plus loin l'analyse de ces contradictions ?

Quant aux contradictions inhérentes au processus même du développement, elles ne sont pas étrangères à celles que l'on peut analyser à propos de l'autonomie : comme celle-ci, le développement suppose une projection, un projet qui reste une forme d'utopie tant qu'il n'est pas mené à son terme. Dans la mesure même où il innove sur bien des points et ne peut fournir une image précise de ce projet qu'il « contient ». Si toutefois l'on veut bien s'entendre sur le fait que le développement ici évoqué — et dont le modèle se cherche encore tout en se confortant de jour en jour — se distinguant de la croissance économique unilatérale qui relève du quantitatif est un développement à la fois socio-économique et culturel qui se caractérise par une prééminence du qualitatif. Tout en refusant la dictature de l'économique sur le social et le culturel, du sectoriel sur le global, on voit qu'il doit cependant, lui aussi, dépasser la contradiction de la tradition face à la modernité. La culture peut, certes, constituer un frein au développement, si l'on en croit aussi bien les théoriciens libéraux que les marxistes.

Elle peut aussi servir de levier au développement mais à condition de libérer les forces qui, dans la société traditionnelle, sont bridées par la conception des « biens limités », par la répression de l'envie qui bloquent l'initiative individuelle et freinent, d'une façon générale, un changement social sans lequel aucun développement n'est possible.

La difficulté pour la société corse d'espérer un véritable développement socio-économique et culturel pourrait être assez bien illustrée par l'image de Sisyphe condamné à remonter toujours son rocher le long de la pente... Mais l'un des obstacles au développement, et non le moindre, n'est-il pas dans le fait qu'en Corse Sisyphe est heureux ? Heureux quand il n'est pas tout à fait conscient de la situation. Heureux

parce qu'assisté. Heureux parce qu'aliéné, diraient les marxistes. Aliéné parce qu'assisté dans cette situation de mal-développement, d'anti-développement par la consommation, pourrait-on dire.

Alors il reste à s'interroger sur le prix à payer pour un véritable développement. Sur les conditions à créer pour qu'il soit possible. Il s'agit, certes, d'ouvrir le système traditionnel, le champ clos des « biens limités » — l'économie de marché a déjà, brutalement, opéré cette ouverture — d'accéder à la rationalité économique, ce qui n'est pas encore tout à fait le cas (heureusement ?). Mais si cette ouverture ne doit pas se faire au prix de la disparition totale de la culture — ce qui serait le fait du modèle de « développement » dominant unilatéral et limité à la croissance économique mais sûrement pas le fait d'un véritable développement — il faut que la société corse, comme d'autres sociétés marginalisées, invente des dispositifs qui déculpabiliseraient ses acteurs sociaux par rapport à l'*invidia* et en feraient un moteur du changement social. Mais ceci dans le sens de la création d'entreprise et de la production à partir de ses ressources humaines et naturelles. Et non comme c'est le cas aujourd'hui dans le seul sens de la consommation soutenue par l'assistance.

Le prix à payer pour une reconquête du marché intérieur⁶³ et une reconstruction de l'économie endogène est sans doute une diminution momentanée du niveau de vie⁶⁴. Encore et surtout suppose-t-il un projet commun, sinon de société, du moins un consensus minimum dans cet effort à partager.

Que signifie, finalement, cette *invidia* qui s'était glissée subrepticement dans l'univers du tourisme à travers notre enquête sur la Balagne ? On a vu que sa présence était en fait beaucoup moins aberrante qu'il n'y paraissait à première vue. Libérée par l'affaiblissement des freins traditionnels, elle se révélait d'autant plus fortement dans une situation faite pour favoriser la consommation. Elle nous a permis d'analyser, par défaut, « en creux » en quelque sorte, le dispositif qui freine le développement. Celui-ci n'a pas été « libéré » par l'entrée dans la modernité puisque celle-ci se limite pratiquement et tout à fait artificiellement, à la consommation.

Cette réflexion devrait peut-être aussi permettre de montrer comment des phénomènes qui relèvent habituellement de l'univers de l'économie — la création d'activités, les conditions d'une production économique, etc. — peuvent être éclairés par une réflexion relevant de l'anthropologie et du culturel. Mais ce n'est qu'une porte à peine entrouverte. Des outils de recherche dans ce domaine sont encore à forger. Et il serait notamment intéressant d'explorer alors d'autres espaces insulaires pour voir dans quelle mesure ils présentent des situations comparables.

Institut de développement des îles méditerranéennes, avril 1987

NOTES

1. L'*Invidia*, en corse comme en latin : *Invidia*, *Invidere*. Regarder quelqu'un avec méfiance, d'un œil malveillant, jeter le mauvais œil ; *Invitare*, c'est-à-dire rivaliser, combattre, défier.

2. « Le tourisme en Balagne ou le désenchantement » : étude réalisée à la demande de l'INSEE à partir d'une vingtaine d'entretiens semi-directifs. La Balagne est une petite région de Corse située au nord-ouest de l'île.

3. Cité par Francis Pomponi in « A la recherche d'un « invariant » historique : la structure clanique dans la société corse », in *Pievi e Paesi. Communautés rurales corses*, CNRS, 1978, p. 13.

4. José Gil, *La Corse entre la liberté et la terreur*, Ed. de la Différence, 1984.

5. Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy, *L'enfer des choses*, Seuil, 1979.

6. Mélanie Klein, *Envie et gratitude*, Gallimard, 1978.

7. Cf. Jean-Pierre Dupuy : « Quant à l'« effet de signe » proprement dit, c'est-à-dire l'utilisation d'objets « signifiants » dans cette recherche de l'admiration des autres, nous avons déjà compris à quel retournement radical nous convie Girard. Ce n'est pas parce qu'ils leur permettent d'être bien vus de leurs semblables que les hommes désirent les objets. Ils désirent les objets parce que ceux-ci sont possédés ou désirés par d'autres qui leur semblent jouir de ce à quoi ils aspirent le plus au monde : l'autonomie, c'est-à-dire la sortie de l'enfer mimétique où ils se trouvent plongés. La première interprétation reste au service du mensonge individualiste : l'autonomie du désir est possible, la société donne les moyens d'y accéder. La double logique du discours publicitaire l'illustre à merveille », in *L'enfer des choses*, op. cit., p. 91.

8. Cf. José Gil, « La lutte des envies », in *Etudes corses*, n° 20-21, 1983, pp. 203-226.

9. Cf. Le double enchaînement des schizophrènes décrits par Gregory Bateson, in *Vers une écologie de l'esprit*, Ed. du Seuil, 1977.

10. José Gil décrit un peu différemment le mécanisme dans la société corse traditionnelle.

11. Paul Dumouchel, *L'enfer des choses : l'ambivalence de la rareté*, op. cit., p. 165.

12. J.-P. Dupuy, op. cit., p. 27.

13. José Gil, op. cit., cf. note n° 9, p. 225.

14. Descartes, *Passions de l'âme*, III, cité par J.-P. Dupuy, op. cit., p. 39.

15. Montesquieu, *Pensées diverses*, *ibid.*, p. 39.

16. Descartes, *Passions de l'âme*, III, cité par J.-P. Dupuy, op. cit., p. 39.

17. Ronsard, *De l'envie*, *ibid.*, p. 39.

18. Fontenelle, cité par J.-P. Dupuy qui le reprend de Veblen. Cf. note 1, p. 39.

19. La Rochefoucauld, Maxime 26, *ibid.*, p. 28.

20. Mélanie Klein, op. cit., pp. 17-18.

21. Mélanie Klein, op. cit., p. 106.

22. Cf. aussi l'araignée mythique qui, en Corse, Sardaigne, Sicile, représente « la mauvaise mère ».

23. Mélanie Klein, op. cit., p. 22. Il est vrai que, selon une remarque d'E. Enriquez, « il n'est pas sûr qu'on puisse passer aussi directement du bon sein et du mauvais sein (de la mère comme objet primaire d'investissement et d'introjection) à la notion de Terre-Mère », mais nous le posons ici comme une hypothèse à explorer.

24. Relations patrimoniales perverses.

25. Cf. Le rapport AIDA. « N'ayant aucune relation patrimoniale avec les terres qu'ils utilisent, les éleveurs n'hésitent pas à les brûler et à les dégrader. Il faut élaborer une procédure qui permette aux éleveurs de devenir concernés par la gestion patrimoniale du territoire qu'ils exploitent, tout en garantissant les droits des propriétaires. »

26. « Dans son célèbre livre sur l'envie, paru en anglais en 1969, Helmut Schoek note que l'envie est pratiquement un sujet tabou aussi bien dans la conversation quotidienne que dans la recherche scientifique ». J.-P. Dupuy, op. cit., p. 27, H. Schoek, *Envy : A Theory of social behaviour*, N.Y. Harcourt Brace and World, 1969.

27. George M. Foster.

28. J.-P. Dupuy, op. cit., pp. 41 et 45.

29. C'est pour cela sans doute que les émigrés investissent rarement dans leur société d'origine et que l'épargne — lorsqu'elle existe — de ces sociétés s'investit aussi de préférence à l'extérieur.

30. *Ibid.*, p. 162.

31. Ceci est à rapprocher du « mauvais œil » qui passe par le compliment dont l'origine peut se situer dans l'envie. Dans le même ordre d'idée noter l'ambivalence du mot anglais *gift*, cadeau, qui signifie aussi « poison » en allemand, ou l'institution du « pourboire » qui serait destiné à « acheter » l'envie des moins fortunés.

32. Cf. la tradition du *mayordomo* et d'autres manifestations qui sont des mécanismes de redistribution, de régulation, de *feed-back*.

33. Cité par P. Dalmas-Alfonsi, in *Proverbi e detti corsi*, Rivages, 1984.

34. Cf. José Gil, *La Corse entre la liberté et la terreur*, Ed. de la Différence, p. 27.

35. *Op. cit.*

36. José Gil, *op. cit.*, p. 26. « Il faut apparaître dans la plénitude de ses droits — non pour en jouir forcément, mais pour les affirmer, précisément. Il ne faut pas avouer des faiblesses : c'est donner une arme à l'adversaire, montrer un lien de dépendance. Tout sera fait pour paraître puissant et libre : et ce « tout » est si entier que le paraître deviendra un être ; être un homme c'est savoir défier et se montrer indépendant. »

37. *Ibid.*, p. 26.

38. Et l'on retrouvera pareillement, dans la société corse, le rôle de la rumeur — le *putachtju* — qui s'attache à l'individu qui prétend sortir de la norme sociale.

39. Cf. Svend Ranulf, *The Jealousy of the Gods and Criminal Law at Athens : A Contribution to the Sociology of Moral Indignation*, Londres, Williams and Norgate, 1933-34, cité par Dumouchel et Dupuy, *op. cit.*, p. 31, qui font remarquer que S. Ranulf montre que, pour une société en proie aux tourments de l'envie, la croyance que les dieux désapprouvent celui qui ne respecte pas la mesure ou la norme commune et le punissent à l'avantage de masquer l'envie qu'il inspire. Ce sont les dieux, non les hommes qui l'envient ; c'est la loi, non les autres, qui le condamne.

40. Dans les sociétés traditionnelles on avait instauré tout un système de compensation à l'âge, fait d'honneurs et de distinctions diverses. Ce n'est plus le cas dans la société occidentale actuelle alors même que ces classes d'âge augmentent, posant un réel problème de société — avant de s'opposer plus ou moins violemment aux clans d'âges plus jeunes ?

41. José Gil, *op. cit.*, p. 31.

42. Cf. J.-P. Dupuy, *op. cit.*, pp. 53 à 62.

43. « Ainsi lorsqu'un homme affiche un avantage, un don particulier, un signe de supériorité, son comportement est compris par la communauté comme un défi (...). Mais si la parade doit affirmer l'indépendance, elle sert aussi à faire naître l'émulation. D'où un jeu d'équilibres qui s'établit, de surenchères qui se neutralisent — tout en laissant se déployer la puissance singulière en dehors de tout lien », José Gil, *op. cit.*, p. 26.

44. « Dans son commentaire à l'article de Foster, une sociologue yougoslave note que, dans son pays, la comparaison envieuse est chose quotidienne mais qu'on la justifie en en appelant aux valeurs égalitaristes », in J.-P. Dupuy, *op. cit.*, p. 38 et « Tocqueville a montré pourquoi les sociétés qu'il nommait démocratiques sont constamment énervées ; c'est paradoxalement parce qu'elles sont égalitaires qu'elles sont envieuses », *ibid.* p. 49. Paul Vieille, pour sa part, fait remarquer que les sociétés traditionnelles méditerranéennes n'aspireraient pas à l'égalité mais à l'équité. L'absence de cette notion, dit Paul Vieille, est remarquable et conduit à cette apparente contradiction d'une société qui aspirerait à l'égalité et tolérerait les inégalités. L'équité, pas seulement peut-être en Corse, mais aussi au Maghreb ou au Proche-Orient, consiste justement à ne pas susciter l'envie. La richesse doit être discrète, être acceptée par les autres... ce qui suppose redistribution réelle ou symbolique de ce qui est possédé : biens matériels, pouvoir, bénédiction divine, etc.

45. Consommation des surplus.

46. « D'où viennent, en effet, ces objets sur lesquels porte la demande, éventuellement ressentie comme besoin ? Lorsqu'il s'agit d'objets produits par le système de production — une voiture, une machine à laver, un déodorant, etc. — la réponse est

évidente : ils sont directement inventés par lui (et contrairement à ce que feint de croire l'économiste, la possibilité d'enquêtes du marché n'implique pas que la demande précède l'objet). De là résulte directement la capacité d'invention du système étant sans limites et compte tenu des mécanismes que je viens de rappeler, notamment la logique de la différence, que, dans une économie en expansion, la croissance de la consommation soit elle-même sans limites », J. Dreyfus, *La ville disciplinaire*, p. 84.

47. Paul Dumouchel, *L'enfer des choses : l'ambivalence de la rareté*, op. cit., p. 142.

48. « En rattachant » le désordre à la rareté et la violence à la limitation des ressources, la pensée économique fait de la croissance économique de la généralisation des échanges, de la liberté d'entreprendre les meilleurs fondements de la paix. En faisant de l'envie, de la convoitise, de la vanité, les moteurs de la croissance économique, l'économie transforme toutes ces rivalités vraies et ces violences larvées en moyens de paix intérieure. Les fauteurs de désordre deviennent des facteurs d'ordre. Il faut laisser libre cours à la vanité, à l'envie, à l'appât du gain, à l'exploitation la plus éhontée, à l'oppression du faible par le fort, si cela favorise la croissance. Non seulement l'explication de la violence par la rareté rompt les liens qui unissaient le désordre privé au désordre public, mais elle métamorphose les rivalités en moyens de paix intérieure. Ce sont les dissensions entre les individus qui assurent l'harmonie du corps social. La pensée économique dissocie et oppose les conséquences individuelles des actes de leurs conséquences sociales. Paul Dumouchel, *L'enfer des choses : l'ambivalence de la rareté*, op. cit., p. 141.

49. « L'objet que je demande est celui qui me permettra d'être reconnu comme le même par l'autre auquel je m'identifie. Par là et à travers la symbolique sociale, l'objet une fois apparu dans les couches supérieures de la société, gagne de proche en proche les couches dominées : que l'objet soit une voiture, la télévision, les diverses formes de loisir, entendu cette fois avec Veblen, non comme un temps vide, mais comme "le fait ostensible de ne pas travailler, devenu indice de respectabilité", etc. Les mécanismes en cause, impliquant directement le désir et la relation à l'autre selon Lacan, donc le symbolique, sont bien connus depuis Baudrillard », J. Dreyfus, op. cit., p. 81.

50. Veblen, Théorie de la classe du loisir, p. 69, cité par J.-P. Dupuy.

51. Foster faisait aussi remarquer qu'on ne saurait « envier vers le bas » (*envy down*).

52. J.-P. Dupuy, op. cit., p. 17.

53. Rappelons la destruction de l'économie insulaire par la concurrence avec les produits exogènes.

54. Cf. J.-P. Dupuy, op. cit., p. 165, page 5.

55. Cf. dans ce même numéro les articles M. Biggi et F. de Casabianca.

56. Cf. Baldassari-Joubert, *Le Cargo noir*, pp. 24 à 30.

57. Cf. Max Caisson : L'hospitalité corse comme relation d'ambivalence, in *Etudes Corses*, n° 2, pp. 115 à 124, et notre article « Le Corse et ses doubles : du Maure au travailleur immigré maghrébin », in *Cahier de l'Idim*, n° 1, 1986.

58. J'avais été frappée au cours de cette étude sur le tourisme par la véhémence avec laquelle on s'appliquait à nier l'influence — pourtant évidente sur le plan des mœurs — que le tourisme avait eue sur la société corse.

59. Et l'on sait que c'est souvent lorsque l'on sent que l'on perd son identité qu'on s'en défend le plus : d'où ces conduites de « surenchère culturelle » maladroites qui sont le fait des « métis culturels » plus conscients que d'autres de l'acculturation en cours.

60. Cf. Le parc automobile, par exemple.

61. On peut même dire qu'à la limite l'un délimite l'autre et réciproquement.

62. Cf. S. Latouche, *Faut-il refuser le développement ?*, P.U.F., 1986.

63. Un tourisme réellement approprié par la société d'accueil supposerait par exemple que celle-ci produise effectivement la plus grande partie des produits consommés par le tourisme ce qui est très loin d'être le cas.

64. Cf. l'article de Th. Michalon, « L'insularité à la carte », *Cahiers de l'Idim*, n° 1, 1984.

L'ÎLE, FIGURE-PARADOXE

Dominique BOSSEUR-SALINI, Marie-Jeanne NICOLI,
Francesca LANTIERI

Réfléchir en tant qu'ilien sur les contours de la culture propre à un espace insulaire équivaut, pour nous, à un questionnement sur la création aujourd'hui à travers la réhabilitation du présent, dans le refus de le penser comme moment transitoire entre le monde totémisé du passé et celui, neutralisé, du futur. Ce qui nous intéresse ici, c'est d'analyser les possibilités d'une création dans une société dont le type de fonctionnement a plutôt été étudié par des ethnologues et des historiens que par des artistes et de dégager certaines « attitudes » devant la création. Par conséquent, cette proposition se place dans un champ d'investigation extrêmement circonscrit, repose sur quelques points d'appui, en particulier l'exploration de la relation entre « imaginaire insulaire » et « spécificité identitaire ». La thèse selon laquelle une interrogation sur l'éventualité d'une spécificité insulaire constitutive d'un comportement face à la création coïnciderait avec la prise de conscience que celle-ci n'est déjà plus qu'un leurre, pourrait sans doute être posée ; mais il faudrait alors admettre définitivement que le monde contemporain, dans sa logique, ne peut tolérer de spécificités et que la Corse, comme toutes les marges et surtout les périphéries insulaires, a moins que jamais le droit à l'indépendance. Faut-il voir dans les revendications politiques d'aujourd'hui les derniers sursauts d'une société en voie de perdition ou l'indice d'une résistance inhérente à la force dynamique d'une tradition ?

Penser le problème culturel en Corse, poser l'hypothèse d'une participation — ou d'une non-participation — des Corses à un courant contemporain de création, nous oblige à constater un état de fait qui oscille entre trois « attitudes » souvent paradoxales : revendication d'une spécificité insulaire que tout un chacun s'accorde à accepter comme une réalité ; rejet de certains modèles culturels interprétables ou justifiés

comme résistance à un corps allogène ; simultanément, acceptation sans réserve d'autres schèmes tout aussi étrangers, mais justifiée au nom d'un certain modernisme. Or, le constat d'une situation paradoxale qui aurait pu générer un terrain favorable à la création contemporaine mais se révèle au contraire un frein à son épanouissement, rend encore plus difficile la relation indéfiniment répétée et constamment problématique entre tradition et création, confirme le hiatus entre le passé et le présent et, surtout, entre le politique et le culturel. Pourquoi la revendication extrêmement subversive des années 1970, essentiellement assise sur une exigence culturelle, a-t-elle progressivement dérivé au point que, de politique qu'elle était, elle n'est plus aujourd'hui que militante ? Nous assistons peu à peu et de manière très insidieuse à une banalisation, une neutralisation de la culture insulaire, à l'image d'ailleurs de toutes les musiques populaires. La prolifération des festivals de musiques traditionnelles en est un exemple très significatif. Pendant longtemps terrain d'étude réservé aux ethnologues, les cultures traditionnelles sortent des archives pour se produire en public ; mais, ce qui pourrait être compris comme une manière de montrer qu'elles sont encore vivantes est en réalité détourné car, très souvent, sont proposés leurs « dérivés contemporains » où l'utilisation d'outils technologiques (lutherie, artisanat...) modernes est juxtaposée aux « formes figées » de la tradition. L'entrée de la Corse dans une ère de consommation fait que celle-ci n'échappe pas aux atteintes de ce que certains nomment le modernisme ; en réalité, loin de participer à un véritable mouvement contemporain, la Corse s'arrête dans un néo-modernisme qui promeut au rang de création des schémas culturels déjà banalisés. Or, la création nécessairement subversive, ne doit-elle pas être aujourd'hui l'invention d'un nouveau langage pourtant enraciné dans les images traditionnelles ?

C'est précisément pour cela que toute réflexion sur l'île, qu'elle soit de type sociologique, économique, voire philosophique quant à l'élaboration d'un projet sur son avenir, ne peut, à notre avis, contourner le territoire insulaire en tant que terrain mythique, faire l'économie d'une élucidation de ce que nous appelons « l'imaginaire insulaire », cette zone souterraine, peut-être inconsciente, dans laquelle les Corses vivent leur culture, leurs traditions et aussi leurs mythes. Et notamment celui de l'île.

Aussi, une réflexion approfondie sur cet « imaginaire insulaire » n'est-elle pas destinée à regretter un passé, à survaloriser une époque disparue : il s'agit bien au contraire de montrer que si l'évolution historique de la Corse — en particulier l'émancipation de la femme qui répercute toute une série d'implications sur les structures familiales, sur la perpétuation (ou la disparition) d'un certain nombre de valeurs identitaires et par conséquent sur l'enjeu politique de l'île — ébranle bien évidemment la transmission de certains savoirs populaires, fait admettre définitivement la fin d'un certain mode de vie, perdure malgré tout une procédure symbolique du jeu des mentalités, inattaquable parce que hors du temps. Et si l'insularité constitue cet archétype, c'est bien parce qu'y est inhérente son an-historicité.

La perception de l'île est toujours associée à celle du mouvement, du départ et de l'arrivée, de l'aller et retour, du déplacement à partir d'un lieu où les haltes ne sont que provisoires, temps-parenthèse ; mais, simultanément, l'espace-temps de l'île est immobile, comme si, là, plus que sur un continent, le temps de l'histoire était encore plus long, plus étiré. A la fois espace circonscrit (par la mer) et ouvert (sur la mer), l'île conjugue les catégories habituellement antinomiques. Espace fini et infini, temps simultanément rythmé par les arrivées et totalement à l'écart d'un autre rythme que celui de la nature, elle ne se soumet pas à un espace-temps extérieur, tisse son propre espace-temps vital, vécu. L'île a souvent été le lieu de projection d'une poétique de l'espace, la visée imaginaire, voire fantasmatique, des artistes mais également le lieu d'échappée du fugitif, captif de sa géographie et protégé par elle, la terre de conquête du baroudeur et du colon, et encore la terre du baigneur où l'on est condamné à mourir. L'image de l'île est sans doute celle de l'ambivalence jamais résolue ; ce qui attire vers l'île mais rend d'autant plus difficile l'installation sur l'île, c'est précisément cela : la présence impalpable d'un autre possible, la certitude que la vérité est plurielle.

Il n'est certainement pas sans signification qu'elle soit terre d'attraction provisoire, de passage — le temps des vacances — pour les continentaux, mais lieu de « répulsion » pour les insulaires qui partent tout en gardant au fond d'eux-mêmes un attachement sentimental si fort qu'il constitue un véritable cordon ombilical. La « terre-mère » n'est sans doute pas un vain mot tout autant qu'il est impossible de nier la force symbolique de l'eau, la mer mais aussi les rivières et les fleuves, les sources et les étangs, figure mythique qui conforte l'ambivalence insulaire, bénéfique par l'eau et maléfique à cause d'elle. Comment alors ne pas tenir compte de cette stratification symbolique qui trame l'imaginaire insulaire et qui est si évidemment perceptible ? Ce quelque chose d'indéfinissable qui, souvent, rend l'île si haïssable ? Territoire constitué au hasard de fractures géologiques, irruption de terre au milieu des mers, témoin de la coexistence nécessairement conflictuelle entre les éléments primordiaux, comment oublier l'importance d'une telle inscription symbolique dans l'« imaginaire collectif » ? Et affirmer la souveraineté de l'île revient à poser l'insularité comme nouvel archétype, à soutenir, contre la logique de l'histoire, la pérennité an-historique du socle mythique de toute société.

Si pour le continental l'île n'est pas vivable, ne représente qu'un secteur-parenthèse où l'on vit provisoirement, lieu de farniente et de liberté que l'on rêve, qu'est-elle pour l'insulaire qui, lui aussi, ressent la difficulté d'y résider et aspire si souvent au voyage, au départ ? Ce n'est pas le continent qui est rêvé mais la ville, le mouvement désordonné des croisements de destinées anonymes. Qui n'a songé quitter l'angoissante proximité de la communauté, cette vie ensemble où chacun est sans cesse le témoin de l'autre, qui n'a souhaité partir vers l'anonymat des foules pour protéger sa propre liberté, se soustraire au regard de l'autre ? Partir, c'est, pour l'insulaire, mettre entre paren-

thèses la circularité constitutive de toute vie communautaire pour adopter la discontinuité de l'ailleurs, tout en y recréant, en tant que diaspora, les conditions de vie insulaire.

Mais si les îles conservent un aspect désuet et folklorique, si l'on réserve le voyage sur l'île pour les vacances, c'est bien parce qu'elles ont préservé, pour l'homme moderne, cette attirance des lieux où l'histoire n'a pas de prise. Et ce « sommeil » de l'île, cette difficulté pour elle d'entrer dans un monde moderne que l'on attribue si volontiers à une incompétence, une paresse des insulaires, n'est-il pas au fond la preuve non pas d'un attachement passéiste mais celle d'une attache mythique avec le monde ? Les divers dispositifs dont se dote la société pour réguler le comportement des individus et préserver l'équilibre de la collectivité reposent sur un « socle anthropologique », pour reprendre une expression de Gilbert Durand ; c'est bien le mythe qui élabore l'histoire et non le contraire. Aussi, revendiquer la liberté de l'île revient à exiger la libération de sa culture longtemps niée parce que constamment comparée à celle valorisée par les historiens ou regardée à travers un filtre romantique, voire exotique. En d'autres termes, être corse aujourd'hui signifie penser le passage d'une société de l'immédiateté, où l'avenir n'est que le présent sans cesse renouvelé à une société de la discontinuité qui vit essentiellement son présent dans un futur projeté.

Si cela n'est pas spécifique à la Corse, il faut bien admettre que les îles, plus que toute autre « province », ont eu à souffrir du centralisme jacobin. Comme le souligne Abraham Moles,

« L'existence des îles est en soi attentatoire à l'autorité de l'Etat ; l'Etat est un concept continental, l'île est un concept local : l'île est communauté et le continent société¹. »

Cette atteinte à l'autorité politique trouve son écho dans le refus, plus ou moins conscient, de reconnaître et d'admettre la différence ; l'île comme entité autre a été délibérément oubliée, évacuée comme l'a été tout l'univers symbolique et mythique de la philosophie occidentale ou encore tout le monde sonore qui n'entraîne pas forcément dans le schème théorique d'une rhétorique compositionnelle. Le réveil, aujourd'hui, d'une pensée symbolique va de pair avec la remise en question de la pseudo « rigueur » scientifique des sciences humaines, avec le regain d'intérêt pour les musiques populaires, les terres oubliées, les îles. L'île a toujours été niée dans sa spécificité parce que toujours pensée d'ailleurs ; sa situation géographique a constamment décidé de son statut politique ; de ce fait, elle est, soit restée à l'écart des grands courants de pensée, soit au contraire en a ingéré les modèles culturels sans pouvoir les contrôler à partir du moment où elle devient terre d'envie, de visée stratégique. Or, ce qui nous permet encore d'affirmer une spécificité, c'est précisément sa façon de penser son espace/temps, moins par rapport à une appartenance continentale que par rapport à elle-même. La particularité des insulaires se définit bien dans la vision, symbolique,

de leur terre qu'ils transmettent, si étrangement, presque toujours à travers l'oralité, comme s'ils avaient décelé, à l'intérieur de ce processus de transmission tellement fragile, les véritables balises de leur vécu ; il n'est pas non plus sans signification que les insulaires trouvent leurs expressions privilégiées dans la musique et la poésie, porteuses à la fois de la pérennité orale et de l'imaginaire mythique. Nommer l'île renvoie immanquablement à l'imaginaire, accomplit l'association d'une image symbolique et d'un concept géographique.

L'île comme archétype est une géographie imaginaire à parcourir à travers les dédales des métaphores, du non-formulé, de la trace, de l'absence et du silence, une trajectoire imaginaire non pas à décrypter et à transcrire mais à saisir dans son processus génétique afin de la perpétuer dans ce qu'elle a d'énigmatique. Le champ proxémique de l'île, à haute condensation symbolique, exige une approche plus herméneutique que discursive ; comment, en effet, repérer les indices de coïncidence entre la géographie physique, mentale et symbolique, des liens qui se tissent de manière extrêmement souterraine entre le paysage déjà fortement investi métaphoriquement par les toponymes, qui renvoie donc comme un écho ou un miroir le sens du sacré chez celui qui désigne et la configuration poétique, pour reprendre le sens bachelardien, de l'espace et du temps ? Comment s'établit cette trajectoire imaginaire entre le paysage comme mythogramme et le « décryptage » métaphorique pratiqué par l'insulaire à travers sa pratique culturelle ? En d'autres termes encore, comment se réalise et s'accomplit, à travers la langue, la musique, l'inscription dans la pierre, la rencontre de l'œil, de l'oreille et de la main avec le sacré ? Ce travail se situe sans nul doute dans la lignée de la prophétie nietzschéenne à l'égard du bascul d'une civilisation du mythe dans celle du discours, du passage d'une « pensée symbolique multi-dimensionnelle » à un mode de pensée où les « moyens d'expression irrationnelle² » sont particulièrement appauvris. De par l'exploration du mythique insulaire, il s'agirait de sonder l'île non seulement comme émettrice d'images mais aussi source d'énergies et de forces énigmatiques ; en associant, peut-être arbitrairement, la notion philosophique d'imaginaire à la réalité physique de l'île, est en fait visée la mise en évidence de sa polysémie, afin de tirer partie de la pluralité de sens à la fois contenue en elle et projetée sur elle ; l'ambition de ce travail, qui ne renie pas son choix de l'ambigu, se voudrait tout à la fois « explicatif », sonde du non-encore-dit et appel, ouverture, trace d'une quête philosophale.

Si le travail sur l'imaginaire insulaire constitue l'arrière-fond philosophique d'une revendication identitaire contemporaine, serait-ce parce qu'émerge la prise de conscience de la perte d'une identité, accréditant la thèse selon laquelle seuls les risques de disparition provoqueraient le réveil des résistances ? Ce serait, à notre avis, nier la composante essentielle d'une tradition forte, à savoir son pouvoir de préservation. Ce n'est pas seulement parce qu'il y a menace qu'il y a résistance ; la permanence constitue précisément le garant identitaire et le fondement

anthropologique d'une tradition. Pour nous, la « figure traditionnelle » dont parle Gilbert Durand³ se caractérise essentiellement par sa résistance et sa permanence malgré ce que l'histoire d'un peuple peut comporter d'aléatoire, malgré les atteintes qui lui sont portées, à la limite, indépendamment de son histoire, sorte de corps autonome qui aurait sa propre vie. Ceci n'a rien de contradictoire avec l'évidence que toute culture se « compose », se constitue par superpositions, fusions ou rejets ; c'est même précisément la manière dont cette agrégation par couches successives d'apports, à l'image de l'écorce terrestre, s'inscrit dans l'espace/temps d'une communauté donnée, qui délimite son identité culturelle spécifique. C'est bien parce que toute culture se forge par accumulations, stratifications, chaque peuple puisant dans ses « rencontres » quelque chose qui le concerne et qu'il intègre ou pas à son propre vécu, que imitation, reproduction, emprunt mais aussi transformation, adaptation, ajout, transgression et rejet constituent un arsenal de notions qui participent indéniablement à l'élaboration d'une tradition culturelle.

Sans doute l'histoire elle-même témoigne-t-elle des influences réciproques des idées philosophiques, politiques, religieuses et des mutations artistiques jusqu'aux tréfonds de leurs structures ; mais il ne faut pas oublier non plus que ces interférences n'ont pu se produire que parce que la création faisait partie intégrante de l'organisation politique de la société ; que l'artiste ait été l'esclave du Prince ou poète maudit ne change rien de fondamental à la visée syncrétique d'une société. D'autre part, si cela est vrai pendant des siècles d'histoire où le temps permettait une accumulation lente, un cheminement favorisant le choix, aujourd'hui, la précipitation du temps à travers les media modifie totalement les données. Pendant longtemps haltes culturelles parce que soumises aux rythmes relativement lents des escales, de la circulation « au ralenti » des informations, désormais l'île, pas plus que tout autre lieu, n'échappe à une pléthore d'informations qui neutralisent le choix ou plutôt l'empêchent, l'orientent, le déterminent. Il faut donc bien admettre tout à la fois le caractère composite de toute culture et une originalité propre qui, elle, renvoie précisément à ce que l'on nomme commodément tradition, véritable archaïsme archétypal, constitutif du socle anthropologique de la société corse.

Une anthropologie de l'imaginaire ne peut donc se définir ni comme un regard posé sur un passé, sorte d'appréciation théorique qui figerait à jamais son terrain d'étude ni comme l'aspiration à un âge d'or révolu. C'est parce qu'une telle analyse ne peut se situer qu'au niveau du mythique et du symbolique qu'elle puise sa source dans une notion fondamentalement ainsi connotée qui est celle d'insularité. Le questionnement du mythique et du symbolique ne pouvant être que métaphorique, une anthropologie de l'imaginaire insulaire ne peut être que fondatrice, c'est-à-dire créatrice ; c'est moins dans le raisonnement discursif que dans l'acte créateur, moins dans le discours structurant que dans le « laisser être/apparaître » phénoménologique d'une conscience créatrice qu'elle trouvera sa force méthodologique. L'étude de l'imaginaire

insulaire devient réappropriation métaphorique d'un imaginaire sauvage, premier, encore intouché par le discours. C'est pourquoi le premier travail à accomplir est l'étude de l'inscription de cet imaginaire dans l'espace/temps archétypal de l'île, l'insularité étant elle-même ici comprise comme archétype. Réfléchir sur cette problématique nous permet d'avancer dans l'investigation sur l'écart entre pensée philosophique et pensée mythique ; accepter de penser l'île, c'est admettre la possibilité de réfuter un discours finalisé, tendu vers l'éclaircie du raisonnement et de la Vérité au profit d'une herméneutique essentiellement symbolique et métaphorique, qui préserve l'ambiguïté et l'énigme ; lieu du discours ante-discursif, le mythe ne peut éclairer : il circonscrit seulement les limites de l'éclaircie.

Collectif de l'Université de Corse.

NOTES

1. Moles Abraham, *Les Labyrinthes du vécu*, Paris, Ed. du Méridien, 1982, p. 57.
2. Leroi-Gourhan André, *Le Geste et la parole*, tome I, Paris, Albin Michel, 1964, p. 293.
3. Durand Gilbert, *Sciences de l'homme et tradition*, Paris, Ed. Berg, L'île verte, 1982.

LA QUESTION DU PERE : ELEMENTS CLES POUR UNE « ANALYSE » DU PROBLEME CORSE *

Nicolas SECONDI, Jean-Pierre SANTONI

La problématique socio-culturelle et psychologique de la corsité et du sujet corse peut s'articuler autour de la séquence d'un certain nombre de constats et de mécanismes qui se situent à des niveaux différents.

Premier constat

La société corse est une société en crise, elle subit un conflit de culture qu'elle ne peut dépasser. D'une part la société corse traditionnelle ne peut plus fonctionner, ne peut plus exister ni opérer dans la réalité socio-économique, actuelle. Elle ne survit que de manière très limitée, érodée, incomplète, et, pourtant ne se maintient que plus fortement dans les mentalités et les comportements ; elle continue à structurer la personnalité corse. D'autre part, la société moderne, industrielle s'impose en Corse même.

Depuis une vingtaine d'années l'amorce de structures socio-économiques de type « industriel » (par exemple la mise en place des vignobles sur la plaine orientale, les complexes touristiques...) a posé dans la réalité corse le problème de cette mutation. Ce n'est pas un hasard si c'est, précisément, dans le Nord de la Corse et sur la côte orientale que se sont développés les courants autonomistes corcisans les plus actifs, voire indépendantistes ; c'est-à-dire là où l'amorce était la plus sensible.

* Cet essai fait partie d'une analyse entreprise par les auteurs sur le problème corse ; ouvrage à paraître prochainement.

Certes, cette dualité (société traditionnelle/société industrielle) ne date pas d'hier mais jusqu'à ces dernières années le clivage pouvait être assumé, dépassé, voire gommé.

Même imparfaitement, la société traditionnelle a pu pendant une période transitoire continuer à fonctionner, car elle correspondait à une certaine réalité humaine et économique. Dès lors, le conflit entre société traditionnelle et société industrielle, a pu, pendant longtemps, rester occulté, évacué aux yeux des Corses.

Ainsi les Corses exilés (sur le continent ou dans les ex-colonies), se retrouvaient dans leur village, plus ou moins régulièrement, comme si rien n'avait changé, car les principales fonctions y étaient maintenues ; cela jusqu'à ces dix ou vingt dernières années et malgré une lente mais régulière détérioration.

De surcroît, les Corses exilés pouvaient surcompenser ce tiraillement (et d'autres vulnérabilités), en étant simultanément plus français que les Français, tout en restant corses, sans risque psycho-affectif majeur.

Aujourd'hui, cette coexistence n'est plus possible entre société de type traditionnel et société moderne. C'est pourquoi, ne reste plus que la possibilité de surenchérir au niveau de la différence, car la réalité corse d'aujourd'hui ne permet plus (ou permet moins pour un nombre croissant de personnes) de fonctionner en intégrant les deux niveaux de réalité.

Il convient de pointer ce constat pour éviter des dérapages délirants, tout en cherchant cependant une troisième voie qui fasse apparaître comment on peut intégrer et adapter harmonieusement ces deux types de sociétés.

Deuxième constat

Un autre fait déterminant en Corse est que le passage d'une société traditionnelle à une société moderne ne s'est pas fait sans heurt, même s'il a été insidieux et progressif. En effet, ce passage a été vécu comme un placage imposé de l'extérieur par les « autres arrivants », et en un laps de temps relativement bref.

Constat d'autant plus douloureux que le sentiment d'avoir été « floué » entrain en résonance avec une vulnérabilité profonde et ancestrale des Corses sur ce point. Cela explique la revendication de « rattrapage » qu'il convient cependant non pas de rejeter mais de ramener à de justes proportions, dans la réalité.

Troisième constat

En outre, la société traditionnelle, dans les mentalités, correspondait à un phénomène global d'équilibre tant du point de vue social, économique, que culturel c'est-à-dire psycho-affectif. Cette rupture d'équilibre, longtemps retardée, a été très destructurante au niveau individuel et collectif.

Or, l'Etat n'a pu structurellement prendre en compte cette société globale. La nature même du pouvoir d'Etat comme du système politico-administratif notabiliaire interdit cette participation (et émancipation) d'un autre type de citoyens (corses).

Dès lors, les réformes institutionnelles et politiques (décentralisation ou statut particulier) sont vouées à un relatif échec car elles ne sont que des réformes institutionnelles et politiques ; le décalage demeure et la frustration s'agrandit par rapport à l'ensemble que, pour faire bref, nous appelons « peuple corse ».

En effet, l'Etat seul ne peut certes être à l'écoute de cette société globale, de cette identité collective tellement opposée à ce que ce système « français » centralisé ou même décentralisé peut offrir. Ne nous leurrions pas en effet, cette décentralisation, ce statut particulier, ne permettent pas à un type nouveau de société globale corse d'émerger, soit une société qui, comme jadis, serait avant tout fondée sur une participation effective et affective de l'ensemble des citoyens corses à leur avenir. Le « peuple corse » a le sentiment d'être resté « sous tutelle » ; son identité profonde, symbolique, rituelle n'a pu être « libérée ». C'est de cette libération là dont il s'agit. Ne nous trompons pas de registre même si nécessairement apparaît une confusion, un télescopage entre politique et imaginaires, réalité et symbolique.

Quatrième constat

Dans ces conditions, un tiraillement, un conflit ou, pour le moins, une difficulté d'identification de plus en plus grande apparaît.

En effet, cette dualité contradictoire, cette coexistence de deux types de cultures (de valeurs, d'attitudes) ne pouvant plus se maintenir harmonieusement, devient nécessairement conflictuelle pour l'individu et les groupes d'individus ; ces derniers se trouvent confrontés à plusieurs références possibles par rapport à l'Autre ; il y en a deux, ce qui provoque déchirement, est source de frustration et de souffrances.

La question de l'Autre, c'est-à-dire le repérage par rapport à la figure symbolique du père, constitutif, rappelons-le, de l'identité du sujet et du groupe est difficile. En effet, quel est ce père symbolique ? Dans la société corse traditionnelle, ce père symbolique constitutif de l'identité était le patriarche dont l'autorité était évidente, incontestée ; elle permettait à l'individu de se structurer.

Aujourd'hui il se trouve éclaté entre des figures (corses ou non d'ailleurs) dont ne se dégage pas l'autorité évidente nécessaire au père symbolique (qu'il s'agisse de l'Etat ou de la Région corse en politique, puisque le champ du patriarche a éclaté).

Comme l'a dit Claude Lévy-Strauss :

« ... quand les habitudes séculaires s'effondrent, quand les genres de vie disparaissent, quand les vieilles solidarités s'effritent, il est fréquent qu'une crise d'identité se produise ».

En fait, ce désarroi, cette errance identificatoire, résultent d'une perte de repère par rapport au père symbolique. Un rappel est ici nécessaire. Le stade du miroir est, chez le jeune enfant, le moment où il se constitue comme Moi, c'est-à-dire comme individu autonome ; ce moment est très important, parce qu'il permet par la suite de structurer tous les échanges du sujet avec autrui ; il est le moment de l'ascension du sujet qui peut dès lors se poser comme Moi, comme autonome ; Lacan montre combien il est pris dans la structure imaginaire, dans les fantasmes, combien il n'est qu'imaginaire.

Le problème de l'identité du sujet et de son identification ne peut se faire que par rapport à l'autre. Cet autre est absolument nécessaire ; car, pour être quelqu'un, il faut qu'il y ait quelqu'un d'autre et le premier Autre auquel on a à faire en tant que sujet naissant, ce sont les parents, le groupe familial. A travers ce problème d'identification va venir se déployer toute la problématique œdipienne qui va cheminer tout au long de la vie de l'individu. Elle se retrouve dans beaucoup d'actes posés par la suite, qui seront des actes plus particulièrement inscrits dans le champ social, entre autres. Le propos sous-jacent sera toujours celui de la problématique œdipienne, et notamment celui des questions, des positions, qui n'ont pas été réglées, ou en tout cas mal réglées.

Par rapport à cette problématique œdipienne, la chose importante est la position du père : elle fonde la loi en signifiant à l'enfant l'interdit de l'inceste. Elle va entraîner des conséquences pour le sujet, dont notamment le désir tout à fait inconscient de meurtre du père. Vont s'en suivre comme réactions des sentiments de culpabilité, d'auto-punition, et la création du sur-Moi auquel le sujet aura à rendre compte toute sa vie.

Que se passe-t-il alors lorsqu'un sujet se trouve dans une position conflictuelle ; comment en arrive-t-il à la délinquance, à la déviance ou à la violence ? La question qu'il pose par ses attitudes ou ses actes s'adresse aux structures de la société, lesquelles sont, d'ailleurs, symboliques : c'est une sorte de lignage qui va du symbolique au symbolique. Et cela est d'autant plus marqué lorsque, dans le groupe social, existent des problèmes objectifs, lorsqu'existe, entre autres problèmes, un relatif décentrement du groupe familial par rapport au groupe social (c'est-à-dire une sorte de position marginale voire asociale du groupe familial). Les raisons de cette position du groupe familial peuvent être diverses, mais cela va avoir parmi d'autres, comme conséquence, d'interdire au sujet de laisser circuler sa problématique, qui dès lors va faire irruption au niveau du social (voir constat n° 5).

La question que pose le délinquant, le psychopathe, le déviant, voire le criminel, à la structure sociale, semble être par de là cette structure, une interrogation sur la loi, une recherche des limites de la loi, et notamment cette interrogation : jusqu'où va cette loi ? Jusqu'où existe-t-elle vraiment ? Le crime, ou l'acte de violence, correspond dès lors à une interpellation de la loi (la loi étant l'interdit, et sa transgression sous forme de crime étant le meurtre du père).

C'est à travers ce cheminement que le sujet peut trouver sa maturité, son autonomie réelle. Dans cette confrontation avec la loi, c'est finalement l'institution de l'interdit qui définit et organise le lien social. En interpellant ainsi la Loi, il interpelle l'Autre, et cela va permettre deux choses :

— la première, c'est que le sujet qui, en l'occurrence, a du mal à faire fonctionner ses identifications, va pouvoir s'identifier enfin à quelque chose : une identification à son acte, délictueux ou criminel ;

— la deuxième, est qu'il attend que l'Autre lui réponde ; qu'il le reconnaisse dans cet acte délictueux. On voit donc le bénéfice qu'il peut en retirer par rapport à son état de souffrance, qui peut faire place à la jouissance, au plaisir.

En même temps qu'il demande à l'Autre de l'identifier, il lui demande de mieux se distinguer par rapport à lui, et essaie de s'en séparer. C'est suggérer qu'on irait d'un pôle d'identification impossible parce que la distance serait trop grande entre le sujet et l'Autre, à une autre identification impossible parce que la distance n'existerait pas, le sujet étant pris dans un rapport très fusionnel avec l'Autre. C'est donc aussi une façon d'essayer de s'en sortir que de questionner l'Autre, de l'obliger à se dissocier de soi en faisant, somme toute, intervenir la loi qui va trancher, qui va séparer, qui va châtier la faute commise et va permettre ainsi, du même coup, à la distanciation de s'opérer. L'acte délictueux, violent, est donc vécu comme moyen identificatoire, et demande d'autonomisation.

Comme ce qui façonne l'identité, est le rapport à l'autre, c'est aussi ce rapport qui va permettre, avec des différences, de dégager dans le même temps des propriétés spécifiques, des valeurs-attitudes ; l'identité individuelle est en définitive fonction d'une ligne de fraction générique, et n'est reprise par le culturel que plus tard par le langage propre aux parents et au champ culturel. Au travers des parents, de leur discours, des spécificités propres à ces parents et des caractéristiques culturelles communes à tous les parents d'un même environnement structurent l'identité de l'individu.

Entre l'environnement naturel et l'individu, s'interpose toujours un environnement humain infiniment plus significatif. Cet environnement humain consiste dans un groupe organisé d'individus, c'est-à-dire dans une société, dans une façon particulière de vivre, caractéristique de ce groupe, soit dans une culture. L'interaction de l'individu avec la société et la culture détermine la formation de la plupart des modèles de conduite, et même des réponses affectives les plus profondes.

Répons que, finalement, ce qui façonne l'identité, est donc le rapport à l'Autre et notamment au père, lequel semble avoir pour fonction d'être la référence la plus importante (étant entendu que la place du père et la fonction du père est en partie dépendante du discours et du désir de la mère par rapport au père).

Ainsi l'identité ne peut s'établir que sur une dynamique relationnelle ouverte, mais où la place de l'Autre est clairement définie puisqu'elle permet à l'identité du sujet de se structurer. Or, en Corse, on l'a vu, il y a désormais plusieurs références possibles en ce qui concerne l'Autre, car le repérage est difficile entre les figures symboliques du père dans la société corse traditionnelle et celle du père dans la société de type moderne. Cette multiplicité de repérages crée des difficultés dans les identifications possibles. Dès lors, les seules images fortes sont celles (anciennes) du clan, du patriarche. Rien dans les figures actuelles françaises ou même corses n'est satisfaisant. D'où aussi un attrait massif, renforcé, pour les valeurs et les mythes du passé.

Devant ces tiraillements, l'image du père fort n'en est que plus fascinante. Ce n'est sans doute pas un hasard si le terrorisme qui se développe en Corse recherche tout à la fois des figures mythiques où le père était fort et où la loi du groupe s'imposait.

La Corse culturellement était déjà marquée par la quête obsédante du père fort, non castré ; d'où cette quête d'absolu qui caractérise les Corses au fond d'eux-mêmes. Mais face à la désagrégation sociale, à l'écartèlement entre plusieurs cultures, les idéaux tombent. Cette déroute culturelle et psychique ne peut qu'engendrer ou renforcer la marginalité, la transgression, la violence, car la loi du père ne joue plus. Comment canaliser cette quête obsédante du père fort ? Comment la décentrer ? D'abord en en ayant conscience.

Cinquième constat

Lorsqu'il y a rupture, ou tout au moins décalage entre le groupe familial et le groupe social, ou lorsque l'autorité paternelle se trouve défaillante ou contradictoire, les tensions qui se résolvaient dans le cercle familial, notamment dans la problématique du père, se reportent dans le champ social et politique.

On observe aujourd'hui en Corse comme ailleurs une réduction, une contraction du groupe familial. Au cours du passage de la société traditionnelle à la société industrielle, la famille se réduit. Reste ce que l'on appelle le groupe social, c'est-à-dire les valeurs culturelles traditionnelles.

Le sujet ne pouvant plus résoudre sa problématique personnelle dans la sphère familiale, s'adresse à la Loi, au social, au symbolique du père ; il peut interpellier le social de deux manières : dans le champ strictement politique, ou au travers d'activités criminelles.

En définitive, ce qui est en jeu c'est toujours l'interrogation sur le défi par rapport au père. Or, précisément, en Corse, il y a, nous l'avons vu, défaillance du père symbolique, ou plutôt du rôle qu'il devrait jouer (qu'il s'agisse de l'Etat ou des élus). Dès lors la problématique œdipienne qui ne peut plus se résoudre dans la famille traditionnelle, ne peut pas davantage se résoudre dans le champ social et politique. D'où une impasse grave.

Les conséquences sont de trois ordres :

- atrophie ou perte de substance du culturel, éclatement et atomisation renforcée de la société ;
- implosion et déviance de la société corse, sentiment de dérive ;
- violence dans le champ social et politique, c'est-à-dire par rapport à la loi, par rapport à l'Autre, par rapport au père.

Lorsqu'il y a rupture, ou tout au moins décalage entre le groupe familial réel et le groupe social intériorisé, des tensions graves se créent. Ainsi la contraction de la famille élargie (clan), le déclin de la puissance sociale du groupe familial sont manifestes en Corse ; il ne pouvait en être autrement dans le passage de la société traditionnelle à la société de type industriel. Parallèlement, l'autorité paternelle (directe ou indirecte) se trouve défaillante, contradictoire, affolée. Dès lors, les tensions qui se résolvaient dans le cercle familial (notamment la problématique œdipienne nécessaire à la maturation de l'enfant) se reportent dans le champ social et politique. Il y a émergence des problèmes du groupe familial au sein de la société. Le sujet pour résoudre sa problématique personnelle ne peut que s'adresser au champ social sous forme, notamment, d'affrontements politiques ou de délinquance. En agissant ainsi, il s'adresse au symbolique du père, à la Loi. Or, justement, il y a confusion, défaillance ou carence du père symbolique. Non seulement l'Etat français assume mal ce rôle (puisque les Corses ont pu lui faire le grief de ne s'être pas assez ou mal préoccupé des intérêts légitimes du peuple corse), mais les élus corses eux-mêmes ont pour la plupart fui leurs vraies responsabilités. Une telle situation ne peut que renforcer les conflits et les attitudes de fuite par rapport à la maturation et à l'acceptation des réalités.

Ainsi le problème, la question du père, est la question clef du problème corse. Elle est paradoxale. La France a pu jouer le rôle symbolique du père, mais il y a eu rejet de l'Etat français, venant de l'extérieur, dès lors où la régression et l'agression culturelle ont atteint les seuils que l'on sait. Pourtant, l'identification au père est indispensable pour devenir adulte. Que faire dans un tel contexte où le clivage n'est plus supportable et l'identification impossible ? Situation bloquée où ni le politique ni l'institutionnel ne sont opérants.

Dans le cas de la Corse et de ses relations avec la France, on voit bien qu'il y a dans le champ socio-politique une problématique d'identité personnelle exacerbée par le conflit de culture et que, au fond, ce qui est aussi en jeu, c'est la volonté de séparation d'avec la mère et le père, le passage de la dépendance au désir d'indépendance.

Partant d'une approche de société, d'une crise d'identité entre plusieurs cultures, on en arrive ainsi aux problèmes de l'identité et de l'identification personnelle, et réciproquement. Certes, il ne s'agit pas de problèmes de même nature, mais, au travers de la question du père, on saisit mieux l'articulation entre ces deux champs comme entre le réel, l'imaginaire et le symbolique.

L'inaptitude du politique et l'impuissance des partis classiques en Corse à prendre en considération, aux bons niveaux, cette articulation, crée effectivement un problème grave. Il ne s'agit pas de contester systématiquement l'autorité ni le rôle de l'Etat ; bien au contraire. Les réponses à cette irruption dans les champs socio-politiques de la quête du père fort ne peuvent se réduire à une sévérité accrue (père sévère).

Il s'agit pour le Pouvoir de ne pas se limiter à des réactions simplistes et volontaristes, d'intimidation, de contrainte, de répression. En fait il convient à tout moment de sentir combien la problématique personnelle des individus est déterminante, comment elle explique les comportements humains et permet d'extrapoler les comportements de groupe. Cette compréhension est capitale.

Le deuxième aspect à prendre en considération est l'importance de l'imaginaire et du symbolique ; l'imaginaire en ce sens qu'il place les individus en décalage, en déphasage par rapport à la réalité ; le symbolique par la place qu'il occupe dans les relations entre individus et la Loi : dans quelle mesure est-il un au-delà dans lequel ils peuvent se perdre.

Dans ces conditions, on voit l'utilité que peut revêtir, dans la résolution des conflits corses, une ouverture vers l'extérieur, qui permette de sortir des multiples ghettos, ainsi qu'un renforcement des contacts ambivalents (attrait-répulsion) avec l'environnement, notamment italien. Ce dernier à la fois est source de compréhension (affinités culturelles et linguistiques) mais également permet à l'individu et au groupe social corses de se décentrer, d'affirmer sa différence, c'est-à-dire en définitive son identité, avec la crainte que cette identité ne soit un jour submergée par l'Autre.

En définitive c'est bien d'une réconciliation des Corses avec eux-mêmes, en tant qu'individus et en tant que groupe dont il s'agit.

NOTE

1. Au lieu de se cantonner à une attitude répressive (père sévère) ou, au contraire, de poser le problème en termes exclusivement formels (institutionnels ou politiques...), il aurait sans doute été utile que l'Etat français essaie de reconnaître dans sa réalité cette identité globale corse, cette culture, et fasse tout pour qu'elle puisse exister et se développer : cela aurait impliqué une écoute autre, socio-culturelle d'abord (les rites, la symbolique, la loi corse...), et que l'Etat modifie en conséquence ses comportements. Des problèmes aussi capitaux que ceux qu'impliquerait la reconnaissance du peuple corse par le chef de l'Etat doivent être résolus dans la pratique, et non évacués, escamotés comme c'est le cas (à quoi sert la reconnaissance de l'identité du peuple corse si ce dernier ne peut mettre en œuvre une politique spécifique quant à la langue, à l'emploi, à l'énergie, aux transports par exemple...). Cela n'est pas attentatoire à l'unité de la République. En définitive, ce serait une erreur de croire que cette demande de « libération nationale » doivent être prise à la lettre dans le champ politique et institutionnel. L'épreuve de réalité pour nécessaire qu'elle soit (marquer des repères, des bornes) doit s'accompagner pour le pouvoir de *gestes symboliques*.

IDEOLOGIE DIGLOSSIQUE ET PRODUCTION DE SENS

Jacques THIERS

Le concept de diglossie, promu il y a longtemps déjà¹ mais utilisé seulement depuis peu pour rendre compte de la situation corse², semble s'enrichir dans cette application nouvelle de connotations et d'une extension qui le rendent opératoire dans des domaines où il paraissait à première vue n'avoir que peu d'opportunité. D'abord sollicité dans son acception sociolinguistique, il nous a permis d'entreprendre une nouvelle pesée des idées généralement admises du point de vue de la langue et du langage de la communauté corse³. Cette visée, appuyée sur les données de la sociologie du langage et de l'éducation, ouvre de larges perspectives à l'initiative glottopolitique notamment dans le domaine de l'enseignement public où il est urgent de traiter par une didactique contrastive du corse et du français les effets du contact entre ces deux langues. Car si la situation langagière actuelle devait se poursuivre, on verrait se généraliser à terme, avec l'extinction du corse, une variété née de l'hybridation des deux systèmes linguistiques, le francorse. Une telle évolution, d'ores et déjà prévisible si les choses restent en l'état, représenterait un lourd handicap, en particulier pour les groupes et classes défavorisés, car la promotion individuelle et la mobilité sociale sont largement tributaires de la compétence dans l'usage de la langue officielle, le français, aujourd'hui complètement assimilé à la norme académique. Or s'il est vrai qu'une communauté pauvre de langue l'est aussi de langages, c'est-à-dire de moyens d'échange et d'action

sur le marché de la communication, c'est à une véritable paupérisation que la diglossie actuelle condamne la société corse⁴.

Cette remarque conduit tout naturellement à étendre le champ d'application du concept au-delà de l'aspect linguistique et langagier. Les enquêtes menées à l'université de Corse (U.A., C.N.R.S., 1164) ont mis en lumière l'existence de fonctionnements diglossiques repérables dans les comportements verbaux et non-verbaux des membres de la communauté dès lors qu'ils se trouvent engagés, en situation formelle ou non-formelle, dans une interaction où le motif de la langue intervient — directement ou indirectement — comme thème de l'échange ou prétexte d'autres conflits idéologiques. Cas de figure très fréquent dans une société où la minoration linguistique se poursuit aujourd'hui dans un contexte de crise économique et démographique désormais bien connu⁵. Les enjeux identitaires étant par ailleurs amplement sollicités dans l'affrontement des idéologies politiques, la structure linguistique devenue surdéterminante depuis les années 1970 se trouve dans bien des cas constituer non seulement l'indice mais aussi le lieu du conflit. Or comme une langue n'est en définitive qu'une construction théorique que l'analyse du linguiste abstrait de l'ensemble des actes de langage, lui-même équivalent de la « parole » saussurienne, c'est dans les comportements langagiers individuels, dans leur interaction et dans le discours de la communauté à propos des deux langues en présence que se lisent le plus nettement les conflits sociaux et idéologiques. Il est dès lors nécessaire d'avancer le concept de « sujet diglossique » en lieu et place de celui de « locuteur » et de faire apparaître cet autre, « l'idéologie diglossique » aux fonctionnements de laquelle se trouvent pareillement soumis les membres de la communauté, quand bien même ils se trouvent opposés par le conflit des idéologies politiques qu'ils actualisent dans leurs discours différenciés. Ainsi, loin de ne constituer qu'un cadre imposé aux membres de la communauté par la fonctionnalisation des deux langues, la diglossie corse représente aussi un fonctionnement logico-conceptuel indifférencié qui se trouve occulté par la disparité ou l'antagonisme des comportements verbaux, des thèmes et des options idéologiques. Pourtant son action profonde se révèle à l'analyse dès lors qu'on prend le parti d'appréhender des faits sociaux et leurs perspectives d'évolution à travers la question de la langue où ils s'inscrivent jusqu'à s'y identifier totalement. Cette proposition définitoire comporte le corollaire suivant : le sujet diglossique n'est pas en relation logique avec la diglossie : il en est l'essence et pour ainsi dire l'hypostase. Son comportement et son discours n'actualisent pas une réalité qui lui serait extérieure : il est la diglossie, et il la perpétue, qu'il entende l'effacer par le triomphe de la langue dominante ou par la revanche de la langue dominée.

Ainsi la diglossie corse apparaît moins qu'autrefois comme une société où les compétences linguistiques individuelles et les intérêts de groupes distribuent les sujets sur les degrés d'une hiérarchisation linguistique. Cette situation, attestée par le passé⁶, s'est singulièrement modifiée

depuis que tous les corsophones sont devenus également francophones. Il faut comprendre que le conflit linguistique qui a succédé à la stabilité de l'ancienne diglossie où était acceptée l'hégémonie de la langue officielle connaît aujourd'hui une phase originale de son évolution.

Il y a seulement quinze ans, en effet, la contestation de la diglossie revêtait l'aspect d'une revendication de dignité pour la langue minorée. Depuis, l'image du corse a acquis une valeur symbolique conforme à ce programme, même si des réticences persistent et que les avancées spectaculaires de « l'élaboration linguistique » du corse⁷ ne se sont pas traduites par un arrêt de l'érosion des compétences linguistiques, comme l'attestent l'observation empirique et l'enquête sociolinguistique⁸. Force est de constater que la communauté a quelque peu relâché sa « loyauté linguistique » à l'égard du corse et qu'elle n'a pas montré dans les pratiques langagières, éducatives et sociales l'attachement qu'elle n'a cessé d'affirmer dans la revendication linguistique et culturelle et dans les programmes spécifiquement politiques. L'historique de la naissance et du développement de ce divorce entre les intentions et le discours d'une part, et les pratiques réelles d'autre part, reste à faire : on y décèlera sans doute les manipulations de l'appareil d'Etat et l'utilisation tactique du motif linguistique dans les stratégies des mouvements politiques et syndicaux insulaires, toutes options confondues. Toujours est-il que l'écart est énorme aujourd'hui entre ce que l'on croit, que l'on demande, que l'on défend, et ce que l'on parle et que l'on fait dans la pratique quotidienne. La langue dominée a dans ces conditions réalisé une percée considérable qui a réduit l'action de la diglossie dans le cadre institutionnel et social, mais l'a transposée au niveau subjectif. Le conflit subsiste, mais il est surtout le conflit d'un sujet qui perçoit en lui les contradictions d'une identité sollicitée par les deux pôles de la diglossie.

Il semble dès lors utile de poser les jalons d'une problématique nouvelle qui permettrait d'étudier l'influence de la diglossie ainsi définie sur la production et la circulation du sens à l'œuvre, et repérables dans les interactions verbales des membres de la communauté corse. Nous croyons cette interrogation susceptible de jeter quelque lumière sur le fonctionnement d'ensemble du système social et d'embrasser, à travers l'étude de la structure linguistique que nous considérons comme unifiante, bien des faits dont l'approche sectorielle interdit de voir la corrélation. Cependant les interprétations que nous serons amené à formuler au plan sociolinguistique devront être soumises *a posteriori* au contrôle d'une démarche interdisciplinaire : sociologie, sciences politiques, histoire et psycho-sociologie nous paraissent concernées au premier chef par ces investigations, mais l'implication des sciences humaines et sociales dans leur ensemble est évidente.

Les diverses structures — économiques, politiques, sociales et culturelles — constituent sans doute les déterminations initiales du problème corse ; nous croyons cependant que le langage en amplifie et perpétue les effets dans un mouvement de *feed-back* qui rend provisoirement

impossible toute évolution maîtrisée du fait de l'implication de l'idéologie diglossique dans le discours des sujets. C'est en d'autres termes postuler que le système se fige parce que les caractéristiques diglossiques du langage des Corses empêchent tout renouvellement du sens dans les échanges, notamment dans les actes de discours où s'affrontent les idéologies politiques.

Nous posons ici le principe méthodologique d'une analyse socio-sémantique des actes de langage déterminés par l'idéologie diglossique corse et nous inscrivons cette démarche dans la perspective d'une syntaxe fonctionnelle du langage. Cette théorie⁹ postule en particulier que la structure sociale est un réseau de comportements sociaux potentiels parmi lesquels tout membre d'un groupe choisit ceux qui lui paraissent les plus appropriés à ses intérêts. Ces comportements potentiels sont alors interprétés par le sujet en termes de significations potentielles qui sont ou verbalisées en actes langagiers concrets ou refoulées. Ainsi se trouvent reliés les trois réseaux : contexte social, niveau sémantique et système lexico-grammatical, et matérialisé le schéma logique suivant : « peut faire » = « peut signifier » = « peut dire ». Il résulte naturellement de cette relation que tout figement de l'un de ces trois réseaux entraîne le dysfonctionnement, l'inertie et peut-être la sclérose du système qu'ils composent ensemble. Or notre étude des interactions verbales observables dans la situation corse actuelle nous conduit à affirmer que l'idéologie diglossique provoque des effets de ce type. De tels phénomènes sont particulièrement sensibles lorsque le débat porte sur le langage des Corses et qu'il favorise un discours sur les qualités respectives des deux langues en présence (discours épilinguistique) et sur les perspectives glottopolitiques de la société insulaire. Nous présentons ci-dessous l'application de notre hypothèse à une circonstance où un débat, aux contours nettement dessinés et au caractère médiatique, facilite l'observation et la lecture.

Il s'agit d'un débat diffusé par R.C.F.M.¹⁰ dans le cadre de la campagne pour les élections de mars 1986. Autour du thème « Quelle politique culturelle pour la Corse ? » s'affrontaient trois candidats que nous désignons par les lettres A (représentant du R.C.F. : Rassemblement pour la Corse française), B (représentant du P.S.), C (représentant de l'U.P.C. : *Unione di u populu corsu*) dans l'extrait dont le texte est reproduit en annexe.

Quelques remarques liminaires : la passion dont est empreinte l'interaction verbale s'explique bien entendu par la situation¹¹ : perspective des élections, thème choisi, rôles sociaux des protagonistes, retransmission radiophonique en direct, dramatisation opérée par la mise en place journalistique de l'émission¹². Ce ne sont pas là des rapports externes mais des déterminations directes qui influent sur les attitudes et les comportements langagiers, soumettant les participants à une forte charge émotive susceptible de libérer le conflit de la diglossie, intégré et vécu par les sujets. La production du sens en est fortement marquée. On note d'autre part que malgré l'affrontement des idéologies et des personnes,

les trois hommes politiques s'accordent à reconnaître implicitement que la langue constitue l'enjeu essentiel de la question culturelle. Celle-ci représente à elle seule la culture, fondement spécifiquement corse d'une définition de la culture qui ailleurs ne se résout pas à n'envisager que la question linguistique, malgré l'importance qu'elle revêt partout. On perçoit aussi une divergence d'attitude entre *A* et *C* qui esquivent la question culturelle lorsqu'elle est posée en termes de gestion, de politique culturelle, et *B* qui d'emblée dresse un bilan de la politique du pouvoir socialiste en faveur du corse. Ce dernier rappelle les mesures prises au niveau académique tandis que ceux-là préfèrent établir en préalable une définition de la culture. C'est d'abord sur cette stratégie discursive que nous croyons pouvoir suivre l'itinéraire de la production du sens.

Ce qui pourrait apparaître comme un effort de clarification du débat n'est en réalité qu'une stratégie de masquage des options idéologiques. Chez *A* se télescopent deux notions. L'allocuteur définit d'abord la culture comme un bien collectif, la civilisation (« somme des acquis ») ; cependant l'évocation de la communauté de référence (« communauté d'hommes, c'est-à-dire... une société ») l'entraîne dans une tactique d'évitement de toute évidence le sujet répugne à appliquer une telle définition à la communauté, à la société corse. Aussi se replie-t-il sur une proposition plus anodine et plus conforme aux stéréotypes de la culture dominante : « l'homme cultivé » où l'on peut reconnaître le dogme de « l'honnête homme ». Il faut l'intervention de l'animateur pour que soit concédée l'idée d'une culture de la Corse (et non d'une culture corse), mais cette mention provoque aussitôt l'émergence du conflit de la diglossie, culture corse-culture française. Quant à *C*, son effort procède d'une stratégie progressive : contestation de la culture élitiste ; autorité de la citation d'E. Herriot ; discrimination entre culture de distribution et civilisation. Pourtant la tentative faite pour situer l'échange à un niveau de définition acceptable par tous achoppe sur une fracture du discours : « Mais enfin, je ne veux pas aller plus avant ». De part et d'autre de cette phrase se distribuent les deux modalités du discours : en premier lieu, spéculation sur une acception universelle de la notion mise en débat ; ensuite irruption du discours nationalitaire sur la culture corse, à l'appui duquel est sollicitée l'autorité de l'anthropologie et de l'ethnologie.

Aucune fracture dans le discours de *B*. Le concept de culture est d'emblée associé au programme socialiste de développement économique. Il s'agit surtout de politique linguistique mais l'énoncé des mesures prises et des moyens mis en place s'assortit de précisions d'ordre idéologique : acceptation du bilinguisme, mais « d'un bilinguisme concerté », « dans le cadre du consentement mutuel » ; refus de l'opposition langue corse-langue française. Au secours de l'idéologie socialiste sont appelées l'institution du « Conseil consultatif et culturel et du cadre de vie »¹³, l'instauration d'un « Conseil national de la culture où la Corse est représentée », la filière des études corses à l'université de Corti et la promesse d'un CAPES de corse. Le cadre de ce discours, facilement identifiable, est celui de la régionalisation en vigueur pour la Corse depuis 1982¹⁴.

L'énoncé est linéaire et se rétrécit sur une allusion difficilement compréhensible pour l'auditeur moyen : « dégager les moyens pour que les enseignants qui doivent se former puissent être remplacés ¹⁵ ».

Le contenu socio-politique de cet échange mériterait un examen approfondi que nous écartons désormais délibérément pour privilégier l'éclairage des conditions et des processus de la production du sens. Nous pensons en effet qu'en procédant de cette manière l'investigation est susceptible d'accéder à un niveau de signification différent de celui que peut reconnaître l'analyse d'un sens supposé enclos et comme réifié dans ses clôtures textuelles : le texte (oral ou écrit), le paragraphe, la phrase, le groupe syntagmatique, le signe saussurien. Au-delà de la signification figée dans le texte il est possible de sonder la dynamique où se produit le sens dans le temps même de l'énonciation et compte tenu du contexte de l'interaction verbale ainsi que de la situation de diglossie. Pour ce faire, nous nous appuyons en partie sur les données de la linguistique pragmatique et de la praxématique ¹⁶ qui étudient respectivement les procédures de l'énonciation comme construction du sens dans l'interlocution et la parole comme circulation du sens sur un marché déterminé socialement. Il s'agit dans l'un et l'autre cas de remarquer que tout « dire » est impliqué dans un « faire » qui aboutit ou non par la médiation de la communication, en fonction des interprétations que construit le récepteur sur les énoncés produits.

C'est sans doute un truisme que de dire que tout acte d'interlocution est avant tout la projection d'un « je » sur l'énoncé qu'il produit et adresse à ses interlocuteurs. Il révèle pourtant toute sa fécondité si nous en étudions les implications au cours de notre débat. Les occurrences relevées ici ne constituent pas une étude exhaustive mais un sondage qui semble significatif.

Les comportements verbaux par lesquels le sujet se constitue dans son inscription discursive au cours de l'interlocution sont particulièrement intéressants. Ils dénotent la stratification de (ou l'éclatement en ?) plusieurs modalités dont nous notons les principales comme suit :

- *SD* (sujet du discours) : c'est le sujet conscient de l'enjeu de l'interaction et des règles du jeu interactif ; il est de plain-pied dans le débat et entend en sortir victorieux ; il maîtrise et utilise à cet effet les ressources que lui offre la rhétorique.
- *SI* (sujet de l'idéologie) : l'interlocuteur parle ici au nom du groupe qu'il représente. Il est le porte-parole d'une idéologie politique dont il défend les intérêts face à ses adversaires.
- *P* (la personne) : il se présente ici et s'engage avec toute l'unicité de son moi : il est conscient de son nom, de son identité civile et de sa marque dans l'échange interpersonnel.
- *SE* (sujet ethnique) : il s'intègre dans le groupe ethnique (les Corses) ; le « je » est partie, aboutissement et représentant de cette communauté à laquelle il donne par ailleurs des noms divers.

Ces modalités du sujet s'expriment ici par un jeu subtil sur les pronoms de la première personne « je » et « nous » employés diversement

et alternativement par chacun des participants. Les occurrences de cet emploi se laissent résumer dans ce tableau des fréquences :

	SD	SI	P	SE
A	13	1	7	7
B	2	19		
C	9	1	4	2

Cette grille permet de signaler :

— l'impact médiatique de la parole de A : des trois interlocuteurs, il paraît le plus présent dans le débat et sans doute celui qui « passe le mieux » auprès du public ;

— le faible engagement de l'idéologie politique chez A et C et sa nette prédominance chez B ;

— le fort investissement du moi et de l'ethnicité chez C et A. Il s'agit pour ce dernier d'un phénomène paradoxal car son parti passe généralement pour subordonner — voire sacrifier pour certains — l'identité corse au loyalisme politique à l'égard de l'Etat-nation ;

— l'effacement du moi et du sujet ethnique dans le discours de B. Or on peut corriger cette impression si l'on prend en compte des aspects de l'énonciation effacés par la transcription orthographique. Hésitations et ratés du discours, plus nombreux ici que dans les autres prises de parole, dénotent une grande émotivité de P. Il convient par ailleurs de commenter trois fragments de ce qui pourrait apparaître comme une parole erratique mais où nous sommes conduits à voir les effets de la diglossie sur la production du sens. Pour trois d'entre eux nous donnons entre crochets la transcription phonétique : l'un est une interférence entre le corse et le français ; les deux autres sont des réalisations approximatives de lexèmes français. Pour nous il ne s'agit pas d'erreurs de prononciation mais de praxèmes¹⁷ originaux, concurrents de leurs correspondants respectifs en langue française « correcte ».

Ainsi « bilinguisme » réfère à un état idéal de la communauté corse que le SI croit pouvoir être atteint grâce aux efforts de la glottopolitique socialiste tandis que [bilāgwism] restitue au SE l'opposition des deux « langues » irréductibles à tout équilibre et manifeste la conscience du conflit diglossique que le SI entend nier. Quant à [āsinā], hybride du français [āseñā] et du corse [insinēte], nous l'interprétons comme la perception du caractère marginal des enseignants de la langue minorée, leur non-reconnaissance statutaire, remarquée/regrettée par le SE. Même type d'approximation du dire dans [magrebjē] où le praxème dénote le divorce existant entre le discours de l'idéologie socialiste — qui prône l'intégration des Maghrébins dans la communauté insulaire — et l'hapax qui fait émerger la conscience de P (ou du SE ?) devant la marginalité sociale d'une forte composante de la population de l'île. Autre ratage éloquent si l'on veut bien admettre que ce que nous avons transcrit (lap)

représente le début du programme d'une énonciation avortée : « la population », bientôt remplacé par « gens » après de pénibles tâtonnements (« des...des...des... »). Nous avons dit plus haut que chez A l'emploi de « communauté d'hommes » et de « société » équivaut sans doute à éviter la notion de « peuple », brandie par le discours nationalitaire à propos de la Corse (cf. les cinq occurrences dans la bouche de C) ; or « population » est souvent utilisé dans le débat politique pour occulter et/ou récuser l'idée même d'une nationalité historique corse. B répugne sans doute à un emploi ambigu de « population », lui qui avec les socialistes de l'île réclamait avant 1981 la reconnaissance du « peuple » corse.

Les temps grammaticaux employés dans le débat lorsqu'il s'agit de culture corse sont eux aussi significatifs. « La Corse a eu une culture » affirme A ; « Ce peuple avait une culture » reprend C ; « (Ils) ont toujours organisé la déperdition de cette culture » accuse B. Dans tous les cas où les interlocuteurs réfèrent expressément leurs analyses à la culture corse, il apparaît nettement qu'ils renvoient à une conception patrimoniale : c'est à la Corse du passé qu'ils songent, à la culture d'une communauté qui n'est plus ou presque plus elle-même. Il s'ensuit que « l'identité culturelle » est exclusivement identification au legs de l'histoire, patrimoine aujourd'hui souillé ou perdu, malgré des pétitions de principe : « nous sommes pour l'union... », « nous demandons que... », « le développement de cette culture... » (B) ; « la synthèse de toutes les activités créatrices d'un peuple... », « enrichir... », « réinventer... » (C) ; « je suis fier d'appartenir à cette culture... », « sauver notre culture... », « Il nous faut la défendre... » (A). Ainsi l'emploi de l'imparfait ou du passé composé de l'indicatif marque le sentiment d'une impossible saisie de l'identité culturelle au présent. Lorsque le présent grammatical est utilisé dans le débat, c'est pour décrire les « moyens » mis en œuvre en vue du sauvetage de cette culture (B), ou pour dénier la légitimité de ceux-ci (A : « ... ce sont les moyens mis en œuvre à l'université de Corte qui inquiètent les Corses comme moi... »), ou enfin pour proposer un modèle théorique d'analyse du fait culturel (C).

A cela s'ajoutent de graves confusions des plans de l'identité. Cette attitude est particulièrement remarquable dans la diatribe finale de A. La réflexion indignée sur l'abâtardissement des prénoms repose sur deux niveaux :

Non-corse :	Nanna	Mimmi	Jojo
1 :	Anna Maria	Dumenicu	Joseph
Corse			
2 :	Anna Maria	Dumenicu	Ghjaseppiu

On le voit, si le niveau « non-corse » est parfaitement appréhendé, le niveau « corse » trahit une oscillation de nature diglossique : « Joseph » consolidé par le possessif ethnique (« notre Joseph ») est d'abord donné

comme la contre-épreuve corse de « Jojo », puis corrigé en « Ghjasepiu »¹⁸. Quant au trait final, il vaut son pesant d'or ! « Orso della Rebbia » est produit comme une identité spécifiquement corse alors que la finale en *-o-* du prénom et la contraction préposition-article (*della*) sont des indicateurs linguistiques de pure italianité. Dans son plaidoyer pour la défense et le respect d'une culture régionale de l'espace français, A invoque l'autorité de la diglossie corse/toscan en vigueur jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle et dont on peut percevoir les traces dans la Corse d'aujourd'hui¹⁹.

Ce rapide sondage fait apparaître une partie des éléments discursifs engagés dans un débat typique des enjeux identitaires de la question culturelle. Ces résultats, bien que fragmentaires, suffisent à notre propos car ils confirment les principes énoncés au début de cette étude. Ils décevront sans doute le lecteur friand de situations originales, voire atypiques. Bien au contraire, dès que l'on écarte le référent spécifiquement corse de la question ici débattue, les positions idéologiques, ainsi que les argumentaires qui les soutiennent, présentent des récurrences bien connues des analystes qui étudient les situations où les relations inter-ethniques posent les problèmes de l'acculturation. Aussi bien s'agit-il ici d'insister davantage sur les fonctionnements diglossiques pour montrer que la diglossie exerce une pression constante sur les sujets qui à leur tour l'entretiennent et la cultivent à leur insu. Certes ces derniers en perçoivent le caractère et l'action conflictuels, mais ils les attribuent illusoirement au contexte, à l'affrontement des idéologies politiques. Or, nous l'avons souligné plus haut, si la diglossie constitue dans sa phase initiale un cadre socio-politique qui détermine de l'extérieur les comportements langagiers et les pratiques sociales, elle se trouve bientôt relayée par le fonctionnement diglossique, tunique de Nessus du sujet. L'idée s'impose alors à chacun que c'est l'Autre, l'adversaire dans le discours, qui crée le conflit et abolit par là l'identité du Même, l'être collectif de la culture patrimoniale. Cependant, au moment même où il s'oppose à son contradicteur, chacun reproduit son vis-à-vis dans la conception qu'il se fait de la culture et dans le discours qu'il se forge pour en parler. Et si la forme du contenu discursif peut se différencier par les moyens mis en œuvre pour produire la *signification*, la substance de ce contenu, c'est-à-dire le *sens*, se fige dans l'impasse diglossique. En d'autres termes : les sujets s'opposent par le matériel verbal et comportemental qu'ils engagent au service de leurs intérêts dans l'interaction, mais ils reproduisent immuablement une seule et même structure sémantique : la diglossie, modèle conceptuel bipolaire dont ils défendent l'une ou l'autre composante en rejetant son opposée. Aussi vivent-ils à tout moment la question identitaire sur le mode du déchirement et se donnent-ils l'illusion de pouvoir y échapper par l'assertion d'unicité, de renoncement ou de sacrifice. Or cette attitude les met dans l'incapacité d'assumer le présent de l'acculturation, le conflit des cultures en contact alors que l'efficacité et le réalisme commandent d'en saisir le rapport dialectique pour en tirer profit. Car dans les sociétés modernes l'identité

individuelle et l'identité collective ne peuvent se poser visiblement qu'en termes multidimensionnels et polynomiques, concession au réalisme et à l'histoire, qui n'exclut évidemment pas le projet, l'effort raisonné en faveur de telle ou telle dimension, de telle ou telle norme.

Est-ce à dire que les sociétés diglossiques sont frappées d'inertie ? Nous ne le croyons pas car les opérations de synthèse culturelle se mettent en place et se développent chaque jour dans les pratiques sociales, en dépit des proclamations des idéologies politiques et des crispations de l'idéologie diglossique. Les mécanismes de l'acculturation, multiples et complexes²⁰, ont d'ores et déjà programmé ici comme ailleurs de profondes mutations qui condamnent toutes les stratégies du repli, qu'il s'agisse des valeurs frileuses du colonisé ou de celles, superbes mais vaines, du colonisateur. L'identité bien comprise ne peut plus se concevoir comme reproduction : elle réside nécessairement dans la production d'identité nouvelle sur la base de processus de fusion où agissent et se dessinent déjà des systèmes culturels originaux qu'officialiseront de nouvelles solidarités. Cependant la réalité de tels processus est occultée et gauchie par l'idéologie diglossique et son support discursif dans le champ des échanges formels, l'affrontement des idéologies politiques sur la question de l'identité. Certes la diglossie ne peut empêcher les mutations, mais elle peut en déterminer la nature et les effets sur les attitudes et les comportements individuels et collectifs. Dans ces conditions il est clair que l'évolution des sociétés diglossiques repose sur une alternative dont le premier terme représente un changement qualitatif radical instaurant un système culturel foncièrement différent de l'état antérieur et le second une gestion graduelle et raisonnée de la construction d'identité. Celui-là est marqué par l'abolition de l'ethnicité qui ne subsiste que sous la forme de quelques substrats dépourvus de fonction active dans le nouveau système ; celui-ci manifeste une métamorphose progressive où le fait ethnique est appelé à jouer un rôle actif dans le processus identitaire, à condition que soit maîtrisée la dialectique du même et de l'autre, fondamentale dans la production et l'appréhension de l'identité. Disqualifiée dans le premier cas de figure comme fonction sémiotique et réduite à des combats d'arrière-garde, l'ethnicité peut ici se révéler un véritable actant de la construction d'identité en enracinant les solidarités nouvelles dans une légitimité historique et dans un espace typé par l'histoire d'un peuple ancien et de sa culture.

C'est bien évidemment vers ce dernier projet que doit regarder le devenir de la société corse et de son peuple historique. Or l'idéologie diglossique telle que nous l'avons évoquée jusqu'ici se déploie actuellement avec une intensité qui interdit toute perspective d'évolution harmonieuse et les choses restent en l'état. Il faut donc réactiver la productivité du sens aujourd'hui exclusivement canalisé dans l'expression de la diglossie et condamné par là-même à perpétuer les crispations et à accroître le fossé qui sépare les positions idéologiques. La question de l'identité représente le terrain le plus sensible et le plus fertile : il faut

y insérer une nouvelle circulation de sens susceptible, par des apports multiples et contradictoires, de provoquer une réflexion en profondeur et de jeter les bases d'un pluralisme vécu par tous dans les pratiques culturelles et sociales du quotidien, mais que le sujet diglossique est conduit à occulter.

Il s'agit en quelque sorte au lieu de nier la diglossie, de la reconnaître et de la gérer pour parvenir à la dépasser. Cette gestion de la crise actuelle de l'identité corse s'étendrait sur une période difficilement mesurable car les idéologies politiques répugnent à réformer leurs dogmes. Il faut donc que s'entremettent des médiations. Nous croyons pour notre part que l'expression culturelle et les activités syndicales et associatives peuvent jouer ce rôle historique. L'art peut sublimer la crise d'identité en la disant ; quant à la promotion des intérêts collectifs, elle fait émerger à la lumière les véritables solidarités.

U.A.C.N.R.S. 91164 - Université de Corse

NOTES

1. Cf. L.F. Prudent, « Diglossie et interlecte », in *Langages*, 61, 1981, pp. 13-38.
2. J. Thiers, « Une nouvelle politique culturelle pour la Corse », in *Les Temps modernes*, 423, octobre 1981, pp. 670-697 ; « Elementi di riflessione pè a didattica di u corsu », in *Cortl : università d'estate 84, Papiers de travail*, Le Petit Bastiais, Bastia, 1985, pp. 94-105.
3. J.M. Comiti, « L'idéologie diglossique à travers le témoignage de quatre employés corsophones de l'EDF », in *L'individuation sociolinguistique corse*, A.T.P. CNRS 91 1164, Le Petit Bastiais, Bastia, 1986.
4. J. Thiers, « Diglossie corse et dysfonctionnements du langage », in *La Corse et la Folle*, C.O.R.S., Bastia, 1985.
5. L'ouvrage de Janine Renucci, *Corse traditionnelle et Corse nouvelle* (Audin, Lyon, 1974), reste la meilleure synthèse sur la question.
6. Cf. F. Etori, « Entre la France et l'Italie », in *Le Mémorial des Corses*, vol. 3, Ajaccio, 1980.
7. On entend par « élaboration » le processus qui conduit un idiome donné à conquérir de nouveaux domaines d'emploi, et la marque qu'en reçoit sa structure linguistique. Le promoteur de la notion est le professeur H. Kloss, co-auteur d'une *Composition linguistique des nations du monde*, publiée en cinq volumes aux Presses de l'université Laval. Žarko Muljačić en a fait l'application aux langues romanes, notamment dans : « Romania, Germania e Slavia : parallelismi e differenze nella formazione delle lingue standard », in *La Formazione delle lingue letterarie*, atti del Convegno della Società Italiana di Glottologia (Siena, 16-18 aprile 1984), Giardini, Pise, 1985, pp. 39-55. Nous en avons appliqué les principes à la situation du corse (cf. *L'individuation sociolinguistique corse*, op. cit., supra, note 3).
8. Cf. J. Thiers, « Enquête sur la situation linguistique des collèges de Corse », in *L'individuation sociolinguistique corse*, op. cit., *ibid.*
9. Sur la « syntaxe fonctionnelle » de Halliday on consultera : « The functional basis of language », in B. Bernstein : *Class, codes and control*, vol. 2, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1975, et le résumé de C. Bachmann, J. Lindenfeld, J. Simonin, *Langage et communications sociales*, Hatier-Crédif, 1981, pp. 96-99.
10. Radio Corsica Frequenza Mora (R.C.F.M.) est la station régionale corse de Radio-France.

11. Il faut entendre par « situation » l'ensemble des contraintes linguistiques et sociales nécessairement connues par chacun des participants à chaque moment considéré du processus verbal, définition que nous adaptons de celle proposée par D. André-Larochebouvry (*Introduction à l'analyse sémio-linguistique de la conversation : La conversation quotidienne*, Didier-Crédif, 1984, p. 51).

12. Cf. P. Charaudeau, *Aspects du discours radiophonique*, Didier-Erudition, coll. « Langage, discours et sociétés », Paris, 1984.

13. Ce conseil s'intitule en réalité « Conseil de la Culture, de l'Education et du Cadre de Vie » (cf. C. Olivesi : « La mise en place du statut particulier », in *Corti : università d'estate 84...*, op. cit., p. 205).

14. *Ibid.*, pp. 204-216.

15. Il s'agit d'un problème sur lequel achoppent les actions prévues au plan académique de formation de la Corse : le volant d'enseignants remplaçants n'étant pas suffisant, les personnels de l'Education Nationale ne peuvent être assurés de recevoir une formation en langue corse, même s'ils l'ont expressément demandée.

16. « La praxématique se définit... comme une linguistique de la parole qui prend en compte la variabilité socio-historique. R. Lafont... a jeté les bases de cette théorie dans laquelle le sens cesse d'être envisagé comme un produit réifié, essentialisé et stable, considéré de fait hors des conditions de sa production ». (F. Gardès-Madray, « Praxématique et interaction verbale », in *Langages*, 74, 1984, pp. 15-29). On trouvera énoncée la position théorique de la praxématique dans R. Lafont, *Le Travail et la langue*, Flammarion, Paris, 1978. L'ERA 966 de l'université de Montpellier diffuse les travaux qui s'inspirent de cette théorie linguistique dans les *Cahiers de praxématique*.

17. Le « praxème » est un néologisme créé par R. Lafont et substitué à la notion de « signe » saussurien. Il est représenté comme l'outil de production du sens : il est l'objet d'un enjeu de pouvoir perceptible dans le discours du sujet : en lui s'affrontent valeur d'usage (qui manifeste la manière dont le sujet s'inscrit par son discours dans la communication) et valeur d'échange (qui échappe au contrôle du sujet et provoque l'irruption des déterminations sociales qui infléchissent la production du sens). Par le repérage et la description du fonctionnement des praxèmes on entend montrer comment pulsion communicative, histoire et société s'inscrivent dans des faits qu'une linguistique de la « langue » ne veut considérer que dans leur contexte strictement linguistique.

18. « Ghjiseppu », « Ghjaseppu », « Ghjaseppiu » sont les variantes du prénom corse correspondant au français « Joseph ». La réalisation du praxème nominatif entretient en Corse, dans le contexte actuel, une polémique ouverte ou des affrontements plus ou moins développés où affleure la question globale de l'identité. Nous avons esquissé une analyse des manifestations littéraires d'une onomastique donnée comme corse dans « Pour une lecture praxématique des œuvres corses : un exemple : *La Fiera* de Marie Susini » (*Etudes corses*, n° 24, 1985).

19. Cf. *supra*, note 6.

20. Cf. S. Abou, *L'identité culturelle*, Ed. Anthropos, Paris, 1981.

ANNEXE

A : (La culture c'est) « la somme des acquis sociaux, religieux, intellectuels, spirituels en un mot, d'une communauté d'hommes, c'est-à-dire d'une société, ... et je prétends que ... lorsqu'il s'agit d'apprendre à des jeunes ... ce qu'est la culture ... il faut commencer par leur dire que la culture n'a jamais été le nombrilisme, car le nombrilisme engendre inévitablement le fanatisme ... En conclusion, si vous le permettez je termine, je considère que l'homme cultivé est un homme qui écoute l'autre, qui cherche à comprendre l'autre, qui recherche le dialogue avec l'autre et ceci pour un enrichissement réciproque.

Je considère que le débat n'est pas bien posé. Il n'est pas question d'empêcher la Corse d'avoir une culture. La Corse a eu une culture ... Je suis fier d'appartenir

personnellement à cette culture, mais je pense que le débat est mal posé dans la mesure où, à longueur de mois, on s'efforce de présenter cette culture comme antinominique, comme inconciliable avec la culture française. Et c'est là où je ne suis plus du tout d'accord avec ceux qui prétendent la défendre !

B : Je voudrais rappeler que la culture a toujours été une préoccupation des socialistes car la prise en compte de cette culture corse est un facteur déterminant pour le développement de l'économie corse. Et je voudrais quand même rappeler que les amis de M. A..., eux, ont toujours organisé la déperdition de cette culture corse. Nous, en ce qui nous concerne, dès notre arrivée au pouvoir, nous avons mis dans le cadre du statut particulier les moyens du développement de cette culture, en mettant en place le statut et des conseils consultatifs, qu'il s'agisse du Conseil consultatif et culturel et du cadre de vie : nous avons donné des moyens pour le développement de cette culture, nous avons mis en place une coordination régionale, des conseillers pédagogiques, des animateurs par départements, nous avons donné des moyens pour la publication de tous les documents pédagogiques et la mise en place, dernièrement, vous le savez, d'un Conseil national de la culture où la Corse est représentée. Nous ne parlons pas, nous ; nous agissons, et nous donnons les moyens pour le développement .. le développement de l'université de Corte, vous le savez, contre la volonté de quelques-uns et du pouvoir de droite. C'est aussi le DEUG, la licence, la maîtrise et demain certainement le C.A.P.E.S. Et nous disons, nous, que la culture corse c'est d'abord le bilinguisme, le bilinguisme mais dans le cadre du consentement mutuel, avec une structure tripartite qui associerait les représentants des / le syndicat des enseignants, les parents d'élèves et l'administration. Nous sommes, nous, pour un bilinguisme [bilāgwism] concerté et nous ne voulons pas opposer ... la langue corse à la langue française, mais au contraire faire en sorte que ... dans cette Corse de demain, la langue soit l'union entre les Corses et les non-Corses, les Continentaux et les Maghrébins [maghrébjé]. Nous sommes pour l'union des...des...des... (lap ?)... des gens qui vivent en Corse, et nous disons aussi que pour l'avenir, pour cette culture, nous demandons que des efforts soient faits dans le cadre de la formation, dans le cadre également ... de dégager les moyens pour que les...les enseignants [āsiṇā] qui doivent se former puissent être remplacés (...)

C : Merci ! Alors, écoutez, il ne faut tout de même pas que nous partions sur des malentendus. Il semblerait que chacun d'entre nous ait un tout petit peu sa propre définition de la culture. Je trouve que ce qu'a dit le colonel A... n'est pas absolument faux, bien au contraire. Sa définition de la culture, dans une certaine mesure, je l'accepte, c'est vrai ; ce que dit B..., je l'accepte aussi parce que la culture, en fait, c'est un peu tout cela. Mais il y a plusieurs définitions. La culture ce n'est pas évidemment la culture d'une élite, c'est-à-dire les acquis comme l'a dit le colonel V... au point de vue intellectuel, au point de vue artistique, c'est-à-dire ce qu'un homme politique célèbre...

A : J'ai dit également : « sociaux » !

C : Oui ! sociaux ! d'accord, nous y intégrons tout !... ce qu'un homme célèbre avait dit : « la culture, eh bien, c'est tout ce que l'on retient lorsque l'on a tout oublié ». C'était Edouard Herriot !

A : Exactement !

C : Bon ! Mais celle-là, la culture, c'est celle en fait qui permet à une autre culture, la culture de distribution précisément, à laquelle beaucoup de gens sont attachés et qui bien souvent pensent que c'est la seule culture, c'est-à-dire : celle qui est offerte par le cinéma, par les livres, par la philosophie, par le théâtre... etc., par la musique, et qui pensent qu'il n'y a que celle-là qui décidément mérite d'être appelée culture. En réalité celle-là n'est que la culture distribution, la culture de distribution, et c'est une culture qui vit grâce à la culture élitiste dont je parlais tout à l'heure. Mais enfin je ne veux pas aller plus avant. Pour moi, eh bien, la culture c'est celle d'un peuple, c'est-à-dire qu'il faut l'assimiler avant tout à une civilisation. Le peuple corse existe, il a toujours existé même si évidemment aujourd'hui il a reçu quelques atteintes dont certains pensent qu'elles pourraient évidemment devenir mortelles ; et ce peuple avait une culture, une culture d'ailleurs qui s'est forgée au fil des siècles et qui a reçu toutes sortes d'influences. Voyez-vous, la culture c'est une façon de vivre, une façon d'être qui nous

est absolument propre et à ce moment-là, eh bien, nous rejoignons tout simplement l'identité culturelle, la notion d'identité culturelle d'un peuple qui pour moi est liée à trois facteurs essentiels, pour moi, et d'ailleurs pour tous les anthropologues. Elle est liée à trois — et ethnologues — elle est liée à trois facteurs qui sont : le facteur historique, le facteur linguistique et le facteur psychologique. Voilà pour moi ces trois grands facteurs et je pense que c'est surtout de cela qu'il faut parler, et je voudrais dire un mot, je voudrais dire que la culture est la synthèse... une seconde ! — la synthèse de toutes les activités créatrices d'un peuple et que bien entendu il faut enrichir, il faut la réinventer constamment ; c'est la seule façon d'accéder à la modernité, mais tout en restant nous-mêmes.

[...]

A : Je dis ceci : une culture ne meurt que de sa propre faiblesse. Et ce n'est pas moi qui le dis ; c'est Malraux. Moi, j'ajouterais, à la manière de Nietzsche, que ce sont les moyens de culture qui mettent aujourd'hui en danger la vie de la culture. L'ajoute que ce sont précisément les moyens mis en œuvre à l'université de Corte qui inquiètent les Corses comme moi, soucieux de sauver notre culture. Je ne fais pas de distinguo subtil entre la culture de l'élite et la culture du peuple. Pour moi il y a une culture qui existe : c'est celle de la Corse. Et je parle de celle-là. Nous l'avons héritée de nos ancêtres et il nous faut la défendre. Il nous faut la défendre bien sûr contre les emprises extérieures en ce qu'elles peuvent avoir d'excessif, mais il faut la défendre aussi contre les abus d'une académie... sclérosante — et je m'explique : ce n'est pas en bardant le parler corse de diplômes, en l'appelant langue au lieu de patois ou de dialecte qu'on va le sauver. Valéry disait : « Le diplôme est l'ennemi mortel de la culture ». Et il avait raison parce que ce n'est pas lorsque les « savants » — entre guillemets — de Corte auront fabriqué une langue bien académique, bien structurée, bien adaptée aux techniques de notre temps — paraît-il — hein ? qu'ils auront sauvé notre culture. Moi je dis qu'à ce moment-là ils ne seront pas loin d'avoir tué le parler corse — car le corse c'est avant tout un parler et bien moins une écriture ; c'est un parler qui a traversé des siècles d'histoire : vous avez raison, là-dessus, d'une histoire tourmentée, qui a résisté à des pressions multiples, qui a résisté et qui a survécu jusqu'à nos jours parce qu'il était la langue de la vie, de la vie familiale, de la vie professionnelle — il était le parler de la mère et de l'enfant, il était le parler du paysan, du berger, de l'artisan, et il l'est encore si nous le voulons. Mais c'est à nous de le vouloir. S'il y a reculé de la langue, et de la culture corse, c'est à nous de faire notre *mea culpa*. Personne ne nous a obligés à transformer i nostr'Anna Maria en Nanna ! Personne ne nous a obligés de transformer Dumenicu en Mimmi et notre Joseph — o Ghjaseppiu — en Jojo ! Lorsqu'on parle des néfastes effets du colonialisme français dans le domaine culturel, force est de constater que le snobisme, ce goût immodéré que certains Corses ont d'être à la pointe de la mode a fait plus de ravages que le reste. Sur les registres de l'état-civil du Niolu on ne compte plus les Ours ! Ours-Pierre, Ours-Antoine, Ours - un canapu ! hein ! On a transformé...(??) prénom de Corse.
(interruptions)

— S'il vous plaît, je termine —, on l'a transformé et, si, il prête à sourire ; or, nous ne pouvons pas reprocher cela à la France puisque MÉRIMÉE, qui était un écrivain français, lui, a appelé son héros légendaire Orso della Rebbia, et non pas Ours della Rebbia ! J'ai terminé !

LA QUESTION DE LA NOUVEAUTE DANS LA POESIE CORSE ACTUELLE

Jacques FUSINA

Lors des journées de la Poésie du mois d'avril 1983 à l'Institut d'études corse, il nous a été donné de dresser un panorama de ce que nous avons appelé alors *E primure di a spressioni oghjinca in pueia corsa*. Ayant parcouru le large corpus constitué par l'ensemble des numéros de la revue *Rigiru*, nous avons pu effectuer un recensement sommaire des thèmes de prédilection de la jeune poésie corse et associer à cette observation la récurrence des formes qu'elle avait utilisées. Nous avons d'ailleurs justifié cette méthode de travail en recourant à une comparaison avec la photographie aérienne dont se servent les archéologues pour délimiter de nouveaux champs de recherche. Ce survol même rapide, de la poésie corse depuis 1970 (si on veut considérer que *Rigiru* en a bien recueilli l'essentiel) a permis de dresser une sorte de carte aux ramifications multiples, aux contours variés, aux reliefs divers, qui donne, somme toute, une image assez juste des lignes de force et des courants qui ont drainé pendant une quinzaine d'années le champ foisonnant de cette génération d'écriture. Ce sont, à tout le moins, des indications premières qui ne demandent qu'à être fouillées et complétées en tant que de besoin par de plus fines analyses.

Mais il existe d'autres manières d'aborder la question de la nouveauté de cette expression poétique : on peut par exemple, à défaut de compulsier des collections entières, procéder par sondages comparatifs entre les revues puisque, tout comme *Rigiru* aujourd'hui, un certain nombre d'entre elles ont pu dans le passé rassembler, et pendant une période relativement

longue, une partie non négligeable de leur production contemporaine, même si l'on doit se garder de tracer de trop rapides parallèles entre des organes qui n'ont eu souvent ni la même vocation initiale ni le même impact public.

Les collections de *A Muvra*, de *l'Annu Corsu*, du *Muntese*, de cette manière, peuvent être mises en relation avec celle de *Rigiru*, ou avec la toute-nouvelle *Cismonte*, dernière-née éditée par des étudiants de l'université de Corse.

Une méthodologie de ce type ne peut être bien évidemment ni figée ni définitive : au contraire, elle pourra être reconsidérée en fonction de la relecture attentive des œuvres et de leur mise en rapport avec l'expérience personnelle du créateur, dans une sorte de lecture/écriture éclairante. D'autre part, les débats pédagogiques et universitaires que suscite l'organisation récente d'un enseignement du corse aux divers degrés de la scolarité, l'acquis progressif de la recherche contemporaine sur la question de l'écriture poétique, sont également susceptibles de remettre en question l'évaluation des premiers résultats de notre analyse.

Ajoutons enfin que l'émergence de la chanson corse comme phénomène médiatique et l'écho formidable dont elle a fait bénéficier la poésie nouvelle contribuent à modifier quelque peu un ensemble mouvant de données et peuvent conduire à revivifier les études, voire à modifier les hypothèses de travail au fil des années. C'est dire combien l'ensemble des remarques formulées par cette étude et les résultats qu'on peut apercevoir constituent un bilan tout relatif et s'inscrivent dans une perspective nécessairement évolutive.

L'émergence de nouvelles attitudes

Pour les besoins de l'étude initiale nous avons entamé, un peu arbitrairement, notre démarche exploratoire par ce que nous avons appelé faute de mieux *U scupertu à ochji* pour désigner littéralement l'immense champ ouvert de ce que découvrent les yeux-poètes : c'était en réalité une manière de signaler le rôle éminent des sens dans cette relation fondamentale qui s'instaure nécessairement entre le poète et son milieu, son environnement naturel, le lieu matriciel de sa production.

Dès les premiers relevés, il était patent que le poète corse de la génération de 1970 engage profondément son être dans sa vision du monde, transformant par là même cette relation, jusque dans la moindre description apparemment marquée de neutralité : une abondante illustration montre à l'évidence combien, par exemple, la terre originelle, ses paysages, ses données physiques et naturelles dans leur ensemble, s'agrègent à sa lecture du monde de manière aiguë, créant ainsi un matériau original où le charnel et le mental s'interpénètrent comme éléments constitutifs de l'expression poétique même.

Si on n'y regardait de près, on serait pourtant tenté de penser que ce sont là des constantes de la poésie corse de tout temps, tant il est

vrai que les thèmes liés au lieu de la naissance, au village, au vécu campagnard, à l'intimité familiale de l'enfance, reviennent souvent comme éléments de base de son expression connue, aussi bien dans son oralité première que dans ses manifestations écrites plus tardives.

La méthode comparative révèle cependant des écarts manifestes : nous trouvons bien dans les écrits du début du siècle cette répétitivité des thèmes, mais aussi une lourde redondance des formes par exemple et un conformisme des choix esthétiques qui frappent immédiatement et rendent pénible parfois la relecture de nombre d'œuvres publiées dans les revues mentionnées plus haut.

Il est bien entendu que nous restons dans la perspective d'une recherche de tendances, de constantes éventuelles, de lignes de force et il demeure qu'une seule pratique, sollicitant la généralisation, conduit inévitablement à négliger quelques brillantes exceptions qui peuvent ici ou là rehausser les séries les plus mornes.

On notera que le renouveau des recherches linguistiques, socio-linguistiques, mais aussi historiques, sociales, ethnologiques, psychologiques même, de ces dernières années a amené la production d'un nombre considérable de très intéressantes études qui, sortant des sentiers battus, ont contribué à éclairer d'une autre manière les comportements individuels et collectifs des Corses, relativement à leur situation historique, culturelle, sociale et politique. La popularisation de certains de ces résultats par des publications, lors de conférences publiques, de séminaires, par des articles de presse ou par les media en général, a sans doute généré une appréhension nouvelle de ces questions, une écoute plus attentive et provoqué consécutivement une sorte de climat propice à l'émancipation des consciences qui va de pair avec les mutations profondes de la société corse de ces dernières décennies. Il était logique que son expression artistique et littéraire s'en trouvât elle-même modifiée en profondeur.

De ce point de vue, on pourrait être tenté en élargissant l'angle d'observation, d'établir des comparaisons avec d'autres régions de France ou d'Europe relativement aux modifications de l'expression littéraire dans la langue locale minorée par l'Histoire. On a prétendu que bien des revendications culturelles reposaient sur la même conscience de manques fondamentaux de l'individu, sur la même quête identitaire. On se gardera de trop faciles superpositions parce que les contextes sociaux et géologiques restent fort différents même dans la communauté des provinces allophones de France et qu'en définitive chaque expérience est irréductible aux autres.

Il est cependant difficile de ne pas remarquer un certain nombre de convergences, voire de similitudes dans les évolutions, si l'on observe ces dernières avec le recul suffisant. Ainsi lorsque Jean Rouquette (in *Littérature d'Oc*, PUF, 1980) parle d'une « traversée du désert au-delà de laquelle la littérature d'Oc se retrouve inextricablement moderne et d'ambition pan-occitane », nous ne pouvons pas ne pas rapprocher sa remarque de l'observation de phénomènes analogues en Corse. Même

si les périodes de référence ne coïncident pas exactement et s'il est nécessaire d'adapter le propos, nous trouvons chez nous, dans les années cinquante, une période de stérilité que Fernand Etti (in *Corse*, Bonneton, 1979) a précisément qualifiée pareillement, qui fut suivie d'une renaissance marquée de la même volonté d'élever la production littéraire à un dire actualisé aux résonances universelles.

En pondérant de la même façon, ce que les Occitans ont nommé « déprovincialisation » de leur culture et de leur écriture pourrait se traduire chez les Corses par une volonté d'élargir le champ de leur vision insulaire à de plus larges horizons. Il n'est que de procéder d'ailleurs par sondages dans le corpus des revues évoquées en introduction, de relever par exemple les séries des titres des œuvres publiées, pour se faire une idée de l'importance du chemin parcouru ; et le fait même de l'absence de titre pour un grand nombre de publications récentes peut constituer à ce propos un indicateur supplémentaire.

Écoutons Henri Giordan : fustigeant le manque d'intérêt que revêt la collection de l'*Aioli* (1891-1897) — déjà le titre ! — il épingle ainsi le Félibrige :

« On est, dit-il, frappé par l'importance des débats qui s'y trouvent occultés : aucune discussion critique de la production littéraire occitane, aucune mention des problèmes politiques de l'époque, même pas l'affaire Dreyfus. Ses pages sont remplies de futilités concernant les questions internes du mouvement félibréen ! » (in *Des Revues littéraires*, Université de Nice, 1976).

Nous pourrions stigmatiser de même toute une partie de la production littéraire corse à certaines époques : le contenu ordinaire de certaines des revues citées a souvent la même résonance. En revanche dans de nombreuses déclarations, les collaborateurs de *Rigiru*, même avouant l'influence de leurs aînés sur leurs œuvres et se gardant de couper les cordons ombilicaux, mettent pour ainsi dire constamment en avant leur volonté de s'éloigner des thèmes éculés, d'actualiser leur dire, de frotter leur expérience à celle des écritures extérieures. Et nous avons pu noter en effet combien leur palette était ouverte. Quant aux poètes de *Cismonte*, dont la moyenne d'âge n'atteint pas vingt-cinq ans, s'ils estiment nécessaire une écoute très attentive de l'authenticité ancienne, par le biais de l'oralité notamment, ils confirment cette constante tendance de leur recherche à renouveler formes et contenus.

Dans l'étude préliminaire nous avons commencé un recensement de quelques procédés de ce renouvellement : le fréquent recours à la métaphore sous toutes ses formes semblait en être la pierre maîtresse. Mais les vieilles figures rhétoriques du symbole ou de l'allégorie même s'y trouvent réactivées par la revivification des mythes et la mise en jeu multipliée de toutes les ressources de l'imaginaire.

Les situations poétiques engendrées ainsi sont nouvelles et parfois étranges dans la littérature corse : elles ont parfois été ressenties comme

hermétiques ou pis, comme d'essence élitiste, par un public de lecteurs insuffisamment averti, alors qu'elles reflètent précisément la complexité du lieu de parole redéfini par le poète corse d'aujourd'hui.

Dans le même ordre d'idées, on a pu parler d'écriture surréaliste à propos de certains textes récents : nous postulerons plutôt pour notre part que l'influence véritable du mouvement semble se limiter chez nous à un emprunt de certaines formes ou techniques caractéristiques sans pour autant qu'il y ait eu adhésion entière au système d'écriture. Cela demande une vérification argumentée plus précisément et l'observation d'éventuels développements ultérieurs, mais complète utilement, en l'état actuel des choses, l'ensemble des points de repère qui nous a permis de caractériser la nouvelle attitude du poète corse dans la dynamique de sa production.

Cet ensemble de traits de comportement est suffisant pour délimiter les lignes de fracture par rapport à un état antérieur de cette production : à partir de ces observations, même sommaires, il devient intéressant de réfléchir aux ressorts profonds du mouvement, voire aux implications psychologiques multiples qu'ils supposent.

Expression de l'ego corse d'aujourd'hui

La volonté signalée de renouvellement des formes et des contenus apparaît comme guidée par une démarche que nous appellerons « poétique de l'identitaire » qui en tracerait les grandes orientations, dans le mouvement même de redéfinition et de construction de ce lieu de parole spécifique.

Si nous poursuivons notre exploration dialectique des corpus de référence, nous remarquons que l'expression des sentiments intimes paraît timorée, voire inhibée fortement dans les écrits traditionnels : l'expression de l'amour du couple, par exemple, répugne à sortir du conventionnel et reste pudiquement elliptique ou parabolique dans les rares textes où il apparaît comme tel, comme si les limites du dicible y étaient tacitement établies. En revanche, les écrits plus récents en offrent des illustrations plus fréquentes et témoignent ici encore d'une libération expressive symptomatique d'un nouvel état d'esprit.

Cet exemple, pour qui connaît les fondements et le fonctionnement de l'ancienne société corse, dit assez quel mouvement de transformation radicale est en train de s'opérer aujourd'hui et que le dit poétique rend sensible : d'une manière générale, s'y déploie en effet une gamme plus intimiste de sentiments complexes qui nous éloigne considérablement des poncifs colportés par les voyageurs du siècle dernier entre autres, de l'imagerie d'Epinal d'une île romantique qu'on a souvent intégrés à la littérature relative à la Corse.

Il serait pourtant faux de croire que ce glissement insensible s'opère par une sorte de relâchement laxiste le long d'une pente qui serait celle d'une facilité d'écriture. Pour qui est impliqué affectivement dans les

processus de mutation sociale de la Corse d'aujourd'hui les choses ne peuvent aller si aisément.

Au cœur de ces bouleversements, le poète s'écartere sans fin, entre les héritages contradictoires de sa pensée, les déchirures culturelles de l'Histoire, la conscience grandie des différences, la quête identitaire...

Certaines analyses de la socio-linguistique entre autres ont pu mettre en lumière quelques-unes des causes du mal-être lié à la situation diglossique et à ses dysfonctionnements langagiers qui portent leur effet au centre même de l'écriture comme prolongement exprimé d'une véritable pathologie sociale.

Entre les sollicitations du désir du *ça* et la force d'un sur-moi social puissant, un Ego corse essaie de composer avec un vécu quotidien difficile, de s'y établir un précaire équilibre.

C'est sous cet angle que l'on pourrait lire certaines des hésitations, des doutes de l'expression actuelle, mais aussi quelques tendances caractéristiques, comme la présence lancinante des thèmes politiques ou culturels en leitmotiv, la revendication directe ou larvée, le recours ressassé aux mots fétiches utilisés comme des tentatives d'exorcisme (l'utilisation du mot *libertà* dans la vertigineuse itération de la production chantée a-t-il d'autres sens et d'autres signifiés ?), l'émergence d'une poésie féminine à la recherche d'une place originale, d'un statut, d'une voie, en réponse au silence pesant de siècles de soumission...

Il était naturel que l'écriture reflêtât de quelque façon la complexité sociale. On peut également inscrire plus largement ces tendances dans une problématique méditerranéenne et ouvrir des horizons renouvelés à l'explication par rapprochement. Dans la revue *Estuaire* (4-1977), l'écrivain algérien Rachid Boudjedra ne relève-t-il pas précisément les mêmes thèmes récurrents dans la jeune poésie de son pays ?

« Le thème de la liberté ; liberté individuelle : avoir les moyens d'exprimer ce que je veux sans aucune répression, morale ou censure. Le thème de la libération de la femme : si la femme n'est pas libre, il est évident que la sexualité sera toujours piégée, névrotique. L'ordre politique enfin. Le poète a besoin de faire exploser les structures ancestrales et millénaires. Il y a dans le monde une poésie du refus des schémas anciens. C'est une poésie politique. »

Comme les autres, plus peut-être aujourd'hui, le poète corse est conscient d'être ce démiurge, qui a en charge la construction mentale et sensible de la société où il vit, la responsabilité éternelle de l'établissement de rapports renouvelés entre le ciel de son idéal et la terre de son quotidien.

Ecrire dans une langue minorée

On comprendra mieux que pour ces raisons mêmes la question de l'écriture soit pour lui primordiale : définition et statut de l'écrivain corse, l'écrire dans sa langue, la critique, l'édition, restent au centre de toutes ses préoccupations.

Il ne peut être que partie prenante du débat général qui oppose encore les chercheurs à propos des rapports qu'entretiennent poésie moderne et poésie traditionnelle, *a fortiori* dans un pays où l'une et l'autre interagissent toujours forcément.

Les postulations d'un Greimas (« Ce qu'on appelle la poésie moderne vise souvent à abolir la syntaxe », cf. *Sémantique structurale*, Larousse, 1966) ou d'un Barthes (« La poésie moderne détruit la nature spontanément fonctionnelle du langage et n'en laisse subsister que les assises lexicales », cf. *Le degré zéro de l'écriture*, Seuil, 1953), les réponses d'un Meschonnic (« l'image est syntaxe, et non reflet du réel », cf. *Pour la Poétique*, Gallimard, 1970), sont pour lui passionnantes.

Elles trouvent leur écho dans les écrits critiques actuels, dans les cursus universitaires d'études corses, tout comme la grande question de l'articulation entre son et sens, formes et contenus, qui semble posée au cœur de toute la recherche contemporaine sur l'écriture.

Si Henri Giordan pouvait stigmatiser l'absence d'une véritable critique dans la littérature félibréenne, et si son pendant corse était de la même veine, force est de constater que les questions de techniques, de théorie et de pratiques poétiques reviennent et sont traitées avec l'intérêt qu'elles méritent : le débat sur l'authenticité, dans *Cismonte*, par exemple, illustre bien cette question essentielle du balancement de l'expression entre une certaine fidélité aux sources et l'exigence de nouveaux dire.

La question des « genres » ou des « types » d'œuvres, selon la terminologie affinée par Todorov est posée en Corse aussi bien par l'apparition de ces textes courts en prose qui s'apparentent à la nouvelle sans en être pour autant, que par l'osmose qui s'opère de plus en plus entre poème et chanson, générant des caractères dont l'originalité tient précisément à la double postulation évoquée plus haut. Quoique l'exploration de ces formes hybrides récemment apparues n'ait été menée qu'à très partiellement jusqu'à présent, il n'est pas inutile, nous semble-t-il, de les éclairer sous l'angle des propositions d'André Jolles (*Formes simples*, Paris, 1972) :

« Les formes littéraires que l'on trouve dans les œuvres contemporaines seraient dérivées des formes linguistiques ; cette dérivation se produit non pas directement mais par l'intermédiaire d'une série de formes simples qu'on trouve pour la plupart dans le folklore. Elles sont des extensions directes des formes linguistiques. »

L'auteur pose un schéma qui, par ses ouvertures pluri-dimensionnelles, indique des voies possibles d'études typologiques assurément fécondes pour le cas de la Corse.

Chaque direction de recherche implique fortement le poète par le plein enracinement affectif, imaginaire, intellectuel de son écriture : il ne peut être bien évidemment l'observateur détaché que l'on pourrait imaginer théoriquement ; engagé dans les processus cognitifs à la fois comme objet et comme sujet, sa situation est à la fois plus facile et plus difficile.

C'est pourquoi chaque réponse est à lire en situation, plus souvent dans l'implicite d'un état d'écriture que dans les développements explicites d'une critique spécialisée. Nous savons combien se recoupent, et non sans graves dangers pour la production d'ailleurs, les rôles des acteurs principaux du débat, trop peu nombreux et forcément présents de ce fait à tous les degrés de la chaîne créative.

La question linguistique complexifiée par la présence de ce que Abdelkebir Khatibi appelle la « bi-langue » et qui porte ses effets dans la parole et dans l'écriture, ajoutant à la difficulté du rôle du poète, tente de se résoudre dans le travail du vers précisément. Comme le suggère Eliane Formentelli (in *Du Bilinguisme*, Denoël, 1985), c'est peut-être là une manière de tenter de combler le manque inhérent à tout langage qui ne trouve pas sa satisfaction dans une autre langue :

« C'est le travail du vers, dit-elle, qui rémunère le défaut des langues dans l'écart extrême et conflictuel où il doit à la fois se renouer à son origine et s'arracher à la familiarité. »

S'il est vrai que la poésie, comme acte individuel, est proprement « inhabitable » selon le mot de Boudjedra, ce qui est en jeu en définitive dans l'expression corse actuelle, c'est moins le statut du poète, individu, dans des rapports à l'écriture, moins encore la diffusion d'une culture élaborée par une minorité d'intellectuels que le regroupement très souple, par capillarité, des individus s'engageant dans la construction communautaire d'une culture.

Ce sont les thèses de Gramsci sur le rôle des intellectuels et de leurs revues : il n'est pas impossible d'en faire une lecture féconde adaptée à la situation corse :

« Bisogna quindi riconoscere apertamente che le riviste di per sè sono sterili, se non diventano la forza motrice e formatrice di istituzioni culturali a tipo associativo di massa, cioè non à quadri chiusi... » (*Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura*, Torino, Einaudi, 1969).

Juillet 1986

... ET MOURIR DE PLAISIR ?

André NICOLAI

La Corse a pratiquement toujours été subordonnée à un pôle extérieur dominant. L'analyser comme une entité autonome est ainsi impossible. On fera donc l'hypothèse que, depuis le rattachement à la France en 1768, la société corse fonctionne :

— comme sous-ensemble d'un système de couplage asymétrique avec le Continent ;

— sous-ensemble à infrastructure ludo-politique, à mésostructure anthropoïetique et à superstructure économique¹ ;

— sous-ensemble dont la néguentropie qu'il reçoit de l'extérieur n'arrive plus, depuis les années soixante, à compenser l'entropie qu'il produit ;

— ce qui permettra probablement son euthanasie.

Outre le couplage permanent avec un environnement dominant, trois autres constantes trans-historiques semblaient jusqu'ici caractériser la société corse : la prépondérance de l'équilibre anthropoïetique, l'absence d'un Etat unificateur et le repli sur l'identité culturelle.

La première constante pourrait s'analyser comme le résultat de régulations où les moyens démographiques spontanés (mortalité infantile et faible espérance de vie) ou sociétaux (émigration, contrôle des naissances, guerres civiles ou étrangères, meurtres... mais aussi socialisation des agents et scolarisation) prédominent sur les moyens économiques (exploitation de terres disponibles rares, par la vigne, la châtaigneraie, l'oliveraie, l'horticulture et l'élevage extensif).

L'absence, sauf épisodiquement, d'un Etat central pourrait provenir non seulement de la subordination à un environnement dominant, mais aussi d'une régulation par succession d'équilibres instables entre pouvoirs emboîtés, mais parcellisés par la ligne des Monts, les 66 *pieve* (cantons), les 364 villages et les milliers de lignages. Aussi, paradoxalement, seul le recours à un Etat extérieur (ennemi réel ou potentiel donc) pourrait permettre de trouver à la fois les moyens politiques et économiques d'un pouvoir durable et la légitimation de leur concentration.

La conjonction de l'équilibrage anthropoïétique et d'équilibrations politiques instables provient (et produit) de l'impossibilité qu'émergent, au niveau insulaire global, une différenciation et une solidarité de classes tranchées. Ceci supposerait l'exploitation inéluctable et durable d'une catégorie sociale déterminée (esclaves, serfs, métayers, salariés...), l'accumulation (en terres, en troupeaux ou en argent) du surplus à des fins productives, la solidarité entre « possédants » et la transmission à des héritiers naturels ou cooptés de ces exploitation, accumulation productive et solidarité.

Or, aucune de ces caractéristiques ne se repérait durablement dans les relations entre les seigneurs, les *caporaux* (chefs de micro-région) ou les *sgio* (notables) d'une part et les paysans ou les bergers d'autre part.

On pense à ce que disait Marx des paysans parcellaires français vivant dans des conditions semblables mais isolés les uns des autres, qui constituaient une classe mais « à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre [ici de châtaignes] forme un sac de pommes de terre ». Dans ces conditions, il ne peut y avoir entre eux qu'un « lien local » (et en Corse le lien local, le sac à châtaignes, c'est la gigogne des lignages, villages, cantons... eux-mêmes affectés, à chaque niveau, d'une complémentarité antagonique²).

Cette parcellisation, ajoutait Marx, fait que les paysans

« ... ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés. Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue [en Corse elle est tempérée par le bi-clanisme] qui les protège contre les autres classes [ici : les étrangers et les « Continentaux »] et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps [en l'occurrence : des traitements et de l'assistance]³ ».

Jusqu'en 1768, la limite de la solidarité économique entre sacs de châtaignes ne dépassait guère la *pieve* et les « représentants » ne représentaient, au mieux, qu'une confédération temporaire de *pieve*.

On avait ainsi affaire non pas à une société d'égaux mais à des régulations égalisatrices entre parents, lignages, cantons, etc., à la fois solidaires et antagoniques.

Ainsi un surgeon ou un drageon (un « neveu de prêtre » par exemple), par la réussite sociale ou, au contraire, un fils prodigue, par la dilapidation

ou le jeu, peuvent restructurer la hiérarchie des statuts locaux. Et de même, aux niveaux supérieurs, un appui extérieur ou un renversement d'alliances peuvent aussi aboutir à des restructurations de pouvoirs. Il y a ainsi, par ces mécanismes, une confirmation dans le temps de la parcellisation des terroirs et des propriétés dans l'espace ; à tous les niveaux on constate le jeu ambivalent de *l'invidia* (l'envie) et de *l'aiuto* (l'entraide) ⁴.

Il s'agirait donc d'un *égalitarisme antagonistique diachronique* : grâce à la transformation des surplus en « distinctions » et à l'instabilité des hiérarchies, il y aurait une équirépartition temporelle des espérances de pouvoir et de prestige économiques et politiques, un jeu à somme finalement nulle entre agents locaux (mais à somme non-nulle pour un Etat nourricier). Manquent donc les deux liens économiques et étatiques, réciproquement étayés, fondateurs d'une communauté nationale. Mais, contradictoirement, la résistance vis-à-vis de l'extérieur oblige à cette fondation, tandis que le refuge dans la montagne la rend possible. La condition de réalisation, c'est alors le repli de l'économique et du politique sur l'anthropoïétique et le ludique, c'est dire sur ce qui est le plus « culturel ».

Le repli sur l'anthropoïétique c'est la transformation *de la nécessité en vertu* : quantitativement c'est la régulation démographique (on module le flux des agents faute de pouvoir accroître continûment les flux de biens) ; qualitativement c'est la sur-accentuation de l'identité, insulaire face à l'étranger ou au « forain », piévine face aux autres terroirs, villa geoise face aux autres communes, lignagère face aux autres familles et individuelle face aux parents. Cet emboîtement des appartenances (et donc des « personnalités de base ») par hostilité à l'Autre (la différence est perçue comme menace) rendra celles-ci à la fois nécessaires et étouffantes et empêche l'émergence de solidarité et de personnalités positives. La désignation répétitive des vertus et des vices (qui peuvent aussi être des vertus) le dénote : la ténacité à survivre (il faut avoir « sept souffles comme les chats »), l'entraide familiale (« malheur à qui est seul » ; « le parent protège »), la force (on se bat toujours « comme un lion »), le savoir-faire (comme l'âne : *u sumerinu*) et l'envie, la vergogne, la duperie, la lubie violente (*l'estru*), la malice, la compulsion jouissive (« le vice ») sont mis au service d'une oralité (importance du vocabulaire nutritionnel) et d'une analité (la dilapidation par transformation du surplus et même du patrimoine en distinction) marquées. Bref au service d'une fixation pré-génitale et pré-symbolique (sémiotique donc).

Le ludique autorise la *transformation de la vertu en plaisir*. Le jeu (on le sait depuis Caillois), par la compétition, la chance, le simulacre et le vertige, permet l'affranchissement de la réalité grâce à l'imaginaire fantasmé, parlé ou agi. Et ce qui va principalement être mis en jeu ce sont les rapports aux autres et aux mêmes. On va ainsi osciller entre la représentation d'une communauté idéale égalitaire et concertante (le chant à trois voix de la *paghjella*) et celle de la rivalité (l'improvisation croisée des « appels et réponses ») et de la dérision des autres et de soi.

Le jeu, fantasmé, parlé, agi, mais sans moyens collectifs de passer de l'imaginaire à l'imagination et de l'imagination à la réalisation tient lieu de compensation à la vie réelle, de renversement gratifiant du monde. Quand il suscite des adhésions et trouve des moyens collectifs, il crée parfois l'occasion de transformer le monde réel : c'est l'institution imaginaire de la Société (C. Castoriadis). Le couplage avec la France va être partiellement une de ces occasions, mais une occasion bancale : *il va permettre l'institution parasitaire de la société.*

Le besoin et le désir d'une unification insulaire, faute de pouvoir se réaliser localement, vont trouver à se satisfaire dans l'incorporation à un Etat extérieur centralisé et qui deviendra démocratique et nourricier. Cet Etat est à la fois acceptable puisqu'il ne relègue pas les annexés au statut de sujets de seconde zone et en même temps toujours un peu frustrant puisque « forain ». Un compromis doit donc être trouvé qui situera la Corse à la périphérie *interne* de l'ensemble français (et même se servira des Corses pour se constituer une périphérie *externe* : les colonies). L'assimilation économique ou l'exploitation coloniale ne succède pas à l'incorporation politique : il y a bien, progressivement, destruction de l'économie locale mais sans remplacement par extension à l'île du rapport salarial et de l'accumulation du capital privés. L'assimilation culturelle, également, ne prendra pas une forme brutale mais la forme d'une incitation à maîtriser la langue française pour accéder aux emplois publics et au jeu politique. Cette situation intra-liminaire de la Corse n'en fait pas une colonie (on n'exploite pas ses éventuelles richesses et on ne fait pas non plus « suer le burnous » à ses habitants puisque les salariés (publics) sont payés au même prix que les Continentaux). Elle n'en fait pas non plus un duplicata des rapports économiques et des habitus (P. Bourdieu) continentaux. Il faudra se faire à l'idée et à la réalité de cette situation exceptionnelle et qu'on propose d'appeler *appendiculaire*.

Comme l'appendice ne produit pas suffisamment de ressources auto-consommées ou marchandes il va se transformer en Commensal de l'Hôte continental. Il va échanger des agents en surnombre contre des emplois et de l'assistance. Mais cet échange va devoir passer par des intercesseurs : le politique est alors institué comme médiation entre l'anthropoïetique corse et l'économique continental. Reste une difficulté : l'inaptitude étatique des Corses. Difficulté qui trouve une solution : ce qu'on ne sait pas faire on le *joue* et on l'apprend en jouant. Or, faute d'étatique insulaire, les Corses jouent depuis longtemps au politique. Il « suffira » de focaliser les jeux politiques parcellaires sur les Médiateurs tout en gardant un élément essentiel de ces jeux : la compétition. Le « bi-clanisme » permettra à la fois cette focalisation et cette sauvegarde.

En somme, le couplage avec le Continent va se faire sous forme d'injonctions contradictoires : renoncez à l'autonomie économique et à l'indépendance nationale : mais laissez-moi vous apporter la satisfaction nutritionnelle, vous conférer le droit à l'anthropoïetique (il n'est maintenant « de richesses d'hommes » qui étaient autrefois en surnombre

« au banquet de la nature ») vous *apprendre la liberté* du ludo-politique (le vice de la politique et celui de la dilapidation). Face à des injonctions contradictoires, face à une réalité dénuée de sens, la seule esquive possible devant la folie, c'est d'admettre que c'est la réalité qui est folle et d'ajouter à la lentille inversante du couplage une seconde lentille (les Médiateurs) qui remet sur pied l'image précédemment inversée. Mais si l'image est redevenue droite, l'organisation sociale insulaire, elle, va bien s'inverser. Sur le Continent, les rapports économiques, les rapports de classes, les rapports partidaires et étatiques, les rapports anthropoïétiques et même les rapports ludiques (les cohérences) engendrent des intérêts et des représentations symboliques et imaginaires d'appartenance et des projets collectifs (la cohésion). Ici, c'est la cohésion, insulaire face au continent et clanique face à l'autre clan (le consensus par allégeance) qui devient le principe sociétal et la cohérence (la réalisation des fonctions sociales et des satisfactions individuelles) le résultat.

Aussi ce couplage va-t-il réaliser une inversion des quatre sphères du social : le ludique s'annexe le politique et le politique clientélique sert d'intermédiaire entre l'anthropoïétique insulaire et l'économique continental. C'est littéralement — comme dans certaines fêtes collectives (les Saturnales, le Carnaval) — le *Monde à l'Envers*. Sauf qu'ici le Monde à l'Envers n'est pas une parenthèse dans la réalité mais bien la condition permanente de la survie réelle puisque le jeu politique permet le maintien du couplage nourricier.

La survie appendiculaire ressemble alors au parasitisme. D'après les dictionnaires :

« *Parasiteion* : lieu où se réunissaient les parasites, fonctionnaires [déjà !] nourris aux frais de l'Etat (de *para* : pré et de *sitos* : nourriture).

Parasite (de *parasitus* et donc de *parasitos*) : Commensal. Au XVI^e siècle : celui qui fait métier de divertir un riche [on retrouve le jeu intéressé].

Mais il y a parasite et parasite : les vrais détruisent leur hôte ; les faux (les symbiotes) sont par contre si réciproquement associés à lui que l'existence des deux en devient liée ; et entre les deux se situent les *Commensaux* qui, sans nuire directement à leur hôte, lui empruntent une partie de sa nourriture, quelques-uns (les saprophages) se contentant de ses déchets⁵.

Admettons que — rapidement — entre la Corse et le Continent s'établira une relation commensalique à connotation symbiotique. C'est que le Continent — s'il détruit par la concurrence l'économie corse — offre justement aux Corses, en même temps que les écoles d'apprentissage du métier, ce dont ils sont demandeurs depuis longtemps : des emplois militaires et administratifs. Il est vrai que la France, en 1850 déjà compte un million de fonctionnaires pour moitié civils et pour l'autre militaires, lesquels ne comportent eux-mêmes, si on en croit les écrits de l'époque, en parasites de la société civile continentale. On comprend alors que la demande rejoignant l'offre, l'hôte désirât le développement de son sous-ensemble commensalique insulaire et que le couplage ait pu

réussir. Non sans mimétisme réciproque devenant, là aussi, réel à force d'être joué. Par exemple : la sur-identification à la France chez les Corses expatriés et le simulacre des activités, institutions et idées franciennes chez les Corses résidents ; la militarisation de l'administration et la théâtralisation du politique chez les Franciens. Bref : un dimorphisme parasitaire (mais asymétrique) croisé et donc un dévoilement (mais inégal) simultané, sans que les deux ensembles en symbiose perdent totalement leur identité respective.

Un système commensalique

Puisque l'assimilation pure et simple des Corses par les Franciens n'est pas encore réalisée après plus de deux siècles d'incorporation, se pose donc le problème des mécanismes de reproduction de cette relation asymétrique⁶.

Le fonctionnement du couplage met en relation quatre acteurs principaux : le Continent, moins présent — sinon négativement — par son système économique que représenté par son appareil d'Etat ; les Résidents commensaux qui acceptent l'échange de leurs produits anthropoïétiques contre des *inputs* économiques et politiques à condition de préserver, en prime, leur « identité » ; les Exilés symbiotes qui troquent leur expatriement contre des emplois, une sur-identification à leur hôte permettant et « justifiant » leur exil ; enfin, des Médiateurs situés dans les sas permettant les passages réciproques des flux entre le milieu corse et le milieu continental. Quels intérêts, quelles vertus, quels plaisirs poussent ces quatre acteurs à jouer et rejouer ce couplage depuis plus de deux siècles et à reproduire une complémentarité à la fois réelle et névrotique⁷.

Les intérêts, vertus et plaisirs des Médiateurs sont les plus évidents et donc les mieux étudiés. Rappelons-les brièvement.

Ils répondent à un besoin local ancien puisque « la demande d'emplois » s'adressait déjà à Gênes mais aussi à la France bien avant 1768⁸. Si l'absence d'Etat en Corse empêche les offres directes de travail administratif et indirectement d'emplois privés, alors nécessité économique et nécessité politique se conjuguent pour accepter le couplage. Si, en même temps, l'économie continentale ne fait que détruire l'économie corse sans se diffuser à l'île, alors la fonction de médiation entre le Continent (« le puits » ou le « nuage » inépuisable et irrigateur de l'Analyse Systémique) et le « réservoir » corse devient primordiale.

Les Médiateurs assurent la commande des vannes au sas de l'écluse où se croisent les flux matériels et informationnels déjà indiqués⁹. Le rôle permet la perception d'un droit de péage mais surtout confère du pouvoir.

Représentants, interprètes et protecteurs des besoins et des désirs des Résidents et des Migrants, ils transforment la fidélité clientélique en consensus partidaire ; représentants et interprètes de l'Etat, ils trans-

forment les injonctions codées de la violence légitimée, bref des devoirs, en protections et reconnaissances ; et les écoles, les emplois, la santé, bref des droits, en prébendes et privilèges. Ainsi ils acquièrent une triple légitimité : celle du peuple insulaire, celle de l'Etat et celle de la transformation.

Car ils transforment même les flux ludiques : par exemple l'annexion continentale du ludique par l'économique (« enrichissez-vous par le travail et par l'épargne ») en annexion du politique par le ludique (comme à Athènes en quelque sorte).

Mais ces flux matériels ou matérialisables de richesses, d'agents, de pouvoir et de ludique sont évidemment doublés par des flux immatériels qui relèvent de la sémiotique (les signes extérieurs de la richesse, du pouvoir, du savoir-faire, du spectacle, du symbolique (le langage : le savoir traduire) et de l'imaginaire (la reconstruction idéale de la Société). C'est pourquoi l'intercession-transformation réelle se double d'une médiation-interprétation des signes, idées et désirs continentaux et insulaires. Bilingues, les Médiateurs sont donc aussi des *interprètes* dans tous les sens du terme : acteurs de la pièce, personnages et personification des auteurs, traducteurs-traîtres puisqu'il faut faire passer les messages d'une culture à une autre, tout en y introduisant opportunément des redondances pour les rendre intelligibles et des déformations parasites pour continuer de les contrôler. Cette transformation-là c'est une commutation des besoins et des désirs en messages à la fois intelligibles et ambigus. Ils sont aussi les protecteurs des insulaires contre les injonctions de l'Etat et les souillures externes tout en étant les défenseurs de l'Etat et de l'unité nationale.

Pour tenir avec succès tous ces rôles d'intermédiaires, il faut avoir des personnalités polyvalentes mais dont les polyvalences convergent sur l'exercice de la fonction. D'abord, puisque la pièce jouée est plus *Commedia del Arte* que pièce écrite, faire prédominer la raison rusée de la Métis sur la raison binaire du Logos : Scapin plutôt que Cid, Ulysse plutôt qu'Aristote. Ensuite, pour être reconnu de part et d'autre comme interlocuteur valable, l'intercesseur doit :

1) avoir une profession initiale reconnue comme utile et respectable par les deux ensembles communicants (avocat, médecin, administratif) ;

2) maîtriser donc du savoir appliqué et du savoir-faire plutôt que du savoir théorique¹⁰ ;

3) résider principalement dans l'île et si possible y être un héritier clanique, naturel ou coopté ;

4) parler dans la langue dominante mais penser dans la langue locale, donc ne pas apparaître comme renégat culturel, à l'instar de certains Exilés ;

5) être constructeur de nouvelles écluses sur de nouveaux canaux ;

6) être capable de placer les « surplus-people » malformés et d'expulser les concurrents potentiels mieux formés ;

7) déjouer donc les court-circuitages en neutralisant les court-circuiteurs ;

8) finalement tenir la fonction du Moi face aux pulsions ludiques masochistes mais intéressées du Ça insulaire et la sévérité paranoïaque du Surmoi étatique centralisateur. Ils ne peuvent y réussir qu'en adoptant intuitivement une stratégie de perversité : le pervers étant là où on ne l'attend pas mais où on le souhaite (ce qui lui permet de manipuler les uns et les autres par surprise ... qui correspond à leur désir) il sera le fils pervers de l'Etat et le père pervers de sa clientèle.

Le couplage implique, on l'a vu, des exclusions et des exils. L'exil concerne trois catégories d'agents : la population en surnombre économique, les lettrés, les femmes.

La première catégorie semble aller et s'en aller ... de soi : ces éléments, jeunes puisque plus mobiles et plus malléables, émigrent parce que les ressources disponibles croissent moins vite que la population. Mais, par ailleurs, l'incitation à émigrer touche de façon différentielle les individus d'une population donnée, qu'elle soit insulaire, piévane, villageoise ou familiale. Chacun de ces groupes répartit ses membres entre les migrants et restants : seront donc plus facilement désignés comme migrants les moins conformes aux normes du groupe considéré et donc aussi les plus aptes à l'insertion externe. Et ce choix sera repris en compte par les déviants eux-mêmes qui transformeront l'incitation groupale en choix personnel sinon d'indépendance, du moins d'autonomisation. La sur-identification au dominant, longtemps, leur facilitera cette transformation et donc leur départ.

C'est pourquoi, souvent le second sous-ensemble (« les lettrés ») est indiscernable du premier. Eliminer en même temps des « bouches inutiles » et des « têtes pensantes » (en langage étranger de surcroît) c'est faire coup double et même triple si on escompte de la réussite sociale de ces jeunes à l'extérieur des retombées économiques et symboliques. C'est pourquoi — à moins de complètement se déculturer — ils retourneront au pays en touristes et en retraités, la mort insulaire « effaçant » en quelque sorte l'exclusion initiale.

L'émigration individuelle des femmes est plus récente. Plus tardivement scolarisées mais aussi, alors, plus intensément, d'abord elles ne trouvent pas forcément sur place des emplois correspondant à leur formation. Ensuite elles peuvent enfin transformer leur savoir en pouvoir d'échapper à une société qui ne leur concédait aucune officialisation de leur pouvoir, par ailleurs très réel (il y a chez les Corses, comme paraît-il chez les Bretons, un matriarcat occulte).

Au total, les restants, comme les partants, sont à la fois frustrés et gratifiés. Les bouches inutiles, les têtes bien pleines et les femmes (qui sont les deux à la fois) se seront transformées en bras productifs ou matrimoniaux et auront acquis ailleurs leur autonomie, en gardant un arrière-goût d'amertume mais tout en ne coupant pas, généralement, les ponts. Les restants, en prononçant l'exclusion, ont gardé l'exclusivité des occupations et plaisirs locaux mais se sentent Résidents résiduels. Seuls les Médiateurs n'ont rien perdu et tout gagné : s'ils ne sont pas

toujours intervenus pour faciliter la migration, ils profitent au moins des avantages du désengorgement et sont débarrassés des concurrents potentiels.

Les Résidents restants sont donc devenus des Commensaux appendiculaires de l'Hôte continental.

L'égalitarisme antagonistique et diachronique va devoir passer par le commensalisme. Car ce qu'introduit justement le Continent ce sont l'Etat et l'argent là où le surplus accumulable et l'organisation étatique faisaient défaut. Et ce qu'il détruit, c'est l'auto-subsistance par travail familial ou travaux collectifs (*les operade*) et les solidarités parcellaires, gigognes et instables, politiques ¹¹.

Parallèlement à l'entrée dans l'administration et l'armée, le commerce d'importation et la commercialisation locale des produits importés auraient pu, alors, constituer un choix de rôle efficace. Si, jusqu'à une période récente, ce secteur est resté atrophié, cela tient certes à la médiocrité des flux et à la faiblesse de la demande solvable mais aussi aux rapports négatifs à l'argent. Le commerce permet, comme l'industrie, l'agriculture marchande et la vente de services, une inégalité économique cumulative qui contredirait les hiérarchies transitoires, empêcherait l'égalisation diachronique et substituerait la concurrence aux rivalités. Le commerçant accumulateur serait en infraction ouverte aux règles de fonctionnement et encore maintenant il se coupe de son village sinon de son lignage et devient un exilé de l'intérieur. Au total la disparition des rares industries, la marginalité de l'agriculture marchande, la phobie de l'argent commercial raréfient les entrepreneurs locaux et les relèguent dans le ghetto d'une bourgeoisie-croupion.

Il en résulte, *a contrario*, que l'argent n'est légitime que s'il est la contrepartie d'un emploi public ou s'il résulte de la captation d'un flux forain : par les fonds d'assistance publique, les revenus de la prostitution, de la drogue, des cercles de jeux, du B.T.P., du tourisme, ce sont les « autres » qui paient en se prostituant, se droguant, etc. La dépendance est alimentaire ? L'absorption se fera sur le mode sadique-oral de la succion et de la morsure d'une nourriture rare, désirée et pourtant dilapidée. Et si c'est le commensalisme et non la production qui réalise la satisfaction vitale, succion et morsure sont peut-être des moyens de récupérer sur l'Autre la déperdition démographique (les exilés, les morts de guerre) et au plan affectif de lui « faire payer » la situation de dépendance économique et étatique des hommes et la relégation au rôle de poulinière des femmes.

L'Autre c'est le bon sein de la mauvaise mère (l'Alma Marâtre, la pallasque, le miché, le cave, le ponte...). Mais alors aussi les produits de ces captures vont provoquer une satisfaction ambiguë et par conséquent une ambivalence de leur emploi. Les emplois obligatoires et légitimes ce sont l'entretien des écluses et des éclusiers, les subsistances et, s'il reste un surplus, l'éducation des enfants (la Corse est parmi les régions à avoir la plus grande proportion de bacheliers ... et de sans diplômes). Le résidu éventuel du surplus, par contre, doit être

dilapidé dans les jeux de hasard et la consommation ostentatoire de maisons, voitures, vêtements et bijoux ¹².

La principale, la plus ancienne, la plus constante nourrice c'est l'Etat, comme, symboliquement, dans l'hymne corse, la Reine des Cieux est « l'Unique espoir des persécutés » : en 1984, un tiers du P.I.B. et 59 % des revenus insulaires sont d'origine publique ou para-publique. Et aux Prêtres intercesseurs de « la Gloire éternelle du paradis » correspondent les Médiateurs auprès de l'Etat. Par regroupement et hiérarchisation des représentants locaux traditionnels on aboutit à leur transsubstantiation et leur transfiguration, l'une et l'autre possibles parce qu'ils sont — démocratie oblige — les représentants de la nation en même temps que les représentants des insulaires. Il y a transfert vertical en même temps que maintien-dépassement de l'égalitarisme antagonistique en bi-clanisme (avec ses subdivisions rivales) ¹³.

Mais comme dans la Corse traditionnelle, il n'y avait que des cohérences parcellaires et des cohésions gigognes instables (sauf face à l'extérieur) et que les cohérences sont dévoyées par le couplage, alors la cohésion insulaire imposée par le Continent va devoir *mimer* les modèles continentaux pour lui être intelligible : ainsi les Exilés, on l'a vu, sont amenés à se sur-identifier aux Français (ils seront nationalistes français faute d'être culturellement tout à fait franciens) ; les résidents vont simuler les intérêts, les représentations et valeurs de classes, les sigles politiques etc. continentaux, faute de pouvoir pratiquer la totalité hiérarchisée des rapports sociaux continentaux ; les clans et leurs chefs vont prendre l'apparence partidiaire continentale pour être intelligibles au Continent.

Aussi ce n'est pas l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle (sauf partiellement pour le P.C.) qui orientera principalement et statistiquement le vote à droite ou à gauche. C'est l'appartenance à la famille et l'allégeance traditionnelle de cette famille à un clan qui déterminera le vote. Il en résulte que selon les villages les *sgio* (notables) voteront « à droite » ou « à gauche » soit pour se différencier des « manants » soit au contraire pour les diriger. C'est dire que l'appartenance clientélique obéit à une tout autre logique que celle de la droite (la croissance dans l'ordre) ou de la gauche (le progrès dans la solidarité) continentales.

Reste que ce clientélisme clanique permet le couplage avec l'Etat et que le bi-clanisme permet de garder deux fers au chaud. D'où des votes « gouvernementalistes » qui prévoient le maintien ou l'arrivée au pouvoir d'une majorité nationale. Si les grenouilles demandaient un roi, les Corses, eux, préféreraient anticiper les gouvernements. Mais ce bi-clanisme n'est pas seulement utilitaire puisqu'il y a allégeance à un clan même pour les résidents que leur indépendance économique met à l'abri du besoin d'interventions et de protections claniques actuelles ou éventuelles. Ce qui est alors explicitement évoqué dans cette « servitude volontaire » d'allégeance purement fiduciaire, c'est la tradition électorale familiale et l'identification. Voter différemment est l'équivalent de s'enrichir individuellement : s'exclure d'une appartenance et s'individualiser.

Or cela contredit « la personnalité de base » corse qui interdit d'exister en dehors de l'appartenance lignagère et d'ailleurs à la famille d'exister comme famille nucléaire. Et si le vote clientélique prouve et ré-actualise l'appartenance familiale, l'existence du clan adverse permet de « se poser en s'opposant » et donc, à la fois, de maintenir l'égalitarisme antagonistique diachronique mais aussi de « justifier » l'appartenance familiale et donc « d'excuser » le refus d'individuation¹⁴.

Finalement ces « affinités électives » sont à la fois utilitaires et névrotiques. Par chance les complémentarités le sont aussi. Qui correspondent aux besoins et aux fantasmes de chacun des acteurs : les exilés trouveront dans le clientélisme (avec l'indivision des biens et le retour au pays) le moyen de ne pas couper complètement le cordon ; les résidents seront toujours branchés sur une assistance qui permet leur maintien dans l'île et leur fait aussi espérer le maintien des traditions ; les Médiateurs pourront faire jouer l'alternance complice dans les relations avec quelle que sorte de pouvoir que ce soit ; l'Etat enfin pourra jouer sur les rivalités entre les deux sectes.

Car il reste à savoir quels sont les intérêts et les plaisirs de l'Etat à maintenir ce couplage commensalique, quelle est donc la boucle de rétro-action. Or en 1768, le conquérant s'est certes imposé mais sa venue était, en partie, désirée. D'où cette ambivalence des rapports insulaires à lui qu'on a vus. Mais, lui, pourquoi est-il venu et s'est-il maintenu ? Pourquoi a-t-il accepté, en se maintenant, d'entrer dans ces rapports ambivalents ?

Il faut exclure d'emblée la motivation de l'intérêt économique national ou celle d'appétits catégoriels suffisamment puissants pour entraîner l'Etat à la conquête. La Corse n'a pas été et n'est toujours pas une colonie d'exploitation ou de peuplement puisqu'il n'y a pas grand chose à exploiter si ce n'est le réservoir d'hommes et aujourd'hui les gisements touristiques et commerciaux. C'est pourquoi, d'emblée, l'île s'est située sur le versant *intérieur* de la périphérie du système. Resteraient alors les intérêts politiques. La situation stratégique de l'île en Méditerranée pourrait en être un : mais on n'y a jamais construit une grande base maritime ou aérienne. Ou encore des raisons de politique intérieure : la perte des possessions canadiennes et indiennes en 1763 et le malaise interne des dix dernières années du règne, amènerait, en compensation et en diversion le rattachement de la Lorraine (1766) et de la Corse (1768). L'argument n'est pas probant.

Par la suite, on discerne mieux l'intérêt de l'Etat : aspirer des agents à des fins publiques militaires (des guerres napoléoniennes à celle de 1939-1945 en passant par la colonisation) ou administratives sans oublier les rôles privés (respectables, officieux ou clandestins) qu'offrent les périodes de croissance telles que les « Trente Glorieuses » ont pu en offrir à l'ascension des Corses, entre-temps mieux scolarisés, dans ce dernier après-guerre.

Mais on ne fait rien par intérêt — sinon dans l'extrême besoin — s'il n'est doublé par l'affectif. Le besoin n'était pas extrême, l'affectif

jouera la grande part sur les trois registres de la crainte, de la culpabilité et du plaisir. Le mythe fondateur de l'unité et de l'indivisibilité nationales, accompagné d'un annexionisme et d'un centralisme certains, précède de quelques siècles son expression par la Révolution. D'où depuis longtemps la crainte de ce qui pourrait être ou être fantasmé comme une amputation ou encore un morcellement régionaliste du corps français.

Le fait qu'un Corse, Napoléon, ait contribué à réaliser ce mythe fondateur et que sa chute se soit accompagnée justement d'une amputation de quelques départements, républiques sœurs, royaumes frères, renforce cette crainte et la focalise aux frontières (l'Alsace, la Corse). Plus récemment l'irrédentisme italien, l'auto-libération de la Corse sous l'égide du P.C., le Comité local de Salut Public au moment de l'Affaire algérienne, les résistances à l'accueil des rapatriés, l'autonomisme, les problèmes de l'immigration, certains succès de l'extrême-droite, réveillent périodiquement cette crainte. La Corse devient une antenne et les événements qui s'y produisent deviennent, sinon des prophéties de Cassandre, tout au moins des signaux avertisseurs prémonitoires de dangers dont le Continent pourrait être affecté. On peut ainsi élaborer des parades à l'échelle nationale et, localement, résorber les problèmes financiers par « la remise des compteurs à zéro » et politiques par la menace de s'appuyer sur l'autre clan politique ou de constituer un sous-clan en rival du dominant défaillant :

« Les Vénitiens ... entretenaient dans les villes sujettes les sectes des Guelfes et des Gibelins et bien qu'ils ne les laissassent jamais en venir jusqu'à l'effusion de sang, ils attisaient leurs dissensions, afin que les citoyens, occupés par leurs dissensions, ne s'unissent point contre eux ¹⁵. »

Le bi-clanisme insulaire (avec ses subdivisions) est peut-être un produit d'origine locale, transformé par le couplage, mais il est nécessaire à l'Etat. Un médiateur unique ou simplement prédominant signifierait trop de pouvoir local et donc, pas assez d'Etat central : il deviendrait un Paoli intergénérationnel.

A la crainte s'ajoute le sentiment de culpabilité qui date sans doute de Napoléon seulement : comment envisager l'amputation ou l'autonomisation de l'île qui a produit un empereur — quoique périphérique d'origine — qui s'est sur-identifié à la grandeur et à l'unité nationales au point de les parachever ? D'autres motifs viendront ensuite alimenter cette culpabilité : les morts des différentes guerres européennes et coloniales (d'où résulteront les pensions militaires transformées ensuite, l'habitude aidant, en pensions civiles), une certaine mercenarisation, « le handicap de l'insularité », « le retard historique », le droit d'entrer « dans l'ère post-industrielle », etc. Et les Corses, via leurs médiateurs sauront entretenir cette culpabilité. Mais les intérêts, plus la crainte, plus la culpabilité sont motivations insuffisantes si le plaisir ne les accompagne.

Car l'Etat (et les Continentaux) se savent depuis longtemps sollicités par la mendicité corse. S'ils y répondent par une générosité renouvelée

et particulière (aux Limousins et autres Corrèziens on répond « qu'on a déjà ses pauvres » alors qu'on dit rarement aux Corses qu'on « a déjà donné »), ce n'est donc pas seulement pour tenir en main les populations et se déculpabiliser, c'est que le spectacle et ses acteurs jouent à chaque séance sur l'effet de surprise et que le plaisir c'est la surprise du désir. Certes l'argument de la pièce est connu : il s'agit d'une demande de provende. Mais les arguments et le jeu des personnages changent à chaque fois grâce à une combinatoire qui semble infinie de menaces et de séductions. On a ainsi le sentiment d'entretenir une diva fantasque qui revendique le droit d'être payée pour le plaisir qu'elle a de jouer et d'ailleurs — la preuve — c'est tout ce qu'elle sait faire. Cela change assurément et agréablement de la logique habituellement terne des rapports dominants-dominés. C'est alors le plaisir connexe, proche du voyeurisme qui naît du visionnement de la transformation de sérieux (l'économie, le publique, l'anthropoïétique) en ludique. Au nième degré : des acteurs qui transforment le rire ou l'émotion suscités chez le spectateur en leur propre rire ou émotion pour mieux séduire le spectateur, etc.

Ce jeu de simulacres en miroirs engendre le vertige, le plaisir inoffensif de s'y livrer mais aussi parfois, chez certains hommes politiques ou fonctionnaires continentaux néophytes, la velléité d'y mettre fin en « régénérant » la diva dévoyée à qui on va proposer le recyclage du ludique en sérieux, projet fantasmatique s'il en est : on menace de réduire le financement, de s'appuyer sur l'autre clan (ou d'en susciter un troisième), on propose un schéma d'aménagement ou un projet de développement, on agite l'appât d'un « ministre corse » et de fonds d'investissement... Mais chaque fois la pièce recommence avec ses coûts mais aussi ses bénéfices croisés et ses plaisirs réciproques. Certes elle coûte cher par habitant (les seules administrations locales dépendent par tête 12 400 francs contre 7 600 francs en moyenne nationale, les administrations centrales 21 700 et la Sécurité Sociale 8 000, ce qui au total fait que chaque Corse reçoit des aides bien supérieures à celle du Domien moyen). Mais, la faiblesse de la population totale fait que le transfert global est une goutte d'eau dans le budget de l'Etat et de la Nation. Et ceux-ci rentrent, une fois de plus, dans l'entretien de la complémentarité névrotique avec une diva dont on déclare vouloir la réinsertion dans le respectable mais que l'on sait irrécupérable et que l'on souhaite d'ailleurs ainsi — elle perdrait son charme — et qui, elle, accepte cachets, cadeaux et applaudissements en les trouvant insatisfaisants (toujours « la morue pour les Corses »).

Nous avons donc une pièce à quatre personnages qui a été jouée pendant plus de deux siècles par des générations d'acteurs qui, apparemment, ne sont pas lassés de la jouer et qui, en surplus, a fourni à chacun d'eux des bénéfices divers qui ont permis leur reproduction. Or depuis les années soixante, le système ne fonctionne plus bien et notamment « la préservation de l'identité culturelle » n'a pas résisté à ces dysfonctionnements.

... mais socio-dégradable : la Traviata

Car la croyance en cette préservation était une illusion.

Les représentations, les croyances, les valeurs, la langue, les règles matrimoniales, parentales, conviviales, tous les modèles et les produits organisationnels, relationnels, psychiques ne peuvent se maintenir — même comme rituels — que sur la base de rapports et de pratiques réellement possibles et pratiquement réalisés.

Le maintien de la tradition et de l'identité corses supposait soit la reproduction de l'économique, du politique, de l'anthropoïétique et du ludique traditionnels, soit une digestion des variables exogènes aux fins de corsisation. Les Japonais, par exemple, ont su adopter en 1868 une stratégie d'*assimilation*. Les Corses ont été contraints à une attitude d'*accommodation* au couplage avec le Continent.

Pour que cette attitude puisse se maintenir (de 1768 aux années 1960, cela a été possible), trois conditions sont requises ; le couplage doit permettre une transformation et la transformation un dévoiement des flux externes et de la culture interne ; la reproduction physique et la socialisation des agents doivent transmettre ce dévoiement ; les variables exogènes ne doivent pas être affectées de variations trop brutales ou trop concentrées.

L'état de la société corse ne résulte ni du « handicap de l'insularité » (toutes les îles auraient alors la même destinée) ni « du retard historique » qui en ferait le lieu de survivance d'une espèce disparue (une Galapagos sociologique). Dans la sphère économique, les Corses ne sont ni une colonie, ni un pays sous-développé. Ils ne sont pas non plus en voie de développement comme les nouveaux pays industriels. Ils sont à la fois consommateurs aisés et producteurs mal développés : il s'agit d'un cas de *développement dévoyé*. Le couplage de la Corse à une économie continentale plus performante, la rupture des liens d'échange avec ses partenaires italiens, la saignée des guerres, l'émigration, le tout contrebalancé par l'assistance publique et non par l'extension à l'île des rapports sociaux continentaux, sont à l'origine de ce dévoiement.

Une extension à l'île des liens sociaux continentaux (en somme une assimilation par le Continent) lui aurait sans doute assuré le statut d'une Côte d'Azur.

Une volonté collective, inconsciente parfois, de préserver la différence en contrepartie de l'exportation d'agents et la mise en œuvre d'une stratégie — moins inconsciente — de détournement, de perversion, de subversion même des importations matérielles et symboliques en provenance du Continent ont permis un résultat différent.

La Corse a marginalisé ses rapports à l'économie marchande et elle les a transformés, avec la complicité de l'Etat central, en commensalisme à l'égard de cet Etat. Plus généralement, elle a détourné à son profit

tous les flux externes publics ou privés, officiels ou officieux ou clandestins sur lesquels elle a pu se brancher.

De même, dans la sphère de la reproduction des agents. La fonction d'hommes de main et d'hommes de l'art et leur exportation vers le Continent ou l'Empire, avec, pour terminer, le retour au pays, tout ceci est aussi une manière perverse de survivre.

De même dans le domaine politique, le clientélisme, cet échange d'emplois, de pensions, d'interventions et de protection contre des bulletins de vote, le clientélisme c'est aussi un détournement de la démocratie pour la mettre au service d'une survie dévoyée du groupe.

Enfin, et surtout, le refuge dans le ludique de la convivialité et des rivalités internes et de la solidarité face aux non-Corses, a été le moyen paradoxalement fondateur du groupe, du système de couplage et de la reproduction.

Mais chaque fois la déviation des flux et des codes externes s'est faite au prix d'un dévoiement interne de l'identité : si on joue, joue-t-on à ce qu'on voudrait et qu'on ne peut être ou à ce qu'on voudrait paraître ? Si c'est vis-à-vis de soi-même, la réponse est unique. Mais si en plus on doit et on désire paraître aux yeux des Continentaux, il faut jouer un double jeu. La maîtrise du double jeu suscite à l'extérieur de la surprise, de la séduction, voire de la fascination ; ses ratés hyperboliques, une lassitude et un étiquetage folklorique dépréciatif (la *canzonetta*, la mendicité, la paresse, le banditisme). On joue pour les Continentaux en maintenant les signes doublement extérieurs de richesses, de pouvoir, de socialisation, de jeu même (on a des majorettes), mais on joue entre soi quand ces signes extérieurs sont mis au service des distinctions ostentatoires et précaires de l'antagonisme égalitaire ; oui on a des majorettes, mais ce sont des "majorettes impériales". On fraude aux élections en faisant voter les morts et les absents ; mais les morts et les absents auraient de toute façon voté comme on les a fait voter : avec ou sans fraude, le résultat demeure le même. Il s'agit donc moins de pérenniser ou de capter artificiellement le pouvoir que « d'écraser » le camp adverse, de se réincorporer les déperditions mortuaires ou exilaires, de renforcer sa légitimité aux yeux de ses partisans et de l'État : à toujours se dédoubler on finit par en faire trop dans l'outrance théâtrale.

En situation appendiculaire, même les crises d'appendicite effectives sont double-jouées : l'irrédentisme italien, l'Occupation, la décolonisation et ses soubresauts, l'indépendantisme, l'immigration, la délinquance posent des problèmes réels qui peuvent déclencher des réactions de quasi-unanimité (appropriées ou pas selon les cas). Mais ces problèmes et ces réactions sont eux-mêmes, en plus, théâtralisés : manière de démontrer que la Loi et l'Ordre du couplage passent nécessairement par le retour aux médiateurs traditionnels du bi-clanisme. Parfois même ceux-ci organisent le retard dans la transmission : ils ne prédisent pas un événement prévisible et prévu. Manière de préserver leur pouvoir, de « protéger » les résidents et de surprendre l'État. Mais cette théâtra-

lisation permanente est aussi une manière d'esquiver la perception à long terme des « terrifiants pépins de la réalité » : on lit peu en Corse et surtout pas des études théoriques et prospectives. Se donner à voir empêche de se regarder dans le miroir. Mais ce double jeu (double apparence, double langage, double langue, double simulacre) suppose la généralisation locale de personnalités clivées : « ...la situation de demandeur est virtuellement une position de persécuté-persécutateur » (D. Lagache). Or, du fait du couplage asymétrique, les Corses sont, via leurs médiateurs, en situation de demandeurs et donc de persécutés-persécutateurs. La solution de ce problème peut être trouvée dans le recours au modèle psychotique de la paranoïa, pervers du sado-masochisme ou névrotique de la névrose obsessionnelle.

L'importance respective du déni et de la reconnaissance de la réalité laisse à chacun des résidents ou médiateurs « le choix » entre ces modèles selon le lieu où se situe le clivage du moi.

Par exemple « l'identification précoce à l'agresseur » orientera vers la personnalité paranoïde et donc vers la production imaginaire d'une nouvelle « réalité » délirante, qui pourra d'ailleurs se réaliser si les résidents et l'Etat se mettent à y croire.

Un moindre déni de la réalité permettra la complémentarité sado-masochiste, sous réserve que cette relation entre le Continent et la Corse joue dans les deux sens.

Enfin, un encore moindre mal sera la névrose obsessionnelle où pourra se jouer l'ambivalence amour-haine envers les Continentaux et l'Etat (on l'a vu à propos de « la morue pour les Corses »), l'obsession des jeux politiques (*le viziu*, le vice par excellence) et inter-relationnels (*l'invidia*), la compulsion à accomplir des actes indésirables (agressions, dilapidations), les satisfactions de remplacement (l'ostentation des signes) et même les rites conjuratoires (les exorcismes).

Bien entendu il ne s'agit pas de formes individuelles et patentes de psychose, perversion ou névrose auxquelles seraient nécessairement conduits tous les Corses, mais de l'éventail social des « personnalités de base » offertes aux Corses pour s'accommoder à et s'accommoder de la situation. D'autant plus que le basculement effectif dans la maladie mentale est conjuré par le simulacre même de la folie et par la protection des médiateurs-écrans. On peut alors mieux comprendre la fascination-répulsion, déjà mentionnée, qui lie les deux partenaires principaux au travers des intercesseurs. On est effectivement loin de la binarité banale des habituelles relations gouvernants-gouvernés (soit paranoïa-masochisme dans les régimes dictatoriaux, soit perversité-masochisme dans les régimes démocratiques) : ici, puisque le gouverné joue au masochiste c'est lui qui est pervers-et-demi en réponse au gouvernant pervers démocratique.

Cette durée dans le couplage fonctionnel (les flux matériels) et dans le couplage consensuel (les flux informationnels) implique, *de facto*, une reproduction des acteurs dans le temps. Du côté de l'Etat, les régimes politiques et les gouvernements se sont succédés mais toujours

en gardant les constantes du centralisme et de l'assistance. Cette Corse, les constantes sont également manifestes jusque dans les années soixante : émigration, « succion », clientélisme et bi-clanisme.

Si le système social local s'est reproduit (en se dévoyant certes) aussi longtemps c'est d'abord, bien sûr, que la variation des variables exogènes a été suffisamment lente (la destruction de l'économie) ou, si brutale (la saignée de 1914-18), suffisamment ponctuelle, pour que soit donné le temps de s'y accommoder. C'est ensuite qu'il a pu y avoir, du fait de ces délais de réaction, possibilité de transmission des modèles entre les générations. Bref : il a fallu que les effets des variations soient, chaque fois, amortissables en une vingtaine d'années. Car « la tradition » c'est aussi, étymologiquement, la transmission du passé, chaque fois accommodé, entre les générations.

Il faut donc que les institutions anthropoïétiques (la famille et l'école principalement) et leurs pratiques aient « correspondu » aux rapports et pratiques issues du couplage, c'est-à-dire qu'elles leur aient été adéquates, y compris dans l'adaptation à leurs changements et finalement, qu'étant adéquates, elles aient continuellement produit des agents capables de tenir les rôles d'exilés, de résidents et de médiateurs. Sinon il y aurait eu assimilation pure et simple par le Continent et tous les Corses seraient aujourd'hui francianisés (tout en ayant contribué à acculturer un peu les Franciens).

Il faut aussi que les structures des personnalités de base des agents et futurs agents aient elles-mêmes « correspondu » à la fois aux structures et pratiques des instances de socialisation et donc indirectement aux structures et pratiques sociales issues du couplage.

Il faut, enfin, que les agents produits à chaque génération aient correspondu aux profils des emplois offerts par le système et aient pu tenir ces rôles : en somme qu'ils aient pu être utilisables socialement et donc rémunérés et gratifiés par la société.

On peut dire que jusque dans les années soixante, toutes ces conditions ont été remplies.

La structure familiale, son fonctionnement, son couplage tardif mais accéléré à l'école ont effectivement permis de produire des agents adéquats aux rôles résultant du et offert par le couplage. A simplement effleurer ces problèmes d'ethno-analyse et de psycho-histoire, on peut cependant admettre qu'il existe bien un Type Idéal de la famille corse. Commençons comme ça commence, c'est-à-dire par la mère. On sait, banalement, que dans tout le bassin méditerranéen, la femme n'accède à un statut social que quand elle est épouse et mère. C'est seulement alors qu'elle peut se constituer, face à ses parents et ses beaux-parents, un espace propre de pouvoir. A trois conditions : le conjoint s'y prête, les enfants sont utilisés comme armes de pouvoir, ce pouvoir doit rester intime et ne pas s'extérioriser. Or sur le versant européen de la Méditerranée occidentale, le conjoint est et demeure « le fils d'une autre », qui en plus l'a surcrouvé. De surcroît, en Corse au moins, il est plus le petit-fils de son grand-père patriarche que fils de son père, qui ne pourra

accéder au statut de père qu'à la disparition de son propre père, c'est-à-dire trop tard. Il est donc, en attendant, largement immature. Il trouvera à maintenir cet état dans le mariage, avec pour compensation l'exhibition externe des signes du pouvoir et pour échappatoire quelques excursions extra-conjugales discrètes. Son épouse acquiescera à sa demande implicite de maternage subrogatif puisque c'est une des conditions de son propre pouvoir, lui laissant, comme on vient de le voir, l'extériorité et l'extériorisation du pouvoir. Mère, elle va disposer des moyens de renforcer son pouvoir : elle est désormais Jocaste. Avec une différence sensible de comportement envers ses enfants selon leur sexe : rudesse envers la fille, qui doit reproduire le destin de la mère, surcouvage du fils, qui lui est, si on peut dire, son phallus complet. Vis-à-vis des deux, elle sera à la fois mère nourricière et mère ingrate (à l'image de la Corse d'ailleurs)¹⁶ car elle-même a été rudoyée par sa mère et insuffisamment protégée par son père.

Le géniteur, doublement infantilisé par ses parents et par son épouse, ne pourra jouer vraiment son rôle de père vis-à-vis de ses fils, ni vis-à-vis de ses filles. Vis-à-vis de ses fils, il sera soumis à l'alternative, soit de masquer son immaturité sous la dureté, soit à l'avouer par son laxisme : dans les deux cas, le modèle identificatoire est insatisfaisant puisque ou bien le père paraît insurpassable ou bien il est, d'emblée, surpassé¹⁷. Vis-à-vis de ses filles, s'il prétend les protéger contre les dangers extérieurs, il ne peut les protéger de la mère et devenir un objet transitionnel au choix du conjoint : ni protecteur efficace ni séducteur temporaire donc.

Quant aux relations fraternelles-sororales, elle sont marquées de positivité si les aînés peuvent jouer le rôle de parents de substitution, sinon, elles sont de connivence entre les sœurs, d'assez forte rivalité entre les frères rapprochés, d'ambiguïté entre frères et sœurs rapprochés (le fantasme incestueux est assez souvent transformé en « concubinage blanc »). Comme dans toutes les situations familiales, il y a heureusement des échappatoires et les collatéraux vont servir de vicaires aux parents : une grande sœur (*Tada*), une tante, une marraine comme choix d'objets transitionnels de substitution pour le fils et de modèles identificatoires adjacents pour la fille ; un grand frère, un oncle, un parrain comme choix d'objets pour la fille et modèles pour le fils¹⁸. Sur l'échelle de la maturation et de l'adéquation au réel, il semble que les résultats de la socialisation soient d'ailleurs plus probants pour les filles que pour les garçons.

Toutes ces ambiguïtés de la constellation domestique n'excluent pas mais au contraire exigent une très forte solidarité familiale et même lignagère. D'abord pour des raisons fonctionnelles : solidarité économique (travaux collectifs autrefois et aujourd'hui redistribution des revenus), anthropoïetique (éducation des orphelins, célibat féminin pour l'assistance aux parents vieillissants), politique (besoin et désir de faire nombre face aux agressions, besoin et désir de médiateurs) et même ludique (convivialité familiale).

Au « les parents sont des dents » (toujours l'oralité sadique) répond ainsi le « parent protège » (*parente para*), ce qu'on retrouve dans l'indivision successorale et les querelles de la sortie d'indivision.

Mais aussi dans la sphère politique en correspondance avec la sphère familiale : le pouvoir politique occulte très réel des femmes, mais l'interdit du féminisme ; l'appartenance familiale et l'allégeance clanique ; l'infantilisation masculine et le goût pour le jeu, notamment politique : l'exhibition masculine des signes et la théâtralité des pratiques de pouvoir ; la recherche de parents substitutifs (la France nourricière et les médiateurs bergers, c'est-à-dire trayeurs et transformateurs d'une part, unificateurs des frères et protecteurs de la clientèle d'autre part, etc.). La démocratie continentale et ses mythes idéaux (Liberté, Egalité, Fraternité), dans ces conditions, sont parodiés par leur corsisation :

— liberté : comme on agit sous les contraintes du couplage, la seule liberté devient la compétition du jeu politique ;

— égalité : sur le Continent, l'égalité l'est par rapport à la Loi, abstraction faite des différences concrètes de sexe et d'âge et des inégalités de richesse ; en Corse, les différences concrètes assignent le statut et il y a ostentation des signes d'inégalité ;

— fraternité : elle suppose une identification horizontale entre Mêmes alors qu'ici il y a rivalité entre frères compensée par une solidarité face à l'Autre.

Le couplage, qui détruit l'économie au profit de l'assistance, qui réduit la production à l'engendrement (mais l'économie détruite était, par chance, familiale) qui impose les regroupements politiques là où l'Etat n'existait pas, qui instaure le jeu comme accès au réel, ce couplage, par tout cela même, implique une inversion sociétale et donc aussi une similitude collective des régressions personnelles. Les choix des objets sociaux (réels et symboliques) de l'amour et de la haine (le Continent, les médiateurs, c'est-à-dire les substituts des parents) vont se faire par étayage sur des besoins fondamentaux d'auto-conservation (la nourriture, la protection), les régressions seront principalement du type sadique-oral (la succion, la morsure, la régurgitation) avec ses bénéfices (le lait, les bras), ses plaisirs (du suçotement au plaisir oratoire) et ses agressions (la violence manducatoire, le vomissement ou l'expulsion du surplus). A la fois la recherche de la dépendance et le rejet de cette dépendance. L'insertion dans les rôles proposés par le couplage impliquait ces régressions. La famille corse est capable de les réaliser. Ça tombe bien.

Ainsi les activités économiques traditionnelles deviennent progressivement impossibles et les activités économiques extérieures modernes à accumulation sont soit impossibles (le profit industriel), soit difficiles et interdites (le profit commercial). Restent donc, on l'a vu, les activités modernes possibles et permises : officielles (administration, armée, professions libérales), officieuses ou clandestines (possibles puisque offertes à la dérobee par le système et permises puisque s'exerçant sur des « forains » et des « aubains » (quelle aubaine justement) ou des étrangers (les colonisés) ¹⁹.

Ainsi en produisant des agents adéquats aux demandes externes, cette famille reproduit les rapports sociaux. Au bout de la chaîne, il y a le Continent et son Etat, à l'autre la famille corse et ses enfants, entre les deux, les médiateurs.

Mais pour que l'échange puisse se produire, il manque encore une pièce au système, et cette pièce c'est la salle de classe : de l'école primaire aux Grandes Ecoles en passant par le lycée ou la prison — école du crime comme chacun sait. Car pour tenir les rôles officiels et même pour jouer les seconds couteaux dans les officiels et les officieux, il faut un certain niveau d'études : blanc et chrétien c'est le premier niveau. L'école primaire c'est le second et elle fait partie des bienfaits normaux apportés par le Continent. Les études c'est un moyen offert par les parents aux enfants de se sortir et de les sortir des injonctions contradictoires du monde à l'envers auxquelles ils sont soumis. C'est, en leur faisant apprendre le double jeu (celui de l'appartenance corse et de la langue étrangère écrite), les autonomiser (mais on espère que l'autonomisation n'ira pas jusqu'à la rupture) et s'autonomiser par procuration. Beaucoup d'enfants (et de plus en plus nombreux, surtout parmi les filles) vont répondre aux vœux parentaux puisque cela leur permet de faire plaisir aux parents tout en maximisant les chances d'échapper à la solidarité étouffante et conflictuelle familiale ²⁰. Au surplus à l'école, on trouve aussi des parents de substitution (les enseignants). Certes le mouvement de scolarisation est en retard par rapport au Continent ; certes la langue est foraine et de surcroît écrite. Mais l'école est gratuite, la langue est noble et le savoir, contrairement à l'argent, licitement accumulable (sauf s'il devient théorique et prospectif car alors il risque de dévoiler ce qui doit rester secret : les règles implicites du jeu). Tout ceci contrebalance la difficulté linguistique d'accès et la crainte de déculturation. Et comme désormais « il n'est de richesses que d'hommes », va pour l'accumulation du capital humain. Ce qui ailleurs est souvent du simulacre (les fameux signes externes) est ici mimétisme partiellement positif. Positif car dès avant l'arrivée des Français, certains avaient compris que le savoir est transformable en pouvoir (et l'école gratuite le fait comprendre à tous). Partiellement, parce que l'éventail des emplois que permet le savoir est moins ouvert que sur le Continent (pas d'agriculteurs, pas d'industriels) ou présent mais perçus péjorativement (l'ouvrier italien, puis arabe ; le commerçant juif). Restent donc les objectifs et les filières officiels ou non, en tout cas hiérarchisés, déjà décrits. Et selon les niveaux d'étude on se classera préférentiellement dans la hiérarchie officielle mais si le cursus ascensionnel, malgré l'intelligence, la volonté et la motivation, a été interrompu, on rejoindra les filières officieuses ou clandestines qui fonctionnent parallèlement et permettent des circuits courts.

Tout en haut de la hiérarchie officielle, se situent les rôles de médiateurs locaux, insulaires, nationaux qui permettent d'être à la fois sur place, mobile, aisé, puissant et reconnu comme tel, et de tenir des rôles officiels (la représentation de l'Etat) et officieux (la médiation).

Ensuite, viennent les rôles continentaux exercés localement : on réussit parmi les siens, à tenir les rôles de l'Autre. Encore après, les rôles continentaux qui impliquent l'exil. Puis les rôles traditionnels qui ont pu s'adapter à la demande monétaire. Et, enfin, les rôles d'assistés permanents.

Cependant cette hiérarchie des rôles est soumise, au cours des temps, à des réajustements internes, fonction de l'évolution des variables exogènes, mondiales ou continentales. Comme l'accommodation des futurs agents à ces variations demande le temps de la maturation physique et de la socialisation psychique (vingt ans), la dernière condition, pour que le système de couplage puisse se reproduire en s'adaptant, suppose que ces variations seront lentes ou au moins, pour les brutales, non-cumulées et cumulatives. Pendant deux siècles ce fut le cas : les médiateurs étaient donc dans la situation et le rôle du Démon de Maxwell qui par le tri entre molécules chaudes et froides, leur bilocalisation et leur couplage permettait le mouvement perpétuel en transformant les remises en question en remises en scène et celles-ci en remises en selle. Mais depuis les années soixante, la néguentropie que la Corse reçoit du couplage n'arrive plus à compenser la néguentropie qu'elle produit. C'est qu'il y a eu une accélération et une convergence cumulative dans la variation des variables exogènes : la guerre de 1914-18, la crise de 1929, la défaite de 1940, la décolonisation (pour la Corse la crise économique commence en 1962 et la remise en question de la majorité de droite en 1974), la fin des Trente Glorieuses, la stagnation des recrutements dans la fonction publique, les mutations techniques et, enfin, l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Tout ceci va gripper le système et accélérer l'involution et les dévoiements lents et donc imperceptibles et supportables d'autrefois. Le Continent a moins besoin d'agents (les rapatriés, les immigrés, les autres régions périphériques constituent alors des viviers concurrents, y compris pour pourvoir aux rôles officieux et clandestins) et surtout il n'a plus besoin des types d'agents que produit la Corse (des juristes et des littéraires plus que des ingénieurs et des techniciens). C'est un contact rude avec la réalité d'un monde qui se remet à l'endroit. L'accommodation intergénérationnelle ne suffit plus et le dilemme est désormais entre l'absorption par le Continent ou l'assimilation des données nouvelles par les Corses.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir, en 1981, était une donnée déstabilisante de plus. Elle aurait pu aussi constituer une occasion de transformation de l'accommodation en assimilation²¹. Mais cette dernière variation exogène fut trop brève, trop malhabile puis trop absorbée par d'autres priorités pour permettre cette mutation. La tentative avorta : elle fut neutralisée puis récupérée par le système.

La Corsican Reconnection

L'agitation autonomiste ou indépendantiste insulaire, l'arrivée des Socialistes au pouvoir, l'aggravation de la crise économique étaient des incitations favorables à la mutation. Celle-ci fut tentée par l'Etat en 1981-82, mais dès la mi-83, l'ancien couplage se remettait en place. Ce qui prouve que la marge de manœuvre des acteurs nationaux et locaux favorables au changement est particulièrement étroite, sauf pour les premiers à employer « les grands moyens », ce qui ne fut pas fait. Aussi, en 1987, non seulement l'Assemblée de Corse (instituée par le Statut Particulier) n'arrive toujours pas à exercer ses compétences, mais encore la situation économique et sociale s'est dégradée. Au-delà des explications par l'instabilité politique locale (absence de majorité forte au sein des Assemblées successivement élues) ou par les conséquences régionales de la crise économique, on fera l'hypothèse suivante : *ce double échec provient d'une rencontre entre la pusillanimité gouvernementale et la résistance du système local à toute innovation susceptible de remettre en cause la logique de sa reproduction par commensalisme*. Les velléités de transformations de l'Etat ont été détournées, une fois de plus, vers la reproduction à l'identique, fût-ce au prix de l'ethnolyse insulaire.

La première étape, celle des velléités, a donc duré deux ans. En 1981, le Parti socialiste dispose non seulement du pouvoir à l'Elysée et à la Chambre (mais pas au Sénat, bastion des intérêts passésistes locaux) mais aussi d'une hégémonie consensuelle (« L'état de grâce ») au plan national. Au plan local, il n'a ni une majorité directe (le P.S. et le P.C. n'ont fonctionné jusqu'ici que comme sous-traitants des Radicaux de gauche), ni n'exerce d'hégémonie consensuelle (le P.S. n'a guère de réseau clientélique et une partie de son électorat potentiel est attirée par les Autonomistes).

Pourtant l'Etat n'est pas sans moyens d'actions : il peut réorienter les flux financiers (de l'assistance vers le développement), politiques (instituer d'autres médiateurs), anthropoïétiques (former à des emplois productifs dans l'île en substitut à l'émigration devenue difficile et d'ailleurs de plus en plus refusée) et ludiques (inciter à jouer au développement au lieu de jouer à la politique).

Au surplus, la Régionalisation étant, avec les Nationalisations et la Solidarité, une des grandes idées du Septennat, la Corse est justement choisie comme « laboratoire de la décentralisation »²². Ceci à des fins de démonstration nationale mais aussi afin :

— d'amener les Nationalistes à se transformer en Autonomistes et les Autonomistes en acteurs démocratiques alliés au P.S. au sein de l'Assemblée de Corse qu'instaure le Statut particulier régional : en somme transformer les bombes en mots et, si possible, les mots en idées, ou se marginaliser ;

— d'envoyer la balle dans le camp des médiateurs pour les obliger à répliquer au lieu de se cacher derrière l'Etat pour ce qui est du pire et de cacher l'Etat pour ce qui est du meilleur ;

— d'essayer, à la faveur des deux incitations précédentes, de conférer au P.S. local pouvoir et légitimité (les Radicaux de gauche parleront même de « complot »).

Ces possibilités d'action rencontrent pourtant des obstacles.

Au niveau national, la croyance en la toute puissance de la légifération (infantilisme culturel francien, mais plus marqué encore à gauche) pour régler les problèmes, entraîne le déni des réalités économiques (« les faits sont têtus, moi aussi » dit le Président) et consensuelles (le rôle du contrat d'entretien post-électoral pour maintenir l'adhésion des électeurs et la mobilisation des militants). A quoi s'ajoutent un certain nombre de hantises : celle, héritée du Front Populaire et de la Décolonisation, de passer pour des bradeurs de l'unité et de l'indivisibilité nationales : le fantasme du jacobinisme ; la crainte d'importer la radicalité des électorats communistes et autonomistes dans le mouvement même de leur captation (cette crainte a même conduit à l'élimination de la fraction autonomiste du P.S.) ; le désir d'élargir la majorité au Centre gauche et donc le souci de ménager les Radicaux de gauche, puissants en Corse.

Au niveau local, les obstacles sont également nombreux. Les Socialistes ne peuvent compter sur les Radicaux comme relais fiable : beaucoup d'entre eux sont hostiles au Statut Particulier ; tous fonctionnent sur la base du clientélisme assisté et trouveraient aléatoire de lui substituer une adhésion à base de projet de société et de réalisations économiques : même avec le soutien fort et résolu de l'Etat, ils auraient trop peur, à jouer les Bismarck ou les Mutsu-Hito de se retrouver renversés comme des Nouri Saïd ou des Shah d'Iran... Il y a aussi la faiblesse électorale, hégémonique et clientélique du P.S. local qui résulte de l'accord (tacite ?) de 1945 de partage de territoires entre la S.F.I.O. à Marseille et les Radicaux en Corse et qui empêche de produire rapidement des médiateurs socialistes ou de débaucher significativement des médiateurs traditionnels. Egalement les Socialistes corses de Paris sont trop francianisés pour transmettre aux gouvernants des informations suffisamment exactes pour effacer leur ignorance des problèmes corses. Enfin, il y a la coïncidence (mais qui n'est pas fortuite puisqu'il y a des Corses dans tous les réseaux de pouvoir continentaux) entre certaines ambitions personnelles de Corses exilés et l'utilisation par eux de leur connexion au Pouvoir, pour faire acte de candidature à la médiation. Ils donneront des gages (transfert accéléré de compétences à la Région) à certains élus du Centre gauche pour se rallier leur appui. Les gages seront acceptés mais sans ralliement et ce 18 Brumaire insulaire et rondouillard échoua.

Ce qui va encore favoriser la récupération du projet de changement par la logique de la reproduction c'est le bi-céphalisme constitutionnel. Au gouvernement, l'idée d'accompagner le Statut Particulier d'un Plan

de Développement insulaire trouve de nombreux appuis, y compris à Matignon. Mais il devient évident, à la mi-83 que dès le début, le véritable centre de décision était situé à l'Élysée et que ce centre n'a consenti, les deux premières années, qu'à des délégations de pouvoir avant d'en venir à la prise directe de décisions.

Au total le projet d'assortir le Statut Particulier d'une mise en œuvre d'un projet de développement fut oublié par les uns et refusé par les autres, et la transformation de l'accommodation en assimilation n'eut pas lieu : il est vrai que l'importance des déséquilibres économiques globaux, le sinistre de certaines régions de vieille industrie, l'impuissance de la première Assemblée de Corse élue et les résultats nationaux décevants des Cantonales de 1982 et des Municipales de 1983, allaient reléguer la régionalisation au second plan et les problèmes corses au dernier. Mais cette rétrogradation-ci a eu aussi une autre cause : il ne suffit pas de proposer de nouveaux rôles et de vouloir redistribuer les anciens, il faut encore prospecter les acteurs susceptibles de les tenir, les trouver et les engager.

Existait-il, d'abord, des acteurs potentiels ? Ils étaient, en tout cas, fort rares. Il y avait les actifs de la bourgeoisie-croupion, c'est-à-dire les petits entrepreneurs du tourisme, du commerce, du bâtiment, de la micro-industrie et de l'élevage marchands : mais ils étaient soit affiliés directement à l'une des deux sectes (si leurs activités dépendaient principalement des flux publics), soit filialisés indirectement au clan « de droite » via un sous-clan moderniste (si leurs activités dépendaient plus des flux extérieurs privés : tourisme, commerce), soit enfin, pour les plus marginaux et impatientes, attirés par l'autonomisme. Les salariés urbains du secteur productif privé et semi-public étaient, soit clientélisés, soit affiliés au P.C. et à la C.G.T. et ces deux organisations ne voyaient de solution aux problèmes corses que dans l'implantation insulaire de filiales d'entreprises publiques où ces organisations auraient été dominantes. (Au surplus, au moins dans le Nord, le P.C. était un commensal du radicalisme et Radicaux et Communistes vivaient comme une menace l'hégémonie et le pouvoir nationaux du P.S.) Les exilés actifs manifestaient peu de désir de « retourner vivre au pays », ou en tout cas ne le réalisaient guère, faute d'être assurés d'y maintenir leur statut et d'y être accueillis avec joie. Les exilés de l'intérieur (certaines fractions de la bourgeoisie-croupion sus-mentionnée, les membres jeunes des professions libérales, les néo-ruraux, néo-artisans, associatifs) soit étaient autonomistes ou nationalistes (ils masquaient ainsi une décorsisation réelle par une sus-identification fantasmée à la culture traditionnelle) soit subordonnaient leur éventuelle allégeance au P.S. au renforcement par celui-ci de la particularité insulaire. Ceux des jeunes (car les classes d'âge interfèrent avec les catégories socio-professionnelles) qui se trouvaient coincés entre la gérontocratie locale et le destin émigratoire traditionnel, au surplus rendu difficile par la crise économique, penchaient plus vers l'autonomisme que vers un P.S. jugé trop « continental ». Les immigrés (intouchables qui cachaient leur nombre derrière leur

transparence) et les femmes n'avaient pas le droit à la parole et encore moins le droit à l'action collective.

Restaient donc, comme acteurs disponibles, les employés et les fonctionnaires non-déjà-affiliés-par-ailleurs et quelques actifs ou retraités isolés, saupoudrés sur le territoire insulaire et en ressentiment contre les clans et sous-clans traditionnels ; les premiers étaient peu intéressés par un développement économique et les seconds peu crédibles localement.

Bref, comme en Corse les rapports marchands capitalistes et donc les rapports salariaux sont mal développés, on n'y trouve qu'atrophiees les catégories socio-professionnelles modernes et donc même en cas d'aggravation du chômage, l'expression moderne des conflits droite-gauche continentaux. Par exemple dans l'île, la « gauche » est représentée principalement par le Mouvement des Radicaux de gauche (près de 17 % des Conseillers régionaux contre à peine plus de 2 % au niveau national) dont le P.S. et le P.C. ne sont *de facto* que des commensaux.

Les acteurs potentiels de la substitution du développement à l'assistance sont donc peu nombreux. L'intronisation du P.S. local comme néo-médiateur (par captation de l'électorat du M.R.G., du P.C. et de la frange progressiste des Autonomistes, par attraction des exilés de l'intérieur et par fédération des ressentimentaux isolés) aurait supposé qu'il soit unifié par un leader indiscuté et aurait exigé de surcroît un sacre ostentatoire par l'Etat, le court-circuitage par celui-ci du M.R.G. et un soutien gouvernemental d'une durée de deux législatures. Son investiture, en plus, comme imprésario du développement, aurait exigé l'injonction déterminée et affectueuse aux éternels tétraplégiques économiques d'avoir à renoncer au maternage de « la tierce personne » pour le « lève-toi et marche » du travail, de l'investissement et de l'innovation. Transformer des *losers* et des *outsiders* en *challengers*, supposait certes un miracle. Mais l'instance centrale avait ce pouvoir de miraculation.

En avait-elle le désir ? Pendant les deux premières années de la législature, l'instance gouvernementale s'est en général effectivement comportée comme un auteur en proposition de personnages et en quête d'acteurs. Elle a même failli trouver les fonds pour embaucher ces acteurs chargés de faire passer le « laboratoire de la régionalisation » d'une société pré-industrielle à une société post-industrielle, pour faire, en sorte, du dévoiement un atout. Mais les candidats étaient trop peu nombreux et mal préparés aux rôles. En plus, la Droite moderniste sentait le gibet, les Radicaux le moisi, les Autonomistes le soufre, l'aile corsisante du P.S. le fagot et ce qui restait de « rose au poing » ne sentait, pour le moment, rien du tout sauf, un peu le terroir, sinon le terrain.

Tout le monde esquiva (comme à l'accoutumée) les responsabilités et l'ancienne connexion et connivence entre le Continent et la Région purent facilement se rétablir au prix de l'apurement des dettes et de la perte réciproque de quelques illusions. Les compteurs, lors d'un voyage présidentiel, étaient remis à zéro mais il n'y avait toujours pas de tigre

ou de chevaux sauvages dans le moteur et d'imagination au volant. L'Elysée donc freina et, « la Rigueur » aidant, remit en 1983 la voiture dans le circuit habituel.

Pour les pouvoirs traditionnels, la patience, la ruse et le sabotage avaient été payants : ils ont verrouillé, puis récupéré. Le retour à la marginalité, voire l'accentuation de celle-ci fut la punition des croyants et des candidats au changement.

Dans les clans, la « Droite » pratiqua d'abord la stratégie de l'inertie courtoise (la majorité à l'Assemblée de Corse pouvait un jour prochain lui échoir) puis remit au pas — moyennant compensation — ses francs-tireurs modernistes et enfin, profita d'une petite crise d'appendicite populiste extrême-droitière et de la lassitude générale pour finalement, en 1987, recueillir une courte mais suffisante majorité à l'Assemblée, que son Président avait réussi à purger d'un prétendant moderniste et exilé et donc doublement hérétique. Le clan « de gauche » cumula au départ la cohabitation forcée mais méfiante avec le P.S. et la dénonciation de ce « complot » de court-circuitage que ce parti ourdissait ou était censé ourdir avec le Pouvoir. Le rétablissement par celui-ci du couplage traditionnel et la théâtralisation locale de l'appendicite indépendantiste refaisaient du M.R.G. l'interlocuteur inéluctable du gouvernement socialiste et réinstallait sa connivence avec le clan « de droite ». Le jacobinisme parisien avait à nouveau rencontré le giacobbinisme corse. Certes le M.R.G. perdit, entre-temps, la présidence (fictive) de l'Assemblée de Corse, le Conseil général de Corse-Sud et un député de Haute-Corse, mais il garda le Conseil général de ce département, un pied au bureau de l'Assemblée et un député dans chaque département. Il profita aussi de toutes ces élections pour accélérer la transmission filiale du pouvoir intra-clanique. Au total les règles de l'équitépartition temporelle du pouvoir entre les deux clans, du contrôle partagé des flux externes, de la neutralisation des court-circuitages et de la cooptation des héritiers étaient rétablies.

Du côté des candidats ou/et des croyants au changement démocratiquement conflictuel (on laissera ici de côté les Indépendantistes), on avait affaire, on l'a vu, à des *losers* ou des *outsiders* en ressentiment contre « le système » mais pas vraiment prêts ou désireux de devenir les supports du changement. Au point qu'on pouvait se demander s'ils ne fantasmaient pas dans leur recherche de multiples Troisièmes Voies (entre les deux clans, entre le couplage et l'indépendance, entre la Corse profonde et la Modernité, etc.) simultanément la découverte de circuits courts d'ascension sociale personnelle et la substitution collective d'un néo-médiateur à l'un des deux clans traditionnels, le tout sans avoir les moyens ou la volonté d'instituer cet imaginaire.

Les Autonomistes sont les principaux perdants de l'espoir en un changement pacifique. Ils ont « beaucoup donné » à l'expérience du Statut Particulier sans rien avoir obtenu de ce qu'ils sollicitaient (du développement du pouvoir, des retours au pays...). Loin d'avoir durablement attiré à eux les voix des Nationalistes, ils ont été au contraire contraints

de s'aligner finalement sur eux. Ils n'ont eu ni la satisfaction d'avoir été reconnus comme interlocuteurs valables par le Pouvoir qui les a au contraire « exténués », ni même celle — plus masochiste — de voir leurs voix perdues, gonfler celles du P.S. ou des Indépendantistes.

Les Socialistes, on l'a vu, avaient au départ le pouvoir et même l'hégémonie au niveau national mais pas au niveau local. Ils auraient pu (et d'ailleurs bien voulu) profiter des premiers pour acquérir une crédibilité insulaire. Mais, se greffant sur la faiblesse initiale, il y eut cette expulsion du courant local doublement autonomiste (vis-à-vis du Continent et vis-à-vis du P.S.), il y eut discordance entre les stratégies des deux fédérations départementales (melting-pot) avec le M.R.G. au Sud ; cohabitation concurrentielle au Nord), il y eut enfin rivalité entre leaders concernant la représentation du P.S. corse auprès des dirigeants du parti et de l'exécutif nationaux, qui eux-mêmes ne semblaient pas coordonner leur politique insulaire jusqu'au jour où la Corse rétrograda dans l'échelle des priorités et où le M.R.G. fut rechoisi comme interlocuteur privilégié.

Il résulta de tout cela que certains dénis de la réalité et certaines hantises du P.S. national (la culpabilisation jacobiniste, la crainte de la radicalité...) ont été amplifiés localement. La seule stratégie qui fut alors conçue fut électoraliste (et certes il en faut bien une) de grignotement par intérêts ou par lassitude des voix M.R.G. autonomistes et communistes grâce à la connexion avec le pouvoir central. C'est cette stratégie qui exténua les Autonomistes mais sans autre profit pour le P.S. que leur marginalisation et qui déclencha la contre-stratégie efficace de verrouillage du M.R.G. Par contre, l'association entre la modernisation institutionnelle (le Statut Particulier) et le développement économique et, sur cette base, la fédération et la mobilisation affective des *outsiders* et des isolés autour du projet de mutation du couplage Continent-Corse, cette stratégie-là ne fut jamais appliquée. Aussi la transformation des ressentiments en sentiments et de ceux-ci en action n'eut pas lieu. On a noté que ce miracle était difficile mais possible. Si Ben Gourion disait qu'en Israël ceux qui ne croient pas aux miracles ne sont pas des réalistes il faut croire que la Corse n'est pas Israël. Car pour mettre en œuvre cette déstabilisation créatrice et pour susciter une auto-pédagogie du changement, il aurait fallu non seulement fédérer et mobiliser les acteurs en quête de rôles nouveaux et qui ne sont pas forcément électeurs (les jeunes, les abstentionnistes, les immigrés) mais aussi ne pas craindre des alliances, transitoirement opportunes au moins, avec la Droite moderniste et les Autonomistes légalistes. Ce qui ne fut pas le cas.

Si bien que, même à ce plan strictement électoral, le P.S. local ne connaît aujourd'hui pas les caractéristiques sociologiques et les motivations de ses votants et même pas celles de ses militants. En l'absence d'enquêtes on ne peut que supposer, outre un idéalisme certain, des allégeances locales personnelles, des ressentiments éparpillés et contradictoires, des ambitions d'ascension sociale par court-circuitage. Dans ces conditions, l'expérience du « changement » aura été trop brève pour

apporter au P.S. insulaire autre chose que quelques illusions et qu'une réorganisation interne par contre bien réelle et qu'on peut croire durable. Pour le reste, il est bien obligé de prendre acte qu'en 1987 non seulement le pouvoir gouvernemental lui fait défaut mais encore qu'on est revenu au couplage traditionnel. Fût-ce au prix d'une involution accélérée de la société corse.

Car le dilemme semble désormais le suivant : d'une part, le commensalisme semble être la névrose de destinée de la Corse ; d'autre part, l'accumulation des défis externes et les effets des dévoiements internes semblent le rendre inapte à des adaptations nouvelles. Depuis les années 1960, la néguentropie reçue des flux publics et privés extérieurs n'arrive plus à compenser l'entropie croissante que produit le système.

L'ethnolyse semble être l'issue inéluctable du couplage.

L'ethnolyse maquillée en suicide par le moribond lui-même

Le cursus d'un système social peut parfois se comparer à celui de certaines organisations ou de certains parasites, qui conduit à leur disparition. Les étapes en sont les suivantes :

— d'abord la réalisation d'un projet de transformation de l'environnement ou de couplage avec lui ;

— si ce projet se réalise (ici le couplage commensalique, asymétrique mais profitable), le système tend à se prendre pour sa propre fin (internalisation de l'objectif) et les agents ou organes spécialisés tendent à se spécialiser dans leur reproduction (ici : contrôle et subversion des flux, localisation du pouvoir aux vannes des écluses, rejet des responsabilités sur l'Hôte — on fait le vide mais c'est à l'Etat qu'on attribue le niveau du plein — sabotage des circuits courts, exclusion des concurrents potentiels, cooptation des héritiers...);

— et finalement, en cas d'inadaptation, on en arrive à « préférer » un couplage létal (et la mort de l'organisme) au renoncement à sa logique (ici la logique de reproduction par commensalisme).

Dans le domaine du vivant, le parasitisme suppose la régression vers une extrême spécialisation, donc une diminution de la faculté d'adaptation et donc encore un accroissement de la vulnérabilité aux changements affectant l'Hôte. Dans le domaine des organisations, des processus comparables d'involution touchent certaines entreprises, administrations, parts politiques ou églises ²³.

Les questions sont donc :

— pourquoi le système de couplage depuis la fin de la décolonisation, semble-t-il ne pouvoir plus se reproduire sans détruire le commensal ?

— s'agit-il d'un ethnocide ou d'un suicide ?

— la disparition est-elle inéluctable ?

La réponse à la première question a déjà été donnée. Malgré la faculté séculaire d'adaptation et de préservation, l'accumulation et l'accé-

lération des défis extérieurs et la diminution de la capacité interne d'accommodation rendent inévitables les changements sociaux. Puisque la Corse s'était spécialisée dans la production d'agents, le scénario qui conduit à la disparition des autochtones ou au moins à la disparition de leur culture semble se jouer dans la sphère anthropoïetique par manque quantitatif et qualitatif d'acteurs.

D'abord sur le plan quantitatif : sur 240 000 habitants environ, ceux d'origine corse ne représentent que 69,4 %, les autres étant d'origine continentale (14 %) ou étrangère (16,6 %). De plus, la population d'origine corse est plus vieille que les deux autres : 3 personnes sur 9 ont plus de 60 ans tandis que la moyenne insulaire est de 2 sur 9. On y trouve de plus un célibat (29 %) et un veuvage (12 %) importants. Plus vieille, la population d'origine corse est aussi moins jeune (16,86 % de moins de 15 ans contre 19,59 % pour ceux d'origine étrangère et 18,15 % pour ceux d'origine continentale).

En résumé : une population autochtone devenant minoritaire et vieillissante, les nouvelles générations ne remplaçant pas les anciennes et au surplus se décorsisant. Mais le manque est également qualitatif. Le système économique sur place et sur le Continent est non seulement, du fait de la crise, moindre demandeur d'actifs mais encore les rôles qu'il offre désormais ne correspondent pas aux formations et aux personnalités de base existant dans l'île. Déjà le système éducatif y produit plus de littéraires et de juristes que de scientifiques et de techniciens. En plus l'instance employeuse prédominante est désormais l'entreprise et non plus l'administration (ou les professions libérales). Or l'administration était, bien plus que l'entreprise, industrielle ou tertiaire, une communauté de substitution aux communautés familiale, villageoise, pievane et clanique corses (seules les entreprises « à la japonaise » pourraient offrir un substitut aussi adéquat que le fut l'administration). La socialisation affective, symbolique et imaginaire des enfants corses et leur individuation incomplète deviennent alors des obstacles à l'intégration des jeunes agents dans le système productif. Il y a donc inadéquation prononcée de l'anthropoïetique à l'économique.

Si ce scénario anthropoïetique allait jusqu'à sa conclusion logique, d'ici une ou deux générations, la Corse pourrait être enfin assimilée par le Continent et effectivement transformée en Côte d'Azur ultramarine non seulement touristique et sénile mais aussi post-industrielle.

Le système de couplage pourrait, en attendant, transformer les commensaux résiduels en simples tubes digestifs et se reproduire jusqu'à extinction des particularités corses. Moyennant l'injection continue par l'Etat d'indemnités viagères d'euthanasie échangées contre le droit pour les Corses de fantasmer la maîtrise de cette extinction. On propose d'appeler cette situation : *une ethnolyse par consentement mutuel tacite*.

L'Etat y trouverait l'avantage, pour un coût raisonnable, de maintenir les turbulences politiques de l'île dans des limites supportables sans désormais s'illusionner sur la réalisation de ses schémas successifs d'aménagement ou de développement régional. Les exilés et exilables

acquiesceraient à la réalité de leur exil sauf retour pré-moribond. Les exilés de l'intérieur, soit rejoindraient l'extérieur soit, comme certains Indiens aux Etats-Unis, recevraient une rente pour leurs représentations folkloriques. Les autres résidents vieillissant et perdant l'espoir du maintien d'une identité culturelle sans bases fonctionnelles pourraient transformer la résignation du « laissez-nous mourir en paix » en satisfaction maligne d'emporter avec eux « la Corse profonde » dans leur tombe. Là aussi, ils auraient jusqu'au bout fait de nécessité vertu et de vertu plaisir.

Le plaisir des médiateurs gérontocrates serait lui d'une perversité au second degré. Habités au pouvoir, mais incapables désormais de sécréter suffisamment d'anti-coagulants pour augmenter la transfusion sanguine, ils pourraient enchérir sur le plaisir des Résidents en le dépassant dans le fantasme de la maîtrise de l'ethnolyse. Ils feraient leur la formule de Cocteau : « Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ». Ou encore adapteraient Corneille à la situation insulaire :

« Voir les derniers Corsins à leur dernier soupir
Nous-mêmes en être cause et mourir de plaisir. »

En une phrase et une dernière mise en scène : *une euthanasie maquillée en suicide par le moribond lui-même*. Mais ce scénario anthropoïétique n'est que probable car les changements éventuels, quand ils se produisent, se produisent toujours là où on ne les anticipe pas, c'est-à-dire aux marges ou dans les interstices. On sait que, de 1943 à nos jours, les tentatives successives des *outsiders* communistes, puis autonomistes, indépendantistes, socialistes ou centristes ont échoué devant l'efficacité de la connivence bi-clanique. Un scénario sociologique pourrait imaginer la convergence d'*insiders* utilisant les failles du système pour le corrompre et finalement le remplacer. Quelles sont ces failles ou plutôt, pour le moment, ces interstices ? D'abord, localement, les médiateurs ont besoin de relais non seulement politiques mais aussi économiques. Par exemple, jusqu'à la crise économique de 1974, la prospérité des entrepreneurs du B.T.P. dépendait largement des chantiers financés sur fonds publics : là il y a eu, légitimement selon la culture corse sinon toujours légalement selon la culture continentale, il y a eu accumulation du capital. Ces relais pourraient, sur la base de ce capital, s'autonomiser.

Par ailleurs, dans le secteur touristique, il y avait, malgré le poids, des tour-opérateurs franciens ou étrangers, l'émergence d'une bourgeoisie-croupion qui essayait de constituer des chaînes instables sur la base d'une solidarité corporative étayée sur des réseaux politiques (Indépendantistes compris). Mais cette dépendance ou cet étayage politique empêchait l'autonomisation des acteurs et la constitution de solidarités catégorielles durables. Cependant depuis cinq ans environ, sont apparus deux champs d'action et cinq catégories de nouveaux acteurs.

Le premier champ d'action c'est l'importation et la vente des produits importés. Jusqu'ici, les exportateurs continentaux faisaient peut-être la loi sur les prix, ou imposaient des *package-deals* aux importateurs locaux, mais les grandes chaînes de distribution n'étaient guère implantées localement et les importateurs locaux étaient, semble-t-il, assez nombreux. Il y avait là un créneau que pouvait occuper le capital accumulé dans le B.T.P. et le tourisme. Et, c'est ce qui paraît se produire.

L'obstacle culturel (l'accumulation commerciale exclut le commerçant des solidarités traditionnelles) peut être tourné soit par certains exilés de l'intérieur qui passent outre à l'exclusion, soit par des originaires (mais corsisés) du Continent ou de l'étranger. Les deux groupes peuvent converger pour former une contre-société et réaliser un branchement nouveau sur des flux *extérieurs* (ce qui, culturellement le rend plus tolérable) mais surtout ce branchement est *direct*, c'est-à-dire n'a pas besoin, à la différence du B.T.P., de médiation politique. Il en résulte la possibilité de réclamer et d'obtenir des politiciens professionnels une part croissante des mandats électoraux. Ainsi, en 1986, à l'Assemblée de Corse, les élus venant des entreprises privées sont 14 sur 61, soit près de 23 %, ce qui devient proche de la moyenne nationale (25 %, soit 424 sur 1682 conseillers régionaux, l'Alsace était tête de liste avec 34 %, le Limousin queue de liste avec 7,3 %). Ce poids croissant des entrepreneurs rend certains politiciens professionnels de « droite » plus sensibles aux intérêts des socio-professionnels et donc plus ouverts aux problèmes économiques.

Le deuxième nouveau champ d'action c'est le banditisme organisé. Jusque-là le banditisme existait mais il était segmenté en fiefs piévans, au mieux inter-piévans, locaux. Curieusement : l'échec économique socialiste, le reflux autonomiste, la ghettoïsation nationaliste, l'asthénie des médiateurs et la Régionalisation vont coïncider non seulement avec une augmentation du banditisme mais aussi avec son organisation. L'accroissement du banditisme chez les jeunes, c'est une manière de se brancher sur des flux touristiques forains privés (le racket puis la gestion directe de centres de vacances, d'hôtels, de boîtes de nuit, de bars) ou publics et assimilés (braquage de bureaux de Poste, de caisses d'assurances, de banques...) : en somme la perception moderne et directe des pensions d'assistance. En caricaturant, on pourrait dire que les jeunes en état d'avoir une activité ont « le choix » entre : émigrer (s'ils ont fait des études suffisantes) ; essayer de s'intégrer dans le système clanique d'assistance ou de « placement » (ainsi 56 % encore des actifs de 15-25 ans ont trouvé un emploi par relations ou grâce à leur famille) ; rejoindre la mouvance indépendantiste (s'ils ont besoin de justificatifs à leur révolte) ou le gangstérisme (s'ils n'ont pas besoin de justificatifs).

Quant à l'organisation en mafia, un peu sur le modèle clanique, elle répond littéralement à une demande sociale implicite de fédérer — au besoin par la violence assortie de l'argent — les initiatives parcellaires de la bourgeoisie-croupion du tourisme et du petit commerce. Par exemple, les chaînes hôtelières ou commerciales s'étaient révélées instables :

elles risquent d'être désormais imposées. Et cette fédération par ce qui ressemble de plus en plus à la mafia permet non seulement une concentration de l'accumulation monétaire, mais par là-même aussi le financement des campagnes électorales et le racket des votes. La constitution d'un pouvoir maffieux régional permettrait donc l'émergence d'un pouvoir économique et politique autonome par rapport aux médiateurs traditionnels. Il reste à observer la rencontre prochaine des deux courants de pouvoir autonome, celui des importateurs-commerçants et celui des maffieux-touristiques entre eux et avec les médiateurs.

L'émergence de ces deux premiers ensembles d'*insiders* s'effectue parallèlement à des changements dans la classe politique elle-même. L'acclimatation du Statut Particulier, les contrats de plan, l'accès aux financements régionaux de la C.E.E. sont des réalités, maintenant irréversibles. Elles interdisent aux médiateurs la pratique de l'esquive traditionnelle des responsabilités frustrantes (« c'est la faute à l'Etat ») et la monopolisation des responsabilités gratifiantes (« c'est grâce à nous ») : ils deviennent des responsables. De surcroît, du fait de la crise économique, les règles du jeu ont changé (moins de placements ou de pensions à distribuer) et, pour la première fois, il y a une majorité (de « droite ») à l'Assemblée de Corse. Enfin, on l'a vu, le poids politique des socio-professionnels et des maffieux augmente. Tout ceci exige une mutation du « profil » des politiciens. C'est pourquoi, sans doute, on voit apparaître des prétendants plus jeunes, mieux formés et on constate un passage de relais — réticent — mais précoce aux héritiers naturels ou cooptés. Ces prétendants et héritiers sont donc plus compétents mais ils sont aussi largement décorsisés. Dans l'île, les médiateurs ont peut-être des enfants politiques mais ce ne sont pas des enfants culturels. Ceux-ci peuvent donc toujours prétendre au rôle de redistributeurs de fonds publics mais plus à celui de protecteurs de l'identité des résidents contre les contaminations foraines.

Le jeu se joue donc déjà entre deux acteurs nouveaux et un acteur renouvelé, incongruents à la reproduction à l'identique du système traditionnel : les commerçants, les maffieux et les héritiers, avec une tendance à la vicariance des deux premiers aux derniers.

Mais en même temps se produisent deux autres changements et apparaissent deux autres acteurs. D'abord, lié au déplacement de la population vers les villes et la côte et à la croissance du tertiaire, un mouvement de salarisation croissante et parallèlement l'émergence d'une solidarité des salariés sur une base insulaire. Certes la création d'un syndicalisme corse peut apparaître comme la mise en place d'une courroie de transmission des aspirations autonomistes ou indépendantistes. Mais unissant des actifs et non plus des marginaux, des *outsiders* ou des exilés de l'intérieur, ce syndicalisme confronte ces aspirations à des réalités (l'emploi, les conditions de travail) qui sans doute atténueront les fantasmes et les obligeront peut-être à passer de la reconstitution onirique d'une société disparue à l'imagination réaliste d'une société à venir.

La dernière donnée nouvelle est la croissance de la population active féminine (de 18,6 % des actifs en 1962 à 28,9 % en 1982 avec une augmentation de 57 % entre 1975 et 1982). Plus actives, elles sont également de plus en plus diplômées ce qui, au total, indique qu'elles sont moins confrontées au trilemme du mariage traditionnel, du célibat ou de l'exil : elles forment 50 % du tertiaire (et 66 % du tertiaire privé). Si ces mouvements se poursuivent les conséquences en seront multiples. Les femmes corses jusqu'ici anti-sociétales (c'est dire contribuant à la parcellisation de la société insulaire) tant que confinées statutairement dans des rôles domestiques et un pouvoir occulte, pourraient bien, l'indépendance économique acquise, officialiser leur pouvoir réel. Ensuite, elles pourraient contribuer à faire sauter le verrou qui bloque la monétarisation et la commercialisation de l'économie. Enfin — et cela sûrement — leur activité professionnelle oblige à une restructuration des rôles à l'intérieur de la famille corse : les objectifs et les modes de socialisation des enfants en seront transformés et le processus d'individuation des agents accéléré. C'est-à-dire que les solidarités seront moins lignagères, villageoises, piévanes ou claniques, c'est-à-dire parcellisées, emboîtées et antagoniques, et plus unifiées et globalisées au niveau insulaire.

Ainsi les effets de l'argent, du gangstérisme, du salariat et de la famille pourraient, en une convergence paradoxale, unifier la société et, indirectement, contraindre les futurs leaders politiques à passer du statut d'intercesseurs claniques officieux à celui de mandataires démocratiques officiels et les clans à se transformer en partis. La Corse pourrait ainsi troquer l'attitude d'accommodation contre la stratégie d'assimilation et jeter ainsi un pont de la survivance pré-industrielle dévoyée vers une prévivance post-industrielle. C'est pourquoi si le scénario anthropoïetique est le plus probable, il n'en est pas pour autant inéluctable. En somme l'alternative est entre deux assimilations : de la Corse par la société continentale ou des nouvelles données exogènes par une société corse en voie d'unification et de modernisation. On dira peut-être que dans les deux cas, la culture corse est de toute façon amenée à disparaître. Mais c'est justement-là définir la culture comme repli et non comme tra-dition. Car la culture est en Corse, comme partout ailleurs, un projet qui, sous contraintes externes, arrive à se renouveler et non un regret qui — sous rêverie — finit par s'éteindre avec le rêveur.

Pour rester, nous aussi, sur le registre du ludique parodique :

Mais qui donc abolira l'ostensible destin ?

Université Paris X, 27 avril 1987

NOTES

1. L'hypothèse est ici que les agents de toute société agissent dans quatre sous-ensembles interdépendants : l'économique, le politique (qui peut être géré par de l'étatique), le ludique (l'affranchissement de la réalité permis par l'imaginaire rêvé ou mis en acte) et l'anthropoïetique (la reproduction physique et la socialisation des agents).

2. Cf. La contribution de A. Codaccioni sur l'*invidia*.

3. K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Trad., Paris, Ed. Soc., 1969, pp. 126-127.

4. On verra que le défaut d'une solidarité insulaire autre que défensive et le manque d'appartenance à des classes bien délimitées sont parallèles à l'incomplétude d'individuation qui affecte chaque agent.

5. Il y a une expression corse concernant les « importations » (quelles qu'elles soient) de mauvaise qualité : « c'est de la morue pour les Corses ».

6. Cf. La contribution de C. Olivesi dont l'analyse se rapproche beaucoup de celle développée ici et qui a bien voulu me communiquer son texte. Qu'il en soit remercié.

7. D. Lagache, un des introducteurs de la psychanalyse en France, avançait l'hypothèse qu'un « couple réussi ce sont deux névroses complémentaires qui se sont rencontrées ». Il s'agit ici d'un ménage à trois (Continent, Médiateurs, Résidents) qui auraient des enfants à paternité incertaine (Les Exilables) à caser.

8. Cf. La contribution de F. Pomponi.

9. On a aussi nommé les médiateurs : intercesseurs, éclusiers-péagers, trayeurs, portiers, impresarii, courtiers, liftiers, commissionnaires, interprètes, réceptionnistes, téléphonistes ... et pourquoi pas, proxénètes, puisque *xenos* c'est l'étranger.

10. En Corse, à part les journaux, on lit peu.

11. Surtout depuis le début de la III^e République : la démocratie représentative oblige aux regroupements électoraux, le protectionnisme de Méline soumet l'économie à la concurrence continentale et coupe les relations commerciales avec l'Italie, tandis que Jules Ferry apporte à la fois l'école et le débouché colonial.

12. Comme le prouvent toutes les statistiques, de l'INSEE notamment. On a là quelque chose de comparable au fameux Potlatch des Indiens Kwakiutl.

13. Dans l'Au-delà des Monts, une certaine tradition seigneuriale semble privilégier une allégeance directe au (x) chef(s) de partis. Dans l'En-deçà, la tradition de la Terre du Commun et des Caporaux semble privilégier l'allégeance médiée par des notables affidés.

14. On verra *infra* que la reproduction du système exige cette immaturité. Ainsi l'identification au clan et au chef de clan est une compensation au manque d'individuation : on ne vote pas pour eux, on les vote.

15. Et encore Machiavel (*Le Prince*, chap. XX) n'entraîtrait-il pas dans le détail des Guelfes Blancs et des Guelfes Noirs. Ce qu'on ne fera non plus ici.

16. Dans les fantasmes angoissants revient souvent le thème de la *zinevra* (un insecte très venimeux qui se trouve surtout en plaine). Etre obligée de s'éloigner du village (pour gagner sa vie) c'est partir dans la *zinefrica*, c'est-à-dire dans des contrées lointaines et dangereuses.

17. Ce qui peut pousser le fils exilé dans les colonies ou le Continent à des attitudes d'extrême-droite par sur-identification au continental assortie de la recherche d'un vrai père, tout-puissant, mais aimant. Ce qui se produit aussi en Corse, mais par bouffées décompressives.

18. Il en résulte d'ailleurs un déplacement de la manifestation des liens œdipiens : l'inceste parents-enfants n'est pratiquement jamais mis en acte mais se retrouve, au moins fantasmé, dans les relations avec les collatéraux. Quant à l'homosexualité, elle était inconnue.

19. Il est bien connu que toute société se décharge des rôles officiellement prohibés mais socialement nécessaires sur des minorités ethniques, religieuses ou autres (cf. les banquiers juifs du Saint-Siège).

20. Ceux qui refusent l'école le font certes à cause de l'obstacle de la langue mais aussi parce qu'ils ne souhaitent, inconsciemment, pas se déculturer.

21. Selon la formule connue : « On ne se nourrit pas de ce qu'on mange mais de ce qu'on digère ».

22. Mais on peut se demander pourquoi il n'y eut qu'une seule région à bénéficier d'un « Statut Particulier ».

23. Similitude bien sentie par un conseiller régional à l'occasion de l'élimination d'un autre conseiller, de même bord que le premier, mais qui cumulait les défauts d'être compétent, exilé, moderniste et concurrent potentiel : « X s'en va mais l'Eglise de Corse reste ». Reste à savoir si une église déserte est encore une église.

LE COMMERCE EN CORSE

Naissance et mutation d'un « nouveau premier secteur » économique insulaire

Michel BIGGI

Dans l'ensemble des analyses étudiant l'économie de la Corse on ne trouve que très peu de choses sur les structures commerciales internes et externes de l'île.

Certes, au travers de l'histoire, l'île n'a jamais marqué son environnement par un quelconque développement d'activités marchandes. Sans même aller jusqu'au dynamisme commercial de Chypre, de Malte, des îles grecques, ou même de Djerba, toutes les îles méditerranéennes ont pourtant généré des réseaux d'échanges indispensables à leur survie et même à leur intégration dans des systèmes économiques ouverts. L'absence récurrente d'une classe locale de marchands a placé pendant des siècles la Corse au bout de la chaîne économique : celle d'un marché contrôlé par des compagnies commerciales extérieures et ce aussi bien pour l'écoulement de sa production que pour l'achat de ses produits de consommation. Quant à la faiblesse, voire l'inexistence d'un marché intérieur organisé, il résulte autant de raisons géographiques ou agricoles que de raisons sociologiques (autoconsommation, échanges réciproques entre personnes liées familialement...).

De Pise, à Gênes et à la France, le processus s'est répété avec une telle insistance que la Corse s'est installée dans cette situation de marché captif. Les arrêtés Miot, les lois commerciales, même abolies en 1912 ont rythmé cet état de fait jusqu'à une période récente¹. Pourtant il y a une vingtaine d'années, en 1968, puis ensuite en 1976, deux séries de mesures

visent à modifier le paysage du commerce en Corse : un régime de TVA spécifique et la continuité territoriale. Leur but est de réduire le niveau des prix en Corse en favorisant aussi bien les conditions de transport des produits entre la Corse et le continent (un système favorisant *a priori* l'exportation des produits hors de Corse) que la nature et la structure même des réseaux commerciaux. Impulsées par une petite bourgeoisie commerçante corse interstitielle, relayées par les élus locaux, ces mesures étaient destinées à compenser les fameux « handicaps de l'insularité » qui auraient bloqué tout développement économique de l'île.

Cependant, malgré ces dispositifs, la Corse reste une région où les prix à la consommation sont élevés (Ajaccio et Bastia sont régulièrement dans le peloton des dix villes les plus chères de France)². La structure commerciale de l'île est fortement oligopolistique (trois groupes contrôlent plus de 60 % du marché) et l'ensemble du secteur commercial produit, en 1984, pour la première fois plus de valeur ajoutée que le secteur du bâtiment et des travaux publics longtemps considéré comme le « moteur » économique de l'île (quatre fois plus que l'agriculture³...).

Dans la situation économique que connaît l'île à l'heure actuelle, le secteur du commerce est en pleine expansion et en pleine mutation : trois demandes d'implantations d'hypermarchés sont en cours d'instruction dont deux émanent de groupes nationaux de tout premier plan. Divers regroupements s'opèrent et des transferts de capitaux ont lieu qui modifient le paysage du « nouveau » premier secteur économique de l'île. Ce sont des origines et de la nature de cette mutation en cours que nous allons traiter dans cet article.

1. Structure et évolution du secteur commercial

Avec 4 600 établissements employant 8 600 salariés pour 11 600 actifs au 31 déc. 1985, le secteur commercial est, on l'a vu, devenu le premier secteur d'activité économique de l'île.

Cet état de fait largement issu de l'accroissement du revenu des ménages, soit par le biais des redistributions sociales, soit grâce à une dépense soutenue des touristes, peut s'énoncer d'une autre façon : de 1975 à 1985, le solde du nombre des établissements commerciaux (créations - disparitions) est largement positif et se mesure de la manière suivante : vingt établissements en commerce alimentaire par an en moyenne et cinquante par an pour les commerces non alimentaires. Aucun autre secteur de l'île ne peut se prévaloir d'une croissance aussi soutenue pendant ces dix dernières années.

L'apport spécifique du tourisme dans ce phénomène est difficile à chiffrer exactement, mais globalement on peut estimer à environ 40 % du chiffre d'affaire total du secteur du commerce la part induite par les touristes. Ce chiffre semble important, mais quand on sait que l'essentiel des consommations touristiques est importé, on comprend mieux l'effet d'entraînement sur le commerce insulaire des dépenses des touristes.

Structure interne du secteur du commerce

Un commerce de gros alimentaire concentré

Cent quatre-vingt-dix grossistes approvisionnent treize cents détaillants alimentaires. Plus significatif encore : trois grossistes liés à des réseaux de distribution nationaux assurent plus de 60 % de la distribution et un seul des grossistes fournit sept cents points de vente⁴. C'est dans ce secteur fortement oligopolistique, bénéficiant d'importantes économies d'échelle, que la mutation en cours est la plus significative. Les trois réseaux de distribution auxquels sont affiliés les principaux grossistes ne sont pas les groupes nationaux les plus importants mais plutôt ceux situés vers le bas du tableau des vingt premiers⁵. La bonne santé et la situation privilégiée, non concurrentielle, de ce secteur attire les convoitises des grands groupes nationaux. Nous y reviendrons.

Un commerce de détail alimentaire très atomisé

Avec un très fort taux de supérettes (double de la moyenne nationale) et peu d'hypermarchés (deux au 01-01-87), le commerce de détail alimentaire se caractérise par une structure très éclatée. La nature de la clientèle (dispersée géographiquement, âgée, peu mobile...) est en partie la cause de cette situation. Sans lien véritable avec la production locale (voir 4. de l'article) et lié aux implantations touristiques, ce secteur, auquel il faut adjoindre un nombre non négligeable de commerces ambulants, supporte des coûts unitaires élevés mais de par son implantation profite souvent de situations quasi monopolistiques. Sa fonction dans l'intérieur, surtout pour les itinérants en déclin, est aussi largement sociale que spécifiquement économique, ce qui explique sa survivance.

Un commerce non alimentaire peu structuré et pléthorique

A l'exception de certains domaines particuliers (ciment, pétroliers, automobile...), le commerce de gros non alimentaire est peu structuré et lié aux réseaux nationaux. Une faible concurrence et un petit nombre de produits importés caractérisent l'activité du secteur, ce qui explique l'importance également des VRP multicartes sur l'île. L'originalité du commerce de détail non alimentaire réside essentiellement en deux données : il est pléthorique et concentré à 80 % dans les deux grandes villes d'Ajaccio et de Bastia. La petite taille du marché (seul le marché local le concerne, hors touristes) explique que pour certains secteurs (mobilier, électroménager...) seuls quelques producteurs nationaux ou étrangers offrent leurs produits, ce qui signifie peu de variété et peu de concurrence. Rares sont les promotions, les soldes et dans tous les cas, uniquement certains éléments des gammes sont proposés (haut de gamme ou produits bon marché, le plus souvent exclusifs l'un de l'autre).

Ce bref panorama de la structure actuelle du commerce insulaire nécessite toutefois d'être resitué dans son contexte. L'insularité impose des contraintes spécifiques et génère des situations particulières qui expliquent largement les caractéristiques originales du secteur commercial corse. Nous nous attacherons à les analyser avant de tenter l'étude des causes de l'évolution actuelle du commerce de l'île.

2. Les surcoûts insulaires de la distribution

Les services de distribution des îles se caractérisent, en Corse comme ailleurs, par une série de désavantages dans les échanges impliquant dans certains cas des coûts de production élevés et induisant l'existence de marges unitaires brutes relativement plus élevées que celles pratiquées sur le continent.

Parmi les divers éléments qui expliquent l'existence de tels surcoûts, on peut mentionner :

Une île est un marché de consommation finale

Les marchés de consommation insulaires sont des marchés terminaux. Les marchandises qui rentrent dans l'île n'ont pas de marché de « substitution » où pourraient s'écouler les produits de façon alternative en cas de variation à la baisse de la demande. Tout ce qui rentre doit être consommé sur place (ceci est particulièrement vrai pour les denrées alimentaires et surtout les « périssables »). D'où la tentation pour les fournisseurs, ou les importateurs, de ne faire entrer que des quantités inférieures, ou en tous cas jamais supérieures à celles qui peuvent être vendues à des prix rémunérateurs. Ce phénomène surtout vrai hors saison touristique, en hiver, par exemple, crée des tensions sur les prix entre les marchés fournisseurs et le marché local, des effets de pénuries artificielles, engendre des réflexes d'achats préventifs entretenant la demande à la hausse.

Le commerce insulaire supporte des risques plus grands de rupture de stocks

Les conditions d'approvisionnement des îles créent des nécessités de stockage plus importantes qu'ailleurs afin de prévenir d'éventuelles ruptures de livraisons (intempéries, grèves...). Apparemment contradictoire et pourtant complémentaire avec le phénomène précédent, cette situation grève aussi le niveau des prix. La nécessité de « sur-stockage » afin de satisfaire la consommation intérieure induit des investissements supplémentaires pour les distributeurs : entrepôts locaux, matériel de manutention et surtout immobilisations plus importantes. Ce qui se traduit par des coûts unitaires de production des services de distribution plus élevés que sur le continent.

La taille des entreprises de la branche « commerce » de l'île est un facteur de surcoût

La petite taille du marché local, la localisation atomisée des points de vente, nécessitée par les contraintes géographiques et la nature âgée et peu mobile d'une partie importante de la population (22 % ont plus de soixante ans et ce phénomène est accentué dans les villages de l'intérieur), impliquent que les commerces de détail insulaires n'ont ni la dimension, ni l'équipement suffisant pour fonctionner sur la base de coûts unitaires identiques aux entreprises du même secteur du continent.

Le caractère saisonnier des variations de la demande génère aussi des surcoûts

La demande intérieure de l'île enregistre une pointe très importante pendant la courte saison estivale. Cet état de fait engendre deux types de phénomènes :

— un nécessaire surdimensionnement des infrastructures, voire des surcoûts d'emploi pour faire face à cette pointe ponctuelle de la demande, qui majorent les coûts unitaires sur l'ensemble de l'année ;

— des tensions sur le niveau des prix compte tenu des variations entre l'offre et la demande des touristes eux-mêmes (dont rien ne dit que la consommation soit structurellement identique à celle des résidents).

Il faut signaler que ce renchérissement des prix pendant l'été (notamment sensible pour les denrées alimentaires périssables) est partiellement compensé par l'augmentation du revenu réel des résidents qui ont une partie au moins de leur activité directement ou indirectement liée au tourisme.

Néanmoins, ce phénomène de pointe reste structurellement lourd à gérer. Étalés fictivement sur l'année, les 1,2 millions de touristes (environ sur les trois dernières années) représenteraient une population de l'île à 300 000 consommateurs fictifs. Cette présentation montre bien le poids de la consommation des touristes (2,9 milliards de francs pour 1984, source INSEE) pour le chiffre d'affaire du commerce mais ne rend pas compte des effets négatifs de la concentration dans le temps (trois mois) de cette dépense.

Les transports pèsent lourd sur le coût unitaire de certains produits

Largement critiquée, surtout par les résidents, sur le problème des coûts de transport de passagers, la continuité territoriale a sensiblement amélioré les conditions de transport des marchandises. Si certaines conditions tarifaires et certains choix techniques (la préférence du m linéaire et non du tonnage) défavorisent certains produits par rapport à d'autres, les effets du dispositif sont néanmoins largement positifs pour les importateurs (le problème est différent pour ce qui est de l'exportation

des productions locales). Il reste que certains produits pondéreux comme le ciment, les matériaux de construction, etc., voient leur coût unitaire intégrer un surcoût de transport d'autant plus important que leur prix de vente unitaire est faible (de 30 à 50 %) ⁶.

Il faut toutefois signaler, et c'est fondamental, que le problème du surcoût lié au transport ne concerne que 20 à 30 % du volume des produits importés. En effet 70 à 80 % des produits entrant dans l'île sont livrés franco de port (grâce essentiellement au principe de continuité territoriale) ce qui réduit l'incidence du surcoût des transports aux seuls produits importés en port dû ⁷.

A cet ensemble de contraintes spécifiques qui pèsent sur l'activité du commerce de l'île, il faut opposer une série d'avantages institutionnels ou structurels qui au contraire favorisent objectivement l'activité du secteur. Certains visent justement à compenser les surcoûts insulaires et constituent des aides réelles aux consommateurs finaux, d'autres résultent plus directement de la structure interne du secteur du commerce et favorisent davantage l'activité propre des importateurs que les intérêts des consommateurs.

3. Les aides institutionnelles

La continuité territoriale

On l'a vu, le problème des transports reste un handicap pour les produits pondéreux (coût relatif du transport par rapport à la valeur du produit) et pour la partie (20 à 30 %) des produits importés en port dû. Reste que pour les trois quarts des produits, le principe de la continuité territoriale a supprimé le surcoût lié au transport. Comme dans les DOM/TOM, les principaux défenseurs de la continuité territoriale sont les importateurs eux-mêmes qui se trouvent dans une situation de fait identique à n'importe quel autre point du territoire national.

Il faut signaler toutefois que les 720 MF (1987) de la continuité territoriale ne profitent qu'indirectement à l'économie insulaire puisque ces crédits sont destinés essentiellement aux transporteurs nationaux (SNCM, Air France, Air Inter...). Par contre le mécanisme de la continuité territoriale privilégie largement les réseaux de distribution nationaux et leurs relais locaux puisque 98 % des importations et 88 % des exportations se font avec le continent, le reste des échanges transitant directement par l'Italie ⁸.

Le régime fiscal

Représentant 80 % des avantages fiscaux accordés à la Corse, des réfections de TVA de 25 % à 55 % ont été instituées en 1968. Variables suivant les produits ces réfections concernent aussi bien des marchandises (produits alimentaires, essence, voitures, tabac...) que des services

(immobilier, restauration, hôtellerie...). Destinées essentiellement à compenser les surcoûts du transport et à favoriser la consommation locale, ces mesures sont antérieures à l'instauration de la continuité territoriale. Leurs taux ont été calculés sur la base des tarifs de transports de l'époque, supérieurs donc à ceux pratiqués depuis. Elles se sont donc trouvées amplifiées et représentent un manque à gagner pour l'Etat de 350 MF⁹ environ, et constituent un des fondements même de l'importance de la demande de certains secteurs (tabacs, automobile...).

Si l'on cumule les montants de ces deux dispositifs, continuité territoriale 720 MF + avantages fiscaux 400 MF = 1 120 MF, pour 1987 (soit environ 20 % du PIB marchand de l'île), on mesure bien l'ampleur financière de ces aides institutionnelles et l'avantage indirect pour les circuits commerciaux. Car ils sont bien *in fine* les véritables bénéficiaires de ces avantages indirects qui permettent de maintenir un niveau artificiel de consommation. Supprimés du jour au lendemain, ces avantages signifieraient une baisse de plus de 5 % du pouvoir d'achat insulaire.

Pour être tout à fait exhaustif il faut aussi rappeler que 61 % du revenu des ménages est directement issu du secteur public (17 % sous forme de salaires, 42 % de redistributions sociales et 2 % de revenus du capital, épargne essentiellement)¹⁰. Ce rôle financier de l'Etat, exceptionnellement important, maintient de façon structurelle la demande à un fort niveau d'exigences et de réalisations.

4. Les « avantages » de l'insularité pour le secteur du commerce

A ces dispositifs maîtrisés par l'Etat, il faut ajouter les atouts propres au secteur commercial qu'il a su, soit exploiter, soit générer en son sein.

L'île est un marché captif

Si l'île est un marché de distribution finale, c'est aussi un espace de consommation imposée. Toute l'organisation de la consommation est organisée autour de ce constat. Les ménages dépensent 95 % de leurs revenus dans l'île, les 5 % restant représentent essentiellement les achats par correspondance quand ils sont possibles (habillement et petit équipement principalement). Le consommateur n'ayant que le choix qu'on lui propose (haut de gamme, ou qualités inférieures sans qualités intermédiaires) est aussi dans l'impossibilité d'acheter certains produits sur le continent de par l'absence de services après-vente existant localement.

Le marché corse s'auto-protège

De la même manière que d'autres secteurs dans les années soixante-dix¹¹, le commerce en Corse secrète ses propres mécanismes de défense. Notre but n'est pas de démonter ces mécanismes mais simplement de montrer leur fonction économique réelle : diminuer la concurrence avec

l'extérieur et aménager la concurrence interne. La situation de concentration que connaît l'alimentaire en Corse au niveau des grossistes depuis plus de dix ans est celle d'un secteur oligopolistique stable. Les économistes savent bien que cet état du marché, basé sur la transparence, résulte d'ententes sur un niveau moyen de prix « neutralisés » qui « stabilisent les marges brutes »¹². La longue durée de cette situation est un facteur qui renforce d'autant la stabilité.

Cet état de faible concurrence est renforcé par l'origine locale (bastiaise essentiellement) des capitaux majoritaires dans les principaux groupes de grossistes. Etroitement liés à des représentants politiques locaux, soutenus par leurs réseaux nationaux, les financiers locaux ont réussi à empêcher les implantations des grands groupes de distribution nationaux qui déstabiliseraient la situation insulaire. Ils poussent même à l'adoption d'un statut fiscal amélioré proposé par l'Assemblée de Corse en 1985 qui les protégerait encore davantage¹³.

La production locale est inorganisée

A l'exception de quelques rares produits alimentaires, l'île importe l'essentiel de sa nourriture. Si 90 % des fraises, 70 % des œufs, 60 % du vin consommés sur place sont produits localement (exemples récents « d'autonomisation alimentaire »), la quasi totalité de la nourriture et la totalité des produits manufacturés transitent par l'importation. La faiblesse et la désorganisation de la production locale permettent au commerce insulaire d'utiliser la production agro-alimentaire de l'île, à la marge, pour compenser les variations quotidiennes de la demande, et ce surtout en période touristique, incapable de fournir les quantités et la régularité d'approvisionnement, inorganisée (aucun marché de gros), estimant mal ses coûts de production par manque de formation de la profession, la production locale se négocie au jour le jour, au prix « continent » livré chez le grossiste.

Pour éviter cette situation et écouler ce qui est produit et non ce que le commerce est disposé à acheter (voir ce qu'on a dit sur le marché « final ») beaucoup de producteurs tentent de vendre leurs produits directement sur le bord des routes, auprès des touristes. Malgré cet expédient des « surproductions » sont détruites n'arrivant pas à pénétrer des réseaux commerciaux.

La situation stratégique qu'occupe le commerce lui permet ainsi de maintenir la production locale au niveau d'ajustement à la marge dont elle a besoin pour faire face aux variations de la demande. Sur l'ensemble du chiffre d'affaire des denrées alimentaires commercialisées dans l'île, la part des produits locaux représente moins de 5 %.

A terme porteur de conflits prévisibles, cet état des choses assure au commerce local à la fois souplesse et sécurité quant au volume de ses importations.

On peut maintenant esquisser un bilan des effets comparés des « surcoûts » et des « avantages » de l'insularité pour le commerce corse.

Nous prendrons un exemple particulièrement révélateur tant du point de vue des consommateurs que du point de vue des distributeurs : la distribution des carburants.

Bénéficiant d'une réfaction de TVA de six francs l'hectolitre par rapport au continent, l'essence était moins chère d'environ trente centimes le litre tant que les prix étaient fixés par l'Etat. Avec la libéralisation des prix, l'essence est actuellement vendue en Corse entre dix et quinze centimes plus chère que la moyenne nationale, malgré le maintien de la réfaction. Les pétroliers justifient cet état de fait par les classiques coûts de gestions spécifiques à la Corse : trop grand nombre de stations/habitants et donc insuffisant débit de vente majorant les coûts ; surdimensionnement des installations pour faire face à la demande d'été... La réfaction de TVA ne couvrirait donc pas les surcoûts insulaires. Pourtant les pétroliers bénéficient des « rentes » classiques :

— il n'existe pas de concurrence véritable entre les grands distributeurs, les « majors » et des distributeurs indépendants, grandes surfaces ou autres, la faible taille du marché n'incitant pas les indépendants à s'installer ;

— corollaire de cette situation, les « majors » ne se font pas de guerre des prix. Les écarts maximums entre compagnies suivant les localisations identiques (littoral, intérieur...) se limitent à cinq centimes par litre et il n'existe aucun point de vente significativement « moins cher ».

Cet exemple illustre à quel point le problème des transports et celui d'une fiscalité spécifique ne sont pas aussi déterminants qu'on le dit dans l'île pour expliquer des prix élevés en Corse. Par contre la structure des réseaux de distribution de l'île, à savoir atomisation et faible concurrence, pèse lourdement sur la consommation. D'autant plus que dans l'exemple des distributeurs de carburants, la création d'implantations récentes (sans disparitions importantes) allant à l'inverse de la tendance nationale semble indiquer que les marges bénéficiaires sont suffisantes pour générer de nouvelles implantations.

Ce problème des marges bénéficiaires ainsi que celui déterminant de l'importance des investissements du secteur commercial (32 % du total des investissements de l'île contre 28 % pour l'hôtellerie-restauration, 11 %, pour le BTP et 5 % pour l'agro-alimentaire...) ¹⁴ sont en dernière analyse les indices objectifs décisifs pour expliquer la croissance de la distribution dans l'île et l'éclairage indispensable à la compréhension de la mutation interne du secteur.

Cela est d'autant plus important que le secteur des services et des biens immatériels (communication et santé) est en stagnation et ne semble pas en mesure d'avoir une force d'attraction suffisante comme c'est le cas sur le continent ¹⁵.

5. 1983-1986 : la mutation en cours

En 1983 pour la première fois depuis longtemps, le nombre des touristes diminue dans l'île. Ce phénomène dû autant à des phénomènes nationaux, changement des comportements touristiques, renforcement de la crise, qu'à un accroissement de la concurrence internationale ou à un affaiblissement de l'image de l'île est un véritable détonateur. Couplé à la chute d'activité que connaît le BTP, localement comme nationalement, ce ralentissement du tourisme engendre une série de mouvements de capitaux insulaires. Accélérant un processus déjà engagé dans le BTP, des glissements s'opèrent du tourisme vers le commerce qui devient, en 1984, le premier secteur producteur de valeur ajoutée de l'île, remplaçant à cette place successivement le BTP et le tourisme.

Ainsi, outre son dynamisme propre, le secteur commercial voit affluer depuis peu des capitaux insulaires qui désertent le BTP et le tourisme. Les prises de participations de ces capitaux issus des anciens secteurs de pointe de l'économie locale vont jusqu'à 15 % des actions de certains grossistes. Simultanément des demandes d'implantations d'hypermarchés émanant des tous premiers distributeurs nationaux affolent les détaillants locaux. Les chefs d'entreprises de certains secteurs économiques, jusqu'alors représentés par des intermédiaires dans la classe politique, montent en première ligne et se font élire directement à l'Assemblée de Corse ¹⁶.

Ces changements qualificatifs et quantitatifs annoncent de grandes manœuvres. Le commerce insulaire, victime en quelque sorte de sa bonne santé, se voit menacé d'intégration financière aux grands groupes nationaux, preuve supplémentaire de la rentabilité du secteur. Le renforcement des relations maritimes avec l'Italie, et surtout la Sardaigne fait peser une menace diffuse mais potentielle d'internationalisation de l'intégration du commerce transnational.

L'intérêt de la grande distribution pour la Corse est récent et s'inscrit dans la logique de concentration que connaît le secteur au plan national. La violence de la concurrence et les anticipations de son aggravation avec la libération totale des prix promise par le nouveau gouvernement obligent les grandes centrales à ne négliger aucun point du territoire national.

Les « verrous » locaux étaient insuffisants et c'est pour mieux résister à cette arrivée prévisible des majors continentaux, renforcés par le redémarrage du tourisme et une anticipation là encore à la hausse, que le secteur commercial tente de se restructurer en élargissant son assise financière et en sollicitant de nouveaux appuis politiques décidés à accroître les avantages fiscaux.

La rentabilité, la promesse d'un amortissement rapide, la possibilité de placer les profits hors de l'île accroissent l'effet d'attraction du secteur qui a atteint un seuil tel qu'il absorbe près du tiers des investissements de l'île. Cette situation prive par conséquent les secteurs traditionnels des indispensables investissements (5 % pour l'agriculture

et 17 % industrie et BTP)¹⁷ qui leur permettraient de rééquilibrer la production locale face aux importations.

L'accroissement prévisible du déficit commercial de l'économie insulaire ne sera guère limité par l'arrivée des grandes centrales si elles parviennent à s'implanter. Dans le meilleur des cas leur arrivée signifierait une modification des conditions de la concurrence, tirant les prix à la baisse, mais éliminant nombre de petits détaillants, ceux-là même dont la rentabilité économique est aujourd'hui limitée, mais dont la fonction sociale est si importante.

Dans tous les cas c'est la production locale qui risque de faire les frais de la mutation du secteur commercial, sauf à s'organiser et à se structurer ou bien à travailler systématiquement pour l'exportation, solutions préconisées depuis longtemps¹⁸ et rendues difficiles par le manque chronique de capitaux, drainés par le tourisme il y a dix ans et par le commerce aujourd'hui, tant il est vrai que le profit commercial est plus aisé à produire que le profit industriel.

NOTES

1. Serge Demailly, « La Corse en dépendance », in *Peuples Méditerranéens*, n° 3, 1978.

2. *Economie corse*, n° 32.

3. *Les comptes économiques de la Corse pour 1984*, INSEE, 1986.

Branches	P.I.B. en MF	en %
Agriculture, pêche, IAA	498	10
B.T.P. Matériaux de construction	1 439	28
Autres industries	160	3
Commerce, gros et détail	1 511	30
Hôtels, cafés, restaurants	495	10
Services et transports intérieurs	1 000	19
Total P.I.B. marchand	5 103	100
(entreprises à siège en Corse)		

4. *Economie corse*, n° 32.

5. Source, *Libre Service Actualité* (L.S.A.), n° 957 à 962, 1984.

6. « La taxe sur la valeur ajoutée », J.T. Nicolai, Etude pour l'Assemblée de Corse.

7. *Idem*.

8. *Les comptes économiques de la Corse pour 1984*, INSEE, 1986.

9. J.T. Nicolai, étude citée.

10. *Les comptes économiques de la Corse pour 1984*, INSEE, 1986.

11. Michel Peraldi, Robert Weisz, « Production et dépendance en Corse », in *Peuples méditerranéens*, n° 25, 1983.

12. Alain Cotta, « Distribution, concentration, commerce », Institut du Commerce et de la Consommation, 1985.

13. Propositions sur le régime fiscal particulier de la Corse, Assemblée de Corse, 1985.

14. *Les comptes économiques de la Corse pour 1984*, INSEE, 1986.

15. Michel Biggi, « Développement des nouvelles techniques de communication en Corse », in *Les Cahiers de l'IDIM*, n° 1, 1986.

16. *Le Monde*, La France des Régions, n° Spécial, 1986.

17. Source INSEE.

18. Etude SERETE, Ministère du Commerce et de l'Artisanat, 1979.

CONSERVATOIRE DE L'ECRITURE SAUVAGE (Association loi 1901)

L'Association « Conservatoire de l'écriture sauvage » se fixe pour objectif de rassembler toutes les écritures sauvages parce qu'elles constituent un patrimoine d'une grande valeur et d'une grande fragilité.

Elle considère qu'aucun type d'écriture ne saurait détenir quelque position privilégiée susceptible de masquer les écritures infimes ou résiduelles.

La recherche des signes doit, en conséquence, s'effectuer dans toutes les directions, en refusant de se soumettre à l'arbitraire des modes.

La collecte se fera :

- soit par documents photographiques (si possible joindre le négatif) doublés de quelques indications : lieu de récolte (ville, centre, périphérie, cité, grand axe, lieu écarté etc.), date du relevé, technique (pochoir, peinture grattage...), taille (longueur, hauteur), remarques personnelles si nécessaire ;
- soit par reprise au crayon, avec, si possible, comme pour la photographie, des indications.

Les documents seront à la disposition de toute personne exprimant le vœu de travailler sur le thème (photographes, curieux, chercheurs...).

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir contribuer au lancement de cette association en nous faisant parvenir des documents qui seront protégés et permettront des recherches fructueuses.

Association « Conservatoire de l'écriture sauvage »
LEONARD Guy - 65, boulevard Jacques Millot - 49000 ANGERS

Y A-T-IL PLACE POUR UN DEVELOPPEMENT DES ZONES MONTAGNEUSES EN MEDITERRANEE ?

François de CASABIANCA

Quel dessein pour la montagne corse ?...

« La Corse est une montagne dans la mer ». C'est là une expression bien significative. Lorsqu'on y a recours c'est généralement pour en déduire qu'hormis les maigres franges de territoire échappant au caractère montagnard dominant, il n'y aurait rien à tirer économiquement de ce « rocher ».

Certes, le premier plan d'aménagement de 1947 prévoyait « dans un second temps » la promotion d'une économie sylvo-pastorale dans l'intérieur de l'île, mais seulement après avoir repris en main les zones de plaine et y avoir promu un développement articulé sur l'irrigation.

Dans les décennies suivantes ont été aménagés des périmètres irrigués : chacun sait qu'on n'a pas pour autant atteint l'objectif de « développement », et les récents avatars de la viticulture installée en hâte sur ces périmètres (plus de 50 % de la surface arrachée ces dix dernières années) attestent que l'on est encore loin du compte...

Rien d'étonnant donc que l'on ait attendu une vingtaine d'années pour que la SOMIVAC engage en montagne une série « d'actions ponctuelles au-delà desquelles il ne serait pas raisonnable d'imaginer un développement », selon les termes d'une directive ministérielle de 1974.

Peu avant, le Parc régional avait pris en main les destinées de la chaîne granitique, mais dans une stratégie essentiellement touristique. On a pu dire, en caricaturant à peine, que les aides accessoires apportées

à quelques bergers du secteur étaient seulement justifiées par l'intérêt d'un touriste en mal d'exotisme, qui pourrait se voir offrir fromage et charcuterie aux relais montagnards. Il fallait aussi penser à l'entretien des chemins de montagne ; cela aussi justifiait que l'on « préserve ces derniers témoins vivants d'une tradition chargée de folklore »...

Sans doute cette optique s'est-elle légèrement amendée, comme le notent certains observateurs, mais sans changer fondamentalement¹ ; en fait les pouvoirs publics n'ont jamais envisagé pour la montagne corse autre chose qu'une agriculture-alibi ou une agriculture-accessoire touristique.

Pouvait-on voir les choses autrement ?

Avant de tenter de répondre précisément à cette question, nous essaierons de pénétrer plus profondément dans le tissu montagnard corse, mais aussi d'analyser les évolutions perceptibles dans les zones méditerranéennes comparables d'Italie et d'Espagne.

1. *Cas de Castagniccia*

Au départ...

En début de siècle, cette région de Corse se situait parmi les plus peuplées de l'Europe rurale, avec des densités de plus de 120 habitants/km² dans toute la partie centrale. Certaines communes approchant même 400 habitants/km². Pour les seules vallées (*pievi*) d'Ampugnani, Orezza et Alisgiani, on dénombrait plus de 18 000 habitants.

La Castagniccia se caractérisait par une intense activité agricole, « jardinée », selon René Dumont, une castanéculture omniprésente (d'où son nom), mais aussi une production artisanale abondante, très organisée et diversifiée, qui allait de l'ébénisterie à la confection d'armes à feu, en passant par tous les corps de métier, chaque village ayant sa « spécialité » (cf. notamment thèse de Guy Meria).

Amorce d'un processus...

La situation économique et démographique a rapidement évolué depuis cette période.

Ce fut d'abord l'hémorragie de la guerre de 1914-18 ; on sait que 'a Corse a alors connu une mortalité particulièrement élevée².

L'entre-deux guerres a vu se développer une très forte vague d'émigration liée à la dégradation de l'économie insulaire désormais intégrée dans les grands courants commerciaux de l'époque avec l'établissement de dessertes maritimes rapides et régulières (navires à vapeur).

Se faisaient sentir en particulier l'arrivée sur le marché du blé nord-américain, à des prix condamnant la production locale de céréales (et donc le système cultural céréales-fourrages/élevages intensifs laitiers), mais aussi, indirectement, la production de châtaignes qui rencontrait là un

aliment de substitution (jugé d'ailleurs plus « noble »), et, par ailleurs, l'arrivée d'huile d'arachide qui sabordait de la même façon la production d'olives locale.

C'était beaucoup à la fois, même si les agriculteurs de plus de quarante ans, peu reconvertis, poursuivaient leur production de subsistance.

A ce tableau il faut ajouter, pour la Castagniccia, la multiplication des implantations d'usines d'extraits tannants à partir de bois de châtaignier : tous les fonds de vallée facilement accessibles ont été déboisés, cette activité ayant trouvé son plein essor entre 1920 et 1930.

La mémoire collective a du reste été très impressionnée par cette phase qui a suscité, entre autres, le fameux *lamentu di u castagnu*. En fait, l'activité castanéicole-fruitière ne se justifiait plus économiquement du fait qu'entre 1914 et 1975 (d'après nos propres enquêtes) le prix du kilo de châtaignes a été divisé par trois, par rapport au prix de la journée de travail.

L'émigration s'est provisoirement arrêtée pendant la guerre de 1939-45, l'économie locale retrouvant même un certain regain, du fait de l'interruption des relations maritimes régulières.

L'exode n'en reprend qu'avec plus de force au début des années cinquante. On assiste alors à une désarticulation complète des systèmes de production agricole, soumis à une dérive accélérée.

Les soles de jachère (après céréales) désormais abandonnées par la charrue, sont peu à peu envahies par les fougères, les ronces et le maquis, impénétrables par les brebis. Cet élevage traditionnel est donc en perdition sur ces terroirs tandis que l'élevage bovin laitier — ou de trait —, qui partageait avec lui certaines parcelles, arrive à survivre dans ce milieu et trouve un terrain d'expansion par suite des abandons d'exploitations. Du même coup, et pour des raisons d'opportunité, il entame une mutation assez rapide, sa nouvelle finalité économique étant la boucherie.

Sous les châtaigniers se produit une évolution parallèle. Le ramassage se faisant de moins en moins, les troupeaux de porcs « naisseurs », qui pratiquaient jadis le glanage (surveillé) de la châtaigneraie après ramassage, maintenant envahissent les espaces abandonnés et bousculent les clôtures... Là aussi mutation des systèmes d'élevage : on trouve presque dans chaque commune un ou deux élevages (parfois considérés comme plus ou moins « pirates ») qui mènent leurs porcelets au terme de l'engraissement, faute d'acquéreurs avant ce stade.

Naturellement le morcellement et l'enchevêtrement du foncier interdisent des contrats en bonne et due forme et les éleveurs limitent leurs discussions à un certain nombre de propriétaires « représentatifs » (les plus importants, ou ceux pouvant traiter des accords au nom de leurs parents absents), mais « négligent » les autres... Vu la précarité de tous les accords fonciers-oraux dans leur quasi totalité, les bénéficiaires ne peuvent se risquer à investir, et le terroir subit une dérive écologique : le maquis, la végétation naturelle reprennent peu à peu le dessus, étouf-

fant les vergers et les terrasses non entretenues. La part entretenue l'est *a minima* (sans taille des châtaigniers par exemple), et la productivité chute rapidement. La sensibilité au feu devient un problème de plus en plus angoissant en saison sèche...

S'ils affichent des populations fictives importantes, les villages se sont vidés, les écoles ont fermé, les jeunes couples partent chercher du travail en ville ou sur le continent.

Pour mesurer le phénomène, nous avons fait, en 1975, une étude exhaustive dans tous les villages de Castagniccia : démographie, activités, etc. En voici les principaux résultats pour la partie centrale dite « Petite Castagniccia », regroupant les communes d'Alisgiani, Orezza et Ampugnani :

— *Population totale* : 1 780³, soit moins de 1/10^e de la population du début du siècle.

— *Plus de 18 ans* : 1 340 (à rapprocher du chiffre d'électeurs : 6 600 inscrits sur les listes électorales).

— *Jeunes adultes de 18 à 35 ans* : 210 (soit, en proportion, la moitié de la moyenne nationale) ; mais il faut y regarder de plus près, ce chiffre cachant en fait 140 jeunes hommes et 70 jeunes filles : exactement la moitié. Corrélativement le taux de célibat est de 74 % chez les hommes de moins de 35 ans, et la chute de la natalité très forte. En 20 ans, on est passé de 77 à 11 !... tandis que le chiffre annuel des décès stagne autour de 45. Les ménages de moins de quarante ans se concentrent en fait sur le tiers des communes, les autres étant pratiquement déjà condamnées.

— *L'activité économique* est également anormalement basse et déséquilibrée : 25 % de la population est active dont la moitié d'agriculteurs, et près du tiers relevant du tertiaire.

Naturellement, les chiffres ne sont que des signes, des repères, et il conviendrait de présenter une analyse socio-historique récente des initiatives et des échecs vécus ces dix à quinze dernières années pour mieux saisir virtualités et blocages sociaux et, par là, les possibilités économiques qui peuvent être effectivement révélées

Nous ne nous livrerons pas à ces développements ; nous devons cependant préciser que cette petite région a connu, dans les années 1974-75, une intense activité associative, avec notamment l'action de l'association A Rustaghja dont l'objectif était la promotion de l'activité économique (selon trois pôles : agriculture, artisanat, accueil touristique), en même temps que la promotion des activités culturelles et le sauvetage de l'environnement.

Le contexte politique d'alors, le verrouillage avec l'énergie du désespoir par des élus locaux craignant d'être débordés, a stérilisé l'action associative.

Les programmes de développement négociés par l'association (regroupant en 1975 : 2 450 adhérents) avec le Commissaire à la Montagne ont été bloqués après les événements d'Aleria (août 1975) et la nouvelle autorité préfectorale a suscité la création d'un SIVOM à vocation multiple. Bien qu'attributaire de l'enveloppe financière programmée pour la petite

région, cette structure (composée d'élus, dans une très large majorité convaincus de l'absence d'avenir économique) n'a engagé aucune action de promotion à l'exception d'un désenclavement de carrière de pierre et d'une action de protection sanitaire de la châtaigneraie... 95 % des crédits programmés n'ont pas été utilisés.

Bilan ?...

A ce point, la situation paraît quasi désespérée ! Ce qui frappe sans doute le plus l'observateur extérieur qui visite la région hors la saison estivale est l'état de démoralisation des gens. Comme pour se défaire d'une certaine mauvaise conscience de n'avoir pas fait mieux, les témoins s'acharnent à critiquer les tentatives récentes de tel ou tel, des jeunes en particulier. Gare à celui qui est seul, qui n'est pas soutenu par un groupe ! Il a peu de chances de s'en sortir !

La cause est-elle donc sans espoir ? Le milieu physique et économique est-il si hostile ? Cela nous appelle à regarder ailleurs. Autour de la Corse...

2. Approche de deux comunità montane italiennes

Nous avons analysé l'évolution d'une soixantaine de vallées montagnardes italiennes, notamment au Piémont, en Aoste, Toscane et Emilie-Romagne. Les deux cas présentés ici sont au départ comparables à notre petite région de Corse, aussi bien par l'altitude que par la population et les activités (y compris l'activité castanéicole).

Le Val Pellice, dans la province de Turin, comptait 24 600 habitants en 1901, tandis que le Alto-Mugello, entre Florence et Bologne, en comptait 21 600. En 1975, la population du Val Pellice était remontée à 21 300 habitants après avoir approché les 20 000 dans les années soixante. La population active y représente 38 % de la population totale et l'agriculture n'est plus le secteur dominant : 1 500 actifs sur 8 000 (19 %), l'industrie et l'artisanat en occupant 4 400 (soit 55 %) tandis que les services en occupent près de 2 100. Vingt entreprises à caractère industriel (plus de 10 employés) sont implantées dans la vallée, avec 1 660 employés. Cinq cent quatre entreprises artisanales se partagent 2 740 emplois. Huit coopératives agricoles, dont certaines en place depuis fort longtemps, offrent une structure d'appui précieuse à l'activité agricole qui s'est largement modernisée et mécanisée et qui occupe également une forte population à temps partiel.

L'impression qui ressort de cette zone n'a rien à voir avec ce que nous décrivions pour la Corse : la lente mais régulière augmentation de population depuis 1961 autant que le spectre de ses activités, sa structuration sociale et sa vitalité culturelle sont des signes éloquentes de bonne santé. Le Conseil de Vallée mis en place en 1956 et la constitution en *comunità montana* parmi les premières du Piémont (et d'Italie) ainsi

que l'usage fait de cette structure attestent d'une volonté des populations de la vallée d'assumer leur avenir économique, social, culturel et écologique.

Sans témoigner d'un pareil dynamisme, la *comunità montana* de l'Alto Mugello (arrière-pays florentin) n'en a pas moins réalisé une évolution intéressante. Certes, elle a perdu la moitié de sa population rurale (45 % depuis 1950) et l'agriculture occupe encore 52 % de la population active (2 360 actifs), mais le secteur secondaire est en nette progression. Une dizaine d'entreprises à caractère industriel se sont implantées, fournissant près de 600 emplois, tandis que l'activité artisanale occupe 1 130 personnes et le tertiaire 610 emplois (ici encore les actifs représentent 38 % de la population).

Six coopératives agricoles viennent en appui des agriculteurs dont une grosse coopérative de production (60 associés) qui a, depuis vingt ans, constitué un pôle de modernisation et de dynamisation de la profession. La châtaigneraie, pour une part abandonnée, est depuis cinq ans l'objet de programmes importants de régénération.

Dans cette zone montagneuse encore, les perspectives d'avenir ne sont pas sombres, même si l'on peut prévoir un rétrécissement de la population agricole. Mais il est significatif que l'on rencontre des implantations de jeunes « retournant à la terre » qui redonnent parfois vie à des hameaux abandonnés depuis vingt ans.

3. Regards sur la politique italienne pour la montagne

Il est clair que les deux exemples décrits ne pouvaient fleurir hors d'un contexte favorable de politique nationale ; le fait que les zones de montagne représentent en Italie près de 60 % du territoire national a certainement pesé dans la conscience collective de ce peuple⁴.

On ne s'étonnera donc pas que dès 1923, puis en 1933, le législateur ait pris des dispositions instituant les « bassins montagnards » pouvant bénéficier d'aides spéciales.

La nouvelle constitution elle-même prévoyait dans son article 41 que « la loi devrait définir des dispositions en faveur des zones de montagne ». Et, dès 1952, une loi intervenait qui, ajoutée aux dispositions de décentralisation a permis de concrétiser la création des *consorzii* et *comprensori di bonifica montana*.

Cependant, les limites opérationnelles de ces dispositions sont vite apparues : il s'agissait de regroupements très étendus de communes — donc peu gérables — d'autant que la loi ne prévoyait ni règlement interne, ni structure constitutive permanente pour ces ententes volontaires de communes (pouvant s'apparenter à nos SIVOM). D'où la nouvelle loi de 1955 instituant les « Conseils de vallée » correspondant à des ensembles géographiques plus limités et constituant des unités économiques et sociales plus évidentes.

La loi restait cependant encore très évasive et permissive quant aux structures et modalités de fonctionnement. En 1971, une grande loi est votée instituant les *comunità montane* et de « nouvelles normes » de fonctionnement : la montagne héritait d'un outil de travail fondamental pour engager des actions concertées de développement dans tous les secteurs qui le nécessiteraient, aussi bien l'agriculture que la défense de l'environnement, l'artisanat, l'éducation, les sports, etc. Aussi un acte essentiel pour chaque *comunità montana* est-il l'établissement de son plan pluriannuel de développement économique et social.

Je ne développerai pas l'analyse, faite ailleurs, de ces plans et de leur réalisation depuis la mise en place des *Comunità*, mais on devine que leur conception autant que leur mode d'élaboration, de suivi et de réalisation sont déterminants pour les résultats.

On compte aujourd'hui 352 *comunità montane* en Italie, regroupant plus de 8 000 communes et 10 millions d'habitants. De l'étude que nous avons faite *in situ* et en utilisant les rapports régionaux successifs établis pour l'UNCEM⁵, il ressort que la dynamique de développement est nettement différente dans l'Arc alpin, dans la Péninsule centrale et dans le Mezzogiorno, y compris les îles. Il est difficile de résumer en quelques phrases ce fort décalage qu'explique seulement une approche historique et culturelle. En prenant le risque du schématisme, disons qu'au Nord ces structures sont venues concrétiser une vieille revendication d'autonomie des vallées ; elle s'était notamment exprimée en 1943 par une charte du développement montagnard⁶ qui revendiquait pour les vallées alpines aussi bien la responsabilité de leur gestion économique, culturelle et administrative que l'approche globale des objectifs de développement.

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas :

- d'une participation importante des actifs concernés aux commissions et instances mises en place pour l'élaboration des plans pluriannuels et projets de développement ;

- d'une dynamique collective s'incarnant en particulier dans le mouvement coopératif et associatif ;

- d'une motivation culturelle forte orientant et catalysant le développement.

A l'inverse, dans le Sud et les îles où sévit un clientélisme endémique, il a été très difficile de mettre en place ces *comunità*, longtemps ressenties par les notables locaux comme des lieux possibles de déstabilisation de leurs réseaux d'influence : rien de pire que ces pratiques clientélistes d'assistance pour détruire toute dynamique d'initiative et de responsabilité, pour anesthésier toute création.

Beaucoup de *comunità*, enfin constituées, sont en fait investies par ces réseaux clientélistes d'assistance, et l'on peut craindre qu'elles ne jouent avant longtemps la fonction de développement qu'elles remplissent plus au nord.

4. Premières approches espagnoles

Depuis quelques années, j'ai été amené à suivre trois *comarcas* de montagnes espagnoles s'appuyant sur la Sierra de Gata, la Sierra de Francia et la Sierra de Gredos.

Je n'entrerais pas ici dans une description de ces zones et de leur évolution ; celle-ci apparaît moins liée à une politique générale — non formulée jusqu'à tout récemment — qu'à des circonstances locales de nature socio-historique qui ont déterminé trois évolutions différentes :

— Dans la première zone (Comarca de Las Hurdes) un accroissement constant de la population depuis le début du siècle, malgré un contexte économique très défavorable mais avec l'atout d'une forte motivation culturelle se traduisant notamment par un très fort attachement au terroir : la désintégration sociale ne semble donc pas être pour le futur immédiat, ce qui laisse un peu de temps pour trouver des systèmes socio-économiques plus satisfaisants.

— Dans la seconde (Peña de Francia), la vague industrielle qui a déferlé sur l'Espagne ces deux dernières décennies a créé un appel vigoureux de main-d'œuvre qui a en partie déstabilisé la zone : perte de population de 15 %, enrayée seulement ces dernières années par la crise économique. La politique d'assistance et les erreurs de méthode qu'elle a engendré ont compromis des dynamiques coopératives embryonnaires. C'est dommage car les possibilités naturelles sont évidentes. Peut-être la crise économique actuelle donnera-t-elle une nouvelle chance à des tentatives de structuration professionnelles sans lesquelles ne peut s'organiser aucune activité rurale. Mais il faut faire vite et surtout bien car la moindre reprise économique créerait un nouvel appel de main-d'œuvre et déstabiliserait plus profondément encore le tissu social.

— Enfin, dans la troisième zone (Valle del Jerte), le handicap au départ d'une production d'échange très fragile (cerise), étendue un peu imprudemment, s'est transformé aujourd'hui en atout remarquable. Il a fallu se regrouper pour vendre, en deux étapes (coopératives villageoises puis groupement de coopératives), ensuite moderniser et développer les réseaux de distribution en même temps que se diffusait la mécanisation et une certaine diversification. Opération aujourd'hui parfaitement réussie, au point que le foncier se vend à prix d'or (bien qu'en terrasses), que la dynamique sociale est positive et que l'intégration européenne apparaît ici comme un atout. On y est prêt.

Quelques conclusions

Des trois *comarcas* de montagnes espagnoles, la seconde apparaît de loin la plus représentative de la moyenne ; elle se caractérise par une fragilité à peine masquée par la crise économique. Tel est également le cas des *comunità montane* du Mezzogiorno italien, encore gorgées de population active agricole. Population aujourd'hui présente mais émine-

ment instable, prête à répondre aux premières sollicitations des métropoles industrielles européennes. Car c'est bien à l'échelle européenne que se ressentent les appels d'emploi, comme une enquête sur place nous en a convaincu ; d'autant plus que la Communauté européenne se présente comme un nouvel espace de mobilité.

L'intérêt général semble être évidemment que cette instabilité se réduise, et soit maîtrisée. Comment ? L'analyse assez approfondie que nous avons pu faire de l'expérience italienne apporte de nombreuses réponses à notre avis pertinentes en positif ou en négatif ; notre approche espagnole ne fait que la corroborer :

— Elle confirme l'importance d'un réseau éclaté d'implantations industrielles en milieu rural pour stabiliser la société rurale, et l'importance corrélative d'un réseau artisanal plus ou moins lié. Le tourisme ne saurait en aucun cas être un substitut, mais seulement dans certains cas, un morceau de solution.

— Elle confirme l'importance d'une approche et d'un traitement global et intégré du développement au niveau de la petite région.

— Elle souligne la nécessité d'une implication et d'une participation des populations — notamment des actifs — dans les structures de réflexion, d'élaboration et de décision concernant le développement rural. Nécessité corrélative d'appuyer ce développement sur les dynamiques coopératives et associatives, sans négliger le social et le culturel.

— En négatif, elle démontre l'action éminemment néfaste et perverse d'une politique d'assistance qui agit comme un poison pour les dynamiques d'initiative, de création et de responsabilité. Une telle politique atteint au cœur la structuration des réseaux professionnels indispensables pour charpenter l'économie, conduit à renforcer les réseaux d'assistance, de dépendance et de non-responsabilité. On entre dans un cercle vicieux, sinon une spirale accélérée.

Ce constat concernant les zones méditerranéennes retardées, la menace qu'il comporte pour toute l'Europe, suggèrent que l'on doit apporter un soin nouveau aux *méthodes* de développement, et réaliser un effort bien plus important de formation à la base, en milieu populaire, par une pédagogie qui ne saurait être improvisée, mais qui doit faire l'objet d'une amélioration permanente, donc d'une recherche très active et impliquée.

Cela est un peu amorcé en Italie avec l'action du FORMEZ, mais sans doute faut-il investir davantage à ce niveau. L'on ferait bien d'y penser dans toutes les zones menacées du Bassin méditerranéen et, particulièrement, dans celles où sévissent les pratiques clientélistes. Naturellement, il ne faut pas compter sur les réseaux de notables locaux pour engager une telle dynamique de formation et animation ; ils ne pensent qu'à la contrôler.

Les représentants des contribuables finançant les actions de développement du Mezzogiorno européen seraient bien inspirés de conditionner ces financements par des programmes adéquats de formation et de dynamisation sociale dans un esprit de participation.

Même pour la Corse, qui paraît dans un état désespéré, il n'est pas interdit de penser que de telles actions intégrées, à base de formation, ne puissent ouvrir des perspectives nouvelles, même si elles devaient être forcément plus limitées qu'ailleurs.

I.N.R.A. - E.S.R., mai 1986.

NOTES

1. Olivier Jehasse, in *Contrasti*.
2. On cite les chiffres de 18 000, de 24 000, voire de 32 000 morts sur une population active masculine de 95 000, ce qui, en toute hypothèse, est une ponction extrêmement forte à laquelle il faut ajouter les invalides graves, évalués à 10 000 au sortir de la guerre.
3. En comptant la population scolaire du secondaire, bien que scolarisée à l'extérieur, du fait qu'elle y est rattachée et y retourne les week-ends.
4. Ont aussi notablement influencé cette conscience : les grandes inondations du Pô et de l'Arno : les premières par l'ampleur de leurs conséquences humaines, les secondes en atteignant les trésors culturels contenus dans les caves de Florence ; cela a été l'occasion de réaliser la dépendance plaine-montagne dans un même bassin-versant, et de réactiver la nécessaire solidarité.
5. Unione Nazionale Comuni, Comunità, Enti Montani, qui constitue une sorte de bureau commun d'information et de conseil pour les *comunità montane*.
6. La Charte de Chivasso, établie par un groupe de responsables de la résistance.

ARPIU DI GHJUMENTA UN TOMBA CAVALLU

ou

De la difficulté d'une voie/voix féministe corse

Ghjermana de ZERBI

Lutte nationaliste ou lutte féministe ? Les femmes qui en février 1980 s'étaient spontanément regroupées à Ajaccio et Bastia pour demander la libération de deux militantes nationalistes emprisonnées à Fleury-Mérogis après les événements dits de Bastelica-Fesch avaient-elles conscience qu'une lutte d'un caractère particulier était à mener en Corse ?

L'existence éphémère (deux ans) du mouvement Donne corse né à cette occasion pose une double question :

— celle de l'émergence d'une conscience féministe en Corse ;

— celle de l'articulation lutte de femmes - lutte du peuple corse pour son émancipation.

Une première tentative de mouvement de femmes corses E Calze Rosse avait vu le jour à Paris vers 1975 : pour la première fois étaient analysés le fonctionnement de la société corse en tant que structure patriarcale et l'oppression qui en résultait pour les femmes.

Ce mouvement qui se rattachait au M.L.F. et aux groupes Psych et po n'avait pas eu de retentissement en Corse du fait qu'à cette époque avaient déjà été formulées toutes les critiques contre l'enracinement insuffisant de groupes régionalistes ou autonomistes, à qui l'on reprochait souvent une idéologie pensée à Paris.

En 1974, en effet, les militants du F.R.C. (Front régionaliste corse) abandonnaient l'idée de double appartenance à un mouvement corse et à un parti français (généralement le P.S.U.) et rapatriaient à Aiacciu leur journal *Populu Corsu*. Il était donc trop tard en 1975 pour que des propositions de lutte émanant des Corses de Paris puissent être crédibles dans l'île.

De nouvelles tentatives de réflexion féministe eurent lieu, les années suivantes, parmi les militantes autonomistes et nationalistes en Corse, qui cependant n'étaient jamais parvenues à déboucher sur la constitution d'un groupe.

Les autres mouvements de femmes — dont le plus connu est le Mouvement des femmes françaises, né à l'initiative des femmes du P.C.F. — se cantonnaient dans la défense des droits sociaux des femmes ou apportaient une aide matérielle et morale aux femmes en difficulté. Tous rejetaient le qualificatif de féministe.

C'est donc en février 1980 que naît Donne Corse à Bastia, Donni Corsi à Aiacciu, constitué à égalité de femmes déjà engagées dans la lutte politique (nationaliste pour la majorité d'entre elles) et de femmes portées par leurs convictions féministes vers cette structure en formation. Cette naissance, si elle ne laissait pas d'intriguer, suscitait également méfiance, réticences... et sarcasmes, non seulement parmi les hommes, mais chez beaucoup de femmes qui, bien que militantes actives, notamment à l'U.P.C. (Unione di u populu corsu, autonomiste, ou au P.S., ne voyaient pas la nécessité d'une lutte féministe distincte, ou encore qui considéraient Donne Corse comme l'émanation directe des associations d'aide aux familles des prisonniers politiques, telles A Riscossa : c'est, en effet, la grande période des procès en Cour de Sûreté d'Etat des membres du F.L.N.C., et plusieurs épouses ou compagnes de militants emprisonnés font partie de Donne Corse.

Les débats lors des premières réunions, qui ont pour but de définir l'orientation du mouvement, sont très vite animés et contradictoires. Pour les unes, il s'agit de donner la priorité à la réflexion sur le mouvement national corse ; elles sont venues pour organiser une lutte de femmes nationalistes et non, selon le mot de l'une d'entre elles, « pour être des suffragettes », tandis que pour les autres, il est urgent de commencer à examiner les causes de l'oppression des femmes en Corse et de définir les moyens de la combattre, car pour le reste, il y a suffisamment de groupes et partis nationalistes et point n'est besoin d'en créer de féminins.

C'est au cours de ces premiers échanges que le maître-mot est lâché, qui cristallisera les premières dissensions : M.L.F.

Les non-féministes brandissent l'épouvantail escorté de ses qualificatifs habituels « hystériques », « mal-baisées », allègrement empruntés au discours masculin le plus banalement et universellement misogyne.

Le sigle est également rejeté pour ce qu'il recèle de coloration importée, étrangère à la Corse. D'ailleurs, le F. de M.L.F. ne signifie-t-il pas « français » !

D'autres décèlent dans le féminisme le danger qu'une vague libératrice et iconoclaste ne vienne balayer l'attachement aux valeurs traditionnelles corse : sens de la famille, de l'hospitalité, rapport à l'argent et au temps.

N'y a-t-il pas incompatibilité entre tradition et modernité ? N'allons-nous pas abandonner ce qui fait la spécificité pour laquelle nous nous battons si nous prenons les voies d'une émancipation féminine niveleuse des mentalités ? Ces craintes sont exprimées non par des femmes conservatrices, mais par des militantes dont les convictions et l'action socialistes ne sont plus à mettre en doute.

Malgré ces difficultés, réelles dans un pays où la conscience politique est encore balbutiante, le groupe parvient rapidement à se définir par un triple caractère : féministe, nationaliste, socialiste. Droit des femmes à l'égalité, reconquête de son identité par le peuple corse, combat pour la maîtrise économique et politique de son destin dans une perspective socialiste, tels sont les trois axes du combat de Donne Corse.

Le consensus s'étant établi sur ces points, quelles pesanteurs alors, quels freins vont entraver une démarche proclamée de façon aussi claire ?

Les premières actions spécifiques du mouvement s'élaborent dans l'enthousiasme tant à Aïacciu qu'à Bastia :

— Manifestations diverses, comme celle qui a lieu contre les projets du Comité des fêtes bastiais renaissant qui propose en fait d'animation culturelle l'inévitable sous-carnaval niçois au mois de mai, et promet une « foire aux célibataires » entre élection de miss Bastia et défilés de « majorettes impériales » ajacciennes (doublement « impériales » puisqu'elles sont allées rehausser l'éclat des fêtes du couronnement de l'empereur Bokassa). Les éditions corses de *Nice-Matin* et du *Provençal* n'apprécient pas et fustigent ces initiatives féminines intempestives que leurs journalistes qualifient de saugrenues car elles viennent contrecarrer les efforts de ceux « qui œuvrent pour une vie culturelle bastiaise ».

— Citons aussi une réception hostile à Michel Debré venu à Bastia en avril 1980 dans l'intention de démanteler le mouvement nationaliste corse¹ et à qui Donne Corse tenait à faire savoir que sa politique nataliste s'accordait mal avec une Corse sans débouchés économiques, et dont la jeunesse était condamnée à l'exil, faute de pouvoir étudier et travailler sur place.

— Enfin la présence de Donne Corse/Donni Corsi au Festival international de Corti en août 1980 provoque des débats passionnés avec le public. Un journal naît pour cette occasion : *Aiò Surelle*.

Pendant les mois qui suivent, le groupe se réunit très régulièrement chaque semaine et tente de cerner le problème de l'aliénation et de l'oppression féminine en Corse. Les idées prennent forme, l'analyse se fait claire, elle est exposée dans des émissions radio et des interviews dans la presse locale.

Pour Donne Corse aux deux dimensions essentielles du combat de leurs frères militants (contre la colonisation française et l'exploitation capitaliste, pour un socialisme à la corse) vient s'ajouter une troisième exigence dans leur lutte de désaliénation, tout aussi prioritaire et à mener

simultanément : le refus de la domination patriarcale, qui leur fait ressentir plus fortement les méfaits des autres oppressions.

Dans une société traditionnelle très coercitive pour les femmes (bien que d'aucuns s'obstinent à la qualifier de matriarcale, parce que les femmes âgées y acquéraient une autorité certaine), où l'érosion culturelle a été plus rapide chez les femmes qui ont misé sur la scolarisation française pour tirer leurs enfants du sous-développement intellectuel et social, où les femmes sont plus dépendantes économiquement des hommes et de la famille que les femmes continentales (21 % ont un travail rémunéré contre 38 % en France), les femmes sont dans un état d'aliénation, de sous-politisation et de sous-qualification supérieur à celui des femmes des autres régions françaises.

En outre, pour Donne Corse, en raison de ces nombreuses luttes de libération nationale (voir le cas de l'Algérie) où les femmes sont toujours renvoyées dans leurs foyers à leurs rôles de « séductrices-reproductrices » une fois le combat achevé, il est vital que soient posés dès le départ les problèmes spécifiques des femmes.

Les femmes corse sont « les opprimées des opprimés » et Donne Corse entendent le faire savoir, même si leurs camarades hommes leur répètent avec condescendance qu'elles prennent ainsi le risque de masquer les véritables problèmes qui sont ailleurs et que l'heure n'est pas à la dispersion des forces.

Les procès à Paris des militants nationalistes cependant approchent ; à cette occasion vont se ranimer les dissensions du début. Cette fois, ce ne sont plus les femmes dont la préoccupation majeure est le combat nationaliste qui expriment leur désaccord, mais celles pour qui la lutte féministe semble occultée ou secondaire au sein du groupe. Certaines d'entre elles sont des non-Corses et les clivages vont se préciser provoquant deux courants à Donne Corse, puis le départ des femmes qui jugent insuffisamment affirmé le féminisme du mouvement.

Le nombre des femmes restées au groupe s'avère insuffisant pour continuer à impulser efficacement la double dynamique combat féministe/ combat nationaliste et peu à peu les réunions vont s'espacer pour cesser simultanément à Aiacciu et Bastia.

Pourquoi ce combat qui rejoignait d'une part celui des autres femmes dans d'autres pays pour leur émancipation, en même temps qu'il s'enracinait dans une réalité quotidienne insulaire concrète, s'est-il épuisé rapidement ? On peut expliquer cet échec par la conjonction de plusieurs causes :

a) Certaines, de nature externe aux structures du peuple corse relèvent de son histoire récente. Elles ont trait à sa situation politique, économique, culturelle qui est parvenue à un stade extrême de délabrement, privant la Corse de tout dynamisme.

b) D'autres sont les conséquences d'une colonisation plus ancienne qui a atteint profondément ces structures : réactions de défense, communes aux peuples qui ont eu à souffrir d'agressions répétées au cours des

siècles. Cette attitude de repli sur soi et de rejet des autres est une réponse à l'oppression subie.

c) Les dernières enfin sont davantage constitutives de la personnalité corse voire plus largement méditerranéenne où, par tradition culturelle, la communauté familiale entoure et protège l'individu de telle sorte que celui-ci n'éprouve nul besoin de couper ses liens avec le groupe.

Une Corse délabrée

Un pays vieilli, exsangue, une démographie ruinée ne facilitent pas le renouvellement des idées et les échanges fructueux entre partenaires idéologiques ; la Corse se débat dans de multiples contradictions : elle a raté son entrée dans l'ère industrielle à la fin du XIX^e siècle, mais n'en est pas pour autant restée à l'écart des bouleversements économiques ; tout en voyant se dégrader son économie agro-pastorale et les valeurs des sociétés précapitalistes, elle n'est parvenue à développer aucun embryon d'économie moderne, aucune production particulière (les rares tentatives de la fin du siècle dernier et du début de ce siècle ont été rapidement démantelées : extraction de minerais, expériences de plantations, etc.).

En revanche, elle est entrée de plain-pied dans une ère de consommation à outrance grâce aux rentrées financières artificielles constituées par un système parfaitement rodé de clientélisme qui octroie bénéfices et pensions. Elle se trouve aujourd'hui dans l'incapacité de réaliser un développement économique qui lui soit propre. Si elle est la région française de plus faible revenu, elle est aussi celle où l'investissement est des plus forts en équipement ménager, automobile, vestimentaire et en dépenses d'apparat, les femmes étant directement impliquées dans ces choix de consommation.

Enfin l'assimilation à la culture française par la classe des notables d'abord, par l'ensemble de la population ensuite, l'expatriation de l'élite intellectuelle en même temps que l'exode d'une nombreuse main-d'œuvre — dans l'empire colonial hier, à tous les échelons du secteur tertiaire de l'Hexagone aujourd'hui — font que la langue et la culture corses sont très profondément atteintes.

Aujourd'hui, venu le temps de la prise de conscience et du désir de réappropriation, la Corse vit le paradoxe de revendiquer désespérément (trop tard ?) une langue et une culture qu'elle a le plus grand mal à retrouver, et à pratiquer, et là encore les femmes ont une grande part dans cette dégradation culturelle.

Le repli sur soi

La Corse, n'ayant en outre aucune tradition de luttes sociales (de luttes récentes, cela s'entend, du fait de sa non-industrialisation), elle

ressent comme étrangers des combats pourtant universellement répandus qu'elle qualifie d'« importés ». C'est ainsi que non seulement le féminisme, mais également le socialisme, voire le concept même de démocratie sont baptisés d'« idéologies à la française ».

Nous sommes là encore en présence de l'un de ces multiples paradoxes qui nous sont source quotidienne de contradictions profondes : les Corses sont animés en permanence d'un double sentiment d'auto-dévaluation et d'autosatisfaction. Autodévaluation et négation de soi propres aux pays colonisés (cette « haine de soi » dont a si bien parlé Albert Memmi) en même temps qu'ils affichent une satisfaction, une autoaffirmation qui confine parfois à la suffisance et à l'arrogance, convaincus que tout ce qui n'est pas corse n'est pas digne de considération.

Cette méfiance, voire ce mépris pour tout ce qui est différent, ce sentiment de l'« altérité dangereuse » selon l'expression de Christian Delacampagne dans *L'Invention du racisme*, qui conduit au mythe de « l'étranger pervers » est une réaction de défense aux agressions extérieures, réelles, qui ont toujours menacé et menacent aujourd'hui encore tous les insulaires. Cette intolérance qui conduit au refus de l'autre fait que les Corses sont écartelés dans leur identité : parfaitement immergés dans le système culturel et économique français, bientôt totalement intégrés, ils n'en continuent pas moins à avoir une conscience nette de leur différence et de leur être corse.

Cette double personnalité, en attendant qu'elle soit demain facteur de richesse est, pour le moment, cause d'appauvrissement. Les Corses sont mal à l'aise entre deux statuts, traditionnel corse et moderniste français, qu'ils n'arrivent pas à harmoniser.

Une des raisons de la paralysie qui frappe la Corse en matière de luttes idéologiques est la crainte perpétuelle de perdre son âme, le peu qui lui reste d'identité et de spécificité si elle s'engage dans des combats qui ne viennent pas du tréfonds de la tradition (tradition d'ailleurs souvent mal comprise et mal interprétée).

En même temps la destruction avancée de son tissu social font qu'elle ne peut plus promouvoir ou, en tout cas, mener à bien des luttes originales, comme par le passé. Elle est condamnée à vivre dans le souvenir mythique de ses héros révolutionnaires Sambucucciu d'Alandu et Pasquale Paoli.

La force de la solidarité familiale

Quant aux autres raisons qui font que la lutte féministe n'a pas rencontré d'écho suffisant, notamment parmi les très jeunes femmes, elles tiennent au fait que malgré sa profonde destructuration sociale, la Corse reste un pays très fortement patriarcal où les valeurs traditionnelles d'attachement familial sont vivaces et où les liens avec la communauté parentale restent extrêmement forts, privilégiés, valorisés.

Effectuant il y a quelques années, auprès des femmes de Castagniccia, une enquête avec des chercheurs de l'I.N.R.A. sur les conditions de revitalisation des villages de l'intérieur, nous avons été frappés de l'unanimité qui se faisait dans toutes les classes d'âge et toutes les catégories sociales, autour de ce besoin de vitalité des liens familiaux, qui se traduit par une prise en charge totale de l'individu, bien après son entrée dans l'âge adulte et le monde du travail.

La communauté familiale tout entière, non seulement les parents, mais également les grands-parents, oncles et tantes, frères et sœurs, est une institution permanente d'accueil et d'aide sur tous les plans, affectif, financier, alimentaire, du logement, etc. Elle supplée au manque de crèches, au besoin d'aide domestique, elle est le meilleur recours en cas de chômage ou de divorce.

Il va sans dire que cette aide efficace ne va pas sans contrepartie : un contrôle total des faits et gestes des individus, plus particulièrement, des jeunes filles et jeunes femmes, qui les prive souvent de toute liberté d'action.

Ainsi, s'il est quelques villages où ont pu fonctionner (parfois en dehors de la période des vacances) des cercles de jeunes, que de soins employés à les surveiller : présence des parents dans les lieux de réunions, avec relève permanente assurée, voire même assiduité d'un élu local installé « à une place d'où il pouvait tout voir », escorte obligatoire des jeunes filles par leur frère ou cousin, etc., le tout fréquemment assorti d'admonestations du type : « Quand tu es à Bastia (ou sur le Continent), personne ne te connaît, tu peux faire ce que tu veux en matière de sorties et de fréquentations, mais au village, tu ne peux pas observer la même conduite ».

C'est ainsi qu'on en arrive fréquemment (une fois de plus) à des comportements parfaitement dichotomiques, comme dans le cas tout à fait habituel des jeunes filles originaires des villages qui trouvent un emploi en plaine ou en ville, et aussi, depuis peu, dans le cas des étudiantes de l'université de Corti, dont la façon de s'habiller ou de vivre leur sexualité est totalement différente selon qu'elles se trouvent dans leur milieu professionnel ou dans leur milieu familial.

Cette omniprésence de la famille n'est pourtant dans l'ensemble pas ressentie comme pesante et coercitive mais au contraire affirmée comme un soutien indispensable dans la vie quotidienne, un facteur d'équilibre et d'épanouissement.

S'il induit dépendance et retard dans l'autonomisation des jeunes, ce soutien actif de la famille, support matériel et moral primordial, rend moins urgente la nécessité de participer à des luttes sociales, *a fortiori* à des luttes féminines.

Grâce à cette toute-puissance des liens familiaux, continuent à se transmettre les valeurs masculines ; la plupart des femmes corses répondent à l'image qu'une société d'hommes attend d'elles : accepter un rôle domestique ou à défaut être une militante-servante, autre aspect de la même réalité.

Toutefois, lorsque la revendication féminine parvient à s'exprimer, des voix masculines ne tardent guère à intervenir pour rappeler à l'ordre celles qui se risquent sur des voies dangereuses, et l'on a pu entendre maintes fois les mises en garde contre le danger d'affaiblissement du mouvement nationaliste. Cela a pu aller jusqu'à l'accusation explicite de trahison car « remettre en cause de rôle de la femme dans la société corse, c'est porter atteinte à la culture corse dans son ensemble ».

Comment ne pas être frappé de la ressemblance entre ce discours et l'analyse de la réaction à la situation coloniale que fait Fadéla M'Rabet dans son livre, *La femme algérienne* :

« ... aux yeux des Algériens, évoluer consistait [...] à renier sa communauté et sa foi, à pactiser avec l'ennemi, se franciser. Se faire autre. »

C'est pourquoi la majorité des femmes qui ont toujours été, comme dans le reste de la Méditerranée, les gardiennes vigilantes de la loi mâle qu'elles intériorisaient et transmettaient, ressentent le féminisme comme une inutilité, pire, comme une menace supplémentaire pour une société dont l'identité est déjà chancelante.

Le patriarcat en Corse a encore de beaux jours devant lui ; ce n'est pas l'*arpiu di ghjumenta*, la ruade de 1980, qui l'aura ébranlé dans ses fondements !

Bastia, décembre 1986.

NOTE

1. Michel Debré présidait le C.E.R.M. (Centre d'études et de recherches méditerranéennes), constitué par les élus corses du R.P.R. et du M.R.G., dont l'un des objectifs était « d'exposer les dangers des mouvements séparatistes dans les deux départements corses ».

MES DEUX MONTAGNES : DE TIZI-OUZOU A ZONZA

Danièle MAOUDJ

A la cousine de Napoléon

Aéroport

En vacances en Corse, le 17 juillet 1972 je pars pour Alger. Une escale de deux heures m'immobilise à Marignane. Aéroport bigarré où se côtoient les femmes du monde avec leur ensemble Chanel et les femmes multicolores du Maghreb. Ces mères méditerranéennes pèsent plus qu'à l'accoutumée avec leur quatre et cinq robes enfilées les unes sur les autres pour déjouer les ruses des douaniers. Des hommes blancs, lunettes alourdissant leur masque déjà figé, vêtus de complets à la mode, évitent de frôler les hommes « plein-soleil » où se mêlent visages usés, ridés, et nouveaux technocrates. Ces hommes du Sud, ouvriers chez Renault ou ministres, ont la même façon de porter leur tête ; droits comme des « i », ils semblent appartenir aux seigneurs de la Méditerranée. L'un d'entre eux me rappelle le sourire de mon père, l'autre son allure svelte et distinguée. J'adore les aéroports où sur une superficie réduite se retrouvent pêle-mêle les peuples du monde entier et où le sentiment de fuite est intense. Les voix faussement sensuelles des hôtesses de l'air et leur appel lancinant doivent faire frissonner ces hommes et ces femmes retournant au pays. J'ai la sensation de regarder cette salle comme si mon regard se projetait dans un kaléidoscope à m'en donner le vertige. J'éprouve un certain bien-être euphorique quand

distraitement je me dirige vers le bar, boire un café. Un « non » impératif interrompt mon rêve. Ce « non » de l'uniformité ne permet aucun appel. Je blémis de lucidité : mon instinct de sauvage m'a appris à surprendre les injustices. Mais je ne veux pas céder à mon côté « parano » et croire que c'est à cause de mon minois que l'accès au bar m'est défendu ! Marignane c'est la France, ce n'est pas le pays de l'appartheid ! Je rugis : « Pourquoi non ? » Mon rugissement laisse cet argousin sûr de lui, pantois devant ma hardiesse à lui demander les raisons de cette prohibition. Méprisant le bout de femme que je suis il répète haut et fort : « non ». Et moi, ridiculement légaliste, je persiste dans mon audace en lui demandant de justifier son interdit. Ce fonctionnaire caché derrière son uniforme rutilant, de plus en plus irrité, de plus en plus surpris par l'assurance des questions qu'une jeune femme au visage pas très catholique lui pose, s'exclame encore plus fort et, sûr de lui comme seuls les idiots peuvent l'être : « Non, je vous dis c'est interdit ». Ces invectives me confortent dans mon idée première (l'exclusion des frimousses un peu trop typées), et je ne sais quel démon me fait sortir ma carte d'identité française : « C'est ça qu'il vous faut, malheureusement je l'ai cette nationalité ». Penaud ce petit patriote « constipé psychique » s'excuse et disparaît. Pétrifiée, je veux comprendre ce qui m'arrive lorsque mon regard se pose sur un groupe d'hommes et de femmes du Sud liés les uns aux autres, à l'image d'une grappe de raisin, sirotant du café. Le « cordon sanitaire » avait fait son devoir. Il semblait impensable de vivre cette situation ségrégative dans le pays de la Déclaration des droits de l'homme.

Cette altercation réveillait de vieilles cicatrices et laissait surgir le souvenir des injures (« bougnoule, retourne dans ton pays... ») que je recevais, petite fille, dans les cours de récréation. L'idée de découvrir le pays de mon père calma ma haine. A nouveau ce harcèlement de reconnaissance me hante, mais la voix de l'hôtesse devient soudainement charnelle et chaude en annonçant : « les passagers à destination d'Alger vol 1314 sont priés de se rendre à la porte n° 13. Embarquement immédiat ». Je me retrouve au milieu de femmes, d'enfants, d'hommes rongés par leur misère, ne sachant plus s'ils doivent être heureux d'aller se ressourcer au pays pour mieux oublier et supporter l'exploitation au quotidien ou s'ils doivent jouer aux touristes. Le passage à la douane devait vite remettre ces passagers à leur place. Insultes. Bousculades. Cris en langue arabe. Tension augmentant l'angoisse procurée par les événements précédents. Ces scènes de mépris me raidissaient. Mon silence décidé m'incrustait dans la rage de dénoncer ces iniquités. Muette, j'attendais le départ.

Installée dans l'avion, je réinventais l'Algérie de mes nuits d'insomnie, mais je n'eus pas le temps de finir mon songe : deux, trois, puis quatre... Algériens me demandent de remplir les fiches de police et déjà une voix douceâtre annonce : « Attachez vos ceintures nous commençons la descente sur Alger ». J'ai même oublié d'avoir peur.

Pourquoi êtes-vous française ?

Mon cœur se met à battre. Je foule pour la première fois cette terre, émue comme à mon premier rendez-vous. Enfin je suis chez moi. Je retrouve mon père. Mais à nouveau la douane, les formalités. Le policier scrute ma carte d'identité, je suis chaque geste, je tremble, l'effroi me paralyse. Je suis coupable. J'ignore pourquoi. Ce fonctionnaire besogneux interpelle un autre agent en langue arabe. Je ne comprends pas. Seule, la terreur me gagne. Ils se mettent à deux pour examiner mon cas. « Où allez-vous ? — Chez M. et Mme Dubois — Êtes-vous algérienne ? » Quelle question ! A Paris lorsque souvent on me demandait ma nationalité il m'était impossible de répondre française. J'ai trouvé dans mes souvenirs ma nationalité intérieure : corse-kabyle. « Oui de père ». « Alors passez là-bas ». Ce fonctionnaire zélé m'indique les locaux où je dois m'expliquer. Je ne comprends toujours pas où j'ai fauté. De la lumière transparente je me retrouve dans un bureau sombre alourdi par une ombre jaunâtre. Des uniformes gesticulent dans tous les sens. L'un d'entre eux se détache du peloton pour me faire subir le premier interrogatoire de ma vie. « Nom, prénom de votre père, de votre mère... » J'espérais échapper à ce genre d'investigation en prononçant le nom corse de ma mère. Mais l'enquête continue. « Votre nom... » « Pourquoi êtes-vous française ? » Cette indiscretion m'éclaire. De coupable je deviens agressive. « Je n'ai pas choisi. C'est un accident de l'histoire. » « Pourquoi êtes-vous venue ? » « Ironiquement, je réponds : « Je travaille sur la révolution agraire. » Flatté, ce gradé m'autorise à découvrir El Dzaïr : l'honneur est sauf. Je ne suis pas fille de harki.

Je suis tout de même bouleversée par la répétition des scénarii : sur la rive nord de la Méditerranée, arrêtée pour « port illégal de tête basanée ¹ », sur la rive sud de la Méditerranée pour « trahison à la patrie ». Cette première rencontre au pays de mes morts fait éclater la guérilla de mon esprit. Je me rassure en pensant à Cavaneddu, ce bout de terre corse qui pourrait se situer n'importe où en Méditerranée.

Passe-partout ²

Dès mon retour à Paris, ma mère, peut-être coupable de m'avoir infligé une « tare » algérienne, se précipita au tribunal de Pantin pour me faire établir un « passe-partout » de nationalité française. C'est à cette occasion que je découvris que mon grand-père avait été « décrété » français. C'est par le décret n° ... que mon grand-père a accédé à la nationalité française.

Mon grand-père

Ce Kabyle orphelin a été la victime exemplaire que les agents du colonialisme utilisaient volontiers pour justifier leur politique. « Le Kabyle

serait ainsi l'élément colonisateur par excellence, celui que nous devrions employer pour faire de l'Algérie une véritable France³ ». Pour pallier la résistance kabyle toute une série de mesures ont donné l'illusion aux Kabyles que l'ordre social, culturel et politique était maintenu : utilisation des chefs de *djemaas*, des coutumes kabyles, surtout si elles vont à l'encontre de celles des Arabes..., création d'écoles et implantation de missionnaires qui, sous couvert d'humanisme, jouaient un rôle insidieux pour mieux asseoir la politique coloniale. Ces mesures « gratifiantes » ont aggravé le sort de nombreux Kabyles doublement atteints dans leur identité : colonisés et étrangers dans leur pays. C'est ainsi que mon grand-père, orphelin de père, fut pris en charge par une mission protestante qui lui donna une éducation française et religieuse.

« Trop de parâtres exclusifs ont écumé notre patrie, trop de prêtres de toutes religions se sont donné pour mission de dénaturer notre peuple... en tarissant ses plus belles sources, en proscrivant sa langue et en lui arrachant jusqu'à ses orphelins⁴. »

Pour rompre avec sa misère apprise, son intelligence et sa volonté lui permirent de bénéficier de la loi du 4 avril 1857 qui ouvrait aux « indigènes » l'accès à un stage de l'école de médecine d'Alger. Promu auxiliaire médical, l'accession au poste de médecin lui étant évidemment refusée (« Pas plus haut que l'épaule ! », comme dirait mon père), mon grand-père exerça d'abord dans une ville de Kabylie et plus tard au dispensaire de B.

Les hochets de la respectabilité n'étaient pour le pouvoir qu'un moyen supplémentaire d'affermir sa main-mise sur l'Algérie. Tout était minutieusement calculé. Après de longues années de décervelage, le « goutte-à-goutte » fit son effet, et mon grand-père, sans doute par reconnaissance, se convertit au protestantisme, puis franchit l'étape définitive de l'intégration à la puissance étrangère, acceptant la naturalisation si généreusement offerte. Il passa ainsi de la chéchia de son enfance au chapeau noir des bourgeois français. Acquis à la « grande nation civilisatrice », il était loin de soupçonner qu'un jour l'une de ses petites-filles connaîtrait le mal-être.

Le premier rappel à l'ordre le remit rapidement à sa place de Français de deuxième catégorie. Il était amoureux de la fille du missionnaire. Cela lui fut interdit. On lui trouva une jeune fille de son acabit. Kabyle, orpheline, élevée par des missionnaires et convertie au protestantisme elle aussi. Les paramètres du relais sont ainsi créés. Et le ghetto culturel assuré. Suffisamment instruits pour transmettre le message occidental, et suffisamment verrouillés pour rester à l'intérieur des limites définies par Paris. Mon grand-père se maria. Il eut cinq enfants, dont mon père affublé de deux prénoms, le premier kabyle et le second français, révélant le malaise de mon grand-père, qui plus tard allait être le mien. L'inquiétude de ce dernier était grande. Son journal en témoigne : « Incompris des Kabyles, suspecté par les colons. C'est mon lot. » Il doute de sa foi,

« ma religion n'était que destructrice des valeurs existantes ». Il regrette la « rudesse de ses montagnes kabyles ». Il en arrive à ne garder que l'étiquette religieuse : « protestant » ; et encore, « j'étais un triste échantillon ! » écrit-il. Sa foi le taraude quand il doute : « Mon Dieu comme je souffre de ne pouvoir te plaire en toute chose. » A plusieurs étapes de sa vie il cherche dans l'alcool la paix que sa religion sans mémoire lui refuse. Il paye sa promotion sociale d'une déchirure de chaque jour. J'ai reçu en héritage son mal-de-vivre que je tente de vaincre...

Un beau jour de mon adolescence, je suis tombée sur le livret de famille ; le choc fut grand : mon père s'appelait Arezki. C'était la preuve de mon algérianité que je refusais. L'enfance de mon père fut relativement dorée. Il fréquenta chaque dimanche l'église réformée de B... Mais il fut seul à refuser la communion. Très tôt il prit conscience de son identité et ne fut pas dupe de l'escamotage culturel dont son père avait fait les frais et dont il hérita lui aussi. Absent de sa langue maternelle, il mania avec aisance la langue de l'occupant. Des vacances régulières auprès de sa grand-mère dans son village kabyle lui faisaient mesurer la distance qui séparait sa véritable culture de celle qu'on lui avait imposée.

Les lumières des villes

La Deuxième Guerre mondiale révéla aux Algériens leur confinement. En 1943 mon père débarqua à Ajaccio et participa à la libération de la Corse.

Mixage

Il rencontra ma mère qui était de ce pays. Trois ans après ils se marièrent à Paris où je naquis bientôt. Enfant de l'amour défendu, j'étais prise au piège d'une mère corse qui parlait sa langue et d'un père kabyle qui ne parlait pas la sienne. Enjeu de deux cultures soumises, l'enfant « mixte » que j'étais devait s'affronter à l'école française. Les deux cents ans de francité maternelle et les trois générations de mon père devaient faire de moi une petite Française dont l'histoire était commune à celle de milliers de « compatriotes ». Mais, comme dit Kateb Yacine : « Même promus citoyens français, même convertis au christianisme, les Amrouche demeurent des intrus⁵. »

Issue de deux montagnes, je continuais à transporter en moi cette mémoire méditerranéenne qu'aucune carte d'identité ne pourra détruire. Je vivais dans deux mondes compartimentés. Celui de la maison, où les voix fortes résonnaient dans la cour de l'immeuble, où la langue corse retrouvait sa place, où l'on chantait tard dans la nuit alors que les voisins dormaient depuis longtemps, où la cuisine était rouge et ses odeurs poivrées, où seule la famille corse-kabyle nous visitait.

De la Bastille à la rue d'Assas

Ghetto chaleureux que je quittais pour aller dans le monde ordonné et raisonnable des cartes de géographie de l'école primaire. C'est à l'école française que j'ai appris que je ne l'étais pas. Pour gommer les accents étrangers de mon nom, je clamais haut et fort que ma mère était la cousine de Napoléon. C'était ma carte de visite. Solitude des cours de récréation, solitude des salles de classe où ma conduite était « zéro » ; l'institutrice avait décrété : « M... est Algérienne ». Malade et chétive, anxieuse, je vécus une année 1957-1958 déterminante pour mon enfermement. Je n'étais pas admise à passer en sixième. « J'accédai » au statut de paria, et c'était la guerre d'Algérie. Ne pas aller en sixième, c'était me priver des grandeurs de la littérature française.

Je vivais donc l'école comme un drame, tout en méprisant le mode de vie de mes parents. J'avais établi une hiérarchie dans la honte. Honte d'une mère corse roulant superbement les « r », et honte de mon père dont j'avais enfoui l'identité au plus profond de moi. Pas de sixième, mais un certificat d'études. Un conseil d'orientation devait révéler la seule aptitude dont j'étais capable : rester à la maison ! Ce diagnostic me précipita dans de nouvelles abysses. Devant mon naufrage, ma mère, capitaine du navire, mit le cap sur la quatrième commerciale. Rencontre privilégiée des exclus. Je réussis le concours et parvins à décrocher quatre ans plus tard l'équivalent du bac technique. Cette réussite, si sommaire fut-elle, infirmait les jugements péremptoires de mes censeurs. Ma capitaine de mère ne s'en tint pas là. Elle mit la barre plus haut et la fascination qu'elle exerçait sur moi me la fit franchir les yeux fermés. C'est ainsi que je me retrouvais licenciée ès Sciences économiques. La passion que j'avais pour la Corse me permit de tenir tête aux robes de chez Dior et aux attachés-cases des jeunes loups qui arpentaient le hall d'Assas. Mais la paix n'était pas venue pour autant. Et la honte inavouée que j'avais de mon père me taraudait toujours. L'Algérie continuait à n'être pour moi qu'un pays lointain à qui je reprochais d'être l'auteur de à *me malavia* (mauvais sort).

Les poètes du pays de mon père

Dans ce tourbillon, une rencontre avec une jeune fille kabyle devait me faire découvrir les poètes du pays de mon père ; ils permirent enfin de laver la honte que « je lui portais ». Ce voyage au pays de mon père accompagna le voyage au pays de ma mère. Ces deux voyages révélèrent la parenté des deux montagnes dont j'étais l'héritière fragile. Lectures, rencontres, m'ont aidée à reconquérir mon histoire brisée. J'avais gagné dans ma tête. Mais les meurtrissures inscrites dans mon corps lui donnaient la rigidité de l'Occident : des heures entières passées à défriser des cheveux qui accentuaient mon côté « bicotte », tentation d'effacer

tous les rythmes de l'Afrique. Seul l'Amour a su faire éclater et accepter ma vérité, celle d'une femme méditerranéenne. Les cadences des musiques africaines jaillissaient en arrondissant les angles d'un corps recroquevillé. Laminage quotidien de l'école, regards méfiants et insultes de malappris me laissaient cependant des traces. Malgré les parchemins de l'Université je ne me retrouvais toujours pas dans cette société hostile. Société où j'ai appris la fureur, société où j'ai appris à imaginer le destin des opprimés, société où j'ai appris que mon camp était celui de tous les assujettis.

La politique et moi

Devant mon désarroi, mon père responsable d'un mouvement syndical et militant du Parti communiste me conseilla d'entrer aux Jeunesses communistes. Pourtant, si, souvent, j'approuvais les revendications du PCF, je ne pouvais y adhérer. Son côté « social patriotique français » me repoussait. Ma non-appartenance à la société française m'entraînait à prospector mon histoire muette, à prendre conscience que j'appartenais à deux pays mutilés avec leurs espoirs et leurs désespérances. J'allais, cependant, à des réunions avec mon père et je me souviens de l'une d'elles dans l'après-mai 1968, animée par J. Duclos à qui j'osais demander s'il fallait attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir pour trouver des solutions aux revendications du peuple corse. Par mon intervention, telle une sorcière, je rompais le classique discours de ce vieux routier et réveillais les souvenirs du « Manifeste de l'internationale communiste aux prolétaires du monde » qui, s'adressant aux esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie, leur prédisait que « l'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles ⁶ ». J'avais trouvé la faille et deux bonnes raisons de ne pas me rallier à la bonne conscience « cocardienne et chauvine »⁷ : la célèbre phrase de M. Thorez concernant l'Algérie : « nation algérienne en formation dans le creuset de vingt races », et le fait que tout changement en Corse devait passer par Paris. Il me fallait trouver autre chose. Rencontres inespérées, fortuites, la chance joua en ma faveur ; je connaissais des Corses qui animaient le Front régionaliste corse (F.R.C.). Enfin j'avais déniché des gens de ma sensibilité. La lecture de *Main-basse sur une île* ⁸, première analyse de la situation corse me convenait. Les principaux artisans du F.R.C. demeuraient à Paris. Certains membres vivant en Corse, reprochant au F.R.C. de n'être pas en prise directe avec la réalité insulaire, le quittèrent pour fonder l'Action régionaliste corse (A.R.C.). Sans doute aussi n'étaient-ils pas d'accord avec l'option socialisante du mouvement. L'A.R.C. connut une large audience auprès de la petite bourgeoisie exclue des secteurs en expansion.

Contre ma mère

Au moment où je reconstituais le puzzle de mon histoire, où je trouvais une voie politique, mon père et ma mère se retirèrent en Corse. Ma mère rentrait à son corps défendant. Elle avait voulu rompre avec la pauvreté et l'obsession de la mort qui lui avait dissimulé toute la force qu'elle m'avait transmise. Mon père m'avait donné le goût de la terre corse, il avait compris le besoin d'un pays, celui « de son cœur et de sa pensée. Celui qui est infailliblement avec les morts qui envoûtent et nourrissent de leurs pensées secrètes ? »

Chaque été, malgré les réticences de ma mère, nous allions au village réapprendre notre territoire ; je m'efforçais de me réapproprier ma langue maternelle, bribe par bribe, avec une vieille tante ne parlant pas le français. Sans doute à sa manière, mon père a voulu me rendre ses montagnes kabyles qu'il avait retrouvées dans le village de la femme aimée. Un an après, j'apprenais que ma mère était condamnée.

L'aimant

Je rentrai en Corse pour l'assister. Après sa mort et comme attirée par un aimant, je ne pouvais plus quitter ce pays. La Corse m'a permis d'échapper à la folie de la fille de nulle part. Désormais, et à quel prix ! j'avais des repères. La tombe de ma mère face à l'Orient. Une ancienne bergerie en dehors du village, endroit où je sens des liens profonds avec la terre. Un an plus tard je découvrais le village kabyle de mon père qui ressemblait étrangement à celui de ma mère. J'ai compris pourquoi mon père se plaisait tant dans les montagnes corses. Il n'était passé que d'une montagne à l'autre.

A partir de cette époque j'ai fait de ma dualité une chance. Etre en Méditerranée, pouvoir m'asseoir à une terrasse de café, aller de l'île au continent africain, être mêlée à la foule colorée, aux yeux-fusées, y avoir des amis que j'aime... de quoi oublier l'école primaire de la Bastille et ses ravages. Je pensais être totalement « assimilée » à la Corse et j'imaginais que les cauchemars du racisme ne hanteraient plus mes nuits.

Le discours de Beyrouth¹⁰ était proche de mes préoccupations méditerranéennes. Il me persuadait que la Corse, pays de sang-mêlé qui vécut en se niant, ferait tomber ses masques pour retrouver son vrai visage, celui du métissage. La revendication des droits du peuple corse à l'existence me semblait rejoindre la lutte universelle. Une aventure théâtrale me permit de sublimer cette lutte, à l'occasion de *A Rimigna* (le chiendent) : transposition des Minutes du procès de Niolu¹¹. Je me rendis compte à quel point la mémoire collective était présente. Les descendants de la famille qui avait trahi n'assistaient pas à la représentation, et l'olivier où furent pendus onze villageois nous fut montré. Réalité prémonitoire du théâtre : l'année suivante, Aléria¹².

Aléria : mémoire ou avenir ?

Epopée à laquelle je participais, à ma manière : enfouie dans les vignes, terrorisée par la solitude et la peur, assourdie par les hélicoptères qui frôlaient nos têtes effrayée par la présence, à quelques mètres, d'automitrailleuses prêtes à cracher le feu. Cet électrochoc fit réaliser à bon nombre de Corses l'état dans lequel on avait relégué l'île, et le statut très particulier qui était le sien. Des comités de soutien aux emprisonnés couvraient la Corse entière. Cette commotion soudait une grande majorité de Corses, réunissait toutes les tendances politiques contre l'Etat français, pour la sauvegarde de leur terre. L'A.R.C. fut dissoute, réapparut sous le sigle de l'Associu di i patrioti corsi (Association des patriotes corses, A.P.C.). Malgré l'espérance que ces événements avaient suscitée, l'A.P.C. ne proposait aucune perspective politique et se cantonnait dans le seul soutien aux emprisonnés. La libération « d'Edmond »¹³ tenait lieu de projet politique.

L'après-Aléria me fit comprendre combien ce mouvement ne remettait en cause ni le système économique qui opprime la Corse, ni les structures de la division internationale du travail, qu'il ne dénonçait pas davantage le sort réservé aux plus démunis, ceux qui subissent l'exploitation la plus féroce : les travailleurs en général et plus particulièrement les travailleurs étrangers. Les positions fluctuantes des dirigeants étaient propices à la mobilisation du peuple, faisaient vibrer les « tripes » corses, le flou des analyses permettant à la direction de conserver son pouvoir séducteur, mais ne les empêchaient pas de reprendre à leur compte de nombreuses idées des théoriciens du F.R.C. Aléria, feu de paille, fut ma première déception. Parallèlement à ce nationalisme « commerçant », le Parti du peuple corse (P.P.C.) se débattait pour s'implanter dans l'intérieur corse. J'étais séduite par les déclarations du P.P.C. : il alliait la reconnaissance des droits du peuple corse, la lutte des classes, avec une ouverture aux pays du Tiers Monde. Mais il n'avait pas le ressort nécessaire pour occuper une place utile au devenir de ce pays. Beaucoup quittèrent ses rangs pour d'autres aventures. La mouvance de gauche restait embryonnaire. Ce premier échec mal accepté ne m'empêchait pas de participer aux manifestations. L'affectivité prenait le pas sur la raison. Néanmoins je n'adhérai à aucun mouvement ; je ne suis pas moutonnière et me pose trop de questions pour répondre uniquement par oui ou par non.

Tandis que l'A.P.C. multipliait les réunions de soutien à la libération d'Edmond Siméoni, naissaient le F.L.N.C. (mai 1976) et ses nuits bleues.

Ma citadelle

Une nuit d'octobre 1976, je « rêve ma mère ». Je découvre sa tombe. Je sais sa mort pour la première fois. J'ai seulement entendu fuir sa vie en tout début d'après-midi, un samedi d'automne. Deux ans d'épuisement

à tenter d'amnésier la mort de celle qui m'a appris la vie en me quittant définitivement. J'étais en perdition dans un Bastia conformiste où seules les mères ont leur place. Je vivais avec la sœur de ma mère, qui était ma seconde mère. J'ai été élevée par deux femmes. Ma tante me permettait de survivre dans la vieille Corse avec ses pesanteurs, elle qui disait qu'à Paris, elle ne s'était jamais sentie Française : « Corse d'abord, Française par force, Italienne jamais ». J'étouffais de détresse. Serai-je éternellement en transit ? J'ai choisi la vie. J'ai quitté ma tante et les « quartiers chics » de Bastia pour aller vivre à la Citadelle. Ce déplacement géographique à l'intérieur de la ville était propice à un meilleur ancrage dans l'espace des ruelles, qui m'aurait dû être familier depuis toujours, dont les gestes que je n'avais jamais vécus me rappelaient les repas de famille à Paris, où, au-delà des mots, il n'était question que de cet art de vivre. Le soleil retenu entre les murs de ces vieilles bâtisses éclairait l'histoire commune des villes de la Méditerranée. Mon installation dans ce quartier vidé de son âme¹⁴ fut importante dans le cheminement de mon aventure avec le nationalisme corse. Je re-découvre les Maures.

Tandis que le F.L.N.C. occupe le devant de la scène, tout comme l'Union du peuple corse (U.P.C.), il tente de masquer les divergences idéologiques qui affaibliront plus tard sa popularité. Il perpétue des attentats en s'opposant au pouvoir colonial et à l'assimilation française mais s'appuie sur le seul concept d'identité corse et sur un projet politique mal défini. Enfermé *in à trappula* (piège), le cycle attentat-répression, le F.L.N.C. s'installe sur le « siège » de la solidarité corse, peut-être une des dernières valeurs de ce pays. C'était sans doute la cible visée : « plus il y aura de prisonniers, plus la cause avancera ». Stratégie vieille comme le monde toujours vouée à l'échec quand elle ne débouche pas sur une stratégie politique. Le réflexe solidarité a fonctionné, même chez des gens haut placés, peu suspects de soutenir la violence mais reconnaissant son utilité face à l'argent bulldozer qui débarquait sur nos côtes. Pourtant, en crise permanente de lucidité, dans ce pays où nos liens sont toile-d'araignée, j'étais loin d'être la seule à découvrir dans la presse locale, des amis ou relations arrêtés pour appartenance au F.L.N.C. Lorsqu'on met un nom sur un visage, les événements prennent une autre tournure. La charge affective nous réunissait à l'intérieur de nos contradictions. Je n'ai donc pas échappé aux « tables de la loi », d'autres que moi, d'ailleurs, des serviteurs de l'Etat, y ont succombé (c'est un secret de polichinelle). Je participais de cette malédiction dans laquelle la jeunesse corse se précipitait.

Les fantômes du présent

Mais cela ne me faisait pas oublier le spectacle d'humiliation et de solitude des travailleurs étrangers que je côtoyais à la Citadelle. La négation de ces hommes et de ces femmes fantômes me touchait de façon

redoutable, moi qui avais connu la blessure raciste. Personnellement épargnée je n'en intériorisais pas moins le racisme subi par ces étrangers qui me rappelaient la « Bougnoule » que j'étais à l'école communale de la Bastille. En communion avec ces étrangers coupables d'être marocains, en communion avec ces jeunes Corses que l'on veut rendre étrangers sur leur terre, je vivais à nouveau les deux rives à la Citadelle. Je pensais que la Corse m'épargnerait les prisons culturelles dans laquelle j'avais déjà appris la colère. La manière dont le peuple corse s'était constitué, malgré la houle de l'histoire avec ses Romains, Byzantins, Arabes, Pisans, Aragonais, Gênois, Lucquois, Sardes, ses fils de gendarmes français et enfin ses fils de légionnaires, devait me conforter dans cette pensée. C'était oublier que depuis la conquête française (1769) le peuple corse avait peu à peu tourné son regard vers le Nord et laissé s'enfuir son destin méditerranéen. La peur de l'Autre le concerne aussi, de la même manière que le peuple français.

Le spectacle quotidien de la rue réveillait mon déchirement. Je le croyais guéri. Je l'avais seulement enfoui. La réclusion des travailleurs marocains errant dans les rues de Bastia sans pouvoir entrer dans un bar, ou celles des travailleurs agricoles debout le long des routes comme momifiés dans leur abandon, me perçait le cœur.

Malika

Dans mon métier d'enseignante j'étais aussi frappée par l'isolement de Malika, l'une de mes élèves. Elle me renvoyait l'image de mon enfance. La plupart des élèves se comportaient vis-à-vis d'elle comme l'avaient fait les élèves de ma classe du 12^e arrondissement. Je faisais part de mon trouble à un ami philosophe. Il me demanda d'intervenir à ce sujet dans le cadre d'un colloque international sur les migrations en Méditerranée. Je pris pour thème : « L'image de la Corse et de la France à travers la famille de Malika »¹⁵. Il ressortait de cette enquête que cette famille vivait la France comme une promotion. Sentiment éprouvé de la même façon par les Corses contraints de quitter leur pays. Mais aujourd'hui la France n'est plus vécue comme une réussite pour les Corses. Au moment où leur culture semblait agoniser, la décolonisation française eut pour effet inattendu de la faire (re)ssurgir. La volonté de vivre en Corse s'affirme de plus en plus et les départs sont vécus douloureusement. Malika en fit l'expérience, croyant fuir le racisme, cédant au mirage d'une France mythique elle refusa d'aller à l'université de Corté¹⁶. Elle se retrouva dans la foule des grandes villes anonymes au racisme policé. Elle retourna en Corse car elle sentait confusément que ce pays était déjà le sien. Elle en possédait d'ailleurs la langue contrairement à certains jeunes Corses de sa génération. A l'occasion de cette conférence en hommage à ma mère et à mes deux montagnes, je signalais de mes deux noms : M...-S... Ce travail me procura une certaine paix. Elle ne dura guère. A ma stupéfaction, des gens qui me touchaient de près me reprochèrent

de me cacher derrière le nom de ma mère pour justifier ma corsitude, tandis que d'autres allèrent jusqu'à me demander d'effacer le nom de mon père et de prendre le nom de ma mère. Ces réactions me posaient une fois encore la question de mon appartenance. Comme elle se (re)posait au peuple corse depuis l'indépendance de l'Algérie.

La jarre peut-elle être plus belle que l'eau ¹⁷ ?

Cette indépendance devait avoir, en effet, des conséquences sur l'avenir d'une Corse vidée de son capital humain (n'oublions pas la saignée de la guerre de 1914-18 avec ses 15 % de forces vives tuées aux côtés de Marocains, de Sénégalais placés aux premières lignes, tous égaux devant la mort, et une émigration qui a abouti à une véritable déportation du peuple corse) : sur cette terre abandonnée au maquis, exsangue de ses hommes, devaient déferler 43 000 nouveaux habitants ¹⁸. Enfin, ce que préconisaient les économistes du XIX^e siècle : « envoyer des colons » en Corse, se réalisait en 1962. Ce choc historique et culturel provoqua la (re)naissance du sentiment national corse. Il annulait l'idée d'échec qu'on avait inscrit dans les mémoires ¹⁹. Deux économies se confrontaient. L'une reposant sur une monoculture mécanisée, l'autre conservant la polyculture et l'élevage traditionnel. Parallèlement le tourisme et l'industrie du bâtiment se développaient, entraînant l'accroissement d'une main-d'œuvre étrangère ²⁰ pour moitié marocaine.

« La Corse étant donc une région au développement économique particulier (sans industrie), sachant que les travailleurs immigrés n'ont en aucune manière privé les Corses de leur emploi, les immigrés sont les témoins vivants de ce « mal développement » c'est-à-dire de ce développement incapable de repeupler la Corse de Corses. Leur simple présence, sans qu'ils y soient pour rien, symbolise le développement manqué et marqué par l'absence de Corses c'est-à-dire en fait l'absence de la classe ouvrière telle qu'elle aurait pu exister dans un autre type de développement ²¹. »

Bon nombre de rapatriés d'Afrique du Nord, spécialistes de la viticulture, puisaient donc leur main-d'œuvre dans une ancienne colonie française : le Maroc. Elle semblait la mieux adaptée aux « techniques » des nouveaux profiteurs qui n'étaient pas toujours étrangers à la terre.

Le couvre-feu

A l'exploitation qui était faite de ces travailleurs, clandestins pour la plupart, s'ajoutait une véritable situation de couvre-feu. Indulgence, tolérance, absence, mépris peut-être, les Corses les ignorent, ils ne les

voient pas. Les immigrés réussissent « cette performance d'inexister tout en existant »²². L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 permet la régularisation des clandestins. De ce fait, ils deviennent plus nombreux, d'invisibles ils apparaissent dans l'espace, sortant de leurs caves. Ils font fi de leurs inhibitions et s'inscrivent aux différents syndicats. Certains osent faire appliquer le droit du travail, tandis que la plupart cèdent à la menace. Leur apparition soudaine libéra les phantasmes. Des propos déroutants et inquiétants firent tomber les masques et découvrirent des visages auxquels je ne m'attendais pas. Ghisonaccia devient « bicoville », « avant ils étaient seuls, mais maintenant ils font venir femmes et enfants ». Maintenant « ils achètent des commerces ». Ça y est, nous y sommes, on touche à la terre, comme s'ils étaient les fils de la « Paternelle »²³.

La « découverte » de leur existence physique crée une menace pour le peuple corse. A croire que l'idéologie coloniale sévit toujours fortement dans les esprits ; cette situation est l'inverse de celle des colonies : « Ne pouvant enfermer l'immense population autochtone dans un ghetto, le colonisateur s'y mettait lui-même en découpant une aire où le colonisé n'avait le droit d'être présent que pour le service »²⁴. Paradoxe de l'histoire : pendant que les gouvernements français utilisaient subtilement les Corses dans l'empire colonial, d'autres Corses étaient les « bicots » d'une France en crise : à la fin du XIX^e siècle, les journaux proclamaient : « Débarrassons-nous de ce nid de vipères », « Plus d'étrangers en France »²⁵... Les Corses sont suspects et subissent l'exclusion. Aujourd'hui encore il n'est pas innocent de lire dans la presse bien pensante : « La complicité de cette société qui a toujours préféré le banditisme à la culture et pour qui lire un livre est déjà une forme d'homosexualité explique l'impunité surprenante dont bénéficie la Brise de Mer »²⁶. Ce n'est pas parce que deux cents ans plus tard, et malgré nos ministres, nous subissons encore le racisme qu'à notre tour nous allons refuser l'autre que nous sommes encore quelque part. A croire que les Marocains nous rappellent trop de souvenirs.

L'exclusion

L'arrivée de la gauche en 1981 régleme donc ces nommes « gardés au secret », et libère l'espoir de réaliser collectivement le rêve du peuple corse. Le F.N.L.C. décide la trêve. Sans doute pour semer la confusion dans l'opinion, menaces, plasticages, assassinats prennent pour cibles privilégiées les travailleurs marocains sous le sigle pervers de l'A.R.C. (Armata Rivoluzionari Corsi). Face à ces hostilités engagées contre les Marocains, de nombreuses dénonciations sont formulées sans que, réellement, aucun mouvement populaire de protestation se développe. La mouvance nationaliste, tout en condamnant de tels agissements, met en avant la défense de la communauté corse propriétaire de sa terre. Elle fait l'économie d'une analyse approfondie conduisant à dénoncer

ces provocations qui tentent de faire diversion, de faire échouer le statut particulier, de désorienter la gauche corse. Du F.L.N.C. en passant par la Consulta di i Cumitati Natiunalisti (C.C.N.), à l'Union du peuple corse (U.P.C.) et au Partitu di u Populu Corsu, tous s'accordent à dénoncer ces crimes mais aucune des formations n' imagine que les enfants de Marocains pourront et sont en train de participer à la construction de ce peuple en devenir comme l'ont été hier les enfants d'Italiens. En effet pour le F.L.N.C. « il sont en *transit*²⁷... » ; pour la C.C.N., « ... de passage souvent *provisoire*²⁸... » ; pour le P.P.C., « ... du fait du nombre, de la religion et des mœurs (l'immigration) constitue une communauté à part sans grande chance d'intégration. La population se sent agressée²⁹ ». L'U.P.C. condamne bien sûr les assassinats, mais, comme on le verra, ne dispose jamais de suffisamment d'éléments pour prendre réellement position : « ... en l'état actuel de nos informations, il est pourtant impossible d'assigner à ce crime un motif précis... », parle de « quota » et préconise une « juste part d'emplois aux travailleurs immigrés³⁰ ». Je commence à être sérieusement secouée par ce nationalisme, et à remettre en question cette lutte qui fait abstraction de ces démunis, victimes du même processus de domination. Au lieu de prendre en compte le débat sur l'immigration et de repenser le concept d'identité corse, le mouvement nationaliste rêve dans les draps blancs du nationalisme français. « Le passé momifié et la négation du mouvement, le refus de changement et donc de l'avenir, c'est l'arrêt de mort³¹. »

Un étrange voyage

De joie en échec, d'échec en joie, diabolisme perdue ne supportant pas les ronrons, minée par la menace d'idées que je croyais révolues, je m'embarque avec mes élèves sur un bateau frêté par la S.N.C.M., sous la haute protection de l'Education nationale, à destination de la Tunisie. Enfants d'expulsés de l'intérieur et des quartiers populaires du vieux Bastia, leur seul territoire : la détention sans contrôle aux confins d'une ville peu douée pour le croisement des mémoires. C'était, pour la plupart de ces jeunes Corses, leur première tentative d'escapade vers eux-mêmes et vers les autres. Leur débordement d'effusion me réconciliait avec ce métier où je me laisse volontiers voler mon ardeur. Convaincue que la connaissance est le rempart le plus sûr aux spéculations de tout pouvoir, je leur offrais pour bagage un dossier (préparé avec mes deux amies) traitant des principes de l'islam comme on aurait pu parler du *Discours de la méthode*. Ce voyage était une course à la dédramatisation d'un climat sombre qui s'installait chaque jour le plus naturellement du monde. Montés à bord les derniers, une étrange atmosphère interrogeait ces exilés du silence de retour au pays, mêlés aux adolescents provençaux et corses goûtant aux premières jouissances de la permission. L'appareillage prévu pour vingt heures tardait curieusement. La rumeur nous apprend la grève de l'équipage. Avec sept cents gosses à bord on

pouvait penser que c'était un excellent moyen de pression ; mais cette conspiration semblait suspecte. Extravagance du droit de grève que son exercice à l'encontre de travailleurs tunisiens ayant commis l'injure de ne pas courber l'échine. Une banale altercation entre un passager et un marin pendant la traversée Marseille-Ajaccio inquiétait ce personnel syndiqué qui alla jusqu'à réclamer la présence de la police à bord (sachant que cela était impossible) afin de « sécuriser » les étudiants corses, dont ils connaissaient « le caractère pour être eux-mêmes Corses d'origine ³² ». Ainsi le bateau était immobilisé dans le port d'Ajaccio tard dans la nuit. « La sécurité des passagers et de l'équipage avant tout », vociféraient nos curieux syndicalistes ! En fait ce vulgaire incident n'était autre que « l'épanouissement » à huis clos de refrains mortifères échouant sur des âmes démunies que les nostalgiques de symboles obscurs manipulent volontiers pour convaincre les peuples que la « menace » est sérieuse. Alors que les « grands » négociaient le départ, la progéniture des « inquiets » dansait au milieu de passagers étrangement semblables à l'objet de leur mépris. On ne sait par quel miracle l'équipage apeuré eut un regain de « courage » ; il consentait à prendre le large sans anges gardiens. Il était environ 23 h 30. Mon corps en arrêt, lentement, se réanimait pour se souvenir qu'hors de ce bastion (le bateau), il y avait la terre. Sur cette terre aux ascendances éparpillées, des parents tentaient de sonder un entourage propageant des nouvelles de brocante. Défaillance de l'information conjuguée à une mise en scène pernicieuse (cars de police et Samu) autorisaient l'inquiétude légitime de parents qui réclamaient leurs enfants. Un élu du Front national, enseignant, nostalgique de l'Algérie française, exploitait la réelle anxiété des parents. Ce « pédagogue » semait la panique, distillant tous les clichés « anti-arabes » : « Il y a mille Arabes et la plupart ont bu, les enfants courent un réel danger à bord, 1 200 Maghrébins adultes, la S.N.C.M. agit vraiment avec une grande légèreté ³³ ». La tourmente justifiée des familles, souvent rancunière, nous contraignait à débarquer à minuit avec les quatre cents enfants corses. C'est dans un vacarme acharné, sous le regard outré des Tunisiens, et des réflexions peu amènes des continentaux : « Pourquoi faire des croisières avec les Corses, ce sont des sauvages »..., ovationnés par une foule déchaînée que nous descendîmes en « ôtages libérés ». Foudroyée, je vivais l'effondrement du mythe salvateur de ma personnalité morcelée. Ma Corse me trahissait. « Cette vengeance des petites gens contre d'autres petites gens » ressuscitait des épisodes de la guerre d'Algérie. Je me souvins d'une scène de ma tendre enfance ; elle surgissait avec fracas. C'était un dimanche passé dans ma famille corse où une mère pleurait son fils : *so i fellagah chi l'annu tumbatu* (« ce sont les fellagah qui l'ont tué ») devait marteler ma mémoire. Mes mains frêles de petite fille n'ont su attraper que le mot de fellagah qui associait mon père à cette tragédie. Le secret de mon père respectait la douleur. Ma mère, matriarcale, s'était parée de son bouclier protégeant l'Afrique et la Corse. Le hall d'embarquement était devenu un volcan où se déversaient des laves empoisonnant mes deux montagnes. Les gens de ma

montagne maternelle me prenaient à parti. Certains me demandaient si je voulais « ramener des cadavres ». Cadavres sans sépulture d'une guerre d'Algérie dont le deuil impossible perpétue le combat des vaincus de l'histoire. Chaque parole prononcée : « Ah ! ces Arabes il faudrait tous les fusiller... pas physiquement... moralement... », me semblait une injection de fiel m'anéantissant surnoisement. D'autant plus bouleversée que c'était au pays de ma mère que l'on refusait ma montagne paternelle. C'était en Corse ma première prise de conscience charnelle. C'était la première fois que je découvrais les miens. Les instigateurs « d'influence détériorante » m'avaient dépossédée de raison. Mes nuits n'étaient plus que les farandoles de mes morts, où chacun voulait sa place : grand-père et missionnaire muets devant le crépitement de mes os ; mère abandonnant sa « perle d'Orient ». J'étais atteinte de furie : se battre contre cette idéologie maléfique, éviter que le fléau du « ratisme »³⁴ ne contamine la Corse entière. Je croyais que par cette croisière nous manquerions le rendez-vous des monstres. Ce fut le contraire. Cette meute manipulée fit revivre dans mon corps intuitif les bûchers du déshonneur d'un Occident qui ne « cesse de s'éloigner des forces vives de la nature »³⁵. Sur cette terre corse traversée par les énergies antiques qui ont nourri la magie de nos cultures, se levait, ce soir-là, la lune noire des mauvaises mémoires. Dans un espace de désolation, professeurs et élèves, sitôt finies les élucubrations haineuses de notre « protecteur » qui n'hésita pas à abandonner trois cents Provençaux au milieu de « ceux qui essaient d'ouvrir les cabines des filles », et à nous laisser en plan, nous nous sommes retrouvés seuls pour rapatrier les jeunes sur la Corse entière au beau milieu de la nuit. Ce soir-là, à Ajaccio, les autorités devaient avoir mieux à faire.

Une trépidation de communiqués indignés secoua la Corse. Une prose de bonne conscience s'est effilochée un mois durant à travers les media locaux³⁶. « Notre professionnel » de l'épouvante attaque à « idées-armées » les principes universels des cultures : « il n'y a ni culture tunisienne, ni culture algérienne » et « lance l'idée d'un périple culturel qui ferait passer un navire-école par Pise (!) pour aller à Athènes »³⁷.

Du côté régional « l'événement a été bien couvert » comme on dit entre « pro ». Mais, toujours inhabituée au traitement réservé à la Corse, je m'étonnais stupidement que ni les chaînes de télévision, ni la presse nationale n'aient repris l'information. A croire que seules les bombes excitent nos « façonneurs » d'images.

Une motion est déposée à l'Assemblée régionale, par les Socialistes et les Radicaux, soutenue par les Communistes et Unita Naziionalista. Elle aurait pu passer comme une lettre à la poste si l'U.P.C. ne s'était réfugiée derrière sa légendaire transparence en s'abstenant au nom d'un « manque d'information »... L'U.P.C. se trouva ainsi à la tête de l'enterrement de première classe de « l'affaire d'Ajaccio ».

Rivages

Cet assaut contre l'esprit, cette cristallisation de sourde répulsion provoqua une soudaine lucidité sur notre malheur, et la création du Collectif anti-raciste Ava Basta (« maintenant ça suffit »). L'appel lancé recueillit plus de cinq cents signatures. Ce texte évoquait le confluent des civilisations qui se sont superposées sur notre île. La Corse replongeait dans sa « nature naturelle » :

« Parce que la Corse est un rivage écartelé entre le Nord et le Sud...

» Parce que, sur ce rivage, se sont échoués, comme les vagues, au cours des siècles, les peuples de la Méditerranée tout entière...

» Parce que se croisent encore aujourd'hui dans ce pays le développement et le sous-développement, l'exil et le retour, l'Europe et l'Afrique, la richesse et la peur, l'espoir et le refus... »

Loin des mots desséchés, loin des paroles vides de vie, cet appel toucha ceux qui avaient encore un cœur et laissaient les égarés s'enfermer dans la citadelle des discours et des sentiments abrégés. En guise de message, un concert international aurait lieu à Ajaccio en septembre 1985. Cette rencontre de musiques rendait à la Corse son droit à l'utopie d'un avenir ouvert. A corps perdu j'ai sillonné la Corse pour vendre des bons de soutien qui permirent le financement du concert. J'employais toute ma fougue pour que l'île évite le sort funeste recherché par certains : la dresser contre les Maghrébins. Cette diversion raciste aurait permis de déporter les angoisses d'une jeunesse dévastée par la culture du profit. Le concert était un brassage de musique où l'on retrouvait les mêmes accents de vie à côté de la Kabylie, du Sénégal, du Cameroun, un représentant de l'A.N.C. et des groupes culturels corses qui chantent l'identité du peuple corse et leur solidarité avec les autres peuples en lutte ; je me permettais à nouveau d'espérer en la capacité de ce peuple à se souvenir de son monde initial. Hélas, il se trouva des groupes culturels pour proclamer que l'identité corse était leur principal souci, comme si l'on pouvait construire son bonheur avec, sous les yeux, la misère des autres. Derrière les plis du drapeau de l'identité corse, n'y a-t-il pas, encore, les souvenirs, les vieilles nostalgies des colonies perdues. Ces nostalgies n'habitent-elles pas encore, même inconsciemment, l'esprit des fils de ceux qui furent les instruments et les jouets de l'empire français ?

En participant à la création de ce Collectif, je trouvais enfin une expression pour répliquer aux pièges du silence que le système politique régional et national voulait nous imposer. C'était ma première rencontre avec des hommes et des femmes qui agissent sans entraves. Tellement désireuse de libérer la Corse de sa fourbe agonie, des supputations machiavéliques n'avaient pas effleuré ma jeunesse insolente !

Alors que, partout ailleurs, de telles initiatives sont encouragées, au moins par les gens dits de progrès, ici le jeu démocratique d'Ava Basta perturbe un paysage empâté. Paysage aux mains de moribonds dont les corps drapés du bleu, blanc, rouge de Liberté, Egalité, Fraternité ont

du mal à dissimuler le trafic d'une démocratie vendue au marché noir. Ici, il est interdit de se situer en dehors de l'Elu-Dieu qui a dépouillé « l'être-corse » de sa dignité par le jeu pervers du clientélisme. Ainsi asservi, il reste à « l'être-corse » quelque reconnaissance pour le « voter ». L'Elu-Dieu n'a d'autres préoccupations que de préserver ses droits et d'en assurer la succession à ses fils. Ava Basta échappant au pouvoir divin est très vite devenu suspect. Il fallait trouver un prétexte pour le marginaliser. C'est ainsi que le Tout-Puissant de Haute-Corse nous somma de prendre position sur le conflit politique « franco-français » qui se pose à la Corse, en demandant au Collectif s'il condamnait I.F.F. (I Francesi Fora) et les plasticages contre nos compatriotes continentaux. Il fut aussitôt repris par les chœurs du Rassemblement pour la Corse française (R.C.F.) et l'Association solidaire d'aide aux victimes du terrorisme (A.S.A.V.T.), cette dernière renchérissant : « ... les seules persécutions racistes organisées sont celles dirigées contre les continentaux ». Ces réflexions me laissaient perplexe. J'avais pensé qu'à l'exception des étrangers, la Corse n'était peuplée que de nationaux français et que le rôle du Collectif était de défendre ceux qui étaient niés dans leur culture et leurs droits. Ou alors, que fallait-il penser du statut juridique des originaires de Corse ? Leur faudrait-il faire la dictée consacrée aux immigrés comme l'espère l'éventuel Code de la nationalité ? La « dictée-passage » ?

Fallacieux prétexte permettant d'occulter le véritable marché à l'encan dont sont victimes les immigrés. Mauvaise foi évidente qui veut détourner la Corse des maux qui la rongent. Camoufler les esclaves qui ont repris le flambeau des villages-cimetières, c'est étouffer la respiration vacillante de « l'être-corse ». Contraindre le Collectif à « se prononcer non pas d'abord sur le racisme mais tout particulièrement sur le problème politique corse et sur le problème de la violence politique ³⁸ », c'est vouloir écœurer jusqu'à épuisement la plèbe. Plèbe psalmodiant la litanie lénifiante « qu'ici rien n'est possible ». Mais l'Elu-Dieu sait bien que nos bulletins de vote peuvent le transformer en ange déchu. Aussi la pratique du cynisme politique lui est-elle nécessaire pour maintenir ses privilèges. Il en joue sans vergogne et déroute les plus démunis. Par contre, le « malheur » voulut qu'un juge continental s'immisce dans les affaires de famille ; le Tout-Puissant lui conseilla vivement « d'aller voir ailleurs et de ne pas s'aviser à formuler une opinion sur les entraves à l'exercice de la démocratie dans l'île » !

Dieu ne reconnaît que les siens ; mais quand ouvrira-t-il les portes du Royaume de l'Assemblée de Corse à nos compatriotes du continent ? Puis-je l'accuser d'appliquer le slogan IFF ? L'Elu-Dieu se sent-il concerné par la « recherche passionnée d'une identité en voie d'être détruite par le nivellement linguistique, politique, économique ³⁹ ? » L'Elu-Dieu ne sait pas que des chercheurs ont expliqué ces plaintes :

« Au *Volem vivre al pais* des Occitans répond le *I Francesi Fora* des Corses. Deux cris complémentaires, qui trahissent la même angoisse, le même refus d'une intégration qui ne laisserait d'autre issue que le départ ⁴⁰. »

L'Elu-Dieu va-t-il taxer Ravis-Giordani ⁴¹ de « menées racistes ⁴² » pour écrire que

« *Francese* a un contenu politique et historique, évoque la France moins en tant que terre qu'en tant qu'ethnie ou nation. On ne trouve pas sur les murs de Corse l'inscription : *I Pinzuti fora* ⁴³ ; mais *I Francesi Fora* qui éveille l'écho de la bataille de Ponte-Novu ⁴⁴. »

Ces retranchements défensifs de nos potentats ne sont guère étonnants ; attitude de retraités refusant le changement, ignorant l'avenir.

Devant l'attitude timorée de l'appareil nationaliste j'ai cru que mon cœur me lâchait. J'en étais d'autant plus bouleversée que ma démarche, depuis mon retour en Corse, était d'aller vers des mouvements nationalistes que je croyais d'ouverture. Notre Appel fut publié avec ce liminaire :

« Nous publions le texte de l'Appel auquel nul ne peut rester insensible en soulignant, pour notre part, qu'il ne saurait mieux atteindre son but que dans l'exigence première du peuple corse rétabli dans ses droits et sa culture reconnue pour respecter l'autre ⁴⁵. »

Autrement dit, si on ne passait pas sous les fourches caudines de la lutte de libération nationale, point de place pour la lutte contre le racisme. C'était établir une hiérarchie des luttes, alors que, pour moi, se battre pour la reconnaissance des droits du peuple corse, c'était aussi se battre pour que le peuple palestinien retrouve sa terre, le peuple afghan sa liberté, le peuple d'Afrique du Sud sa dignité, et, plus près de nous, les immigrés, les droits qu'on leur nie. Se battre pour le peuple corse, c'est se battre pour tous les opprimés. Les luttes ne se divisent pas.

Le concert international a donc été boudé par les leaders de la mouvance nationaliste. Seuls les militants de base et, je dois le dire, Edmond Siméoni soutenaient notre démarche. Il me semblait curieux que la direction privilégie la frange la plus conservatrice du mouvement. En fait, j'étais en train de découvrir le double discours des libérateurs de la Corse. L'existence du collectif délivrait la parole raciste de certains, longtemps contenue dans une honte coupable et ambiguë. Véritable affluence de bouffées délirantes dans la presse de tous bords ! Du simple lecteur de Montesoro ⁴⁶, courageusement anonyme, au sympathisant abonné à *Ribombu* ⁴⁷, on déchiffrait la même confusion « où l'excitation sexuelle est étrangement liée à l'agressivité et à la violence, qui sont des ressorts d'une grande puissance ⁴⁸ ». L'incognito demande « ... si on a entendu

parler de démographie galopante » et, dans une perversion abjecte, continue : « ... faudra-t-il reparler à ce moment-là de corsisation des emplois ⁴⁹ ? »

Quant au sympathisant nationaliste il annonce ne plus se réabonner au journal *Ribombu*

« car, que trouve-t-on quand on va à Bastia ou Ajaccio ? Des Français certes, mais aussi des gens non visés par le mouvement nationaliste qui viennent chez nous profiter du pays, auteurs de tous les méfaits (vols, viols...) : les Arabes. Vous allez même jusqu'à les défendre (affaire des trois cents jeunes vers la Tunisie) ; or, jusqu'à nouvel ordre, si des gens tels que M. Celli (élu du Front national) sont vos adversaires, s'ils luttent contre les Maghrébins et s'ils sont Corses, c'est leur droit... »

Cette lettre, adressée au journal *Ribombu* début août 1985, ne fut publiée que le 11 octobre 1985 !... et « subtilement » *Ribombu* répondait :

« ... sans pour autant nier les effets de la politique d'immigration, notre combat est fondamentalement anti-raciste... N'attendez pas des nationalistes qu'ils satisfassent à certaines pressions, qu'ils cèdent à la démagogie. Ils ne tomberont pas dans le piège tendu par les forces conservatrices ».

Je ne pouvais que me réjouir de ces prises de position, mais je ne pouvais m'empêcher de me rappeler l'absence des responsables nationalistes au concert d'Ajaccio. Quant à l'U.P.C., avec l'analyse de son secrétaire général, sa tendance casuistique et son style sybillin lui permettent de tenir un discours humaniste qui cache mal son angoisse devant « la victoire des lapins ⁵⁰ ».

Les porteurs de valeurs

Ma détresse devenait errance intime. Elle s'agrippait chaque jour, décidée à ne plus me quitter. La mouvance nationaliste s'appropriait des prétextes de plus en plus populistes. Prétextes qui semblaient copier les slogans sécuritaires et l'identité ankylosée du nationalisme hexagonal. Cédant à la facilité, le mouvement nationaliste corse engagea une campagne anti-drogue au discours douteux qui me faisait pressentir le pire. Avec l'équation simpliste : délinquance, drogue, immigration = Arabes, l'amalgame précipité ne pouvait que renforcer les germes du racisme latent de tout nationalisme classique, replié sur lui-même.

Mon corps assailli tentait de résister à l'assaut d'inspirations meurtrières. Je vivais un isolement opaque. J'assistais au délabrement des « porteurs de valeurs ». Au cœur de mon désarroi j'interrogeais l'espoir. Je me rappelais le Parti communiste. Mais très vite défilaient les flashes

de communistes imperturbables, collant à travers la Corse entière des affiches appelant à « produire français ». Eux aussi cédaient à la pression de pétitionnaires refusant la construction d'un foyer pour étrangers dans une ville du Sud. Ce climat déclenchait la rébellion dans ma tête. Mon corps territoire sans frontière était aboli. Je me réfugiais dans le cancer de ma mère. C'était la fin de l'année 1985.

Comme chaque année, je fêtais païennement Noël et le jour de l'an 1986 avec mes amis. L'année nouvelle s'ouvrait sur le meurtre d'un ouvrier marocain dans la Plaine Orientale⁵¹, immédiatement suivi par l'assassinat de deux Tunisiens à Ajaccio. On en était au nième mort maghrébin. Je prenais conscience que le malheur s'installait sournoisement de façon banale dans notre peuple, mon angoisse était mal contenue ; mais je me laissais aller à une sorte de mithridatisation. Le collectif Ava Basta pourtant réagissait immédiatement. Ces voix dénonciatrices sauvaient l'honneur de la Corse et détruisaient l'image raciste que l'on prête à tous les Corses.

On entrait dans le crépusculaire des enquêtes. Seule information donnée par la police : deux travailleurs honnêtes, inconnus de leurs services, ont été liquidés. Deux hommes ont fui leur pays ; l'infortune de l'histoire les a contraints de s'arracher à leur terre, comme elle oblige encore aujourd'hui les Corses à quitter la leur. Ces fils devenus « sans mémoire, ils sont comme ivres, incapables de savoir où ils sont »⁵².

Le temps ne coulait plus.

Coup de tonnerre.

Douze jours après cette tuerie « propre », je reçois un coup de fil ami m'annonçant la revendication du meurtre par le F.L.N.C. Motif : « L'un des Tunisiens était un importateur de drogue, notamment de hachisch, l'autre contrôlait des revendeurs⁵³. » (Ils vivaient dans un taudis de la rue des Deux-Marie.)

Je suis pâle. Je suis pulvérisée par le supplice qu'infligent les nouveaux justiciers. Je pense à ma mère morte dans une lumière automnale. Je perds la voix. J'assiste avec le goût de l'impuissance à la rupture des liens entre une Corse perdant son gouvernail et des pays frères baignés par la mer commune. Dorénavant, les lémures innocentes embrumeront les fils aveuglés par un passé qui ne leur appartient pas. Ces fils au nom d'un Etat fantasmagorique ont inauguré la perte de leurs souvenirs méditerranéens. L'ordre moral les plonge dans les eaux troubles du Léthé, ouvre la voie à la piétaille de Le Pen. Tout s'effondre. Je n'ai plus de réconfort. Le F.L.N.C. a visé des « mineurs » ; l'action est applaudie par des foules obscures et invalides, que le mal-être précipite dans les turbulences de l'imperméabilité à l'Autre. Des communiqués indignés donnent l'impression qu'enfin il y a quelque chose à lire dans cette presse régionale rachitique. Les membres du Conseil général de Haute-Corse, éccœurés machinaux du terrorisme,

« d'ordinaire si prompts à condamner la violence, le jour même où le F.L.N.C. revendiquait le double meurtre, ont adopté un vœu demandant au préfet d'augmenter les aides financières aux associations en lutte contre la toxicomanie, sans qu'aucun élu ne dise mot sur le double meurtre d'Ajaccio ⁵⁴ ».

Quant au nouveau-né M.C.A.-U.P.C., lors de la présentation de leur liste commune, ils se réfugient dans le silence de la mutilation. Le porte-parole de l'U.P.C., fidèle à sa prudence, déclare : « Nous ne réagirons pas à chaud ⁵⁵. » Tous sont entrés dans les valse électorales, sont atteints de vertige pour attraper le maximum de sièges ⁵⁶. La base nationaliste pourtant condamne largement ces meurtres, mais préfère le mutisme public pour sauvegarder l'illusion d'un Etat phantasmé au profit d'idées généreuses et universelles. Cette revendication ternit désormais l'image de la lutte nationale corse, tant au niveau national qu'international, et renforce le racisme anti-corse que certains véhiculent.

Cette Corse « greffée sur un rameau qui n'était pas le sien » ⁵⁷ a été ravagée culturellement et économiquement par incompatibilité culturelle. Nourrie aux mamelles du racisme diffus et rarement avoué de l'armée et d'une école hexagonale, la Corse hérite du conflit d'arrière-garde des anciennes colonies françaises, d'un conflit qui n'est pas le sien.

Le traditionalisme du désespoir

La nation d'aujourd'hui ne doit pas être pensée sur le modèle du nationalisme français du XIX^e siècle, de même que le peuple corse ne doit pas calquer les luttes du Tiers-Monde contre l'impérialisme. Le nationalisme corse ne doit pas être nostalgique, se bercer de l'illusion du retour au village perdu de l'enfance ; la Corse est entrée dans le monde de la consommation et tend à adhérer aux valeurs imposées par la rationalité marchande. Transcendons le désir douloureux et violent de retour au passé, l'amour possessif de la Corse, choisissons de nous réapproprier une partie de nous-mêmes qui est aussi l'histoire de l'immigration, refusons le piège de l'enfermement et la tentation du « traditionalisme du désespoir ⁵⁸ ». Inventons l'accession à la modernité en pratiquant une autocritique permanente indispensable au mouvement. Construire des Etats, alors qu'ils sont eux-mêmes en crise, n'est plus qu'illusion.

Ce chemin douloureux est un voyage dans les arcanes de ma mémoire. Voyage poursuivi avec passion, qui m'aidera, je l'espère, à mieux comprendre l'aliénation dans laquelle l'Etat colonial a laissé ce pays, à trouver des forces nouvelles dans la lucidité que je suis en train d'acquérir. C'est parce que la Corse a encore un destin de passion que je la sais capable de « détruire les conventions mortes ». Je crois désespérément à son génie d'invention qui ne s'épanouira que dans une maîtrise nouvelle de ses passions. Mon utopie d'une Corse passerelle privilégiée entre le Nord et le Sud retrouve celle du général de Gaulle :

« Voyez-vous, il y a, de l'autre côté de la Méditerranée, des pays en voie de développement. Et ces pays ont une civilisation, une culture, un humanisme, un sens des rapports humains que nous avons tendance à perdre dans nos sociétés industrialisées, et qu'un jour nous serons probablement très contents de retrouver chez eux. Eux et nous, chacun à notre rythme, avec nos possibilités et notre génie, nous avançons vers la civilisation industrielle. Mais si nous voulons autour de cette Méditerranée, accoucheuse de grandes civilisations, construire une civilisation industrielle qui ne passe pas par le modèle américain et dans lequel l'homme sera une fin et non un moyen, alors il faut que nos cultures s'offrent très largement l'une à l'autre⁵⁹. »

J'ai habité mes parents comme on habite une terre.

Aujourd'hui je sais que la tombe de la cousine de Napoléon est là où elle doit être : face à l'Orient. Je suis rentrée pour ma mère. La Corse est mère. J'ai voulu continuer un rêve qu'elle n'avait pas osé entreprendre. Je le veux toujours. Même si aujourd'hui je suis capable de partir. Je n'aime pas, même si le malheur le voulait, les paradis perdus. S'il devait en être ainsi, mon père, l'Etranger, m'écrirait des cartes postales sous le marronnier de la maison de Cavaneddu. La terre est la propriété de l'Amour. Ce ne sont pas les étrangers qui la rendent étrangère. Ce sont ses fils qui ne savent pas l'aimer parce qu'elle est trop belle. Ils ne savent pas regarder la beauté en face sans mourir. Ils pensent que la beauté est pure alors qu'elle est le fruit des alluvions et des ruptures des continents ; le peuple corse de demain sera inattendu, nommé aussi par le sang qui restera sur cette terre. Contre la mort je préfère la vie incertaine de la culture de demain, bousculée par les vents des vallées et des étrangers qui lui rendront l'intuition perdue d'une île rond-point des cultures méditerranéennes.

Bastia, le 7 janvier 1987.

Petracurbara, Cavaneddu, Paris et Alger.

NOTES

1. Petrus Borel, « Champavert, contes immoraux », *Révolution africaine*, 31 juillet 1986.
2. Mention figurant sur le certificat de nationalité française.
3. J. Lionel, « Kabylie du Djurdjura, 1982 », in *L'utilisation du fait berbère comme facteur dans l'Algérie coloniale*, Actes du premier congrès d'études méditerranéennes, SNED, Alger.
4. Kateb Yacine, in F. Amrouche, *Histoire de ma vie*, Paris, Maspero, 1970.
5. *Idem*.
6. Ali Haroun, *La septième willaya*, Paris, Seuil, 1986.
7. *Idem*.

8. Front régionaliste corse, *Main-basse sur une île*, Ed. Martineau, 1971.
9. Abdelkébir Khatibi.
10. Discours de Beyrouth, 5 juin 1973, prononcé par José Stromboni dans le cadre du congrès de l'Association des villes jumelées sur le thème de « La pollution en Méditerranée ». J. Stromboni intervenait sur « les boues rouges » (déversement de déchets de la société Montedison au nord du cap Corse).
11. *Procès du Niolu 1774*, Documents publiés par François Flori, Société d'études du Niolu, Bastia, 1975. La révolte du Niolu face au nouvel Etat fut sauvagement réprimée et onze hommes furent pendus. A Rimigna, mise en scène Dominique Tagnotti.
12. Aléria, 22 août 1974. Edmond Siméoni et ses amis, armés de fusils de chasse, ont occupé une cave viticole pour attirer l'attention des Pouvoirs publics sur le scandale des vins.
13. Edmond Siméoni.
14. L'insalubrité et le désir d'une modernité de pacotille entraînent les populations de la Citadelle vers les HLM.
15. Danièle Maoudj, « L'image de la Corse et de la France à travers une famille marocaine », *Les Cahiers de la Tunisie*, n° 109-110, Faculté des lettres et sciences humaines de Tunis, 1979.
16. Fermée en 1769, elle fut réouverte en 1981.
17. Paul Eluard, Paris, Gallimard, 1951.
18. 43 000 habitants dont 8 000 rapatriés d'Algérie, 12 000 des anciennes colonies et 23 000 étrangers, *Main-basse sur une île*, op. cit.
19. Les rapatriés devaient bénéficier de mesures exceptionnelles de lots, mais aussi de prêts à long terme accordés par la Caisse régionale de Corse du Crédit agricole ; 56 % leur étant alloués, 5,6 % pour les Corses et le reste allant aux collectivités locales, *Main-basse sur une île*, op. cit.
20. INSEE. 1982, population totale : 240 012 dont 25 880 étrangers (10,8 % de la population totale maximum atteint en 1975 avec 30 090 étrangers représentant alors 13,2 % de la population totale, le pourcentage de la France continentale : 6,8 %).
21. V. Borgogno, L. Vollenweider-Andresen, *Corse : situation migratoire et insertion des immigrés*, IDERIC, Nice, déc. 1983.
22. Carmel Camilleri, « Seuil de tolérance et perception de la différence », *Sociologie du Sud-Est*, 1975.
23. Société d'assurances.
24. Carmel Camilleri, op. cit.
25. Pascal Marchetti, *Une mémoire pour la Corse*, Paris, Ed. Flammarion, 1980.
26. *Nouvel Observateur*, août 1986 : Brise de mer, « gang » qui défraye la chronique.
27. *Le Provençal*, 30 mai 1982.
28. *Idem*.
29. *Idem*.
30. *Idem*.
31. René Gallissot, *La misère de l'antiracisme*, Ed. Arcanthes, 1985.
32. *Nice-Matin*, 10 février 1985.
33. *Le Provençal*, 10 février 1985.
34. G. Gantet, *Mort et transfiguration pour la jeune fille étrangère*, Paris, Belfond, 1986.
35. Gérard Durozoï, Artaud. *L'aliénation et la folie*, Larousse, 1972.
36. Qui ne concernait pas ceux qui n'avaient rien à se reprocher si ce n'est d'avoir été à l'avant-garde d'une alliance avec le Front national.
37. *Nice-Matin*, 14 mars 1985.
38. *Nice-Matin*, 1^{er} août 1985.
39. F. Braudel, G. Duby, *La Méditerranée. Les hommes et l'héritage*, Flammarion ; M. Aymard, Migrations, 1986.
40. *Idem*.
41. Ravis-Giordani, *Les Bergers corses*, Edi-Sud, Aix-en-Provence, 1983.
42. L'ex-préfet Garsi de Corse envoyant un télégramme au FAS à Paris où il écrivait : « Ava Basta a des menées racistes à l'égard des nationaux français », décembre 1986.
43. Nom donné aux militaires français à cause de leur chapeau pointu lors de la conquête française en 1768. *I pinzutti*, « les pointus », en parlant des continentaux.

44. Bataille de Ponte-Novu : « Ici tombèrent, le 7 mai 1769, les milices de Pascal Paoli, en luttant pour la liberté de la patrie » ; lu dans Jacques Grégori, *La Nouvelle Histoire de la Corse*, Ed. Martineau, 1967.

45. *Ribombu*, août 1985.

46. *Nice-Matin*, 28 septembre 1985.

47. *Ribombu*, octobre 1985.

48. Octave Mannoni, *Psychologie de la colonisation*, 1984.

49. Revendication des nationalistes.

50. Max Siméoni, *Emigrés ? Racisme*, Arritu, 1985.

51. Assassinat de Bouazza Bouzerou-Ata, jeune Marocain élevé en Corse, qui a fait ses études au collège de Morta, et qui parlait le corse, *Le Provençal*, 3 janvier 1986. A ce jour, les mobiles du crime ne sont pas connus.

52. Matzeff, lu dans *Le Petit Bastiais*, 27 novembre 1985.

53. *Le Monde*, 15 janvier 1986.

54. *Libération*, 18 janvier 1986.

55. *Idem*.

56. Elections législatives, 16 mars 1986, et régionales.

57. Angelo Rinaldi lors d'un interview à France-Culture, en juin 1986.

58. P. Bourdieu, A Sayad, *Le déracinement*, Ed. de Minuit, 1980.

59. Cité par B. Stasi, *L'immigration, une chance pour la France*, Paris, Laffont, 1984.

LA CORSE, LES CORSES ET L'ETAT

Jean-Pierre BONNAFOUX

Partons d'un fait simple : dans la nuit du 14 au 15 janvier 1987, la neige tombe sur des villages de montagne, essentiellement dans les cantons des Deux Sevi, des Deux Sorru et du Cruzzini-Cinarca. Très vite, on atteint quatre-vingt centimètres, un mètre et, ici ou là, parfois plus d'un mètre de neige. Les conséquences ne se font pas attendre, elles sont immédiates : routes bloquées, téléphone interrompu, électricité coupée... les villages sont totalement isolés. Une fois de plus, le transistor reste le lien avec le monde ! Une « cellule de crise » est mise en place à la préfecture de Corse du Sud : elle coordonne les informations (?) et les décisions d'action. Dans l'après-midi du 19 janvier, les derniers villages sont enfin « débloqués ». Mardi 20 janvier dans la matinée, une délégation de jeunes des villages du haut canton des Deux Sorru occupe la subdivision de l'équipement au chef-lieu de canton, Vicu. Ils demandent qu'une étrave pour le déneigement soit attribuée et fixée dans le haut canton. Ils sont reçus ensuite par le préfet de région à Ajaccio. Celui-ci aurait dit : « Si vous voulez éviter les coupures d'électricité, achetez un groupe électrogène par groupe de maisons ou par hameau... ». A quoi un jeune nationaliste aurait répondu : « Vous voulez l'autonomie interne pour chaque hameau ? ».

Dieu merci, cette situation n'eut pas de conséquence dramatique : une évacuation sanitaire put avoir lieu par hélicoptère le lundi matin 19 janvier au village de Guagnu.

Si on regarde les faits advenus, rien de très exceptionnel : des villages de montagne bloqués par une chute abondante de neige... Si on regarde les faits tels qu'ils ont été vécus, tout autre est le registre :

les habitants des villages de montagne se sont sentis abandonnés par tous, voire méprisés. Cela vaut la peine d'y regarder de plus près !

D'abord le problème est ressenti de manière dramatique parce que nos villages n'ont plus le tissu humain qui permettrait de faire face à une agression un peu exceptionnelle. Quand, il y a cent ans, la neige bloquait Guagnu, on comptait une population de plus de cinq cents habitants dont la plupart dans la force de l'âge ; aujourd'hui il n'y a plus que cent vingt habitants avec seulement une dizaine de moins de quarante ans ! De plus, il y a cent ans, les gens vivaient en autarcie, repliés sur eux-mêmes : la neige ne faisait qu'accentuer une situation vécue la plupart du temps comme normale.

Immédiatement, l'Etat est mis en accusation par la population isolée, à lui tous les reproches sont faits, sous une forme ou sous une autre.

L'Etat est visé dans sa hiérarchie (préfet et maires) quand une personne, à la radio, le vendredi 16, s'écrie : « J'espère que Monsieur le Préfet et Messieurs les Maires de nos villages sont bien au chaud à Ajaccio ! ». L'Etat est accusé d'incompétence et de mépris quand la subdivision de l'équipement (ou la cellule de crise) donne des renseignements que la population concernée sait faux (par exemple : « Guagno a été débloqué cet après-midi samedi 17 janvier »... alors qu'il fallut attendre l'après-midi du 19 !).

L'Etat est mis en accusation quand la population constate que les moyens de déneigement mis en œuvre seraient efficaces pour une couche de vingt à trente centimètres mais sont totalement inopérants pour un mètre ou plus !

Au mépris pour la population de « l'intérieur », attribué à toutes les composantes de l'Etat, on oppose le courage et la détermination des *hommes* : les jeunes des villages, les équipes des différentes entreprises qui ont lutté pour rétablir téléphone et électricité, les journalistes et radios qui ont maintenu le lien avec l'extérieur...

Dans un tel événement, tout est rejeté sur l'Etat pour ce qui est des défaillances, tandis que tout ce qui est perçu comme positif est mis au compte de la valeur des hommes. Voilà un fait parmi d'autres où l'Etat est perçu à la fois comme absent et lointain mais aussi comme omniprésent, et la solution quasi magique de nos problèmes. N'importe quel observateur présent à la vie quotidienne corse repère de nombreux faits où l'ambiguïté du rapport des Corses à l'Etat est patente : Etat omniprésent, Etat lointain, Etat absent. Phénomène du monde moderne, certes, mais vécu de manière spécifique en Corse, par les Corses. Cela dépasse la politique, même si le rapport de la classe politique corse avec le pouvoir central mériterait d'être étudié en lui-même. Cela dépasse les interventions du pouvoir central, même si ces interventions ont un rôle très important... La vie corse témoigne dans sa réalité la plus quotidienne d'un *mal-être* plus que d'un *malaise*. Quels rapports les Corses entretiennent-ils avec l'Etat ? Comment « la Corse » vit-elle sa relation à l'Etat ? Comment relire un certain nombre de situations actuelles à partir de cette ambiguïté des rapports entre la Corse, les Corses, et l'Etat ?

1. Bref retour sur l'Etat paoliste

Il faut y retourner car, que nous le voulions ou non, ces quelques années entre 1760 et 1770 ont profondément marqué le paysage corse.

Durant ces années, la Corse voit la confrontation de deux Etats : un Etat structuré et fort, l'Etat français, un Etat qui repose essentiellement sur un homme, l'Etat de la nation corse. L'Etat « fort » est réactionnaire, encore marqué par une idéologie de type « féodal », d'allégeance à une personne (le roi !) (... même si Pascal Paoli dira plus tard : « Une seule chose nous manquait : le serment fait à un suzerain »). L'idéologie de l'Etat français représenté par Choiseul est en retard sur ses structures étatiques qui porteront à terme une Constitution et exprimeront ainsi que l'existence d'un Etat a une relative autonomie par rapport à l'homme qui le personnalise. Au moment de la confrontation Etat français/Etat corse, l'Etat français est réactionnaire mais il a les bases économiques, sociales, administratives, culturelles, idéologiques... de l'évolution vers un Etat moderne. Certes, cette évolution s'est faite parfois dans le désordre et le chaos : prix à payer pour l'exercice de la liberté ; mais cette évolution disposait des bases d'une possible réussite. En fait la Révolution française accouche non seulement de l'Etat-République française, mais, plus fondamentalement, de la notion même d'Etat comme existant de façon autonome : sans doute cet accouchement est-il passé par la guillotine et, peut-être, a-t-il fallu que la tête du roi tombe, pour découvrir que le corps de l'Etat se tenait fort bien par lui-même.

En face de cet Etat français, réactionnaire, ne sachant pas de quoi il est porteur, se dresse non pas l'Etat corse, mais Pascal Paoli, un homme qui porte l'idéologie de l'Etat moderne ; là, *in Corsica*, donc, une réalité symétriquement opposée à celle de l'Etat français. L'étude des lettres de Pasquale Paoli par J.-B. Marchini¹ l'a bien montré. La Corse de Paoli n'a pas les structures économiques, sociales, culturelles nécessaires à la réalisation durable de l'Etat corse, même si Pasquale Paoli dispose de l'idéologie nécessaire à la création d'un Etat moderne. Il prépare ce que Napoléon rendra effectif en France : la dissociation de l'Etat et de la religion. Croyant à titre personnel, il instaure la liberté de conscience et accueille les juifs ; il se défend contre ce qui lui paraît des ingérences de la part du nonce apostolique.

Pasquale Paoli a des idées très claires sur le fonctionnement administratif de l'Etat. Sa conception de la justice est encore célèbre, le rôle des consultes et du parlement est connu. Et il s'efforce de faire de Corti la capitale de la Corse, au-delà des campanilismes et de l'identification de sa personne à l'Etat corse.

Pasquale Paoli essaie de mettre en place les infrastructures de l'Etat. Il cherche à développer le commerce, par exemple en créant une flotte marchande. Mais il bute sur un obstacle que le temps, qui lui est compté, ne lui permet pas de contourner : il n'y a pas de bourgeoisie commerçante corse, il n'y a pas de ville corse (les villes et la bourgeoisie sont côtières et génoises). Par la création d'Isula Rossa, Pasquale Paoli essaie

de contrebalancer l'influence urbaine génoise. Il cherche à créer les bases économiques et sociales d'un Etat moderne... Il n'y arrivera pas, cette tentative sera noyée dans le sang de Ponte Novu ! Peut-on dire que, jusqu'en 1982 avec l'établissement du « statut particulier », rien de fondamental n'est changé dans les rapports entre la Corse, les Corses et l'Etat ? Un Etat « extérieur », une absence de structures socio-économiques permettant l'implantation de cet Etat.

La greffe de l'Etat moderne avait été tentée par Pasquale Paoli, l'Etat français cherche à l'imposer : pas plus de réussite dans un cas que dans l'autre ! Dès lors, le souci prioritaire de l'Etat français sera de s'implanter par la destruction de tout ce qui rappelle la nation corse. Les projets économiques de l'Etat français, spécialement sous Napoléon III, ont été trop discontinus et pensés de trop loin pour avoir une réelle influence sur les structures socio-économiques de la Corse et permettre un développement qui aurait conduit à des changements idéologiques. Plus grave, l'Etat français, par le jeu des barrières douanières, a imposé à la Corse un régime colonial : marchandises détaxées dans le sens Continent-Corse, taxées dans le sens Corse-Continent !

2. Le village comme source du pouvoir dans la société agro-pastorale corse

Constatons d'abord ceci : malmenée sous la Troisième République, vidée de son sang par la guerre de 1914-1918 et l'exode colonial, la structure agro-pastorale s'est pourtant maintenue jusque dans les années 1950-1960.

Est-ce une conséquence de cette absence d'Etat (Etat français lointain, Etat corse mort avant de naître réellement) si aujourd'hui encore l'attachement du Corse pour la Corse passe essentiellement par l'attachement au village. On se reconnaît corse parce qu'on se reconnaît d'*u nostru paese*. Cela fait partie de l'identité profonde et permanente de chacun. *U paese*, c'est le village. « De quel village es-tu ? », le village est le fondement de l'identité de chaque Corse.

Non seulement le village symbolise tout ce qui fait l'enracinement à la terre, il est aussi le lieu de cristallisation de l'identité : là se trouve *a casa paterna*, là sont les morts de la famille, là se trouvent toutes les traces de l'histoire de la famille, là aussi les liens fondamentaux avec les autres, l'enfance, les croyances, les relations avec la Nature qui étreint et enserre. Dans le village je suis moi-même en communion avec tout ce qui me fait. Il est le lieu culturel par excellence... A son village, pense le Corse loin de la Corse ; de son village, il a la nostalgie durant l'exil : paradoxalement on pense plus à son village à Marseille ou à Paris qu'*in Aiacciu* ou Bastia ! Le Corse, pensant à l'avenir, à la manière de laisser une trace, pense participer, d'une manière ou d'une autre, au pouvoir municipal de son village. La cristallisation quasi-objective des réalités corses se trouve autour du village².

Mais, il faut bien le constater : ce lieu profondément culturel et idéologique n'est plus un lieu de production économique. La civilisation agro-pastorale a disparu, et avec elle toute la réalité de nos villages qui assurait la survie de ses membres. Le village est devenu un arbre vieilli dont on coupe éventuellement encore quelques racines pour faire place à une nouvelle résidence secondaire... On ne lui demande plus de porter des châtaignes mais de fournir un ombrage ! Qui ramasse les châtaignes ? Qui ose disputer de minuscules châtaignes aux cochons ?

Dans ce village mutilé, exsangue, le pouvoir politique devient une excroissance monstrueuse. *U sgiu merru* a toujours eu un rôle important. Il faut prendre les choses de loin pour comprendre la réalité du rôle du maire. Nos villages sont fondamentalement égalitaristes, et la dialectique *partitu-cuntru partitu* a pour but de mettre en place les acteurs sur la scène municipale, mais aussi de rappeler à celui qui sera le maire qu'il est un parmi les autres ! C'est parce qu'il est l'un des membres du village qu'il peut en être le responsable et le chef.

Le pouvoir du maire vient plus de ce qu'il symbolise le village dans toutes ses composantes que de son programme ou de son action réelle au service du village. Dans nos villages, si, pour les élections, il faut afficher un programme, en règle générale et sauf situation urgente, c'est plus l'homme (et *u partitu*) qui est choisi que le programme. Existe une sorte de dialectique : plus l'homme a du prestige (qui lui permettra de donner les coups de piston nécessaires !), plus on le reconnaîtra comme *u nostru paesanu* même s'il est à Paris (tendance égalitariste), et plus il peut symboliser le village, s'affirmer comme le chef, le leader, *u cappu*. Le maire tire son pouvoir réel, non de son mode de désignation mais du fait qu'il est maire. Autrement dit, nous avons une conception charismatique : le maire est à la tête du village parce qu'il est le chef reconnu. Dans la conception « fonctionnelle », il peut y avoir débat sur le programme et sur le plus apte à le réaliser ; dans la conception charismatique, il y a d'abord accord sur l'homme (comme symbole du village) ensuite mode de désignation (élections fraudées ou non), on verra plus tard avec lui ce qu'il faut faire ou ne pas faire pour le village. Le maire est le chef parce qu'il a le pouvoir, il a le pouvoir parce qu'il est chef ! Le reste n'est que circonstances, capacités personnelles, réponse à des événements locaux, etc.

Le pouvoir s'auto-légitime, y compris dans les manœuvres, pour se conserver ou se perpétuer. Si je vote pour un candidat, fondamentalement, avant même de lui demander tel service personnel, le premier service qu'il me rendra est de gagner, d'être élu : il justifiera ainsi le lien que j'ai avec lui, par lui c'est moi qui gagnerai.

Phénomène d'identification complexe qu'il faut chercher à élucider : le pouvoir en Corse est de type charismatique. Le maire est à la fois l'un parmi les autres, celui dans lequel on se reconnaît, donc celui qui a le pouvoir sur l'avenir collectif, et donc sur l'avenir individuel.

Cet enracinement cosmique et religieux du pouvoir dans nos villages a subi deux mises en cause qui se sont renforcées l'une l'autre : le

dépérissement de l'intérieur et l'assistanat conçu comme technique de survie individuelle et condition de maintien du pouvoir local. Les deux se sont renforcés dans une boucle monstrueuse : le maire n'arrivant plus à assurer un avenir local aux membres de sa communauté, à cause du dépérissement du village, a dû trouver « des bonnes places » ailleurs. Ce faisant, il a renforcé le dépérissement du village : déconnection complète entre la vitalité du village (sa force de production économique, le nombre réel des actifs présents en permanence) et le nombre d'électeurs. Le pouvoir qui symbolisait l'avenir du village devient une fin en soi ; un village fictif se crée le jour des élections à seule fin de consacrer un pouvoir qui ne cherche même plus, à la limite, à s'occuper de l'avenir du village réel !

3. Les évolutions et le rôle de l'Etat dans le village d'aujourd'hui

L'Etat français, un monstre ambigu : totalement absent et lointain, totalement présent et dévorant !

Absent, il est lointain, redoutable, impénétrable. Dieu absurde qu'il faut se concilier. Il faut toute la puissance des recommandations du maire pour faire que je ne sois pas broyé par la machine administrative ; au contraire, de manière tout aussi aveugle, cette même machine peut tourner à mon profit si le maire me donne la bonne clé ! Face à cet Etat lointain, glacé, le maire apparaît comme l'intermédiaire chaleureux qui me préserve, me permet de bénéficier sans être dévoré ! Le « clientélisme » naît en grande partie de la peur fondamentale du citoyen vis-à-vis de l'Etat ; certes on peut penser que les élus n'ont pas fait le travail d'éducation qui aurait fait découvrir que pour obtenir un droit il y a certaines procédures, que droits et procédures ne sont pas pur arbitraire ! Peut-être, mais clientélisme et absence de l'Etat se renforcent !

On en arrive pourtant au paradoxe que rien n'est plus envahissant dans la triste survie de nos villages, que l'Etat français lui-même ! Il est omniprésent ! Regardons la vie quotidienne d'un de nos villages. Les emplois témoignent de la présence de l'Etat. Tous les emplois de l'administration (obtenus souvent par piston) : cantonnier, forestier, secrétaire de mairie... (qui dépendent du pouvoir communal ou départemental), mais aussi instituteur, receveur des PTT, facteur. Supprimez l'institutrice : le village désespère de son avenir, supprimez le facteur, le village s'arrête de vivre. Non pas à cause du courrier, le téléphone remplace abondamment l'art souvent mal maîtrisé de la lettre ! Mais à cause des mandats, des retraites. La plupart des Corses ont produit et travaillé ailleurs, soit (autrefois) dans l'armée et les colonies, soit dans les entreprises et administrations du continent : ils ont participé à la productivité extérieure, en retour ils reçoivent de l'extérieur le mandat de leur pension ou retraite. Un actif supprimé (artisan ou éleveur) pose des difficultés supplémentaires à la survie du village ; mais on ne peut pas supprimer le facteur ; on tuerait le village. Et c'est bien l'Etat, la source magique

des pensions et retraites. Là aussi la disjonction entre une productivité réelle qui a profité à l'extérieur (dans la plupart des cas) et la réception aujourd'hui d'une pension de l'Etat déréalise la présence de l'Etat au village : elle est quasi magique.

L'Etat intervient abondamment dans nos villages par les subventions multiples et variées accordées tant aux particuliers qu'aux collectivités. Quand des jeunes accusent des éleveurs nationalistes de recevoir de l'argent de l'Etat français que ces mêmes éleveurs disent colonialiste, ces derniers ont beau expliquer les mécanismes du FEOGA ou des PIM, cela reste une abstraction, alors que la subvention paraît bien concrète. Là aussi, le divorce entre subvention et productivité réelle contribue à rendre magique, en tout cas surréaliste, l'intervention de l'Etat

Il faudrait ajouter d'autres traits au tableau. Ainsi Alexandre Sanguinetti avait sans doute raison de dire que le Corse s'était identifié au drapeau tricolore flottant aux confins du monde. Surréalisme ! Le Corse, qui ignorait l'Etat français chez lui, l'apportait à des populations qui n'avaient rien en commun avec la culture française !

Il faudrait aussi parler de l'identification dans le sang versé au cours de la guerre de 1914-1918. Ou encore des places que les élus trouvaient dans les administrations parisiennes. La source est aujourd'hui tarie... mais que les temps étaient beaux lorsque le fils de berger découvrait par la grâce de l'Elu les facilités d'un travail dans une administration de l'Etat !

José Gil l'a si bien montré, entre l'Etat et l'habitant du village, l'intermédiaire quasi-obligatoire est le maire, le clan. Ainsi, paradoxalement, loin de l'Etat, dans une absence quasi complète d'intervention étatique en faveur d'une productivité économique réelle, nos villages pourtant croulent sous la masse des interventions étatiques en faveur des habitants du village.

4. Urbanisation de la Corse et nouvelle réalité de l'Etat

J'ai parlé de l'Etat sans le définir en pensant toutefois au travail de G. Burdeau mais aussi, de manière plus cachée, celui de Marcel Gauchet. Examinant la longue histoire de l'institutionnalisation du pouvoir dans l'Etat et de l'Etat comme pouvoir institutionnalisé et donc indépendant de la personne, Burdeau en arrive à dire que l'Etat est l'artifice que les hommes ont inventé pour ne pas obéir simplement aux hommes (et aux dieux, ajouterait Gauchet).

« L'idée de l'Etat est l'artifice légitime grâce auquel des volontés qui, dans leur origine comme dans leur substance, sont des volontés humaines, peuvent être imputées à une entité intellectuelle socialement reconnue et instituée. »

La ville est le lieu privilégié de la fabrication de l'idéologie de l'Etat. Car la distance entre la fonction et la personne qui remplit cette fonction

y apparaît davantage : ce n'est pas Monsieur Paoli, le fils de Bernard... qui me met une contravention pour dépassement d'horaire, c'est un contractuel anonyme ! Mais éventuellement, je pourrais chercher quelqu'un du village, « bien placé », pour m'enlever cette contravention et court-circuiter ainsi la réglementation !

La ville est aussi le lieu où les infrastructures économiques, sociales et culturelles permettent la naissance de l'Etat comme une réalité idéologique concrète. L'institutionnalisation du pouvoir suppose une certaine capitalisation économique, un dépassement du temps dans la durée maîtrisée et non plus seulement comme répétition des saisons un élargissement de l'espace au-delà de l'activité productrice, ouvert au commerce, au négoce.

La ville est donc le lieu naturel de la naissance de l'Etat par sa production économique, son commerce, par l'idéologie et la culture qu'elle développe. La culture urbaine n'a pas grand rapport avec celle du village : à la veillée (*a veghja corsa de i nostri antichi*), se substituent des activités organisées (et parcellaires) dans de multiples lieux et regroupements. Dans la ville éclatent, au niveau personnel, les lieux où je vis, travaille, me détends. Elle suppose un appareil extérieur à moi (une forme d'Etat) qui permette une certaine harmonisation pour — éventuellement — recréer ma synthèse personnelle. L'éclatement des fonctions suppose une recomposition, une restructuration au niveau collectif.

Or que se passe-t-il pour une ville comme Ajaccio ? Pour qui a lu le livre de Théophile Christophari : *La Corse de mon enfance* (Collection Si 1900 m'était conté), il y a peu de différence entre Ajaccio 1900 et Ajaccio 1950. Ajaccio 1950 restait un gros village où tout le monde se connaissait. Au Pavillon Bleu, quand les chanteurs « taillaient des flachines » à des présents, même sans citer les noms, tous savaient qui était visé !

Si on compare l'Ajaccio de 1950 à l'Ajaccio d'aujourd'hui, on constate qu'un certain nombre d'éléments constitutifs de la vie ajaccienne de 1950 ont disparu et n'ont été remplacés par rien ou presque.

En premier lieu, cette manifestation profondément méditerranéenne que l'on retrouvait à Ajaccio : « faire le cours ». Tous les Ajacciens de ma génération se souviennent des différences entre le « petit cours » (du cinéma Bonaparte au carrefour du Diamant) et le « grand cours » (de la caserne aujourd'hui disparue aux premiers magasins qui précèdent la poste). Certains « sportifs » s'avançaient jusqu'au « Nord-Sud » ! C'était l'occasion d'un certain brassage des populations ; on y rencontrait aussi bien les jeunes des lycées que les vieilles demoiselles qui venaient « faire le cours » après le chapelet du mois de Marie à l'église Saint Roch ! Les groupes se faisaient et défaisaient au gré des rencontres dans une sociabilité naturelle. Tous étaient spectateurs, et tous étaient acteurs. Pourquoi « le cours » a-t-il disparu ? Peut-être parce que le brassage des populations et des générations n'a plus lieu dans l'Ajaccio 1987. Peut-être aussi, dans cette ville-spectacle, fallait-il que chacun soit partie prenante et acteur-spectateur ! Si on n'est plus acteur-spectateur de cette *comedia*

dell'arte permanente et généralisée, on s'isole dans une entité qui n'a plus de raison de jouer la « comédie » de la place publique, « le cours » disparaît !

Une certaine sociabilité de relations naturelles « courtes » a disparu ; les bars n'ont pu la maintenir. Les bars, de tous temps, ont été le lieu de la rencontre et des retrouvailles, le lieu du temps gratuitement passé ensemble ; ils s'inséraient dans un tissu : c'était le sacrement de la rencontre et non l'unique lieu de la rencontre qu'il est devenu aujourd'hui ! Le bar, le café d'Ajaccio 1950 avaient une clientèle fidèle ; il y avait le café bonapartiste, et le café républicain ; mais il était fréquent d'aller de l'un à l'autre selon l'ami rencontré. Aujourd'hui la clientèle de chaque bar est beaucoup plus spécialisée, compartimentée et surtout on va moins de l'un à l'autre. A part quelques « personnalités » partout à l'aise, la rencontre, le brassage se font beaucoup moins !

Même le cinéma (il y en avait deux : le Letitia et le Bonaparte) était vécu sous le double aspect du brassage et de la comédie acteur-spectateur. Le spectacle était au moins autant dans la salle que sur l'écran. Rosellini, dans le film *Roma*, montre les séances de cinéma « à la romaine » : mais la manière ajaccienne de 1950 y ressemblait fortement !

La plage était beaucoup plus concentrée qu'aujourd'hui : de Barbicaja au Scudo, avec une pointe au Ricanto. La voiture et la mobylette ont démultiplié les lieux de loisirs et de baignade. Et les plages d'aujourd'hui sont beaucoup plus la juxtaposition d'individus (ou de petits groupes) qu'une occasion de rencontres et de brassages.

Résultat de la mutation urbaine ? Cela n'explique pas grand chose. Livourne par exemple, toute proche, beaucoup plus importante et industrielle, a maintenu nombre de ces manifestations de sociabilité méditerranéenne. Une certaine sociabilité a disparu que rien n'a remplacé... Il ne s'agit pas ici de regret du passé, de manifestations « folkloriques », mais de la reconnaissance qu'un certain mode d'être a disparu, laissant un vide. Le charme du cours, c'était cette inter-connaissance, cette mémoire collective qui permettait à chacun de situer chacun dans son instant. Certes, cela n'allait pas plus loin que le *paraître* dans l'*instant présent*, mais ce paraître était situé dans une histoire (des familles) repérée et connue. Cela ne débouchait pas sur un avenir collectif ; c'était un présent vécu collectivement, une coïncidence de tous dans l'instant. Aujourd'hui, le temps est éclaté, chacun vit son présent avec l'angoisse de l'avenir sans support collectif, à part peut-être celui de la famille. Ce paraître et ce présent étaient *pour-les-autres* et *avec-les-autres*. Le regard de chacun sur les autres était chargé du poids de la longue connaissance des histoires familiales et des petites aventures individuelles. A la limite, c'est vrai, il n'y avait pas d'avenir collectif, mais le présent et l'avenir de chacun étaient épiés et commentés par tous, ce qui constituait une certaine trame de l'histoire. Aujourd'hui ces relations sont en grande partie abolies. L'individu y trouve une possibilité théorique de plus grande liberté, par opposition à « l'enfermement »

de nos villages... mais il ne peut y avoir recomposition des instants présents dans une histoire sans un projet collectif minimum. La fin de la ville-spectacle a tué une immédiateté du temps qui n'avait pas que des avantages ; mais l'absence de reconstruction de cette trame historique par des acteurs collectifs aboutit à ceci, que nul n'est en mesure d'explicitier un projet, personnel ou collectif. Chacun se situe dans des parenthèses où il peut s'exprimer personnellement sans être réellement en prise sur la ville.

Eclatement de l'espace

Cet éclatement du temps correspond à une explosion de l'espace. Dans Ajaccio 1950, l'espace urbain était confiné entre Sainte-Lucie et le parc Berthault : le stade Jean Lluís (où se trouve l'hypermarché Corsare aujourd'hui) était hors la ville ; les quartiers populaires côtoyaient, s'interpénétraient avec les quartiers bourgeois. Dans cet espace clos et refermé sur lui-même, le brassage était plus facile : même si les différences de classes marquaient le devenir de chacun, parmi nos amis d'enfance se trouvaient aussi bien ceux qui deviendraient proviseur de lycée ou industriel que plombier ou commis de bureau...

Aujourd'hui les quartiers sont non seulement homogènes mais aussi séparés ; la ségrégation sociale se lit géographiquement : quartiers populaires à l'entrée d'Ajaccio, quartiers résidentiels sur la route des Sanguinaires ; entre les jeunes de la Résidence des îles et ceux de Pietralba, un monde !

La prise en compte de cet espace géographique nouveau de la ville d'Ajaccio ne se fait que très lentement : il ne suffit pas de repaver joliment les trottoirs du cours Napoléon pour faire vivre le nouvel Ajaccio : comment réenraciner les habitants dans leurs quartiers, les quartiers dans la ville ? Depuis quelques années seulement les transports en commun desservent autre chose que l'axe ancien : chapelle des Grecs-cours Napoléon-Ricanto...

Eclatement du temps en instants présents vécus individuellement, éclatement de l'espace en une multitude de lieux spécialisés dont aucun n'est capable de recréer la totalité de la fête, du spectacle, de la vie...

Les jeunes et la ville

Les principaux consommateurs de la civilisation urbaine sont les jeunes ; la situation économique et sociale leur promet le chômage. Comment permettre l'épanouissement de ces jeunes, enrichir la ville de leur dynamisme, et les enracer ainsi dans une certaine tradition ? Comment leur permettre de se confronter aussi bien avec la tradition (la civilisation de la *paghiella*, pour faire court !) qu'avec la modernité (la civilisation de l'ordinateur, pour faire aussi court !) ? Ce doit être la tâche prioritaire de la ville.

Cela suppose une volonté politique se traduisant en équipements. Ainsi il n'y a que deux gymnases couverts en service à Ajaccio (le troisième est en reconstruction). Les jeunes qui ne sont plus confinés à Ajaccio font la comparaison : « A Istres, il y a treize gymnases ! ». Il faut créer les institutions permettant la rencontre des jeunes et de la ville (et, donc, de la Corse et de la Modernité).

Une nouvelle génération est née et a grandi à la ville, la ville ne s'en est pas rendu compte et se prend toujours pour un village. Les jeunes pourront-ils s'enraciner dans la ville et ainsi inventer une solution corse pour la ville ? Le conflit entre la ville et la jeunesse traduit de manière quasi transparente le conflit entre la Corse et la modernité. La réconciliation de la Corse et de la modernité passe par la réconciliation entre la ville et sa jeunesse... Si cette réconciliation ne se fait pas volontairement dans les années qui viennent, nous aurons une jeunesse apatride et déracinée, ou encore archaïque et dépassée.

L'intervention « étatique » nécessaire

Face à cette décomposition du tissu social dans l'espace et le temps, une intervention volontaire et efficace est nécessaire : les choses ne peuvent pas se faire d'elles-mêmes. L'individu isolé ne peut penser et reprendre la maîtrise de son espace et de son temps dans la ville ; il ne peut recomposer une globalité dynamique, il ne peut pas re-capitaliser ses expériences pour les assumer en un vécu volontaire, personnel ou collectif...

Pire ! L'homme du village qui descend travailler à Ajaccio (et depuis dix ans, la nouvelle génération de retraités qui achètent un appartement à Ajaccio au retour en Corse !) continue à se sentir *u frustere in Aiacciu* ; il rêve de revenir tous les week-ends dans son village. Sa vie quotidienne à Ajaccio n'est pas prise en compte, il n'est pas partie prenante de la restructuration des différents lieux de sa vie à Ajaccio, aussi s'évade-t-il dans la nostalgie du village mythique, rêvé, déréalisé : incapable de se situer activement du dimanche soir au samedi midi, il ne peut pas davantage se situer activement du samedi midi au dimanche soir lorsqu'il est au village. La passivité entretenue, surtout la non-recomposition de la vie quotidienne à Ajaccio entretiennent la passivité et l'illusion mythique dans le rapport au village !

Pour que les gens du week-end soient actifs au village et non de simples consommateurs, il faut que la ville soit habitée par des urbains actifs, réellement citoyens de leur ville. Une volonté de restructuration de l'espace et du temps dans le social, l'économique, le relationnel est nécessaire pour permettre la réappropriation de la ville. C'est le rôle de l'Etat.

Pour que la ville soit vécue comme ville par ses habitants, il faut que, anticipant sur cette réalité, les institutions municipales et administratives proposent un projet pour la ville et favorisent les fonctions urbaines qui permettent le regroupement de personnes : associations,

clubs sportifs, partis, etc. L'intervention nécessaire de l'Etat ne peut avoir pour but de se substituer à l'initiative, à l'invention personnelle ou collective, mais de les rendre possibles, de les soutenir, de les intégrer dans un minimum de projet collectif.

On se plaint qu'il n'y ait pas plus de cinquante personnes pour écouter un concert de qualité à la salle des congrès d'Ajaccio. Mais sans une éducation conviviale les plus grands virtuoses ne feront pas naître l'appétit musical.

Les difficultés spécifiques de l'invention de la ville en Corse

Première difficulté : quand un bourg devient ville (sans parler des « villes nouvelles ») cette mutation s'inscrit, sur le continent (français ou italien), dans un réseau de relations interurbaines, qui contribue à inscrire la ville dans les mentalités autant que dans la géographie. Même la concurrence avec d'autres villes proches (rivalités, solidarités, œuvres communes) aide la nouvelle ville à se définir à la fois spécifique et appartenant à la réalité urbaine commune. En Corse, aucune « continuité territoriale » ne peut inscrire les villes dans un tissu interurbain : la mer est là.

Plus grave. Nous ne disposons pas de passé de ville corse. La ville n'a jamais été un phénomène corse, mais d'abord un fait côtier, colonial (génois ou français), extérieur à la réalité corse qui était « l'intérieur ». Un connaisseur de la vie ajaccienne, Etienne Leca rappelait récemment (*Nice Matin*, 24-3-1987) que, par le décret du 15 février 1592, le sénat de Gênes subordonnait le bénéfice de la citoyenneté ajaccienne « au renoncement de la qualité de Corse... Toute distinction légale entre les Ajacciens ne disparaîtra qu'en 1743 ». Réciproquement Aiacciu est devenu Ajaccio grâce aux services de l'Etat français : préfecture départementale puis régionale, conseil général puis assemblée de Corse, directions départementales puis régionales des différentes administrations (en particulier l'Education nationale : de l'ancien vice-rectorat au rectorat actuel avec les services académiques), région militaire, etc. L'Etat français a créé le développement d'Ajaccio et si *i Aiaccini* étaient des Corses parmi d'autres, les Ajacciens de 1987 sont une entité nouvelle incapable de se définir, au détriment de la Corse de l'intérieur. Il a fallu sans doute attendre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e (Emmanuel Arene ?) pour que la ville émerge comme réalité en Corse : si, à cette époque, Ajaccio et Bastia deviennent des villes corses, c'est sans doute parce que la Corse de l'intérieur alors se francise.

Autre difficulté : une ville s'appuie sur son arrière-pays, sur le *sub-urbs* (banlieue industrielle, zone vivrière ou montagne touristique). Une dialectique de développement réciproque doit s'instaurer entre la ville et son environnement. Or nos deux villes se situent dans un « intérieur » vide de toute activité : Porto-Vecchio, la troisième ville corse, semble l'heureuse exception. Seules quelques poches rurales jouissent encore d'une certaine possibilité de survie ; leur état est critique et appelle une inter-

vention rapide ! Deux oasis urbaines au milieu d'un désert montagnard peuvent-elles vivre ? La paralysie de la ville, ou son développement anarchique, conduit à la mort de l'intérieur, et l'absence d'activités sociales et économiques dans l'intérieur rend fragile le développement de la ville.

La ville, qui aurait dû être le lieu par excellence de l'appropriation mutuel de l'Etat et de la Corse, devient le lieu caricatural de la non-existence (et donc de la dégradation) des rapports entre la Corse, les Corses et l'Etat.

5. La Corse et l'image que les Corses se font d'eux-mêmes

Les rapports difficiles que les Corses entretiennent avec l'Etat viennent peut-être de la difficulté qu'ils éprouvent à définir leur identité : la chose est sans doute ancienne. Chaque Corse est effectivement très attaché à sa famille et à son village mais s'interroge sur la réalité de la Corse et des Corses.

De ce point de vue, tout ce qui peut contribuer à donner aux Corses une image plus concrète, plus réelle d'eux-mêmes et de la Corse est positif, aide au développement de la Corse.

Le Statut particulier

Quels que soient les limites et les échecs du pouvoir socialiste français en Corse, il a fait œuvre durable en instituant le Statut particulier. Cette institution exprime une volonté de l'Etat de se rapprocher des Corses et de la Corse. C'est une œuvre de démythification du rôle de l'Etat, et du rôle d'intermédiaires des élus. Tant que l'Etat est lointain et arbitraire, il a ce caractère magique et irréel qui fait qu'on ne risque rien à tout lui demander : on ne peut savoir quelle est sa responsabilité, ni quelle est *ma* responsabilité. A partir du moment où les choses sont mises à plat, où on négocie des contrats Etat-région (quelles que soient l'insuffisance ou la facticité de ces contrats) : plus important que le contenu des contrats est le fait de leur existence.

De même, plus important que de savoir qui exerce le pouvoir exécutif de l'Assemblée de Corse, est le fait que les composantes représentant le « peuple corse » se retrouvent assises, les unes à côté des autres, sans que nulle ne puisse exclure l'autre.

Le Statut particulier et l'Assemblée de Corse jouent un rôle d'appropriation mutuel de l'Etat et des Corses. (De ce point de vue, il est préjudiciable que l'on ait fait marche arrière en revenant au scrutin départemental après avoir expérimenté le scrutin régional.) En définitive, le Statut particulier est le signe visible donné aux Corses d'une reconquête d'eux-mêmes dans une structure institutionnelle.

C'est un miroir qui nous renvoie une certaine image de nous-mêmes ; évidemment, cette image ne fait plaisir ni aux élus mis sur le devant de la scène alors qu'ils préféreraient moins de lumière, ni aux Corses qui trouvent dans l'Assemblée de Corse le reflet caricatural d'eux-mêmes.

Il est difficile de dire ce que le Statut particulier et l'Assemblée de Corse changeront dans les mentalités : l'histoire est trop récente et les péripéties anecdotiques masquent la réalité des enjeux et des prises de conscience. Il est certain que les nationalistes indépendantistes, après avoir dénoncé le piège (*a trapula*), après avoir quitté l'Assemblée de Corse, ont pris la décision d'y revenir : c'est bien qu'il s'y passe quelque chose et que leur absence était inconcevable. Leur position n'est pas facile entre la présence « information/dénonciation » et une politique de la chaise vide. Mais le fait est là !

Etape difficile de la prise de conscience de soi : tout n'est pas possible ; il y a des limites que l'incantation ne réussit pas à déplacer !

Des instruments d'action globale : l'INSEE et le Parc régional

Dans un esprit de logique, on dira : le meilleur moyen pour construire valablement l'avenir est de disposer d'instruments adéquats. On pensera qu'une connaissance exacte des réalités corses permettra de s'attaquer à la construction. Il est possible que le chemin inverse doive être fait : commençons à construire, nous verrons ensuite comment adapter progressivement nos instruments à une réalité qui se définit au cours de la construction. Tel est me semble-t-il le cas de l'outil INSEE en Corse.

Sans mettre en cause la compétence et l'honnêteté intellectuelle des chercheurs et enquêteurs de l'INSEE, force est de reconnaître qu'ils partent sur des données fausses : celles de la population de nos villages, du nombre réel d'agriculteurs, de l'économie réelle, etc. Doivent-ils désespérer et penser que leur travail est inutile ? Non, d'abord parce qu'ils nous forcent à regarder la réalité en face, ce qui est plus important que les chiffres ; ensuite parce que plus ils avancent, plus nous avançons et sommes obligés de réduire le décalage entre l'image que nous voudrions avoir de nous-mêmes et la dure réalité que nous craignons de voir. Rôle pédagogique de l'INSEE pour la Corse entière.

De la même manière, l'instrument Parc régional naturel corse fait avancer les choses : le rôle de compromis actif joué entre les forces en présence sur le terrain, qui se traduit par des réalisations concrètes (SIVOM, *a casa pastureccia...*), et par la qualité des hommes sur le terrain ; le Parc devient un lieu où les expériences locales ou micro-régionales de développement sont « capitalisables », peuvent être suivies et commentées, enrichir la réflexion commune. Dans l'état actuel des choses, le Parc est l'un des rares instruments dont nous disposons en Corse qui puisse servir, difficilement certes mais efficacement, les hommes encore à « l'intérieur », les communes qui font le pari du développement, la nature corse dans sa réalité écologique, la Corse dans son ensemble.

Des miroirs de la réalité corse : RCFM et FR 3 Corse

Faut-il insister sur les conflits qui ont opposé l'Assemblée de Corse aux moyens du service public radio (RCFM) et télévision (FR 3 Corse) ?

Quand le miroir me dérange, la meilleure solution n'est peut-être pas de le casser. Il est sans doute plus important de voir à quel point ces services publics d'information apportent un changement profond dans les mentalités, chacun selon sa spécificité.

Les manifestations autour du limogeage de Sampiero Sanguinetti dépassaient les militants politiques traditionnels : s'y manifestait un réel attachement à ce qui est devenu une institution : *Corsica sera*, le journal télévisé local de FR 3 Corse. La portée symbolique immédiate de l'image télévisée la rend significative de la totalité de la Corse dans sa diversité même : l'image d'une vieille allumant son four pour *e bastelle de i morti* dans le Cruzzini, plus que l'image de telle vieille bien précise (elle n'est *zia francesca* ou *zia Maria* que pour ceux qui la connaissent), est l'image de toute une Corse qui vient m'interpeller... Le mécanisme est double : le sujet a été filmé donc il est important, il me renvoie à mon village en même temps qu'il me fait participer à une prise de conscience collective.

RCFM, grâce au media utilisé et à une plage horaire beaucoup plus large, joue sur la différence et l'accumulation de réalités spécifiques. L'histoire (des villages et de la Corse) et la langue corse y sont davantage présentes. Par le téléphone et, maintenant, le minitel, l'auditeur est présent. On retrouve un peu, autour de RCFM 1987 la radio populaire des années 1950-1960 : les animateurs sont des membres de la famille...

Corsica sera (plus généralement FR 3 Corse) et RCFM sont des événements médiatiques qui, à la fois, sont rendus possibles par la volonté de l'Etat en Corse, et rendent possible une prise de conscience plus structurée de la réalité corse par les Corses. A partir du moment où la Corse est montrée telle qu'elle est, est dévoilée, mise au jour, les rapports de force cachés sont modifiés du fait même de leur mise en évidence (se souvenir de tel *cunfrunti* ou de l'émission de Pierre Mari à Biguglia, etc.).

Pour une meilleure prise de conscience de la réalité

Se rencontre ici le rôle de toute parole artistique (chant, cinéma, vidéo, photo, poésie, etc.) ; prononcée, elle intervient dans la prise de conscience de la réalité, dans la prise de conscience aussi de nous-mêmes. Pourtant si cette parole cherche de manière explicite à proposer une image précise de la réalité, elle risque de ne pas être entendue. Il nous est impossible de progresser dans la prise en charge de la réalité sans la reconnaissance de nous-mêmes, mais cette reconnaissance ne peut progresser que par un rapport actif à la réalité.

Nous touchons ici au rôle de tout appareil extérieur à l'Etat mais pouvant contribuer à la structuration de la Corse et des Corses. Dans cette perspective, sans doute faut-il réserver une place spéciale à l'Eglise catholique : profondément liée à l'histoire des Corses et de la Corse, elle est présente de manière spécifique dans le plus éloigné des villages de montagne (l'attachement à la paroisse et à l'église du village dépasse

la foi explicite), elle dispose d'un appareil de « permanents », certes vieilliss mais encore capables de faire appel à des bonnes volontés, et, pour peu qu'elle ait un leader médiatique comme le précédent évêque Jean-Charles Thomas, elle peut être un lieu de reconnaissance mutuelle : respect du spécifique local, dépassement du particulier au nom d'une foi commune, revitalisation du particulier par l'appartenance à un corps plus global. N'est-ce pas la démarche qui devrait inspirer d'autres institutions que l'Eglise et spécialement les institutions étatiques ?

Notre génération arrivera-t-elle à réconcilier les Corses, la Corse et l'Etat ? Si nous n'y arrivons pas, cela se fera d'ici vingt ans mais sans nous : les équipements de production se feront, les villes s'organiseront, l'informatique s'installera... sans nous ! Beaucoup d'entre nous ont choisi la Corse ; ils ne peuvent oublier les nécessaires contraintes d'une prise de conscience de l'Etat. Un certain nombre d'entre nous luttent pour que soit reconnue la place qui revient à l'Etat, ni magique, ni omniprésent ; ils ne peuvent en oublier la Corse et les Corses, concrets et non rêvés !

Sur un édifice public occupé, de jeunes artistes ont écrit : *Simu a vita*.

Vico, Couvent Saint François, mars 1987

NOTES

1. Pasquale Paoli, *Correspondance 1755-1769*, Edt. Serre.

2. Un des signes les plus patents du lien du Corse à son village, qui montre qu'il y a là plus que la moderne recherche de ses racines : même le Corse « de la seconde génération » né sur le Continent, qui a passé toute sa vie sur le Continent, reviendra pour être enterré dans le cimetière de son village. Lourde contribution au culte des morts que rendent les quelques permanents de nos villages en accompagnant tous leurs *paesani* dans leur dernier itinéraire vers la terre corse !

EVOLUTION DE LA CLASSE POLITIQUE DEPENDANTE EN SITUATION DE COMPLEXITE SOCIALE ACCRUE

Alberto MERLER

L'existence, dans la culture, dans la pratique sociale et politique, de ressemblances entre sociétés et peuples méditerranéens, ne doit pas conduire à une simplification de l'explication ou à une généralisation renvoyant à une « nature commune » ou à une « culture commune ». L'histoire abonde de telles ressemblances, de la diversité des élaborations locales et de la spécificité des rapports qui ont différencié ou rapproché ces sociétés¹. Des éléments de différenciation, considérés dans un contexte particulier ou dans une certaine période, peuvent donner lieu à des significations différentes, et vice-versa dans une dynamique de mutations.

Ainsi, une certaine façon de se poser par rapport à l'Etat et, par conséquent, d'organiser les rapports internes, peut effectivement dériver de la situation générale de dépendance que connaissent une grande partie des régions méditerranéennes, particulièrement les îles et les pays du Sud de la Méditerranée. L'expérience commune peut avoir engendré des pratiques communes (partagées, du reste, par d'autres régions dépendantes du monde) qui pourtant se différencient dans le fonctionnement concret, les formes, les fonctions sociales, les groupes concernés, les justifications collectives, les rapports et le « vécu » de chacun.

Peut-être affirmera-t-on alors que la « culture méditerranéenne » contemporaine est le fruit d'une dépendance prolongée, de son adaptation aux structures dominantes². Mais, aujourd'hui, ces traits communs s'actualisent de façons si différentes qu'il est difficile de regrouper

toutes ces aires sous une même dénomination de « culture méditerranéenne ». Tout au plus pourrait-on parler d'une « culture de la dépendance » qui s'est spécifiée dans les régions méditerranéennes mais que l'on peut également rencontrer dans d'autres régions dépendantes du monde.

Il est certes plus facile de relever des ressemblances, des affinités entre des régions limitrophes ou voisines ; surtout, de saisir des similitudes dans la dynamique, la direction du changement, et l'adaptation dans des contextes proches par les choix stratégiques qui gouvernent les pays et les alliances du monde (blocs économiques et politiques, régions juridiques et de gouvernement, systèmes militaires, organisations communautaires, internationales ou intergouvernementales, données culturelles, idéologiques, religieuses, éthiques, etc.).

Sans doute, n'est-il pas risqué d'affirmer que ce qu'on appelle improprement aujourd'hui la « culture méditerranéenne » n'est guère différente de la dépendance. Les formes concrètes que celle-ci revêt progressivement et ce qu'elle rejette du passé ne sont rien d'autre que les rapports concrets de dépendance, s'actualisant chaque fois selon les possibilités locales (par exemple, formes concrètes de la politique, modes d'action de l'administration publique, signification et objectif des politiques sociales, négation du rapport communautaire, étouffement des initiatives locales, diminution des ressources endogènes, exploitation anarchique des potentialités économiques locales, folklorisation de la culture locale, abaissement de la qualité de la vie, nécessité d'émigrer, etc.).

Il s'agit de formes en évolution constante — en dépit d'une apparente stagnation — toujours orientées, à moins de nouveaux facteurs, par le contexte du rapport de dépendance. Cette prédominance existe même lorsqu'elle apparaît comme une adaptation indispensable en termes d'innovation et de modernité, ou comme un avantage immédiat pour les dépendants (par exemple, transferts publics destinés aux aides et à l'assistance, perfectionnement du fonctionnement de la démocratie représentative, rationalisation économique, etc.).

Pour les structures politiques et leurs modalités de fonctionnement, il en résulte que le *clan* actuel en Corse peut être interprété comme la forme concrète que l'Etat a réussi à s'y donner, de même que la *classe notariale* apparaît comme la forme qu'il s'est donnée en Sardaigne³.

Formes politiques de la régulation sociale et de l'articulation à l'Etat

Les formes concrètes que l'Etat réussit à se donner pour fonctionner sur le plan politique, administratif et financier dérivent de l'utilisation et du recrutement des éléments localement disponibles déjà là ou adaptables dans une structure modifiée. Ainsi des éléments culturels, comme les institutions sociales et juridiques existantes, peuvent être utilisés grâce à une adaptation qui en transforme totalement le contenu tout en

donnant l'apparence d'une continuité avec ce qui était enraciné dans le mode de vie et la culture locaux⁴.

En réalité, le rapport de fonctionnalisation est double : il est intérieur-intérieur et intérieur-extérieur. Le champ offert à celui qui est capable de gérer ce rapport (personne, groupe, classe, ethnie, organisation, etc.) est celui de la médiation et de l'exploitation des situations qu'offre la médiation. L'objectif est de garantir la permanence de l'état de dépendance, en réajustant progressivement sa forme et en maintenant les équilibres sociaux, même en cas d'importants changements structurels ; ce qui a pour conséquence de complexifier les rapports sociaux.

Dans des situations de capitalisme avancé (situations française et italienne, encore qu'elles soient bien différentes), la dépendance a trouvé, au cours de ces dernières décennies, d'autres fortes connotations dans le système d'assistance ; aujourd'hui celui-ci fournit certains des principaux instruments aux mains des groupes sociaux qui gèrent en intermédiaires la dépendance (clans en Corse, bourgeoisie notariale en Sardaigne)⁵. Le système clientéliste, dans ses multiples variantes, a ainsi acquis une nouvelle signification et un regain de vitalité. Mais, le clientélisme et la corruption ne sont que des moyens, des caractérisations formelles particulièrement visibles, qui peuvent conduire à une erreur d'interprétation : considérer comme « essentiellement identiques » toutes les sociétés dont ils sont l'apparence (sociétés méditerranéennes et sociétés asiatiques, sociétés bureaucratiques et sociétés planifiées, sociétés de montagne et sociétés latino-américaines ou africaines).

En fait, leur fonctionnement est très diversifié, modelé par des ajustements historiques spécifiques en dépit de la constance du clientélisme ; celui-ci prend valeur d'archétype, de mode de comportement dont on ne peut déroger en situation de dépendance : les relations intérieur-extérieur, communauté-Etat, famille-sphère politique, personne-espace public, culture-raison, y sont toujours l'objet d'une prévarication qui atteint le second terme de la relation⁶.

La complexité croissante de la société post-industrielle et les nouvelles formes de régulation sociale sont facilement évoquées pour démontrer l'inadéquation de la culture traditionnelle face au présent, à l'innovation et à la modernisation. L'espace de la gestion de ces processus acquiert un poids social croissant qui ne fait que renforcer les groupes sociaux intermédiaires. En effet, la complexité sociale accrue fonctionne sur plusieurs plans et impose de trouver constamment des formes adéquates de gestion, de contrôle et de régulation : a) vers l'intérieur, dans le processus de mutation constante ; b) vers l'extérieur, dans l'adaptation permanente des formes du processus de dépendance ; c) dans le système politique : adaptation des structures dans le sens de l'amélioration du jeu démocratique formel, du processus d'autonomie, de l'organisation du consensus et de la confiance ; d) dans le processus de développement économique, en trouvant des solutions qui évitent la baisse du niveau de vie au dessous d'un minimum ; e) dans l'élaboration des justifications idéologiques et culturelles (rôle des

intellectuels, usage des communications de masse, création d'un nouvel imaginaire collectif, etc.)⁷.

Le groupe dirigeant devient ainsi, dans la réalité dépendante, le véritable pivot du rapport de dépendance et un élément de flexibilité et de réarticulation dans des situations changeantes ; aussi doit-il faire preuve de capacités d'adaptation, de transformation de ses modes de paraître, sans toucher à sa fonction : se transformer, par exemple, en classe dirigeante polyvalente, moins bureaucratique et plus moderne, « technologiquement plus avancée », moins liée à l'hérédité, plus mêlée à la vie sociale, fonctionnant par degrés successifs de cooptation ou de légitimation. Si persiste la dépendance, une organisation comme celle du clan en Corse n'est pas nécessairement destinée à s'éteindre, même pas dans le cas d'un espace d'autonomie régionale, d'un manque d'efficacité et d'une impasse : il suffit qu'il sache se transformer, perdant, peut-être, quelques-uns de ses traits les plus extérieurs, modifiant certaines de ses pratiques (comme la fraude électorale), distinguant plus nettement sphère privée du *partitu* et sphère publique à construire, élargir et considérer comme espace contrôlable, fonctionnel à son existence et à son renforcement⁸.

On peut le penser parce que le clan a déjà, semble-t-il, perdu sa justification historique la plus profonde, celle qui le légitimait le plus : la défense de la communauté contre les empiètements de l'Etat, selon le schéma du dualisme structurel qui place le clan en opposition à l'Etat ; le clan fait aujourd'hui partie de l'Etat, il est une articulation de la dépendance. Dans cette lente évolution, qui est également une remise en cause des termes de la dépendance, devient fondamentale la transformation du clan-*partitu* en classe sociale (élite décisionnelle, groupes et organisations de support social), qui est plus à même d'assurer une articulation plus profonde et plus complexe de la vie contemporaine, et d'assumer, ne serait-ce qu'en apparence, le rôle d'interlocuteur, dans le soi-disant « défis du développement ».

Les modes de fidélité et les codes de comportement qui s'y attachent peuvent également subir des modifications de grande ampleur lorsque l'on passe d'un système clanique binaire à une classe politique socialement diffuse, se répartissant entre plusieurs partis ou organisations, mais rendue plus cohérente selon des modalités beaucoup moins immédiates et plus souples, par une fonction de direction collective dans la gestion de la dépendance (pouvant revêtir les formes de l'autonomie).

Le clan comme défense de l'appartenance : l'abus de l'identité

Pour illustrer le rapport originaire, mais toujours présent, au moins au niveau de l'image, entre *partitu* et population corse, avec ses liens de fidélité, de communauté fraternelle et ses valeurs de loyauté, d'honneur, de dignité, d'amitié et de justice, je me référerai ici à un exemple apparemment fort éloigné.

Au moment où se précipitaient les événements qui devaient conduire l'Espagne à la guerre civile, Diego Martinez Barrio, chargé par le président de la République Manuel Azana, après la démission de Casarès Quiroga, de former un gouvernement républicain de centre-gauche modéré et de « conciliation », réussit à téléphoner au général Mola qui, de Pampelune, dirigeait la révolte militaire visant à prendre le pouvoir. Aux offres de conciliation faites par Martinez Barrio au nom du gouvernement républicain, Mola répondit négativement et justifia sa position en déclarant parmi d'autres choses : « Vous, vous avez vos partisans et moi les miens. Si nous parvenions à un arrangement, nous trahirions nos idéaux et nos hommes. Nous mériterions tous les deux d'être lynchés?... ». Dans les groupes de loyauté, le sentiment qui lie la base à son chef trouve son équivalent dans un sentiment identique qui guide la conduite du chef, en raison de la puissance du groupe partisan sur son chef même.

L'évolution subie durant ces dernières décennies par les rapports clan-peuple et clan-Etat, permet-elle de considérer que ce rapport étroit est encore valable ? Ou bien, au-delà des apparences, ne s'agit-il aujourd'hui, pour les clans, que d'un jeu de partis, puisque tous deux appartiennent à la forme-Etat rendue effective par la dépendance ? Toutefois, au-delà du réseau de la clientèle, de la corruption et du népotisme, persiste une image de positivité, de corsité (*cursichezza-cursitudina*), d'appartenance à la terre et à ses valeurs les plus positives, qui, on peut le penser, constituent une barrière contre une plus grande pénétration et de plus graves abus¹⁰. Il semble que ré-émergent des motivations anciennes de solidarité et d'autonomie qui expliquent l'existence du clan et le justifient non seulement comme élément de représentation de la Corse, mais comme élément caractéristique de chaque communauté.

Peut-être le point faible du clan, dans sa fonction de représentation populaire, basée sur la confiance, réside-t-il précisément dans ce fait que, depuis très longtemps désormais, il ne représente plus une communauté existentielle (de mœurs, de vie, d'intérêts, d'expériences), mais tente d'embrasser une dimension plus généralement corse qui dépasse de loin la communauté familiale et surtout villageoise. Là semble résider une autre difficulté parmi les nombreuses que rencontrent l'unité et la communauté d'intentions de la Corse (c'est aussi le cas en Sardaigne et en beaucoup d'autres groupes humains qui, historiquement, ont vécu leur appartenance essentiellement dans les limites de rapports immédiats) ; celle de la définition de la « nation corse » dont le clan qui, en la niant politiquement, s'en fait le représentant sur le plan culturel et social. Dans ce passage de la « communauté » à la « nation » (ou, pour reprendre les termes de Toennies, de la « communauté » solidaire à la « société » contractuelle, ou encore en se référant à Comte du « mécanique » à l'« organique ») et du « particulier » au « général », le clan — qui jusqu'à présent a su résister — n'a pas su trouver une dimension culturelle propre suffisamment large. Sans doute pour trois raisons : parce qu'il a remplacé la communauté par l'Etat au lieu de lui substituer la nation ; parce que, de toute façon, la nation ne peut pas s'identifier

à la petite communauté ; enfin, parce qu'un processus de maturation politique moderne ne peut se fonder sur un groupe de « partisans » mais réclame un peuple de citoyens.

Le clan, se donnant à la longue comme une articulation de l'Etat (le terme externe de la structure dans le rapport de dépendance), n'arrive pas à s'identifier, ne serait-ce que dans la sphère de l'action politique, au symbole de l'appartenance. Et, pourtant, sa force réside précisément dans cette délégation représentative qui devrait permettre, dans les interstices de la dépendance et dans le cadre du *welfare state*, de canaliser certains avantages en faveur de l'île. En période de grand changement et de crise économique, il n'est pas facile d'obtenir et d'accroître de tels avantages ; bien au contraire, certaines inégalités s'accroissent alors (inadaptation des aides sociales, inégalités des revenus, et de la qualité de la vie, chômage et exode rural, etc.) En même temps, par suite du développement culturel mais aussi sous la poussée de situations réelles engendrées par la dépendance et l'assistance, la réflexion sur l'identité sociale et culturelle s'intensifie, et se dramatise. *U partitu* n'arrive plus à se présenter comme interprète et représentant légitimes face à l'Etat, parce que son histoire récente en fait l'artisan de la situation présente, le réfère à l'altérité étatique dans le dualisme de la dépendance, le stigmatise comme élément extérieur dans une redécouverte et une reconstruction de l'identité culturelle et sociale. Dans ce climat nouveau, le comportement, les pratiques du clan peuvent apparaître comme des abus, à ceux qui lui ont fait confiance, ou comme une usurpation de titre (le bien de la Corse) à ceux qui ne la lui ont pas accordée.

Autonomie, développement, dépense publique : adaptations possibles des structures politiques

On pourrait supposer que si la structure centraliste et centralisatrice caractéristique de l'Etat français a, par le passé, facilité le rôle du clan dans la gestion de la chose publique, l'atténuation de cette structure grâce à la décentralisation et aux concessions d'autonomie régionale devrait conduire à la disparition du champ d'action traditionnel des clans, voire permettre la création d'un espace public réel soustrayant l'action politique à sa privatisation de fait opérée par le système binaire clanique ¹¹.

Mais un tel changement présuppose des conditions fondamentales insuffisamment remplies voire totalement inexistantes dans l'expérience historique de la plupart des régions dépendantes (dont la Corse et la Sardaigne). Un de ces présupposés a trait à *l'inégalité de l'autonomie* conçue non seulement comme institution juridique aux contenus et attributions plus ou moins vastes, mais, aussi et surtout, comme facteur de perméabilité de la société tout entière : adhésion populaire, image de la vie publique (on ne peut concevoir une « autonomie » reproduisant

la centralisation étatique au niveau régional, reconstruisant le centre décisionnel et les périphéries de la décision), possibilités d'extension des compétences et des savoirs, possibilités d'intervention réelle et rapide en ce qui concerne les besoins des personnes, participation démocratique qui ne soit pas seulement formelle, transparence de l'action gouvernementale, etc. Tout cela, au moins, en termes tendanciels, comme « signal » d'un cours différent, d'un processus qualitativement différent.

L'implication immédiate d'un tel choix est ce que nous pourrions appeler le *facteur de la théorie, de la pratique et de la culture du développement*¹², soit un facteur qui conduise à des mesures concrètes pour sortir de la dépendance, tenant compte de l'insertion dans une économie de marché et des limites des ressources et capacités locales. La classe dirigeante est ici posée en face du problème de ne plus pouvoir gérer de façon presque discrétionnaire les énormes ressources des aides publiques qui affectent également le système économique local. Cette gestion a, depuis toujours, conféré prestige et pouvoir, créé des liens entre personnes et entre groupes sociaux, sans permettre un décollement économique et ainsi, en un mot, accru la dépendance et ses possibilités de reproduction. Cette situation soulève, par exemple, ce problème central pour les groupes dirigeants des régions dépendantes de ne plus pouvoir revendiquer (ou du moins de ne plus pouvoir le faire autant qu'auparavant) aides, interventions extraordinaires, intégrations, etc. au nom d'une logique réparatrice de privations ou de torts subis ; elle les contraint au contraire, de façon beaucoup plus pressante, à proposer des solutions, à résoudre certains problèmes de manière autonome (ce qui est, également, de l'autonomie !), à programmer et évaluer les résultats obtenus, à allouer avec prudence les moyens disponibles et rendre productives les potentialités. Dans cette optique, le rôle d'un *entreprenariat*, qui ne se fixe pas comme objectif l'utilisation prioritaire (ou unique) et perpétuelle des aides ou des soutiens offerts par la puissance publique, apparaît crucial. On se réfère ici à un *entreprenariat* capable d'auto-gestion, qui peut être individuel ou collectif, coopératif, voire communautaire¹³. On ne peut pas, non plus, concevoir le développement comme exode, comme émigration systématique et permanente de la population, en misant pour le maintien de l'équilibre local sur l'apport de remises ou de pensions. Totalement différente est la mobilité, même géographique, de la force de travail qui permet les comparaisons et l'acquisition de connaissances, l'apprentissage et l'expérimentation de techniques de production, la poursuite de carrières professionnelles et la réalisation de libres choix personnels.

Les questions relatives à l'autonomie et au développement conduisent directement aux problèmes des politiques sociales qui mettent immédiatement en cause *les critères, les modalités et les temps de la dépense publique*. Le premier problème que rencontrent les groupes dirigeants est d'avoir à tenir compte de l'étroitesse des ressources ; elles ne peuvent se dilater proportionnellement aux nécessités, ne peuvent être gon-

flées en fonction des exigences de la base sociale, comme l'ancienne pratique du système d'assistance et des clientèles le laissait supposer. Il devient alors nécessaire d'inaugurer une politique de limitation de la dépense publique, au moment même où l'autonomie permettait de penser que l'on pourrait agir plus librement. Devient surtout indispensable une façon différente de dépenser, qui porte davantage son attention sur le service public et moins sur les faveurs personnelles ou sur l'intérêt particulier du clan, qui veille au bien général ou au concret objectif des besoins exprimés, plutôt qu'à l'évaluation subjective des avantages à tirer de chaque intervention pour son propre groupe ou pour soi-même.

Tout cela conduit à une complexification du fonctionnement non seulement de l'appareil public mais également des rapports sociaux. Le clan n'apparaît plus alors comme un instrument de simplification (ou de « décomplexification »), parce que d'une logique individuelle on passe à une logique du bien général qui brise le cercle de la dépendance ; il s'identifie désormais avec le maintien de la dépendance. En outre doit être vérifiée la capacité réelle à gouverner des groupes dirigeants dépendants locaux, tant au plan général de l'interprétation d'une société complexe qu'à celui de la gestion concrète qui exige souplesse intellectuelle et préparation professionnelle : soit deux choses peu fréquentes parmi les groupes dirigeants dépendants non par manque d'intelligence, de perspicacité, de capacité d'apprentissage ou d'efficacité, mais, tout simplement, parce que leur énergie a été orientée vers le maintien des conditions et de l'exploitation propres aux situations dépendantes.

Le développement de la dépendance est la condition nécessaire de la perpétuation du pouvoir (qui trouve bien entendu des justifications idéologiques et culturelles) des groupes dirigeants : clan en Corse, bourgeoisie notariale en Sardaigne, etc., tant au niveau local qu'au niveau régional ou à celui d'une entité étatique. Les groupes dirigeants le savent et ne dirigeront en conséquence jamais un processus de réelle diversification, de démocratie, d'indépendance, d'autonomie effective et de liberté. D'autres forces sociales, un autre processus de maturation et une autre capacité de proposition seront nécessaires.

Les groupes dirigeants ne procéderont à des transformations que dans la mesure où ils pourront les contrôler, même si, à ces transformations, ils donnent des noms ronflants tels qu'autonomie, indépendance, développement, progrès, liberté, etc. Mais le processus de mutation, les poussées sociales, les nouvelles énergies sont autant de forces qui peuvent donner un contenu à ces façades, un sens plein à des termes qui, autrement, ne seraient que des trompe-l'œil. S'il n'en était pas ainsi, le système clanique des « partis personnels et de famille » remporterait encore une victoire en Corse, renvoyant l'alternative à une prochaine opportunité historique, si tant est qu'elle puisse exister pour les Corses ¹⁴.

NOTES

1. Sur le concept de « changement social », voir en particulier : W. Ogburn, *Social Change*, Huebsch, New York, 1922 ; W.E. Moore, *Social Change*, Prentice-Hall, Eng'wood Cliffs, 1963 ; L. Cavalli, *Il mutamento sociale*, Il Mulino, Bologna, 1970. Pour les fondements de ce concept voir des auteurs classiques comme Comte, Spencer, Marx, Neber, Veblen, Sorokin, Parsons.

Pour une référence spécifique à certaines dynamiques sociales prises en considération dans cet article, voir F. Toennies, *Gemeinschaft und Gesellschaft*, O.R. Reislad, Leipzig, 1887 et les éditions suivantes ; voir en particulier dans le livre I, la comparaison entre la « Théorie de la communauté » et la « Théorie de la société » ; dans le Livre III, « Les formes de la volonté associée : la collectivité et l'Etat » ; dans l'Appendice, « L'équivalent de la communauté » et « Les ères ».

2. Par *dépendance*, on entend une structuration particulière du rapport non paritaire entre deux termes. Soit une structure qui ne se définit pas par elle-même, mais par un rapport de subordination à une autre structure qui l'oriente, la conditionne et la contrôle. La structure « dominante » est extérieure à la structure subordonnée mais, en fait, fait partie du même ensemble qui ainsi se définit structurellement et idéologiquement par les mêmes liens et par les rapports qui progressivement se créent au cours de l'histoire. Les termes de ce rapport ne peuvent pas se renverser spontanément ; seule la structure dominante décide d'éventuelles modifications du rapport ou des processus de transformation mêmes. Le modèle exogène informe les comportements endogènes, cherche à absorber même les divergences, à adapter à son profit les décisions grâce à des éléments d'accrochage et de reformulation propres à la structure dépendante (personnes, éléments culturels, transformations institutionnelles, etc.). Ces moments organisationnels, institutionnels, productifs, idéologiques qui permettent l'application réelle du modèle de la dépendance, nous pouvons les appeler « agences de la dépendance » ; celles-ci doivent leur existence, leur renforcement et leur élargissement à la persistance et à la consolidation du modèle dépendant même. Sur ces conceptualisations, voir A. Merler, *Il quotidiano dipendente*, Iniziative culturali, Sassari, 1984 ; et, « Elaborazione culturale e ruolo Intellettuale nei processi di cambiamento dipendente », in *Quaderni bolotanesi*, 10, 1984 ; ainsi que, pour d'autres auteurs, S. Amin, *Le développement inégal*, Editions de Minuit, Paris, 1973 ; O. Ianni, *Sociologia da sociologia latinoamericana*, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1976 ; A. Touraine, *Les sociétés dépendantes*, J. Duculot, Paris, 1976 ; J.N. Taveres, *Autoritarismo e dependência*, Achiamé, Rio de Janeiro, 1979 ; F.H. Cardoso, J. Serra, « As desventuras da dialética de dependência », *Estudos CEdRAP*, 23, 1980. Voir également le concept d'écodéveloppement : I. Sachs, « Développer les champs de planification », *Communautés - Archives de Sciences Sociales de la Coopération et du Développement*, 67, 1984.

3. Le clan se présente essentiellement comme « parti de famille », comme « parti privé » : la locution corse même (*u partitu*) met en évidence cette caractéristique. Selon José Gil, le clan « (...) est un système politique, une organisation de pouvoir qui s'édifie autour d'une famille au moyen d'un réseau complexe de fidélités et de clientèles » (J. Gil, « Une nation pour une île », in *Les Temps modernes*, octobre 1981, p. 705). Une telle formation de pouvoir est constamment mise en rapport avec la structure familiale et communautaire des Corses, puisqu'il n'est autre, à l'origine, que « (...) la structure d'accueil, dans sa pureté d'origine, d'une pratique communautaire de la politique » (C. Santoni, « La crise de la conscience corse », in *Les Temps modernes*, septembre 1968, p. 223). Pour une analyse en termes de « modèle fonctionnel » voir C. Olivesi, « Le système politique corse : le clan », in *Contrasti*, 3, 1983. Cf. également la partie sur « La structure clanique » In A. Murati, « Impérialisme en Corse depuis 1789 - Responsabilités », in *Contrasti*, 2, 1983. Pour une critique politique active du clan voir F. de Casabianca, « Réflexions sur les clans », in *Corsica socialista*, avril 1978. Je dois les premières

informations recueillies sur les clans ainsi qu'un grand nombre d'autres connaissances sur la Corse à mes conversations avec Fernand Etti, pionnier des sciences sociales en Corse et partisan des rapports scientifiques et culturels entre la Corse et la Sardaigne. Dans la ligne d'analyse conduite par F. Etti, s'insère, me semble-t-il, l'examen attentif et intéressant fait par G. Lenclud et G. Ravis-Giordani, « Pour une ethnologie de la Corse. Etat actuel des recherches », *Etudes corse*, 1, 1973 (en particulier, III^e partie : la communauté villageoise, le clan et la famille, p. 205 et suivantes).

J'ai proposé le concept de classe notariale pour la Sardaigne contemporaine (Cf. A. Merler, « La dipendenza transitoria nell'uso della classe notarile », *Lo sviluppo che si doveva fermare*, ETS e Iniziative culturali, Pisa e Sassari 1982 ; et « Il quotidiano dipendente », *op. cit.*), sur la base de conceptualisations latino-américaines à propos desquelles, voir, parmi d'autres, H. Jaguaribe, *Desenvolvimento econômico e desenvolvimento político*, Fundo de Cultura, Rio de Janeiro 1962 ; F. Fernandes, *Sociedade de classes et subdesenvolvimento*, Zahar, Rio de Janeiro, 1968 ; F.H. Cardoso, *Política e desenvolvimento em sociedades dependentes*, Zahar, Rio de Janeiro 1969 ; P. Gonzalez Casanova, *Sociologia de la explotación*, Siglo Veintiuno, México 1978. Pour un témoignage d'ensemble *a posteriori* sur le processus d'ensemble, voir C. Furtado, *A fantasia organizada*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1985. Par classe notariale (ou bourgeoisie notariale, étant donnée son identification concrète) on entend le groupe social qui s'est constitué dans la réalité dépendante pour assurer le rapport extérieur-intérieur et le contrôle des variables internes. C'est un groupe social, formé par les « agents » de la dépendance, qui assurent les liens fonctionnels de la dépendance, mais se présentent comme partie intégrante de la réalité dépendante. Ce groupe social s'est peu à peu structuré, en rassemblant par cooptation non seulement l'élite dirigeante mais une série d'autres groupes supports et opérationnels (bureaucrates, techniciens, intellectuels, politiciens, représentants de professions libérales, clients à différents titres, jusqu'aux « entrepreneurs assistés »). Cette appellation « bourgeoisie notariale » dérive de la figure qu'évoque cette classe : celle du notaire qui, dans l'exercice de sa profession, certifie, garantit, conseille, scelle, joue le rôle de médiateur, transcrit, enregistre, légalise, représente ; fonction qui n'est pas passive puisque, outre son rôle d'intermédiaire, il distingue, applique les mesures avec discernement, propose des solutions, trouve des issues, interprète, intervient lorsqu'il le veut, accroît ou restreint sa présence, choisit. Bien entendu, de telles fonctions peuvent se modifier avec le temps : c'est surtout sa capacité d'adaptation et de repérage des solutions qui garantit la continuité et la croissance de la classe notariale, sa légitimation au plan extérieur et au plan intérieur. Intelligence, souplesse et perspicacité sont donc certaines des qualités qu'elle utilise dans la gestion du rapport qui assure sa survie et son prestige : la dépendance, même lorsqu'elle se déclare autonome, indépendante, libre ou lorsqu'elle se place à la tête d'un mouvement de transformation, obéissant à la devise : transformer (apparemment) pour ne pas changer (réellement). La bourgeoisie notariale semble posséder cette capacité d'élaboration et de transformation ; non celle du changement qui la ferait disparaître.

Si la classe notariale et les clans gèrent tous deux la dépendance, la première semble être plus « moderne », plus souple, plus insérée dans la logique capitaliste actuelle, plus à même de respecter les règles officielles du jeu, plus innovatrice et plus technocratique et jouir d'un plus large support « démocratique ».

4. Il suffit de penser à l'usage de l'autonomie locale dans le monde (usage de négation) lorsqu'on lui superpose d'autres fonctions ou d'autres contraintes : on change les formes de l'organisation communautaire en formes et en contrôles de l'Etat, du parti, de la nation, ou de l'armée, etc. Pensons, par exemple, aux *reducciones* des derniers siècles sur le continent américain, aux communautés des Alpes ou de l'Himalaya, à la « gestion » et à l'« auto-gouvernement » actuel des autochtones en Afrique, en Océanie et en Amérique. Dans un cadre plus vaste, certains de ces problèmes sont abordés par T. Michalon, *Quel Etat pour l'Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1984. En ce qui concerne le rapport institutions-réalité insulaire, il est intéressant de lire les études sur les îles méditerranéennes présentées dans *Les institutions insulaires*, Cahier IDIM, 2, 1985.

5. On parle, dans ces cas-là, d'une réalité dépendante et assistée d'ensemble totalement imprégnée des deux éléments qui la caractérisent et la définissent. Nous avons déjà parlé de la dépendance ; pour le système d'assistance, notons que dans la

réalité assistée coexistent les caractéristiques de la « société assistée » (forme détériorée de *welfare state*, de l'Etat-Providence, et mesures personnelles) et celles de l'« économie assistée » (capitalisme d'assistance). Sur ces concepts, voir A. Merler, *op. cit.*

6. Il serait intéressant d'analyser comparativement ce que Giovanni Lilliu appelle « la constante résistante sarde », et ce que Francis Pomponi appelle « l'invariant clanique corse ». Cette comparaison serait opportune, permettrait de vérifier certaines affinités, les différentes modalités de reconstruction des événements historiques, ou, encore, certains schémas d'interprétation. L'organisation territoriale locale, par exemple, de la Corse des *pievi* des siècles derniers (où l'on peut retrouver les racines de la structure clanique) présente une affinité avec la structure sociale et territoriale de type « cantonal » des sociétés nuragiques en Sardaigne (sur laquelle on pourrait fonder, outre un certain particularisme, la « résistancialité »). Dans ce cas comme dans d'autres, archéologues, ethnologues, historiens, anthropologues, géographes, politologues, sociologues, linguistes devraient travailler ensemble. Parmi les études de deux auteurs cités, voir en particulier : F. Pomponi, *Pieve e paesi*, CNRS, Paris, 1978 ; G. Lilliu, *La civiltà dei sardi*, ERI, Roma, 1967.

En ce qui concerne les clans actuels, remarquons que la donnée communautaire et résistante (patrimoine culturel corse) fait partie des auto-justifications idéologiques proposées par le clan, et, peut-être, d'un imaginaire collectif, mais il faut également souligner que l'alliance pratiquée actuellement par le système clanique binaire avec les forces extérieures est continue à travers le temps. Dans cette direction, outre A. Murati, *op. cit.*, voir également G. Arrighi, « Ideologia Indu a rivuluzioni corsa », *Isule*, septembre 1984.

7. Sur cet ensemble de dimensions, voir des travaux récents et stimulants : A. Codaccioni-Meistersheim, « Le corse et ses "doubles" », *Cahier IDIM*, 1, 1986 ; et, « De l'incantation à la planification : l'enjeu du développement local », *Contrasti*, 6, 1984 ; J. Gil, *La Corse entre la liberté et la terreur*, La Découverte, Paris, 1984 ; et « La lutte des envies. Un modèle du fondement d'une société égalitaire », *Hommages à Fernand Ettori*, vol. II, *Etudes corses*, 20-21, 1983 ; M.-D. Vincentelli, « Le régionalisme en Europe méditerranéenne. Une réponse au défi des sociétés post-industrielles », *Contrasti*, 4, 1984 (article publié également dans *Cahier de l'IDIM*, 2, 1985) ; W. Dressler-Holohan, « Le statut particulier de la Corse à l'épreuve de la réalité insulaire » et T. Michalon, « Le statut de la Corse et la périphérie de la République », *Cahier IDIM*, 2, 1985, *op. cit.* Rappelons l'intérêt que présente le « Dossier corse — La Corse après le 10 mai », *Les Temps modernes*, octobre 1981, qui regroupe des articles de A. Sanguinetti, C. Santini, E. Simeoni, T. Casalunga, J. Thiers, J. Gil et un entretien de S. Muracciole avec J. Leandri.

8. De ce point de vue, on peut être moins optimiste que J. Gil, et, sans doute, est-il possible de formuler une interprétation de ce fameux « invariant historique » dont parle F. Pomponi, *op. cit.*

9. Cité par G. Hermet, *L'Espagne au vingtième siècle*, PUF, Paris, 1986.

10. Sur le rapport clan-Corse, sur les formes qu'il revêt, voir les travaux déjà cités et C. Santoni, « Les masques du discours politique en Corse », in *Les Temps modernes*, avril 1976.

11. « (...) L'un des effets principaux du pouvoir claniste est l'effondrement de l'espace public et sa dénaturation (...) » (J. Gil, « Une nation pour... », *op. cit.*, p. 710), parce que le clan « gouverne, gère, administre la société corse (*ibid.*) ». Soulignons l'intérêt de l'analyse faite par cet auteur du pouvoir clanique au niveau symbolique ; cf. J. Gil « La lutte des envies... », *op. cit.*

12. Pour la Sardaigne mais selon un schéma théorique également applicable à d'autres réalités, voir M. Toscano, « Struttura e cultura dello sviluppo », in *Quaderni di ricerca del Dipartimento di Economia, Istituzioni e Società*, Università di Sassari, 1 a-s, 1984.

13. Il peut sembler surprenant et utopique de proposer un travail communautaire dans cette époque capitaliste. Pourtant, des expériences poursuivies même en Corse laissent cette voie ouverte ; en même temps elles indiquent ses limites et la nécessité de supports et de nouvelles élaborations culturelles. L'ère post-industrielle et la fragmentation rendent pourtant ce chemin aujourd'hui plus facile. Est-ce une utopie ? Il semble

pourtant qu'on n'est pas seulement en présence d'innovations technologiques mais aussi de façons nouvelles de penser et d'organiser la vie.

14. Contre le pessimisme, contre ceux qui pensent que l'autonomie (le « statut particulier » de 1982, dont les limitations sont bien réelles) peut se résoudre en une simple et plus forte centralisation du pouvoir, on peut partager l'opinion de ceux qui croient et souhaitent que les valeurs de loyauté et de justice de la société corse parviennent à un nouvel équilibre et à une actualisation nouvelle.

PROPOS SUR L'ETHNIE CORSE

Paul DALMAS-ALFONSI

« Ensemencement : les sites de géographie ne sont pas soumis à des raisons simples. Iles, ports ou anses, détroits, profils des côtes, plaines, vallées, relief sont distribués sans ordre apparent. Capricieuse est la rive de la mer Méditerranée, nul ne saurait en prédire les retraits. »

Michel SERRES ¹

En 1962, au temps de ce qu'il est convenu de définir comme *la phase revendicative* de la question corse², deux militants actifs de l'Union des Corses de l'île et des Corses de l'extérieur, Paul Marc Seta et Yves Le Bomin, diffusent un manifeste³ : « Au problème corse une solution corse » énonce fortement son titre, en forme de profession de foi visant à prendre à contre-pied le centralisme à la française. Un exergue tiré de Tite-Live vient confirmer bientôt un ton initial combatif : « les Corses ne s'adoucissent pas dans la servitude »... Suit un texte de quelques pages qui, fort heureusement, ne se cantonne pas dans la polémique et les slogans mais tente de développer, d'une manière relativement argumentée et précise, une idée neuve alors — ou du moins rénovée — celle de *l'autonomie interne*.

Si nous le reprenons aujourd'hui, à quelques vingt-cinq ans de distance, le discours peut nous apparaître bien curieusement ficelé et comme prêt à déborder de tout ce qu'il aurait eu d'autre à dire (qui devait se voir très expressément formulé quelques années plus tard). Mais ainsi ajoutée au débat collectif, cette pièce se révèle importante en tant que proposition d'action — en vue d'un réaménagement territorial décisif — doublée d'une

synthèse critique des interventions déjà menées depuis la fin des années cinquante qui visaient, plus ou moins habilement, à une redéfinition du pouvoir insulaire.

Les arguments avancés sont tout d'abord économiques. Ils tentent de contrecarrer les programmes de développement venus de l'Etat central, qui ne seraient que conséquences renouvelées d'une même logique administrative qui se défie des Corses et les maintiendrait sous tutelle. Les formulations sont sévères ; cf. « l'assimilation pure et simple de l'île aux départements métropolitains apparaît comme la source constante de nos déboires ». La réforme d'autonomie interne est alors avancée comme une exigence nécessaire de caractère démocratique⁴, pour un réajustement d'ensemble dans le cadre, non contesté sur le fond, de la légitimité républicaine française.

Pour ce qui est du bilan des actions déjà engagées depuis quelques années au sein des divers comités, quatre travers essentiels sont dénoncés. Défaut de la doctrine, mesquinerie du programme, manque de chefs, absence de coordination : tels ont été, selon les auteurs du présent traité, les failles des opérations de revendication jusqu'en 1962. C'est qu'elles leur apparaissent pusillanimes, très souvent limitées à des exigences de type fiscal, trop sectorielles en tout cas pour assurer le relèvement économique de l'île. Alors même que la morale des propositions doit être positive, globale et de nature à innover, tout en sachant se maintenir rassurante.

On doit, en effet, bien partir du principe que le système administratif de tradition française et sa logique ne sont pas du genre à ménager très aisément des solutions d'exception propres à réduire les contradictions de la Corse contemporaine alors dénoncées. La nécessité d'envisager *une doctrine* qui, aussi bien dans le cadre légal que dans le cadre national (deux normes apparemment non discutées), puisse servir de règle aux négociations se déduit de telles tensions.

L'ensemble de ces préoccupations se retrouve donc formalisé au sein d'un manifeste qui serait — si l'on en croit P. Dottelonde — le premier projet politique véritable de l'histoire de la revendication corse depuis la Libération. On y lit les prolégomènes d'une exploration, qui se fera bientôt plus systématique, d'une voie corse à la prise de responsabilité politique. Ce texte, porteur de telles convictions, est prématuré et n'éveille que peu d'écho dans le milieu où il est diffusé. Il est vrai qu'il est desservi par le contexte national global, qui l'a malgré tout en grande partie nourri : le 3 juillet 1962 est proclamée l'indépendance de l'Algérie, au milieu des tensions entretenues par l'O.A.S., accompagnée de l'exode des rapatriés d'Afrique du Nord aux conséquences nombreuses pour la Corse elle-même. A l'occasion de ces convulsions majeures, des dissensions de plus en plus nettes semblent avoir séparé les deux rédacteurs du projet. Mais, ainsi que l'énonce le sens commun, sans doute est-ce le sort de toute théorie que d'encaisser ainsi les rudes coups de la pratique (les « horions de la réalité » amenant à progresser selon des voies insoupçonnées à l'origine).

Deux ans plus tard, nouvelle étape, il s'agira cette fois-ci d'un *Manifeste* en faveur de « l'Ethnie corse », celui du C.E.D.I.C., comité de création récente⁵. L'argumentation s'y révèle à la fois plus ample et décidée. L'intitulé est à lui seul tout un programme ; il précède un texte touffu, quelquefois maladroit mais très significatif dans ses ambitions de totalité. Présenté comme incontournable, le fait ethnique ainsi proclamé (et sur le contenu exact duquel il conviendra de s'interroger) est ce qui légitime la revendication d'*autonomie interne* déjà largement développée par ailleurs. S'impose l'idée d'une instance authentiquement unifiante pour la population corse insulaire, prioritaire dans l'inventaire alors dressé.

1. Qualification de l'ethnie

Le terme d'*ethnie* est répété dix-neuf fois tout au long de ce texte. Le procédé étonne par sa dimension quasi incantatoire. En début de parcours (p. 5), une définition *a minima* nous est fournie : « l'ethnie corse, c'est-à-dire la collectivité humaine menacée que forment encore nos compatriotes de l'île ».

L'énonciation est donc recentrée sur le cadre insulaire, le socle territorial et ses frontières naturelles. Mais, ainsi que le laisse entendre le mot de *compatriotes*, elle implique aussi les individus déplacés, à un degré distinct toutefois. Le groupe circonscrit en priorité, celui qui *constitue* l'ethnie, est en danger d'extinction. Sa disparition serait perte absolue de sens. La raison d'être des déplacés est que subsiste *encore* ancré au sol originel un groupe où se reconnaître, qui ordonne l'identité et donne son épaisseur à une notion seconde, celle de patrie partagée.

Bien plus avant, presque en fin d'exposé cette fois, on rencontre l'expression d'un véritable impératif catégorique, celui du respect nécessaire de l'appartenance. Il est assorti de précisions quant au contenu du concept : « Il faut que nous restions soudés par *notre*⁶ ethnie, c'est-à-dire unis par notre culture, nos mœurs, notre comportement et nos attitudes semblables. » Une dimension volontaire dans la résistance ou l'abandon à l'acculturation est donc ici mise en avant. L'appartenance ethnique relie très fortement (« soude » est-il dit — cf. la longue série des possessifs utilisés) les personnes qu'elle concerne dans un partage, une adhésion. Donné d'emblée, un certain état collectif les détermine et leur est propre.

L'ethnie, principe d'unité qui conditionne l'entente et l'accord dans le semblable perpétué, est ici cantonnée au superstructurel : culture — mœurs — comportement — attitudes. Tout cela est cité comme une évidence, les déterminations en restant imprécises. Par-delà la dimension symbolique de ces *preuves* de l'identité ethnique, les aménagements matériels dont il est dans le même temps question tout au long de ce texte du C.E.D.I.C. sont ce qui permet de garantir la solidité communautaire postulée (considérée comme atteignable pour peu que soit gagnée la course avec le temps). Ce pragmatisme décidé n'est donc que

le premier palier dans une progression qui vise à l'équilibre et au bien-être idéal de l'identité maintenue. Cette stabilité dans le spirituel, dans l'entre-soi est l'objectif ultime de toutes les interventions (autonomie interne, maîtrise territoriale, heureux développement des ressources productives, etc.).

Si l'on tente de mettre en ordre les éléments de description distribués dans ce texte, s'impose la notion présente d'une collectivité humaine fragilisée à partir de laquelle trois grandes instances peuvent être repérées :

— *L'ethnie stricto sensu*, c'est-à-dire le groupe des Corses vivant dans le cadre insulaire (le critère alors mis en avant est donc, au-delà de la corsité, celui de l'adéquation au sol originel. Cet ensemble est dans un tel état qu'il convient de rédiger pour lui un véritable *manifeste*, à la fois cri d'alarme, défense et illustration. Et la formule de « sauvegarde de l'ethnie corse » revient tel un leitmotiv. L'avenir est « incertain », conditionné par les interventions présentes).

— *Les Corses de l'extérieur* : ils sont compatriotes des premiers mais ne peuvent tirer leur force d'une emprise territoriale équivalente. Ils semblent même participer davantage de *la patrie* — concept ici bien plus flexible — que de l'ethnie proprement dite.

— *Les « furesteri »*, enfin : les étrangers venus de l'extérieur et installés dans l'île. Leur nombre toujours croissant pourrait, si l'on n'y prend garde, frustrer les Corses de ce qui les fait tels, leur possession territoriale insulaire (notons que, mis à part le *Forti seremu si uniti simu*⁷, inscrit en couverture et que l'on retrouve en conclusion, ce terme de *furesteri* est l'unique exemple d'utilisation de la langue corse de tout le Manifeste. C'est parce qu'on atteint là, peut-être, au plus intime, le positionnement de soi, dans la mise à distance de l'autre).

2. Un certain nombre de principes

Ils sont conséquence directe de la disposition précédente, à laquelle ils ne peuvent que ramener toujours... L'ethnie est à défendre, ses droits sont *imprescriptibles* et *sacrés* ; cette cause « est juste ». Possédant là « une base revendicative commune », les Corses doivent compter sur leurs propres forces, le problème posé n'étant pas seulement technique mais « avant tout humain ». Si l'on valorise la « fraternité » qui lie les insulaires et les Corses de l'extérieur, on n'en met pas moins aussitôt l'accent sur la créativité essentielle des premiers (l'aide des autres compatriotes, « pour appréciable qu'elle soit, ne constitue jamais qu'un appoint subordonné à la volonté de l'île »).

En clair, la structure de référence qui légitime toute action, parce qu'elle est l'expression la plus indiscutable de l'accord naturel qu'il convient de garantir entre un espace et un temps particuliers, c'est la « collectivité insulaire ». C'est en fonction d'elle que se définit la « petite patrie »⁸. C'est bien elle qui produit le primordial de l'histoire.

3. Le thème de la spoliation

La tonalité du C.E.D.I.C. est alarmiste, l'incertitude de l'avenir gênant, nous dit-on, *l'angoisse* (p. 4). L'état des villages de l'intérieur, « ruinés et désertés », appelle à la vigilance : la population insulaire s'amenuise, remplacée par des éléments allogènes. L'une des toutes premières pages décrit assez précisément le mécanisme à l'œuvre : l'émigration se continue ; la partie montagnaise est progressivement désertée tandis que se renforce l'urbanisation des régions côtières. Mais un tel déséquilibre se complique encore, car s'il y a bien immigration, « une partie seulement en est d'origine corse ». En fin de démonstration, tout ce propos sera repris, plus catégoriquement alors : pour « mettre fin à la décorsisation de l'île », il conviendrait de « stopper l'émigration, limiter l'immigration », afin que le tissu local se reconstitue, au plan social et économique.

Soigneuse et méthodique, c'est une véritable *colonisation* que l'on dit « en marche ». Et face à elle se développe la crainte de voir l'ethnie exténuée faillir en ses capacités de résistance, lorsqu'il faudrait persévérer dans ce qui la fait différente : « on peut se demander comment les Corses résisteront à l'afflux des hommes et des capitaux, si l'ethnie corse maintiendra sa place et jouera un rôle quelconque dans (la) grande aventure qui se prépare ». Plusieurs facteurs objectifs à cette situation :

— « l'île se trouve livrée aux effets des hasards des transformations économiques » : on prend les décisions pour elle, et sans concertation, on en joue, on la manipule ;

— « le centre parisien de décision » se trouve « hors des réalités humaines de l'île » (ce thème-là est des plus classiques...).

Conséquence et constat :

« Le Corse originaire de l'île est négligé par le Plan d'action régionale », une organisation qui ne le reconnaît que « comme par accident », tandis que les deux Sociétés d'économie mixtes créées en 1957 le dépossèdent de son sol et cela à partir des deux secteurs de production économiquement rentables.

Clanisme et opinion publique

Sa prise en compte du politique, le C.E.D.I.C. la veut réaliste, et donc directement fonction du contexte social insulaire. C'est bien un effort de lecture attentive de ce dernier qui détermine l'analyse et l'ordre des actions projetées. Le rôle envahissant du clan — *u partitu* — est très précisément désigné comme l'une des plus négatives parmi les données internes à l'entité culturelle corse. L'une de celles qui profitent le mieux de l'état de subordination présent et participent à son maintien. Il conviendra donc d'« abandonner le vieil esprit de clan », nourri des luttes personnelles et divisions tenaces.

Lorsqu'il entreprend de montrer pourquoi le C.E.D.I.C. a jugé utile de se prononcer pour une direction collégiale, le Manifeste décrit fort bien le mécanisme traditionnel de la captation des pouvoirs institutionnels : une fonction particulière rejaillit sur un homme et lui donne un prestige usurpé, dont tôt ou tard il abusera. Par ailleurs et pour un véritable effort de rénovation de la vie publique insulaire, il apparaît tout aussi nécessaire de se prémunir contre un tel mode de privatisation du pouvoir que de tenter de limiter, au sein de la population, les réflexes d'abandon au clientélisme (l'acceptation des dépendances, le recours à l'assistanat).

Pour motiver ses déterminations, le C.E.D.I.C. avance la notion d'*opinion publique insulaire*. Son caractère, à première vue, peut paraître incertain. Il s'éclaire pour nous aujourd'hui si on comprend par là non pas ce qui aurait pu être une simple *voix* mais bien plutôt l'aménagement d'un véritable espace d'expression de l'ethnie (telle bien sûr que nous l'avons vue antérieurement circonscrite, censée motiver en priorité les actions des forces de progrès). Le manifeste énonce une caractérisation, dans sa situation actuelle ; il dit cette *opinion* démobilisée et plus gravement encore frappée « de scepticisme, de déception et de semi-léthargie » (p. 8). Mais qu'on ne voie pas là des formules critiques. Il s'agit d'un constat attristé face à l'épuisement d'un ensemble social atteint au plus profond de ses capacités d'innovation et de continuité. Après qu'il eut subi — parce que mis à l'écart des affaires publiques — un véritable « désastre psychologique » (p. 16).

Par un effet de discours assez caractéristique, cette « opinion » nous est évoquée comme s'il s'agissait d'un individu, et de plus, très peu contradictoire. Partant de cette entité, supposée unanime, le C.E.D.I.C. développe le thème difficile d'un « idéal de dépolitisation ». L'argumentation se révèle paradoxale, et plutôt confuse :

« l'opinion insulaire bien que et parce que politisée à l'extrême aspirait à voir ses revendications exprimées par un organisme rigoureusement apolitique, excluant, par conséquent et par principe, tout homme politique » (p. 16).

On suggère là que, plus ou moins explicitement préoccupée de sa survie, une telle opinion aurait tendance à se défier des politiciens clanistes, sortis de ses rangs et malgré tout complices actifs de son aliénation. Le C.E.D.I.C., après avoir perçu ces états de conscience, ambitionne de les coordonner sans pour autant, rassure-t-il, les brusquer. Semble devoir s'exprimer là — pour qui sait entendre — l'aspiration à un système épuré où les individus ne seraient plus contraints de déléguer leur représentativité à des intermédiaires plus ou moins fiables.

Par-delà les limites de formulation, un souci démocratique se fait jour dans cette volonté d'instaurer des méthodes nouvelles et plus rigoureuses : « Les revendications doivent être animées par des mouvements et des chefs intraitables » (p. 14). Pour un dépassement des hésitations

et des stratégies déjà inventoriées en 1962, il convient de définir une méthode susceptible de prendre à revers certains jeux réglés trop connus et dangereux. Sont alors proposées des actions dites d'un « apolitisme absolu », fondées sur des notions telles que « l'adhésion », « la collégialité », ainsi qu'une volonté d'« homogénéisation » (décidément très en faveur) de nature à se démarquer des usages traditionnels, spécialisés dans la fracture et l'affrontement clan contre clan. On insiste sur des argumentations de nature économique, mais pour un règlement d'ensemble et non des menées sectorielles. On peut donc proclamer que « le C.E.D.I.C. n'est pas un clan » (reconnaissons, cependant, qu'en six mois à peine, et puisqu'il s'attaquait à très forte partie, il n'aurait eu que peu de temps pour y parvenir...).

Aménagement du projet institutionnel (auto-défense et reconstruction)

Le C.E.D.I.C. constate qu'il n'existe pas, et il le réclame donc, de véritable « organe d'impulsion, de direction et de transmission doté de pouvoirs réels, pensant corse, agissant corse et soucieux du bien-être des populations locales » (p. 11). L'authenticité de la revendication ethnique permettant d'éviter que l'on reste « prisonniers de préjugés et d'hommes » (p. 12), il n'y a pas de place désormais pour d'excessives arguties d'ordre idéologique. En fonction de cela, le caractère original et nécessaire du mouvement dont procède la réflexion avancée ici devrait donc s'imposer. « Homogène », il est « à tous » (p. 19), dans la mesure où il représente idéalement la communauté corse insulaire, tendue dans un effort de consolidation décisif. En conséquence,

« tel est le souci prédominant et le fondement revendicatif essentiel du C.E.D.I.C., à savoir la défense et la sauvegarde de l'ethnie corse, avec, en corollaire, l'érection de la Corse en région autonome, par le moyen d'un statut spécial, instituant dans l'île une administration et une économie régionale adaptées aux besoins et aux particularités locales » (p. 26)

soit, *l'autonomie de gestion au service de l'ethnie*. Dans un vocabulaire de la religiosité et de la mort, on résume avec solennité tout ce qui est en jeu : « la résurrection ou l'abolition de (l') ethnie » (p. 9).

Les modalités du rapport à l'Etat central posent un problème radical. La relation devrait être de « bonne foi » (p. 7) (ce qui engage, à l'évidence, les deux parties). Or le manifeste énonce, dans un même mouvement, que les Corses sont frappés d'*ostracisme* (p. 27) parce qu'ils manquent de surface financière et des connaissances techniques (qu'ils n'auraient pu acquérir sur place par absence de structures de formation adéquates). Ils se retrouvent alors démunis d'arguments face aux bailleurs de fonds et exclus du processus de modernisation sociale et économique. Plus avant, on trouve le terme grave — appelé à une longue postérité — de *racisme* exercé à l'encontre des Corses qui « consiste à regarder avec

méfiance ou mépris toute entreprise dirigée par les Corses de l'île » (p. 289). On aborde ici le registre de la déception, celui de la douleur qui accompagne les blessures d'amour-propre.

4. Continuité identitaire

Les ultimes pages du texte ramènent l'attention du lecteur sur les enjeux fondamentaux d'un tel combat, ceux qui motivent en profondeur le contenu des aménagements économiques et institutionnels proposés et défendus. Ils sont d'ordre moral, dans l'affirmation du respect nécessaire d'une authenticité : « Pour que notre île sauvegarde son vrai visage » (p. 29). Les formules, bien frappées, sont faites pour attirer l'œil : « Pour une jeune Corse digne de l'ancienne » (p. 29), ou bien encore : « Au problème corse, il faut une solution corse » (p. 30). Il s'agit là de véritables slogans ethniques, sorte de professions de foi identitaire, jouant sur la continuité, par-delà les manques et fragilités d'une cohérence à garantir, envers et contre tout. Et cette nécessité de placer les intérêts de l'île et ceux de l'ethnie qui y a ses parages⁹ au-dessus de toute autre considération ne pouvait aller sans lyrisme, pour emporter la conviction et motiver l'effort. Pour secouer l'affectivité du lecteur concerné : « le passage est dur, étroit, jonché de ruines de toutes sortes, pour aboutir de la vieille Corse à la nouvelle Corse » (p. 29).

Ce texte nous renvoie — et y insiste quelque peu — à la dimension *naturelle* et *affective* de l'appartenance. Il est affirmation d'une légitimité, celle d'un droit à vivre « dans le cadre naturel qui est cher » (p. 27). Et il tient à le confirmer : « au problème corse, il faut une solution corse » (p. 29). Cet espace ne doit donc plus être conçu comme un réservoir de main-d'œuvre destinée à des terres extérieures ; là où s'épanouiraient, pour le coup, et après le départ salvateur chargé de risques assumés, esprit d'entreprise et créativité économique. Pour soutenir leur projet de remise en fonction réelle du patrimoine commun, il y a chez les rédacteurs de ce manifeste la certitude d'une capacité à assumer les évolutions nécessaires dictées par la dynamique du monde actuel.

Ce texte a été conçu en tant que *manifeste* et donc formalisation à dimension très passionnelle. Mais une certaine accumulation de termes forts et généraux alourdit le propos ; il est vrai qu'en quelques pages l'intention était d'établir un assez large bilan tout en fournissant l'essentiel d'un vrai projet de société. La massivité du discours est sensible, et l'explication terme à terme peut en paraître malaisée, mais on trouve concentrées là bien des notations efficaces et des pistes réempruntées plus tard par l'A.R.C.¹⁰ ou d'autres institutions politiques insulaires. Cette manière de poser les questions stratégiques et institutionnelles, pour un nouveau recentrement, n'a fait que s'affirmer au fil des années, l'inquiétude naissant, comme ici, de la prise de conscience d'une érosion identitaire et d'une dispersion de la substance ethnique. Le vocabulaire

d'urgence employé pour énoncer ce territoire semble résumer l'univers, d'autant plus aisément que cela concerne une île, par principe totalité.

5. Où « nous assistons à une singulière intrigue »¹¹

C'est qu'en effet, à la suite de notre longue description du contenu des manifestes, nous allons désormais tenter de mettre en ordre les valeurs qui en font la nécessité.

« C'est bien toujours au centre que se situe notre monde ! » nous redisent à leur manière les textes du C.E.D.I.C. En face d'un pouvoir étatique qui tend à s'imposer comme unique donneur de sens, ils affirment dès l'abord les droits fondamentaux de la communauté qu'ils défendent sur un territoire particulier. Provoquant dans son contenu, véhément dans sa forme, à s'exprimer ainsi au début des années 1960, le C.E.D.I.C. s'est inscrit très naturellement dans la logique réitérée du débat qui avait eu cours dans les années vingt-trente de ce siècle. On s'inquiétait déjà alors de la prise en compte efficace d'une existence identitaire conçue comme menacée dans son intégrité. Quoiqu'il n'y fasse aucunement référence explicite, l'époque concernée sentant encore le soufre pour beaucoup, le C.E.D.I.C. a dépoussiéré tout cela, adapté qu'il veut être à son époque. Selon une thématique relativement constante, les exigences du mouvement sauront être développées en fonction de perspectives renouvelées. Et cela transparaît bien dans le lexique utilisé.

Depuis longtemps, on ne parle plus de *race corse*. On ne dit pas encore *peuple* et encore moins *nation*. C'est donc ce terme d'*ethnie* qui a été choisi, l'un des plus imprécis des sciences du social, très en vogue en tout cas dans certains milieux politiques insulaires de l'époque¹². Ainsi que nous l'avons déjà noté, le second manifeste — qui vient légitimer idéologiquement le premier — a été construit autour d'une définition très restrictive de l'ethnie. Les implications symboliques de cette formalisation n'en sont pas moins complexes. Son contenu identitaire, « réserve de capital »¹³, apparaît fortement rattaché au passé, mais tel aussi qu'il se maintient et négocie des changements.

Une affirmation-postulat peut être mise au clair ici, celle qui établit que chacun des membres du groupe concerné, qu'il en soit ou non conscient, qu'il sache s'en accommoder ou pas, a été en quelque manière objet de brimades, n'a pas connu la « parité » avec les autres nationaux, et ce par le fait même d'appartenir à un ensemble minoritaire, en situation d'oppression. L'élection du terme d'ethnie, dans un tel contexte, nous renvoie avec insistance à des mécanismes de contrainte.

Outre cela, au sein de ce discours revendicatif, l'usage d'un tel vocabulaire présente l'avantage d'amener quelque chose de *l'objectivité* de la science. Pour un débat tout à la fois technique et de principes, cette caution n'est pas sans importance (cf. la pointilleuse nécessité de *faire sérieux* à laquelle se confronte un politique dès lors qu'il avance ainsi un projet théorique et démonstratif, un appareil de convictions à dimen-

sion paradoxale). Une thèse sous-tend ces écrits : pour contrecarrer les effets d'une volonté de développement déterritorialisant, venue de l'extérieur, la logique de la spécificité ethnique est de nature à unifier l'ensemble des Corses (elle met en forme une totalité, elle insuffle la vie à un complexe de structures). Cette argumentation est, dans nombre de ses attendus, imprécise. Ses démonstrations en sont incomplètes. Il est indéniable, cependant, que les auteurs de ces manifestes ont su reconnaître et pointer — dans une population donnée dont ils étaient partie prenante — une énergie déterminée, un sens de la continuité qu'on n'aurait pu négliger longtemps. Ils étaient les indices d'une cohérence identitaire, en situation de crise, mais toujours dynamique.

Il est assez classiquement entendu que les manifestations de l'ethnicité — représentations et pratiques, schèmes de comportements, etc. — sont résultats de séries de facteurs d'ordre historique et conjoncturel¹⁴. Il en est de même des discours, à prendre comme autant de signes, qui les véhiculent et entendent les conforter¹⁵. Tout en mettant l'accent sur un statut de minorité, le C.E.D.I.C. a donc établi pour la Corse le constat d'une permanence de groupe. *L'opinion publique insulaire* qu'il nous dit avoir distinguée lui semble administrer la preuve de cet état de fait avec, plus au-delà, le sens d'une réelle volonté de changement (traduction d'une capacité d'invention encore possible). Le Comité ambitionne de saisir, pour le réhabiliter, l'être corse dans sa totalité, en dépassant la discussion strictement économique et fiscale pour mettre en jeu le culturel, pris au sens large, dont les implications ne peuvent que déborder les simples réaménagements administratifs. Le procédé très évidemment perceptible — et déjà repéré — est celui de la légitimation d'une différence. Il relève de *l'essentiel*. Et pour les militants-théoriciens qui nous importent ici, en cette époque charnière de 1962-1964, quelles sont donc les composantes qui constituent (i.e. donnent existence et forme à) leur *conscience ethnique* (cet ordre qui a motivé leur action, l'informant pour assurément s'y remodeler en retour) ?

Lorsqu'on raisonne en terme d'ethnie, en effet, on entend bien mettre l'accent sur le plus que particulier d'un groupe, unique dans l'espace, unique dans le temps. On pose ainsi l'institution, l'effective réalité d'une entité culturelle distincte. Les individus impliqués y font preuve, par principe, d'un notable sentiment d'appartenance. Ils se perçoivent et sont perçus comme autant d'éléments qui fondent cette entité. L'ethnie se présente ainsi comme un ensemble clos et durable, enraciné dans un passé à caractère plus ou moins mythique et de valeur, en tout cas, très structurante. Ce qui prime, c'est démontrer la solidité et la détermination créatrice du groupe menacé face à la société dominante, par le recours aux valeurs qui perdurent, par la poursuite des enseignements de la tradition, par la référence à la langue et, primordiale pour le C.E.D.I.C., par la territorialisation. Les Corses sont des Corses, parce qu'ils le savent et le démontrent : qu'ils s'abandonnent à cet état et soient « en accord » avec lui ou bien qu'ils réagissent contre. C'est bien là que l'identité travaille.

— Corses parce qu'expressément — et *naturellement* — rattachés à l'*unité géographique* ainsi dénommée, garantie de stabilité, et plus encore parce que produits de la substance même de ce lieu. On a maintes fois reconnu l'intérêt passionné des Corses pour leurs contrées originelles (cf. la notion de « lieu où commence l'histoire »¹⁶). Il conviendrait d'établir l'inventaire de ses multiples expressions, au plan de l'imaginaire comme à ceux les plus matériels¹⁷. Réduisant l'importance des « compatriotes » de la diaspora, suite à la plus géométrique des estimations de distance, c'est sur la population insulaire locale que parient en priorité les rénovateurs du C.E.D.I.C. Une relation très directe à l'espace privilégié leur paraît une plus sûre garantie pour l'avenir.

— Pas de rappels explicites, ici, des grandes étapes, des épisodes prestigieux de l'*histoire insulaire*, qui deviendront systématiques, quelques années plus tard, dans les textes de cette nature¹⁸. Il est vrai que le recours à l'âge d'or des communautés médiévales, à celui de l'indépendance paoline, au XVIII^e siècle, etc., tout cela ressort davantage d'une interrogation en termes de *peuple* et de *nation*. Le Manifeste de 1962, par sa citation de Tite Live, exergue emblématique, installait d'entrée le propos dans la longue durée, dans la répétition de caractères très constants. « Pour une jeune Corse digne de l'ancienne », etc. : le texte de 1964 insiste lui aussi sur une temporalité spécifique qui, plus qu'au chatolement de la « grande Histoire » (héros, péripéties...) renvoie à une sorte de réalité quasi familiale de la succession des générations, à une unicité de la piété filiale reconduite d'époque en époque.

— *Culture - mœurs - comportement - attitudes*, ainsi que nous l'avons déjà transcrit. « J'ai déjà quelque idée de la nature des Corses », reconnaît en 1932 G. Ungaretti¹⁹ après avoir buté sur cette différence²⁰. Josep Pla, pour sa part, et afin de rendre un peu plus générales ses propres impressions, évoque Mérimée et Tommaseo, ainsi que l'Allemand Gregorovius et le Britannique Benson²¹, autant d'étrangers à la Corse qui s'y sont étonnés aussi.

« Pour les gens de Corse, le fait le plus essentiel de la vie humaine semble être la mort », énonce notre grand auteur catalan. Ou encore, « l'esprit authentique perdure encore aujourd'hui. (...) Les préfectures n'ont pas à ce jour pu réussir à faire en sorte que, les jours d'élections, les Corses aillent aux urnes avec ce rien de scepticisme qui ferait éviter le sang »²². Cinquante ans plus tard, la revue *Mot pour Mot*²³ s'interroge encore, en pleine page de titre : « Comment peut-on être Corse ? » Nette et précise se révèle donc, apparemment, cette analyse du C.E.D.I.C. en termes de pratiques socioculturelles particulières et maintenues qu'authentifie la tradition. Ces ensembles de traits sont de nature à produire chez l'étranger, le *furesteru*, voyageur de passage ou résident installé sur la terre insulaire, un très net sentiment de décalage, un contraste dépayçant qui séduit et/ou insécurise.

— Qu'en est-il, pour finir, des populations déplacées, ces « Corses de l'extérieur » (assez mal connus vu le faible nombre des travaux qui leur ont été consacrés) et chez qui se conjuguent selon des modes très

différenciés la loi du sol et la loi du sang ? Qu'en est-il, avec précision, de leurs processus d'insertion dans la société française globale, des liens de solidarité collective dont on parle tant, de la question problématique d'une identité de groupe minoritaire ?

Certains récits de voyage modernes nous sont à nouveau utiles, avec leurs collections de croquis attentifs, leurs recreations synthétiques à grande profondeur de champ. Citons d'erechef Josep Pla, styliste plein de verve dans ses descriptions comme dans ses développements plus analytiques :

« Le « Numidia » quittait La Joliette à trois heures de l'après-midi, devant une multitude de gens vêtus de noir, qui disaient au revoir avec de fréquentes démonstrations d'émotion déchirantes aux parents ou amis embarqués. Lorsqu'on traversait cette foule pour monter à bord, on s'apercevait qu'on était déjà en Corse, avant d'y être physiquement. Pour les Corses nostalgiques — et presque tous le sont — émigrés à Marseille, le départ du courrier était comme une fête de soupirs, de tristes abattements et de larmes. Mais, finalement, le bateau se mettait en route ²⁴. »

Un peu plus loin, on peut lire :

« Le pays est plutôt à l'abandon, d'apparence pauvre et misérable (...) La population doit émigrer ; l'émigrant corse est excellent, l'un des plus hardis de France, et il constitue l'un des plus actifs éléments de l'empire colonial français. La vie dans l'île est très primitive, dure et d'une très grande sobriété. Ce doit être parce qu'ils portent en eux ce souvenir que les Corses, lorsqu'ils s'établissent hors de l'île, apprécient tant d'être bien vêtus, de fréquenter les terrasses des cafés et de travailler dans des bureaux. Leur idéal est d'entrer dans la bureaucratie : dans la police, aux impôts, où que ce soit qui permette de porter une cravate superbe, les cheveux gominés, les souliers bien cirés et un porte-plume derrière l'oreille ²⁵. »

Ces Corses du continent, montrés comme si préoccupés de leur intégration dans « la petite bourgeoisie française », nous allons les retrouver une vingtaine d'années plus tard tout au long de certaines pages judicieuses de Dorothy Carrington ²⁶. La façon dont les raisonnements y sont posés, astucieuse et précise, semble répondre aux inquiétudes du C.E.D.I.C., nous replongeant au cœur des polémiques qui concernent la modernisation de la Corse et la part que devraient y prendre ceux qui en sont originaires. L'auteur nous raconte comment elle se lie, à l'occasion d'un voyage en train, avec un couple d'instituteurs qu'accompagnent leurs deux fillettes. Ils avaient débuté leur carrière en Corse dans le Boziu, et vivaient désormais en région parisienne, rentrant chez eux

pour les vacances, très rituellement. C'est à la suite de la naissance de leurs enfants qu'ils avaient obtenu leur mutation :

« Ce ne fut pas facile, mais je ne pouvais pas les élever en Corse. » « Elles sont toutes les deux très intelligentes, dit le père, elles vont pouvoir faire des études universitaires. » « La Corse n'a rien à leur offrir, s'écrie la jeune femme avec une amertume soudaine et intense, rien du tout. »

« Leur point de vue était celui de nombreux Corses, et il a pesé lourdement sur l'île », ajoute D. Carrington. « Entre la constatation que le paysage ne nourrit pas son homme et l'affirmation qu'il est sans intérêt, il n'y a qu'un pas. »

« De même, la conviction qu'avait ce couple que l'île n'offrait aucun avenir à des enfants intelligents conduisait presque automatiquement à penser qu'il n'existait aucun avenir pour la Corse. Ces raisonnements provoquaient chez beaucoup de Corses cultivés un découragement qui tournait facilement au cynisme : l'île bien-aimée devenait souvent dans leur esprit l'île inutile, sans espoir. (...) J'en vins à me demander, au cas où le sort de ce jeune couple serait celui de la majorité de leurs compatriotes, si les Corses ne finiraient pas par perdre ce caractère qui avait fait d'eux jusque-là un peuple à part. (...) Coulés dans un moule étranger, ne risqueraient-ils pas de perdre leur identité culturelle ? Ces questions restèrent en suspens pendant quelques années, puis elles parurent résolues par l'enrôlement massif des Corses dans la vie française de la métropole ! »

Cependant, au cours des bouleversements des années 1960-1970, bien des cartes ont été redistribuées selon de nouvelles données.

La question du laminage démographique et identitaire s'est posée avec acuité du fait de l'effondrement de l'économie des campagnes, avec la quasi invariabilité du choix de l'émigration pour une trajectoire de promotion sociale, etc. Le C.E.D.I.C. a conçu le projet de réagir contre la loi de ces abandons fatalistes. Tout en reconnaissant la force de nombre de traits de solidarité collective, il a adopté une position de réserve à l'égard des Corses de l'extérieur, il s'est démarqué d'eux, les reléguant à un statut de part seconde de l'ethnie²⁷, pour mieux démontrer que c'est sur la population corse insulaire si affaiblie et dépréciée qu'il convient désormais de compter. De cette attitude, singulière à l'époque, on a pu vérifier plus tard la pertinence.

6. Tagliami capu è pedi/ Ma lampani induve i mei

(« Coupe-moi la tête et les pieds/ Mais jette-moi chez les miens²⁸ »)

Relevant du présent tout autant que de la tradition, le phénomène ethnique excède le niveau du folklore ou la question des origines.

Le C.E.D.I.C. — à son intérêt — aménage un recentrement sur une *ethnie* très circonscrite. Dans la garantie de cette clôture à forte connotation affective, prévaut donc le principe de l'autochtonie (représenteront l'ethnie ceux qui sont issus du sol même et qui poursuivent cette adhésion). Il s'agit là d'une réduction à la valeur de *talisman*. Outre le fait qu'une telle réalité puisse se « travailler » autour de certains traits considérés comme immuables, tout débat sur l'ethnie peut se révéler à ce point viscéral que le souci de rigueur objective (à l'origine, pour partie, de cet emprunt aux sciences sociales) est aisément débordé. Se présente alors l'argument qui veut que l'ethnicité soit une dimension difficile à concevoir si elle n'a jamais été effectivement vécue et éprouvée²⁹.

Dans son énonciation fondamentale, le C.E.D.I.C. joue sur un caractère de l'espace social de l'ordre de la communion, fusionnel. Seront alors fonctionnellement opposables l'instinct, le sentiment, le cœur (cf. ainsi l'idée de compatriote) à la technicité politicienne de certaines élites. Le véritable sens, alors, d'un terme tel qu'*apolitique* (qui va bien au-delà de la formulation relative qu'en fournissent les manifestes) est donc à rechercher dans l'acte du C.E.D.I.C. de désigner comme incontournables des exigences identitaires qui procéderaient de l'ethnie, devenue valeur verticale.

L'apparition de la revendication d'ordre ethnique relève d'une conjoncture très moderne, au tournant des années 1960, en un temps de repli sur la France et le nouveau champ socio-politique né de la conjoncture coloniale et son évolution. On assiste alors à un report sur les minorités internes à la métropole d'une problématique à l'œuvre depuis déjà longtemps dans les ensembles coloniaux. Il s'agit d'une démarche impliquant l'« être ethnique » dans un type particulier de confrontation, réaction vis-à-vis de pratiques étatiques contraignantes. Elle est manière de traduire comment une partie « éclairée » de la population d'une région déterminée de l'ensemble national se considère lésée par des décisions, des comportements du pouvoir central en ce qui concerne sa vie économique et/ou politique. Le problème est posé, au-delà du politique, pour faire l'unité sur la base de données proprement ethniques, c'est-à-dire de l'ordre de la permanence, de l'essence. Mais

« le discours à référent ethnique est un discours où les acteurs viennent à être dépossédés de leurs conflits puisqu'ils n'agissent jamais pour eux-mêmes, mais toujours au nom d'une substance ethnique qui les transcende³⁰. »

Le discours sur l'ethnie que propose le C.E.D.I.C. semble bien nous porter plus loin. Il est moment intermédiaire dans l'effectuation d'une nouvelle dynamique selon laquelle, parmi des groupes « différemment actuels » (cf. G. Balandier), se voit aménagé un terrain commun de solidarités à fondement identitaire. Mais cet avatar nouveau de l'identité est intimement lié, dans son évolution, au projet politique — même

balbutiant — de constitution d'un Etat national propre (dans sa forme atténuée et relative de l'autonomie comme dans sa forme radicale de l'auto-détermination). Or, pour qu'en vienne à se développer une telle identité de caractère national, et qu'elle soit revendiquée avec quelque clarté, il convient très précisément qu'une classe, ou une alliance ordonnée de classes, promeuve par nécessité économique et politique le projet de rénovation. Le C.E.D.I.C. — constitué d'entrepreneurs, de représentants des professions libérales, etc. — formule plus qu'une avancée vers ce projet. L'alliance de classes est ici établie à partir de la proclamation d'une effectivité de l'ethnie corse (certitudes territoriales, caractérisation temporelle, rappels de langue, etc. ; le second manifeste étant venu justifier le discours de revendication économique et institutionnelle du premier). L'apolitisme exhibé peut alors être mieux reconnu dans sa qualité stratégique ; il est une procédure qui permet de contrer le système en place. Face aux caciques traditionnels, il est manière de se poser — discrètement — en groupe hégémonique concurrent, distinct et fort au plan du symbolique de par son caractère d'expression de l'ethnie, minoritaire, assujettie.

« Ethniciser » ainsi le problème corse était une façon de le poser d'emblée dans le champ de la dépendance, du danger, du malheur. Lutte contre la montre : pour ne point disparaître, il convient que se réveillent les ethnies pour reprendre en main leur destin et faire face, dans un refus de l'extinction, un refus de la mort. Mais cette démarche, lue ici, nous renvoie déjà à une ethnie qui ne se situe plus uniquement dans une référence originaire à la société ancienne conçue comme une abstraction, une figure idéale et close. Au moment même où il utilise le terme, le discours du C.E.D.I.C. nous rapporte à des circonstances où l'ethnie, de sujet intemporel, se transforme en sujet historique. Tous les attributs d'usage — nom, langue et territoire, etc. — seront dès lors à considérer selon cet axe. Poser ces questions à la date où cela s'est fait, c'était introduire dans un proche-de-soi la distance du rapport colonisateur-colonisé, pour en redistribuer les agencements à quelques mois de la fin de la guerre d'Algérie.

Le propos n'étant pas abouti, fortement ambigu, il n'y a pas encore de remise en cause claire et nette de l'appartenance à l'ensemble français ; la formule de *petite patrie*, utilisée pour qualifier la Corse dans l'un des manifestes, suppose le rattachement à une autre qui la dépasse. Mais à partir de tels raisonnements, les agents corses de l'empire colonial allaient bientôt, par exemple, s'apercevoir que les dés de la partie qui leur avait été proposée étaient souvent pipés. Leur terre d'origine était restée en friche et il n'y avait plus moyen de s'y réinsérer harmonieusement tant son économie était exsangue. La démarche d'ethnisation permet que s'établisse cette prise de conscience tardive. Elle la marque au coin du souhaitable.

7. L'opinion publique insulaire

Une fois décelée, elle est à dynamiser. Ce qui est en germe dans le *Manifeste pour l'Ethnie corse*, c'est donc l'affirmation d'un espace public³¹ où pourront se redéfinir les rapports de la Corse à l'Etat et dont on verra l'émergence dans les quinze années à venir.

Par la réactivation des états communautaires, le principe d'ethnisation valorisé par le C.E.D.I.C. amène à une reformulation du droit fondamental à maintenir vivant un mode d'être distinct de celui qui a cours dans la société dominante. Fondé sur la nécessité d'une lutte pour la survie, cet énoncé est volontariste et dramatisant. D'où l'acte fort d'une telle publicité. C'est qu'il convient de mettre en garde l'opinion locale contre un processus mortifère généré de l'extérieur (mais il a su trouver bien des appuis au plan insulaire), suffisamment actif pour qu'on en soit ainsi contraint de classer « l'ethnie » corse dans l'ensemble nombreux des groupes humains menacés de disparition. Ceci noté, il n'en résulte pas pour autant que l'on recherche déjà des solidarités extérieures. Prendre ainsi en défaut l'Etat central, parler de colonisation ne rapproche pas, pour l'heure³², des peuples en lutte pour leur libération (opère ici très nettement l'idée de spécificité).

Dans ces revendications corses du tournant des années soixante, s'affirme donc la reconnaissance d'une *opinion publique insulaire*, volonté et représentation. Dans un travail nouveau de réajustement de l'image insulaire, semblent y prévaloir sens de la légitimité et souci d'unité (cf. par déduction, l'importance accordée au patrimoine mémoriel et écologique). Cette opinion publique, parce que perceptible, apparaît comme la preuve et la justification d'un nouveau lieu d'expression politique corse (l'instance ethnique prime sur celle de classe dans une telle construction). Face aux autorités dogmatiques, contre les obstructions déclarées des politiciens issus eux-mêmes de l'ethnie mais agents de transfert et d'infléchissement du pouvoir central (bien éloigné pour pouvoir garantir une avancée démocratique, si tant est qu'il en ait jamais eu l'intention), cet aménagement sera démonstration d'une prise de responsabilité sociale authentique.

En résulte la possibilité de pratiques quasiment inédites :

— usage critique d'une sorte de « raison rénovatrice », selon des lois modernes en accord toutefois avec une tradition, une histoire réévaluées ;

— union des forces « de progrès » (i.e. non encore compromises et de bonne volonté pour un tel acte de salut collectif) ;

— remise en question, réexamen de tous les présupposés de la vie sociale, facteurs de subordination.

Et qu'advient-il d'un tel « doute méthodique » pour peu qu'on y enfrenne les limites de « l'obéissance aux lois et coutumes » ? Qu'en est-il de notre affaire corse et ses péripéties, au travers de l'U.P.C.³³ et d'autres mouvements plus radicaux, à la suite des préoccupations du C.E.D.I.C. ? Dans les premiers temps, nous l'avons vu, le principe de l'insertion dans l'ensemble français n'est pas remis en cause. Mais, peu

à peu, on s'aperçoit que les limites du doute sont toujours reculées sous la pression des faits, avec en parallèle une exigence de plus complète transparence du débat économique, politique et moral³⁴. Les interrogations sur les causes du retard général, sur les usages des dépenses publiques ont fini par faire incriminer bien des modalités de l'articulation au système français global. De par les urgences de l'actualité, les tabous de la soumission (aux intérêts supérieurs de l'Etat, à la cohérence nationale), celui de la violence politique sont de plus en plus portés à la discussion.

Préoccupé de cette estimation des faits, nous avons déjà reconnu le C.E.D.I.C. pragmatique³⁵. Un tel effort de réalisme a voulu s'ordonner selon deux avancées distinctes quoiqu'apparentées ; celle des luttes symboliques (réassurer l'identité par l'exercice des libertés démocratiques dans la reconnaissance du droit à l'expression), celui de la revendication de type économique (pour garantir à l'identité les moyens de se perpétuer). Des années soixante à notre décennie, on réétudie de plus en plus ouvertement la nature du lien avec la France, parfois désignée comme *matrigna*, marâtre, mauvaise mère. Les mouvements revendicatifs tentent de pratiquer des brèches dans les privilèges établis. Un tel travail semble pouvoir s'effectuer par la constitution d'une *sphère politique publique* particularisée corse ; la presse jouant désormais un rôle central dans le dévoilement de cette discussion³⁶.

Dans le langage revendicatif des années « C.E.D.I.C. », les inquiétudes à propos de *la transparence* ont débouché sur une volonté d'affirmation, celle d'une dignité publique et politique de la communauté corse contre la marginalisation et la condescendance. C'est que le système en place a volontiers figé dans des stéréotypes (faible ardeur au travail, désordre fantasque, manque de sens des affaires) le peuple corse, non reconnu en tant que tel et ne pouvant donc accéder au statut de partenaire à part entière. Ses défenseurs, *a contrario*, accordent une importance grandissante à des caractères distinctifs (d'où l'usage de la notion d'ethnie). Les défauts que d'aucuns dénoncent sont alors repris non pas comme autant de qualités mais du moins comme des marqueurs de particularisme, des signes d'altérité et d'« obstination » à se maintenir³⁷.

Le C.E.D.I.C. vise à soutenir la constitution d'un nouveau « sujet historique ». Cet ordre réactualisé de la collectivité insulaire serait de nature à contraindre le pouvoir établi à se justifier, dans la mesure où il s'affronte à une opinion publique qu'il n'avait jamais, jusqu'alors, rencontrée en ce lieu³⁸. Il convient de rendre possible un dialogue réel population corse insulaire-pouvoir selon des normes qui trancheraient sur les anciennes habitudes de consentement. Les actes du C.E.D.I.C. que nous avons relevés tout au long de ce texte se sont donc voulus transclassistes, pour une représentation, non encore aboutie et malgré tout reconnaissable, de l'idée nationale.

NOTES

1. Michel Serres, *Rome - Le Livre des Fondations*, Paris, Grasset, 1983, 283 p., p. 11.
2. Voir, à ce propos, Pierre Dottelonde, « Histoire de la revendication corse - 1959-1974 (Du « Département » français à la « Nation » corse) », thèse de III^e cycle de l'Institut d'études politiques de Paris, 1984, 612 + CCII p. (ronéoté).

3. Cela s'est produit au cours de la Consulte (réunion) des Corses de l'Extérieur du 19 août 1962.

Paul Marc Seta : né en 1933 à Paris, « diplômé des sciences politiques, délégué à la Consulte par l'Association des Corses du XIII^e arrondissement de Paris et par l'Informateur corse » ;

Yves Le Bomin : né en 1933 à Bastia, « entrepreneur B.T.P., secrétaire général de la Commission d'études et de défense, délégué à la Consulte par la Fédération régionale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics ».

4. « Ainsi, disposant sur place des outils de mission et de gestion administrative et détenant la responsabilité de tout ce qui concerne les intérêts locaux, les Corses seront effectivement les artisans et les bénéficiaires du relèvement de leur pays, tout en laissant à la métropole le soin de régler les problèmes d'intérêt national. »

5. C.E.D.I.C. — Comité d'études et de défense des intérêts de la Corse (avril 1964 - septembre 1967) ; composition : 10 à 20 membres (autour de P.M. Seta et Max Simeoni) pour la plupart commerçants ou exerçant une profession libérale ; son influence s'est rapidement étendue surtout auprès des commerçants et agriculteurs ; co-fondateur du Front régionaliste corse (1966).

6. C'est nous qui soulignons.

7. *I.e. Nous serons forts si nous sommes unis* ; cf. la langue et son caractère de support ou de symbole de solidarité et de particularisme collectif.

8. Pp. 4-5 : « Cette angoisse de l'avenir de notre petite patrie, qui de nous ne l'éprouve à considérer l'état de nos villages ruinés et désertés au fur et à mesure que s'amenuise la population insulaire, peu à peu remplacée par des éléments venus de l'extérieur ? La menace de disparition progressive de notre ethnie reste dissimulée par les statistiques triomphantes qui nous affirment que la Corse va connaître une ère de prospérité. »

9. Cf. à ce propos les écrits de Maurice Leenhardt (dont *La structure de la personne en Mélanésie*, Paris-Milan, Maussiana I, 1971, 137 p.).

10. A.R.C., Action régionaliste corse (septembre 1967 - juillet 1973) ; constituée par les membres du C.E.D.I.C. après leur départ du F.R.C. ; composée de membres des professions libérales, petits commerçants, hôteliers, agriculteurs de la Plaine orientale ; revendique la sauvegarde de l'ethnie corse et l'érection de l'île en région autonome de programme (avec statut spécial comprenant des aménagements dans les domaines économique et financier, social, culturel). Pendant l'été 1973, devient l'Azzione per a rinascita di a Corsica (*i.e.* Action pour la renaissance de la Corse) qui prône la sauvegarde du peuple corse et l'obtention d'un statut d'autonomie interne.

11. Emmanuel Levinas, *Noms propres*, Paris, Fata Morgana, 1976.

12. Ainsi P.P. Giacomini (1917-1982), conseiller général du canton de La Porta depuis 1958, suppléant de J.P. de Rocca Serra aux sénatoriales de 1962 et qui se présente aux législatives de mars 1967 à Bastia sous l'étiquette « Défense de l'ethnie corse » (cf. P. Dottelonde, *op. cit.*, pp. 363 et LXV).

13. Sur cette idée, voir p. 195 de Georges Devereux, *Ethnopsychanalyse complémentaire*, Paris, Flammarion, 1985.

14. Voir p. 33 de Anne Raulin, « Mise en scène des commerces maghrébins parisiens », in *Terrain*, n° 7 (oct. 1986).

15. Cf. ainsi, les termes de *Défense* et *Etude* que l'on trouve dans l'intitulé du mouvement.

16. M. Serres, *op. cit.*, p. 23.

17. Cf. les interminables querelles de succession, la complexité des pratiques de l'indivision. Voir aussi, Max Calsson, pp. 360 et 361 de « La femme corse à Marseille - résultats d'un sondage » (pp. 358-367 de *Etudes CorSES*, n° 6-7, 1976, « Femmes corses et femmes méditerranéennes ») : « L'attachement à la Corse ne se marque pas seulement par le lieu de résidence en exil, il se traduit aussi par le désir de 39 femmes sur 56 de rentrer définitivement en Corse (...) 37 sur 50 souhaitent être enterrées en Corse à leur mort (...). Il faut souligner que le lieu de sépulture semble constituer l'un des fils les plus résistants parmi ceux qui rattachent une femme corse à ses origines. Sur les 17 (sur 56) qui ne souhaitent pas retourner dans l'île, 5 cependant désirent y être enterrées. »

18. Ainsi *Main basse sur une île*, manifeste du Front régionaliste corse, Paris, Jérôme Martineau éd., 1971, 140 p. ; *Autonomia - Pour que vive le peuple corse*, manifeste de l'A.R.C., Bastia, 1974, 200 p.

19. Pp. 85-87 de *A partir du désert* (Il deserto e dopo), Paris, Seuil, 1965, 287 p.

20. *Ibidem*, p. 80 : « Ce sentiment de solitude qui m'accompagne depuis mon départ, ce sentiment de pays inhabité où des fantômes en foule chantent dans les airs (...) ».

21. *Illes Mediterrànies - 2. De Còrsega a Malta*, Barcelona, « llibres a mà » (Ed. Destino - Ed. 62), 1986, 156 p. (Le texte concernant la Corse, écrit de jeunesse de J. Pla, intitulé « Còrsega, l'illa dels castanyers », couvre les pages 7 à 40).

22. P. 31 : « Per a la gent de Còrsega, el fet més essencial de la vida humana sembla ésser la mort » ; pp. 39-40 : « Les prefectures encara no han pogut aconseguir que els corsos vagin, en dies d'eleccions, a les urnes amb aquell punt d'escepticisme indispensable per a evitar la sang. »

23. *Mot pour Mot*, n° 10 (avril 1983), Vitry.

24. J. Pla, *op. cit.*, p. 9 : « El "Numidia" salpava de La Joliette a les tres de la tarda davant d'una multitud de persones vestides de negre, que acomodaven els familiars o amics embarcats fent sovint, lacerants escenes sentimentals. En travessar aquella gernaclió per pujar al vaixell, constataveu que us trobaveu ja a Còrsega abans d'haver-hi físicament arribat. Per als corsos enyorradissos — i ho són gairebé tots — emigrats a Marsella, la sortida del correu era una festa de sospirs, de llàgüides tristesses i de llàgrimes. Però, finalment, el vaixell es posava en marxa. »

25. *Ibidem*, p. 28 : « El país és més aviat abandonat, d'una aparença proba i miserable (...) La gent ha d'emigrar ; l'emigrant cors és un excel·lent emigrant, un dels més ardit de França, el constitueix un dels elements més actius de l'imperi colonial francès. La vida a l'illa és molt primitiva, dura i d'una gran sobrietat. Deu ésser perquè porten aquest record a sobre que als corsos, quan s'estableixen fora de l'illa, els agrada tant d'anar mudats, de freqüentar les terrasses dels cafès i de treballar un despatxos. El seu ideal és entrar en la burocràcia : en la policia, en el fisc o onsevulla que permeti portar una corbata enlluernadora, el cabel engomat, les sabates lluent i una ploma darrera l'orella. »

26. Dorothy Carrington, *La Corse*, Paris, Artaud, 1980, 355 p. (ce sont les pages 302 et 303 qui sont citées).

27. Une certaine forme de condamnation de la diaspora permet de légitimer plus fortement l'ancrage au sol originel.

28. Proverbe.

29. Cf. écrit, dans des circonstances tragiques, à la fin des années trente : « Aimer la Catalogne est peut-être pour moi une espèce d'amour-propre, dans le sens strict du mot, je veux dire comme une espèce de narcissisme. Mais ne nous égarons pas en distinctions intellectuelles irraisonnées. Je l'aime parce qu'elle est une voix puissante et profonde qui me vient de très en dedans et de très loin dans le temps » texte de Pere Vives i Clavé, extrait de « Pere Vives i Clavé, Intellectuel exemplaire », *Europe*, janv.-fév. 1981, « La Littérature Catalane »).

30. P. 361 de M.-E. Gruenais, « Quelles ethnies pour quelle anthropologie ? » (pp. 355-364 de *L'Homme* (« L'Anthropologie : état des lieux »), n° 97-98, 1986, XXVI (1-2) ; cet article rend compte de l'ouvrage de J.-L. Amselle et E. M'Bokolo, s. dir., *Au cœur de l'ethnie - Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, Ed. de la Découverte, 1985, 227 p.

31. Sur cette notion, voir Jürgen Habermas, *L'espace public* (Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise), Paris, Payot, 1986, 324 p. Et aussi, *La Technique et la Science comme idéologie* (III^e chap. : « Scientification de la politique et opinion publique »), Paris, Gallimard, 1973.

32. Cette thématique, au cours des années, sera, à l'inverse, toujours plus en faveur. D'où, par exemple, une chanson telle que *L'Algeria*, du groupe « I Cumpagni di l'Avvene » : « Mi ricordu l'Algeria/ Quanti figlioli in la tomba/ Sò partuti da Bastia/ In una nuttata profonda/ Tanti Corsi cum'è mè/ Sò partuti per tumbà/ Ghjente chiohje cum'è mè/ Bramanu a so libertà/ ». Soit : « Je me rappelle l'Algérie/ O combien de fils (désormais) dans la tombe/ Sont partis de Bastia/ Par une nuit profonde/ Tant de Corses comme moi/ Sont partis pour tuer/ Des gens qui aujourd'hui comme moi/ Désirent leur liberté/ » (pp. 410-411 de Ghjermana de Zerbi, *Cantu Nustrale*, Curbara, 1981, 442 p.).

33. L'A.R.C., dissoute par le gouvernement après les événements d'Aleria, cède la place (février 1976) à l'A.P.C. — Associu di i Patrioti Corsi (Association des Patriotes Corses) — qui devient l'U.P.C. — Unione di u populu corsu (Union du peuple corse) — au congrès de juillet 1977.

34. Pour rappel de ce thème démocratique, cf. à l'époque des Lumières, l'importance de la notion de transparence de l'espace public. Au XIX^e siècle, Taine parlera de la transparence de l'air dans la cité grecque (cf. R. Chartier).

35. Caractère que développeront de façon très marquée l'A.R.C. puis l'U.P.C.

36. On peut évoquer à ce propos les débats infinis sur la liberté de la presse insulaire, les luttes pour le contrôle des médias (dont la récente crise de F.R. 3 Corse — télévision régionale — en janvier-février 1987 est la parfaite illustration). Dans un article du *Monde* (1^{er}-2 mars 1987 - D. Schneidermann - « F.R. 3 Corse "normalisée" »), on peut lire : « En accélérant un processus de notoriété, les médias permettent de passer au-dessus de la tête de ces relais obligés qu'étaient les clans, les clientèles et les municipalités », explique M. José Rossi, président (U.D.F.) du Conseil général de la Corse du Sud à quarante-deux ans, autant dire, à l'échelle insulaire, au berceau. La télégenie est donc devenue un critère d'éligibilité parmi d'autres. « La classe politique traditionnelle n'a pas su s'adapter à la télévision, confirme M. Vincent Carlotti, maire d'Aleria. Sa communication est fondée sur le bouche à oreille, lors des fêtes et des mariages. Tolérer une vraie information sur ses pratiques clientélistes reviendrait pour elle à signer son arrêt de mort. »

37. Pour cette idée, on se reportera aux travaux de Richard Marienstras (et tout particulièrement à *Etre un peuple en diaspora*, Paris, Maspéro, 1975, 213 p.).

38. J. Habermas, *L'espace public...*, p. 38.

LE MOUVEMENT SOCIAL CORSE

Evolution des paradigmes

Wanda DRESSLER-HOLOHAN
avec la collaboration de Paul DALMAS-ALFONSI

Durant ces trente dernières années, les structures agro-pastorales communautaires ont été profondément bouleversées¹ ; elles s'étaient maintenues jusque-là par suite des échecs de la révolution agraire du XVIII^e siècle et de la révolution industrielle du XIX^e siècle. Le surpeuplement que le système de culture ne pouvait supporter a fait place à l'exode rural à partir du dernier tiers du siècle dernier. Le Second Empire et l'Empire colonial ont été des exutoires « providentiels » pour les Corses qui ont peuplé l'administration coloniale française jusqu'aux confins des années cinquante. Depuis l'entre-deux guerres, les communautés sont déjà déstructurées par le premier conflit mondial et l'exil colonial mais de nombreux vestiges en subsistent à même le sol et dans les mentalités. Elles vivent en partie d'une économie de subsistance (jardinage, viticulture de coteaux, élevage extensif sur les ruines du foncier agricole) et en partie de l'assistance (importance des transferts étatiques dont le volume est très élevé dès les années vingt²).

C'est une Corse dépendante et assistée, très affaiblie au plan démographique (F. Ettori)³, qu'atteint la modernisation en 1960. Au plan politique et identitaire, l'île vient d'être secouée par l'occupation italienne. Celle-ci a conforté les aspirations des irrédentistes minoritaires, séduits par l'exemple sarde, mais ravivé des animosités traditionnelles. La libération du département, en 1943, par les résistants du Parti communiste

et les partisans gaullistes resserre les liens avec la France. Les ambitions de modernisation et de réorganisation territoriale reposent le problème des modalités de l'articulation de la Corse à la France et la définition de son identité collective. Elles montrent comment une nouvelle logique économique peut fragiliser un sentiment d'appartenance et en renforcer un autre (en l'occurrence, fragilisation du sentiment d'appartenance à la nation française et renforcement de l'appartenance infra-nationale). Les modifications du sentiment d'appartenance au cours des trente années de la modernisation témoignent de la déstabilisation des rapports entre l'Etat français et sa périphérie méditerranéenne, due à la transnationalisation économique, politique et culturelle qui oblige les Etats à redéfinir leurs interventions territoriales.

Cet article se propose d'explorer les transformations du rapport à l'Etat et de la conscience collective dans le cadre de la restructuration économique, actuellement à l'œuvre. Cette restructuration transnationale opère de façon spécifique en Corse, qui a pu être considérée comme une zone marginale de l'Empire français, tenue par la contrainte d'organiser ses communications en fonction exclusive du « continent » français, grâce au monopole de pavillon ; ce qui implique une domination de fait de la culture nationale sur la culture régionale. Toute tendance à la transnationalisation (économique, culturelle, etc.) est ainsi bridée par un système qui présuppose une fermeture de l'espace aux interventions autres que celles de la puissance tutélaire⁴. Cette fermeture est, aujourd'hui, plus difficile à maintenir, tout particulièrement au plan culturel où les frontières n'ont plus guère d'efficacité. Bien des tiraillements sont observables entre l'attrait d'une culture largement ouverte et un modèle national ressenti comme une contrainte que les plus ardents supporters de l'Etat en Corse défendent difficilement.

De l'affrontement des consciences, des identités⁵ et des logiques politiques est né un mouvement social⁶ qui a radicalement modifié le contexte idéologique dans lequel s'étaient organisés les rapports de la Corse à l'Etat français et les sentiments d'appartenance au cours des trois-quarts de siècle de l'aventure coloniale. La transformation du paysage idéologique et identitaire s'est faite au cours de cinq générations dont on tentera ici de caractériser les paradigmes culturels et stratégiques : génération des coloniaux, celle des résistants gaullistes et communistes, celle du temps de la guerre d'Algérie, celle des années soixante-dix, celle des années quatre-vingt. Les paradigmes de ces générations corses recoupent ceux des générations du continent sans s'identifier à eux ; leur spécificité est liée à la spécificité de l'île : périphérie de l'Occident industrialisé, appartenant au monde méditerranéen, la Corse est marquée par ces deux univers qui mêlent leurs influences contradictoires et obligent à une incessante synthèse. C'est à une nouvelle synthèse que tend le mouvement social au cours des dernières décennies.

1. Etre corse en 1950-60

a) « L'identité symbolique » de la diaspora coloniale

A l'heure où se défait l'Empire colonial et où la France se restructure à l'intérieur de ses frontières, beaucoup de Corses, partis aux colonies, poussés par la misère ou tentés par l'exercice de la puissance au service des grands de ce monde (tradition bien établie de mercenariat), reviennent dans l'île. Habitué à résister par les armes aux exigences de leurs souverains-protecteurs quand elles devenaient excessives (J. Jehasse), les Corses ont aussi pour tradition de les servir fidèlement. Ils en attendent aide et protection et aussi le respect du contrat qui les lie, les souverains ayant constamment tendance à outrepasser leurs droits et à user de leur pouvoir de coercition. Fidèles serviteurs de l'Etat français et de son empire dans la mesure où ceux-ci garantissaient leurs intérêts, la plupart n'ont jamais cessé, cependant, de se sentir corses. Souvent même, on parlait sans connaître la France continentale et sans avoir à rendre compte de sa francité. Aussi trouve-t-on chez les Corses de la diaspora coloniale une stabilité manifeste des comportements : pratiques de solidarité, allégeance souvent maintenue au clan par le biais du vote, manières d'être communes (façon d'être parent, ami, voisin, rapport à la mort, façon de se mettre en jeu, de gérer les rapports entre groupe et individu, etc.).

Ces comportements dénotent une structure d'identité qui ne se laisse pas facilement modifier par l'éloignement géographique et semble au contraire se perpétuer hors de celui-ci par des mécanismes propres. L'un d'eux, dans la période historique concernée, est une forme de dédoublement de la personnalité qui permet au migrant de maîtriser les codes sociaux de plusieurs espaces. Différents éléments concourent à cette relative stabilité : les institutions fortement intégratrices comme le *partitu* (clan) et la famille, une vision du monde encore façonnée par le système des anciennes croyances. Les caractéristiques physiques de l'île (lieu de contrastes forts et permanents) qui induisent des savoir-faire diversifiés et des usages symboliques ainsi que la culture du pays (langue, récits historiques marqués par la dialectique de « l'assimilation » de l'extérieur et de la résistance à celui-ci, manières d'être physiques, sociales, etc.) structurent l'affectivité dès les premières phases de la socialisation⁷.

D. Geronimi insiste sur l'importance de la relation dialectique entre la soumission au groupe et la volonté d'individuation. C'est, pour lui, un « nœud culturel » que les individus doivent apprendre à maîtriser pour subsister dans un village, dans un quartier ; ils doivent aujourd'hui le transgresser pour s'adapter au monde moderne.

Cette coexistence d'exigences contrastées s'accompagne souvent de tensions que certains ne peuvent résoudre que par l'exil ou la folie⁸. Le groupe est assurément moins contraignant aujourd'hui ; la désagrégation des structures communautaires en a atténué certains mécanismes

(affaiblissement de l'autorité du père, émancipation féminine, etc.) mais les pesanteurs sont massives et l'actualisation de cette dialectique est quasiment réflexe en chaque individu puisqu'elle se retrouve à tous les niveaux de la société corse. C'est pourquoi un Corse parti longtemps retrouve rapidement ses habitudes de groupe de retour dans l'île et ne les perd pas facilement au dehors. Dans la période qui nous occupe ici, le choix de l'exil était souvent pour les sujets les plus actifs la seule opportunité de carrière individuelle ; celle-ci n'était d'ailleurs pas contradictoire avec les stratégies familiales. L'idéologie de 1914-18 a exalté dans la communauté « l'héroïsme des Corses ».

La valorisation de l'aventure coloniale (réussite sociale, carrières fulgurantes, prestige, puissance dont la clef serait le courage physique) a sans doute facilité ce choix ou l'a justifié. Pour beaucoup, les enjeux familiaux des exilés de cette période semblent s'être circonscrits à l'espace corse. Le prestige de chacun rejaillissant sur sa famille, son clan et l'ensemble de l'île. Il renforçait leur puissance symbolique. Beaucoup de familles sont du reste allées faire fortune dans l'espoir de renversements de statut au retour. Quand, vers 1950, l'aventure coloniale se termine, c'est pour elles la fin d'un long périple. Des perspectives de modernisation se profilent, d'aucuns reviennent alors investir énergie et capital dans la terre ancestrale. Ils rapportent cependant une nouvelle logique économique individualiste acquise aux colonies, qu'ils vont tenter de mettre en œuvre.

Leur attachement au pays est symbolisé, pendant toutes ces années, par l'usage de l'inhumation dans l'île. Les amicales, les rituels de rassemblements entre Corses d'une même colonie, et en particulier le mouvement culturel et politique de l'entre-deux-guerres⁹, ont fortement contribué à alimenter en ressources symboliques l'identité des déplacés (cf. la notion « d'ethnicité symbolique » de J.H. Gantz¹⁰), renforçant leur fidélité à l'égard de l'île. Les revues des amicales montrent combien on a cherché à sensibiliser « les compatriotes » aux problèmes du développement déjà posé dans les mêmes termes en 1930¹¹. Nombre d'exilés ont été sensibles à ces appels qui leur enjoignaient de réaffirmer leur appartenance, de la concrétiser par des actes de solidarité. Le mouvement littéraire les a aidés dans cet effort d'explicitation. Pour J.H. Gantz, l'un des besoins vitaux de l'émigrant, qui se trouve sans rôle ni groupe assigné pour enraciner son « ethnicité »¹², est d'exprimer son identité, s'il choisit de la maintenir.

« Il doit trouver des moyens qui n'entrent pas en conflit avec sa nouvelle façon de vivre ; s'ouvre alors pour lui la possibilité d'une ethnicité volontaire, diverse et individualisée.

» [...] Tout thème culturel, toute organisation qui nourrissent et confortent ces sentiments sont pertinents, à la condition qu'un assez grand nombre de gens fasse le même choix quand l'expression de l'identité est une expression de groupe. Quand l'affirmation de l'identité devient le principal moyen d'être

ethnique, celle-ci remplit une fonction plus expressive qu'instrumentale.

» [...] Les symboles ethniques sont une des formes possibles pour exprimer cette identité. [...] Ils sont sortis de leur contexte culturel d'origine pour devenir disponibles pour cette pratique individuelle. »

Cette définition spécifie bien les mécanismes de transformation symboliques qui nous paraissent affecter l'identité des migrants. Bien que J.H. Gantz analyse les migrants de la troisième génération, sa définition paraît s'appliquer dès la première et se complexifie d'autant qu'il existe une relation hiérarchique de dominant à dominé entre société d'origine et société de résidence. Le processus de symbolisation facilite la transformation de l'identité tout en maintenant l'impression chez le sujet qu'il est en continuité avec son passé. Cette transformation intervient dès lors que les éléments d'identité sont extraits de la communauté pour être réajustés en symboles. Ils échappent au contrôle du groupe social d'origine et acquièrent donc leur propre rythme d'évolution, dicté par les besoins de chacun au sein du groupe en diaspora : besoins vitaux d'expressivité, d'affectivité, de référence, de sociabilité ou de communication que certains migrants, structurés par une identité autre que celle du pays d'insertion, n'arrivent pas à satisfaire dans le contexte de la modernité, d'autant plus que l'organisation sociale n'y apparaît plus capable d'y assurer leur intégration par l'imposition de modèles stables et de cadres d'intelligibilité communs. Le processus d'ethnicité symbolique apparaît ainsi comme une réponse aux carences de la société moderne. L'identité du migrant se transforme tendanciellement en identité symbolique et à ce titre ne peut plus rester principe unique d'organisation de l'action et de l'interaction, sauf s'il choisit de vivre dans le ghetto. Si ce n'est pas le cas, les éléments qui constituent sa structure d'identité originaire (la langue, l'histoire, la référence au territoire, certains schèmes comportementaux ou conceptuels) sont utilisés comme ressource pour s'identifier et se faire reconnaître parmi d'autres éléments dont la structure d'identité s'est enrichie au cours de la migration. Ils varient en fonction des besoins d'expressivité du moment. Le pays d'origine apparaît comme une ressource nécessaire pour pallier les déficiences dont les migrants ressentent d'autant plus les effets destructurants et homogénéisants qu'ils ont connu un ailleurs plus satisfaisant. Cet ailleurs, qui se situe pour beaucoup dans l'enfance, a tendance à être idéalisé et sa perception est souvent en complet décalage avec le vécu du pays. Le migrant doit constamment le réévaluer s'il veut rester en prise avec lui. Le recours au symbolique permet d'éviter que les décalages entre l'identité des migrants et celle des autochtones ne deviennent trop patents, voire source d'antagonismes, et amenuisent les points de rencontre possibles. Il masque les effets de distanciation. Il contribue à maintenir la communication entre les deux populations. Il assure également un sentiment de continuité avec le passé pour ceux restés au pays

qui voient leur propre culture disparaître sous la pression homogénéisante de la modernité. Il en réactive seulement certains traits actualisables.

Ce processus « d'ethnicité symbolique » met en évidence le rôle que jouent les mouvements de type culturel ou politique ; ils fournissent aux migrants ou à ceux restés au pays des ressources symboliques d'identité. Ils sont lieux de rencontre, de production et de circulation d'un sens collectif propre à perpétuer un sentiment d'appartenance ou à le ranimer s'il est vacillant. Ce lieu a existé pendant toute la période coloniale dans le mouvement culturel corse. L'amicalisme apolitique a, semble-t-il, traversé les périodes troublées qui ont marqué sa fin et rempli les fonctions de solidarité traditionnelle (constitution de réseaux de prestations diverses, emploi, logement, etc.). Un exemple en est donné par l'organisation, en 1959, d'une « Consulte des Corses du Bassin méditerranéen ». A l'initiative des Corses de Marseille elle associe les exilés sur la voie du retour aux revendications de la bourgeoisie bastiaise d'un développement pour la Corse.

b) *L'insertion de la diaspora dans la société continentale*

Si, dans les années soixante, beaucoup des ex-coloniaux songent à rentrer, une majorité rejoint encore le continent, espace obligé de promotion sociale. L'île, qui se vide aussi, devient alors lieu de vacances privilégié où l'on espère retrouver intacts les rivages de l'enfance. C'est le temps d'un ressourcement dans la famille et la communauté où l'on doit justifier de sa réussite en exil. La génération des années cinquante est « programmée » au départ sur le continent. Les clans ont rodé leurs filières d'exil, la plupart du temps dans les institutions de l'Etat (garantie d'emploi, retraite anticipée, etc.). Ils placent leurs clients à tous les niveaux de la hiérarchie et s'assurent ainsi, en retour, le contrôle de deux clientèles, celle des exilés, incités à confier docilement leur vote, celle des Corses de l'île, liés par les services rendus (J.M. Arrighi, C. Olivesi). Le prix de ces services sera, pour la communauté en place, plus lourd à payer avec la modernisation économique. Les exilés sont souvent majoritaires. Ils « font les élections », imposant leurs décisions dans un village où ils ne résident plus, dont les intérêts et préoccupations vont progressivement se transformer (lors surtout de l'explosion des loisirs dans les années soixante-dix et quatre-vingt : priorité accordée, dans les investissements municipaux, aux stades, tennis, piscines, ports de plaisance, etc.). En 1950, le problème ne se pose pas encore en ces termes. La communauté, qui vit prioritairement de l'assistance, a besoin de ses exilés pour se maintenir économiquement et symboliquement. Le clan assure la relation entre les deux mondes. Il cherche à faire bénéficier la communauté des compétences individuelles et des multiples aides que peut lui apporter le continent. Le maire est souvent un émigré absentéiste dont l'efficacité politique se mesure à la place occupée dans la société nationale, d'où l'importance accordée aux études supérieures (droit, sciences politiques, voie

privilegiée de la reproduction du pouvoir clanique). L'aisance, la réussite et le prestige viennent en 1950 de l'extérieur. Etre corse, à cette époque, c'est d'abord mettre entre parenthèses sa corsitude pour mieux assimiler les modèles dominants, réussir pour justifier son exil et faire honneur à sa famille ; c'est essayer de devenir plus français que les Français et échapper ainsi aux stigmates d'une identité déconsidérée par des stéréotypes négatifs, anti-corses et anti-provinciaux, hérités de la période de consolidation de l'Etat national. Pour les exilés de ces générations, qu'ils soient aisés ou humbles, la promotion passe par l'apprentissage du français, une scolarisation prolongée et l'auto-censure du parler maternel au sein même des familles restées au pays. Le contexte historique des années quarante-trois/cinquante a facilité l'attachement passionnel de cette génération à la « patrie française » ; en particulier la personnalité du général de Gaulle, l'un des artisans de la libération de la Corse, et, à ce titre, très populaire : il incarne des valeurs de liberté et de démocratie, chères à beaucoup de Corses.

Cette période d'intégration à la France de l'après-guerre oblige les exilés davantage au refoulement de leur identité qu'au dédoublement de leurs prédécesseurs coloniaux. En 1950, il faut partir « pour montrer que l'on est français ». Il est moins permis de rester corse. D'où, pour beaucoup de cette génération, un exil mal vécu, une forte intériorisation de l'interdit porté sur la langue et la culture. Cette situation est génératrice de crise d'identité, de frustration, d'incohérence du comportement. On peut reconnaître ce mal-être dans une suridentification à la culture française associée à une grande susceptibilité à propos de l'identité d'origine¹³. L'impossibilité d'un recours à l'ethnicité symbolique dans les années cinquante est manifeste chez la plupart des exilés qui tentent de concilier leur acculturation et un dépassement de leur vécu de Corses dans la culture française.

c) Les paradigmes du mouvement social des Corses de l'île

L'attachement à la « Grande Patrie » française valait aussi pour les Corses de l'île mais dans un contexte encore très marqué par l'occupation, la Résistance et la Libération. Etre corse dans l'île, c'est alors se situer par rapport à ces épisodes. Au sortir de la guerre, deux camps se partagent l'héritage de la Résistance. Gaullistes et communistes verrouillent toute possibilité d'expression pour les corsistes ; la culture corse revendiquée est devenue un sujet tabou. Les gaullistes reconstituent les structures claniques¹⁴. Les communistes, écartés du pouvoir, briguent le leadership du mouvement social, en concurrence avec des membres de la bourgeoisie libérale, bastiaise, regroupés au sein du D.I.E.C.O. (Groupement de défense des intérêts économiques de la Corse - 1959). Pour toute cette génération, qu'elle soit d'obédience gaulliste ou communiste, l'Etat français a contracté une dette de sang envers les Corses. Il doit réparation pour son abandon passé, en favorisant le développement économique. Le souci essentiel est alors d'attirer l'attention

de l'Etat sur une région qui compte peu dans les préoccupations nationales du moment. Ressentant la dépendance par rapport aux transferts publics qui s'aggravent dans l'après-guerre, on se mobilise très tôt, et de façon croissante, pour arracher des certitudes d'intervention.

Cette demande est une constante du rapport de la Corse à l'Etat. Elle est fonction de la relation de dépendance. La faiblesse du poids politique de la Corse dans l'échiquier national oblige ici les médiateurs (les clans) à une certaine complémentarité de stratégie avec les responsables du mouvement social de manière à arracher ces certitudes. Parfois, la stratégie frontiste apparaît la seule possible. Si les divergences demeurent, entre les organisations du mouvement social, elles sont surtout d'ordre politique global et accentuées par la décolonisation de l'Algérie. Elles s'estompent, une fois celle-ci accordée, pour se redifférencier selon les paradigmes de chacun. Les partisans de l'Algérie française, regroupés au sein du D.I.E.C.O. (auquel s'adjoint la diaspora du Bassin méditerranéen), défendent, en particulier, la fiscalité indirecte, vieux contentieux avec l'Etat qui entend supprimer un privilège d'exemption, accordé par l'Empire (Arrêtés Miot - Décret impérial). Le mouvement du 29 novembre 1959 (date de commémoration du rattachement de la Corse à la France en 1769) regroupe par contre des journalistes libéraux, la gauche radicale et communiste, puis se réduit à ces derniers après la fin de la guerre d'Algérie. Les communistes revendiquent dans les termes des paradigmes marxistes au sein du « 29 novembre », puis au sein du C.A.P.C.O.¹⁵ (Comité d'Action et de Promotion de la Corse, 1963). La défense de la classe ouvrière, des activités productives et du réseau ferré intérieur sont parmi leurs plus importants chevaux de bataille. Sur le plan culturel, la promotion des classes populaires est conçue comme passant par l'acquisition du français et le renforcement de l'héritage démocratique de la Révolution française. Aux héritiers intellectuels de cette génération de la Résistance est due une première relecture de l'histoire corse, menée selon les paradigmes marxistes. C'est une avancée de l'expression démocratique, même si l'introduction de la notion de classe, dans une société structurée prioritairement par les solidarités verticales, ne rend compte que d'un aspect de la réalité (G. Lenclud).

Même si le corsisme est à l'époque frappé d'anathème, les références symboliques à la culture et à l'histoire politique de la Corse sont utilisées discrètement par les organisations du mouvement social dans les moments de tension entre la région et l'Etat pour bien signifier à ce dernier la fragilité du contrat qui les lie. La droite, représentée en Corse avant-guerre par le très puissant clan Gavini, a toujours semblé assumer l'héritage culturel corse, au contraire de la gauche incarnée par le clan landriste dont radicaux et communistes se prévalent aujourd'hui. La réceptivité des uns et l'hostilité des autres aux nationalismes culturels régionaux sont la continuation de l'opposition entre girondins et jacobins qui a resurgi entre les deux guerres. La répression a effacé momentanément le corsisme caractéristique de la droite insulaire et ren-

forcé la position jacobine du clan radical. Il suffit cependant que surgisse une crise entre les deux partenaires pour que la configuration symbolique change à nouveau et qu'apparaissent les symboles de la rupture avec l'Etat et les stratégies qui lui sont liées. L'occasion est donnée par les décisions que prend le général de Gaulle peu après sa prise de pouvoir, entre 1959 et 1961 : projets de fermeture du chemin de fer et d'installation d'une base d'expérimentation nucléaire dans le massif de l'Argentella, proche de la baie touristique de Calvi. Ces intentions vont dans le sens d'une utilisation militaire de la Corse et annulent les premiers efforts de développement de la IV^e République (préparation d'un Plan d'action régionale — 1957 — création de deux sociétés d'économie mixte). Elles condamnent les espoirs que la population a mis dans le général de Gaulle en le plébiscitant à plusieurs reprises. En portant symboliquement atteinte au « corps primitif » de la terre-mère (selon la formule bien connue de J. Gil ¹⁶), l'affaire de l'Argentella provoque une mobilisation générale de toutes les instances de l'île, notables compris. Ceux-ci créent, en signe de protestation, un Comité de Ponte Novu (du nom de la défaite des partisans de P. Paoli qui aboutit à la conquête de l'île en 1769). Les nouvelles organisations, qui se créent partout pour élaborer des propositions, balayent les anciennes ou les obligent à revoir leurs stratégies. L'accent est mis sur la revendication régionale de moyens permettant à la Corse de se gérer elle-même. Les leaders du C.A.P.C.O., hostiles à l'idée de région, sont marginalisés dans le mouvement social. Un Comité clandestin pour la Corse indépendante (C.C.I.) est même créé en 1961. Le très faible écho qu'il rencontre montre que la population n'est pas encore prête à retirer sa confiance en la France. Le C.E.D.I.C. (Comité de défense des intérêts de la Corse) est fondé en 1963 par une bourgeoisie libérale d'entreprise qui prend le relais du D.I.E.C.O. Il publie, en écho à des textes sur l'autonomie interne, un manifeste pour l'ethnie corse assez radical qui s'attache à défendre les fondements d'un groupe particulier comme s'il s'avérait désormais nécessaire de prouver aux Corses qu'ils existent en tant que tels (non pas seulement en tant que membres d'un département français), pour qu'ils puissent mieux faire valoir leurs droits auprès des instances administratives (P. Dalmas-Alfonsi). On s'attache à donner à l'idée de région un contenu culturel spécifique au travers de la définition d'une ethnie, dans la caractérisation de l'« être corse ». On distingue nettement les Corses de la diaspora de leur noyau originaire comme s'il fallait authentifier ses fondements identitaires et s'ancrer plus solidement.

2. L'essor du régionalisme

a) Les régionalistes réformistes

La génération des années soixante émigrée à Paris découvre, à la faveur de la guerre d'Algérie et de la décolonisation, des auteurs dont elle se saisit pour repenser la situation. Etre Corse en 1960, ce peut être s'identifier aux colonisés du tiers-monde de A. Memmi et aux *Damnés de la Terre* de F. Fanon. La Corse apparaît alors comme l'une des dernières colonies de l'Empire français. Les formes de la modernisation agricole des années soixante peuvent confirmer une telle analyse. Regroupés au sein de l'Union-Corse-l'avenir à Paris (1961) et de l'Union nationale des étudiants corses (1962), les premiers régionalistes de cette époque formulent des revendications culturelles précises : extension des bourses d'études pour les plus défavorisés, réouverture de l'Université de Corse (fermée depuis P. Paoli), application à la Corse de la loi Deixonne sur l'enseignement des langues régionales. On entend démontrer que l'on peut être à la fois corse et français et s'investir d'autant mieux dans le développement de l'île que l'on est réconcilié avec soi-même. Vraisemblablement plus coupés que les membres du C.E.D.I.C. de la culture insulaire vivante, ces intellectuels ressentent davantage à Paris l'impossibilité de s'exprimer en tant que corses.

L'influence de l'idéologie tiers-mondiste et du modèle algérien se lit dans des propositions de désaliénation culturelle qui devraient accompagner nécessairement le développement. Cette orientation socialiste-nationalitaire rejoint les positions du P.S.U. On croit dans la capacité du socialisme d'Etat d'intégrer les dimensions culturelles des « minorités nationales ». Ces positions sont celles du Front régionaliste corse (F.R.C. - 1966) ; elles sont très minoritaires. La plupart des membres de l'ex-Union Corse qui rentrent dans les années 1970 s'en désolidarisent rapidement pour fonder l'Action régionaliste corse (1967) sur des positions qui rappellent le manifeste du C.E.D.I.C. Préoccupée avant tout d'une parité économique avec les autres Français et d'une égalité de traitement devant la modernisation, l'A.R.C. se déclare apolitique et en faveur de revendications essentiellement économiques et institutionnelles. Elle souhaite une autonomie régionale de gestion. La notion d'ethnie opère une clôture idéologique qui fonde le sentiment d'appartenance régionale et promeut la notion d'intérêt commun, essentielle à une mobilisation populaire. L'A.R.C. ne met pas en avant la revendication culturelle aussi fortement que les membres du F.R.C. exilés ; plus proche des pratiques culturelles quotidiennes, cette revendication lui paraît moins prioritaire.

Au plan de l'Etat, la demande de revalorisation culturelle des uns et de modification institutionnelle des autres n'a aucun écho. Le contexte historique des années soixante, sur fond de décolonisation algérienne, précipite l'île dans une modernisation que la population n'a que le droit d'accepter. L'Etat est l'agent de transactions chargé d'harmoniser les exigences des différents partenaires. D'un côté, les négociants en vins

et les capitalistes de tradition coloniale cherchent, avec les firmes agro-alimentaires, un lieu où réinvestir dans de bonnes conditions de rentabilité ; les banques voient dans les rivages corses un gisement touristique à exploiter ; les firmes du bâtiment trouvent un marché exceptionnel à prendre, vierge de toute infrastructure ; de l'autre, une classe politique fidèle à l'Etat gaulliste, héritière des traditions claniques, se présente en médiatrice d'une population peu nombreuse, vieillie, anémiée par l'hémorragie permanente des élites et de la plupart de ses forces actives et des Corses des colonies et autres rapatriés, animés d'un esprit d'entreprise.

Nouveaux alliés de l'Etat dans une reconquête du temps et de l'espace, ces deux groupes vont faciliter le passage à la modernité de la communauté corse. L'accueil réservé à ce déferlement d'hommes, de capitaux et d'initiatives modernisatrices est cependant inégal. La classe politique s'emploie à intégrer les nouveaux arrivants dans son réseau et à asseoir son pouvoir économique par le prélèvement de la rente foncière et la mainmise sur la plupart des leviers économiques. La petite bourgeoisie libérale d'entreprise, regroupée dans l'A.R.C., revendique la participation à la modernisation et y associe des rapatriés d'origine corse. Certains de ces derniers la rejoignent, soucieux d'affaiblir le centralisme et la dépendance à l'égard des clans et de l'Etat, qui entravent leurs ambitions économiques. La monopolisation des leviers économiques par les clans, les tracasseries de l'administration étatique et les handicaps à la liberté commerciale du monopole de pavillon sont autant de carcans que leur dynamisme d'entrepreneurs renâcle à subir. Ils sont parmi les premiers à vouloir s'articuler sur un espace de circulation plus large que le seul espace concédé par l'Etat, peu habitués à une administration aussi tatillonne et enclins à considérer que la décolonisation s'est faite sans leur avis. Pour des raisons diverses, peu se reconnaissent dans la modernisation qui bouleverse le paysage de la plaine au profit de quelques-uns et grossit la ville de nouveaux arrivants, sans pour autant créer le développement attendu en faveur des Corses. En moins de dix ans, la Corse prend un nouveau visage avec un secteur agricole de plaine, modernisé, désarticulé par rapport au reste de l'économie, et un secteur tertiaire urbain en pleine expansion. L'arrivée massive de population allogène après 1962 (rapatriés, continentaux, Maghrébins) est vécue comme une intrusion intolérable par une population qui revendique son droit prioritaire et inaliénable sur sa terre, et son droit à participer à la modernisation en bonne place, comme prix des services rendus à la République. La mobilisation sociale est d'autant plus nette que la transformation est plus rapide et ses formes peu satisfaisantes pour une majorité écartée des principaux bénéficiaires.

A partir des années soixante-dix, les organisations sensibilisent la population contre les formes de développement et les choix proposés par le gouvernement (priorité au tourisme et à la monoculture de plaine qui casse la complémentarité plaine-montagne et accélère la désertification de l'intérieur). L'A.R.C., organisation la plus populaire, rassemble

sur la personne de son leader charismatique, E. Siméoni, la foule des « petits » écarts de la rénovation ou malmenés par ses outrances : jeunes agriculteurs sans terre, dépossédés de leurs pacages collectifs sur les terrains communaux restés indivis jusqu'alors, petits viticulteurs mis en coupe réglée par les négociants, pris dans l'engrenage de la chaptalisation, petits hôteliers menacés d'être exclus du profit touristique par des projets de vaste ampleur, petits commerçants et entrepreneurs revendiquant leur part dans les marchés d'Etat et le tourisme social, etc. La plupart des syndicats nouvellement créés dans l'agriculture, le tourisme ou le tertiaire (C.F.D.T.) suivent l'A.R.C. Le F.R.C., animé par les intellectuels revenus depuis peu, reste encore très minoritaire dans une population toujours sensible au discours de l'apolitisme que le leader de l'A.R.C. a bien su utiliser dans une perspective de rassemblement et de consensus. E. Siméoni incarne pendant toutes ces années le patriote généreux dévoué à la cause corse.

Au moment où l'Etat fait de la Corse une circonscription d'action régionale, prélude à la réforme de 1972, les organisations régionalistes croient encore dans sa capacité de développement. Mais leur insatisfaction grandit devant la timidité des réformes. Elles revendiquent, sous la pression des mouvements sociaux de 1973, l'autonomie interne et adoptent une nouvelle stratégie culturelle qui marque une étape importante dans le processus de délégitimation de l'Etat français en Corse.

b) De la mauvaise conscience des intellectuels à la libération du refoulé

Depuis les années soixante, les intellectuels des différentes organisations du mouvement social, et ceux qui se situent dans leur mouvance, jouent un rôle important dans la maturation idéologique du mouvement social et le changement, en l'espace de dix ans, de ses paradigmes. Durant cette période, on assiste à une relative mise en concurrence des paradigmes marxistes européens avec les thèmes tiers-mondistes d'une bourgeoisie intellectuelle souvent exilée à Paris. Ces penseurs, issus pour la plupart d'une notabilité libérale de tradition rurale, se rattachent volontiers aux principes de l'Europe des Lumières et de la Révolution paoline. Ils n'ont pas les mêmes intérêts que les descendants des grandes familles au pouvoir, dans le Sud notamment, plus marqués par leur fidélité au service de l'Etat. Ils se sont de fait engagés dans un rôle d'« intellectuels organiques » du peuple corse. Ils aspirent, par leurs écrits et leur action, à infléchir les modalités du développement. A la suite des balbutiements du C.E.D.I.C. et des manifestes du F.R.C.¹⁷, ils s'attachent à définir des critères de distinction ethnique, pour faciliter une identification collective autour des notions de développement régional et d'intérêt commun. Cette dernière notion, au fondement du sentiment d'appartenance, est malaisée à intérioriser en Corse où les clivages de clans, les rivalités de clochers, les oppositions de la plaine et de la montagne, du Sud et du Nord, etc, représentent autant d'obstacles à sa

réalisation depuis la plus haute Antiquité (F. de Lanfranchi). La solidarité reste avant tout clanique et villageoise. L'idée d'une région « ethniquement » définie fait cependant son chemin dans la période de croissance des années soixante-dix même si les sentiments et logiques restent encore bien déterminés par les intérêts et les loyautés à l'égard du clan. Les clientèles restent fidèles par tradition et pour les services que le clan continue à leur prodiguer. Même si elles sont tentées par le discours des régionalistes, elles ne sauraient leur accorder leur vote du fait de leur dépendance. Le mouvement social n'est parvenu à détacher que des pans de clientèle qui ont pu se soustraire à la logique d'assistance en profitant de la croissance pour acquérir une relative autonomie et tenter l'aventure du développement (bourgeoisie d'entreprise, nouveaux colons, commerçants, etc.).

Après 1971, les exclus du développement risquent de l'être davantage avec une modernisation qui s'annonce plus touristique qu'agricole et signifie donc une dépendance accrue (sensible avec le schéma d'aménagement de 1971 et la répartition des crédits d'infrastructure non productive).

De telles perspectives relancent la protestation des intellectuels. Mais il faut attendre les mouvements sociaux de 1973 pour que cette protestation ait des effets sensibles sur le rapport de la population à l'Etat et à sa propre région en s'articulant de manière plus ou moins sensible sur les nouveaux paradigmes diffusés à la faveur de la « révolution de mai ». Le champ du culturel et l'idée de nation apparaissent alors comme de nouveaux thèmes de mobilisation collective. Le mouvement de protestations contre les Boues rouges de la Montedison a servi de révélateur. Déclenché par la protestation des écologistes contre des déversements toxiques en mer Tyrrhénienne, face au cap Corse et à Bastia, ce mouvement coalise de nombreuses couches de la population contre l'Etat. Il reçoit un renfort inattendu : la jeunesse exilée. Ce problème de pollution, compliqué à régler au plan international, élargit au-delà de l'île la sensibilité au thème de « l'auto-défense d'un peuple en danger » par la faute d'un Etat apparemment impuissant. Comme en 1960, une atteinte à l'intégrité de la terre-mère et à la pureté légendaire de son environnement déclenche l'explosion sociale. Des événements sociaux peuvent avoir un effet cathartique inattendu, favoriser la diffusion de nouveaux paradigmes jusque-là partagés par une minorité intellectuelle. Le mouvement contre les Boues rouges (hiver 1972), rapidement relayé par celui en faveur de l'université de Corse (qui culmine durant les journées de l'université d'été de Corte, août 1973), semble être de ce type. La population exilée a vécu là un mouvement de « conversion cathartique » (au sens tourainien du terme). L'identité corse est alors symboliquement affirmée dans le drapeau et l'hymne corse. Bien des membres de la diaspora parlent de cet épisode comme d'un moment essentiel dans la disparition du conflit intérieur entre l'identité corse et l'appartenance française. Certains ont alors décidé un retour aux sources pour la redécouverte effective de leur être corse. Dans la foulée,

août 1973 est pour ceux qui l'ont vécu un mai 68 insulaire. Ces événements marquent l'entrée des Corses de la diaspora en tant que force active du mouvement revendicatif. C'est tout particulièrement le cas des intellectuels de « la génération de 1970 ». Les organisations régionalistes poussées en avant par ces nouvelles forces basculent dans la revendication d'autonomie. L'Action régionaliste corse se transforme en *Azzione per a rinascita di a Corsica* et regroupe bien des jeunes exilés que son leader est venu sensibiliser à la cause de la Corse dans les universités. La majorité n'est pas vraiment politisée. Un certain nombre cependant vient grossir les rangs de la gauche corse, le *Partitu popolare corsu* (ex-F.R.C.) et le *Partitù popolare corsu per l'autogestione* (animé par l'ex-leader de l'U.N.E.C. sur Ajaccio). Une frange plus radicalisée fonde le *Fronte paesanu corsu di liberazione*, mouvement clandestin qui repose sur de jeunes ruraux et des étudiants déjà partisans d'une lutte de libération nationale. Les événements d'Aleria (1975 : dénonciation de la fraude viticole des négociants par l'occupation d'une cave, suivie d'émeutes sanglantes à Bastia), puis l'affaire dite « de Bastalica-Fesch » (1980 : dénonciation de la politique répressive de l'Etat au moyen de polices parallèles) intensifient le mouvement de conversion identitaire et de délégitimation de l'Etat en Corse. Au-delà des défavorisés de la croissance, ce mouvement s'élargit aux couches non encore entrées dans la production, que les formes de développement poursuivies menacent de marginalisation dans le contexte de crise.

L'accélération brutale du processus de conversion est redevable à la situation identitaire de la diaspora des années soixante-dix. Août 1973 est la brutale libération d'un malaise transmis aux plus jeunes par les générations des années cinquante qui ne trouve pas de voie pour s'exprimer.

Pour se faire admettre ou reconnaître français, il fallait partir, et seuls ceux qui ensuite se sont efforcés de s'intégrer se sont faits accepter, intériorisant des images faussées d'eux-mêmes, bâties sur la méconnaissance ethnocentrique de cette culture méditerranéenne. Les moins bien adaptés ont perpétué un sentiment d'inadéquation entre la réalité vécue en exil et leur structure d'identité profonde. Celle-ci est ressentie à la fois comme peu exprimable et « impossible à détacher d'eux-mêmes ». Une telle frustration d'« être empêché d'être soi », liée plus souvent au fait de ne pas savoir qui l'on est, est sans cesse réactivée par des séjours estivaux au village où « rien ne paraît étranger ». C'est dans le village que s'origine le sentiment d'appartenance des exilés. Mais vue à distance, l'île (*a cursichella*) prend la dimension de la terre-mère qui lie les compatriotes et s'exprime par la voix populaire d'un homme, E. Simeoni (son symbole est porté en pendentif). Jusqu'en 1971, une revue, *U Muntese*, publiée à Bastia, ouvrira souvent ses pages à l'expression de ces exilés qui ont surtout tendance à évoquer la Corse sur un mode passéiste et nostalgique, par référence aux valeurs sûres d'un temps révolu que l'on retrouve mal.

Après 1973, l'apparition d'une « génération de soixante-dix » libère un nouveau discours.

c) *La génération des « culturels » de 1970*¹⁸

Prioritairement influencée par les thèses du F.R.C. sur la désaliénation culturelle, elle essaie, dans l'« exil », de tirer la culture corse de la folklorisation¹⁹ et d'en restructurer le champ symbolique. Elle travaille à la reconnaissance de la langue corse comme outil capable d'exprimer la modernité. Elle revendique une nouvelle historiographie. Le redémarrage d'une créativité culturelle dynamique, d'abord dans le domaine poétique, est inattendu dans un contexte où l'on déniait l'existence effective d'une langue et d'une culture à part entière, et alors que l'on pouvait croire l'intelligentsia quasiment assimilée. A partir d'une inspiration nourrie par la problématique de l'enracinement et la nostalgie de l'enfance, cette génération se laisse porter par les effets du bouillonnement créatif et libérateur du mouvement de Mai. Sa prise de parole se fait avec une volonté de « décapage » culturel, de rejet des stéréotypes imposés. Elle ne cherche pas vraiment des modèles dans le passé littéraire corse récent pour tisser une continuité. Elle en viendrait presque à gommer la période de foisonnement de l'entre-deux-guerres²⁰ « pour fonder sa propre authenticité dans une dialectique entre l'universel et le spécifique », dans la préoccupation de l'essentiel (*l'essezza*). Elle entend s'exprimer dans une langue corse renouvée, déprovincialisée, de manière à favoriser l'émancipation des consciences. Par la constitution d'un nouvel ordre culturel et donc politique, propre à faire implorer les pesanteurs de l'archaïsme communautaire et, plus largement, libérer l'individu de ses entraves (J. Fusina). Un tel « souci d'authenticité » traduit le besoin de retrouver « l'esprit de l'être corse » et de se définir en tant qu'homme du XX^e siècle, individualisé et reconnaissable au sein d'une culture originale.

L'identité collective est toujours une construction mentale plus ou moins instituée par des discours, réalisée à partir d'éléments du passé pour les besoins de l'interaction ou de l'expression au présent. En écho à ceux du C.E.D.I.C., les intellectuels de 1970 se sont attachés à la re-construction d'une identité collective en puisant dans les ressources à leur disposition telles que l'histoire, les éléments de la culture locale, l'espace de la nature. etc., de manière à défricher un terrain longtemps laissé à l'abandon. La génération de 1970 n'a pas une ambition de normativité collective. Son objectif est plus libérateur, non hégémonique ; le courant qui la porte lui semble suffisamment bouillonnant, créatif et ouvert²¹.

On peut penser que cet élan a trouvé un premier relais parmi les « candidats au ressourcement », structurés par la société urbaine, réceptifs aux thèses de la désaliénation étatique et communautaire souvent déculturés et en quête de nouveaux repères d'identification. Ils vont générer une nouvelle créativité en prise avec le terrain, en s'imprégnant des ressour-

ces tirées de la vie quotidienne et de la culture orale que la génération de 1970 n'avait pas spécialement prise en compte. Ils la recueillent quand elle subsiste et tentent de la libérer de son enfermement. Pour D. Bosseur-Salini, M.-J. Nicoli et F. Lantieri, « l'héritage de cette civilisation du mythe oral est encore source d'énergie et de force énigmatique ».

Aussi, à partir de 1977, un groupe de chanteurs en prise avec la tradition, *Canta u populu corsu*, s'attache à restituer peu à peu la richesse et la sensibilité d'un patrimoine menacé d'extinction (réactivation des formes mélodiques, attention portée aux polyphonies). Il le revivifie d'une inspiration nouvelle par sa volonté militante, pour en faire l'un des instruments privilégiés d'une renaissance culturelle et, par extension, politique.

Cette synthèse caractérise le nouveau statut du mouvement culturel. Il devient une composante essentielle du mouvement politique à qui il fournit les éléments d'un discours idéologique de type national. Mais le domaine culturel ainsi utilisé perd son autonomie créative.

3. *L'Etat face à sa délégitimation*

La création d'une région et de deux départements, la promesse de création d'une université corse, la révision de la politique agricole en faveur de la montagne, celle de la politique des transports maritimes sont les quatre réponses essentielles apportées au mouvement social au début de cette période.

a) *Le retour des héritiers de Mai à la montagne*

Quelques centaines rentrent en Corse au cours des années 1973-75, avec, souvent, une formation universitaire, plus par souci d'authenticité et de recherche des références que par sensibilité écologique ; attentifs aux appels de leurs aînés, ils se consacrent à une activité rurale (artisanale ou agricole). La majorité, dans les années soixante, avait regardé vers la plaine qui connaissait un boom viticole, et tenté l'aventure de façon plus modeste mais dans les mêmes formes capitalistes et individualistes que les rapatriés (des essais communautaires ont vite avorté) ; ces jeunes-ci regagnent le village familial de l'intérieur. Des institutions étatiques, nouvellement créées pour pallier à la désertification accélérée de l'intérieur, conséquence des efforts de développement du littoral et de la rupture de la complémentarité plaine/montagne, leur offrent un minimum de formation (A. Codaccioni, « Les relations de l'Etat à la société locale à travers le mouvement social », texte inédit). Le développement endogène allait-il relayer une modernisation impulsée de l'extérieur qui entraînait déjà en crise dans les secteurs aménagés de la plaine ? Les syndicalistes agricoles affiliés à l'A.R.C., déjà aux prises avec la crise, sont alors les protagonistes de la contestation anti-étatique et anti-touristique. Une nouvelle génération tente de ranimer les zones

délaissées de l'île, apparemment condamnées par l'évolution technologique mais chargées des symboles de l'identité corse.

Animateurs du parc ou des foyers ruraux, artisans de la C.O.R.S.I.-C.A.D.A. (Coopérative de production et de commercialisation de produits artisanaux), éleveurs ou agriculteurs du Centre de promotion sociale (Corse), tous cristallisent, pendant ces années militantes, le peu de vie active des villages de montagne, et tentent, souvent en vain, de sensibiliser une opinion publique le plus souvent réservée et fataliste. Se met en place, en quelques années, « le mouvement associatif » corse. La C.O.R.S.I.-C.A.D.A. est sans doute l'un des exemples les plus achevés de l'effort (soutenu à bout de bras par l'administration) pour expérimenter des formes plus collectives de production, plus adaptées au terrain dans un contexte de ressources humaines et financières réduites. L'objectif est de créer ou revitaliser un artisanat qui soit adapté au marché et marqué de la spécificité corse. A la recherche de formes ancestrales, et d'eux-mêmes, les artisans et les éleveurs bataillent durement dans des conditions de survie économique difficiles. Les obstacles financiers, sociaux et politiques se multiplient à mesure que l'action s'élargit et tente de s'inscrire dans une dynamique qui bouscule des habitudes claniques d'inertie et d'assistance. Les notables, dont la stabilité politique est fondée sur ces pratiques consolidées par les procurations électorales de la diaspora, sont tentés de faire obstacle à toute dynamique contraire à la reproduction de leur pouvoir (F. de Casabianca). Le choix volontariste de la plupart des néo-ruraux de vivre en Corse pour devenir des acteurs économiques à part entière donne espoir et ranime les énergies. La majorité reste cependant hostile et ironique.

b) Accélération de la transnationalisation économique et de la dissolution communautaire

La réforme régionale de 1972, mise en œuvre en 1975, poursuivie en 1982, par la décentralisation et le Statut particulier sous la présidence de F. Mitterrand, est un rattrapage bureaucratique que rend nécessaire l'ajustement de l'île à sa nouvelle réalité économique et urbaine. L'Etat accroît son contrôle territorial et social du fait de l'urbanisation (équipement, logement, aides sociales). Il augmente sa capacité de redistribution par le biais du salariat public. Il soutient ainsi, activement, la consommation « de type urbain » et élargit « la société officielle » articulée à l'Etat²². L'intégration des élites socioprofessionnelles, en particulier, à majorité autonomiste, est démultipliée à travers les différentes instances régionales (assemblées, offices, conseils...). Les mesures, concernant surtout l'économie et le rattrapage infrastructurel, se font en deux temps. En 1975, une concession est faite aux contestataires : les grands projets touristiques sont mis en veilleuse au profit d'une meilleure prise en compte des volontés de développement autocentré. Celui-ci va dans le sens d'une autonomisation de la société civile, manifeste dans l'esprit de la décentralisation étatique. Les intentions restent,

cependant, modestes et les efforts non convergents (INRA, Parc régional, SOMIVAC, DDA)²³. Les interventions restent plus inféodées à une logique clientélaire que soucieuses d'efficacité économique. Elles ont, dans certains cas, accentué de fait la déruralisation en salariant de jeunes ruraux pour les tâches para-agricoles. Le principal effort de réforme renforce au contraire les tendances à la tertiarisation : la continuité territoriale apparaît comme un compromis entre les différents partenaires (Etat, compagnies de transports maritimes et ferroviaires, holding de distribution). Ce compromis est favorable aux plus gros importateurs et, par contrecoup, aux consommateurs qui bénéficient de la relative concurrence qui s'établit entre les structures de distribution, mais contraire aux producteurs locaux et petits commerces. Les faibles unités de tous les secteurs, en amont et en aval de la production, sont obligés de s'organiser pour résister à la concurrence (M. Biggi). Les effets de cette réforme s'accroissent après 1982.

Rien de fondamental dans les orientations économiques précédemment engagées n'est alors modifié comme s'il n'était ni dans les intentions ni dans le pouvoir du nouveau gouvernement d'en infléchir le cours. Même si beaucoup de choses sont changées dans le mode de négociation des affaires économiques régionales avec l'Etat (contractualisation des plans Etat-région, etc.), chacun des partenaires semble dans l'incapacité de planifier ses choix économiques dans la conjoncture de crise et de transnationalisation des années quatre-vingt. L'Etat n'a plus lui-même la maîtrise des choix économiques ; il s'en remet de plus en plus à la Communauté européenne pour coordonner ces choix (programmes intégrés méditerranéens). L'absence de projet économique consensuel des élus revient à faire adopter les propositions de l'Etat et à faire avaliser des contrats de plans sans contenu. On pourrait croire qu'il s'agit d'entretenir l'illusion de la concertation Etat-région. La mécanique bien rodée des rapports Etat-région continue donc à réaliser des transferts de fonds qui ne sont pas affectés en fonction d'une logique choisie par la région et d'efficacité économique.

Le secteur productif agricole est directement battu en brèche par la prééminence du secteur commercial et la faiblesse de l'incitation de l'Etat. Durant la mise en place du Statut, les acteurs sociaux de différentes professions sont encouragés à proposer leurs solutions comme si les contraintes du monde extérieur n'existaient pas ; est encouragée l'illusion qu'un rattrapage historique est possible et que l'Etat est encore souverain pour l'accorder. Le volume de crédits accordé la dissipe rapidement. L'entrée sur la scène politique, en force après deux ans d'assemblée, des forces économiques liées au grand tourisme et au négoce, au transnational donc, dévoile les tendances dominantes. Les mesures prises en faveur du mouvement associatif et de la montagne, qui en sont encore au stade de l'expérimentation, n'ont pas le temps de prendre effet. Elles sont combattues par la majorité des élus de la deuxième assemblée et relayées par l'action administrative en net recul par rapport aux orientations précédentes (A. Codaccioni, texte inédit, *op. cit.*).

L'action de cette assemblée ne fait qu'accélérer une crise déjà perceptible par les acteurs sociaux eux-mêmes.

Un mouvement d'abandon de la montagne est observable chez les agriculteurs qui se replient de plus en plus sur des méthodes plus adaptées à un mode de vie urbain (association au mouvement de descente vers la ville de formes d'élevage sans gardiennage, adaptées à une désertification qu'elles accroissent ; repli sur des modes d'économie informelle).

Ils sont suivis par des néo-ruraux qui vivent cette phase comme une maturation nécessaire à l'éclosion d'individualités trop longtemps contenues dans la gangue du mouvement associatif ou de l'idéologie communautaire. Après une dizaine d'années d'engouement pour le développement auto-centré et associatif, encouragé par l'administration, un courant inverse se dessine en faveur de choix résolument combattus pendant la période précédente (celui du tourisme, par exemple). Tout se passe comme si étaient désormais interdits « la tentation de l'esprit romantique » et le refuge dans un ordre collectif. On est happé par la forme contraire de « l'économisme utilitariste et la logique individualiste qui lui est socialement liée »²⁴, pour s'assurer un bien-être à travers le nouveau modèle de la petite entreprise.

Ces nouveaux paradigmes font entrer un peu plus la Corse dans la modernité en balayant progressivement les utopies communautaires issues de Mai. Comme si le réinvestissement dans l'idéologie collective n'avait servi que de refuge pour assurer la transition avec l'individualisme.

c) L'esprit de la réforme institutionnelle et sa traduction politique

Ces mutations des structures économiques et des modèles passent relativement inaperçues durant la période de réforme institutionnelle qui marque le début du septennat de François Mitterrand, tant la population et ses élus sont absorbés par la redéfinition de l'articulation à l'Etat et les stratégies de l'avenir. On a pu dire que depuis l'indépendance paoline, la Corse n'avait pas connu pareille ouverture dans le cadre de la République (C. Olivesi)²⁵. La réforme s'est faite, au début, sans le consentement de ces instances ; elles ont compris plus tard le parti qu'elles pouvaient tirer d'un texte souple cherchant à assurer la plus large représentativité (grâce au vote à la proportionnelle), et à traduire démocratiquement la volonté collective en matière économique et culturelle. Le texte pose comme principe la reconnaissance par l'Etat du droit à la différence et à l'autonomie décisionnelle. Les forces politiques autonomistes dont la participation est sollicitée par le nouveau pouvoir jouent à fond la concertation ; en particulier celles qui croient à la rencontre entre le socialisme et le nationalitaire.

Les nouveaux enjeux se précisent au cours des assemblées successives qui sont le reflet de plus en plus clair des transformations qui affectent en profondeur la société corse.

L'échec des réformistes autonomistes dès la première assemblée, leur remplacement sur la scène politique par les forces nationalistes radicalisées, l'apparition des forces économiques liées au négoce et au tourisme transnational, l'affaiblissement corrélatif des deux clans, issus de catégories plus traditionnelles (ils sont minés par leurs dissidences et débordés par les nouveaux courants), tels sont les faits les plus marquants de cette période de décentralisation. Celle-ci a pu être qualifiée de « a-nationale » par R. Gallissot (*op. cit.*). A travers elle, s'opère la mise en cause de plus en plus nette du national global. L'organisation des régions, l'autonomisation contrôlée se font dans la perspective de réaménagement de l'idéologie nationale. L'Etat, ne pouvant plus compter qu'avec difficulté sur la culture nationale centrale pour se relégitimer, tente de miser sur une réharmonisation mesurée du culturel régional et national par l'octroi du droit à la différence. Le fait de reconnaître à la langue corse un véritable statut et de déléguer à la région le soin de gérer en partie sa spécificité culturelle rentre dans la nouvelle logique présidentielle de relégitimation nationale.

La position gouvernementale apparaît symbolique et peu efficace²⁶. Elle rencontre l'opposition de l'ancienne classe politique corse qui ressent comme une menace directe la décentralisation « a-nationale » de l'Etat. Elle est perçue comme abandonnant la région à ses propres forces (surcoût des services décentralisés de l'Etat, etc.). Les réactions d'opposition lors de l'adoption du Statut et au cours de la première assemblée sont compréhensibles : la décentralisation est effectivement une façon pour l'Etat de se décharger sur le corps social insulaire de la gestion d'une région dont il avoue qu'il n'est pas en mesure d'enrayer la dépendance. Pour lui, la périphérie corse fait partie des zones à vocation consumatoire et non productives, selon le principe de la bipartition du monde qui peut se lire dans le fonctionnement de la majeure partie des Etats aujourd'hui²⁷. La décentralisation met en crise les plus fervents partisans de l'idéologie nationale ; ils ne sentent plus leurs intérêts protégés dans cette nouvelle gestion territoriale.

Dès la première assemblée, ils lancent l'offensive contre les autonomistes réformistes qui par leur alliance conjoncturelle avec des forces claniques dissidentes parviennent à faire adopter des mesures favorables à la culture et à la langue corses (adoption du bilinguisme en 1983). Le thème de la langue, dont l'enseignement obligatoire est proposé, divise tout le corps social et déclenche des réactions passionnelles chez les tenants de l'ordre identitaire français. Les deux clans, renforcés par leurs alliés du Front national, impulsent un mouvement social animé par les inconditionnels du français. Réunis au sein de la C.F.R. (Comité pour la Corse française et républicaine, 1983), ils lancent l'offensive contre les autonomistes et les nationalistes, et engendrent un affrontement des idéologies politiques dans une logique très clanique de l'exclusion (J. Thiers et J.-M. Arrighi). Ils établissent un amalgame et rejettent tous les nationalistes dans le camp de l'anti-France. Ils réduisent à des oppositions simplistes la complexité des enjeux identitaires dont

la langue est le centre. Cette action vise une annulation systématique des mesures novatrices prises par la majorité progressiste de la première assemblée (P.S., P.C., Rénovateurs-radicaux du Sud, Autonomistes) et l'Etat en matière d'ouverture culturelle et démocratique (enseignement, media, aide au mouvement associatif...). La dissolution de la première assemblée est finalement obtenue grâce au ralliement des dissidents qui représentent les nouvelles forces régionales (liées au tourisme notamment). Elle frappe surtout les leaders historiques du mouvement social dont les stratégies consensuelles, efficaces pour la mobilisation populaire, ne résistent pas à l'épreuve d'une mise en forme d'un projet politique. La désunion des réformistes autonomistes de la première assemblée et la stratégie d'alliance des « non-inscrits »²⁸ avec des éléments peu fiables entraînent l'élimination de la frange socialisante dans la deuxième assemblée et l'affaiblissement de la frange réformiste de l'U.P.C. (Unione di u populu corsu - ex-A.R.C.), conduite par le docteur Siméoni.

L'échec relatif des courants réformistes autonomistes s'accompagne du désenchantement de leur base sociale à l'égard de l'Etat socialiste et de ses possibilités de modification de la dépendance. Il légitime la montée de la frange radicalisée des indépendantistes (M.C.A., Muvimentu corsu per l'autodeterminazione, créé en 1983 après la dissolution des Cumitati corsi naziunalisti) et l'adoption d'une stratégie plus radicale. Pour passer le seuil d'elligibilité relevé à 5 %, le M.C.A. s'allie à l'U.P.C. pour constituer Unità naziunalista. Il est partisan d'un combat de libération nationale légal, conduit par le peuple dans son ensemble, à travers la pratique du droit à l'autodétermination et la stratégie des contre-pouvoirs.

Son entrée dans la deuxième assemblée est indicative de l'évolution politique et sociale d'une génération qui a subi la décentralisation et ses péripéties. Ce nouveau courant repose en particulier sur des jeunes : salariés du tertiaire public ou privé, agriculteurs, étudiants. En moins de dix ans, on a assisté à un accroissement important du nombre d'actifs dans le secteur tertiaire et à la formation d'une classe de jeunes salariés urbains dont les préoccupations d'emploi et la mentalité sont différentes de celles de leurs aînés de l'U.P.C. ou du P.P.C. Le crédit dont bénéficie en 1983 le M.C.A. dans une frange notable de la population (il apparaît pour beaucoup comme la seule force novatrice possible) en fait la cible privilégiée des clanistes et des partis nationaux de progrès, eux-mêmes résolument attachés à la nation française.

Avant même la dissolution de la première assemblée, les clans essaient de déconsidérer l'action des militants nationalistes dans l'opinion publique en répandant la thèse de leurs liens avec le milieu (à l'occasion de l'affaire Schosch à Ajaccio, puis de l'affaire Orsoni). Les démentis du F.L.N.C. (Fronte di liberazione naziunale di a Corsica²⁹) et surtout sa riposte dissipent les équivoques (meurtres d'un proche collaborateur du chef du clan radical, et de plusieurs membres de la « bande du Valincu » impliqués dans l'affaire Orsoni). Les nationalistes arrêtés à la suite de

cette opération ressortent blanchis du procès de Lyon (1985) où les avocats ont plaidé la vendetta politique. L'intervention du F.L.N.C. dans cette affaire semble établir un rapport de forces favorable aux nationalistes face au milieu dont nombre des représentants regagnent la Corse entre 1983 et 1985. Leur présence dans l'île est nouvelle ; elle est la conséquence de l'accroissement de la circulation financière. La Corse jusque-là avait été pour eux surtout une zone de refuge. L'essor du secteur touristique favorise leur infiltration dans le tissu économique. Par un effet pervers inattendu, la décentralisation a également favorisé leur pénétration progressive dans le tissu politique (seuil d'elligibilité assez bas au niveau régional, autonomie communale plus grande, contrôle administratif *a posteriori* inopérant si la justice est neutralisée par le mécanisme des protections claniques, etc.). Très rapidement, ils se constituent en force politico-économique plus ou moins organisée face aux autres courants qui luttent pour le partage des pouvoirs.

Les anciennes forces politiques pro-françaises ne retrouvent plus en face d'elles le mouvement consensuel du début des années quatre-vingt. Elles doivent désormais compter avec deux nouvelles forces organisées, de natures très différentes mais relativement puissantes, en tout cas marquées par l'absence de références nationales françaises. Le « milieu », prioritairement lié au tourisme, par essence transnational, ne se préoccupe plus de loyauté à l'égard d'un Etat (si ce n'est de rendre des services qui vaudront des protections³⁰). Quant aux nationalistes, ils se sentent davantage solidaires des autres nations sans Etat ou « des dernières colonies françaises ». Leur idéologie trans-frontière les articule sur le politique monde et sur le mouvement social transnational.

L'émergence de ces deux tendances souligne la difficulté de l'Etat national pour retrouver une légitimation en dépit d'une volonté fortement intégratrice. Dans une situation qu'elle considère alarmante, le premier souci de la classe politique traditionnelle est de faire appel à l'appareil répressif de l'Etat contre ses ennemis politiques.

L'évolution du mouvement social de ces dernières années laisse-t-elle entrevoir le dépassement de la situation bloquée actuelle ?

4. Les paradigmes du mouvement social des années 1982-1987

a) Restructuration du mouvement social organisé

Le succès relatif du mouvement social en 1980 (le Statut particulier répond à sa pression) est né de la convergence des revendications pour un développement culturel et économique et de l'alliance conjoncturelle des forces sociales qui les portaient dans un front populiste. Revalorisation d'une identité rurale, aspiration au développement, mobilisation de l'idée de nation contribuaient à créer des solidarités dans la perspective d'un développement (auto-centré ou non) que l'on croyait possible, assumé par un Etat national souverain.

A partir du moment où l'Etat dissipe les illusions de souveraineté et de rattrapage du retard historique, l'idée de développement perd sa consistance, entraînant dans sa crise les stratégies et les valeurs liées à ces illusions.

L'échec des réformistes consacre la fin des illusions. Les nouvelles forces organisées du mouvement social doivent prendre acte de l'échec, des modifications du contexte, de leur base sociale et de ses valeurs dans la réévaluation de la stratégie.

Leur base n'est plus à dominante rurale et de classes moyennes (« petite bourgeoisie » intellectuelle libérale ou d'entreprise). L'urbanisation et la tertiarisation ont accéléré la déruralisation ainsi que la crise des valeurs rurales et communautaires. Les jeunes nationalistes sont désormais, le plus souvent, des urbains déruralisés depuis peu, prolétarisés dans le secteur tertiaire des services où ils entrent en concurrence avec les immigrés. La population de l'île est désormais aux trois-quarts urbanisée, même si elle conserve un très fort attachement au village (J.-P. Bonnafoux).

Pour le M.C.A., il s'agit de développer la capacité d'organisation de ces masses encore sous l'empire des clans. Il croit à la nécessité de recréer un consensus populaire qui s'est disloqué, par une mobilisation sociale fondée sur de nouvelles bases. Organisation légale, il assure la représentation du mouvement à l'Assemblée et dans les autres instances politiques quand il y accède (trois élus régionaux en 1984, quelques conseillers municipaux...). La stratégie de boycott lors des élections de 1982, qui manifestait la méfiance vis-à-vis de l'Etat, s'était heurtée à une population désireuse de tenter l'expérience de la démocratisation ; cette attitude le conduit à réviser sa position et à jouer le jeu électoral. Une antenne syndicale est créée en 1982 après le retrait du soutien de la C.F.D.T. aux principales orientations du mouvement (elle les avait cautionnés auparavant et avait été, comme le P.S., bien disposée à l'égard des revendications autonomistes à compter de 1974). Cette organisation, dans laquelle s'investissent massivement les responsables politiques du mouvement nationaliste, prend le nom de Sindacatu di i travagliadori corsi (S.T.C.). Elle a pour principal objectif la remobilisation sociale des salariés corses dans la défense de l'emploi, de plus en plus précarisé face à l'Etat-patron ou les grandes sociétés liées à la transnationalisation (S.N.C.M., Elf...). Or le patronat corse est le plus souvent un relais, sans pouvoir décisionnel réel, de grandes firmes. Le S.T.C. s'emploie donc à former des travailleurs, sans tradition syndicale, pliés aux pratiques claniques et au paternalisme du patronat local. Sa stratégie est, dans ce sens, moderniste et fonctionnelle à l'intégration économique tertiaire. Elle est novatrice dans la volonté de transformer les rapports sociaux. Aux relations paternalistes qui régissent encore les petites entreprises, le S.T.C. oppose des usages sociaux fondés sur le principe de la coopération ouvrière de production (S.C.O.P.) dont il essaie d'étendre le réseau. Ce mode d'action n'est pas sans poser problème à l'U.P.C., alliée de l'ex-M.C.A.³¹ au sein d'Unità naziunalista. Il oblige

nombre de ses adhérents, petits patrons d'entreprise et salariés restés attachés aux syndicats nationaux à clarifier leur position. Les contradictions ne cessent de se développer entre les deux organisations qui reposent sur des bases sociales différentes et obéissent à des logiques distinctes. Le succès grandissant du S.T.C. en deux ans d'existence (deuxième syndicat de l'île après la C.G.T.) semble montrer la pertinence de sa démarche. Son implantation est plus importante dans les nouveaux secteurs privés ou publics, où les organisations nationales restent faibles. Son succès semble dû à la souplesse et à l'efficacité de son fonctionnement (adhésion indépendante des opinions politiques, solidarités intersectorielles permettant un succès plus rapide des revendications).

Il reste faible dans l'enseignement, tenu en mains par le S.N.I. et très divisé sur le problème de la langue corse. Le Syndicat agricole (Sindicatu corsu di l'agricultura) créé dans le contexte difficile de 1986, repose sur une minorité de militants se situant dans la ligne des Paysans travailleurs qui tentent à partir de pôles expérimentaux, de mettre sur pied une agriculture de groupe et de rétablir une complémentarité littoral-montagne sur des bases économiques viables et réalistes (occupation puis gestion collective des terres de Pinia, anciennement cultivées par des exploitants rapatriés, à la suite de leur difficile reconnaissance par l'administration en tant que groupement d'exploitants). Le syndicat agricole souhaite prendre le relais des organisations agricoles nationales qui, depuis leur institutionnalisation dans les structures de l'Office de développement agricole, s'enlisent, du fait de la dépendance dans les querelles de type clanique, plus qu'elles ne défendent les outils de production. Le souci du mouvement coopératif ou de certains dirigeants des sections syndicales nationales de soutenir le droit à la production et à la négociation des marchés rejoint les efforts du syndicat corse de l'agriculture. Le Syndicat corse des commerçants et artisans affronte les contradictions inhérentes au secteur et les intérêts du négoce. Sa reconnaissance lors des dernières élections prud'homales montre sa progression. La réussite du S.T.C. est certainement l'un des grands succès du mouvement nationaliste. Le score du M.C.A. aux élections régionales de 1986 dans les quartiers populaires des grandes villes laisse à penser que le S.T.C. mord de plus en plus sur l'électorat du parti communiste. Le succès du S.T.C. ne doit pas faire oublier l'éloignement des intellectuels par rapport au mouvement nationaliste alors qu'ils l'avaient soutenu jusque-là.

b) Disparition de la mauvaise conscience

En 1986, le mouvement nationaliste n'est plus situé au confluent du politique et du culturel. Sa popularité venait de cette situation et de la libération de l'expression qu'elle a favorisée. La plupart des intellectuels qui ont conduit la lutte revendicative au sein du F.R.C., du P.P.C. et même de l'U.P.C., et les créateurs culturels qui les ont soutenus sont eux-mêmes en perte de prestige après leur échec à l'Assemblée de Corse.

Cet échec est aussi celui d'une stratégie de revendication culturelle qu'on espérait voir déboucher sur l'affirmation d'une identité collective grâce à la politique culturelle de l'Assemblée (référence au modèle catalan). Les réactions populaires dont la C.F.R. a bénéficié ont montré que la tentative de re-crédation d'une identité collective peut être vouée à l'échec lorsqu'elle est appuyée sur des valeurs et pratiques qui ne peuvent s'actualiser dans le contexte actuel de métissage et d'homogénéisation culturelle. Est posé le problème de l'impact d'un mouvement culturel axé prioritairement sur la défense d'une langue qui ne peut être utilisée comme moyen de communication par tous les habitants de la Corse (environ la moitié de la population résidente est non-corse).

L'identité se structure dans des conjonctures historiques données, à partir d'un ensemble social toujours hétérogène qui tente d'assurer sa continuité par la mise en œuvre de systèmes de régulation propres à homogénéiser et à stocker l'expérience commune, tout en intégrant les nouveaux éléments de son champ d'expérience³². Le changement perpétuel de conjonctures oblige les groupes sociaux à une restructuration permanente de leur identité collective en puisant continuellement, dans le champ de leur expérience passée et présente, de multiples éléments d'identification qui sont alors retotalisés, réharmonisés pour homogénéiser les éléments d'expérience et faciliter leur appréhension. Cette harmonisation d'éléments d'identification anciens et nouveaux se réalise, au travers de discours sur l'identité, produits par les intellectuels et les politiques, d'abord par la mise en œuvre de processus symboliques, puis par celle de savoir-faire pratiques qui leur correspondent : parler une langue, se comporter en acteur culturellement spécifique, etc. Sans harmonisation de ces éléments constitutifs d'une continuité difficile à réaliser en raison, entre autres, du conflit diglossique, la synthèse a du mal à se réaliser et l'identité à se restructurer autour d'un système d'usages et d'orientations de l'action véritablement cohérent (N. Secondi et J.P. Santoni). Ce peut être le cas s'il y a trop grand décalage entre les discours visant à réaménager l'identité et les savoir-faire pratiques. Plus rattachée à une dimension identitaire, génératrice de sens collectif pour une communauté, cette expression n'est qu'une pratique idéologique qui tend à retotaliser des éléments d'identité avec une visée instrumentale généralement hégémonique. L'idéologie peut être génératrice d'identité si elle colle avec les comportements et attentes des acteurs sociaux et si elle rebalise leur champ d'expérience d'une façon adéquate et légitimée. Sinon, elle n'est qu'un discours sans efficacité, elle assigne un ordre à une réalité sociale qui ne se reconnaît pas en lui et, en conséquence, le refuse si elle le peut (si cet ordre n'a pas acquis de légitimité suffisante pour que ceux qui le proposent aient les moyens de l'imposer). L'échec des réformistes autonomistes dans la première assemblée s'explique par le coup de force culturel de la revendication d'enseignement obligatoire de la langue. La population ne se reconnaît plus entièrement dans cette dimension culturelle, sa résistance est exacerbée par la surenchère des élus.

Le succès de la « génération de soixante-dix » parmi les jeunes de l'île et de la diaspora (les uns et les autres en demande de références identitaires symboliques permettant de s'exprimer et s'identifier comme corse face à un monde qui ne l'est pas ou dans le contexte insulaire d'homogénéisation culturelle) ne pouvait valoir pour toutes les générations. Les plus âgées se sentaient moins préoccupées d'exprimer leur corsitude, qui pour elles est moins problématique que d'assurer leur survie. Un relatif mouvement de rejet frappe aussi, dans les années 1985-86, certains thèmes des « culturels de 1970 », surtout ceux qui oscillaient entre la nostalgie et une utopie plaquée sur le contexte corse. Au travers de toutes ces années de bouillonnement culturel, la population a tenu à se réapproprier sa culture et sa langue, à sortir de son mutisme, et retrouver ainsi une certaine sérénité ; est passé le temps d'une conduite dictée par des militants trop exigeants ou trop extérieurs à ses préoccupations. Mais les acquis apparaissent fragiles. On observait ainsi les effets de la répression anti-culturelle de 1984 dans une majorité silencieuse inquiète de son avenir parce que totalement dépendante de l'Etat. A la moindre alarme, elle retrouvait la crainte de parler et d'écrire le corse, dans les actes administratifs quotidiens par exemple, où une tolérance venait à peine d'être accordée. Une ouverture à la culture corse paraît cependant acquise, même par les élus qui la combattaient il y a peu ; ils manifestent la volonté d'être en prise avec les nouveaux paradigmes culturels de la population (journées de la poésie corse organisées sous la présidence de J.-P. de Rocca Serra ; le chanteur G.-P. Poletti, connu pour ses sympathies nationalistes, invité à la fête du Parti communiste).

Ainsi, toute stratégie identitaire qui se trouve en décalage avec la réalité qu'elle entend transformer apparaît vouée à l'échec. La réalité est par essence fluide, toujours en mouvement entre un passé à reconstruire et un présent à baliser. Aussi, tout ordre identitaire parvenu à la légitimité dans un groupe, à un moment donné de son histoire, peut-il être remis en question par l'évolution de cette réalité (qu'il s'agisse de l'ordre imposé par l'Etat ou de celui de tout autre groupe prétendant à l'hégémonie, au monopole de la légitimité). L'enjeu de l'identité est le monopole du système de perception du monde social³³, c'est-à-dire le contrôle de la réalité. On parvient à ce contrôle si l'on maîtrise la fabrication des représentations. L'offensive idéologique pro-française de la C.F.R. contre les tournées dans l'île des chanteurs les plus populaires — I. Muvrini en particulier — a aussi provoqué des réactions négatives dans la population. De tels excès ne correspondent pas au vécu identitaire de la population. Les tentatives de théâtralisation outrancière d'une tradition orale plutôt intimiste, qu'elles soient d'origine étatique, ou militante, ont reçu un accueil mitigé. Quand les discours identitaires ne s'accordent plus aux besoins d'identification du corps social, ce dernier les rejette ou les marginalise. Le succès des chanteurs qui ont pris leurs distances avec les stéréotypes politiques pour parler d'eux-mêmes

et du vécu des gens est dû à leur adéquation au quotidien, aux conditions de vie de la jeunesse corse des années 1980.

Les culturels de 1970 ont fini par rencontrer, eux aussi, la nécessité de prendre en compte la nouvelle culture urbaine insulaire, syncrétique, après s'être ressourcés dans l'imaginaire rural, et finalement dépouillés des nostalgies et des fantasmes. Pour rester au contact du mouvement social, il convenait d'inventer et de dire la nouvelle façon d'être corse à la fin du XX^e siècle, qui ne peut se réaliser que dans la marge étroite que lui « concèdent l'Etat et la modernité ». Le contexte des années 1980 a accéléré la prise de conscience du décalage entre discours identitaires et vécu quotidien. Il a engendré chez bien des intellectuels une attitude neuve, plus distante du politique.

La trêve socialiste a offert la possibilité d'un temps de pause créateur qui a permis de faire le point après quinze ans d'effervescence où la parole finalisée ou incantatoire a eu tendance à l'emporter. L'institutionnalisation a offert aux créateurs une issue à leur désir de professionnalisation et de reconnaissance individuelle ; opportunité qui n'avait jamais existé auparavant faute de structures culturelles. En ce sens, la création de lieux d'expression de la culture et de la langue corses, la libération des énergies contraintes, représentent pour la Corse une révolution liée à l'urbanisation et à la modernité. Le statut du créateur traditionnel était différent. Sa création était réservée au groupe qui en faisait son patrimoine et pouvait ensuite le transmettre en le modifiant.

Bien des intellectuels ressentent l'homogénéisation actuelle des modes d'être et de pensée comme un danger radical. La généralisation du mode de vie urbain, dominé par la consommation, modifie le rapport avec la terre et avec une langue qui peut sembler inadaptée. Le plaquage de logiques extérieures dont la clef échappe, qu'on intègre maladroitement, s'accompagne de distorsions du comportement (volontarisme économique sans savoir-faire, tentation de la violence anémique et de l'auto-destruction, angoisse due à la perte des références, maintien du rapport magique à l'Etat alors même que ce qui est français est perçu intuitivement comme un outil de destruction de l'être corse³⁴). En conséquence, certains tentent de combattre ce processus de nivellement culturel par la création d'outils d'expression et de conceptualisation dans lesquels on saurait se reconnaître. Se poursuit le travail de réhabilitation de la langue corse. Il s'agit d'utiliser la langue et la pensée qu'elle informe, pour exister, pour exprimer une façon de vivre le monde, pour lutter aussi contre des usages de dissimulation de soi et d'aliénation³⁵. L'un des moyens privilégié (et peut-être ambigu), choisi pour montrer l'adéquation de la langue corse à la modernité est l'effort entrepris de traduction d'œuvres littéraires appartenant au patrimoine de l'Europe du Nord (Samuel Beckett, Anton Tchekov, etc.) et surtout, plus récemment, de l'Europe urbanisée des rives de la Méditerranée (toscane ou catalane). L'ouverture au monde méditerranéen, illustrée par le festival du cinéma de Bastia (1982-1984), non encouragée par l'establishment politique et même par certaines tendances nationalistes, ne se fait plus

tellement en direction du Tiers-monde (D. Maoudj) malgré le maintien d'un intérêt pour l'autre rive (traduction du Coran en corse)³⁶. C'est surtout dans l'Europe méridionale que sont recherchés des modèles d'identification. Le tourisme a drainé des foules qui offrent aux autochtones la vision de comportements différenciés. Le touriste italien et sa convivialité latine sont parvenus, ces dernières années, à se faire reconnaître et accepter en tant qu'italiens alors que l'Etat italien n'avait jamais pu y parvenir au temps de ses visées hégémoniques. Les Corses ont découvert avec les Italiens une communauté de comportement quoi qu'en disent certains, qui la jugent partielle et illusoire. Ils pensent que leur identité profonde les rapproche des contrées pauvres du Sud (Calabre, Pouilles, Estremadure) en raison d'un même contexte consécutif à l'écroulement de l'économie insulaire au XIX^e siècle. Outre cette proximité du Sud de la péninsule italienne, ressentie comme un trait de parenté objective, les cités du Nord ont cependant toujours exercé une grande attraction sur les Corses. Cette relation se renforce aujourd'hui avec les facilités de communications (fréquence des rotations maritimes, possibilité de capter aisément les radios et télévisions italiennes) ; les jeunes tournent leurs regards vers Rome et Barcelone. Quant à Paris, ils la considèrent peut-être davantage comme une capitale cosmopolite que française. Pour eux, comme pour de nombreux intellectuels, la question ne se pose plus dans les termes « être français ou corse ». Une telle opposition n'a plus beaucoup de sens. S'impose la nécessité d'être de son époque et porteur de sa spécificité. La France est parfois vécue davantage aujourd'hui comme nécessité administrative, enfermée dans un ethnocentrisme désuet que pôle d'attraction culturelle. Le procès identitaire est avant tout syncrétique (rock corse ; métissage culturel ; parler « francorse » etc.). La volonté se fait jour d'une synthèse des influences multiples de leur harmonisation au sein d'un tout cohérent référencié à soi. Au cours d'un tel recentrement, sont prises des distances vis-à-vis tant de la diaspora que de certains courants politiques jugés exagérément normatifs.

c) La jeunesse des années 1980 : force et enjeu de toutes les luttes politiques à venir

La jeunesse des années quatre-vingt hérite de vingt ans de mouvement social, d'échecs mais aussi de succès. Pour elle comme pour ses aînés, le Statut particulier est une épreuve de réalité. Il a permis de lever certains mythes et de prendre la mesure du décalage entre aspirations et possibilités du contexte local et global. Le réalisme qui caractérise cette génération la conduit à affronter le tragique de la situation avec détermination et à assumer l'héritage avec les ressources identitaires dont elle dispose. La classe politique a montré sa force, ses capacités d'adaptation et de résistance au changement social, grâce à la logique même de son fonctionnement. Elle s'est avérée incapable de modifier fondamentalement la situation de l'emploi et de la production et a révélé

sa capacité de blocage de toute initiative étatique dans ce sens (il doit compter sur le clan pour chaque réforme). La majorité des jeunes n'a d'autre solution de survie que le repli sur la famille et, donc, sur le clan (G. de Zerbi). Même si elle renâcle à user de ce recours, elle apprend à en connaître les règles de fonctionnement, les savoir-faire, les alliances, et les reproduit elle-même assez spontanément. C'est ainsi que les nationalistes adoptent parfois les mêmes modèles de conduite que leurs adversaires (J.-M. Arrighi), comme si l'on ne pouvait s'affirmer politiquement qu'en produisant soi-même du clan.

Aussi, pour la « génération des années 1980 » n'existe-t-il pas vraiment de différence fondamentale entre les notables politiques et les nouvelles forces ³⁷, à l'exception des nationalistes qui conservent un statut à part : les pratiques électorales (fraude en extension), et les pratiques de gestion des biens collectifs ont tendance à se rejoindre ; les loyautés que suscitent les nouvelles forces sont de type clanique et leur légitimité nouvelle se fonde sur le respect mêlé de crainte qu'inspire la démonstration de leur puissance et de leur capacité d'intervention, même si les objectifs à atteindre sont de moins en moins clairs. Dans cette incertitude concernant l'avenir, la population se situe dans l'attente d'une force porteuse de nouveaux espoirs. Pour les jeunes, aujourd'hui souvent dépolitisés, l'impunité dont semblent jouir, sous leurs yeux, le gang Brise de Mer ³⁸, n'est peut-être pas sans attrait. Le courage du hors-la-loi, la façon dont il met sa vie en jeu ont toujours fasciné la Corse. C'est une des ressources que la jeunesse actuelle réactive. Certaines franges semblent prêtes à suivre ces « nouveaux chefs corses » issus du vide produit par les carences de l'Etat et de ses relais ; ils s'avèrent capables de créer des emplois et de perpétuer le refuge de l'entre-soi. Leur pouvoir les fait apparaître comme une alternative que bien d'autres, dans le passé, ont choisie. Les lois communautaires ont longtemps préservé la Corse du processus de sicilianisation que l'on pressent aujourd'hui. Les traditions d'auto-contrôle collectif, celles particulièrement sévères de la vendetta, savaient être dissuasives. Les forces en conflit étaient incitées à résoudre pacifiquement leurs différends. Avec le relâchement de ces mécanismes de régulation et la dissolution avancée des valeurs, la sicilianisation risque d'être difficilement freinée alors que les institutions démocratiques sont faiblement implantées dans la mentalité collective et ne sont pas soutenues efficacement par l'Etat ; au contraire elles sont affaiblies par celui même qui prétendait les mettre en œuvre et qui, désormais, semble attendre, désarmé que les contradictions s'aggravent (P. Rossi). Dans la période de déstabilisation ouverte par les récentes modifications institutionnelles, l'affaiblissement de l'image de la France et de la démocratie est tel qu'une notable partie de la jeunesse s'en détourne. Elle n'entend plus « rallier le continent », pour y trouver un emploi ou y étudier. Elle a perdu le sens de l'ancienne loyauté à l'égard de la France et de ses institutions. Les communistes eux-mêmes, jacobins intransigeants, ont du mal à proposer des alternatives à la crise des idées d'Etat et de nation française. Le dépassement ne peut venir

que de l'île où la majorité des jeunes Corses entend dorénavant rester, ou revenir.

L'hétérogénéité des forces et des stratégies de survie n'ouvre que peu de perspectives : la plus porteuse d'avenir, on l'a vu, est celle du syndicalisme. L'heure est davantage à la libération du désir de consommation longtemps bridé par l'éthique nationaliste de reconstruction. On veut vivre au pays, dans son environnement préservé et ses institutions familiales « sur-protectrices », qui garantissent un minimum de bien-être loin de la prolétarianisation des mégapoles. On va dans ce sens jusqu'à choisir la non-qualification. Les études secondaires tendent à se raccourcir, y compris parmi les couches favorisées. Souvent, le français savant, enseigné à l'école, est médiocrement maîtrisé ; à cette absence de maîtrise, est associée une infériorisation de soi. La langue parlée utilise fréquemment des schèmes syntaxiques et lexicaux dérivés du corse que l'exil ne met plus à l'épreuve. Langue pauvre, comportements diglossiques, sous-scolarisation renforcent l'angoisse et le refus d'un départ que l'on ne souhaite plus. L'insertion sociale dépend de manière accrue des clans qui n'ont qu'un médiocre souci de la qualification pour placer leurs clients et perpétuent la sous-qualification. L'université de Corté, enfin créée, permet d'acquérir un minimum de formation pour aborder le marché du travail local ; on s'en contente. Les études supérieures sur le continent n'attirent qu'une faible minorité.

En fort peu de temps, la rente touristique est devenue une solution magique pour une bonne part de la jeunesse insulaire (les fils de notables, en particulier, soucieux de conserver un niveau de vie élevé). Le tabou du tourisme est en voie d'être levé, comme si l'on devenait moins exigeant sur la préservation de l'environnement, afin d'accéder au bien-être.

Les slogans et actions violentes dirigés contre les aménagements touristiques par l'ex-F.L.N.C. avaient paru, un temps, réduire notablement l'importance de ses effets économiques. La tendance à la réhabilitation du tout-tourisme se lit sur fond de crise économique et de crise des valeurs de la génération antérieure, celles de la ruralité et du ré-enracinement. Pour la génération nouvelle, issue de l'urbain, corse ou continental, le mode d'appropriation de l'espace, généralisé par la civilisation des loisirs, fait partie d'un univers familier. Sa perception des anciennes régulations communautaires se laisse voir dans la séduction qu'exercent certains groupes de « rock latin » insulaires, tels que les caustiques Zia Divota, qui ne craignent pas de manier l'ironie à l'égard des romantismes militants. Insécurisée sur son avenir, mais convaincue de sa corsitude, la « génération des années 1980 » entend vivre son temps et l'exprimer au moyen des outils et des valeurs dont elle hérite.

Ainsi, dans le contexte des années 1980, les alternatives ne sont pas nombreuses pour les jeunes Corses en mal d'avenir. Différents modèles sont proposés pour combattre l'anomie. Chacun semble choisir selon son intérêt de groupe sans souci d'unité stratégique.

— La loi réadaptée du clan, traditionnel relais de l'assistance, est un palliatif auquel ceux qui rêvaient d'un renouveau collectif ne se résignent pas facilement.

— Le modèle mafieux est souvent vécu comme l'abandon de la recherche d'une synthèse identitaire surmontant les contradictions du système. Son succès est peut-être lié au sentiment que cette synthèse est impossible, dans le contexte de mal-développement. Comment vivre comme « les riches de l'Europe industrialisée » sur une île pauvre de la Méditerranée, sinon en utilisant ruses et subterfuges, en déjouant les mécanismes économiques, en sécrétant du clan qui aspire la manne étatique (en échange, veut la tradition, de la proclamation de la fidélité à la nation française) ?

— Il est difficile pour les nationalistes des années 1970, formés dans la dévotion à la patrie corse, de se rendre à ce qui peut apparaître comme une évidence pour les jeunes. Leur hégémonie est ébranlée. Les modèles qu'ils proposent séduisent moins la jeunesse que par le passé. Une forte partie est aussi réticente au refuge dans des totalités transcendantes (« le peuple », « la nation ») qu'à la discipline des organisations politiques (que tend à légitimer tant la répression que l'existence de nouveaux concurrents qui n'ont pas besoin de convaincre politiquement pour séduire). Le gros de la population ne semble pas préparé non plus culturellement ni politiquement, à la rigueur militante, et n'entend rien céder sur le bien-être matériel acquis depuis peu.

— Le mouvement social, dans sa forme syndicale, se développe dans la fraction de la jeunesse insérée dans la société officielle ; cette fraction ne désespère pas de trouver une issue démocratique en relation avec les forces de progrès de l'île et du continent. Elle négocie avec l'Etat sa part de bien-être, mais n'entend rien abandonner de son autonomie et de son droit à l'expression. Elle exige ce droit au nom des idées de justice et d'égalité sociale.

— L'adoption, par une minorité, de la logique économique individualiste des dernières années apparaît très mimétique de l'Europe industrialisée ; dans un contexte où la plupart des comportements sont encore travaillés par le principe de la redistribution clientélaire, « être dynamique est ressenti comme dangereux » (cf. le concept d'*invidia*, A. Codaccioni). Une telle adoption est symbolique de la volonté d'individuation et de modernisation de nouvelles couches mais aussi du chemin qu'il reste à parcourir pour une avancée significative. Elle peut apparaître illusoire dans cette marge de l'Europe industrialisée où l'Etat propose le modèle du Welfare sans fournir véritablement les moyens d'y accéder. Les trois-quarts de la société restent hors de cette logique et attachés, par la force des choses, à la reproduction de l'ancienne.

— Cependant, même si le rapport de force ne joue pas en sa faveur, le mouvement rénovateur traduit une volonté effective de développement, une volonté de produire qui ne s'émousse pas chez ceux qui ont intériorisé les modèles de l'Europe riche et d'une France démocratique, pour avoir été formés par eux. Subsiste le désir de s'émanciper de l'archaïsme,

de devenir adulte, plus libre et productif, dans un espace public réaménagé, pour défendre et perpétuer l'acquis de vingt années de mouvement social et affronter le futur.

— Ce désir peut compter sur une intelligentsia qui entend poursuivre l'œuvre de reconstruction identitaire et proposer une synthèse recevable par une majorité qui continue à demander pour s'affirmer des symboles d'identification. La particularité de l'époque contemporaine est que « l'on peut choisir d'être ethnique symboliquement » si on le désire, si on se donne les moyens de fabriquer des outils d'identification et des lieux pour les exprimer.

— Il semble que c'est dans cette voie de l'actualisation du droit à la différence, à la liberté d'expression et au développement, sur la scène nationale, européenne, internationale, que s'oriente une partie de la jeunesse héritière du mouvement social des deux dernières décennies. Elle cherche ainsi à contraindre l'Etat, les grandes firmes, etc. à la respecter au nom des droits de l'homme.

Face au chaos qui s'installe sur la périphérie méditerranéenne, l'Etat saura-t-il rendre espoir aux novateurs ou choisira-t-il les clanistes débordés (malgré la modernisation bureaucratique de leur gestion) par une fraction nouvelle de la classe politique moins soucieuse d'appartenance et de loyautés étatiques dans la poursuite de ses intérêts ?

NOTES

1. Sur la permanence des structures communautaires, lire avec profit la thèse de J. Defranchesi, *Recherches sur la nature et la répartition de la propriété foncière en Corse, de la fin de l'Ancien Régime au milieu du XX^e siècle*, Ed. Cynnos, Ajaccio, 1986.

2 Le rapport Neuwirth évalue en 1938 à 42 % du revenu départemental le montant des retraites et traitements civils et militaires, contre 19,2 % le montant des exportations. Ce chiffre monte à 50,9 % en 1949 contre 18 %. En 1959 ces pensions concernent 16 000 retraités (soit 12 à 15 % de la population). La proportion des traitements en provenance du secteur public (5,3 milliards d'A.F. est largement supérieure à celle du secteur privé (3,176 milliards d'A.F.) en 1958. Les services occupent déjà 22 120 actifs en 1957 sur 66 300 p. pour 29 440 dans le secteur primaire et 10 980 dans le secteur secondaire (dont 5 080 dans le bâtiment et les travaux publics).

3. Les références aux contributions de cette livraison de *Peuples méditerranéens* ne sont mentionnées que par le nom de l'auteur.

4. Voir à ce sujet, W. Dressler-Holohan et M. Giraud, « La permanence du national », *Fin du National ?*, *Peuples méditerranéens*, n° 35-36, avril-sept. 1986.

5. L'identité est ici définie comme processus ininterrompu de formation et de maintien de soi par la mise en œuvre continue de stratégies — pratiques, représentations, procédures — qui assurent évolution et continuité de soi. Elle est guide et orientation de l'action et de l'interaction et réfère autant à des savoir-faire pratiques qu'à des représentations symbolisées par le langage. Ce processus a une structure constituée par une langue, une organisation sociale, une vision du monde, une histoire collective et personnelle, un lieu qui induit pratiques et représentations originales. De ce point de vue, le passage d'une société traditionnelle rurale à une société moderne urbaine est considéré comme celui d'une structure d'identité à une autre (cf. Th. Luckman,

« Personal identity, as an evolutionary and historical problem », *Human Théology*, Cambridge Univ. Press, 1975 ; W. Dressler-Holohan, F. Morin, L. Quéré, *L'identité à l'épreuve de la modernité*, Mission du patrimoine ethnologique, Paris, 1986.

6. Le mouvement social est entendu au sens de mouvement du social qui s'élabore dans la vie quotidienne et grâce aux organisations que les acteurs se donnent pour la transformer. Aussi, l'accent est-il mis sur les courants novateurs plus que sur les institutions traditionnelles qui « gèrent ».

7. Les auteurs corses utilisent souvent la métaphore du « socle » originel lorsqu'ils parlent de l'île. Cette formule renvoie au « noyau dur » structurant l'identité, dont la « mise à nu » permettrait de « bâtir le présent et l'avenir ». « Le pays génère ce socle et prédispose à la synthèse », dit Dumenicantone Geronimi. A l'idée de socle inaltérable est associée celle de puissance physique. On prête au pays la capacité de « modeler l'individu » ; « Ce n'est pas la société corse qui impose sa marque à l'émigrant, c'est avant tout le pays qui impose sa marque et ses contraintes ». L'image de socle et aussi celle des racines renvoient à l'idée de continuité et de stabilité lue dans le paysage.

8. M.F. Poizat-Costa développe les difficultés de l'individuation et les formes de pathologie qui en résultent aujourd'hui dans un ouvrage à paraître chez l'Harmattan.

9. Culturel à partir de 1870-80, puis politique à partir de 1914 ; Manifeste autonomiste du mécontentement et création du P.C.A. (Partitu corsu d'azione) en 1923.

10. J.H. Gantz, « Symbolic ethnicity », in *Ethnies and social studies*, 1979.

11. Cf. sur ce point les textes de l'annexe I du rapport Cordes-REP, W. Dressler-Holohan, « Développement économique et mouvement autonomiste en Corse », Grenoble, 1986.

12. Le concept d'ethnicité est pris ici au sens d'identité ethnique.

13. Un extrait d'interview traduit le malaise d'une femme de cette génération : « J'étais partie pour avoir des diplômes... » « C'était programmé comme cela. Il fallait partir pour gagner dans cette société dévastatrice. Il fallait s'instruire pour partir. C'était le piège. Je ne voulais pas le reconnaître. Je rentrais en Corse mais si je ne rentrais pas, je ne me rendais pas compte que cela me manquait. J'étais malade mais je n'aurais pas réalisé que c'était ça. J'avais la logique qu'on avait programmée et qui venait d'ailleurs, que la Corse était pauvre et que seuls les idiots restent là-bas. J'avais un amour pour mon pays d'autant plus maladif qu'il était incohérent, une hyper-susceptibilité, un manque d'humour total. Je n'avais pas d'ami corse... »

14. Cf. Paul Silvani, *Corse des années ardentes - 1939-1976*, Paris, Ed. Albatros, 1976.

15. Pour plus de détails sur cette période, cf. W. Dressler-Holohan, *Développement économique et mouvement autonomiste*, op. cit.

16. J. Gil, « La puissance d'un peuple », *Temps modernes*, Paris, 1976.

17. F.R.C. : *Main basse sur une île*, Paris, Ed. Martineau, 1971 ; y sont décrits avec soin le processus de « colonisation » de la Corse et l'histoire de son aliénation culturelle présente.

18. Ce terme englobe tous ceux qui réfléchissent et agissent en intellectuels tant en Corse qu'en diaspora, tant au sein des organisations qu'en dehors d'elles. Il met l'accent sur des actions qui touchent plus au champ de la culture qu'à celui de l'action politique.

19. Une illustration de cette folklorisation est offerte par le personnage complexe de Tino Rossi. On l'a vu passer du stéréotype de « latin lover à la voix chaude » à celui de « grand-père chaleureux à accent ». Dans le même temps, était laissé à l'abandon ce qui faisait l'originalité du chant corse traditionnel (pratique des chants alternés improvisés, les *chjam'e rispondi*, et les polyphonies religieuses et profanes, les *paghjelle*, etc.).

20. Un certain ostracisme, d'origine assurément politique, fait encore négliger certains des meilleurs poètes des années trente, en particulier, le très panthéiste Antonfrancescu Filippini, originaire de Muriani et qui vit aujourd'hui en Italie. On porte aussi trop peu d'attention aux chanteurs de variété des années cinquante, formés à la tradition (cf. le remarquable Charles Rocchi). Ils ont été populaires dans la diapora grâce au disque, et ont maintenu le flambeau de l'identité hors de l'île pendant cette traversée du désert.

21. « La littérature corse d'aujourd'hui (...) doit prendre naissance dans la réalité humaine vivante. Donc, écrire, c'est être dans le même temps en consonance avec les

traditions de nos anciens et avec la vie corse d'aujourd'hui » (traduit du corse), Rinatu Coti, dans *Rigiru*, qui a été un événement dans les années soixante-dix, entièrement rédigée en langue corse, n° 2-3, 1975, p. 31.

22. Cf. l'analyse de R. Gallissot dans *Fin du National ?*, *Peuples méditerranéens*, n° 35-36 : « Transnationalisation et renforcement de l'ordre étatique », « La transnationalisation à l'œuvre dans le modèle de l'Etat national ».

23. On note aussi, après 1982, une volonté d'aider les jeunes candidats à la terre ; ils sont nombreux à désirer cultiver les terres de la plaine, en partie abandonnées par les rapatriés et débarrassées des vignobles de mauvaise qualité (primes à l'arrachage distribuées par la CEE), mais l'effort n'est pas concluant. Les candidats s'endettent sans savoir si ce qu'ils entreprennent sera rentable ou même écoulé sur le marché en raison du dumping permanent des grosses unités de distribution. Leur volonté d'organiser la profession sur un mode coopératif est freinée tant par les alliés politiques du négoce que par les mécanismes de dépendance qui font obstacle à la structuration du marché.

24. Cf. L. Basle, « Le romantisme contre l'économie », in *Mauss*, n° 20, Paris, déc. 1986.

25. Cf. aussi W. Dressler-Holohan, « Le statut particulier à l'épreuve de la réalité insulaire », *Les Temps modernes*, fév. 1985 ; T. Michalon, « Le statut de la Corse et la périphérie de la République », *les Cahiers de l'IDIM*, déc. 1985.

26. Le soutien apporté à la langue et à la culture corses réversible par décision préfectorale, n'apparaît pas en mesure de faire contre-poids efficacement à la pression homogénéisante de la culture française et transnationale.

27. P. Vieille, « Du transnational au politique-monde », *Peuples méditerranéens*, n° 35-36, *op. cit.*

28. Les « non-inscrits » comprennent le P.P.C., devenu Mouvement corse pour le socialisme en 1982, le P.P.C.A., U.P.C.-diaspora dissidente de l'U.P.C., plus des élus de petites listes dissidentes des clans. L'U.P.C., victime de contradictions internes à son mouvement constitué de forces hétérogènes, de la petite bourgeoisie d'entreprise à la diaspora libérale, ne parvient pas à adopter une stratégie claire d'alliance avec les forces de gauche autonomistes ou nationales. Son leader populaire se retire pour des raisons de santé, ce qui ébranle le mouvement, pour un certain temps du moins.

29. F.L.N.C. : créé en 1976, pour une action militaire en vue de l'indépendance. Les actions menées en son nom laissent supposer que des tendances politiques contradictoires le traversent et luttent pour imposer leurs orientations.

30. Cf. M.C. Guerini, *L'empreinte d'un nom*, Ed. Messinger, 1985.

31. Il a été dissout au début de 1987.

32. Cf. M. Oriol, « De l'intellectuel organique au gestionnaire de l'identité », *Recherches sociologiques*, n° 2-3, 1984.

33. B. Bourdieu, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, Paris, 1980.

34. La répression par l'Assemblée des associations culturelles animées par des novateurs, fondée sur l'argument politique que la libre expression de la langue corse porterait atteinte à la notion d'Etat, vise en quelque manière, « la capacité d'être soi ». Elle a accru le rejet de la France chez les jeunes et réactivé la crainte chez les plus âgés (remarques dues à Dumenicantone Geronimi et à Lisandru Bassani).

35. Pour beaucoup, la surenchère idéologique au sujet de la langue, ces dernières années, de même que la tendance à la dérive du mouvement nationaliste vers des formes claniques et autoritaires liée à la difficulté de gérer les contradictions internes, a contribué au renforcement de la loi du silence, et remis en cause la libération des années précédentes.

36. Les intellectuels tentent de maintenir cette ouverture à la civilisation arabo-musulmane, beaucoup d'anciens coloniaux reconnaissent une certaine communauté de culture (on entend dire : « nous les Corses et les Arabes, on s'entendait bien, on les aimait bien, mieux qu'avec les Français »), pourtant, le travailleur immigré a remplacé aujourd'hui, dans l'imaginaire insulaire, l'émigrant italien d'autrefois, pauvre, méprisé (cf. V. Borgogno, « Opposition du politique et du social dans l'insertion des travailleurs immigrés : l'exemple corse », in *Peuples méditerranéens*, n° 31-32, *Migrations et Méditerranée*).

37. Cette constatation redonne toute son actualité à l'article de F. Pomponi, in *Pieve e paese*, Paris, Ed. CNRS, 1979 : « A la recherche d'un invariant historique : la structure clanique dans la société corse ». L'article inséré dans cette livraison montre la permanence des comportements et des mécanismes d'intégration des élites dans l'appareil d'Etat depuis la période gênoise. La tertiarisation étatique récente ne fait qu'accentuer des mécanismes bien rodés entre la Corse et l'Etat.

38. Nom d'un bar de Bastia où se réunissaient les membres d'un gang local qui a pris en peu de temps une importance considérable dans le Nord de la Corse.

AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., U.S.A.
1914

Subscription price, Five Dollars per Annum in Advance.
Single Copies, Fifteen Cents.
Entered as Second-Class Matter, October 3, 1911.
Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in
Act of October 3, 1917.
Postpaid.

Published by the American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.
Copyright, 1914, by American Medical Association

Printed at the Chicago Press and Publishing Co., Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of
discontinuance, notices of withdrawal of subscription, notices of
transfer of subscription, notices of assignment of subscription,
and notices of other business, should be sent to the
American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1911.
Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in
Act of October 3, 1917.
Postpaid.

Published by the American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.

Copyright, 1914, by American Medical Association

Printed at the Chicago Press and Publishing Co., Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of
discontinuance, notices of withdrawal of subscription, notices of
transfer of subscription, notices of assignment of subscription,
and notices of other business, should be sent to the
American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1911.
Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in
Act of October 3, 1917.
Postpaid.

Published by the American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.

Copyright, 1914, by American Medical Association

Printed at the Chicago Press and Publishing Co., Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of
discontinuance, notices of withdrawal of subscription, notices of
transfer of subscription, notices of assignment of subscription,
and notices of other business, should be sent to the
American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1911.
Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in
Act of October 3, 1917.
Postpaid.

Published by the American Medical Association, 535 North Dearborn Street,
Chicago, Ill.

Copyright, 1914, by American Medical Association

Printed at the Chicago Press and Publishing Co., Chicago, Ill.

ABSTRACTS - RESUMES

People, nationality, nation: for a reassessment of the history of Corsica

Fernand ETTORI

This text by the former director of the Center of Corsican Studies and principal organizer of the Corte Summer University, which was decisive in relegitimizing Corsican culture in the early 1970s, was originally written in Corsican for a Colloquium at the Abbey of St. Michel de Cuixà in August 1977. This wide-ranging text demonstrates capacity of the corsican language to be adapted to the requirement of contemporary historiography. The aim was to reassess the island's history by the means of linkage with overseeing authorities, by a reflexion upon the pivotal "Paoline Revolution" and by raising questions about the notion of people (and its derivatives) as well as about the minority status within France. Such a project was intended to take stock of acquired knowledge and thus open the way for further research has not much taken place in spite of the strongly felt need.

The Corsi heritage: from protohistory to history

François de LANFRANCHI

The transition, in Corsica, from an agricultural-pastoral economic system in the Upper Neolithic (from the end of the 4th to the start of the 3rd millennium BC) to a preindustrial system based upon the working of copper (3rd millennium), bronze (2nd millennium) and iron (1st millennium) brought about proto-urbanization, especially in the southern part of the island, as evidenced by the building of *castelli*. At the beginning of the Second Iron Age (5th century), Greeks and then Romans settled

in Aleria, where peoples were already juxtaposed. The Korsi, the protohistoric population who lived in towns (*oppida*), were colonized by force. They were weak both because of rivalry among the towns and because of the inability to change from an agricultural-pastoral economy to a market economy wherein transactions would be based upon money. The Corsi — the Latinized Corso-Romans who were subject to Rome — were, throughout their history, incapable of overcoming this twofold handicap.

The State and the Corsican region during Ancient Times

Jean JEHASSE

Neither a small nor a large island, Corsica's specific geographical characteristics imply the quest for a balance between (one or more) domestic authorities threatened by centrifugal forces and the power of richer, more populated continental States. Evidence of this comes from the four major periods of Corsica's ancient history. The tribal parternalism of the Iron Age was exacerbated by economic contact with Mediterranean sea powers. Finding support among local elites, Rome, which used the island as a strategic base, developed the monetary economy and established a far-reaching land registration system that emphasized large estates and commerce. As these declined, the economy of inland areas stagnated, and the population fell.

A federal drama in Corsica

Pierre ROSSI

French institutions have robbed Corsica of its heritage. Throughout history, the Corsican people had their own administration with a decentralization based upon the exploitation in common of goods. Corsica was not a State, but it did live domestically under a regime of the *cité* that implied the equality of citizens, their unity around family and cultural values, and an economy with egalitarian transactions. The French Revolution of 1789, which replaced land-based aristocratic feudalism with a money-based bourgeois feudalism, could rule the island only by destroying its system of self-administration and replacing it with insular dynasties like the Parisian ones. For example, elections were a means of imposing the French political and economic regime, which entailed the destruction of the island's culture. Corsican nationalism has no theoretical or practical link to what is usually called nationalism. It voices the determination to be authentic and expresses a cultural, economic, historical identity that opposes feudalism of all sorts while respecting the Corsican homeland as the only community with rights to the land.

The clan: its renewal and permanency

Jean-Marie ARRIGHI

Traditional political structures in Corsica have come out of the struggle between two similar but adverse *partiti* ("clans"), which unify families at every political level and serve as intermediaries between the French State and Corsican society. Many changes are affecting this structure: the decline of its power of intervention; public debate on local radio and television; the emergence of nonclannish forces; serious research about the system itself; the declining population of the villages where it prevailed; and the growing influence of the French parties to which it is officially connected. However the clans might be able to adjust to the new institutions that have arisen out of the autonomy granted under the *Statut Particulier* and thus take into account the change of mentalities.

The impiegheo as the relationship of Corsican elites with the State

Francis POMPONI

The search for a job, a position or a place in the State's administration seems to be a permanent characteristic of the comportment of Corsican elites, whether at the time of Genova, of the French kingdom or, to be studied herein, of the French Revolution. This thirst for real and symbolic power explains many historical phenomena, the rivalries between "parties" as well as the spoils system as it developed within the political and administrative system, which was locally perceived to be a means of control over the island. This *centro e periferia* problem of Corsica can also be seen in Sardinia where the aspirations of the elites in their relationship with the central State are as ambiguous.

Clannism, State and society: about a book by J. Gil

Gérard LENCLUD

Where does the power of Corsican clans and their leaders come from? Is it traditionally legitimated by the symbolic and social forms of co-existence among people that are specific to the island's society and culture? Or do the clans only relay the State's authority? These questions guide this commentary upon José Gil's book, *Entre la liberté et la terreur/ Between Freedom and Terror*, La Découverte, 1986.

Corsica: redefining bonds with the State

Claude OLIVESI

Political clannism constitutes a reinterpretation and transfer of the anthropological, hence cultural, organization of Corsican society towards the political arena. This historical constant represents the fundamental, semi-official political bond between a peripheral social formation and a centralized political organization. The application both of texts about decentralization and of the *Statut Particulier* about the autonomy of Corsica has modified this situation. These reforms project clans into the direct, visible management of Corsican affairs and thus make them change their status.

Corsica, envy, life and death. From community to modernity: an impediment to development in the island's imagination

Anne CODACCIONI-MEISTERSHEIM

"What kills Corsica is envy" (French, *envie*, whence *en vie*, "in life"). Referring to this unusual but frequently heard remark, the author raises questions about recent changes in local society. Envy is repressed in poor, rural societies like the traditional one in Corsica whose fragile equilibrium it risks upsetting. However envy should constitute a positive force for a society founded upon economic values. It reappears in a society undergoing change toward modernity through, especially, tourism. Does freeing envy mean freeing the spirit of enterprise, of production? Hampered by the system of clientelism and assistance, Corsican society is freeing an envy that favors consumption instead of production and cannot aid development.

The island, figure and paradox

**Dominique BOSSEUR-SALINI, Marie-Jeanne NICOLI
and Francesca LANTIERI**

The specificity of islands has always been denied because conceptions about them have been made elsewhere. Since an island's geographical location determines its political status, the island as such either has not figured as a theme in major currents of thought or else has ingested the cultural models of these currents without being able to control them once the island is an object of envy, a strategic target. The specificity of an island is its way of conceiving of its own space/time less in

relation to the continent than to itself. The particularity of islanders is defined by the symbolic vision of their land, a vision that they transmit nearly always by oral means as though they have discovered, within this very fragile process of transmission, the beacons of their own experience.

The question of the father: key points for an analysis

Nicolas SECONDl and Jean-Pierre SANTONI

The principal findings about Corsican psychosociological evolution during recent decades are analyzed:

- a cultural crisis that cannot be transcended;
- a traditional type of society that survives in mentalities;
- the coexistence with a modern type of society;
- rapid changes experienced as an outer veneer;
- the loss of a (traditional) society that represented a global psycho-affective phenomenon;
- the explosion of reference marks, notably of the symbolic figure of the Father which constitutes individual and group identities.

The last point partly explains the sources of current violence with the Other or with the Law: there is a demand for recognition, maturation, identification. These conflicts, especially before the question of the Father, were settled within the family; nowadays, they burst out into the social and political spheres. This appeal to the symbolic Father must be taken into account differently than it is today by the State and politicians.

Diglossic ideology and the production of meaning

Jacques THIERS

The concept of diglossy is applied to Corsican society faced as it is with the question of its cultural identity. A "diglossic ideology" determines consciousness of the future. It is a logical, binary system that lets but one alternative: identity is understood only in terms of its conservation or extinction. Accordingly, there can be, to construct an identity, no real project founded upon the semantics of the phenomena of acculturation. Vicious circles and the exaggeration of meaning prevail during political debates about the question of identity and language. A pragmatic approach is proposed: to assume the reality of language practices, cultural productions and the new solidarity born out of everyday life.

The question of novelty in current Corsican poetry

Jacques FUSINA

The question of novelty has been examined following a dialectical comparison of two series of journals. *A Muvra*, *Annu Corsu* and *U Muntese* from the 1920s to the 1960s, and *Riqiru* and *Cismonte* since 1970. A plural interpretation comes out of the author's personal experiences and his knowledge of the general problems of writing poetry. Light is thus shed upon certain major characteristics of presentday Corsican poetry and upon the expression of a Corsican "ego" whose specificity is part of the complex network of questions related to general scholastic research about writing and to a desire for free expression in a "minor" language.

...And to die of pleasure?

André NICOLAI

Corsica, having nearly always been under an outside force, cannot be analyzed as an autonomous organism. A certain type of social system may evolve through three phases towards its extinction. At first, it is asymetrically coupled with its environment. Next, it takes itself to be its own finality, and actors tend to specialize in reproducing themselves. Finally the system may come to prefer a lethal relationship with its environment and, hence, its own extinction, instead of giving up the logic of reproduction. These ideas guide this analysis of how Corsican society has functioned since it was coupled with continental France in 1768.

The birth and mutation of a 'new primary field of activity' in an island's economy: commerce in Corsica

Michel BIGGI

Commerce, the top-ranking private economic activity, produces 30% of the gross insular product of Corsica. Insularity generates additional costs due to transportation and seasonal tourism. Institutional and fiscal measures attempt to make up for these costs. Corsican commerce has made the most of these measures and taken advantage of the weakness of local production in order to develop an organized structure. Slight competition, high prices, rapid adaptability and wide-scale changes are the main characteristics of a growing field of activity in an economy undergoing a recession.

Is there a place for the development of mountainous areas in the Mediterranean basin ?

François de CASABIANCA

Case studies from Corsica, Italy and Spain are used to reply to this question. In Corsica, the case of the underdeveloped Castagniccia — which used to be one of the most densely populated rural areas of Europe — is analyzed. Two areas, in the north and center of Italy clearly illustrate the effects of a much more voluntary and precocious national policy in behalf of mountainous areas. The Spanish case — where the situation in such areas has started deteriorating more recently — confirm that results vary depending upon the policies implemented. Through these case studies, certain formal conditions necessary for the development of mountainous areas are pointed out.

About the difficulty of a Corsican feminist voice

Ghjermana de ZERBI

Why did the Donne Corse Movement, which started in 1980, fail after only two years? The difficulty of raising feminist consciousness in Corsica has many causes. First of all, the island is underpopulated; and in this ageing, conservative land, any kind of progressive movement has difficulty taking hold. Secondly, the patriarchal structure of Corsican society, where individuals — and even more so women — completely rely upon their families, undeniably constitutes an impediment. Finally, feminism and nationalism cannot be brought together because of the strong prejudices of nationalists who consider challenges to the traditional feminine role to be another means of further destroying Corsican identity.

My two mountains: from Tizi-Ouzou to Zonza

Danièle MAOUDJ

I was born in Paris of a Corsican mother and a Kabyle father. My childhood was spent as a *bicotte* at the local school under Marianne's undaunted eyes. To whiten myself, I said that my mother was Napoleon's cousin. Later on, I wanted to know my father's country. At Orly Airport, they were suspicious of me, as they also were in Algiers. In Tizi-Ouzou, I filmed my grandfather's house. My friends wait for me every summer in Algiers. I came back to Corsica for my mother's funeral. I stayed there. It was her country, linked with my father's across the sea.

Corsica helped me stand my sorrow. I have experienced this island's most precious hopes. It gave me such strenght! Two Arabs were killed in a slum. I have been partly killed too, and so has my country. But it has a tough hide, as I do. I still have hope, and always will. In another way.

Corsica, Corsicans and the State

Jean-Pierre BONNAFOUX

In Corsica, the State is everywhere and nowhere! People expect everything from it and, at the same time, constantly accuse it. Since its origins, the relationship between Corsicans and the State is... surrealistic! Corsican cities, taking the place of villages, are to be invented: the reconciliation between Corsica and the State depends upon them. Certain means for this pedagogy have already come into being; but if the State does not help to tame both Corsica and modernity, the youth will be condemned either to be without a land and culture, or else to be archaically behind the times.

The evolution of a dependent political class given the increasing complexity of the social situation

Alberto MERLER

The concrete forms that Mediterranean culture has gradually assumed and what it has rejected from the past are nothing other than concrete relations of dependency as manifested in: politics, the actions of public administrations, the meaning and objectives of social policies, the anarchic exploitation of the local economic potential, the "folklorization" of local culture, the declining quality of life, the necessity of emigrating... In spite of seeming stagnation, these forms are constantly evolving — but within the context of dependency, at least as long as new factors do not intervene. With respect to the organization of political activities in Corsica, the clan can be interpreted to be the form that the French State has managed to give itself, just as the notary class is the form that the Italian State has given itself in Sardinia.

Comments on the Corsican ethnic group

Paul DALMAS-ALFONSI

In 1964, the Committee for the Study and Defense of Corsica's Interests (*CEDIC*), founded by persons belonging to the liberal bourgeois-

sie, published a *Manifesto for the Corsican Ethnic Group*, which presented various themes that would later be developed by the island's protest movement. By endeavoring to define the Corsican community as a particular group with its space, chronology and behaviors, this rather radical text sought to assert this community's rights in the face of the overseeing administration. An effort was made to endow the idea of region with a specific content in terms of "being Corsican". By adopting the notion of "autochtony", this manifesto made a difference between Corsicans of the diaspora and those living on the island who ensure renewal owing to their strong sense of identity and their territorial roots. The identification of a "public opinion" on the island is taken to be proof of a permanency and an obstination to continue in a conception of the national idea that has not yet been fulfilled but is very recognizable.

The Corsican social movement. Changing paradigms

Wanda DRESSLER-HOLOHAN with Paul DALMAS-ALFONSI

This description of how the paradigms of the Corsican social movement have changed since the end of the colonial empire shows how, over five generations, collective identity and the relationship with the State have been transformed in the context of current transnationalization. The emergence of a new economic logic has weakened the feeling of belonging to the French nation among certain social categories, most of which were left out of the economic modernization of the 1960s; it has also exacerbated this feeling among other categories that are directly interested in reproducing the traditional mechanisms of dependency upon the State. Attention is drawn to the role of intellectuals in reshaping the collective identity and to the way that the young classes appropriate, or not, their reformulations of the island's reality.

BULLETIN D'ABONNEMENT/ SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville, pays/city, postal code, country :

Souscription d'un abonnement de un an à : **Peuples Méditerranéens**

Subscription for one year to :

Mediterranean Peoples

☐ de soutien/supporter rate

☐ ordinaire/normal rate

à partir du numéro/beginning with number

Mode de règlement/Payment

- ☐ • Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**, adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 1907 — 75327 PARIS Cedex 07.
- Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**, addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P. 1907 — 75327 PARIS Cedex 07.
- ☐ • Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- ☐ • Facture/Invoice.

Conditions d'abonnement/Subscription rate : (Francs Français/ French Francs)

France et étranger/France and other countries : Individus/Individuals : 210 FF, Institutions/Institutions : 265 FF.

Abonnement de soutien/Supporter rate : 350 FF.

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les « abonnements permanents » à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de 12 mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

Published by the American Medical Association

535 North Dearborn Street

Chicago, Ill. 60610

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

Copyright, 1919, by American Medical Association

Published by the American Medical Association

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

Copyright, 1919, by American Medical Association

Published by the American Medical Association

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

Copyright, 1919, by American Medical Association

Published by the American Medical Association

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

Copyright, 1919, by American Medical Association

Published by the American Medical Association

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

Copyright, 1919, by American Medical Association

Published by the American Medical Association

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

Copyright, 1919, by American Medical Association

Published by the American Medical Association

Subscription price, Five Dollars Per Annum in Advance

Single Copies, Fifteen Cents

Entered as Second-Class Matter, May 26, 1917, Post Office at Chicago, Ill., under No. 383,000

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917, authorized on July 1, 1918

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices

REVUE

de la presse égyptienne

Dossiers :

- *Islam, islamisme et politique* (Une centaine de pages pour définir précisément le cadre du mouvement islamiste dans la société égyptienne) (p. 7).
- *Vers une contre-réforme agraire ?* (Le projet de loi pour une réorganisation des contrats locatifs agricoles au profit des propriétaires terriens, les réactions) (p. 107).
- *Salah Jahin, sortie de scène* (Caricaturiste, scénariste, auteur, acteur, poète..., la mort de l'artiste égyptien le plus en prise sur la société) (p. 157).

Rubriques : économie, trois mois de vie culturelle, chronologie (pp. 223 à 274).

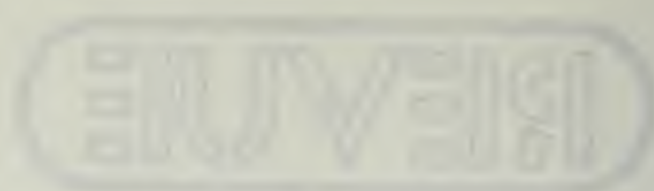
Revue de la presse égyptienne - CEDEJ -MRC.
Ambassade de France au Caire - Egypte
37 quai d'Orsay - 75007 - Paris (Valise)

Abonnement : 4 numéros : 400 F.F. (Europe ;
500 F.F. (hors Europe). (Ordre : CAO)

Vente au numéro : 100 F.F. (Europe) ;
125 F.F. (hors Europe). (Ordre : CAO)



Centre de documentation
et d'études économiques, juridiques et sociales

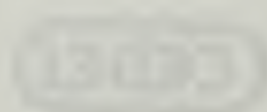


THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 S. UNIVERSITY AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
TEL: (773) 835-3100
FAX: (773) 835-3101
WWW: WWW.CHEM.UCHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 S. UNIVERSITY AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
TEL: (773) 835-3100
FAX: (773) 835-3101
WWW: WWW.CHEM.UCHICAGO.EDU



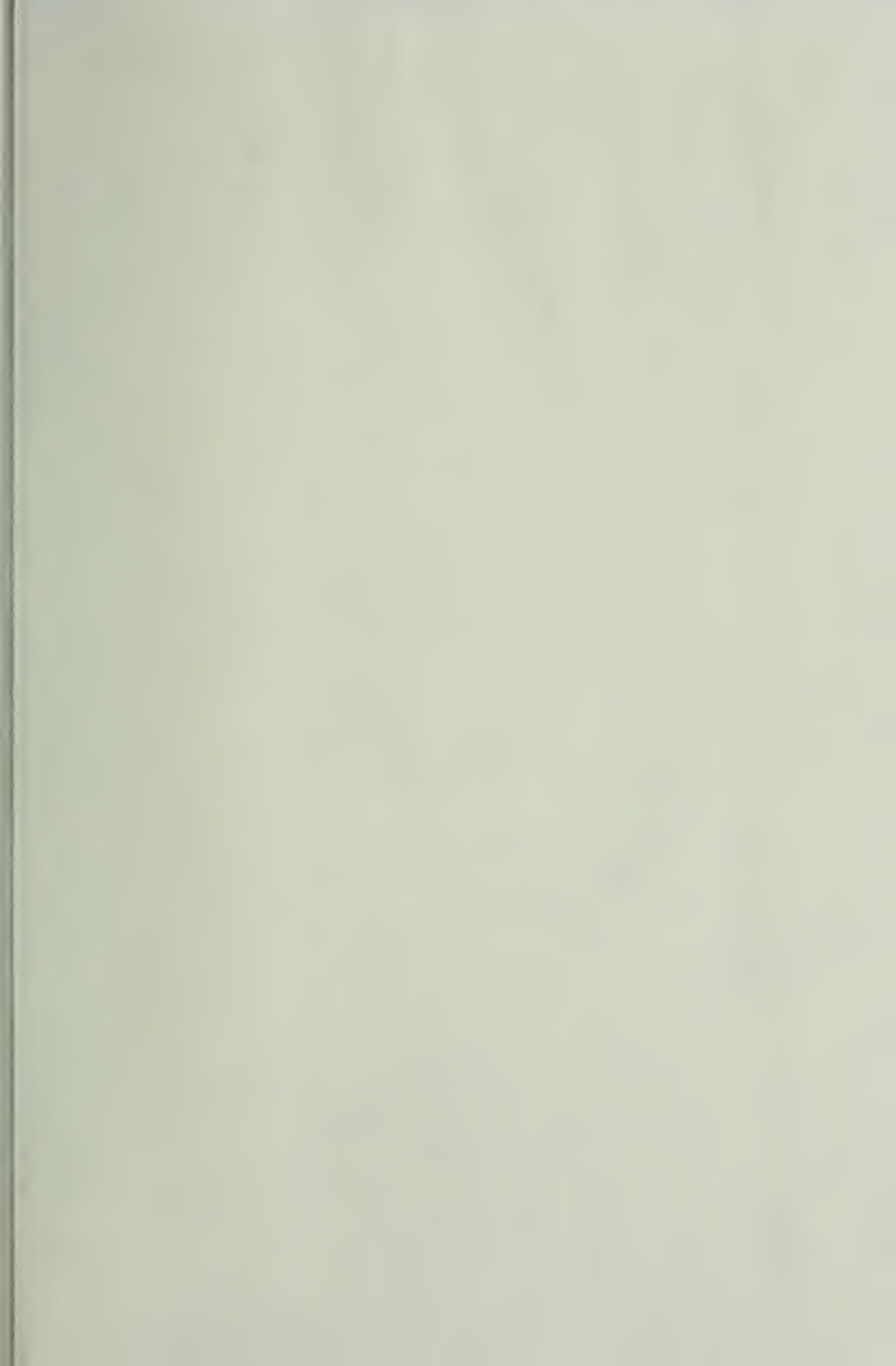
THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

Directeur de publication : Paul Vieille
Numéro d'inscription à la commission paritaire : 60085
Dépôt légal : juin 1987

Achevé d'imprimer en juin 1987 dans les ateliers de
l'Imprimerie Quotidienne à Fontenay-sous-Bois

Small text block at the bottom of the page, possibly a page number or footer.

Small text block at the bottom of the page, possibly a page number or footer.

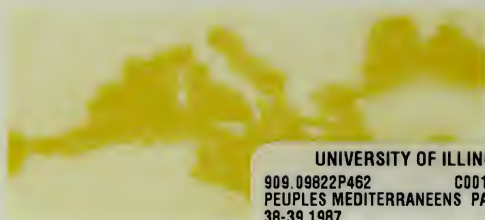


HECKMAN
BINDERY INC.



MAR 96

Bound -To-Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962



UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
909.09822P462 C001
PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS
38-39 1987

REVUE TRIM



3 0112 025192904

Des intellectuels corses parmi les plus connus auxquels se sont joints quelques chercheurs non corses débattent de l'identité et du devenir de la Corse aujourd'hui. Les approches sont différentes : historiques, anthropologiques, sociologiques, économiques, systémiques, existentielles, etc. ; elles se rejoignent dans une commune volonté de dépasser les stéréotypes et sur une question commune : comprendre le présent, s'interroger sur l'avenir. L'ouvrage s'organise en trois parties :

— **Le passé du présent, c'est-à-dire la réflexion conduite sur le passé à partir des interrogations du présent : l'Etat, le clan, l'individu et leurs rapports.**

— **A la recherche d'un sens : des contributions en forme d'essai sur la signification du présent et son devenir ; un débat fondamental sur les éléments constitutifs de la crise actuelle.**

— **Quel concret pour la Corse ? Une série d'études sur la structure économique et sociale corse actuelle et sur les possibilités de développement.**

Un article de conclusion décrit l'évolution des paradigmes du mouvement social corse au cours des dernières décennies.